Université Paris 1 – Panthéon - Sorbonne
Institut d'Etude du Développement Economique et Social
Ecole doctorale de Géographie de Paris

Thèse

en vue de l'obtention du grade de

Docteur de l'Université Paris 1

Discipline : **SOCIOLOGIE**

Soutenue par :
Ania TIZZIANI

Les échos d'un peuple. L'évolution intergénérationnelle des formes de politisation péroniste en Argentine à la fin du XX^{è} Siècle.

Sous la direction de M. Bruno LAUTIER

Date de soutenance : 3 décembre 2007

Jury :

Mme Renée FREGOSI, Maître de Conférences–HDR à l'Université Paris III–IHEAL.

M. Jaime MARQUES-PEREIRA, Professeur à l'Université de Picardie–Jules Verne.

M. Jean-François BAYART, Directeur de Recherche au CNRS/CERI.

M. Fortunato MALLIMACI, Professeur à l'Universidad de Buenos Aires.

M. Bruno LAUTIER, Professeur à l'Université Paris 1–IEDES.

REMERCIEMENTS

Au cours des années consacrées à cette thèse, j'ai bénéficié d'innombrables apports professionnels et personnels. Je voudrais remercier ici tous ceux qui par leur appui, leur aide, leur présence, ont rendu ce travail de recherche possible.

J'ai une énorme dette envers les personnes que j'ai interviewées. Je regrette que la promesse de confidentialité m'empêche d'exprimer ici, nom après nom, ma gratitude. Sans leur collaboration, leur ouverture, leur générosité, cette thèse n'aurait pas existé.

Bruno Lautier a suivi de très près cette recherche. La patience avec laquelle il a encadré mon travail, son intérêt, ses lectures attentives ont constitué un soutien incomparable. Pour son implication, sa vision critique et surtout sa bienveillance, je lui suis profondément reconnaissante.

Ils sont nombreux à avoir lu et discuté des parties de ce travail, sous la forme de brouillons, d'articles ou de chapitres, à avoir suscité des pistes de recherche, proposé des lectures ou enrichi ce travail de leurs critiques et de leurs commentaires : Robert Cabanes, Silvia Sigal, Jaime Marques-Pereira, Pierre Salama, Ricardo Peñafiel, Pía Rius, Karina Vazquez, Gabriela Torres Mazuera et Emmanuelle Jamard qui a, de plus, avec Dominique Boirie, corrigé et amélioré la rédaction du texte.

Je remercie aussi tous mes autres compagnons de route : Blandine Gravelin, Mabel Tapia, Martín Tavaut, la famille nombreuse des Godoy-Lopez, Gisèle Engelvin, Christiane Plauchu, Fernando Suarez, Natacha Borgeaud Garciandía et Paula López Caballero. Et bien sûr, merci à Eva, Rubén, Oriana et Claudio, Licia, Valentín, Joaquín et Ema, pour leur appui inébranlable et pour le stoïcisme avec lequel ils se sont résignés au rituel annuel des aéroports.

Sommaire

Introduction **4**

Chapitre 1 : Le vécu, l'histoire **24**
1.1. L'histoire que font les hommes 30
1.2. Les hommes que fait l'histoire 75

Chapitre 2 : Lectures et relectures du péronisme : la conquête conceptuelle du « gros animal » populaire **92**
2.1. Péronisme et populisme : autour de la tentation hétéronome 96
2.2. Peuple et identification politique : morphologie élusive du sujet populaire 124

Chapitre 3 : Les itinéraires du peuple **143**
3.1. Sur les vestiges de l'expérience première 150
3.2. Dans le sillage du peuple 171
3.3. L'évanescence du sujet populaire 200

Chapitre 4 : Les lieux et les formes dela mise en acte **223**
4.1. L'ouverture, les limites 232
4.2. Le temps de l'impératif 258
4.3. L'introuvable duplicité du peuple 289

Chapitre 5 : Le péronisme en devenir **311**
5.1. La dislocation des liens intergénérationnels 313
5.2. Petit excercice de prospective 322

Conclusion **353**

Bibliographie citée **371**
Ouvrages généraux 371
Ouvrages sur l'Argentine 374
Articles de presse 379

Annexe I : Index des principaux interviewés cités **381**

Annexe II : Principaux événements de la dynamique politique argentine et de l'histoire du péronisme **398**

Introduction

« Nous avons une dette envers les grands hommes du péronisme. Nous devons réaffirmer notre identité, récupérer l'idéal pour que le péronisme puisse réaliser son héritage ». Quelques minutes après dix-huit heures, fin août 2003, Pablo[1] parle, visiblement nerveux, à un auditoire composé d'une trentaine de personnes, pour la plupart des militants péronistes, réunis pour la « IIème Rencontre pour la construction d'une nouvelle direction politique à E.E. ». Nous sommes dans un petit amphithéâtre, cédé pour l'occasion par la Chambre de commerce de E.E., une ville située dans la banlieue sud de Buenos Aires. Sur les murs, quelques vues touristiques de la capitale et trois grands portraits. Sur les deux premiers, Juan Domingo Perón porte l'écharpe présidentielle et parle incliné au balcon de la *Casa Rosada*, siège du gouvernement argentin. Sur le mur opposé, une photo très connue d'une Eva Perón moins officielle et très jeune, les cheveux détachés. Sur l'estrade, Pablo et les deux prochains intervenants font face à un public silencieux, installé sur des chaises un peu éparses, mal alignées. J'avais rencontré Pablo quelques semaines auparavant dans le musée Evita, où

[1] Les noms des personnes et des lieux ont été changés pour préserver l'identité des personnes concernées.

nous avions improvisé un entretien. Il avait alors longuement parlé du discours qu'il envisageait pour cette rencontre et m'avait invitée à l'accompagner, dans le but de m'introduire également à son groupe politique, un groupe indépendant mais lié au Parti Justicialiste[2] de la province de Buenos Aires.

Sa communication s'étend maintenant sur le renoncement qu'implique la réalisation de ces idéaux péronistes. Soudain, l'obscurité. Quelques secondes de surprise et d'immobilité généralisées. Pablo interrompt son allocution. Dans le noir, quelqu'un se lève, quelqu'un confirme qu'il s'agit d'une coupure de courant, quelqu'un sort de la salle pour constater qu'elle concerne l'immeuble en entier, quelqu'un dit qu'il faut attendre. Maintenant la salle se remplit de rires et de plaisanteries, de murmures, de petits groupes debout ici et là. Quelques briquets tentent un éclairage intermittent. Soudain, quelqu'un commence à chanter la marche péroniste. La salle entière le suit, d'une seule voix compacte. Maintenant l'auditoire est devenu protagoniste, il bat des mains, debout et enthousiaste, entonne d'autres chants, parle fort, rit.

Soudain, la lumière revient. L'interruption a duré près de quinze minutes. Lentement le public tente de retrouver les sièges quittés. Les chaises sont encore plus éparpillées. Les trois intervenants reprennent leurs places sur l'estrade. Pablo plaisante sur les effets inattendus de la crise économique argentine. Il tente de redémarrer sa communication. Il a du mal à reprendre le fil de la présentation qu'il avait préparée. Il hésite, passe rapidement d'un sujet à l'autre. Le public a lui aussi du mal à le suivre, à redevenir auditoire. Des murmures discrets, des corps qui s'agitent, des chaises qui grincent, des raclements de gorge. Quelque chose a changé. Les deux autres interventions seront très courtes.

Quelque chose est venu interrompre l'organisation prévue de la rencontre, brouiller la distribution des rôles, l'agencement de l'espace, l'appropriation de la parole, troubler, en définitive, le bon déroulement d'un acte politique codifié. La rencontre politique a pris, dans cette interruption, une forme politique de nature différente. Cette thèse tente d'élucider ce quelque chose que les quinze minutes d'obscurité ont dévoilé. Ou plutôt, elle s'intéresse à l'espace d'intersection entre ce « quelque chose »et l'acte politique codifié. Telle qu'elle était prévue, la rencontre n'excluait probablement pas les applaudissements et le chant peut-être

[2] Parti Justicialiste (PJ) est le nom du parti péroniste.

plus ritualisé de la marche péroniste. L'acte ne visait-il pas d'ailleurs la réaffirmation d'une appartenance politique partagée par tous les participants ? Le fait qu'ils étaient tous péronistes se posait comme un accord préalable à la rencontre. Pourtant, ce que l'interruption a fait émerger c'est l'hétérogénéité des logiques multiples d'affirmation et de construction de ce qu'« être péroniste » veut dire, qui lui sont fondamentalement constitutives.

La scène que nous venons de décrire est historiquement située. L'Argentine de 2003 déploie un paysage complexe et contrasté. Ce paysage est encore fortement ancré dans la crise économique, politique et sociale la plus profonde de son histoire. Ce sera, au niveau économique, la première année de récupération de la croissance, qui, après une rétraction de 10% en 2002, connaîtra une augmentation de presque 9% vers la fin de l'année. La pauvreté et l'indigence sont, en revanche, à leur point le plus haut : elles atteignent respectivement 54% et 27% de la population. Ces proportions étaient de 17% et 4% respectivement dix ans auparavant. L'impact de l'écroulement est absolument omniprésent. Comme une société qui tente soudainement de se reconnaître dans une nouvelle morphologie sociale, les médias comptent jour après jour et un par un les nouveaux cas de malnutrition dans le pays.

C'est au niveau politique, surimposé à cette image d'écroulement économique et social, que le paysage national montre ses contrastes les plus aigus. La crise de représentativité et la résonance de la forte activation et mobilisation de fin 2001 traversent toujours la société argentine. Elle bat encore sous l'écho des derniers *cacerolazos*[3]. Les groupes d'épargnants font entendre leur voix devant les banques. Les assemblées de quartier déclinent mais certaines se réunissent, inventent, participent[4]. Les organisations *piqueteras*[5] multiplient les barrages de rues et de ponts, des faubourgs à la ville de Buenos Aires, des provinces à la capitale. Elles sont au sommet de leur visibilité et de leur capacité de

[3] Les grandes mobilisations de décembre 2001 se caractérisaient par le bruit des casseroles sur lesquelles les manifestants tambourinaient en marchant.

[4] Contre l'image répandue dans le milieu des sciences sociales argentin, qui assimile la rébellion des classes moyennes à un moment de radicalisation politique et de rupture avec le consensus ménémiste, Pablo Semán et Gerardo Aboy Carlés soulignent les sens pluriels et changeants qu'a eu la participation des classes moyennes dans les mobilisations de 2001, généralement associée aux *cacerolazos* et aux assemblées de quartier. Selon ces auteurs, une partie de ces mobilisations, tout en réaffirmant une perspective citoyenne, exprimait des horizons politiques réactionnaires et témoignait d'une frustration devant l'impossibilité de poursuivre le jeu socio-économique des années 1990 (Semán et Aboy Carlés, 2006, p. 189).

[5] Organisations de chômeurs qui doivent leur nom aux barrages routiers (*piquetes*) constituant leur principale forme de mobilisation.

mobilisation. Les *cartoneros* s'organisent en arpentant la ville soir après soir[6]. Le 24 mars, 27ème anniversaire du dernier coup d'Etat dans le pays, 30 000 personnes se mobilisent pour condamner la dictature militaire. Trois mois après, le 26 juin, 20 000 personnes se réunissent sur le *Puente Pueyrredón*, où deux militants *piqueteros* ont été assassinés l'année précédente. Le mouvement des usines récupérées se développe. Il y aura cette année-là une diversité d'entreprises occupées, des délogements violents, des réoccupations[7].

Le 27 avril ont lieu les élections présidentielles. Carlos Menem pourra se prévaloir de n'avoir jamais perdu une élection sans que nul n'ose le démentir. Ce sera cependant le péroniste Néstor Kirchner qui deviendra chef du gouvernement[8]. Ces élections présidentielles ont fortement mobilisé les électeurs à en juger par la réduction des taux d'abstention et de votes blancs par rapport aux élections précédentes[9]. Le nouveau président comptera, vers la fin de l'année, plus de 75% d'appréciation positive au sein de la population (Cheresky, 2003). A la lumière du processus électoral, la devise des grandes mobilisations de décembre 2001, où les manifestants exigeaient « qu'ils s'en aillent tous », semble paradoxale : un an après, les protagonistes du jeu électoral sont des figures bien connues de la scène politique argentine des dernières décennies. La devise s'est, par ailleurs, fortement banalisée tout le long de cette année, au point qu'elle deviendra une consigne commerciale, faisant référence cette fois non pas à la classe politique mais aux produits qu'un grand supermarché compte épuiser au cours d'une opération de solde.

Ce paysage contrasté d'une année qui a été analysée dans certaines interprétations comme étant à la charnière entre l'écho mobilisateur de la crise et la « normalisation » (Svampa, 2005), condense et unifie deux dichotomies récurrentes. L'image d'une société qui oscille, dans son auto-représentation et nombre d'interprétations, entre la dépolitisation et

[6] On appelle communément *cartoneros* les récupérateurs de déchets. Selon Dobo de Socolsky (2006), il y aurait, en 2007, 40 coopératives de *cartoneros* dans la capitale fédérale et pas moins de 40 000 travailleurs de récupération et de recyclage informel de déchets.

[7] Il existe un important mouvement d'usines récupérées et remises en marche par les travailleurs après la déclaration de la faillite par les propriétaires. Selon Svampa (2006), on compte près de 150 usines récupérées, dirigées par différents courants et constituées en coopératives.

[8] Carlos Menem remporte effectivement les élections avec 24% des voix mais se retire du deuxième tour en raison des mauvaises prévisions dans les sondages, faisant de Néstor Kirchner, qui était arrivé en deuxième place avec 22% des suffrages, le nouveau président. Ce processus électoral sera analysé avec plus de détail dans le chapitre 5.

[9] Même si le taux d'abstention (22%) a été plus important que lors des élections présidentielles précédentes, les votes blancs et nuls se réduisent par rapport aux élections législatives de 2001 : 1% de votes blancs et 2% de votes nuls, contre 8% et 13% respectivement en 2001 (données du ministère de l'intérieur citées par Sigal, 2003/2004).

l'hyper-politisation, prête à s'engager sur le passage de la somnolence à l'explosion, sans arrêt intermédiaire. Elle condense aussi la coexistence entre l'ancien et le nouveau, entre le même et le différent. Le permanent, qui ne cesse de peser dans l'inertie de la somnolence ; le différent qui émerge soudainement dans l'explosion.

Nombre d'analyses « à chaud » du processus de mobilisation de décembre 2001 soulignent le caractère refondateur et activateur de la profonde crise politique[10]. Refondation et retour en force d'une manière de penser le politique qui s'était, dans ces interprétations, éclipsée au cours des décennies précédentes. Dans ce paysage, présenté par l'Argentine en 2003, strié d'une diversité de manifestations de la même crise, on peut donc lire la séquence qui mène de la crise hyper-inflationniste de 1989 à la débâcle du début des années 2000, en passant par une décennie de « normalisation » néolibérale. Le fil conducteur de cette séquence se situe au niveau du politique : sur le sillon irrégulier d'une politisation qui s'épuise et explose.

Ainsi, à l'image d'hyper-politisation qui domine de nombreuses analyses de la crise de 2001, correspond l'image en négatif d'apathie politique, récurrente dans les lectures sur la période de consolidation du modèle d'orientation néolibérale dans le pays[11]. La consolidation de ce modèle a en effet impliqué une certaine « dépolitisation du politique », tant son application s'est légitimée comme le seul choix possible. Comme le suggère Grassi (2003), la consolidation de l'orientation néolibérale dans les années 1990 ne peut être comprise sans la prise en compte d'un travail actif politico-culturel de construction d'une nouvelle société, promu par les groupes hégémoniques[12]. L'axe de ce travail politique et culturel a concerné l'autonomisation de la dimension économique et le démantèlement des mécanismes de

[10] Diana Quattrocchi-Woisson écrit, par exemple, en juin 2003, que la page du XXème siècle argentin a été tournée : « lors des journées historiques des 19 et 20 décembre 2001, les citoyens, massivement et spontanément descendus dans les rues, ont exprimé un « ça suffit » bruyant et spectaculaire contre le modèle économique néolibéral, contre la corruption, contre l'impunité et contre les politiques affairistes, corporatistes et clientélistes qui avaient pris le dessus depuis l'instauration démocratique de 1983 ». Ces journées « historiques » marquent une recomposition du champ politique argentin, où « le vieux est en train de s'en aller et le nouveau apparaît déjà clairement dessiné ». (Quattrocchi-Woisson, 2003, p. 16). On peut néanmoins discuter dans cette analyse le caractère purement « réactif » de la protestation sociale et une certaine mystification « refondatrice » des journées de mobilisation.

[11] Nombre d'analyses soulignent en effet que la transformation néolibérale dans le pays qui a impliqué une profonde régression sociale s'est faite sans susciter de mouvements d'opposition importants. C'est le cas par exemple de Borón (1995) et Levitsky (2004). Maristella Svampa et Danilo Martuccelli dans *La plaza vacía*, publié en 1997, analysent, en revanche, les processus complexes de recomposition du lien au politique qui « se cache sous l'image simpliste de l'apathie de la société argentine ».

[12] Grassi envisage l'Etat et les projets politiques lui donnant forme comme une lutte pour l'hégémonie. Cette dernière est donc pensée comme une construction conflictuelle par des sujets qui ne constituent guère un bloc homogène mais se confrontent et se différencient (Grassi, 2003, p.134).

régulation politique de la logique capitaliste. Ainsi, une partie importante de la stratégie politico-discursive de « production d'une nouvelle réalité[13] » impliquait de « constituer l'économie comme un domaine dont le fonctionnement répond à une logique abstraite, qui laisse aux agents (économiques et politiques, les Etats nationaux inclus) un rôle purement adaptatif ; et instituer et officialiser cette représentation comme un discours étatique et comme une pratique bureaucratique et organisationnelle » (Grassi, 2003, p. 126).

Cette représentation de l'autonomisation de l'économie a été possible grâce à un travail de production active du discrédit de la politique en tant que pratique sociale, de mépris du débat public dans l'imposition d'un discours qui se prétendait « professionnel », « technique », et « non politique », puisqu'il montrait le seul chemin possible (Grassi, 2003, p. 111). Le résultat a été un « appauvrissement de la politique, qui est restée limitée aux luttes de court terme, dans la même mesure de l'appauvrissement de l'économie, qui s'est dissoute dans les règles du libre marché, et la dépréciation de la réflexivité sociale critique, enfermée dans une rationalité technique, qui s'est approprié des questions qui font aux buts souhaitables et éligibles par la société » (Grassi, 2003, p. 162).

Ce processus de construction politique d'une « politique impuissante » traduisant l'appauvrissement et le discrédit de la politique, ne constitue aucunement une exclusivité de l'Argentine des années 1990. Dans un cadre plus vaste et davantage centré sur les expériences des sociétés occidentales, Jacques Rancière souligne le même processus que celui que Grassi analyse pour le cas argentin. Il constate, dans les démocraties actuelles, l'installation d'une vision consensuelle selon laquelle « il n'y a qu'une réalité qui ne nous laisse pas le choix de l'interpréter et nous demande seulement des réponses adaptées qui sont les mêmes, quelles que soient nos opinions et nos aspirations. Cette réalité s'appelle économie : en d'autres termes, l'illimité du pouvoir de la richesse » (Rancière, 2005, p. 85). Selon l'analyse de cet auteur, la démocratie, qu'il définit comme « le gouvernement des n'importe qui », de ceux qui n'ont pas de titre à gouverner, est vouée à la haine de ceux « qui ont à présenter des titres au gouvernement des hommes : naissance, richesse ou science. Elle l'est aujourd'hui plus radicalement que jamais parce que le pouvoir social de la richesse ne tolère plus d'entrave à son accroissement illimité et parce que ses ressorts sont chaque jour plus étroitement articulés

[13] L'auteur cite ici le ministre de l'Economie Domingo Cavallo, créateur du plan de Convertibilité argentin, qui affirmait en 1994 dans un interview au journal *Pagina 12* : « Je suis un producteur de la nouvelle réalité ». (Grassi, 2003, p. 126).

aux ressorts de l'action étatique. […] Pouvoir étatique et pouvoir de la richesse se conjuguent tendanciellement en une seule et même gestion savante des flux d'argent et de populations. Ils s'appliquent ensemble à réduire les espaces de la politique » (Rancière, 2005, p. 103-104).

L'appauvrissement et la réduction de l'espace de la politique ont représenté, dans les dernières décennies, une dimension constitutive de la manière dont les sociétés ont organisé leur propre « gouvernement ». Un gouvernement construit sur la conjugaison entre l'action étatique et le pouvoir illimité de la richesse ou, comme le signale Grassi pour le cas argentin, cimenté par ce travail politique qui a fait des intérêts du capital concentré, subsumés dans l'efficacité du modèle, les intérêts de l'ensemble de la société. Or, si cette transformation politique majeure peut être analysée, comme le fait Grassi, par les changements opérés sur la scène politique argentine, les discours des « professionnels » de la politique, les rapports entre les instances étatiques et les corporations économiques, il est plus difficile de dégager d'une telle analyse ce que ce processus de transformation et de réduction de l'espace de la politique implique en tant qu'expérience vécue par les acteurs et son articulation aux formes de politisation dans le pays.

La correspondance entre cette transformation, qui peut être reconnue et située dans les structures établies de la politique, et la manière dont les acteurs expérimentent le politique n'a, dans notre perspective, rien d'immédiat ou de naturel. La politisation s'épuise-t-elle au cours de ce processus politique de réduction de l'espace de la politique ? Cela se traduit-il par la désaffection et la démobilisation politiques ? Quel est l'éventail de prises de position possibles face à ce processus politique ? Se réduit-il aux deux positions extrêmes, entre l'adaptation passive et la résistance radicale ? Finalement, comment s'articule ce processus propre à l'ère néolibérale dans le cas de l'Argentine à la manière dont les acteurs construisent et conçoivent leur rapport au politique ? Bien au-delà de la conjoncture politique spécifique des années 1990, ces interrogations renvoient en définitive à un questionnement sur l'imbrication, le rapport et la construction réciproque de ces deux espaces hétérogènes du politique : celui qui se constitue en une dimension fondamentale de la domination ; celui qui fait sens, comme expérience subjective, pour les acteurs.

Dans le cas de l'Argentine, loin de l'image d'une décennie de léthargie, de nombreuses analyses soulignent le dynamisme de la participation et de la protestation sociale

au cours de l'expérience néolibérale. Ce dynamisme a impliqué le réinvestissement d'anciens répertoires de protestation[14] ainsi que l'invention de nouvelles formes d'action collective, manifestant la rencontre entre différents secteurs sociaux. Comme le signale Grassi dans l'article cité, les mouvements de protestation des années 1990 contredisent le diagnostic récurrent de « société démobilisée », même s'il s'est agi, dans la plupart des cas, d'actions de résistance ou défensives plus que revendicatives.

Le mouvement des droits de l'homme a été à l'origine de nombreuses mobilisations qui ont marqué la période. Les plus significatives ont eu lieu contre les grâces accordées par le président Carlos Menem au début de son mandat au commandement de la dernière dictature militaire, et lors des attentats contre l'ambassade d'Israël et *l'Asociación Mutual Israelita Argentina* à Buenos Aires, en 1994. Cette dernière a été la mobilisation la plus importante de la période, réunissant 150 000 personnes. Le mouvement syndical, représenté par la Confédération Générale du Travail (CGT), organiquement liée au péronisme, a connu une perte considérable de pouvoir et de capacité de mobilisation par rapport aux années de gouvernement radical qui ont précédé. Pourtant, c'est au cours de cette période qu'émerge un syndicalisme d'opposition, réuni dans la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA), prônant l'autonomie syndicale, qui a été à l'origine de nombreuses actions de mobilisation et de protestation. Le syndicat des enseignants a été un des plus mobilisés, en particulier dans ses actions d'opposition aux réformes de l'enseignement public, développant une diversité de formes de protestation. Dès 1992, une manifestation organisée par la CTERA (Confédération des Travailleurs de l'Enseignement de la République Argentine) « Contre la loi fédérale d'éducation et en défense de l'enseignement public », mobilise 70 000 personnes. Un autre secteur fortement mobilisé a été celui des retraités, qui n'a cessé de manifester contre la dégradation des conditions de vie des travailleurs « passifs ». Le pays a connu, au cours des années 1990, de nombreuses et importantes révoltes populaires dans les provinces et l'émergence des *piqueteros* en tant qu'acteurs politiques.

Une grande partie de ces mobilisations et protestations dépassait le cadre sectoriel pour exprimer ses demandes en termes de droits et de citoyenneté, d'égalité et d'inclusion. Le

[14] Auyero (2002) et d'autres auteurs (Svampa et Pereyra 2003, Farinetti, 1999), reprennent le concept de répertoire d'action collective développé par Charles Tilly, pour rendre compte des transformations dans les formes de la protestation sociale en Argentine des dernières décennies et l'émergence de nouveaux acteurs tels que les organisations *piqueteras*. Le terme « répertoire » identifie « un ensemble limité de routines qui sont apprises, partagées et exercées au travers d'un processus de sélection relativement délibéré ». Selon Tilly, ces répertoires émergent dans la lutte, dans les interactions entre les citoyens et l'Etat (Auyero, 2002, p. 17).

caractère « défensif » n'efface donc pas une certaine politisation de la mobilisation qui s'est développée dans les dernières décennies, en parallèle à l'appauvrissement et la réduction de l'espace de la politique, c'est-à-dire en parallèle à un discours « anti-politique » comme composante constitutive de la domination. Cette simultanéité suggère que l'espace de la politisation des acteurs ne peut être entièrement déduit des structures établies de la politique qui participent à l'espace de la domination et que le rapport d'un espace à l'autre est un rapport non pas purement réactif mais beaucoup plus complexe, à double sens, et évolutif. Complexe, en raison de leur communication et de leur influence réciproque, qui ne masque ni leur hétérogénéité ni leur écart. Evolutif, en ce qu'il dément l'opposition de l'ancien au nouveau, pour faire ressortir des réinvestissements et reformulations multiples des formes de politisation et de l'action collective longuement apprises, et leurs résonances actuelles.

Ces deux espaces renvoient à deux processus hétérogènes que Jacques Rancière différencie comme police et politique. Le premier processus correspond au gouvernement : « Il consiste à organiser le rassemblement des hommes en communauté et leur consentement et repose sur la distribution hiérarchique des places et des fonctions ». C'est à ce premier processus policier que répondent les structures établies du champ politique et de la domination. Le deuxième espace correspondant au politique comme expérience pour les acteurs, est celui qui peut potentiellement faire apparaître le deuxième processus défini par Rancière, celui de la politique proprement dite qui est aussi celui de l'égalité : « Il consiste dans le jeu des pratiques guidée par la présupposition de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui et par le souci de la vérifier. Le nom le plus propre à désigner ce jeu est celui d'émancipation » (Rancière, 2004, p. 112). Le politique est, dans la perspective de cet auteur, la rencontre de ces deux processus hétérogènes.

L'analyse des formes de la politisation et leur imbrication aux structures établies de la politique constitue une manière d'aborder le politique tel qu'il est définit par Rancière. Cette analyse se confronte le plus souvent à deux écueils principaux. Si le processus politique qui marque l'histoire argentine des vingt dernières années nous permet de mettre en lumière l'hétérogénéité de ces deux espaces distincts mis en rapport par le politique, l'analyse de leur rencontre et de leur construction réciproque échappe à toute approche conjoncturelle. Dans notre perspective, la complexité et le caractère évolutif du rapport entre ces deux espaces et ces deux logiques du politique ne peut être compris que dans une analyse diachronique, qui puisse embrasser le temps long qui le bâtit et le façonne : ce rapport est l'épaisseur historique

des formes de politisation longuement apprises, transmises, réappropriées par les acteurs, travaillées dans la rencontre avec cette dimension policière qui participe à organiser la domination, dimension qui prend à son tour forme dans la rencontre. Ce n'est que dans cette épaisseur historique que la séquence des vingt dernières années peut être comprise : c'est dans les différentes sédimentations d'un temps qui est expérience et vécu que le politique fait sens pour les acteurs. Cette thèse privilégie une analyse ancrée dans cette épaisseur historique, qui permet d'éviter un des écueils principaux des études des formes de la politisation, celui de tomber dans un rappel événementiel, entraînant le plus souvent des interprétations dichotomiques basculant entre la dépolitisation et hyper-politisation.

Le deuxième écueil consiste à assimiler le rapport entre ces deux processus différenciés –qui renvoient à la politique et à la police– à une correspondance immédiate et déduire un processus de l'autre. Or, dans notre perspective, reprenant la définition du politique de Jacques Rancière, il s'agit bien d'une rencontre : d'un espace d'intersection mettant potentiellement en rapport deux logiques antagoniques. Les sciences politiques et la sociologie politique latino-américaines ont souvent privilégié des approches centrées sur les structures établies de la politique, et leur « impact » sur les formes de politisation, le plus souvent assimilées aux acteurs collectifs organisés. Pourtant, dans notre perspective, ce rapport ne peut être abordé qu'en prenant en compte le double sens qui le construit, le fil qui relie ces structures établies de la domination au processus subjectif de construction des formes de politisation, qui a été, quant à lui, beaucoup moins abordé, et qui se situe le plus souvent en amont des acteurs collectifs organisés. Cette thèse tente donc de renverser le regard et de se situer dans l'espace de construction de la politisation par les acteurs, pour aborder sa rencontre avec les structures établies de la politique. Pour ce faire, elle traite, comme un « cas particulier du possible » (Bourdieu, 1994, p. 16), le cas d'une des formes de politisation les plus stables et intenses de l'Argentine actuelle : l'identification au péronisme. Cette perspective permet d'éviter les deux écueils mentionnés plus haut. Elle permet en effet de restituer, d'une part, dans la longue histoire du mouvement fondé par Perón, l'épaisseur historique des formes de la politisation et leur évolution. D'autre part, elle met en lumière la non identité entre ces deux processus hétérogènes auxquels renvoient les dispositifs établis de la politique et le politique comme expérience des acteurs, ainsi que les formes de leur imbrication.

Le cas de l'identification au péronisme constitue une approche, parmi d'autres possibles, de l'interrogation concernant la manière dont les acteurs construisent et réinventent leur rapport au politique –dans un sens large qui inclut le rapport aux structures établies de la politique et de la représentation, sans s'y restreindre. Or, s'il constitue une approche parmi d'autres possibles, il n'est pas une approche comme les autres. Il dessine, pour les individus qui s'identifient politiquement au péronisme, dans les particularités du mouvement fondé par Perón, une manière spécifique –mais non exclusive– de se politiser.

Plusieurs éléments justifient le choix du cas du péronisme pour aborder les formes de la politisation et leur évolution dans l'Argentine des dernières décennies. Le premier et le plus évident tient au fait que le péronisme a été au centre de ce que Grassi appelle la « révolution néolibérale » dans le pays et de la transformation politique qu'elle à impliquée. Si les premières politiques néolibérales ont été mises en place au cours de la dernière dictature militaire, c'est pendant les deux gouvernements successifs du président péroniste Carlos Menem que cette orientation s'est approfondie et consolidée. Le péronisme n'a été au centre de cette consolidation néolibérale qu'au prix de sa propre métamorphose : même si l'on retrouve des antécédents du recours à des politiques d'orientation libérale de la part de gouvernements péronistes antérieurs, l'adaptation très prononcée aux dictats de ce que l'on a appelé le « Consensus de Washington » de la gestion Menem a été analysée comme une inflexion importante des orientations historiques du mouvement fondé par Perón[15]. Que signifie aujourd'hui se définir politiquement comme péroniste ? Quelle est la pratique politique que véhicule l'identification à ce mouvement politique ? Comment ont évolué les significations et les pratiques que les péronistes[16] attribuent à leur appartenance politique, alors que le péronisme, précisément, a joué un rôle central dans la réduction de l'espace de la politique ?

Au-delà du processus spécifique des années 1990, le cas du péronisme permet d'aborder l'analyse à partir d'un ancrage historique. L'identification au péronisme se prête, dans la longue histoire de ce mouvement politique, à une approche diachronique de la respiration peut-être irrégulière mais aussi tenace de cette politisation, faite de moments de repli, de reformulation et d'expansion, qui participent à marquer son rythme. Cet ancrage

[15] Différentes interprétations du ménémisme et de son rapport aux orientations historiques du péronisme sont présentées par Borón (1995).
[16] Nous parlerons, en raccourci, de « péronistes » pour nous référer aux individus qui s'identifient politiquement au mouvement fondé par Perón. Cela répond uniquement à une volonté de simplifier la formulation.

historique renvoie également à l'hétérogénéité des différents temps qui composent ce rythme. Le caractère évolutif de cette appartenance politique manifeste le caractère dynamique du lien profond que les acteurs établissent avec le politique, fait d'héritages et d'inventions, d'imbrication continue de la permanence du « déjà produit » dans la reformulation et la production nouvelle.

Pourtant, dans notre perspective, le cas du péronisme doit être pensé comme un « cas extrême ». Aborder la respiration irrégulière de la politisation dans l'Argentine des dernières décennies, à partir de l'analyse des significations et des pratiques que les péronistes attribuent à leur appartenance politique revient à faire le choix d'une perspective entièrement centrée sur des individus déjà –et parfois fortement– politisés. Le processus électoral d'avril 2003 et la rapide recomposition d'une autorité présidentielle montrent que le péronisme semble résister mieux que d'autres forces politiques au contexte de crise de représentativité et à la déstructuration des partis politiques dits « traditionnels », qui ont été au centre de la dynamique politique du pays des années précédentes. En 2003, selon une enquête nationale, 25% des personnes interrogées se considéraient comme péronistes[17]. Ces chiffres montrent que l'identification au péronisme reste une des identités politiques les plus importantes et intenses dans l'Argentine actuelle. Elles montrent aussi qu'une telle analyse ne peut prétendre à aucune représentativité –qui est d'ailleurs assez faible dans les travaux de sociologie qualitative. D'après l'enquête citée, 52% de personnes interrogées se considéraient comme indépendantes, et la tendance semble manifester une hausse puisque cette proportion atteint 61% l'année suivante. L'intérêt donc de cette forme spécifique de politisation que véhicule l'identification au péronisme ne tient guère à la possibilité de généralisation d'une analyse basée sur une population considérée comme représentative de l'ensemble de la société argentine. L'intérêt tient plutôt à l'intensité de cette forme de politisation. Les trajectoires politiques et d'adhésion des individus qui s'identifient au péronisme, peuvent être pensées comme des « cas extrêmes » d'une politisation intense et bien définie, qui met en lumière, dans ses traits nets et fortement démarqués, non pas un processus de construction d'un rapport à la politique, un et toujours identique, mais les éléments qui entrent en jeu, qui s'agencent, et qui peuvent être transposables à des formes de politisation autres, stables ou ponctuelles,

[17] Ces résultats proviennent d'une enquête réalisée par le cabinet Gallup en mai 2003, après le premier tour des élections présidentielles. Dans la même enquête 5% des personnes interrogées adhéraient à l'UCR (Unión Cívica Radical) et 61% se considéraient indépendantes. Dans une enquête nationale réalisée l'année précédente par le même cabinet et publiée en juin 2002 par le journal *La Nación*, 52% des individus interrogés se considéraient indépendants, 23% péronistes et 6% radicaux (Données citées par Cheresky, 2003, p. 32).

« flottantes » ou indépendantes. Par ailleurs, l'identification au péronisme ne peut être pensée de manière isolée : ce que cette forme spécifique de politisation dévoile, dans son intensité, dans une sorte d'effet de « grossissement » ou d'exacerbation, c'est une certaine nature du politique en tant qu'expérience vécue et son rapport au fonctionnement du champ politique argentin.

Ainsi, l'objectif de cette thèse n'est pas celui de produire une nouvelle interprétation du mouvement péroniste. Elle s'intéresse plutôt au processus de construction d'un rapport au politique à travers l'identification au péronisme. Son objet n'est donc pas le péronisme comme une entité essentielle, mais les significations et les pratiques que les individus qui se définissent comme péronistes attribuent à cette appartenance politique. Ce centrage implique bien entendu des choix. Cette thèse n'aborde pas des dimensions fondamentales de ce mouvement politique, permettant d'appréhender son histoire et son devenir, son rôle dans la dynamique politique du pays. Ainsi, nous n'aborderons pas les problématiques concernant l'organisation du péronisme en tant que mouvement politique, l'évolution de son rapport avec les secteurs travailleurs et l'organisation syndicale, le fonctionnement des réseaux clientélistes du PJ, les rapports de pouvoir au sein de l'élite politique péroniste et les différentes lignes internes à ce mouvement politique, entre autres sujets. Cela ne veut pas dire que ces questions sont évacuées de notre analyse : cette thèse s'appuie largement sur la littérature qui a été produite au cours du dernier demi siècle sur ces questions. Il nous semble cependant que même si une grande partie de cette littérature soulève la dimension identitaire du péronisme comme une variable fondamentale dans l'analyse de ce mouvement politique, cette dimension, et les significations et pratiques qui entrent en jeu, a été jusqu'à présent très peu explorée.

L'ancrage historique et la mise en avant du caractère évolutif de cette identification politique ont été les deux axes sur lesquels s'est articulée l'approche de cette thèse. Elle est ainsi construite sur une comparaison intergénérationnelle des significations que les péronistes attribuent à leur appartenance politique. L'organisation de cette recherche se décline donc dans une analyse comparative de trois générations, définies en fonction de leurs expériences politiques, qui correspondent globalement aux trois périodes dans lesquelles ce mouvement politique a été un parti de gouvernement au cours du siècle dernier. La première génération est marquée par le vécu du premier régime péroniste qui englobe les deux gouvernements

successifs de Juan Domingo Perón, entre 1946 et 1955. L'expérience politique définissant la deuxième génération dans le schéma de cette thèse est rattachée au processus politique complexe qui s'ouvre vers la fin des années 1960 et mène à la troisième présidence du leader péroniste. Cette expérience est marquée par la forte mobilisation politique de la période et la polarisation idéologique interne de ce mouvement politique. Même si le péronisme n'arrive au pouvoir qu'en 1973, elle s'étend, dans notre analyse, de 1969 à la gestion de la femme de Perón, Isabel Perón, qui lui succède après sa mort, jusqu'à la dernière dictature militaire dans le pays, qui commence en 1976. Enfin, la troisième génération est marquée par le vécu politique lié au tournant libéral du péronisme de la fin du siècle, consolidé au cours des deux gestions successives de Carlos Menem, de 1989 à 1999.

Cette approche intergénérationnelle s'appuie sur l'hypothèse selon laquelle les significations que les péronistes attribuent à leur identification politique sont profondément ancrées dans un vécu historique et politique. Les accords et désaccords intergénérationnels, les héritages et reformulations, la mémoire transmise et tronquée, les continuités et ruptures que manifestent les spécificités générationnelles ouvrent une voie d'accès privilégiée à l'analyse de l'évolution de cette identification politique, qui renvoie indissociablement au poids de l'histoire vécue –constamment interprétée et réinterprétée– dans la construction d'une intelligibilité et d'une pratique politique. Le premier chapitre de cette thèse aborde cet ancrage historique suivant deux volets principaux. Le premier, basé sur des matériaux bibliographiques, a pour objectif d'éclaircir notre approche de l'identification au péronisme en tant qu'histoire vécue et de préciser les trois périodes mentionnées plus haut, points de repère dans la construction des trois générations de référence dans le schéma de cette thèse. Le deuxième volet aborde la mise en rapport de cette approche historique avec la notion de génération. En effet, malgré son utilisation répandue, la notion de génération demeure souvent floue et ambiguë. Nous étudierons dans cette deuxième partie du premier chapitre la discussion sur la pertinence de cette notion et la conceptualisation que nous avons privilégiée dans l'analyse de l'évolution de l'identification au péronisme.

L'importance de l'ancrage historique est étroitement associée à la manière dont nous abordons ce qu'est « être péroniste ». Identification, adhésion, identité politique, traduisent dans le langage courant et académique cette manière de se définir politiquement. Dans notre perspective, au cœur de l'identification au péronisme se situe la définition du peuple comme espace politique d'appartenance, dont le nom et le visage évoluent selon les différents vécus

historiques et politiques. Cette approche qui met au centre de l'analyse la figure populaire n'a rien d'original. Ancrées dans l'étude de la période fondatrice de ce mouvement politique, nombre d'interprétations ont très tôt associé le nom de péronisme à un nom générique : celui de populisme ou modèle national populaire. Au cœur de ces analyses se situe le rapport privilégié que ce mouvement politique établit, depuis ses origines, avec la figure du peuple et le type de participation politique que cette appartenance populaire véhicule, le plus souvent défini par sa dépendance par rapport aux orientations du leader. Or, tout comme le concept de populisme, ces interprétations sont confrontées à une difficulté majeure qui résulte de la combinaison de deux éléments constitutifs : d'un côté, la centralité de la notion de peuple dans la dimension rhétorique, mobilisatrice et identificatrice de ce mouvement politique ; l'hétérogénéité sociale de sa base politique de l'autre.

Cette figure populaire que l'on situe au cœur du péronisme a été le plus souvent pensée à partir de son incarnation dans différentes catégories sociales, susceptibles de la cristalliser : la classe ouvrière, les classes travailleuses organisées, les secteurs urbains marginalisés ou plus largement –et plus vaguement– les secteurs populaires. Pourtant, cette opération de catégorisation sociale a toujours quelque chose d'approximatif : le peuple est toujours en « excès » par rapport à des secteurs et parties de la société. Restreindre l'idée de peuple à une catégorie que l'on situe d'emblée au bas de l'échelle sociale empêche de penser la notion de peuple à partir de ce qu'elle a de spécifique : son indétermination sociale[18]. Dans notre perspective, penser simultanément ces deux éléments constitutifs du péronisme – appartenance populaire et hétérogénéité sociale de sa base politique– exige une conceptualisation différente du peuple : celle d'une appartenance politique et symbolique qui ne se superpose pas nécessairement aux appartenances sociales.

Le deuxième chapitre de cette thèse s'inscrit dans les débats autour de la notion de peuple et de sa centralité dans l'identification au péronisme. Il aborde, dans une première

[18] Pour ce qui est du populisme, selon Tagguieff (1997), une des caractéristiques de ce type de mouvement politique est qu'il ne prend pas les traits d'une organisation de classe. Selon cet auteur, les populismes, tant dans leurs expressions russes, que nord et sud-américaines, ont fait appel à des classes sociales aussi différentes que les paysans, les intellectuels, les migrants ou le prolétariat urbain. Cela suggère qu'il ne s'agit pas d'un mouvement basé sur une classe sociale spécifique. En ce qui concerne le cas spécifique du péronisme, s'il a pu être analysé comme un mouvement à base ouvrière, en particulier lors de sa première expérience de gouvernement (voir particulièrement Germani, 1962, 1973), des études postérieures mettent en avant l'hétérogénéité de sa base politique, en particulier à partir des années 1970 où l'on constate l'intégration au mouvement péroniste de secteurs de jeunesse universitaire et de certains secteurs intellectuels appartenants aux classes moyennes.

partie, une révision des débats ouverts par les premières interprétations du péronisme dans les années 1950 et son couplage avec la notion de populisme ou de régime national populaire. Ces débats délimitent un champ très vaste dans la littérature politique et sociologique. La révision que nous présentons dans ce deuxième chapitre est donc partielle : elle est très centrée sur la manière dont ont été pensés le rapport entre le mouvement péroniste –et plus largement les mouvements populistes– et différentes figures populaires, ainsi que la participation politique qu'elles véhiculent. La deuxième partie de ce chapitre, inspirée des analyses développées par Jacques Rancière, est consacrée à une discussion sur la conceptualisation de la notion de peuple comme une appartenance politique et symbolique, en la déliant de toute opération de catégorisation sociale.

Si nous rejoignons ces interprétations pour ce qui concerne la définition de la notion de peuple comme organisateur des significations de l'identification au péronisme, la conceptualisation de cette notion que nous privilégions dans notre approche se démarque des perspectives qui utilisent le prisme du populisme aussi bien que des approches identitaires. En effet, certaines analyses, en particulier celles qui se réfèrent aux pratiques militantes, soulignent l'importance du processus subjectif de création d'une identité en tant que « présentation de soi » dans la construction d'un rapport au politique. Svampa (1997, p. 153) rend compte de la centralité de cette construction identitaire dans le péronisme, de son caractère évolutif et des transformations actuelles. Nous avons moins centré notre recherche sur la logique identitaire, puisque dans notre perspective la notion de peuple renvoie plus à une logique d'appartenance et d'inscription politique que de présentation de soi. Nous privilégions donc davantage l'idée d'identification politique (avec une ou des figures populaires) que celle d'identité.

« Etre péroniste » définit ainsi, dans notre perspective, la revendication d'une appartenance à diverses figures populaires, qui sont toujours en « excès » par rapport à des secteurs de la société ou des catégories sociales. Ces différentes figures populaires ne se formulent jamais dans l'abstrait, mais portent un nom et un visage précis qui se dessinent au cours des différentes expériences politiques. Les différents visages et noms du peuple, enracinés dans chaque vécu politique générationnel, constituent une clé privilégiée pour aborder ce qu'être péroniste signifie dans la perspective des acteurs et son évolution au cours des dernières décennies. En nous basant sur des données qualitatives propres, nous étudions, dans le troisième chapitre de cette thèse, la manière dont chaque génération a construit la

figure populaire qui habite, pour ceux qui s'identifient au mouvement fondé par Perón, l'espace politique péroniste, dans l'articulation à l'expérience politique qui leur est propre. Il s'agit également d'explorer ici les significations multiples que les acteurs attribuent à cette appartenance populaire et leur évolution au long des trois générations, mettant en lumière le travail générationnel spécifique d'appropriation d'un héritage, de reformulation et de transmission. Ce travail de construction par les acteurs de ce qu'être péroniste signifie est analysé dans son rapport problématique avec les structures établies de la politique et les instances de représentation du péronisme sur la scène politique argentine.

Loin de constituer une opération purement rhétorique, la figure populaire qui habite cette identification politique, et les significations dont elle est porteuse, se construisent dans une mise en acte qui est de l'ordre de l'agir et de la pratique politique. Il s'agit donc de deux opérations indissociables dans le discours des acteurs, que nous avons dissocié pour l'analyse : significations et pratiques se construisent et se façonnent réciproquement. Le quatrième chapitre est donc consacré plus spécifiquement la pratique politique que les acteurs associent à cette appartenance populaire, qui contribue à son tour à la construire en tant que telle. Cette analyse constitue aussi une comparaison intergénérationnelle, qui permet de rendre compte de son évolution sur le long terme. Elle est centrée sur les trajectoires politiques des individus qui s'identifient au péronisme, leur agir politique, sans le restreindre uniquement aux actions qui s'inscrivent dans les instances formelles du militantisme péroniste. L'intérêt est, au contraire, de mettre en avant la diversité de pratiques et de collectifs d'inscription au travers desquels les acteurs construisent leur rapport au politique, et la correspondance souvent problématique avec les instances formelles de représentation du péronisme sur la scène politique.

Enfin, le cinquième et dernier chapitre aborde plus spécifiquement les liens intergénérationnels et l'évolution actuelle du péronisme. La perception que les générations ont les unes des autres, les rencontres et désaccords, le devenir de la mémoire et de ses supports (les lieux, les choses, les symboles et rituels), le poids de l'héritage et de la transmission, tous ces éléments sont au centre des rapports intergénérationnels. Entre le poids de l'héritage et les larges pans des expériences passées qui s'estompent, l'identification actuelle au péronisme prend forme et façonne aussi l'avenir. Cette analyse nous permet d'étudier, dans la deuxième partie de ce chapitre, la caractérisation du péronisme du début du siècle et son évolution tendancielle : quelles sont les marques que le gouvernement péroniste actuel, en tant

qu'expérience politique, imprime sur une éventuelle quatrième génération ? Comment ces marques s'articulent-elles au poids de l'héritage et quelles sont les images du péronisme en devenir qu'elles dessinent ?

Cette thèse est basée sur un corpus de données qualitatives, dont la plupart proviennent de 48 longs entretiens semi directifs, réalisés entre janvier et octobre 2003, dans la ville de Buenos Aires et dans quelques districts de la province de Buenos Aires (Lomas de Zamora, Lanús, Florida et Vicente López essentiellement), auprès d'hommes et de femmes qui se définissaient politiquement comme péronistes. Ces données s'articulent à d'autres sources provenant principalement de l'observation de meetings et actes organisés par différents collectifs politiques liés au péronisme –contactés au travers des personnes interviewées–, des manifestations lors des dates symboliques du péronisme et le suivi du processus électoral qui a eu lieu cette année-là (clôture des campagnes, discours des différents leaders du PJ, sondages politiques et d'opinion, discours des médias, etc.). La combinaison de ces sources m'a permis de mieux contextualiser le discours des acteurs et de le mettre en rapport avec leurs pratiques concrètes.

La plupart des entretiens qui constituent le corpus de données de cette thèse sont des entretiens individuels, qui ont eu lieu généralement chez les personnes interviewées, d'une durée moyenne de deux heures d'enregistrement. J'ai tenté, autant que cela m'était possible, de répéter les visites et de maintenir un lien avec les personnes interviewées. Cela n'a été possible que dans une quinzaine de cas. J'ai réalisé aussi près d'une dizaine d'entretiens collectifs de deux types : avec des groupes familiaux, réunissant une ou deux générations définies dans le schéma de cette recherche ; avec des groupes de militants appartenant au même collectif politique, de différentes catégories d'âge. Le sujet de la recherche dans le cadre de laquelle les entretiens étaient sollicités était présenté d'une manière assez vague, comme une recherche doctorale portant sur l'évolution du péronisme et de l'identité péroniste au cours des dernières décennies. L'approche générationnelle qui a guidé ce travail de recherche est finalement une manière d'organiser le corpus de données qui en constitue la base : les récits construits à l'occasion des entretiens. L'organisation de ces discours en plusieurs ensembles générationnels a donc été construite *a posteriori*, à la suite d'une première analyse des données obtenues. Cette organisation en ensembles générationnels n'a pas été construite uniquement, ni principalement, en fonction de l'âge mais a répondu

également à deux autres critères : la manière dont la personne interviewée se situait elle-même dans la succession des générations dans le cadre spécifique du mouvement fondé par Perón ; la période où elle situait, dans son discours, son expérience politique la plus intense.

Le critère qui a guidé le choix des personnes interviewées a été le fait qu'elles se définissent elles-mêmes politiquement comme péronistes. En posant ce seul critère minimal j'ai voulu privilégier l'analyse de ce que l'identification au péronisme a d'irréductible au travers de l'hétérogénéité de sa base politique. J'ai rencontré des hommes et des femmes de tous âges et appartenant à une diversité de secteurs sociaux et de catégories professionnelles. Ainsi, forgeron ou journaliste, « liseuse de tarot » ou diplomate, psychologue ou employé administratif à la retraite, professeur d'arts plastiques ou femme au foyer, tourneur dans une usine de moteurs électriques ou instrumentaliste chirurgical, ce qui importait était le fait que toutes ces personnes se considéraient comme péronistes. Elles se situaient elles-mêmes socialement dans les secteurs « travailleurs », « ouvriers » ou « classe moyenne », parfois en fonction de leur origine familiale, parfois en fonction de leur propre parcours. La mise en rapport entre les appartenances socioprofessionnelles, telles qu'elles apparaissaient dans les discours, et les trajectoires politiques, a constitué une des clés centrales de l'analyse.

Ce pari pour la diversité a constitué un choix méthodologique dès le début de la recherche : ne pas délimiter mon univers d'analyse ni socialement ni géographiquement[19]. Le but était de découvrir, au sein de cette hétérogénéité, des processus récurrents, des éléments partagés, des configurations de rapports transposables entre des trajectoires sociales très différentes qui permettaient de comprendre comment se construit cette forme spécifique de politisation. Ce choix a bien entendu pour inconvénient de ne pas permettre de délimiter une population sur laquelle les résultats de la recherche pourraient être généralisés. Il a aussi des avantages : il ouvre la possibilité d'un accès à toute la richesse des pratiques et significations multiples et mouvantes, que les acteurs, par delà leur hétérogénéité sociale, mettent en œuvre dans la construction de ce « qu'être péroniste » signifie selon eux. Cette ouverture m'a permis tout particulièrement d'explorer, mieux qu'au travers d'autres perspectives méthodologiques, le rapport que les acteurs construisent entre leurs appartenances sociales, toujours subjectives, et leurs appartenances politiques. Elle est à la base d'une conceptualisation du peuple comme appartenance symbolique et politique, déliée d'une opération de catégorisation sociale. Cette

[19] Quoique pour des raisons d'ordre financier des grands déplacements n'ont pas été possibles. Un critère géographique a donc délimité l'univers d'analyse.

ouverture à « l'indétermination sociale » permet ainsi une lecture originale de ce processus de construction d'un rapport au politique, sans pour autant contredire d'autres interprétations. De tels processus, lus dans un univers d'analyse socialement délimité, avaient moins de chance d'être mis en lumière.

Comme dans toute recherche de sociologie qualitative, toujours hantée par « l'impureté » (Schwartz, 1993) de ses procédés et la charge subjective des matériaux utilisés et de l'analyse produite, mon objectif a été celui d'élaborer, dans cette recherche, une interprétation plausible de la manière dont les acteurs construisent et réinventent, à travers l'identification au péronisme, leur rapport au politique. Elle se nourrit –et dialogue avec– d'autres recherches, basées sur des principes méthodologiques différents et divers, qui la complètent et l'enrichissent. Je la considère aussi comme une interprétation provisoire : de par son objet multiple et vivant, elle est appelée, je l'espère, à être dépassée et améliorée par d'autres perspectives.

Chapitre 1

Le vécu, l'histoire

Humberto: Nous, à l'école, on voyait déjà ce qui se passait avec la figure de Perón.
Ofelia: C'était quelle année ?
Humberto : Bon c'était en 45, 44, 45…
Ofelia : En 44.
Humberto : La révolution a été en 43 et Perón a commencé à apparaître en 44. En 45 c'est quand ça aboutit au 17 octobre. Nous faisions des études là, à Barracas [quartier au sud de la ville de Buenos Aires].
De quelles études s'agissait-il ?
Humberto : [Ecole] Industrielle.
Ah, vous étiez à l'école secondaire.
Humberto : Oui. J'ai eu là mon diplôme de chef de chantier. Il y avait déjà une effervescence, les gens s'intéressaient à Perón, ils voyaient que cet homme parlait, parlait et traitait d'égal à égal les ouvriers. C'était plutôt les ouvriers, la classe moyenne ne s'approchait pas trop. Nous nous considérions tous comme des fils d'ouvriers, parce que c'était comme ça. Alors, ce 17 octobre c'était un jour où il faisait très chaud, à peu près comme la semaine dernière. Oui, il faisait très chaud! Ce qui s'est passé le 17 octobre a été très… je considère qu'il y a eu peut-être une certaine organisation des *punteros* des quartiers comme on les appelle maintenant, mais en général ça a été très spontané, comme quand il y a un championnat de football et que les gens sortent dans la rue pour célébrer… le 17 octobre a été comme ça.
Ofelia : Et toi, pourquoi est-ce que tu es sorti ?
Humberto : Parce que à l'école les gens ont commencé… les garçons ont commencé à dire qu'il fallait sortir, qu'il fallait sortir, on a plus de cours, les cours sont finis. Il y avait quelqu'un qui disait que Perón était emprisonné… bon, on disait ça, il était emprisonné depuis quelques jours déjà, depuis le 8 octobre, je ne me souviens plus très bien de la date.
Ofelia : Ce ne sont pas tant les dates qui importent, mais le sentiment de ce moment-là…

Entretien avec Humberto (73 ans) et sa femme Ofelia (70 ans)

Aborder les significations multiples que les individus qui se définissent comme péronistes attribuent à cette identification politique c'est aborder, indissociablement, l'histoire et le devenir de ce mouvement politique au long des six dernières décennies. Pourtant, il ne s'agit pas d'une contextualisation historique qui permettra, à partir de ce que le péronisme a

été par le passé, de mettre en perspective ce qu'il est aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un détour par le passé mais plutôt d'un ancrage : restituer une histoire qui lui est fondamentalement constitutive et qui le rend en même temps intelligible. Pierre Rosanvallon a étudié la généalogie de la démocratie en partant du principe qu'il ne suffit pas de postuler que celle-ci a une histoire mais qu'il faut, plus radicalement, comprendre qu'elle est une histoire. C'est cette perspective qui nous a inspiré pour construire l'approche de cette thèse à l'identification au péronisme : en postulant qu'elle est elle aussi une histoire, un travail permanent d'invention et de reformulation, indissociable d'une expérience et du processus d'élaboration de sens sur cette expérience.

Ainsi, selon cet auteur, « l'histoire ne consiste pas seulement là à apprécier le poids des héritages, à « éclairer » platement le présent par le passé, elle vise à faire revivre la succession des présents comme autant d'expériences qui informent la nôtre. Il s'agit de reconstruire la façon dont des individus et des groupes ont élaboré leur intelligence des situations, de repérer les récusations et les attractions à partir desquelles ils ont formulé leurs objectifs, de retracer en quelque sorte la manière dont leur vision du monde a borné et organisé le champ de leurs actions » (Rosanvallon, 2003, p.17-18). C'est donc dans cette histoire, qui est succession de présents vivants, instituants, qu'il est possible de rendre intelligible ce qu' « être péroniste » signifie dans la perspective des acteurs. Plus profondément, faire revivre cette succession de présents n'implique pas uniquement de restituer ces expériences du passé qui informent la nôtre, mais de reconnaître dans cette expérience historique la matière malléable qui constitue une expérience singulière du présent et la façonne.

Dans cette perspective, l'histoire se construit au travers de différents registres qui s'emboîtent dans un récit qui devient nécessairement multiple ; elle ne se réduit jamais à un enchaînement de faits. Ces faits ne peuvent être silencieux, ils sont aussi et indissociablement signification[20]. Toute reconstruction, même la plus minutieuse, est déjà récit, version parmi d'autres possibles, de cette histoire spécifique. Sur ce premier registre factuel, l'histoire semble toujours inaccessible, elle n'est qu'une version d'elle-même, à la recherche de sa propre cohérence, définie par sa sélectivité, ses accents particuliers, ses silences, ses nuances.

[20] « L'objet de la connaissance historique étant un objet par lui-même signifiant ou constitué par des significations, le développement du monde historique est *ipso facto* le déploiement d'un monde de significations », (Castoriadis, 1975, p.20)

Sur cette séquence événementielle se déploie donc une multiplicité de récits, dont certains ne se bâtissent qu'en se libérant de l'attachement des faits pour retrouver une signification singulière. C'est cette histoire qui nous intéresse. Dans la perspective de cette thèse, l'histoire est avant tout un vécu et une mémoire : elle est faite des actions et des expériences des hommes, de leurs multiples interprétations et reconstructions.

Ce n'est pas bien entendu sur les dates, sur la restitution précise d'une séquence d'événements que se construit l'identification au péronisme. Ofelia l'a très bien compris, c'est plutôt sur ce « sentiment de ce moment-là », qui n'est par ailleurs jamais figé mais constamment réactualisé, que les acteurs organisent leur intelligibilité tant de ce mouvement politique que de son rôle dans la dynamique politique du pays et, plus profondément, construisent le rapport au politique que véhicule cette forme de politisation. Sans cette dimension subjective, sans ce « sentiment », la succession de présents devient exclusivement passé, la signification des expériences vécues se dilue, leur poids dans la construction d'une intelligibilité politique devient insaisissable. C'est donc à une discussion sur le péronisme en tant qu'histoire vécue et son rôle fondamental dans la construction de cette forme spécifique de politisation par les acteurs que sera consacré ce chapitre : à cette histoire que font les hommes et aux hommes que fait cette histoire ou, plus précisément, à la manière dont les acteurs se construisent dans ce vécu subjectif qu'est l'histoire. L'objectif est de mettre au centre de l'analyse cette construction de l'un dans l'autre : des acteurs qui se font dans la marque des expériences vécues et qui, dans leur singularité, font cette histoire qui porte leur marque.

L'hypothèse de départ de cette thèse est que cette empreinte qui organise, pour les acteurs, une intelligibilité politique particulière tout en modelant le devenir du péronisme, peut être analysée de manière privilégiée en termes générationnels. Dans cette perspective, les différentes étapes du mouvement péroniste ont contribué à modeler une conception du politique et une forme de politisation spécifique. L'analyse comparative intergénérationnelle constitue donc une approche féconde pour rendre compte des lignes de continuité et de rupture dans les manières « d'être péroniste » propre aux différentes générations et de l'évolution des significations que les péronistes attribuent à cette appartenance politique.

Cette analyse intergénérationnelle a été organisée sur la base de trois étapes du mouvement fondé par Perón, constituant des expériences politiques de démarcation de trois

groupes générationnels. Dans le premier projet de thèse qui a guidé le travail de terrain, ces trois étapes ont été situées sur les trois périodes où le mouvement péroniste a été un parti de gouvernement au cours du siècle dernier. Cette première approche sous-entend que, à chaque étape, chaque gouvernement péroniste a dû expliciter le projet économique et social qu'il véhiculait, reconstruire et réinventer son imaginaire politique, sa source de légitimité, la vision du monde qui le définissait. Chaque étape a donc contribué à construire des intelligibilités générationnelles de ce mouvement politique, de son rôle au sein du champ politique argentin, ainsi que différentes définitions de ce que signifie « être péroniste ». Mais plus profondément, si l'Etat peut être pensé, suivant les analyses de Pierre Bourdieu (1994), comme le lieu –et le processus– d'institution du monopole de l'usage légitime de la violence physique et symbolique, s'il contribue de manière déterminante à la production et à la reproduction des instruments de construction de la réalité sociale, ces trois périodes d'Etat péroniste devenaient des points d'ancrage fondamentaux. Dans la définition de cet auteur, « l'Etat est en mesure d'imposer et d'inculquer de manière universelle, à l'échelle d'un certain ressort territorial, des structures cognitives et évaluations identiques et semblables et qu'il est de ce fait le fondement d'un « conformisme logique » et d'un « conformisme moral » (les expressions sont de Durkheim), d'un accord tacite, préréflexif, immédiat, sur le sens du monde, qui est au principe de l'expérience du monde comme « monde du sens commun » » (Bourdieu, 1995, p. 77). C'est dans ce rôle primordial d'encadrement des pratiques, par lequel l'Etat instaure et inculque des catégories de perception communes, d'entendement ou de mémoire, que les différents Etats péronistes avaient contribué à modeler des formes de vision et de « di-vision » du monde social, tout en transformant à chaque période le système symbolique qui définissait le mouvement fondé par Perón.

Cette première approche attribuait donc un poids fondamental aux structures de pouvoir que le péronisme a habité à trois reprises au cours de l'histoire argentine du dernier demi-siècle, dans le processus subjectif de construction des formes de politisation de ceux qui se définissent comme péronistes. Les accords et les mésententes, la reproduction de certaines représentations centrales du monde symbolique du péronisme, les nuances et les appropriations générationnelles rendent compte de ce que l'identification au péronisme garde d'irréductible et de l'élaboration particulière liée à chaque période contribuant à sa métamorphose.

La réalisation des premiers entretiens exploratoires a en partie confirmé et en partie invalidé –et enrichi– ce premier schéma de thèse. Cette périodisation du mouvement fondé par Perón fait effectivement sens pour ceux qui s'identifient au péronisme : ces trois périodes se sont révélées comme des points de repère très différenciés, définissant des vécus de démarcation. Pourtant, leur mémoire n'apparaît guère ponctuelle. Les trois périodes qui correspondent à des gouvernements péronistes sont indissociables, dans les récits des péronistes que nous avons rencontrés, d'un temps long qui les intègre. En d'autres termes, chaque période dans laquelle le péronisme a été un parti au pouvoir, d'une durée inégale, n'épuise pas le vécu qui, les ayant comme référence centrale, a marqué chaque génération. Elles constituent plutôt des jalons dans une historicité plus vaste, sorte de noyau central rayonnant un temps plus étendu. Lorsque les interviewés restituent dans leur récit leurs expériences, ces points de repère ont d'une certaine manière défini une époque, non pas parce qu'ils apparaissent comme les expériences exclusives, mais parce qu'ils définissent le temps environnant, comme des « unités de mesure » des expériences antérieures ou postérieures. C'est par rapport à ces périodes que d'autres temps et d'autres expériences seront évalués. Et cette évaluation produit en retour une réinterprétation des expériences de gouvernement péroniste qui forment ce noyau central.

Nous partageons ici la perspective que Daniel James (2004) utilise dans son analyse sur le récit de vie d'une travailleuse des abattoirs de la province de Buenos Aires, María Roldán, militante syndicale et politique. Le long récit biographique de *Doña María* s'organise autour de ce que cet auteur identifie comme un « modèle-clé » qui est la recherche d'une vie meilleure, formulée comme un rejet de l'injustice sociale, justifiant sa longue trajectoire d'engagement communautaire et politique. Ce modèle-clé se manifeste dans l'évocation des transformations économiques, politiques et sociales des années 1940 et des engagements politiques et syndicaux de Doña María pendant cette période-là, comme une pièce centrale du récit. James analyse la centralité de ces événements dans le récit comme une forme d'organisation narrative, qu'il compare, suivant l'image de Alessandro Portelli, à « une roue, avec un bord circulaire et des rayons étendus vers toutes les directions depuis un noyau central de signification » (James, 2004, p. 165). Cette image nous semble s'appliquer également à la centralité des trois périodes de gouvernement péroniste dans les récits des personnes que nous avons interviewées : des noyaux de signification, dont les rayons s'étendent et communiquent dans toutes les directions. Pourtant, la signification que ces rayons communiquent se fait dans les deux sens : dans un va-et-vient permanent entre le

noyau central et le bord circulaire de la roue. Les trois groupes générationnels peuvent être pensés à l'image de trois roues, dessinées en fonction du noyau central qui constitue l'expérience dominante, qui se superposent et se chevauchent, de dimensions et intensités à chaque fois particulières. Si ces expériences de gouvernement péroniste se révèlent comme des marquages générationnels opérants, dans la construction du rapport à la politique et de l'intelligibilité du mouvement fondé par Perón propre à chaque génération, c'est la roue entière qui compte : le temps long qui la dessine.

Ces temps étendus, axés sur –mais non pas limités aux– expériences de gouvernement péroniste, qui apparaissent dans les trajectoires politiques et d'adhésion, suggèrent que les significations que les péronistes attribuent à leur identification politique ne peuvent être déduites de ce que le mouvement fondé par Perón est en tant que régime politique ou Etat – pensé comme une instance de définition des catégories d'interprétation du monde social. Ni les significations ni les pratiques politiques que les interviewés associent à leur identification au péronisme ne sont enfermées dans un flux unidirectionnel allant du sommet du pouvoir vers la base. L'évolution de ce mouvement politique au long des six dernières décennies est, de façon indissociable, un processus constant de production, de réélaboration et d'appropriation par les acteurs. Et c'est dans le rapport entre les orientations définies par le péronisme en tant que structure de pouvoir ou dispositif établi de la politique et ce processus de réinvention constante dans l'interprétation et la pratique des acteurs que se construit et se reconstruit en permanence ce que « être péroniste » veut dire. Ce processus n'a aucune raison de se limiter aux périodes de gouvernement péroniste.

Dans l'analyse intergénérationnelle qui structure cette thèse, la première génération est définie par le vécu des premiers gouvernements de Juan Domingo Perón, entre 1946 et 1955, marque centrale d'une première étape du mouvement péroniste, période mythique des origines. Cependant, l'expérience propre à cette première génération comprend également le processus politique antérieur de surgissement du mouvement et la période postérieure de proscription du parti. La deuxième génération est marquée par le processus complexe, dont le début peut être fixé vers la fin des années 1960, qui donnera lieu à la deuxième expérience de gouvernement péroniste de 1973 à 1976. Cette courte période correspond aux présidences successives de Héctor Cámpora, de Juan Domingo Perón et de sa femme Isabel Perón, comprises entre 1973 et le dernier coup d'Etat dans le pays, le 24 mars 1976. L'expérience de cette deuxième génération se définit davantage par deux événements majeurs que par une

période stabilisée de gouvernement péroniste : le premier, le moment « initiatique » de forte mobilisation politique que constitue la révolte du *Cordobazo*, le 29 mai 1969 ; le deuxième, l'événement-noyau, est le retour de Perón en Argentine après presque 18 ans d'exil, le 20 juin 1973. Enfin, la troisième génération se définit à partir du vécu de la décennie des gouvernements de Carlos Menem qui couvre presque la totalité des années 1990. Comme pour les deux premières générations, la période qui précédé la décennie ménémiste, qui débute avec l'ouverture démocratique de 1983 et la première défaite électorale du péronisme, ainsi que la situation de crise postérieure sont très présentes dans les discours, comme des expériences extrêmement marquantes.

La première partie de ce chapitre est consacrée à un récit de l'histoire du péronisme, nécessairement partiel, d'autant plus dans le cas d'un mouvement aussi complexe et pluridimensionnel que celui fondé par Juan Domingo Perón. Ce récit se construit ici en termes générationnels, l'objectif étant de préciser les différentes périodes historiques qui sont à la base de l'organisation de l'analyse comparative entre générations : quel est le vécu historique sur lequel chacune d'entre elles a ancré son indentification politique ? Il s'agit donc de reconstruire brièvement, à partir de matériaux bibliographiques, les événements qui se révèlent, dans les récits des acteurs, constitutifs de leur auto-définition politique **[1.1]**. Cette première approche donne lieu à une discussion sur la manière dont ce vécu particulier contribue à modeler une intelligibilité politique générationnelle, objet de la deuxième partie de ce chapitre. En effet, bien que la notion de génération soit assez répandue, elle reste floue et extrêmement polysémique. L'objectif est alors de préciser la conceptualisation de la notion de génération utilisée dans cette thèse **[1.2]**.

1. 1. L'histoire que font les hommes

Les trois périodes pendant lesquelles le péronisme a été un parti de gouvernement au cours du siècle dernier peuvent être considérées comme trois étapes bien différenciées du mouvement fondé par Perón –elles ont d'ailleurs souvent été étudiées comme telles[21]. Il est possible d'identifier, à chaque étape, comme l'ont fait nombre d'auteurs, des lignes de

[21] Voir par exemple Ricardo Sidicaro (2002). Dans cet ouvrage, l'auteur analyse les différentes orientations gouvernementales du péronisme pendant chaque période à partir de trois variables fondamentales : les projets et intérêts de l'élite dirigeante ; les capacités étatiques ; les caractéristiques et intérêts des grands acteurs économiques ainsi que les alliances et appuis politiques du péronisme.

continuité et de rupture dessinant les métamorphoses du projet économique, politique et social du péronisme. Quelles sont les spécificités du processus politique de chaque période ? Dans quelle mesure ces différentes étapes sont-elles pertinentes pour organiser notre analyse générationnelle ? Comment s'articulent l'histoire sociale et l'histoire personnelle dans la construction de l'approche intergénérationnelle ? Il s'agit de mettre en rapport, dans cette section, certains éléments biographiques et des trajectoires politiques des interviewés avec les processus politiques qui servent de marquage à chaque groupe générationnel.

1.1.1. L'interruption péroniste

Les individus que nous regroupons dans cette première génération ont, au moment des entretiens, entre 60 et 75 ans, à l'exception de Modesta qui était âgée de 93 ans lors de notre rencontre. Pour eux, l'histoire entière du péronisme correspond à un vécu direct. Des soixante ans d'histoire de ce mouvement politique, ce sont les références aux deux premières présidences de Juan Domingo Perón, entre 1946 et 1955, qui structurent de manière systématique leurs discours sur les trajectoires politiques et d'adhésion. Il s'agit, le plus souvent, d'un vécu de jeunesse : à l'exception de Modesta qui est née en 1910, les personnes interrogées ont vécu, au cours des deux premiers gouvernements de Perón, la fin de leur enfance et le début de leur jeunesse. C'est à cet période-là de leurs vies qu'elles situent les origines de leur adhésion au péronisme, qui apparaissent de manière très vague dans les récits : le moment d'adhésion correspond à une époque ou une décennie (le plus souvent les années 1950, ou « le premier péronisme ») et non pas à une date ou une année précise. Dans leur expérience, les références familiales sont en général très puissantes. A la différence des générations plus jeunes, il ne s'agit pas ici du pois de la transmission familiale mais d'un vécu partagé : comme leurs parents, ils ont adhéré au mouvement fondé par Perón au moment de son surgissement.

La plupart des péronistes les plus âgés que nous avons rencontrés se sont affiliés au parti péroniste aux origines de ce mouvement politique. Ils entament, en général très jeunes, leurs trajectoires de militantisme syndical ou politique, dans cette même période, ou dans l'étape immédiatement postérieure à la chute du deuxième gouvernement de Perón. Oscar et Benjamín, par exemple, ont 60 et 64 ans respectivement, ils vont à des « écoles-usines » publiques (l'école appartenant à l'entreprise de télécommunications pour le premier, à

l'entreprise de transports publics pour le second), ils sont « adhérents » au parti péroniste (tant qu'ils n'ont pas 18 ans) et font à 14 ans, leurs premiers pas dans l'activité syndicale. Dans le cas de Jorge, né en 1937, le point de départ de son activité militante se situe au moment du tournant politique que constitue la « Révolution libératrice » en 1955, d'abord dans l'Alliance Nationale Populaire et ensuite dans les « commandos » de la « résistance péroniste ». Duré est âgé de 75 ans au moment de notre rencontre, il habite à cette époque-là la province de Misiones au Nord du pays. Il travaille dans une boulangerie et commence, au cours du premier gouvernement de Perón, à travailler pour « l'organisation syndicale des boulangers ». En 1951 il s'installe à la ville de Buenos Aires étant embauché comme travailleur des chemins de fer. Il entamera cette année-là un important parcours dans l'UF (*Unión Ferroviaria*).

Ainsi, pour la plupart des interviewés que nous regroupons dans cette première génération, cette période correspond également au moment où ils entrent dans la vie active. Pedro, âgé de 64 ans au moment de l'entretien, abandonne l'école secondaire à 14 ans, en 1952, pour commencer à travailler dans une fonderie. Il fera très vite ses premiers pas dans l'activité syndicale encadré par la UOM (*Unión Obrera Metalúrgica*). Humberto, âgé de 73 ans, finit l'école secondaire « en 50 et quelques » et avec son diplôme de « chef de chantier », commence à travailler à la Fondation Eva Perón, dans l'inspection des constructions et des bâtiments. Rosa est née en 1934, à 16 ans elle commence à travailler dans une entreprise textile. Deux ans après, l'année de la mort de Eva Perón, elle obtient un poste d'employée administrative à ENTEL, l'entreprise publique de télécommunications. Elle y travaillera pendant 38 ans.

Dans les récits, ces différents débuts des trajectoires d'adhésion et d'action politique et de la vie active, situés au cours de cette première expérience de gouvernement péroniste, impriment à ce vécu une intensité particulière. Ils s'associent aussi, dans nombre de cas, aux commencements d'un processus de mobilité sociale ascendante qui engage leur famille d'origine et plus tard, leur propre famille[22]. Tous ces éléments convergent pour faire de cette période un élément structurant fort des discours de cette première génération sur le péronisme et sur leurs trajectoires politiques. C'est dans la référence à cette période, dans l'imbrication

[22] A l'exception de Modesta, qui se marie en 1940 et a, l'année suivante, sa première fille, et Humberto et Ofelia qui se marient en 1953, pour la plupart des interviewés que nous inscrivons dans cette génération, le mariage et les enfants viendront dans la décennie suivante, entre la fin de années 1950 et celle des années 1960.

entre le processus politique, social et économique qui la marque et leurs parcours biographiques, qu'ils rendent compte du « comment » et du « pourquoi » ils sont péronistes.

Pourtant, l'empreinte de la décennie des deux premiers gouvernements de Juan Domingo Perón, aussi puissante soit-elle, est, pour ceux qui l'ont vécue, indissociable de son inscription dans le temps long qui l'intègre. Dans les récits, parler de cette première expérience de gouvernement péroniste c'est restituer d'emblée sa signification dans l'histoire argentine. Dans le récit des acteurs ce premier péronisme est un « durant » dont la signification ne se construit que dans le contraste avec son « avant » et son « après », dans l'interruption qu'il représente.

Avant : l'expression d'une société en transformation

Presque toutes les versions des histoires péronistes s'accordent sur un point : le péronisme naît sous le signe de la discontinuité. Période d'inflexion dans l'histoire argentine, les deux premiers gouvernements successifs de Perón (1946/1955) ont fortement transformé le paysage économique, politique et social du pays. Pour nombre d'analyses, le premier régime péroniste correspond à la mise en place d'un mode d'organisation sous lequel la société argentine a vécu au cours du dernier demi siècle et dont la lente déstructuration démarre vers le milieu des années 1970 et se consolide dans la dernière décennie du siècle[23]. Selon Halperín Donghi, les trente années qui suivent la chute du premier régime péroniste correspondent à « la longue agonie de la société péroniste », caractérisée par l'érosion des bases qui ont rendu possible sa constitution.

Dans la littérature historique et politique, le surgissement du péronisme a souvent été analysé comme l'expression des profondes transformations économiques et sociales du pays, qui s'accélèrent depuis la crise mondiale des années 1930. Les gouvernements conservateurs qui se sont succédés au cours de cette décennie ont mis en place, en réponse à la récession internationale, une première politique de substitution des importations. Vers le milieu de la décennie suivante, l'économie argentine devenait de plus en plus industrialisée[24], tandis que le secteur agricole restait la principale source de devises. Dans son analyse du processus

[23] Voir par exemple Svampa (1997), Halperín Donghi, (1994).
[24] Entre 1930/35 et 1945/49 la production industrielle a doublé ; les importations, représentant un quart du PNB pour la période 1925/30, ne représentent que 6% du PNB en 1940/44 (James, 1990, p. 20).

politique qui mène au 17 octobre 1945, date fondatrice de ce mouvement politique, Juan Carlos Torre souligne l'impact de deux transformations centrales qui traversaient la société argentine de cette époque. D'un côté les transformations sociales qui accompagnaient le développement de cette industrialisation, en particulier la croissance des secteurs salariés urbains, qui renforçait l'importance des questions liées au monde du travail (des salaires aux conditions de travail, mais aussi de logement et de santé entre autres problématiques). De l'autre côté, la crise de légitimité de l'ordre conservateur et le « diffus sentiment d'exclusion accumulé par de vastes secteurs de la population » (Torre, 1995, p. 8).

En effet, la transformation de la structure économique s'accompagne de profondes mutations dans la structure sociale, dont la plus significative a été la formation d'un important prolétariat industriel, concentré principalement dans les centres urbains du pays[25]. Cette croissance du secteur des travailleurs industriels s'accompagne d'une importante mutation de sa composition : il se « nationalisait ». Les nouveaux travailleurs étaient majoritairement issus des migrations internes et non plus des migrations externes qui s'étaient largement réduites depuis 1930. Cela impliquait que le poids politique des secteurs ouvriers s'accentuait[26]. Cette expansion industrielle n'a pas conduit, dans cette décennie qui précède le surgissement du péronisme, à une amélioration des conditions économiques et sociales des secteurs ouvriers. Les salaires déclinaient, la législation du travail était très peu développée et rarement appliquée, les actions syndicales de revendication étaient violemment réprimées[27]. Ce n'est qu'après quelques années de récupération de la crise mondiale de 1930 que l'on constate une lente amélioration des conditions de travail du salariat industriel.

Le fort développement industriel et la modernisation économique et sociale coexistent avec un ordre politique qui refuse explicitement la participation politique populaire (Torre, 1990). La fraude « patriotique » et la corruption institutionnalisées ont caractérisé la dynamique politique durant la décennie qui a précédé le surgissement du péronisme et c'est

[25] Le nombre de travailleurs industriels est passé de 400.000 à plus d'un million entre 1935 et 1946 (James, 1990, p. 21).

[26] Lobato et Suriano (2003) ajoutent que la classe ouvrière se nationalisait tant dans sa composition que dans les revendication de ses organisations, jusque là dominées par des courants idéologiques socialistes, communistes, anarchistes et syndicalistes qui attribuaient très souvent un caractère "cosmopolite" à ses revendications.

[27] Depuis le gouvernement de José F. Uriburu (1930-1932), qui met fin à l'expérience démocratique du deuxième gouvernement du radical Hipólito Yrigoyen, et pratiquement au cours de toute cette décennie, les syndicats, majoritairement d'orientation anarchiste et communiste, sont persécutés et contraints à la clandestinité, ses leaders emprisonnés ou obligés de s'exiler et les étrangers considérés comme dangereux par le régime sont déportés. (Lobato et Suriano, 2003, p. 57)

d'ailleurs à cette dégradation du système politique que cette décennie doit son adjectif d' « infâme ». Depuis le coup d'Etat qui renverse le deuxième gouvernement de Hipólito Yrigoyen en 1930, jusqu'au gouvernement militaire issu du nouveau coup d'Etat de 1943, dont Perón devient très vite une des figures les plus influentes, le pays était gouverné par une élite conservatrice, liée aux intérêts des propriétaires terriens, qui se maintenait au pouvoir au travers de pratiques systématiques de fraude électorale, de corruption et de clientélisme politique. La crise de légitimation qui frappait le système politique du pays lors du coup d'Etat de 1943, qui s'accentue dans les années suivantes, constitue un élément central dans l'analyse du surgissement du péronisme, en particulier de la construction de la figure de Perón comme figure de rupture par rapport à la classe politique « professionnelle ». Comme le signale James (1990), une grande partie de l'attraction du péronisme pour les classes travailleuses résidait dans sa capacité à redéfinir et à étendre la notion de citoyenneté dans un contexte plus vaste, essentiellement social. En ce sens, le péronisme apparaissait, aux origines, comme une expression publique de revendication face à l'exclusion sociale et politique de ces secteurs, et comme un projet viable pour y mettre fin.

Certaines études attribuent un rôle central, dans le coup d'Etat de 1943 et le programme politique mis en place par le gouvernement militaire, à la loge militaire GOU (*Grupo de Oficiales Unidos*), où Perón occupait une position influente. Selon Rouquié (1994), les orientations idéologiques du groupe sont moins homogènes que ce que le mythe fait croire, mais les admirateurs des expériences allemande et italienne se situaient parmi ses dirigeants principaux. Ce gouvernement militaire avait l'objectif affiché d'instaurer un ordre politique et institutionnel suffisamment solide pour faire face aux bouleversements d'après-guerre. Ainsi, la lutte contre la « subversion sociale et les revendications du travail et l'anti-communisme au sens large du terme » constituait une des priorités du gouvernement (Rouquié, 1994, vol. 2, p. 27).

Deux ans après le coup d'Etat, en 1945, Perón était devenu un des membres les plus puissants du gouvernement, cumulant les postes de Secrétaire du Travail, Ministre de la Guerre et Vice-Président. Il constituait aussi la figure la plus controversée du gouvernement militaire. Ces deux années avaient largement épuisé la légitimité politique du gouvernement. Le dénouement proche de la deuxième guerre mondiale avait érodé un gouvernement militaire présentant des traits fortement nationalistes et aux sympathies évidentes pour le nazisme. Malgré les pressions internationales, exercées en particulier par les Etat Unis qui affirmaient

que l'Argentine constituait le quartier général du nazisme dans le continent (Rouquié, 1994 vol. 2, p. 47), le gouvernement a continué sa politique de neutralité par rapport au conflit mondial et ne déclare la guerre à l'Allemagne et au Japon que quelques semaines avant la chute du Reich. Dans cette conjoncture de retrait du régime militaire, un important mouvement d'opposition se développe, unifié par la revendication des valeurs démocratiques. Très vite les critiques de cette opposition de plus en plus vigoureuse se concentrent autour de la figure du colonel Perón. En effet, l'homme emblématique du régime constituait aussi la seule possibilité de continuité : le contexte national et international poussait à un processus de démocratisation et le colonel Perón apparaissait comme le seul membre du gouvernement militaire susceptible de se transformer en candidat présidentiel. Pour le mouvement d'opposition grandissant, la politique sociale menée par le colonel Perón, qu'il tentait de légitimer par l'intensité de la menace communiste, répondait aux ambitions politiques personnelles de l'homme fort du régime : créer un appui populaire qui puisse rendre possible sa future candidature présidentielle.

Depuis 1944, à son poste de Secrétaire du Travail et de la Prévision sociale, Perón avait développé une intense activité législative, très efficace selon Rouquié étant donné le caractère archaïque des relations et des conditions de travail dans le pays. La création d'un tribunal du travail, des régimes de retraites des différents secteurs économiques, des statuts professionnels, des caisses de sécurité sociale, des régulations des logements et des loyers, constituaient les multiples activités du Secrétariat. Une de ses mesures les plus importantes a été la régulation du statut du travailleur rural[28] : non pas par la profondeur de la transformation qu'elle impliquait mais par le poids politique d'une ingérence étatique dans un domaine jusque là réservé aux grands propriétaires terriens qui représentaient l'élite économique et politique du pays. Ce décret modifiait les relations de travail largement paternalistes qui primaient dans les zones rurales et, selon Rouquié, est à l'origine d'une haine de classe tenace de l'élite rurale envers le péronisme. (Rouquié, 1994, vol. 2, p. 52). Cette politique s'accompagnait également d'un travail de séduction, de cooptation et de répression sélective des militants et activistes syndicaux.

Face à la montée de l'opposition et à des conflits internes qui se déployaient au sein du gouvernement militaire en décomposition, Perón est obligé de renoncer à toutes ses fonctions

[28] Le décret établissait un salaire minimum et des conditions minimales d'alimentation et logement, des horaires de travail, des indemnisations par licenciement, le repos dominical et des congés payés.

le 9 octobre 1945 et est emprisonné le 13 octobre. Dans la mémoire sociale, la journée du 17 octobre est la date mythique de naissance du péronisme. Elle est marquée par la grande mobilisation populaire organisée pour la défense des acquis sociaux des années précédentes et pour appuyer le colonel Perón et réclamer sa libération. L'excellente étude de Juan Carlos Torre (1995) montre que, avec des ambiguïtés et de forts conflits internes, les organisations syndicales ont joué un rôle central dans l'organisation de la journée de protestation, même si cette organisation a été dépassée par la mobilisation des bases –comme le montre le fait qu'elle s'est réalisée la veille de la journée de grève prévue par la CGT. Loin de l'image d'une manifestation spontanée de travailleurs récemment incorporés à la vie urbaine et industrielle, étrangère au mouvement syndical de l'époque (comme le souligne l'interprétation classique de Germani que nous développons dans le chapitre suivant), les événements d'octobre 1945, la portée de la mobilisation et le succès des revendications, ont reposé sur la structure de l'organisation syndicale.

Dès le matin du 17 octobre, des colonnes de manifestants arrivent au centre de la ville de Buenos Aires, provenant de la capitale et d'autres points du pays. A la fin de l'après midi, la manifestation remplit la place de Mai, face au siège de gouvernement. Le soir même, la mobilisation force la libération de Perón, qui est autorisé à s'adresser aux manifestants, depuis les balcons de la *Casa Rosada*. Ces événements ont constitué l'origine du processus politique qui mènera pour la première fois le leader péroniste à la présidence, un an après. James souligne dans ses études (1992, 1995) que la date fondatrice du mouvement péroniste a mis en évidence non seulement la capacité des classes travailleuses à agir en défense de leurs intérêts, mais a illustré, d'une manière plus diffuse, leur rejet des formes acceptées de la hiérarchie sociale et des symboles de l'autorité. Au-delà de l'objectif politique reconnu de la manifestation, la forme qu'elle a prise lui confère, selon cet auteur, une signification plus vaste : l' « invasion » du centre-ville, jusque là réservé à une élite citadine, les agressions contre les journaux et des lieux emblématiques de la haute bourgeoisie comme le Jockey Club, l'aspect carnavalesque de la mobilisation, tous ces éléments constituent les signes d'une subversion symbolique des codes de conduite acceptés et des hiérarchies sociales. Cela n'équivaut pas à nier le caractère profondément ambigu de la mobilisation : ces éléments s'accompagnent de signes de fraternité avec les forces de l'ordre et d'un hommage, en définitive, à une figure militaire autoritaire (James, 1995).

Durant : l'ère dorée du péronisme

La mobilisation populaire du 17 octobre 1945 ouvre un processus politique très complexe, de forte polarisation politique, qui mène au premier triomphe électoral du péronisme, un an après. Les idées liées à la communauté harmonieuse et organisée et la négation des conflits de classe sont à la base du projet politique de Perón, qui se structure sur une alliance de classes qui réunit les secteurs populaires et la bourgeoisie industrielle nationale en pleine expansion (Torre, 1994). Cette bourgeoisie nationale ne s'est jamais incorporée à cette alliance péroniste, et progressivement les discours de Perón font des secteurs populaires, et très particulièrement de la figure du travailleur, la base de son mouvement politique.

Dans un contexte économique très favorable, la politique sociale du régime a fortement contribué à améliorer les conditions de vie des secteurs populaires. Comme le montre Bruno Lautier (1993), les « Etats de bien-être » en Amérique Latine qui se constituent dans les années 1930/1940, souvent dans le but de prévenir l'explosion sociale, sont des systèmes hétérogènes qui combinent des voies différentes et complémentaires d'intégration sociale. Ils mettent en place, d'un côté, l'institutionnalisation des droits sociaux, effective pour un noyau de salariés organisés, qui se combine, de l'autre, avec des politiques assistancielles et compensatoires, contribuant à renforcer des principes clientélistes. Dans le cas de l'Argentine, cette deuxième voie d'intégration avait un protagoniste incontournable : la « Fondation d'aide sociale María Eva Duarte de Perón » (FEP), fondée par l'épouse du président en 1948.

En tant qu'organisation, le péronisme s'est toujours présenté comme un mouvement politique et non pas un simple parti politique. Le mouvement péroniste se compose historiquement de trois branches. La première est la branche politique représentée par le Parti péroniste, l'instrument électoral du mouvement. La deuxième est la branche féminine, dirigée à ses origines par Eva Perón. La troisième est la branche syndicale, définie par Juan Domingo Perón comme la « colonne vertébrale » du mouvement, synonyme dans la première période du péronisme de la CGT. Richard Gillespie ajoute à ces trois composantes une branche *de facto*, la Jeunesse péroniste, fondée par des militants de la gauche péroniste en 1958, qui s'incorpore au mouvement dès la première moitié des années 1970 mais dont le statut n'a jamais été institutionnalisé (Gillespie, 1998, p.42). Selon l'étude de S. Levitsky (2005), le

parti péroniste peut être qualifié, à ses débuts, de parti populiste, en raison de maintes caractéristiques : sa création entièrement dirigée par l'Etat, son caractère fortement personnaliste et l'absence de règles stables et respectées de fonctionnement.

Le compromis politique que le péronisme établit depuis ses origines avec le mouvement syndical a pendant longtemps défini ce mouvement politique. Ce n'est que dans les années 1930 qu'est créée la première centrale unifiée des travailleurs (la CGT)[29]. Pendant les premières décennies du siècle, les syndicats n'avaient pas réussi à créer une centrale unique en raison des différences idéologiques qui les divisaient. Après l'unification dans la CGT, les disputes entre syndicalistes, anarchistes, socialistes et communistes ne disparaissent pas, ce qui mène à de nouvelles ruptures en 1935 et 1943. Selon Lobato et Suriano ce n'est qu'au cours de la décennie péroniste que l'unification se consolide, au prix d'une perte d'autonomie (Lobato et Suriano, 2003, p. 60). Après une période hésitante entre 1943 et 1945[30], le mouvement syndical s'est pleinement incorporé au mouvement péroniste, devenant, en 1949, une branche du parti[31]. Si la perte d'autonomie est évidente, ce rapport ne peut être caractérisé en termes de domination étatique des organisations ouvrières. Il s'agissait plutôt, comme le montre Daniel James, d'un compromis avec des avantages réciproques, où les deux parties étaient en mesure de négocier les termes du contrat (James, 1990, p. 52).

C'est au cours de cette période que la société argentine consolide son image de forte homogénéité sociale. Celle-ci résulte de divers traits de l'Argentine de la première moitié du XIXème siècle, ainsi que de facteurs politiques consolidés au cours de la première expérience de gouvernement péroniste. Selon Beccaria (2001), le marché du travail argentin se caractérisait depuis le milieu du siècle dernier par une importante proportion d'emplois salariés et un haut degré de syndicalisation, des niveaux de chômage peu élevés par rapport aux pays de la région, et un poids relativement faible des activités informelles et à basse

[29] Selon J. Horowitz (2004), le nombre de travailleurs syndicalisés s'accroît considérablement depuis les années 1920 dans le pays, contribuant à créer un mouvement ouvrier vigoureux vers le milieu de la décennie suivante. Selon des données officielles, il y avait en Argentine en 1936 presque 370 000 travailleurs syndicalisés, ce qui correspondait à 11% de la population active non rurale. Cette proportion est comparable à celle du Canada ou des Etats-Unis avant 1936 (Horowitz, 2004, p. 143).

[30] L'étude de Juan Carlos Torre (1990) met en évidence les ambiguïtés et les résistances qui caractérisaient au cours de ces années le rapport des leaders syndicaux et de Perón, ainsi que les différentes négociations entre les centrales syndicales et les partis radical et socialiste avant 1945. Ainsi, dans les années qui précédent la première présidence de Perón la réponse ouvrière « n'est pas immédiatement favorable mais oscille entre un intérêt sceptique et la méfiance » (Torre, 1990, p. 66).

[31] La législation péroniste sur l'organisation syndicale encourageait largement la syndicalisation, l'unification et la création d'un puissant mouvement syndical. Elle gardait aussi pour l'Etat de nombreux mécanismes de contrôle des organisations ouvrières.

productivité. Le pouvoir d'achat des salaires était relativement élevé avec des différences peu importantes entre les revenus des travailleurs de différents secteurs et qualifications. Ainsi, la distribution des ressources semblait relativement égalitaire dans le pays, du moins en comparaison avec d'autres sociétés latino-américaines de la période. La part des salaires dans le PNB atteignait presque 50%[32] vers la fin de cette première expérience de gouvernement péroniste, le seuil le plus haut dans l'histoire du pays.

Cette homogénéité sociale contraste avec le développement d'une puissante polarisation politique : la ligne de division entre les partisans et les opposants du premier régime péroniste a marqué la dynamique politique du pays pendant un demi-siècle. Les éléments autoritaires du régime –qui s'accentuent fortement durant la deuxième gestion de Juan Domingo Perón–, sa volonté d'exclure toute expression d'opposition, la tentative de monopolisation de l'ensemble de l'espace symbolique public et sa « péronisation » (Plotkin, 1994) –de l'assistance sociale aux championnats de football–, la tendance à l'autoglorification de ses figures les plus importantes…, tous ces éléments contribuent à consolider un consensus anti-péroniste dans les classes moyennes et supérieures et à accentuer la crise politique qui est à l'origine du coup d'Etat de 1955.

Après : la proscription

L'après-péronisme est fait, dans les récits des personnes que nous avons interviewées, d'exclusion politique. Dans le discours des péronistes les plus âgés, cette période est très présente, comme le troisième temps qui ferme le cycle de contrastes qui participent à la définition de cette première expérience de gouvernements péronistes. Le 16 septembre 1955, un nouveau coup d'Etat –l'auto-dénommée *Revolución Libertadora*– renverse le deuxième gouvernement de Juan Domingo Perón et inaugure une longue période d'exclusion du mouvement péroniste de la scène politique argentine qui s'étend jusqu'en 1972.

En dépit de l'hétérogénéité des positions au sein des groupes militaires à l'origine du renversement du gouvernement péroniste, l'orientation qui s'impose assimile l'expérience de la décennie précédente comme une forme nationale du fascisme, qui devait être éradiquée de

[32] Selon une étude de Lindenboim, Graña et Kennedy (2005, p. 8), en 1954 la part des salaires dans le PNB est de 50%.

la dynamique politique du pays. Toute la problématique politique se résumait dans l'objectif de « dépéroniser » les secteurs qui constituaient les bases politiques du régime, en particulier le puissant mouvement syndical. Cet objectif a été à l'origine d'une série de politiques d'orientation fortement répressive qui a marqué la période. Après le court intervalle représenté par la gestion de Eduardo Lonardi qui ne dure que quelques mois, faisant preuve d'une ouverture inattendue vers les secteurs péronistes et d'une volonté de négociation avec les organisations ouvrières, le gouvernement de Pedro E. Aramburu (1955-1958) qui le succède inaugure une politique fondée sur la proscription et la répression. Ainsi, il interdit la participation politique du parti péroniste et de ses organisations syndicales, il met sous tutelle une grande partie des syndicats les plus importants, il « purifie » les Universités et les médias –qui étaient, en grande partie, publics– et interdit toute propagande en faveur du péronisme, ce qui inclue l'interdiction de la mention même du nom de celui qu'on allait appeler dorénavant « le dictateur démis ».

Cela ne constituait en rien un objectif facile à atteindre. Comme le montre Juan Carlos Torre (1990), il s'agissait d'une classe ouvrière organisée, bien insérée dans un marché du travail qui s'approchait d'une situation de plein emploi, homogène et avec une identité sociale et politique bien définie. La politique de proscription, de persécution et d'emprisonnement d'une grande partie des leaders politiques et syndicaux qui avaient eu une visibilité importante durant la période précédente a contribué à créer un remplacement générationnel important, donnant lieu à l'émergence, en particulier dans les organisations syndicales, d'une nouvelle couche de dirigeants caractérisés par leur jeunesse et des positions plus radicales (James, 1990). La répression des organisations ouvrières et des secteurs péronistes en général n'a pas contribué à les « dépéroniser » mais, bien au contraire, elle a renforcé et radicalisé l'identification de ces secteurs au péronisme. Cette clôture des moyens d'expression et de participation politique a donné lieu à un processus de protestation et d'opposition au gouvernement militaire, central dans la mythologie péroniste, appelé la « résistance péroniste », qui peut être située entre 1956 et 1958.

Ce processus de contestation ne constitue pas un mouvement unifié et homogène mais avait un caractère éclaté et désarticulé. La protestation a pris une forme radicalement nouvelle, elle a largement dépassé les organisations syndicales et le monde du travail et s'est étendue à de nombreux secteurs de la société. Dans les lieux de travail, la résistance au nouveau régime se concentrait sur la formation de comités clandestins qui mettaient en place

différentes tactiques de protestation, du sabotage à la grève de zèle (Lobato et Suriano, 2003, pp. 90-91). Mais il s'agissait aussi d'actions individuelles ou collectives qui pouvaient se limiter à peindre des slogans péronistes, distribuer des tracts ou crier « vive Perón » dans des lieux publics. Le rôle de cette période de « résistance » est central dans le monde symbolique du péronisme. Elle consolide en effet l'image de combativité des secteurs péronistes, combativité qui est reprise comme figure emblématique par les organisations armées et la jeunesse péroniste plus radicalisée, qui vont s'ériger en tant que protagonistes incontournables de la dynamique politique des années 1970.

Le profond malaise que produisaient dans les secteurs péronistes la proscription et l'exclusion politique était indissociable d'un projet économique et social qui n'était pas favorable aux travailleurs. Un des sujets qui a été au centre des gestions économiques du gouvernement militaire a été celui des efforts concernant l'augmentation de la productivité du travail, qui s'accompagnait de la stabilisation des salaires et la restructuration du système de négociations collectives. Cet effort, combiné à la mise sous tutelle des organisations syndicales a, de fait, très vite mis en cause plusieurs conquêtes syndicales de l'ère péroniste. Comme le montre l'étude de Daniel James, plus fondamentalement, le nouvel équilibre politique impliquait pour la classe ouvrière non seulement une redistribution du produit en faveur de la bourgeoisie –la part des salaires dans le PNB est tombée de 49,5 en 1955 à 47,3 en 1957 dans un contexte de croissance économique– mais la détérioration des conditions de travail et la transformation du vécu quotidien des secteurs salariés. Ces transformations ont contribué à accentuer le contraste entre l'évocation des deux premiers gouvernements péronistes et la période suivante.

Ce profond malaise et la clôture de voies institutionnalisées pour son expression ont contribué à radicaliser les stratégies et les pratiques d'opposition au régime militaire, et ont introduit une profonde instabilité du système politique du pays. Dans la décennie qui suit la première expérience de gouvernement péroniste se succèdent différents régimes démocratiques radicaux à faible légitimité car ils se fondaient sur l'exclusion électorale de l'expression majoritaire en raison de l'interdiction du parti péroniste –Arturo Frondizi (1958-1962) et Arturo Illia (1963-1966)– et des gouvernements militaires qui renforçaient leurs tendances autoritaires –Eduardo Lonardi, Pedro Aramburu, et Juan Carlos Onganía, 1966-1970. A partir de 1955, le mouvement syndical devient la principale force organisatrice du péronisme et sa seule expression institutionnelle au fur et à mesure que la normalisation des

organisations syndicales est envisagée par le gouvernement militaire. Le discours de Perón – exilé d'abord à Asunción, puis à Caracas, à Santo Domingo et finalement à Madrid– se radicalisait aussi. Afin de déstabiliser le régime militaire, il encourageait la « résistance civile », parlait de « guerre de guérilla » et de « grève générale révolutionnaire » qui donnerait le signal pour lancer l'insurrection au niveau national. Touts ces éléments convergent, dans les années 1970, dans un processus politique très complexe de polarisation idéologique et de radicalisation d'un secteur important du mouvement fondé par Perón.

1.1.2. La radicalisation de l'héritage

> « Paulino, quand il reçoit les gars d'abord, et après moi aussi [dans les réunions de militantisme péroniste entre 1972 et 1976], il avait l'idée de vouloir transmettre son expérience, il avait milité dans la « résistance », il avait milité pendant le premier et le deuxième gouvernements péronistes, et il avait été très actif pendant la « résistance ». Et lui il voulait… quand les gars allaient le voir il était ravi et il transmettait toute l'expérience qu'il avait recueillie. Il avait une posture idéologique et un comportement incorruptibles, parce qu'il était un « clochard » mais politiquement il était irréprochable. Un « clochard » non… il avait un camion et il ramassait des déchets métalliques. Et ce matin je parlais avec Graciano [son ex-mari, militant dans le même groupe au cours des années 1970] et je lui racontais que tu venais aujourd'hui et de quoi on allait parler et tout, et lui aussi, il m'a dit 'oui, oui, il faut transmettre parce qu'il ne faut pas permettre qu'on nous vole l'histoire, c'est-à-dire l'histoire que nous avons faite, c'est à nous de la transmettre' ».
>
> Entretien avec Silvia (54 ans)

La deuxième génération est définie par sa position centrale : génération charnière par excellence, elle est, pour l'instant, la seule où il est possible d'identifier le cycle entier que marque la succession des générations dans le cadre du mouvement péroniste. Position donc privilégiée, puisque c'est la seule à assurer les trois temps du travail d'une génération : héritage historique, production et re-signification propre, transmission. Cercle complet où s'encastrent les trois temps, passé, présent et futur. Les deux autres générations sont, à vrai dire, marquées par l'incomplétude : la première n'a pas eu besoin de réaliser un travail générationnel d'appropriation d'un héritage puisque les commencements mêmes du péronisme constituent, pour elle, un vécu direct ; pour la plus jeune en revanche, c'est le travail de transmission qui reste encore inachevé.

Dans la première génération définie plus haut, la période qui sert à restituer, dans les dialogues, le sens que les interviewés attribuent à leur identification politique correspond à une période de gouvernement péroniste, bien qu'intégrée dans le temps long qui l'entoure.

Pour cette deuxième génération, en revanche, les trajectoires d'identification et l'intelligibilité du péronisme sont ancrées non pas sur une période de gouvernement péroniste mais sur l'époque qui précède immédiatement la troisième présidence de Perón, qui est restituée dans les récits comme l'expérience politique la plus intense : le processus complexe et conflictuel qui s'ouvre, de manière symbolique, en 1969 avec la révolte du *Cordobazo*.

La plupart des interviewés que nous regroupons dans cette génération sont nés entre la fin des années 1940 et la fin de la décennie 1950, ils sont âgés, au moment de l'entretien, d'entre 45 et 55 ans. Graciela, qui est née en 1941 et a 62 ans au moment de l'entretien constitue une exception : il s'agit d'un des cas où le critère de l'âge nous semblait inadéquat pour définir l'inscription générationnelle. Si l'on prend en compte sa date de naissance, le cas de Graciela devrait être analysé dans le cadre de la première génération. Il est vrai que l'expérience des deux premiers gouvernements de Perón, comme un vécu d'enfance, est une référence fréquente dans son récit. Pourtant, celle-ci n'organise pas son discours sur le péronisme. Comme dans tous les récits des interviewés que nous inscrivons dans cette deuxième génération, c'est l'expérience de militantisme dans laquelle elle s'engage vers la fin des années 1960, lorsqu'elle a presque 30 ans, qui constitue la clé de son discours sur sa trajectoire politique et d'adhésion. C'est en raison de la centralité qu'elle attribue à cette expérience que nous l'incorporons à cette deuxième génération. Ce cas illustre la souplesse et la porosité de la notion de génération dans la conceptualisation que nous avons voulu utiliser dans le cadre de cette thèse, conceptualisation qui sera discutée en détail dans la deuxième partie de ce chapitre.

La période que les individus que nous groupons dans cette deuxième génération situent au centre de leurs trajectoires politiques et d'adhésion constitue un laps de temps très court qui s'étend de 1969 à 1976. Néanmoins, ces quelques années sont saturées d'événements-clés, tant dans l'histoire du mouvement fondé par Perón que dans la dynamique politique du pays. Ces années expriment un vécu politique d'une intensité particulière, comme un temps d'accélération du devenir historique. Cette intensité justifie la considération de ces quelques années comme un marquage générationnel très puissant. Pour la plupart des péronistes de cette génération que nous avons rencontrés, il s'agit d'un vécu de jeunesse : ils avaient entre 15 et 20 ans au début de la période qu'ils situent au centre de leur discours sur le péronisme. Très souvent, les références familiales sont puissantes et leur permettent d'inscrire leur adhésion au péronisme dans une continuité qui remonte parfois à deux générations : ils

sont péronistes comme leurs parents, comme leurs grands-parents. Dans ces cas-là, l'adhésion n'est jamais datée ; comme nous le verrons en détail dans le chapitre 3, elle se « naturalise » dans un processus de transmission intergénérationnelle des significations attribuées à cette identification politique. Dans d'autre cas, minoritaires, où les références familiales sont faibles, le point de départ des trajectoires d'adhésion se situe et s'explique dans un rapport étroit avec le contexte de la fin des années 1960 qui poussait, d'après les récits des interviewés, à un fort engagement dans la dynamique politique. En revanche, pour tous les interviewés de cette deuxième génération, c'est cette période, sorte de noyau central de signification, qui définit le moment d'entrée dans la vie politique via des activités de militantisme péroniste, lié au parti ou à un syndicat ou à des organisations informelles.

Ainsi, Juan fait, à 18 ans, le voyage de Buenos Aires, sa ville de résidence, à Córdoba, pour participer à la révolte du *Cordobazo*, et cette référence est centrale dans son discours lorsqu'il s'agit de restituer sa trajectoire politique, même s'il regrette être arrivé « en retard, lorsque la ville est déjà complètement militarisée ». Osvaldo a 14 ans lors du retour de Perón en Argentine après 18 ans d'exil. La participation à l'importante mobilisation qui reçoit le leader péroniste à l'aéroport d'Ezeiza en 1973 (marquée par les violents affrontements entre divers courants internes au péronisme) sera le point de départ de son engagement dans l'activité politique. Pour Silvia, la mobilisation organisée lors du passage de Perón –rentré au pays pour quelques jours–, un an auparavant, lorsqu'elle est âgée de 22 ans, correspond aux origines de son engagement politique pour le péronisme. C'est d'ailleurs lors de cette mobilisation qu'elle rencontre la personne qui va l'introduire dans un groupe de militants péronistes. Dans la plupart des discours des péronistes de cette génération, les événements marquants de la période fonctionnent comme de puissants mobilisateurs pour la participation et l'engagement politique. La moitié au moins des interviewés est affiliée au PJ, et cette affiliation a lieu entre 1972 et 1973, au moment de la fin de la proscription du péronisme qui correspond à la période du GAN (*Gran Acuerdo Nacional*), que nous allons développer plus loin.

Cette période correspond aussi, au moins pour la moitié de personnes interviewées qui ont entre 45 et 55 ans, au début de leurs parcours universitaires. Ceux-ci se caractérisent par leur irrégularité et par leur articulation à des trajectoires de militantisme. Silvia commence en 1968 des études d'architecte, deux ans après elle quitte la faculté d'architecture pour des études de sociologie, qu'elle suivra pendant deux ans. Au début des années 1990 elle

commence des études d'histoire qu'elle achève en 1997. Graciano entre en 1970 à la faculté de philosophie mais n'achèvera pas ses études. Juan commence des études d'anthropologie en 1971 et obtient son diplôme en 1980. Il passera les deux premières années de la dictature militaire sans aller à l'université parce que « c'était trop dangereux ». Dans une grande majorité des cas, il s'agit de aussi de la période d'entrée dans la vie active. Juan commence à 18 ans à travailler comme instituteur dans une école secondaire et deux ans après devient employé dans une banque. Graciano est employé dans une pharmacie au début des années 1970. Silvia est embauchée, en 1968, comme employée administrative dans une entreprise de construction. Marta commence à 15 ans, en 1970, à faire de l'artisanat et le vendre sur une place du centre-ville de Buenos Aires. Néanmoins, les parcours socioprofessionnels des interviewés qui composent cette génération sont très divers et ne dessinent aucune homogénéité ultérieure dans ce groupe générationnel : Graciano est au chômage au moment de l'entretien ; atteint de la maladie de Parkinson depuis le milieu des années 1990, il attend le résultat de sa demande de pension pour invalidité. Silvia est professeur d'histoire dans des écoles secondaires de la capitale fédérale. Marta était, lors de notre première rencontre, chargée de presse et de communication d'un organisme public lié à l'administration des musées. Ce travail reposait sur un contrat précaire qui ne sera pas renouvelé. A la fin de la période où nous avons réalisé les entretiens, elle loue des chambres dans sa maison pour des étudiants étrangers. Juan travaille depuis plus de 20 ans dans au syndicat des employés publics. Osvaldo dirige une maison d'édition de livres commerciaux, dont il a héritée de son père.

Outre le fait de constituer le point de départ des trajectoires politiques et de l'entrée dans la vie active, dans la plupart des cas, cette première moitié de la décennie 1970 correspond au moment où les interviewés que nous inscrivons dans cette génération se marient, très souvent avec des membres du même groupe de militantisme, comme dans le cas de Marta, de Graciano et Silvia, d'Osvaldo ou de Graciela.

Tous ces éléments biographiques, condensés dans cette période de la fin de années 1960 - début des années 1970, articulés à des expériences de militantisme très actif qui se développent dans le cadre d'un contexte d'effervescence politique, laissent une empreinte très intense dans les évocations que font naître les discours de cette génération. C'est ce temps accéléré de l'histoire du péronisme, dans un va-et-vient permanent avec leurs trajectoires

personnelles, qui sert à expliciter dans le dialogue ce que veut dire selon eux « être péroniste » et les pratiques politiques qui sont liées à cette définition politique.

La suspension du temps politique

Comme dans le cas de la génération précédente, le début de la période que les interviewés situent au centre de leurs récits sur leurs trajectoires politiques correspond à un régime militaire en décomposition. A la fin des années 1960, un climat de forte mobilisation politique qui engageait de multiples secteurs sociaux obligeait le gouvernement fortement autoritaire de Juan Carlos Onganía à se retirer et ses successeurs, Roberto Levingston et le général Agustín Lanusse, à mettre en place un processus de démocratisation. Nombre d'auteurs soulignent en effet que l'interdiction du parti péroniste pendant toute cette période (1955-1972) a constitué un des facteurs centraux de l'instabilité du système politique argentin. Cette instabilité se conjugue à la fin des années 1960 avec un processus de radicalisation de divers secteurs (ouvriers et étudiants entre autres), qui s'ajoute au développement de ce qui a été analysé comme la « nouvelle gauche » dans le pays, créant une sensation de menace au sein de la dictature militaire au pouvoir. Le GAN (*Gran Acuerdo Nacional*) constituait donc, dès 1971, un programme de « normalisation » constitutionnelle et d'ouverture démocratique, qui se proposait de résoudre d'une part la question péroniste et de désamorcer la dynamique croissante de protestation sociale, de l'autre (Pucciarelli, 1999).

Vers le milieu de la décennie 1960, les crises économiques récurrentes, l'instabilité politique permanente et l'érosion des capacités étatiques –débordées par les demandes croisées des groupes corporatistes et l'exacerbation du conflit distributif–, contribuaient à établir, dans certains secteurs militaires, un diagnostic de « crise hégémonique ». La « Révolution argentine », qui renverse le 28 juin 1966 le gouvernement radical de Arturo Illia, avait pour objectif de désamorcer les noyaux principaux de cette crise multiple. L'expérience de ce que O'Donnell (1982) a analysé comme les Etats bureaucratiques-autoritaires, correspondant aux trois premières années de la « Révolution argentine » dirigée par Juan Carlos Onganía, est fondée sur l'alliance entre les couches supérieures de la bourgeoisie, une élite technobureaucratique et les forces armées. Selon cet auteur, dans des pays comme l'Argentine et le Brésil, ce type de régimes combine l'autoritarisme et l'exclusion politique –en particulier des secteurs populaires– avec l'objectif de la modernisation économique.

Selon Pucciarelli (1999), la stratégie du nouveau gouvernement militaire comportait trois axes principaux. Le premier concernait la dégradation généralisée des institutions démocratiques du fait du conflit distributif permanent. Doter l'Etat du pouvoir et de la légitimité suffisants pour mettre en place l'ambitieux programme de réformes de modernisation économique ne pouvait se faire que par l'intermédiaire d'une force « non contaminée », « extérieure » aux conflits de la société argentine : les forces armées, dont l'action se légitimerait, *a posteriori*, par leur efficacité dans la désactivation de la crise. La deuxième stratégie se fondait sur le diagnostic qui reliait la perte d'autorité de l'Etat à l'incapacité de l'économie à se moderniser et à assurer une croissance soutenue. La faiblesse de l'économie contrastait avec les ambitions de progrès social de vastes secteurs de la population, rendant les conflits sociaux et politiques très aigus, et insolubles tant que la société ne parviendrait pas à accumuler d'importants excédents permettant d'entamer un processus de redistribution. La dernière stratégie, qui découlait du diagnostic précédent, postule le besoin de « geler » temporairement tous les conflits distributifs, leur politisation et les actions des groupes corporatistes. Il s'agissait d'instituer une « période de grâce » qui permettrait d'amorcer un processus de croissance et de modernisation économique pour ensuite améliorer les conditions de vie de la population, créant ainsi les conditions d'une reconstruction « saine » du système politique (Pucciarelli, 1999, p. 12).

Cet enchaînement des priorités s'est cristallisé dans les trois « étapes » annoncées de la « révolution » –économique, sociale et politique– qui envisageait de s'installer au pouvoir pour une durée « indéfinie ». Au cours de son étape initiale, le gouvernement militaire montre un niveau très élevé d'autoritarisme. Il dissout le Parlement et les partis politiques, dont les biens sont vendus, pour confirmer l'irréversibilité du verrouillage de la vie politique (Romero, 2001, p. 170). Une des cibles privilégiées de cette politique répressive et de « disciplinarisation » de la société a été l'université et les milieux culturels et intellectuels, considérés comme un foyer de l'infiltration communiste et de la subversion. Les universités ont connu une intervention militaire très violente et leur autonomie a été suspendue. L'orientation traditionaliste, cléricale et autoritaire dominante au sein des groupes militaires au pouvoir guidait son intervention vigoureuse dans de nombreux secteurs d'activités, de la sphère culturelle aux comportements vestimentaires. Comme le signale Tortti (1999), cette orientation contrastait avec le processus de modernisation culturelle qui se développait à l'époque dans la société argentine, contraste qui a été à l'origine de nombreuses expressions

de radicalisation de la protestation sociale qui allaient se généraliser trois ans après l'arrivée au pouvoir de la « Révolution argentine ».

La politique économique mise en place, en continuité avec les tentatives « développementistes » ayant eu lieu à la fin de années 1950, cherche à favoriser une nouvelle étape « d'approfondissement » du processus d'industrialisation, dans le passage d'une production centrée sur les biens de consommation à une production centrée sur les biens de capitaux et intermédiaires. Cette orientation est à la base d'un processus de libéralisation sélectif, qui privilégie le développement des entreprises considérées comme les plus efficientes, transnationales et oligopolistiques, chargées de stimuler la modernisation de l'économie argentine. Les grands bénéficiaires de cette orientation ont été les secteurs économiques concentrés liés aux capitaux étrangers. La liste des « perdants » incluait une diversité de secteurs. En premier lieu, les secteurs salariés et les travailleurs dont les conditions de travail et salariales se dégradaient à cause du gel des salaires et de l'abolition du droit de grève et des conventions collectives. Les questions liées au niveau des salaires sont constantes dans la protestation des secteurs ouvriers qui s'étend au cours de cette période : depuis 1959 les salaires montraient une tendance à la baisse, passant d'une part de 47% du PNB cette année-la à 38% en 1962 ; cette proportion s'est encore réduite au cours des trois premières années du régime de Onganía (Lobato et Suriano, 2003, p. 87). En deuxième lieu, la bourgeoisie industrielle nationale avait été fortement déstabilisée par le processus rapide d'ouverture commerciale, de même que les économies régionales l'avaient été par la réduction ou la suppression des subsides traditionnels. Le secteur agroexportateur, en troisième lieu, contestait le niveau élevé des nouvelles taxes sur les exportations agricoles établies par le gouvernement.

Cette séquence dans laquelle le gouvernement de la « Révolution argentine » envisageait d'articuler « modernisation du capitalisme » et « disciplinarisation » de la société, pour arriver, en dernière étape, à l'institutionnalisation politique, devenait irréalisable du fait de l'incapacité du gouvernement militaire à asseoir une légitimité nécessaire pour mener à bien tel projet. La protestation sociale généralisée et la radicalisation croissante de la pratique politique constituaient de nouvelles données à prendre en compte dans le scénario et obligeaient au cours de la dernière étape du gouvernement militaire à renverser l'ordre des « temps » initialement défini : la sortie politique de la crise devenait prioritaire.

Le débordement

Le processus de développement de la protestation sociale implique différents acteurs sociaux et politiques. Le mouvement syndical constituait, depuis le renversement de la deuxième présidence de Juan Domingo Perón en 1955, la principale –et selon les périodes, la seule– expression institutionnelle du péronisme. Il a joué, au cours des premières années de l'interdiction du parti, un rôle central dans la canalisation de la protestation. Or, au cours des trois premières années du gouvernement de Onganía, la hiérarchie de l'organisation syndicale est frappée par une crise profonde. Cette dernière répond, selon l'étude de James (1990), à différents facteurs. En premier lieu, de graves problèmes de légitimité et de crédibilité des dirigeants syndicaux, directement associés à l'intransigeance du nouveau régime. L'autoritarisme exacerbé et la concentration du pouvoir dans les mains d'une élite militaire et économique bloquaient tous les canaux de négociation avec d'autres groupes sociaux, rendant obsolète la principale stratégie d'action de la bureaucratie syndicale, qui s'était révélée efficace pour s'ériger en tant qu'acteur incontournable au cours des gouvernements radicaux de faible légitimité[33]. L'intransigeance du gouvernement posait, pour la CGT, un dilemme insoluble : si elle s'engageait dans un mouvement d'opposition ouverte au gouvernement, elle mettait en péril son existence même en raison des menaces de dissolution, d'interdiction ou d'intervention gouvernementale ; si elle ne faisait pas preuve d'une résistance manifeste à la politique du gouvernement, elle risquait le discrédit et la délégitimation de la part des bases ouvrières, frappées par le caractère anti-populaire de ces politiques.

Le deuxième facteur, directement lié à cette crise de légitimité des dirigeants syndicaux, concernait l'émergence d'un mouvement d'opposition au sein de l'organisation ouvrière qui a profondément mis en cause les structures syndicales existantes, associées à la stratégie conciliatrice et à la bureaucratisation. Ces structures sont débordées par l'essor d'un courant syndical plus combatif et radicalisé, plus étroitement lié aux bases ouvrières. Ce mouvement d'opposition se cristallise lors de la division de la centrale ouvrière en 1968. Lors du congrès de normalisation de la CGT, les *62 Organizaciones*, expression du syndicalisme péroniste, Raimundo Ongaro, dirigeant lié aux secteurs qui proposaient une résistance radicale au régime militaire, est élu secrétaire général. Ce secteur sera ensuite connu comme la *CGT*

[33] Selon James, une des principales stratégies du syndicalisme péroniste de l'époque, dirigé par les secteurs liés au puissant leader métallurgiste Augusto Vandor, était centrée sur la négociation et se basait sur la capacité à participer d'un système qui obligeait les gouvernements et les groupes politiques à obtenir l'appui ou la neutralité des syndicats.

de los Argentinos. Les secteurs *vandoristes*[34] se retirent du congrès et fondent une autre centrale, connue ensuite comme la *CGT Azopardo*, qui prônait une stratégie d'opposition au gouvernement tout en restant ouverte au dialogue avec la hiérarchie militaire.

Le courant syndical plus combatif naît des transformations industrielles du pays et se développe en particulier dans les provinces et au sein des industries récentes, de construction automobile, sidérurgiques et pétrochimiques. Il est lié à une innovation dans la législation qui, à l'origine, était censée affaiblir et isoler les travailleurs du mouvement syndical au niveau national. Cette innovation concerne deux modifications majeures introduites pas les gouvernements de Frondizi et de Illia : des autorisations spéciales du gouvernement pour établir, dans certains cas, des syndicats d'entreprises et la possibilité de négocier les conditions de travail et de salaire au niveau de chaque entreprise. Comme le signale James, la négociation collective mais décentralisée a contribué à créer, dans un premier temps, une force de travail moins combative dans un des secteurs les plus dynamiques de l'économie. Toutefois, à moyen terme, la négociation par entreprise a fini par renforcer l'initiative et la capacité des bases pour agir et faire pression tant sur les employeurs que sur la hiérarchie syndicale.

La prépondérance d'un courant plus combatif dans le mouvement syndical s'imbrique avec divers processus de radicalisation et de mobilisation qui engageaient plusieurs secteurs sociaux : en premier lieu, le mouvement étudiant, fortement frappé par la politique universitaire du régime ; en deuxième lieu, tout un secteur de l'église catholique latino-américaine qui se radicalisait et créait, en 1967, sous l'influence du prêtre brésilien Helder Cámara, le *Movimiento de Sacerdotes para el Tercer Mundo*, développant une intense activité en particulier dans les quartiers défavorisés et ouvriers de différentes villes du pays ; en troisième lieu, la généralisation de la résistance civile face à la politique d'autoritarisme exacerbé du gouvernement.

Selon certaines analyses, ces divers processus d'activation et de radicalisation politique s'inscrivent dans l'émergence et le développement de la nouvelle gauche dans le

[34] Secteur rassemblé autour de la figure de A. Vandor, souvent caractérisé comme l'aile « négociatrice » du mouvement syndical.

pays[35]. Cette dernière désigne un conglomérat complexe de forces politiques et sociales qui, même sans avoir créé un acteur politique unifié, a dirigé ce vaste processus de protestation sociale, de confrontation idéologique et d'activation politique. Un langage commun (dont les mots clés étaient « libération nationale », « socialisme » et « révolution ») et un style politique commun faisaient converger des groupes sociaux avec des traditions politiques et idéologiques très diverses : péronisme, gauche traditionnelle, nationalisme et groupes catholiques influencés par la Théologie de La libération. On trouve dans ce vaste conglomérat des discours et des actions très hétérogènes : des révoltes populaires comme le *Cordobazo* et d'autres, le développement de courants plus combatifs et « classistes » dans le mouvement ouvrier, l'apparition de nouvelles organisations paysannes, l'intense débat idéologique au sein des universités, la forte radicalisation du mouvement étudiant, le déploiement de mouvements de rénovation et de subversion institutionnelle qui remettent en cause l'autorité et les pratiques dans différents milieux professionnels (droit, santé mentale, etc.). En dépit de cette hétérogénéité, les liens multiples qui se sont établis entre ces différentes composantes ont contribué à rendre possible leur inscription commune dans le « camp du peuple » et de la « révolution » et à générer une « sensation de menace » au sein la dictature militaire au pouvoir (Puccierelli, 1999, p. 15).

Les organisations de guérilla qui émergent au cours de la période constituent les expressions les plus radicalisées de cette « nouvelle gauche ». La répression violente des opposants politiques par les gouvernements militaires et la proscription du péronisme contribuaient à créer un consensus, dans certains secteurs, à propos de la perception de la violence comme instrument politique légitime. Ollier (1998) montre que cette période contribue à consolider l'image de la politique comme confrontation et antinomie. Cet auteur situe la naissance et le développement de la gauche révolutionnaire entre 1966 et 1976, légitimée par la conjoncture politique : un régime militaire-autoritaire, l'exclusion du péronisme de la scène politique, le haut niveau de protestation et de violence sociale, la contestation, par les bases ouvrières, des hiérarchies syndicales, la stratégie de Péron et le climat idéologique radical. Ce secteur radicalisé se composait de différentes organisations armées : le *Partido Comunista Revolucionario* (PCR), de nombreuses organisations de guérilla comme les *Fuerzas Armadas de Liberación* (FAL), les *Fuerzas Armadas Peronistas* (FAP), dont l'origine étaient certains groupes liés à la « résistance péroniste », l'*Ejército*

[35] Pucciarelli (1999) Terán (1993), Altamirano (2001) entre autres auteurs analysent ce vaste mouvement de protestation en termes d'émergence d'une « nouvelle gauche » dans le pays.

Revolucionarion del Pueblo (ERP), d'orientation trotskiste, crée en 1969 par Mario Santucho, qui deviendra l'une des organisations les plus importantes de la période. A cette liste s'ajoutent les deux principales organisations d'orientation péroniste de la période : les *Montoneros*, et les *Fuerzas Armadas Revolucionarias* (FAR).

L'explosion emblématique, qui sera le début de la fin de la gestion de Onganía, se produit le 29 mai 1969, dans la ville de Cordoba. Le *Cordobazo* succède à de nombreuses révoltes ayant eu lieu à Tucumán, Rosario, Santa Fe ; il constitue le point d'inflexion de la période, alliant deux secteurs fortement mobilisés : les étudiants et le secteur ouvrier. La protestation est déclenchée par l'appel de la CGT locale à une grève générale de protestation contre les dégradations des conditions de travail dans la province[36]. Ce jour-là, les groupes d'étudiants et d'ouvriers –en particulier des usines d'automobiles– gagnent le centre-ville, où des centaines de citoyens se joignent à eux. La violente répression engendre de nombreux affrontements entre les manifestants et la police. Les manifestants parviennent à contrôler pendant quelques heures le centre-ville. L'intervention de l'armée permettra aux autorités de reprendre le contrôle de la ville. On compte entre 20 et 30 morts dans les affrontements, près de 500 blessés et des centaines de détenus. L'impact politique ce cette révolte a été fondamental : elle constitue, selon Lobato et Suriano (2003, p. 104), la naissance symbolique d'une période de forte mobilisation et de protestation de vastes secteurs de la population.

Surgissement et essor de la « gauche péroniste »

L'émergence et le développement de la « gauche péroniste » constituent un élément central de ce processus politique. Richard Gillespie (1998) retrace, dans son étude sur l'organisation armée *Montoneros*, les origines de ce courant de gauche du péronisme dont le l'essor principal se situe pendant la première moitié de la décennie 1970. Selon cet auteur, ce courant émerge vers la fin des années 1950 et évolue de manière irrégulière au cours des décennies suivantes : il se cristallise en une « tendance révolutionnaire » dès les années 1963/64 ; décline dans la deuxième moitié de la décennie ; puis atteint le sommet de son

[36] Au-delà de la conjoncture politique nationale, Gordillo (1991) souligne les caractéristiques spécifiques du syndicalisme de la province de Córdoba, dirigé par les secteurs des usines d'automobiles, comme des facteurs centraux dans l'analyse de la révolte. Ce syndicalisme sera un des protagonistes de la révolte et représente, dans les années qui précèdent le *Cordobazo*, un modèle alternatif au modèle national, où prédomine la voie de la négociation et des dirigeants très éloignés de bases ouvrières. La clé de ce modèle alternatif (qui déclinera dans les années 1970) se situe dans une grande tendance à la lutte autonome par rapport aux centrales syndicales nationales et des formes d'organisation qui favorisent la participation et la mobilisation des bases.

développement avec la croissance de la Jeunesse péroniste (JP) et des « formations spéciales » de guérilla urbaine, entre 1969 et le milieu des années 1970.

L'aile gauche du péronisme – composée, pour cet auteur, de tous les péronistes dont les objectifs étaient de construire un socialisme national sur la base de la souveraineté populaire– trouve ses origines dans deux processus simultanés : la radicalisation des activistes péronistes ; la « péronisation » et la radicalisation de groupes de jeunes qui, dans certains cas –comme celui des premiers militants *Montoneros*– avaient adhéré à des idéologies de droite et du nationalisme catholique. Gillespie met en avant cinq facteurs qui permettent d'expliquer ce processus de radicalisation au sein du mouvement fondé par Perón.

Le premier concerne le déclin du niveau de vie des secteurs travailleurs à partir de 1955. Cela a, selon cet auteur, contribué à remettre en cause l'efficacité et la légitimité du système capitaliste, et à transformer, pour certains secteurs ouvriers, la bourgeoisie industrielle nationale –une des composantes de l'alliance de classes historiquement proposée par le péronisme– en alliée de l'impérialisme et de l'oligarchie plutôt que de la classe ouvrière.

Un deuxième facteur concerne l'échec du gouvernement radical de Arturo Frondizi, en particulier son incapacité à respecter le pacte avec le péronisme qui l'avait mené à la présidence. A la transformation significative de ses promesses électorales en termes de projet économique –surtout le projet de développement centré sur les investissements étrangers qui contredisait la rhétorique nationaliste qu'il avait privilégiée au cours de sa campagne– s'est ajouté l'incapacité du gouvernement à gérer le processus de légalisation du péronisme qui faisait partie du pacte électoral. En 1962 le péronisme fut autorisé à se présenter aux élections de gouverneurs provinciaux. Les résultats des élections manifestent nettement la prédominance électorale du péronisme : il s'impose dans huit des quatorze élections de gouverneurs de province, dont celle de la province de Buenos Aires. Les militaires annulent les élections et renversent le gouvernement de Frondizi, ce qui contribue à convaincre nombre de péronistes du fait que, face au blocage des voies constitutionnelles, l'action directe constituait la seule option de militantisme pour le péronisme.

Le troisième facteur concerne la nécessité ressentie par de nombre d'activistes péronistes de se démarquer face au courant *vandoriste*, lorsque celui-ci devient dominant au

sein de la centrale ouvrière. Face au développement de ce courant dans le mouvement ouvrier –courant qui sera d'ailleurs, dans les années suivantes, la cible privilégiée des critiques et des attaques des organisations révolutionnaires et de la JP– émergent des courants plus combatifs, comme le *Movimiento Revolucionario Peronista* et les *62 Organizaciones de pie junto a Perón*. Toujours selon Gillespie, dans le processus de radicalisation d'un secteur du mouvement ouvrier, l'élément générationnel ne peut être ignoré : il s'agissait en général de leaders syndicaux plus jeunes et plus enclins à la lutte de classe qu'à la lutte syndicale, comme c'était le cas des dirigeants des *62 Organizaciones*.

Le quatrième facteur de radicalisation du péronisme concerne l'impact, comme dans toute l'Amérique Latine, de la révolution cubaine. Au-delà du fait d'avoir inspiré des groupes armés guévaristes et un des premiers groupes de guérilla rurale dans le pays[37], un des effets les plus importants a été celui d'associer, sur la base des expériences cubaine et de l'expérience péroniste antérieure, la lutte anti-impérialiste et la lutte anti-capitaliste dans les pays du Tiers Monde. Dans cette association, le rôle idéologique de John William Cooke a été fondamental. Après un exil de trois ans à Cuba (de 1960 à 1963), le processus politique de ce pays a eu une influence majeure dans sa pensée. Selon lui, la bourgeoisie industrielle avait abandonné, après la chute de Perón, l'alliance de classes sur laquelle se fondait le premier régime péroniste ; cela était le signe que la lutte pour la libération nationale ne pouvait être menée qu'en parallèle à la révolution sociale, puisque le « nationalisme bourgeois n'existe pas » (correspondance Perón-Cooke, cité par Gillespie, 1998, p. 62). La base prolétaire et les secteurs péronistes de gauche concentraient la vraie potentialité révolutionnaire d'un péronisme qui devait renforcer l'intransigeance plus que les compromis politiques. La pensée de Cooke a été la pierre de touche des manifestations les plus radicales de la gauche péroniste.

Enfin, le dernier facteur concerne les postures et les déclarations de Perón en exil qui, malgré leur caractère ambigu, ont contribué à renforcer les positions de la gauche péroniste au sein du mouvement. Vers la moitié des années 1960 la transformation –et la radicalisation– du discours du vieux leader péroniste deviennent évidentes : il reformule ainsi l'idée de la Troisième position –un juste milieu entre le capitalisme et le socialisme–, qui avait été un des piliers de sa doctrine, pour l'associer aux luttes de libération nationale des pays du Tiers Monde. Il souligne aussi la tendance mondiale vers diverses formes de « socialisme

[37] Il s'agit du groupe de *guérilla* Uturuncos, née à Tucumán et Santiago del Estero en 1959/60.

national ». Comme le signale Gillespie, l'exploitation que Perón fait de cette notion a été délibérément ambiguë, au-delà d'un axe toujours présent : celui de la justice sociale. Ainsi, l'utilisation que Perón faisait de l'objectif du socialisme national a été interprétée de façon contradictoire par les groupes péronistes de gauche et de droite. Pour les premiers, cela confirmait la métamorphose révolutionnaire de Perón au cours de son exil ainsi que le projet de faire du péronisme une voie nationale vers le socialisme, considéré comme un système de socialisation économique et de pouvoir populaire respectueux des traditions nationales. Les seconds, en revanche, l'interprétaient comme étant en continuité avec l'objectif péroniste traditionnel de la « communauté harmonieuse et organisée ».

Selon Gillespie, Perón mettait en place une stratégie « expansive », tendant à étendre le plus possible ses appuis politiques. Le leader péroniste soutenait successivement différents secteurs du mouvement selon les conjonctures politiques et les opportunités qu'elles ouvraient. Dans des occasions précises, appuyer des courants rebelles ou plus combatifs faisait partie d'une stratégie pour discipliner des secteurs qui devenaient hégémoniques ou mettaient en cause l'autorité du leader péroniste, comme à plusieurs reprises avec le secteur syndical *vandoriste* (Gillespie, 1998, p.54-72).

Les expressions les plus visibles et les plus importantes de l'aile gauche du mouvement péroniste sont l'organisation armée *Montoneros* et la puissante JP. Le processus d'unification de la JP n'a pas été simple et n'a pas été exempt de conflits idéologiques et politiques qui éclatent dès 1973, tout particulièrement en 1974 lorsqu'une partie de la jeunesse quitte la Place de Mai au milieu d'un discours du vieux leader péroniste. Entre 1972 et 1974, on constate l'essor du courant de gauche : en 1972, la JP mobilise 5 000 militants péronistes, ils seront 100 000 l'année suivante à se mobiliser dans différentes actions. La JP devient ainsi un élément-clé des campagnes présidentielles (Gillespie, 1998, p. 153). Pour le courant des *Montoneros*, la JP constituait un l'instrument fondamental vers la création d'un vaste mouvement de masses, mais la prépondérance des courants adhérant aux orientations de cette organisation armée dans la branche de jeunesse a aussi entraîné de nombreux conflits et dissidences. La jeunesse péroniste se composait des organisations regroupées sous le nom de la *Tendencia Revolucionaria*. En 1973-1974, les plus importantes en termes de mobilisation étaient la JP (*Regionales*) qui assurait un travail politique territorial, basé dans les quartiers, la *Juventud Universitaria Peronista* (JUP), l'organisation syndicale *Juventud Trabajadora Peronista* (JTP) et la *Unión de Estudiantes Secundarios* (UES). A ces organisations

s'ajoutaient trois autres, moins importantes en termes d'affiliation et de capacité de mobilisation : une branche féminine (*Agrupación Evita*) et le *Movimiento de Villeros Peronistas* qui tentait de mobiliser les habitants de certains bidonvilles et des quartiers précarisés, entre autres associations.

La stratégie mise en œuvre par Perón au cours de la première moitié des années 1970 montre l'importance du rôle de la jeunesse dans le mouvement péroniste de cette période. C'est autour des objectifs du retour de Perón au pouvoir et des élections libres que la JP a organisé ses revendications. Elle avait deux ennemis déclarés : le gouvernement militaire et la bureaucratie syndicale, qu'elle considérait comme « traître au mouvement ouvrier ». L'affrontement entre ces deux courants du péronisme, la gauche et ce qu'on appelait le « péronisme orthodoxe » atteignait des niveaux de violence de plus en plus élevés. Les assassinats des leaders syndicaux par les *Montoneros* et autres organisations armées se succédaient : Vandor qui était alors secrétaire général de la CGT en 1969, José Alonso en 1970 et José Rucci, aussi secrétaire général de la CGT au moment de son assassinat en 1973. Les leaders syndicaux ont, à leur tour, de vraies « milices » de gardes du corps qui sont impliquées dans l'assassinat de nombreux militants de la gauche péroniste (Gillespie, 1998, p. 209). Les affrontements entre les courants péronistes de gauche et de droite, traduisant une vraie lutte pour la définition politique et idéologique du mouvement fondé par Perón, deviendront manifestes à l'occasion de l'arrivée en Argentine du vieux leader, le 20 juin 1973, où, au milieu de l'énorme rassemblement –près de 2 000 000 de personnes selon différentes estimations– qui accueillait Perón à l'aéroport, les deux courants s'affrontent, faisant vingt-cinq morts et au moins cinq cents blessés. En 1973, José López Rega[38] commence à organiser le groupe paramilitaire d'extrême droite Triple A (*Alianza Anticomunista Argentina*), qui ne sera connue sous ce nom que l'année suivante. Les cibles étaient majoritairement des personnalités liées au péronisme de gauche et des militants de la JP, les *Montoneros* et les diverses organisations de la *Tendance*. Selon Gillespie, au moins 200 personnes ont été assassinées par la Triple A et d'autres groupes d'extrême droite ente 1973 et 1974.

[38] José López Rega (surnommé « le sorcier » à cause de ses penchants pour les science occultes) était un policier à la retraite, devenu secrétaire privé de Perón au cours de son exil à Madrid. Lors du retour du leader en Argentine et de son accès au gouvernement, López Rega deviendra Ministre de Bien-être social et occupera des positions de plus en plus influentes, en particulier pendant la présidence de Isabel Perón.

Dans la période précédant l'arrivée de Perón en Argentine, la JP a joué un rôle central dans le processus qui mène le péronisme pour la troisième fois au pouvoir, en 1973. Le processus de démocratisation organisé par le GAN proscrivait de manière implicite la candidature de Perón à la présidence. Le péronisme s'est réunifié autour du *Frente Justicialista de Liberación* (FREJULI), où le choix des candidats tentait d'établir un équilibre entre les différents secteurs du péronisme. La candidature à la présidence de Héctor Cámpora, délégué personnel de Perón au cours de la dernière période de l'exil et proche des groupes de la jeunesse, semblait manifester la primauté de ce secteur dans le mouvement péroniste. Pourtant, il était accompagné par Vicente Solano Lima, un représentant de l'aile conservatrice du mouvement. Leur gouvernement est très court : Cámpora et Solano Lima arrivent au pouvoir le 25 mai et démissionnent le 13 juillet 1973. Les élections sont organisées pour le mois de septembre et remportées par Juan Domingo Perón, accompagné de sa femme, Isabel Perón, comme candidate à la vice-présidence, avec 62% des voix.

Cette troisième expérience de gouvernement péroniste a donc été très courte. Perón lui-même reste moins d'un an au pouvoir. Au cours de cette courte période, le leader du mouvement n'a guère réussi à atténuer la polarisation et la confrontation de plus en plus violente entre les différents secteurs qui le composaient, le secrétaire général de la CGT, José Ignacio Rucci, est d'ailleurs assassiné quelques jours après l'élection présidentielle de Perón. Depuis son retour en Argentine, Perón recompose son rapport avec l'aile syndicale et prend progressivement ses distances avec les secteurs de la jeunesse et de la gauche péroniste. Dans la composition de son gouvernement, vers la fin de l'année 1973, la majorité des représentants de la jeunesse qui avaient été mis en place par le gouvernement de Héctor Cámpora sont éloignés du pouvoir et la primauté des secteurs syndicaux et « orthodoxes » devient évidente.

Dans tous les cas, même si le projet économique et social proposé par Perón reste ambigu étant donné le caractère conflictuel de la période, rien ne laisse deviner dans son orientation l'objectif du « socialisme national », devise de la période précédente – et d'une grande partie de la JP. Le *Progama de Construcción y Liberación Nacional* de mai 1973 ne prône pas à une transformation radicale des bases du capitalisme argentin. Ce programme est pris en charge par José Gelbard, le directeur de la *Confederación General Económica* (CGE), organisme qui réunissait les entrepreneurs industriels locaux. Il est fondé sur un « pacte social », concertation entre les travailleurs (représentés par la CGT) et les entrepreneurs (de la CGE), qui, après une hausse des salaires, stipule le gel des salaires et la suspension des

conventions collectives pendants deux ans. Le pacte social incluait aussi le contrôle de prix et l'engagement de la part de l'Etat de maintien du pouvoir d'achat des salaires. Le programme économique, qui comportait une importante intervention étatique, prévoyait également le transfert des ressources des secteurs agricoles vers d'autres secteurs de l'économie, en particulier l'industrie nationale. Si le plan de stabilisation a obtenu d'excellents résultats dans les premiers mois de la gestion de Perón, les conditions économiques se sont rapidement détériorées et les acteurs principaux du pacte social ont montré une faible volonté de respecter leurs engagements. En mars 1974, il était manifestement de plus en plus difficile pour le gouvernement de maintenir le pacte social (Sidicaro, 2002, p. 120). Cela témoignait de l'érosion des instruments étatiques d'intervention sur la société, de l'importance des luttes corporatives et de la faible capacité de Perón à restituer l'autorité de l'Etat. Après la mort de Perón, le 1er juillet, la crise économique s'est fortement accélérée face à un gouvernement, dirigé par sa femme Isabel Perón, en décomposition avancée et largement contesté du fait que la Présidente avait rapidement défait les précaires alliances que Perón avait tissées, en plaçant les membres de son entourage (qui n'avaient en général aucune trajectoire liée au péronisme) aux postes clés du gouvernement.

Les confrontations entre les différents secteurs du péronisme, deviennent de plus en plus violentes après la mort de Perón. Les *Montoneros* retournent à la clandestinité, les assassinats et les opérations se succèdent, face à une répression croissante : dès 1975 la Présidente charge l'Armée de lutter contre les organisations de guérilla à Tucumán, où l'ERP avait concentré ses activités. On compte 600 disparitions et enlèvements avant le coup d'Etat de 1976 (CONADEP, p. 16). Dans ce contexte de crise économique et politique, le gouvernement se décompose rapidement, le 24 mars 1976 un coup d'Etat renverse et emprisonne la Présidente et une junte militaire s'empare du gouvernement. Cette date marque le début de la période la plus sombre de l'histoire argentine, en raison de l'utilisation d'une stratégie systématique de terrorisme d'Etat, fondée sur les disparitions de personnes, les tortures et les assassinats. Cette période introduit de profondes transformations économiques, sociales et politiques qui façonnent encore la société argentine, avec des niveaux de violence d'Etat et de violation systématique des droits de l'homme jusque là inconnus dans le pays.

1.1.3 Le morcellement de l'histoire

Les personnes interviewées que nous inscrivons dans cette troisième génération dans le schéma de cette thèse sont nées entre la fin des années 1960 et celle des années 1970. Ils ont donc entre 25 et 35 ans au moment des entretiens. La période qui organise, sans exception, leurs discours relatifs à leurs trajectoires d'adhésion au péronisme et leurs trajectoires politiques se concentre autour de la décennie des deux gouvernements successifs de Carlos Menem, entre 1989 et 1999. Comme dans le cas des expériences politiques des générations plus âgées, la décennie ménémiste est restituée dans le temps long qui l'entoure, notamment dans son rapport avec la période d'ouverture démocratique qui la précède et la courte expérience postérieure de gestion de l'Alliance qui débouche sur la crise de décembre 2001. Dans le cas des plus jeunes, le poids du ménémisme dans les trajectoires est fondamental puisqu'il s'agit de la seule expérience de gouvernement péroniste qu'ils ont vécue au moment de notre rencontre[39]. Elle est donc mise en rapport avec d'autres expériences de gouvernements péronistes qui se définissent non pas dans un vécu direct mais dans le poids de l'héritage : dans une transmission intergénérationnelle qui s'effectue le plus souvent dans le cadre familial.

Les références familiales sont en effet très présentes dans les trajectoires d'adhésion et politiques de cette troisième génération. Elles construisent, dans la majorité des récits, un premier rapport à la politique et au mouvement fondé par Perón qui se situe vers la moitié des années 1980, au cours du « printemps démocratique » qui marque le gouvernement radical de Raúl Alfonsín. Ce premier rapport à la politique correspond, dans le cas des péronistes appartenant à cette génération, à des vécus d'enfance ou d'adolescence. Pour José par exemple, ses premiers souvenirs relatifs au mouvement fondé par Perón, « attendre les élections et voir que le péronisme perdait », correspondent aux premières élections après le *Proceso de Reorganización Nacional*, en 1983, lorsqu'il était âgé de 7 ans. C'est le cas aussi de Valeria, qui avait 15 ans lorsqu'elle commence à militer pour le péronisme, à l'occasion des mêmes élections présidentielles. Pour d'autres, comme Enrique et Fernando, les centres

[39] L'expérience de la gestion de Duhalde (1er janvier 2002 - 25 mai 2003) était présentée comme une expérience de transition, où l'on reconnaissait sa capacité à maîtriser la crise, mais n'était pas définie dans les discours comme un gouvernement stabilisé : c'est-à-dire avec des objectifs déclarés et un modèle de société bien défini. Au moment de la réalisation des entretiens (janvier–octobre 2003) ont eu lieu les élections présidentielles qui débouchent sur la présidence de Néstor Kirchner. Certains interviewés (que nous avons rencontré après le mois de mai) font référence à sa gestion, mais le modèle kirchnériste et sa signification au sein du péronisme ne sont pas encore bien dessinés dans ces premiers mois de gestion.

d'étudiants qui s'organisaient dans leurs écoles secondaires, au cours des premières années de la gestion radicale, véhiculent les premières expériences d'engagement politique. Dans la plupart des cas, c'est la débâcle du gouvernement radical, qui commence à s'annoncer, d'après les récits des interviewés, entre 1987 et 1988, qui constitue le point de départ de la période la plus intense dans leurs trajectoires politiques dans le péronisme.

Au moins la moitié des péronistes les plus jeunes, entament, dans la deuxième moitié des années 1980, des études universitaires. Mais à la différence des trajectoires de la génération précédente, ces parcours universitaires sont plus stables et moins articulés aux trajectoires de militantisme. Pablo et Valeria par exemple commencent des études universitaires à la fin des années 1980, le premier en sciences politiques, la deuxième en psychologie. José commence ses études de professeur d'arts plastiques vers le milieu des années 1990, et obtient son diplôme trois ans plus tard. Enrique commence des études d'ingénieur en 1987, pour s'inscrire, l'année suivante, à une école de journalisme. Il obtient son diplôme en 1991. Cette période est aussi, pour certains, le moment d'entrée dans la vie active. Enrique finance ses études de journalisme en travaillant comme tourneur dans une usine de moteurs électriques. En 1992, il commence à travailler comme journaliste dans un journal de la capitale fédérale. Valeria commence à travailler pendant ses études universitaires comme employée administrative dans une entreprise. Fabio est embauché, au début des années 1990, dans un organisme public, pendant ses études de droit. Fabiana quitte l'école secondaire pour se consacrer à la danse dans la deuxième moitié des années 1980. Les parcours sociaux sont aussi, dans cette génération, très hétérogènes. Fabio, après différents emplois dans le secteur public est aujourd'hui diplomate. Enrique poursuit son travail de journaliste. Fabiana est au chômage au moment de notre rencontre, elle finit l'école secondaire pour adultes en suivant des cours du soir et « se débrouille » avec l'aide de son père et quelques clients, comme « liseuse de tarot ». Fernando travaille en donnant des cours d'aides scolaire et dans des cantines populaires liées à son groupe de militantisme péroniste.

Ainsi, vers la fin des années 1980 et le début des années 1990, dans l'articulation entre le temps historiques et les éléments biographiques, se situe la période de point de départ des trajectoires politiques et d'adhésion des péronistes que nous regroupons dans cette troisième génération. Dans leurs récits, il s'agit d'une période où le temps historique s'accélère : la crise économique profonde de la fin gouvernement radical, le processus de la « rénovation péroniste » et les élections internes, la période préélectorale qui annonce la victoire de Carlos

Menem aux élections présidentielles de 1989, tous ces éléments articulés à leurs parcours de vie impriment un intensité particulière à cette deuxième moitié des années 1980. En ce sens, dans les discours des acteurs relatifs à leurs parcours politiques, la période qui précède l'expérience de gouvernement péroniste qui est propre à cette génération a une place toute particulière. C'est cette période précédente, articulée à l'héritage péroniste, qui va contribuer à définir le ménémisme, comme nous le verrons en détail dans le chapitre 3, en termes de contradiction plus que de continuité avec la longue histoire du mouvement fondé par Perón.

L'expérience politique des plus jeunes les différentie nettement des générations précédentes : non pas uniquement à cause de la particularité des événements qui ont eu lieu dans la période qu'ils situent au centre de leur discours sur le péronisme[40], mais parce que le rôle de l'expérience ménémiste dans les trajectoires d'adhésion et politiques des péronistes les plus jeunes que nous avons interviewés est nettement différent. Dans le cas des deux générations les plus âgées, les vécus historiques qu'ils situent au centre de leur discours sur le péronisme (les années 1950 et les années 1970) servent à restituer dans le dialogue le « pourquoi » et le « comment » de leur identification politique. Dans le cas des plus jeunes, en revanche, l'expérience de gouvernement péroniste qui constitue leur vécu politique dominant se pose d'emblée, dans les discours, en termes de contraste et de contradiction. Nous verrons que le rôle différencié de cette expérience dans les trajectoires politiques des plus jeunes a d'importants effets en termes de consistance en tant que groupe générationnel et en termes d'homogénéité politique.

Le printemps démocratique et après

La défaite dans la guerre absurde des Malouines accélère la dissolution du pouvoir militaire et précipite l'organisation d'une sortie démocratique. Or, l'héritage de l'expérience autoritaire sera extrêmement lourd pour les gouvernements démocratiques de la période suivante. Comme n'ont cessé de l'affirmer les groupes militaires au pouvoir –dans le nom même qu'ils confèrent au « processus » qu'ils entendent déployer : « réorganisation nationale »–, le but du régime mis en place en 1976 est de refonder structurellement la société argentine, en termes économiques, politiques et sociaux. Selon l'analyse de Azpiazu,

[40] Les trois expériences de « marquage générationnel » dans le schéma de cette thèse sont, dans ce sens, des expériences bien différenciées.

Khavisse et Basualdo (1986), en termes de projet économique, cet objectif s'est traduit par différentes initiatives, qui se sont redéfinies tout au long de la période, dans un contexte international de profonde crise économique, où la valorisation financière du capital devient prédominante. Cet objectif impliquait donc, selon ces auteurs, d'« agresser » une structure économique et sociale constituée tout au long de nombreuses décennies de différentes étapes de l'industrialisation par substitution d'importations. C'est à partir de 1980 que la politique économique a eu ses effets les plus profonds, à travers la combinaison des taux d'intérêts très élevés, la surévaluation des taux de change, de la réduction des protections douanières du tissu industriel national, de la distribution régressive des ressources et de la redéfinition du rôle de l'appareil étatique. La crise que ces orientations déclenchent a profondément déstructuré les bases du modèle traditionnel d'industrialisation par substitution d'importations.

Cette crise entraîne des effets différenciés selon les secteurs sociaux et économiques, instituant les « gagnants » et les « perdants » du nouveau modèle. En effet, tout au long du régime militaire s'est produit une redistribution considérable des ressources des secteurs salariés vers les non salariés (par la baisse du niveau des salaires, la détérioration des conditions de travail et des services publics entre autres facteurs)[41]. Au sein des secteurs industriels, les petites et moyennes entreprises ont aussi été fortement déstabilisées, tandis que les secteurs oligopolistiques ont été les grands bénéficiaires des orientations du gouvernement et constituent le centre du pouvoir économique à la fin de la période. Ces transformations impliquent des restrictions de poids pour le projet démocratique qui suit la période dictatoriale : l'ampleur de la dette extérieure, l'augmentation de la marginalité sociale et du chômage, le bas niveau des salaires, la structure étatique fortement désarticulée, la destruction de l'appareil productif et le rôle prépondérant du système financier figurent parmi les facteurs les plus importants. La politique fortement centralisatrice a contribué à la formation d'un nouveau pouvoir économique, constitué par des capitaux établis de longue date dans le pays (ils remontent à la première ou à la deuxième période de substitution d'importations) : les grands groupes économiques et les entreprises transnationales diversifiées et intégrées. Le poids des actifs de ces entreprises dans le pays, ainsi que leurs investissements financiers à l'étranger, leur confère la capacité de conditionner (pour le moins) le processus économique

[41] Selon une étude de Lindendenboim, Graña et Kennedy (2005, p. 27), la part des salaires dans le PNB est passé d'une moyenne de 44% pour la période 1950-73 à 37% en 1980 et 29% en 1985.

global de l'étape suivante (Azpiazu *et al*., 1986). Cela deviendra manifeste lors de la crise hyper-inflationniste qui éclate à la fin de la décennie 1980.

Comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, la restructuration économique a trouvé ses conditions de possibilité dans une politique qui cherchait, à travers le terrorisme d'Etat, le contrôle et la « disciplinarisation » des secteurs fortement mobilisés au cours de la première moitié des années 1970. O'Donnell analyse la période ouverte à partir du dernier coup d'Etat à partir de trois caractéristiques. La première est la démesure de la répression, tant par la quantité d'horreurs commises que par leur caractère terroriste et clandestin. La deuxième concerne le sens politique de revanche historique contre l'Argentine « plébéienne, populiste et immigrante » marquant la politique économique et sociale du régime. Enfin, la troisième caractéristique réside dans la tentative systématique de pénétrer la société de manière capillaire pour implanter l'ordre et l'autorité, dans une vision verticaliste et paternaliste du gouvernement. Cette politique fondée sur l'assujettissement et l'infantilisation de la société cherchait à « mettre une fois pour toutes tout le monde à sa place » : ceux d'en haut et ceux d'en bas, ceux qui commandent, ceux qui obéissent, dans une société marquée, vers le milieu des années 1970, par une égalité sociale relativement importante (O'Donnell, 1997, p. 144). Selon l'analyse de Maristella Svampa (2005), les conséquences économiques et sociales du processus de transformation entrepris au cours de la dernière dictature militaire ont impliqué une vraie mutation du régime d'accumulation et, au-delà, du modèle sociétal. Cela n'a pas empêché des tentatives, au cours des années 1980, de réorientation de l'économie vers un système productif. La plus importante a eu lieu pendant trois premières années de la gestion de Raúl Alfonsín, poussée par l'effervescence du « printemps démocratique ». Mais le cadre international de la crise de la dette qui a frappé particulièrement les pays du continent à partir des années 1980 et la faiblesse manifeste du gouvernement face à différents acteurs, notamment les forces armées, les syndicats et les grands groupes économiques, sont à l'origine de la crise hyper-inflationniste qui conduit au retrait anticipé du gouvernement radical.

La « question militaire » a été un des premiers et un des plus complexes héritages que le gouvernement démocratique a affrontés. La gestion de Raúl Alfonsín a dû finalement composer un équilibre délicat entre les demandes de justice de la société face aux violations systématiques des droits de l'homme commises au cours de la dictature militaire, et les difficultés pour soumettre les forces armées aux autorités institutionnelles. Après le rapport

réalisé par la CONADEP (*Comisión Nacional por la Desaparición de Personas*), s'ouvre, en 1985, le procès qui aboutit à la condamnation des commandants de la junte militaire. La même année le gouvernement sanctionne la loi dite du « point final » qui fixe une date limite pour les dénonciations des actions de répression commises au cours de la dictature. L'année 1987 est marquée par deux événements-clés, qui sont étroitement liés : une révolte militaire qui exige du gouvernement la résolution de la question du jugement des militaires de différents rangs et la sanction de la loi dite « d'obéissance due » –justifiant les actions de subordonnés, loi envisagée par le gouvernement avant cette révolte militaire. Le traitement de la question militaire, les négociations ardues et les hésitations gouvernementales ont été un des principaux facteurs contribuant à la dégradation de la légitimité présidentielle.

La confrontation avec le mouvement syndical a aussi été l'une des questions principales au cours de ce premier gouvernement d'ouverture démocratique. Le gouvernement lance, en 1984, une tentative de normalisation institutionnelle des organisations syndicales – une loi instituant l'élection des autorités par vote secret, la représentation des minorités et la limitation de la possibilité de réélection des dirigeants– qui n'a pas été approuvée par le Sénat. Cette tentative provoque toutefois une opposition vigoureuses des organisations syndicales qui, faisant écho aussi aux tensions sociales liées à la crise économique et à l'accélération de l'inflation, auront une capacité de mobilisation très importante, comme en témoignent les treize grèves générales menées entre 1984 et 1988 contre le gouvernement radical.

Vers la fin de la décennie, la crise économique s'accélère du fait de l'importante chute de l'investissement interne et externe, de la fuite de capitaux et d'une spirale inflationniste – l'inflation atteint 175% en 1987 et 388% en 1988 (Svampa, 2005, p. 25). Le gouvernement lance un programme de stabilisation établissant le contrôle des prix, des services et des salaires et la réduction des déficits étatiques pour faciliter la négociation avec les bailleurs de fonds internationaux. Dans des conditions politiques très précaires, le programme a été un échec depuis le début à cause du peu d'empressement des différents acteurs à accepter les règles que l'Etat cherchait à imposer. Lorsque, durant les premiers mois de 1989, la Banque Mondiale et le FMI[42] retirent leur appui au gouvernement, l'édifice, déjà extrêmement fragile, s'effondre, déclenchant la dévaluation de la monnaie et, ensuite, la crise hyper-inflationniste. Dans ces conditions ont lieu, en mai, les élections présidentielles, largement remportées par le

[42] L'économiste Domingo Cavallo, lié au PJ, recommandait dans un voyage réalisé au début de l'année, aux deux institutions internationales de limiter leur appui au gouvernement radical.

candidat péroniste Carlos Menem. L'ampleur de la crise économique et sociale –qui déclenche les premiers cas de pillage de supermarchés dans certaines villes du pays– et la dissolution du pouvoir gouvernemental accélèrent la prise de pouvoir par le nouveau Président, qui a lieu six mois avant la date prévue.

Les limites de la « rénovation péroniste »

Les années de la gestion de Raúl Alfonsín constituent une période de forte recomposition au sein du mouvement fondé par Perón, dont les effets deviendront visibles pendant gouvernement de Carlos Menem. L'élection présidentielle qui marque la sortie de la dictature militaire en 1983 constitue une date extrêmement significative dans l'histoire du péronisme : il s'agit du premier échec dans des élections libres et sans proscription –le second aura lieu en 1999. Cet échec électoral a un impact fondamental sur les rapports de pouvoir entre les différents secteurs du péronisme au cours de la période suivante. Ce sont les secteurs liés au courant syndical, encore représenté par les *62 organisations*, qui seront les plus frappés par le résultat des élections, puisqu'ils avaient largement dirigé le processus de sélection des candidats et la campagne présidentielle du péronisme. Par ailleurs, ce résultat illustre l'écho que le discours du candidat radical, dénonçant le « pacte syndical militaire », trouvait au sein d'une partie de l'électorat.

Comme le souligne l'étude de Steven Levitsky (2005), la structure du PJ maintenait, en 1983, l'organisation qu'elle avait adoptée depuis 1955 en tant que mouvement : les cadres politiques, les fractions d'origine syndicale et les réseaux territoriaux informels s'organisent dans des structures relativement autonomes, qui sont très faiblement intégrées à une hiérarchie nationale ou contrôlées par des organes officiels du parti. Selon cet auteur, la victoire du radicalisme dans les élections plonge le parti justicialiste dans une crise institutionnelle très profonde : on assiste à différents moments au dédoublement des autorités du parti (lorsqu'en 1984 coexistent par exemple le Conseil National du PJ et le Conseil Supérieur, directement nommé par Isabel Perón). Face à cette crise, un processus de normalisation institutionnelle se met en place, connu comme la « rénovation péroniste », dirigée principalement à ses débuts par Antonio Cafiero, Carlos Grosso et Carlos Menem. Cette rénovation est centrée en particulier sur l'objectif de démocratiser le régime du parti, sur le modèle des partis de masse européens. Après trois années de semi-anarchie et de coexistence de plusieurs autorités

parallèles, le processus de la rénovation entraîne une réorganisation institutionnelle, qui se fera principalement entre 1987 et 1989.

Le congrès du parti de 1987 instaure une structure territoriale dont les dirigeants et candidats sont issus des élections directes et revalorise le respect de la structure formelle et bureaucratique du PJ. Le secteur « rénovateur » a largement dirigé le processus de sélection des candidats pour l'élection présidentielle de 1989 –où Carlos Menem s'impose face à Antonio Cafiero. En dépit de ces améliorations institutionnelles, selon l'étude de Levitsky, le PJ postérieur à la « rénovation » se caractérisait encore par l'absence d'une bureaucratie centrale efficace, qui puisse contrôler les organisations territoriales. L'organisation du parti manquait aussi de mécanismes codifiés pour la définition des lignes politiques du péronisme, d'une instance de direction incontestée et de règles de fonctionnement stables. Selon lui, la rénovation n'a pas non plus réussi à établir un lien institutionnel clair entre le parti et les syndicats, ce qui a permis le démantèlement des mécanismes de participation syndicale dans le péronisme qui s'opère au cours de la décennie ménémiste (Levitsky, 2005, p. 71-74). La structure informelle du péronisme a également favorisé le type d'autorité présidentielle construite par Carlos Menem au cours de ses gestions : sa relative autonomie par rapport aux organes officiels et aux lignes politiques du péronisme et le style fortement « désicionniste » qui a caractérisé le président.

Le péronisme à l'ère néolibérale

Au moment de la prise en charge du gouvernement par Carlos Menem (1989-1999), le contexte de crise profonde a contribué à installer un consensus sur la nécessité de transformer radicalement le projet économique. Comme le souligne Svampa (2005), l'expérience hyper inflationniste, caractérisée par la dissolution des cadres qui organisent les échanges et créent des liens sociaux, se traduit par une puissante demande de stabilité qui traverse la société argentine des années 1990, constituant l'une des bases du consensus néolibéral, ou du moins de l'image d'irrévocabilité de cette orientation économique. Le type de projet économique mis en place par le gouvernement péroniste a impliqué une transformation fondamentale des alliances politiques historiques du PJ, qui cesse de s'appuyer majoritairement sur l'acteur corporatif syndical, pour établir un lien étroit avec les secteurs dominants représentés par les grands groupes économiques. A cette alliance se sont intégrés également les représentants

politiques du néolibéralisme dans le pays, en particulier ceux qui faisaient partie de l'UCD (*Unión de Centro Democrático*).

Après différentes tentatives de stabilisation, la sortie de la crise s'opère à partir de l'adoption, en 1991, du Plan de Convertibilité – inspiré des recettes du Consensus de Washington – et d'un programme global de réformes étatiques qui provoquent une réelle transformation des règles du jeu économique. Les réformes principales de ce programme, dirigé par le ministre de l'Economie Domingo Cavallo, sont centrées sur un régime de convertibilité de la monnaie fixant la parité « un peso un dollar » qui ne peut être modifiée que par le Parlement, l'application de taux de change fixes ainsi que la libéralisation commerciale externe au moyen de la réduction des barrières douanières, un vaste programme de privatisation des entreprises publiques et l'élimination des principaux mécanismes de contrôle de l'Etat sur l'économie. Un des piliers du programme de stabilisation a été la libéralisation des marchés de capitaux. La principale source de financement des réformes a été l'entrée de capitaux internationaux à court terme. Cette variable, qui a permis la consolidation du modèle au cours des premières années, est devenue, en particulier après la crise mexicaine en 1995, la principale faiblesse du système économique argentin.

Au centre de la transformation envisagée se situe une réforme radicale de l'Etat et de son mode d'intervention sur la société. Le programme de stabilisation économique s'est accompagné d'un plan de restructuration globale du secteur public à partir d'une réforme administrative, de la réduction des dépenses publiques, de la décentralisation étatique et du transfert des responsabilités (particulièrement en matière d'éducation, de politique sociale et de santé) vers les administrations provinciales et municipales. Comme le montre en particulier le vaste programme de privatisation de nombreux secteurs auparavant sous l'emprise étatique, ce processus de réforme globale de l'Etat a été mené sans aucune vision à long terme et avec un haut niveau de corruption.

Les coûts sociaux élevés du modèle économique sont très rapidement devenus évidents. Une des premières caractéristiques de ce que Barbeito et Lo Vuolo (1992) ont très tôt appelé la « modernisation excluante », tient au fait que des taux de croissance importants (comme ceux que le pays enregistre au cours des premières années de convertibilité) s'accompagnent de l'augmentation constante du taux de chômage. Cette augmentation résulte de la combinaison de la hausse de la productivité et de la faible création d'emplois. La

politique d'ouverture a entraîné un processus de désindustrialisation en raison de la difficulté croissante des petites et moyennes entreprises à faire face à la concurrence internationale. En 1995, lorsque la croissance économique se ralentit sous l'impact de la crise mexicaine, les limites du modèle néolibéral deviennent de plus en plus pesantes. En 1996, le chômage atteindra des niveaux inconnus dans le pays de presque 19%. Deux ans après, l'Argentine entre dans une longue récession qui mènera, en 2001, à la débâcle du modèle.

Le processus de années 1990 a un impact profond sur le poids du mouvement syndical en tant qu'acteur politique, et ce en raison de la convergence de plusieurs facteurs. En premier lieu, la transformation des alliances politiques du ménémisme –dont le courant est dominant dans le PJ au moins jusqu'au milieu de la décennie– qui, cessant de s'appuyer sur l'acteur syndical corporatif, affaiblit son pouvoir de négociation avec la branche politique du péronisme. En deuxième lieu, un des effets du processus de désindustrialisation qui se développe dans le pays depuis la dernière dictature militaire a été d'affaiblir la cohésion des secteurs travailleurs. Différents éléments des transformations des structures économiques contribuent à l'hétérogénéisation et à la fragmentation des classes travailleuses et rendent plus difficile leur organisation collective : la hausse du chômage, de la désalarisation et de la précarisation de l'emploi (baisse du nombre de travailleurs formels et de travailleurs syndicalisés) ; la mutation de la composition du salariat par la rétraction de l'emploi industriel ; la dispersion géographique croissante, et l'hétérogénéisation des statuts, entre autres éléments (Levitsky, 2005, p. 130). En troisième lieu, un des facteurs qui ont limité la réaction syndicale au projet ménémiste concerne le fait que tant le gouvernement qui mettait en œuvre les réformes néolibérales, que la centrale syndicale censée représenter des travailleurs qui subissaient les effets négatifs de ces réformes, partageaient la même identité politique. Cela a contribué à modérer les actions d'opposition de la centrale ouvrière péroniste aux orientations gouvernementales.

Pourtant, comme le signale Grassi, en dépit de ces éléments concourant à l'affaiblissement du poids du mouvement syndical au cours de la période, son rôle a été important, non pas pour infléchir l'orientation des réformes mais pour leur imposer des limites, tant dans leur profondeur et que dans la rapidité de leur réalisation. L'organisation syndicale péroniste a donc gardé une capacité de pression lorsqu'il s'agissait de défendre ses intérêts corporatifs immédiats (comme lorsque le gouvernement envisage la dérégulation des œuvres sociales) et aussi de défendre une légitimité minimale en tant qu'institution

représentative des travailleurs (dans le cas de la négociation de la loi de flexibilisation de l'emploi par exemple) (Grassi, 2003 p. 147).

Face à la position ambiguë du mouvement syndical péroniste se développent des formes d'action collective qui contestent plus nettement les orientations ménémistes, d'un côté en faisant émerger de nouvelles centrales de travailleurs d'opposition ; d'un autre côté, en mobilisant de nouveaux acteurs (Svampa, 1999). Depuis le début de la décennie, la fragmentation de la CGT se cristallise dans l'émergence de deux nouvelles centrales de travailleurs. D'abord, en 1992 se crée le *Congreso de Trabajadores Argentinos* (qui deviendra par la suite *Central de Trabajadores Argentinos*, CTA), qui, comme le signale Farinetti (1999), non seulement proclame l'autonomie par rapport à l'Etat et aux partis politiques, mais présente également des nouveautés en termes d'organisation : la possibilité d'affiliation n'est pas reliée au statut de travailleur actif (c'est-à-dire qu'elle permet l'affiliation des employés mais aussi des chômeurs et des travailleurs non déclarés) et la double affiliation y est autorisée. Cette centrale réunit les principaux syndicats d'enseignants et de travailleurs publics. Une deuxième centrale, le *Movimiento de Trabajadores Argentinos* (MTA), devient aussi un acteur important de la période. A la différence de la CTA, cette centrale ne quitte pas la CGT mais remet en cause la légitimité de ses dirigeants.

Par ailleurs, de nouvelles formes de protestation (un nouveau « répertoire » d'action collective, dans l'analyse de Farinetti) se développent tout au long de la période, en particulier dans les provinces du pays, en lien étroit avec la décentralisation des responsabilités étatiques, la déstructuration des économies régionales, la banqueroute des Etats locaux –dans des contextes politiques de forte corruption et de clientélisme– et le processus de privatisation des entreprises publiques. Ce contexte de crise est à l'origine d'une forme de protestation qui prendra de l'ampleur au cours de la période : les « explosions sociales » dans les villes de province. La première explosion, le « *santiagueñazo* », a lieu à *Santiago del Estero* en 1993, et constitue le point de départ d'une succession de révoltes : *Jujuy* (1993, 1995), *Córdoba* (1995) et *Río Negro* (1995). Il s'agit en général d'importantes manifestations de rue qui s'accompagnent de violentes actions contre des symboles de la vie politique (incendie ou pillage des bâtiments publics), ainsi que des attaques des résidences particulières des figures politiques locales (Farinetti, 1999).

La deuxième innovation dans le « répertoire » de la protestation sociale signalée par Farinetti, le barrage des routes, est plus étroitement associée à l'augmentation du chômage et à la privatisation des entreprises étatiques. Les barrages sont réalisés par des groupes de chômeurs, mais, dans la plupart des cas, la protestation se généralise et devient un vraie « *pueblada* ». Cette forme de protestation a donné lieu à l'apparition des mouvements *piqueteros*, qui deviendront des acteurs politiques de poids dans les années suivantes et tout particulièrement dans les mobilisations de décembre 2001. Ces protestations sont centrées sur la demande de solutions aux problèmes locaux d'emploi, associés à la fermeture des industries ou à la privatisation des entreprises publiques. Les premiers barrages de route ont lieu dans la province de Neuquén, à Cutral Có et Plaza Huincul en 1996, déclenchés par la privatisation de YPF (*Yacimientos Petrolíferos Fiscales*, entreprise publique d'exploitation pétrolière) provoquant des licenciements de masse (en passant de 4 000 à 400 employés) et le retrait des bénéfices sociaux liés à ces entreprises publiques. Cette forme de protestation se généralise au cours des années suivantes dans différentes provinces du pays (à Jujuy tout particulièrement).

De son côté, le péronisme voit surgir plusieurs courants d'opposition aux orientations du gouvernement de Carlos Menem, tant externes qu'internes au PJ. Le premier est représenté par différents groupes péronistes dissidents qui quittent le PJ à cause de leur désaccord avec les politiques mises en œuvre par le gouvernement national et créent le *Frente Grande*, qui deviendra ensuite le FREPASO (*Frente País Solidario*). Ces groupes s'organisent autour du leadership de Carlos Alvarez –qui deviendra en 1999 vice-président du gouvernement de l'*Alianza*, coalition politique entre le FREPASO et l'UCR– et José Ocatvio Bordón. Le FRAPASO constitue une nouvelle force politique qui jouera un rôle important tout au long de la deuxième moitié de la décennie. En même temps se développe un courant interne au péronisme, réuni autour de la figure de Eduardo Duhalde (l'homme fort du péronisme de la Province de Buenos Aires), qui, sans quitter le parti fondé par Perón, unifie l'opposition interne aux politiques ménémistes. C'est ce leader péroniste qui, dans une campagne présidentielle fondamentalement centrée sur la transformation du modèle économique et social des années 1990, sera battu aux élections présidentielles de 1999 que remporte l'*Alianza*. Cette dernière sera pourtant obligée de se retirer du pouvoir deux ans après, dans un contexte de profonde crise économique, politique et sociale et c'est, paradoxalement, Edurado Duhalde qui prendra le pouvoir, le 1er janvier 2002, dans un gouvernement de transition.

Depuis 1998, la situation économique du pays ne cesse de se dégrader, de même que la légitimité du gouvernement de l'*Alianza*, étant donné les nombreuses attentes de vastes secteurs de la population qu'elle n'avait pas pu satisfaire. Le gouvernement est également fortement déstabilisé par plusieurs scandales de corruption, dont le plus important, les dénonciations de paiement de pots de vin aux membres du Sénat pour approuver la loi de flexibilisation de l'emploi, débouche sur la démission du vice-président de la République. En mars 2001, le gouvernement nomme Domingo Cavallo au ministère de l'Economie dans une tentative de maîtriser la crise économique qui s'accélère. Le haut niveau d'endettement, la profonde récession économique et l'éventuelle variation du taux de change engendrent une fuite importante de capitaux. L'impossibilité du système financier à assurer les dépôts conduit à un retrait massif et est à l'origine, le 3 décembre, du *corralito*, une mesure qui limite les possibilités de retraits d'espèces auprès des banques et bloque les comptes d'épargne des particuliers. Les conséquences politiques de cette mesure sont considérables car le gouvernement de De la Rúa perd le soutien des classes moyennes qui avaient représenté, en 1999, sa principale base électorale. La crise sociale s'accentue rapidement, le 14 décembre se produisent les premiers incidents de pillages de supermarchés –et aussi de petits commerces– dans les grandes villes de province et se généralisent ensuite à l'ensemble du pays.

A partir du mois de décembre, les manifestations des classes moyennes –les *cacerolazos*– convergent avec les nombreuses actions de protestation liées aux secteurs populaires, telles que celles menées par le secteur *piquetero* et celles des salariés du secteur public de plusieurs provinces du pays. Une extraordinaire mobilisation populaire, qui défie l'état de siège proclamé par le gouvernement, provoque, le 19 décembre, la démission du ministre de l'Economie et, le lendemain, celle du Président. Trois autres présidents intérimaires sont obligés à démissionner par la pression de la rue. En janvier 2002, l'Assemblée législative désigne le péroniste Eduardo Duhalde Président de la République. Celui-ci assure un gouvernement de transition jusqu'au 25 mai 2003. Les grandes manifestations de décembre 2001 ouvrent un cycle de puissante mobilisation sociale dans le pays, où convergent différents acteurs « anciens » et « nouveaux », des *piqueteros* aux mouvements des usines récupérées, des *cacerolazos* aux assemblées de quartier.

Le bilan des dix années néolibérales montre une extraordinaire « involution sociale » (l'expression est de Borón, 1995, p. 26) et, plus profondément, une transformation radicale de la structure sociale argentine. En premier lieu, le pays a enregistré, depuis les années 1990,

une extraordinaire augmentation de la pauvreté et de l'indigence. En 2001, avant l'éclatement de la crise, 35,4% de la population argentine se trouve en dessous de la ligne de pauvreté, contre 4,7% en 1974 (la pauvreté atteint, en 2002, 54% de la population). De même, 12,2% de la population sont en dessous de la ligne d'indigence en 2001, contre 2,1% en 1974 (en 2002, l'indigence frappe 24,7% de la population). Cette évolution de la pauvreté est étroitement liée aux transformations du marché du travail et au retrait de l'Etat de son rôle distributif et de garant de l'intégration sociale. Pendant toute la période, les taux de chômage enregistrent des augmentations importantes, liées en particulier au vaste processus de désindustrialisation entraîné par le modèle économique. Le taux de chômage, qui est de 6% en 1991, concerne 17,5% de la population active en 1995, et 18,3% en 2001. Face à cette évolution du marché de travail, la flexibilisation est devenue, depuis les premières années de la décennie, un mot d'ordre. Le résultat a été un des plus importants processus de désalarisation et de précarisation de l'emploi dans le continent. Comme le montre Beccaria (2001), le chômage a constitué l'indicateur le plus évident des difficultés du modèle à créer des emplois et de l'impact de ces difficultés sur la distribution des ressources, mais il ne s'agit pas du seul indicateur. Le sous-emploi[43] et l'informalité constituent aussi deux facteurs qui expliquent la détérioration des conditions de travail dans le pays au cours de la décennie. Près de deux tiers des emplois crées au cours de la période de la convertibilité correspondent à des cas de sous-emploi horaire et trois quarts à des emplois précaires ou non déclarés –atteignant 40% des postes salariés à la fin de la période (Beccaria, 2001, p. 47/48)[44].

L'hétérogénéité des situations de pauvreté s'est, elle aussi, accentuée. Au cours des trois dernières décennies, une vaste zone de vulnérabilité s'est développée, concernant les classes moyennes et basses, entraînant une pauvreté « épisodique », caractérisée par une rotation permanente autour de la ligne de pauvreté. Depuis le milieu de la décennie 1990, les études sur la « complexification » de la pauvreté se développent, en particulier à partir du

[43] Le taux de sous-emploi mesure la proportion de la population active qui travaille à temps partiel – moins de 35 heures par semaine – et cherche activement un emploi à temps complet.

[44] Et comme le montre Bruno Lautier (2003) pour l'ensemble de l'Amérique Latine, les situations précaires (travailleurs à l'essai, contrats temporaires) sont de moins en moins des situations « d'attente » pour accéder à la stabilité de l'emploi. Dès les années 1992-96, le « blocage » de la mobilité entre les salariat « informel » et l'emploi protégé se confirme : « Non pas que les salariés « informels » (précaires et sans droits sociaux), ou les non-salariés sans capital de départ (petits vendeurs et prestataires de services) restent de façon durable dans leur emploi ; au contraire, ils « tournent » de plus en plus vite, entre emplois salariés précaires, ou non-salariés précaires, et entre ces deux types d'emploi. Mais les « fuites vers le haut », la mobilité ascendante vers l'emploi salarié stabilisé et pourvu de droits ou vers l'emploi de micro-entrepreneurs, se raréfient » (Lautier, 2003, p. 54).

débat autour des « nouveaux pauvres »[45]. Alberto Minujin, un des auteurs qui ont le plus travaillé sur la question, différentie la « pauvreté structurelle » de la « nouvelle pauvreté ». La « pauvreté structurelle » est composée par la population qui se trouve en dessous de la ligne de pauvreté et se caractérise par des nécessités de base insatisfaites (NBI). Les « nouveaux pauvres » partagent avec les « pauvres structurels » les carences matérielles en termes de revenus, mais comme il s'agit d'une pauvreté épisodique ou récente, cette population ne souffre pas de NBI et se différencient par de variables culturelles –ils ont en général les caractéristiques culturelles, éducationnelles et sociales des classes moyennes– et par le vécu de la pauvreté comme une situation de transition. Nombre d'études montrent que, au cours de la convertibilité, la pauvreté structurelle reste constante et ce sont de vastes contingents de nouveaux pauvres qui vont grossir la population concernée par la pauvreté (Minujin, 1997). Finalement, la distribution des richesses s'est fortement détériorée au cours des années de la convertibilité, le coefficient Gini a évolué de 0,355 en 1974 à 0,542 en 2002[46]. Les traits qui caractérisent aujourd'hui la structure sociale argentine sont l'appauvrissement et l'augmentation des inégalités, en raison de la concentration des richesses, de hétérogénéisation et de l'atomisation sociale.

Les trois expériences de gouvernement péroniste, restitués dans le temps long qui les intègre, que nous venons sommairement de rappeler, constituent trois vécus de démarcation qui organisent l'analyse intergénérationnelle située à la base de cette recherche. Cette analyse sous-entend qu'un vécu peut définir une génération, à partir d'une appropriation spécifiquement générationnelle de certains événements historiques, participant à la construction d'une forme de politisation. Pourtant, ce rapport entre les événements historiques et la constitution d'une génération reste à préciser. Comment opère cette appropriation générationnelle des événements historiques dans la construction d'une intelligibilité politique ? Autrement dit, comment se construisent les particularités générationnelles ? Dans quelle mesure et sous quelles conditions la notion de génération peut-elle constituer la base d'une

[45] Voir en particulier. Minujin (1997) et Minujin et Kessler (1995). Kessler (1998), pour sa part, retrace le processus d'appauvrissement accéléré de vastes secteurs de la société argentine appartenant aux classes moyennes, depuis le début de la dernière dictature militaire. Il analyse ainsi les effets de l'importante chute des revenus de catégories auparavant considérées comme stables et bien insérées dans le marché du travail, pour accéder à la spécificité de l'appauvrissement en tant qu'expérience sociale.

[46] Les données proviennent de l'ouvrage de María del Carmen Feijóo (2003), les sources correspondent à l'INDEC et au *Programa Siempro*.

approche féconde pour appréhender les transformations du politique dans la perspective des acteurs ?

1.2. Les hommes que fait l'histoire.

La notion de génération, malgré son utilisation répandue, demeure vague, ambiguë et fortement chargée de sens. Il n'est effectivement pas aisé de trouver une définition consensuelle. Comme le rappelle Claudine Attias-Donfut, la génération est une idée universelle qui, depuis les mythologies, les conceptions philosophiques ou religieuses, renvoie à la volonté de mesurer le temps historique. Au cours du XIXème et jusqu'au milieu du XXème siècles, des penseurs comme A. Compte ou W. Dilthey[47] vont tenter de systématiser la notion de génération pour comprendre les rythmes et les développements de l'histoire (Attias-Donfut, 1989, p. 61). Cette perspective a été abandonnée dès le milieu du siècle dernier, mais le lien entre les théories du changement social et le concept de génération constitue l'héritage fondamental de ce débat, dont la conceptualisation la plus importante a été systématisée par Karl Mannheim (1990, [1ère ed. 1928]). Dans *Le problème des générations*, l'ouvrage qu'il consacre à ce sujet, il s'est intéressé aux effets de la succession des générations dans le processus de changement social, en privilégiant un champ d'analyse particulier, celui de l'histoire des idées politiques, sphère où les impulsions générationnelles et leur différentiation auraient plus de visibilité. Et c'est surtout la conceptualisation du lien irréductible entre une génération et des événements historiques qui l'imprègnent et la façonnent –intérêt principal des analyses de Mannheim– qui a été la plus répandue.

1.2.1. La génération comme concept

Ainsi, dans la conceptualisation de la notion de génération, en ce qui concerne l'histoire et la sociologie politique, la référence aux études de Karl Mannheim reste incontournable. Cet auteur définit la notion de génération à partir de quatre niveaux conceptuels. Le premier, le concept de « situation de génération », est défini en homologie avec le concept marxiste de situation de classe. Selon Mannheim, tout comme la situation de

[47] Selon Attias-Donfut (1988) A. Compte, A. Cournot et W. Dilthey constituent les références classiques sur le thème des générations, elles ont été élaborées dans le cadre des théories de l'histoire, cherchant à identifier, dans le rythme de renouvellement des générations, le rythme de l'évolution générale de l'humanité (Attias-Donfut, 1988, voir en particulier 1er chapitre, « Génération et concept de l'histoire »).

classe est définie comme une situation analogue d'individus déterminés dans la structure économique et la structure du pouvoir de la société –situation qui contient le germe de leur destin–, la situation de génération implique pour les individus une situation analogue dans la structure du rythme biologique de l'existence humaine. Il s'agit d'un type particulier de situation sociale, qui a en commun avec la situation de classe le fait de circonscrire le champ des possibles qui s'offre à l'individu, de favoriser un mode spécifique d'expérience et de pensée, d'intervention dans le processus historique.

Or, toujours selon cet auteur, la situation de génération ne fait pas référence à une cohésion de génération, mais plutôt à une « génération potentielle », elle circonscrit un ensemble d'individus que « quelque chose » relie, sans parvenir à créer un lien réel. C'est ce lien réel établi entre les individus appartenant à une même génération qui différencie cette « génération potentielle » des « ensembles générationnels ». Ces derniers supposent une « participation au destin commun » des processus historiques et sociaux, ils se forment dans des périodes de déstabilisation ou de changements sociaux accélérés : « lorsque des contenus réels, sociaux et intellectuels établissent, précisément dans cet espace de la déstabilisation et du renouvellement, un lien réel entre les individus qui se trouvent dans la même situation de génération » (Mannheim, 1990, p. 59). Ces ensembles générationnels sont symbolisés par ce que cet auteur définit comme « unités de générations », qui problématisent et s'approprient de manière contrastée les expériences de la période. Ces unités de génération n'existent, selon Mannheim, que sous la forme de « groupes concrets », qui sont l'expression de la situation générationnelle et des différentes appropriations des expériences qui la constituent.

Pour Mannheim, depuis la situation de génération, se détermine, parmi les individus qui se situent dans cette position analogue, une tendance à adopter une vision du monde particulière, une manière donnée d'appréhender le monde social et les événements auxquels ils participent, une pratique sociale spécifique. Ces modes particuliers d'expérience et de pensée inhérents à la situation de génération sont liés aux données naturelles du changement des générations, mais ne découlent pas exclusivement des traits biologiques. Un des apports les plus importants de Mannheim aux théories de l'époque, est le fait de postuler un concept de génération qui n'est pas déductible de l'âge, mais est fondamentalement associée à la dynamique historico-sociale dans laquelle elle s'inscrit, puisque les formes de pensée et de sentir qui lui sont propres découlent plus de cette dynamique que de la classe d'âge. Les analyses de Mannheim contestent l'existence d'un rythme de succession de générations à

intervalles réguliers, pour lui substituer des générations « élastiques », qui peuvent être séparées par dix, trente ou cent ans, selon l'intensité ou la stabilité de la dynamique historico-sociale.

Mais comment se construit la particularité inhérente à chaque nouvelle génération et son rôle dans le processus de changement social ? Comment se construisent les différentes formes de pensée et d'expérimentation, d'intervention et d'action qui caractérisent les générations ? Selon cet auteur, le processus de changement social serait le résultat de l'émergence continuelle de nouveaux groupes d'âge et de leur « approche nouvelle » de l'héritage culturel accumulé : chaque ensemble générationnel se définit dans une nouvelle distanciation par rapport aux biens culturels accumulés, de nouvelles attitudes dans l'appropriation, la transformation et le développement de ce qui existe.

Mannheim explique cette manière particulière d'appréhender le monde social, partagée par les individus qui appartiennent à la même génération, à partir du fait qu'ils participent en parallèle à la même période du devenir historique. En effet, la contemporanéité de la naissance n'est pas, en elle-même, constitutive de la situation commune ; cette dernière découle de la possibilité de participer aux mêmes événements et de le faire à partir d'une même forme de *stratification de la conscience*. Les événements ne sont pas appréhendés et vécus de la même manière par les différentes générations qui sont contemporaines en raison du caractère structuré de la conscience humaine : les premières impressions sont les expériences qui se déposent d'abord, puis les expériences se superposent dans une deuxième, une troisième couches, etc … mais le groupe d'expériences de jeunesse tend à se fixer comme une *image naturelle du monde* et à orienter toutes les expériences ultérieures –de manière dialectique, dans la confirmation et la saturation ou dans la négation et l'antithèse. Dans tous les cas, les premières impressions restent toujours vivantes et déterminantes : « On comprend quelle est la signification de cette première strate d'expériences pour la formation ultérieure des contenus de la conscience, si on pense que toute expérience concrète reçoit son visage, sa forme déterminée de cette référence aux expériences primaires » (Mannheim, 1990, p. 53).

Les analyses de Mannheim constituent un apport important dans la conceptualisation d'une approche générationnelle, en particulier par la mise en avant de l'élasticité du concept de génération et du rapport singulier que chaque génération établit avec l'héritage, dans son « approche nouvelle ». Pourtant, en ce qui concerne le lien constitutif d'une génération aux

événements vécus au cours de la jeunesse, cette approche semble plus contestable. En effet, dans les thèses de Mannheim, l'appartenance à une génération implique une vision commune du monde qui se caractériserait par sa rigidité, elle se définirait une fois pour toutes à partir des événements vécus pendant la jeunesse, ces « expériences primaires » qui laisseraient une marque indélébile dans les manières de vivre et de penser le monde social. Or, si cette approche permet d'avancer des éléments d'explication pour le changement intergénérationnel, elle est beaucoup moins féconde lorsqu'il s'agit de rendre compte des évolutions intragénérationnelles : elle définit des générations statiques et figées sur l'image que ces « expériences primaires » lui impriment. Nous rejoignons l'analyse de Mannheim dans l'importance capitale qu'il accorde aux premières expériences, mais il semble plus fécond de penser leurs effets en fonction de leur poids relatif et non pas exclusif : c'est-à-dire dans leur rapport aux expériences vécues tout au long de la vie, ce qui permet de penser la particularité générationnelle sans négliger toute la richesse des évolutions et les mutations qui habitent l'espace d'une même génération.

Attias-Donfut (1988) reprend et discute les thèses de Mannheim, en particulier cet aspect fondamental concernant le processus de formation d'une génération. L'objectif central de son ouvrage est de déconstruire l'association immédiate (dans le langage courant et « savant ») entre un événement historique et une génération qui en tirerait son image sociale. Elle conteste en particulier l'idée de l'homogénéité générationnelle, et met en évidence les fortes différentiations internes à une même génération : différences de classe, régionales, qui dessinent un large éventail de positions possibles face à un même événement historique. Mais plus fondamentalement, selon cet auteur, la formation de manières de penser et d'agir propres à une génération ne peut répondre exclusivement à un événement vécu à un moment donné de son développement car l'ensemble des expériences vécues tout au long de la vie font l'objet d'apprentissage. Les marques laissées par les différentes expériences entrent donc en interaction, se restructurent continuellement dans un renvoi passé–présent, présent–passé qui produit la conscience d'une durée individuelle de vie, en correspondance avec une durée collective.

Cette durée commune, ce « vieillir ensemble » constituent selon cet auteur, la principale référence qui fonde une génération. En effet, s'il est vrai que les expériences historiques, significatives pour l'ensemble de la société, s'imprègnent davantage dans les formes de la pensée parmi les témoins vivants qu'elles ne marquent ceux à qui elles sont

transmises, cet élément, un des plus visibles de l'empreinte de génération, doit cependant être replacé dans le fonctionnement du système cognitif, tel qu'il se construit et se reconstruit sans cesse, comme un système ouvert, en mouvement incessant d'enrichissement, de transformation et de restructuration. La critique principale de C. Attias-Donfut aux thèses de Mannheim concerne le fait de caractériser une génération par une vision du monde déterminée durant les premières phases de l'existence, toute expérience postérieure recevant sa signification de cette orientation originelle. A cette thèse, elle oppose une conception inspirée des systèmes ouverts auto-organisateurs, qui contribuent à identifier le travail du temps dans le mode de fonctionnement du système cognitif. Selon cette conception, « toute expérience fait fonction d'apprentissage et contribue à produire des modèles d'interprétation, d'analyse et de jugement, construits à partir des matériaux puisés dans le réel vécu qui forge leurs dimensions. Ce qui est vécu n'est pas que mémoire, même reconstruite, mais devient structure même de la pensée et va orienter les modes ultérieurs de connaissance » (Attias-Donfut, 1988, p. 227). Toutes les expériences sont donc mises en rapport et ont des implications mutuelles.

Le lien intergénérationnel ne répond donc pas uniquement au degré de réceptivité ou de sensibilité à un événement, mesuré en fonction de l'âge auquel il est vécu (qui est le même pour toute une génération). Ce lien tient, en revanche, à l'enchaînement des expériences vécues depuis la naissance et la restructuration consécutive des schèmes d'interprétation dans lesquelles les expériences nouvelles sont assimilées. La base commune résulte des *référentiels* qui s'agencent entre eux, conformément au déroulement d'un temps qui est commun. En ce sens, l'analyse de Claudine Attias-Donfut permet d'échapper à la rigidité qui caractérise l'approche de Mannheim, où les formes d'interprétation semblent se jouer une fois pour toutes au moment de la jeunesse, et permet ainsi de rendre compte des évolutions individuelles et collectives ancrées sur les différentes expériences vécues tout au long de la vie. Elle permet de rendre compte des réinterprétations, des oscillations, des tournants et des questionnements qui construisent et reconstruisent cette vision du monde social qui imprègne une génération.

Nous rejoignons largement les critiques de Claudine Attias Donfut à l'utilisation de la notion de génération, et en particulier à la thèse réductrice qui associe un événement à une génération, qui la définirait et dessinerait son image sociale : un événement ne peut définir une génération entière en raison des hétérogénéités qui la traversent. Dans ce sens, comme le montre cet auteur, une génération ne peut être déduite de l'histoire, elle se construit en

construisant l'histoire. Et c'est à travers des expériences vécues tout au long de la vie qu'elle construit et se construit. Les analyses de cet auteur obligent non seulement à remettre en question cette association presque automatique entre génération et événement, mais aussi à préciser dans quelle mesure (et dans quelles conditions) l'analyse générationnelle constitue un outil d'interprétation pertinent. Nous partageons son approche en ce qui concerne le caractère ouvert et continu du système cognitif par rapport aux expériences vécues. Mais dans ce schéma, toutes les expériences semblent avoir le même poids relatif, elles participent toutes à égale mesure à la construction de cet agencement des référentiels qui constitue la grille d'interprétation du monde social qui marque une génération. Le danger est ici de sous-estimer le poids de certains événements politiques et historiques significatifs pour la société dans le vécu et la construction de cet ensemble de référentiels. En effet, le poids relatifs des différents événements vécus au cours de la vie n'est pas identique, même s'ils doivent tous être replacés dans l'enchaînement de référentiels, marque commune d'une génération. Il nous semble que cet équilibre entre la restitution du rapport entre vécu historique et génération, toujours replacé dans un ensemble d'événements qui constituent cette « durée commune » à une génération, ne peut être établi que dans la définition d'un espace spécifique dans lequel la notion de génération prend sens et devient opératoire.

1.2.2. Générations et politique

Les différentes perspectives que nous avons brièvement présentées rendent compte de la complexité de la notion de génération, et suggèrent qu'une approche générationnelle fondée exclusivement sur la déduction d'une génération d'un événement historique risque devenir extrêmement réductrice. Comme le signale Marc Devriese : « il ne peut y avoir de « modèle » de génération ; celle-ci ne serait pas un concept mais une notion à conceptualisation diverse » (Devriese, 1989, p. 13). Dans la perspective de cet auteur, la clé générationnelle est opératoire, et d'ailleurs très féconde, lorsqu'elle ne se définit pas en soi mais par rapport à un objet spécifique. Ainsi, une analyse d'ensembles vastes, nationaux ou régionaux, même limitée à l'histoire de la pensée ou de la culture politique, fondée sur la notion de génération, tend à sous-estimer l'hétérogénéité qui la traverse et la travaille, hétérogénéité qui ne peut que se traduire dans une diversité des manières d'interpréter le vécu historique et de se positionner face aux événements. La perspective est partagée par Jean-François Sirinelli (1989), pour qui la clé générationnelle reste cependant très féconde dans l'analyse restreinte à des ensembles

ou structures politiques, lorsque la notion de génération n'est pas pensée comme une catégorie essentielle mais plutôt comme une « unité de mesure », une forme de catégorisation dans l'étude de l'évolution d'une culture politique spécifique. Elle sert, dans ce sens, à construire une périodisation de l'histoire et le devenir des traditions et cultures politiques.

C'est la base de la conceptualisation de génération qui sert à organiser cette recherche : nous rejoignons la perspective de ces auteurs en ce que l'idée de génération n'est opératoire que lorsque son utilisation est délimitée à un domaine social spécifique, dans ce cas, il s'agit de « générations politiques », identifiables dans le cadre d'une forme spécifique de politisation. Dans les analyses développées par R. et M. Braungart (1989), une « génération politique » survient lorsque l'âge se trouve corrélé au comportement politique. Cette corrélation n'est pas simple mais se construit à partir de différents éléments. Selon ces auteurs, le modèle interactif des générations politiques doit tenir compte des liaisons entre trois éléments : les effets de cycle de vie, les effets de cohorte[48] (ou de génération selon d'autres auteurs) et les effets de période.

Les perspectives centrées sur les effets de cycle de vie supposent que les mésententes et différenciations entre des groupes d'âge prennent naissance dans les luttes et les tensions naturelles de la maturation, inhérentes au processus de vieillissement. Dans cette perspective, la jeunesse constitue, en ce qui concerne les effets du cycle de vie, une période critique pour le développement des attitudes politiques. En général, la rébellion des jeunes est interprétée comme une mise en acte de leur insatisfaction et de leur désenchantement par rapport au monde des adultes. Dans le stade de la maturité, en revanche, les forces de stabilisation dominent le développement des conceptions politiques. Les analyses des effets de cohorte ou de génération mettent en avant l'hypothèse que les conceptions politiques développées au cours du stade de formation de la jeunesse ne subissent plus de changements substantiels et fournissent les bases qui permettent d'interpréter les événements politiques ultérieurs. Les différences intergénérationnelles résulteraient, dans cette perspective, des modèles de pensée formés dans chaque cohorte sous l'effet de leurs expériences historiques à un moment de leur développement. Les orientations adoptées pendant la jeunesse et maintenues tout au long de l'existence deviennent « conservatrices » dans une société en rapide changement, différenciant les conceptions des générations les plus âgées des jeunes générations. Les effets

[48] Une cohorte est constituée par un groupe de personnes nées au cours d'un même intervalle de temps.

de période, enfin, sont ancrés sur les événements historiques particuliers et les changements socioculturels. La constitution d'une génération serait une réponse à la combinaison particulière de circonstances sociétales. Ainsi, certains processus sociohistoriques sont propices, par leur signification, à la formation de générations politiques : processus de modernisation, d'industrialisation ou d'urbanisation accélérée, entre autres.

Ces auteurs, comme nombre d'études centrées sur le rapport entre génération et conceptions politiques, privilégient un modèle interactif des trois composantes. Il est en effet difficile d'identifier et d'isoler les différents effets dans la formation d'une génération politique. Attias-Donfut (1989) conteste également la volonté, dans certains travaux, d'isoler ces différents effets, volonté qui présuppose une autonomie des effets d'âge, de génération et de période. Dans sa perspective, il n'existe pas d'effet de vieillissement pur, indépendant de tout effet de génération et de tout effet historique : la définition même du vieillissement est différente selon les périodes historiques. Reprenant les analyses présentées dans la partie précédente, pour cet auteur, une génération se construit à mesure de son vieillissement, l'effet de génération est continuellement en reconstruction (et non pas fixé au moment de la jeunesse). Et les effets de période nourrissent les deux autres effets, le vieillissement et l'appartenance à une génération. La perspective la plus riche consiste donc à prendre en compte les trois dimensions et en étudier les interactions (Attias-Donfut, 1989, p. 64).

La conceptualisation de la notion de génération que nous privilégions dans ce travail de recherche s'inspire des développements précédents : une approche qui restreint l'utilisation de la notion de génération à un domaine spécifique ; qui pense la constitution d'une génération de manière non pas rigide mais ouverte, en reconstruction continuelle ; qui l'envisage, enfin, dans l'articulation des effets d'âge, de génération et de période. Les trois générations de référence que nous avons identifiées ici ne sont des catégories pertinentes que dans la mesure où elles nous permettent de construire une approche particulière de notre objet d'analyse : l'évolution des significations que les péronistes attribuent à leur identification politique et les pratiques qui lui sont associées. Dans ce sens, les générations que nous avons définies n'existent que par rapport à cet objet, en ce qu'elles sont porteuses d'une intelligibilité particulière du péronisme, d'une manière spécifique « d'être péroniste », dans le lien qu'elles établissent avec l'adhésion et la participation politique et dans la marque qu'elles impriment sur ce mouvement politique. C'est donc dans le cadre de l'identification au péronisme que l'analyse de ces trois générations devient pertinente, mais celles-ci ne

constituent pas des groupes en elles-mêmes, elles sont plutôt des marques dans l'historicité du péronisme.

Dès lors, en dehors de son rapport à notre objet d'analyse, cette catégorisation générationnelle perd tout son sens. Même dans le cas des événements les plus significatifs pour une société, il ne peut y avoir une signification et une appropriation uniques pour une génération entière, créant une conscience commune par delà les différences sociales, régionales, des parcours personnels ou familiaux. Même si l'on admet, comme le fait Mannheim, que les ensembles générationnels ne sont pas des ensembles unitaires et que, confrontés aux problématiques historiques qui leur sont contemporaines, la même génération peut être composée de différentes « unités de générations » qui s'approprient différemment ces expériences, elles le font toujours par rapport à une des polarités qui définissent l' « esprit d'une époque », c'est-à-dire au sein des alternatives de positionnement limitées et définies *a priori* par leur appartenance à une époque (sous-estimant d'autres appartenances).

Les trois générations de référence constituent des catégories pertinentes, des « groupes » délimitables par (et pour) l'analyse, dans la mesure où les individus qui les composent partagent un premier trait commun qui est donné par un positionnement partagé face à notre objet d'analyse : ils se définissent tous politiquement comme péronistes. Les différences intergénérationnelles se manifestent donc dans les intelligibilités différentielles de ce mouvement politique en fonction de leurs expériences générationnelles. Et, suivant les analyses de Attias-Donfut, ce que ces expériences particulières apportent à chaque génération définie ici, c'est un enchaînement particulier d'un ensemble de référentiels, qui s'agencent en fonction d'une durée de vie qui est commune, qui se replacent, s'interprètent et se réinterprètent toujours les uns par rapport aux autres. Ainsi, les expériences liées à chaque étape du péronisme sont incorporées et interprétées dans leur mise en rapport avec des expériences précédentes, imprégnées d'une intelligibilité politique déjà enracinée et toujours en reconstruction. Or, comme nous l'avons signalé dans la section précédente, c'est ce « déjà enraciné » qui opère la différenciation : le point de départ, le premier maillon de cet enchaînement de référentiels que constitue le premier rapport à la politique et au mouvement fondé par Perón reste dominant. C'est dans le rapport particulier entre ces premières expériences politiques et la construction d'une identification que se dessinent les différences intergénérationnelles, dans les vécus différenciés de ces « points de départ », toujours façonnés par les expériences postérieures –et les façonnant en retour.

Ces particularités générationnelles se construisent par les différentes temporalités (dans le sens de « conscience du temps ») dans lesquelles les nouvelles et les anciennes expériences sont mises en rapport, par la diversité générationnelle de l'étendue de la vie qui intègre les nouvelles expériences liées au mouvement fondé par Perón. Ainsi, les expériences vécues tout au long de la vie n'ont pas le même poids relatif dans cet ensemble de référentiels et ne jouent pas toutes un rôle identique. Le poids du point de départ reste fondamental, puisque c'est à partir de ce point singulier que s'organise cette durée commune marquant une génération. Cela ne veut pas dire que cette intelligibilité politique reste figée, elle est au contraire ouverte et en mouvement incessant. En d'autres mots, le fait que l'ancrage de cette identification politique soit situé sur la période d'adhésion et le début des trajectoires politiques ne veut pas dire qu'elle puise de ce moment originaire toute sa signification. Les individus que nous inscrivons dans la première génération construisent, dans leurs récits, les premières gestions de Juan Domingo Perón comme des ancrages centraux de leurs trajectoires politiques et d'adhésion. Ce point de départ, dans l'ensemble de référentiels qui constitue la spécificité générationnelle, s'étend comme un noyau de signification vers toutes les directions. C'est par rapport à cette expérience que d'autres expériences de gouvernement péroniste seront interprétées. Et ces expériences postérieures participent à la réinterprétation de la période qui constitue le noyau de signification.

En ce sens, les deux premières générations dans le schéma de cette thèse sont contemporaines au moment de la deuxième expérience de gouvernement péroniste. En 1969/73 –point de départ de l'expérience politique le plus intense marquant la deuxième génération–, les individus que nous intégrons à la première génération étaient âgés en moyenne de 40 ans, et ceux de la deuxième, de 18 ans. L'appropriation des événements de cette période est bien différenciée dans chaque groupe générationnel. Par des effets du cycle de vie, en premier lieu. Le rapport à la radicalisation et au projet dominant dans les années 1970 n'est pas le même selon le stade de maturation dans lequel il est vécu. Mais ce qui construit la spécificité générationnelle, dans notre perspective et suivant les analyses de Attias-Donfut, est le fait que, dans le cas de la première génération, cette deuxième expérience de gouvernement péroniste est interprétée dans son rapport au vécu du premier régime péroniste, qui constitue leur vécu de jeunesse. L'interprétation du processus politique des années 1970 se construit donc, pour les plus âgés, dans la mise en rapport de ces deux expériences, dans la conscience du temps vécu, qui n'est pas un temps neutre mais saturé

d'expériences qui structurent les formes de la pensée. La deuxième génération, en revanche, construit son interprétation de l'étape du mouvement fondé par Perón qui constitue son entrée dans la vie politique à partir du rapport entre l'héritage péroniste et les orientations spécifiques des années 1970. Ce schéma de différenciation générationnelle est le même dans le cas de la décennie ménémiste, qui incorpore une nouvelle génération. Nous avons, dans l'analyse des années 1990, trois générations qui sont contemporaines mais dont l'interprétation diffère selon les vécus qu'elles peuvent mobiliser pour donner un sens à cette expérience et les poids divers des héritages.

De la même manière, la constitution des groupes générationnels, ancrée sur ce vécu historique et délimitée à un univers spécifique –le rapport à notre objet d'analyse qu'est l'identification au péronisme– ne présuppose aucune homogénéité dans les traits sociaux, économiques, de parcours, etc., des individus qui les composent. Les parcours des interviewés inclus dans chaque génération définie ici sont d'ailleurs très hétérogènes, mais il est néanmoins possible d'identifier des traits communs dans la manière « d'être péroniste », où le facteur du vécu historique devient déterminant. Dans la perspective de cette thèse, l'appartenance générationnelle ne réunifie pas les divisions de genre, sociales ou culturelles. Mais lorsque cette appartenance générationnelle s'inscrit en surimpression à l'appartenance politique au péronisme, elle rend visible les traits communs qui organisent cette dernière par delà l'hétérogénéité sociale, construisant des significations, communes à chaque groupe générationnel, de cette identification politique. L'approche générationnelle devient ainsi un angle d'analyse privilégié –et jusqu'à présent peu exploré– pour aborder l'évolution dans les manières de vivre cette identification politique.

Dans la conceptualisation utilisée ici, la notion de génération, restreinte à cet univers spécifique qu'est le péronisme, est, plus que dans d'autres domaines, poreuse et élastique. Le critère que nous avons utilisé ici pour délimiter chaque génération a été la période que chaque interviewé mobilisait, dans son récit, pour donner un sens à son adhésion au péronisme et sur laquelle il structurait son discours concernant sa trajectoire politique. Comme le signale Annie Kriegel (1979) à propos des militants communistes, le critère de l'âge est subordonné, dans les catégorisations générationnelles des mouvements et partis politiques, à la date d'adhésion, véritable année de naissance des militants[49].

[49] « La date de naissance n'est qu'une destinée, mais la date d'adhésion à une quelconque entreprise, surtout si celle-ci prétend conférer sens à la vie ou même la changer, amorce un destin » (Kriegel, 1979, p. 391).

Ainsi, en ce qui concerne les données qualitatives utilisées dans cette thèse, ni le choix des interviewés ni la catégorisation postérieure n'ont répondu strictement à un critère d'âge. Le seul critère strict dans le choix des interviewés a été le fait qu'ils se définissent politiquement comme péronistes. Au-delà de ce critère de base, l'accent a été mis sur la recherche de diversité : des hommes et des femmes avec des trajectoires sociales, familiales et individuelles, professionnelles, très variées. En ce qui concerne l'âge et la catégorisation générationnelle, nous avons préféré de ne pas délimiter *a priori* de tranches d'âge, dans l'hypothèse où, dans le dialogue, les interviewés définiraient eux-mêmes leur propre inscription générationnelle, à partir du sens et du poids relatif qu'ils attribuaient aux différents événements vécus. C'est, comme nous l'avons indiqué plus haut, le début des trajectoires d'adhésion et des trajectoires politiques dans le péronisme qui opère cette différentiation générationnelle, laquelle transparaît dans l'appropriation de différentes époques du mouvement, en fonction de leur rôle dans la construction de cette identification politique. La catégorisation générationnelle a été réalisée après une première analyse des entretiens, sur la base de ces différentes variables.

Ainsi, certains interviewés qui avaient, au moment de l'entretien, un âge « limite » (plus de 50 ans par exemple), qui aurait pu donner lieu à une inscription dans deux générations (la première ou la deuxième dans l'exemple précédent), ont été inclus dans l'une ou l'autre en fonction de leurs trajectoires politiques et d'adhésion. Dans d'autres cas, ceux qui, pour des raisons d'âge, s'inscrivaient « naturellement » *a priori* dans l'une des générations, ont été intégrés à une autre en raison de leurs parcours spécifiques et de leur manière de les restituer dans le dialogue. C'est le cas par exemple de Graciela –déjà signalé. En raison de sa propre inscription générationnelle, elle a été incorporée à la deuxième génération et non pas à la première, son appartenance « naturelle », ce qui n'empêche pas d'analyser ces glissements et ces décalages.

En ce qui concerne les effets de génération et leur imbrication aux effets de période, dans le cas du péronisme, les mémoires des différentes périodes ne sont pas ponctuelles mais restent ouvertes et diffuses. Cela renforce l'élasticité des générations définies dans le schéma de cette thèse. Les trois points de repère historiques qui constituent les ancrages générationnels sont d'une durée inégale et ne sont pas séparés par des intervalles réguliers et précis. Si l'on tient compte uniquement des expériences de gouvernement péroniste qui

définissent chaque génération (1946/1955, 1973/1976, 1989/1999), la durée est irrégulière : neuf ans pour la première, trois ans pour la deuxième, dix ans pour la troisième. Elles sont aussi séparées par des intervalles inégaux : dix-huit ans entre la première et la deuxième, treize ans entre la deuxième et la troisième. Ces expériences construisent donc trois générations qui ne sont pas séparées par la même durée. Et ce schéma devient encore plus irrégulier et élastique si l'on tient compte du fait que la mémoire de ces expériences de gouvernement péroniste n'est pas ponctuelle, que ces expériences sont restituées, dans les évocations, dans le temps long qui les entoure et qui participe aussi à leur interprétation. Plutôt que de définir les points de repère historiques à partir d'intervalles réguliers, nous les avons définis en fonction de la dynamique politique du pays et du rôle qu'y joue le mouvement péroniste. Les trois périodes s'ouvrent sur des moments de démocratisation et correspondent à des périodes de profondes transformations sociales, économiques ou politiques du pays. C'est dans ce sens que ces points de repère sont opératoires dans la constitution de générations politiques dans le cadre du mouvement fondé par Perón. La périodisation d'une analyse générationnelle, comme le montre Mannheim, est féconde dans la mesure où elle est fondée sur la dynamique historico-sociale, ancrée sur des périodes de fortes transformations ou, dans notre cas, des processus d'activation et de mobilisation politique importants.

Ces générations répondent, dans le cas du mouvement fondé par Perón, à trois grandes vagues successives d'adhésion, déclenchées au cours des trois moments d'ouverture démocratique les plus importants de l'histoire argentine du siècle dernier. De la même manière, cette adhésion et ce début des trajectoires politiques ne renvoient jamais, dans les discours, exclusivement à des enjeux internes au péronisme : ils sont en général « expliqués » et resitués dans une interprétation de l'histoire argentine et de la signification de ce moment historique. Ainsi, les différences générationnelles ne se construisent pas uniquement en référence aux lignes idéologiques ou politiques qui prévalaient dans le mouvement péroniste – lignes qui, d'ailleurs, ont été rarement unifiées et clairement lisibles– mais en fonction des grands événements et des enjeux de la période, ainsi que du rôle qu'y jouait le péronisme. Ces événements vécus sont appropriés en termes générationnels non pas de manière abstraite ou générale, mais toujours par rapport au rôle de ce vécu dans les trajectoires d'adhésion et politiques.

Ces périodes de « point de départ » sont néanmoins indissociables d'un vécu large, qui est aussi une temporalité, et contribue à la construction d'une intelligibilité du mouvement fondé par Perón propre à chaque génération. Ce travail d'agencement de référentiels propre à chaque génération se fait sur ce qui existe, sur un fond de savoirs et d'expériences accumulés. Mais ce travail est sélectif, il se fait aussi sur l'oubli, sur des larges pans des expériences passées qui s'estompent. Dans ce travail, les significations de ce qu' « être péroniste » veut dire se transforment, dans l'articulation toujours particulière entre des représentations centrales qui se reproduisent de génération en génération, celles qui s'estompent, celles qui se re-signifient dans le rapport à un vécu historique spécifique, en fonction des problèmes, enjeux et conflits contemporains à chaque génération. C'est là le travail proprement générationnel, traduire ces représentations héritées dans la tranche d'histoire qui lui est propre, réactiver sa signification à travers de nouveaux enjeux.

Ainsi, cette évolution du péronisme se dessine tout particulièrement à travers de l'un des enjeux centraux des rapports entre générations : la transmission, et son contraire, l'oubli, la disparition d'une expérience et d'un savoir. Comme le souligne F. Godard (1989), les rapports intergénérationnels se définissent dans une dualité : « ils sont d'une part des rapports de socialisation et de transmission et, d'autre part, des rapports qui mettent en opposition des groupes sociaux à propos de la distribution de l'occupation des places sociales entre les différents catégories d'âge » (Godard, 1989, p. 73). Les rapports intergénérationnels se jouent donc dans le relais et la confrontation, dans la solidarité et la concurrence. Au sein de cette dualité, ils mettent en jeu le caractère sélectif de tout héritage, fondé sur la mémoire, mais aussi sur l'oubli et la démarcation. En effet, chaque génération construit son intelligibilité du péronisme dans son propre vécu historique, et laisse son empreinte dans le devenir du mouvement fondé par Péron. Cette empreinte est faite dans l'agir, qui est aussi transmission de ce que cet agir bâti et de sa signification. Comme le signale Attias-Donfut, la somme des expériences qui définit une génération s'intègre à un ensemble d'héritages qui fera à son tour objet de transmission. Dans ce mouvement de savoirs hérités, produits et transmis subsiste un fond commun, mais les représentations sont transformées lorsqu'elles sont traversées par la contemporanéité : elles ne peuvent donc être comprises qu'en tenant compte de sa nature historiquement datée.

Si le péronisme a une irréductibilité, des représentations centrales qui le définissent et qui permettent de tracer une ligne de continuité dans l'intelligibilité de ce mouvement

politique tout au long des trois générations, cette part irréductible n'est jamais figée, immanente à une essence du péronisme. Si la transmission des générations plus âgées est effective, si elle parvient à définir, au moins partiellement, un temps qui n'est pas le sien, c'est qu'elle peut être réinterprétée et réappropriée dans un vécu spécifique par rapport à des enjeux contemporains, c'est qu'elle peut traduire le passé dans le présent. C'est ce filtre contemporain qui permet de maintenir en vie cette part irréductible, tout en la re-signifiant. Ce mouvement incessant d'un héritage, d'un produit et d'une transmission qui relie les trois générations, contribuant à maintenir actives certaines des représentations qui structurent le monde symbolique péroniste est, dans notre perspective, une clé centrale pour aborder sa capacité à se réinventer et à se reconstruire, tout en restant toujours le même. On ne peut comprendre la centralité et la permanence de cette identification politique sans tenir compte de cette articulation particulière entre cette irréductibilité et cette réinvention permanente.

Pourtant, effets de période et effets de génération construisent des ensembles générationnels qui sont d'une consistance inégale, en termes d'homogénéité politique. Comme nous l'avons déjà signalé, les trois périodes qui servent à définir chaque génération ont un point de départ en commun : des contextes politiques d'ouverture démocratique et de décomposition de régimes militaires autoritaires. Dans le récit que les interviewés construisent sur leurs trajectoires d'adhésion et de politisation, ces périodes de démocratisation constituent des références incontournables. Néanmoins, ces trois moments d'ouverture démocratique se différencient nettement, en particulier en fonction du rôle inégal qu'y a joué le mouvement fondé par Perón. Ou plus précisément, c'est la plus récente expérience de gouvernement péroniste du siècle dernier qui se distingue des deux précédentes, différenciant nettement la troisième génération des générations les plus âgées.

Dans les trois expériences politiques sur lesquelles le schéma générationnel de cette thèse a été construit il s'est agi d'ouvertures démocratiques dans le sens littéral du terme : ouverture comme un éclatement d'une clôture qui prétendait isoler la « chose publique », suspendre la politique, supprimer les espaces d'intervention sur la vie commune. Démocratique dans le sens défini par Jacques Rancière, comme « l'exception ordinaire » que la démocratie apporte à la politique : « le pouvoir du peuple, qui n'est pas celui de la population ou de sa majorité mais *le pouvoir de n'importe qui*, l'indifférence des capacités à occuper des positions de gouvernant et de gouverné », création donc et réinvention permanentes des lieux polémiques (Rancière, 2005, p. 56). Ces moments d'ouverture

démocratique se définissent par l'irruption des *n'importe qui* sur cet ordre du pouvoir politique, qui ne peut être clôturé que de façon précaire, irruption qui n'est autre que la recherche de voies de participation politique. Dans le cas de tous les interviewés, c'est le péronisme qui a canalisé de manière privilégiée –quoique parfois non exclusive– ces moments forts de politisation, sans que sa signification se réduise à ce rôle.

Pourtant, dans le cas des expériences politiques qui constituent le point de départ des trajectoires des deux premières générations, le péronisme est un protagoniste incontournable de l'ouverture démocratique : le mouvement fondé par Perón joue un rôle central dans la dynamique politique d'activation de la participation et de la mobilisation. Les temps séparant le point de départ des processus de démocratisation (et souvent des trajectoires d'adhésion ou de militantisme) et le gouvernement péroniste sont relativement courts. Dans le cas de la troisième génération, en revanche, l'ouverture démocratique correspond au premier échec du péronisme lors d'élections libres et sans proscriptions. Le rôle donc que le péronisme a joué dans la dynamique de démocratisation a été plus limité que dans le cas des expériences précédentes. Autrement dit, ce dernier processus de démocratisation n'a pas conduit « naturellement » à la centralité politique du péronisme, comme les deux précédents dans le discours des interviewés, mais a conduit, au contraire, au premier échec électoral de l'histoire du péronisme. Le temps qui sépare l'ouverture démocratique de l'expérience de gouvernement péroniste est plus important, et correspond à la gestion (incomplète à quelques mois près) du gouvernement radical de Raúl Alfonsín. L'impulsion démocratique, en termes d'activation de la mobilisation et de la participation politiques s'est en grande partie essoufflée une fois que le péronisme arrive au pouvoir, disloquée par la profonde crise hyper–inflationniste, politique et sociale.

Même si l'on trouve des éléments contradictoires dans toutes les expériences de gouvernement péronistes –qui seront analysés en détail dans les chapitres 3 et 4– le contexte politique dans lequel s'intègre la gestion péroniste qui constitue l'expérience dominante de la troisième génération n'est pas celui de l'activation et de la participation politique, mais plutôt celui de l'appauvrissement et de la réduction de l'espace de la politique, comme un travail politico-culturel actif, composante constitutive de la domination (cf. introduction). Cette différence fondamentale dans les contextes d'ouverture démocratique qui ont marqué les différentes générations entraîne une consistance inégale de la génération la plus jeune par rapport à ses aînées, en particulier en termes d'homogénéité politique et des significations

partagées du mouvement fondé par Perón. Cela n'implique aucunement qu'elle ne puisse être analysée en termes générationnels : dans cette particularité, qui apparaît souvent dans les discours comme l'origine d'une contradiction entre le vécu et l'héritage, l'expérience ménémiste constitue un marquage générationnel extrêmement puissant. C'est cette consistance inégale qui constitue la principale marque de génération des plus jeunes.

Chapitre 2

Lectures et relectures du péronisme : la conquête conceptuelle du « gros animal » populaire

> Mais en partageant si clairement les fonctions ordinaires de la voix et les privilèges de la parole, Aristote peut-il oublier la fureur des accusations lancées par son maître Platon contre le « gros animal » populaire ? Le livre VI de la *République* se complaît en effet à nous montrer le gros animal répondant aux paroles qui le caressent par le tumulte de ses acclamations et à celles qui l'irritent par le vacarme des réprobations. Aussi la « science » de ceux qui se présentent dans son enceinte consiste-t-elle toute entière à connaître les effets de voix qui font grogner le gros animal et ceux qui le rendent doux et docile. De même que le *démos* usurpe le titre de la communauté, la démocratie est le régime –le mode de vie– où la voix qui n'exprime pas seulement mais procure aussi les sentiments illusoires du plaisir et de la peine usurpe les privilèges du *logos* qui fait reconnaître le juste et en ordonne la réalisation dans la proportion communautaire. La métaphore du gros animal n'est pas une simple métaphore. Elle sert rigoureusement à rejeter du côté de l'animalité ces êtres parlants sans qualité qui introduisent le trouble dans le *logos* et sa réalisation politique comme *analogia* des parties de la communauté.
>
> Jacques Rancière, La mésentente

Le mouvement péroniste s'est installé depuis les origines mêmes de la sociologie politique argentine comme son objet d'étude privilégié. Les analyses pionnières de Gino Germani, père fondateur d'une sociologie en quête de son statut « scientifique », constituent la référence première et incontournable dans le vaste univers des interprétations et réinterprétations du « fait » péroniste. Le mouvement fondé par Perón n'est pas tout à fait le même objet selon les périodes que l'on situe au centre de l'analyse, et c'est en tant qu'« un » multiple et évolutif qu'il a le plus souvent été abordé. C'est néanmoins la période des origines

qui a interpellé plus particulièrement les sciences sociales (au moins en termes quantitatifs, mesurés par le nombre d'études sur le sujet). Cela n'a en réalité rien d'étonnant. Au coeur de cet attachement aux origines gravite un consensus sur le fait que la nature même du péronisme –et donc la nature du tournant durable qu'il introduit dans la dynamique politique du pays– se joue dans cette expérience initiale[50]. C'est notamment la perspective utilisée par Federico Neiburg (1995), pour qui les récits que chaque société construit pour aborder sa propre histoire peuvent être analysés comme un type de mythe que la littérature anthropologique a étudié comme des « mythes des origines ». Le registre explicitement diachronique les caractérise : c'est en parlant du passé qu'ils fournissent des catégories de compréhension du présent, et produisent des images de l'avenir. Dans cette perspective, les descriptions et les interprétations du processus politique ouvert le 17 octobre 1945 peuvent être analysées comme des éléments clés d'une mythologie nationale, qui ne peuvent être réduites à une version univoque. Mais dans tous les cas, c'est dans ce registre diachronique dessinant le lien essentiel entre le passé, le présent et le futur que l'analyse des origines du péronisme se révèle profondément significative.

Dans cette vaste littérature qui s'est penchée sur les origines du péronisme, les interprétations de Gino Germani, qu'il développe dès la fin années 1950, occupent une place centrale. Ses thèses classiques ont marqué pendant des décennies les débats sur ce mouvement politique. Cet auteur encadre l'interprétation du péronisme dans un questionnement plus général sur le processus de transition d'une société « traditionnelle » à une société « industrielle ». Tout en mettant au centre de l'analyse le caractère autoritaire du premier régime péroniste –qu'il caractérise comme une forme de totalitarisme–, ce cadrage lui permet de souligner sa spécificité en le différenciant des régimes fascistes et totalitaires européens, amalgame fréquent dans les études qui se sont multipliées dans la période postérieure à la chute de Perón.

Cerner la spécificité du péronisme (spécificité qu'il tentera ensuite d'étendre à l'analyse de plusieurs expériences politiques latino-américaines) équivaut, pour Germani comme pour d'autres analystes, à s'interroger sur sa base politique et sociale : quels sont les secteurs sociaux sur lesquels s'est appuyée l'ascension politique de Juan Domingo Perón ? Pourquoi ces secteurs sont-ils devenus péronistes ? Germani situe d'emblée cette base

[50] Voir en particulier Juan Carlos Torre (1995).

politique au sein des secteurs populaires et ouvriers. Son hypothèse « classique » met en exergue le rôle central des secteurs ouvriers urbains –et, en moindre mesure, ruraux– et, parmi eux, des migrants internes dans la base électorale du péronisme. Selon cet auteur, tout mouvement politique, même le plus « classiste », se construit sur des bases politiques socialement hétérogènes, pourtant, le péronisme, constitue un cas exceptionnel, en présentant une homogénéité très élevée.

Si le péronisme est pensé dans cette analyse comme socialement homogène, ce n'est que pour transférer l'hétérogénéité au sein de la classe ouvrière, traversée par de nombreuses lignes de partage. La principale, pilier de l'interprétation de Germani, est celle qui sépare les « nouveaux » des « vieux » ouvriers. Les premiers sont issus de processus de migration récents, mal intégrés à vie urbaine, provenant des régions « périphériques » du pays, sans expérience de vie ni de travail industriels et « encore moins modernes, dans des secteurs agricoles ou non agricoles » (Germani, 1973, p. 457). Ces secteurs sont porteurs d'une culture politique *criolla*, marquée par son caractère traditionnel, paternaliste et la tendance à l'action directe et spontanée. Les seconds, sont issus des vagues d'immigration précédentes, assimilés à la vie urbaine, industrielle et moderne, politisés et syndicalisés. Néanmoins, selon Germani, le mouvement syndical était, dans les années 1930, encore faiblement organisé et très divisé, ce qui se traduisait par une incapacité à fournir des espaces d'intégration à ces nouveaux secteurs mobilisés, les livrant à une situation de « disponibilité » politique.

Ces « nouveaux » ouvriers « disponibles » constituent la base politique du premier péronisme, qui est interprété comme un mouvement qui émerge de ce déplacement très rapide de vastes secteurs de la population et de sa mobilisation postérieure, qui ne trouve pas d'expression politique appropriée dans la structure précédente des partis politiques et des syndicats. Il s'agit donc d'un processus dans lequel l'irruption des nouveaux secteurs dans la vie politique a pris la forme d'une adhésion à un leader charismatique, sans la médiation des organisations de classe et sans qu'elle soit fondée sur une conscience de classe structurée (Germani, 1973, p.480).

Au centre, donc, de l'interprétation du péronisme élaborée par Gino Germani se trouve l'image d'une société marquée par le dualisme ; une société traversée, dans son processus de modernisation, par ce que cet auteur analyse comme l'asynchronisme : le rythme inégal de changement social des différents groupes et parties de la société. Cette coexistence d'éléments

traditionnels et modernes au sein d'un même ensemble social construit le cadre de configuration de ce mode particulier d'intégration des classes populaires qui caractérise le péronisme, et sert en même temps à le particulariser et le différencier des expériences fasciste et nazi, dont le déplacement et la mobilisation s'effectuent au sein d'une société entièrement moderne. La spécificité du péronisme par rapport à d'autres phénomènes totalitaires se situe également, selon l'hypothèse de Germani, dans la « base humaine » qu'il mobilise. Tandis que le fascisme italien et le nazisme se fondent sur la mobilisation des bourgeoisie et les classes moyennes inférieures, le péronisme est un mouvement politique soutenu essentiellement par la participation du prolétariat (Germani, 1962, p. 240).

Les thèses de Germani ont longuement alimenté le débat sur les origines de ce mouvement politique. Elles ont largement été discutées par des analyses postérieures, qui mettaient en cause l'anatomie de ce « qui », constituant la base politique du mouvement péroniste, et donc les réponses au « pourquoi » de leur identification au péronisme. En effet, des études postérieures centrées sur la base électorale du péronisme ont exploré des hypothèses alternatives, estimant que le rôle des secteurs ouvriers a été important mais non pas décisif et l'apport des migrants internes nettement moins important que ce qu'affirme la thèse classique. Ces études ont privilégié l'hypothèse de la conformation d'une vaste alliance à laquelle ces secteurs se sont intégrés, incluant d'importantes couches des classes moyennes. La base sociale du premier régime péroniste devenait essentiellement hétérogène[51]. L'ouvrage de Miguel Murmis et Juan Carlos Portantiero (2004 [1ère éd. 1971]), qui a eu une influence majeure dans ces débats, met en cause, quant à lui, la dualité au sein de la classe ouvrière argentine, entre les « nouveaux » et les « anciens » travailleurs. Sans nier son hétérogénéité, l'ouvrage souligne l'importance, dans la structuration de la première expérience péroniste, d'un puissant mouvement ouvrier, datant du début du siècle, qui se développe en parallèle à un premier processus d'industrialisation par substitution des importations, antérieur aux années 1930. Ces auteurs suggèrent que la structure syndicale antérieure au surgissement du péronisme a appuyé la montée politique de Perón. Les origines du péronisme devaient donc être interprétées en termes de continuité et non pas de rupture par rapport aux mouvements ouvriers et populaires précédents[52]. D'autres études contestent la dualité tradition/modernité

[51] Voir en particulier la réponse de Peter Smith (1974) à l'article de Germani.
[52] Le débat autour du rôle de la « nouvelle » ou « ancienne » classe ouvrière dans l'ascension politique de Perón semble loin d'être épuisé. Torcuato Di Tella (2003) reprend la thèse classique de Germani, en affirmant que le soutien de Perón ne provenait pas nécessairement des migrants d'origine rurale, récemment installés dans les grandes villes, mais que l'expansion des secteurs ouvriers sans expérience syndicale demeure un facteur

comme grille de lecture d'une conjoncture politique favorable au surgissement d'expressions politiques telles que le péronisme, et en particulier le rôle d'une culture politique, au sein de certains secteurs de la société, qui assimile les traits négatifs de cette « traditionnalité périphérique »[53].

La référence aux études de Germani reste incontournable car cet auteur est un des premiers à installer certains critères qui ont organisé de manière durable le débat sur les origines du péronisme. Le premier concerne la centralité de la participation et de la mobilisation populaires dans l'interprétation de ce mouvement politique. Le deuxième suppose que cerner la nature de cette participation équivaut à une interrogation sur la nature des secteurs populaires, c'est-à-dire sur le « qui » de la base politique du péronisme. « Expliquer » le péronisme revient à disséquer ce peuple que l'Argentine découvrait tout d'un coup comme étant péroniste, à le décomposer en catégories sociales, en catégories professionnelles, à identifier ses acteurs sociaux, ses acteurs politiques. Trouver ainsi le secret de son inscription durable dans le mouvement fondé par Perón. La première partie de ce chapitre s'intéresse aux différentes lectures qui ont marqué ce débat autour de l'interprétation du péronisme et son association au concept de populisme. Elle sera centrée sur la manière dont ces interprétations ont conceptualisé le rapport privilégié que ce mouvement politique établit avec les secteurs populaires, et le type de participation politique que l'appartenance populaire véhicule. La deuxième partie de ce chapitre aborde des conceptions alternatives de la notion de peuple en tant qu'appartenance politique qui se démarquent nettement de la grille de lecture associée au concept de populisme, rendant possible une interprétation différente du mouvement péroniste et de son évolution.

2.1. Péronisme et populisme : autour de la tentation hétéronome

Gino Germani situe au centre de ses interprétations le fait que le mouvement fondé par Perón constitue une façon particulière d'organiser l'intégration politique et sociale d'importants secteurs de la population : il s'agit d'un mouvement politique qui naît de la

fondamental dans l'interprétation des origines du mouvement péroniste. Cet auteur analyse ainsi les trajectoires des dirigeants appartenants aux syndicats les plus importants de l'époque et conclut que dans nombre de syndicats bien établis dans la période antérieure au péronisme, la proportion de dirigeants qui soutenait Perón était relativement réduite. Joel Horowitz (2004) discute cette reformulation de l'hypothèse classique de Germani par Di Tella, en soulignant le fait que dans la période 1943/45 les dirigeants syndicaux établis ont joué un rôle fondamental comme une sorte de « pont » qui a rendu possible le rapport entre les bases ouvrières et Perón.

[53] Voir notamment Tulio Halperín Donghi (1975).

montée en puissance des secteurs populaires et ouvriers en pleine expansion, longuement exclus, et qui opère son entrée dans la vie politique et la vie moderne. Ainsi, le puissant élément de mobilisation et de participation populaire dont le péronisme est porteur apparaît d'emblée dans l'analyse. La spécificité de ce mouvement politique réside dans la nature de cette participation : dans le manque d'autonomie et la subordination de ces acteurs populaires à un régime autoritaire et à la figure du leader.

Se dessine ainsi le parcours éphémère des acteurs populaires dans une grande partie des études sur le péronisme. Si cette composante centrale de la participation populaire a très tôt été reconnue, elle est évacuée au moment même où on la fait entrer dans l'analyse par son caractère hétéronome[54] et subordonnée. Ce qui est en réalité évacué, c'est l'ambiguïté constitutive de ce mouvement politique. Dans la thèse classique de Germani les composantes contradictoires du péronisme sont reconnues et occupent une place importante :

> « Bien que la masse ouvrière ait perdu son autonomie au niveau de la hiérarchie dirigeante pendant l'époque péroniste, il est nécessaire de reconnaître qu'elle a continué à exercer une pression importante au niveau des bases, pression qui a souvent imposé des limitations et des conditions aux dirigeants de la CGT. Dans les conditions des gouvernements postérieurs à Perón, cette expérience s'est encore intensifiée. Par ailleurs, le rôle crucial des « nouveaux travailleurs » dans le mouvement collectif de 1944-45, qui débouche sur les événements d'octobre et le triomphe électoral, leur a fourni une forte conviction concernant leur intervention personnelle dans les changements politiques et a entraîné une nouvelle conscience de leur présence en tant qu'acteurs importants de la politique nationale. Pourtant, parallèlement, le lien direct établi avec le leader et le fait que leur intégration au panorama politique se soit produite à travers un « mouvement collectif » et un leader charismatique, ont été, pendant longtemps, des composantes importantes du péronisme ». (Germani, 1973, p.475)[55].

L'ordre de la présentation des composantes de l'expérience péroniste est en lui-même parlant. Dans cette présentation, la « pression des bases » est doublement verrouillée : d'abord par l'hétéronomie de ses organisations syndicales ; ensuite par son inclusion dans un mouvement amarré à un leader charismatique. Si cette composante de participation et de mobilisation, de création d'une conscience au sein de ces « nouveaux » secteurs travailleurs de leur rôle en tant qu'acteurs politiques ne cesse d'être présente, elle est subsumée sous l'hétéronomie, sous ce « mouvement collectif », commandé par un leader charismatique.

[54] Nous utilisons le terme hétéronomie par opposition à celui d'autonomie. Reprenant les définitions de Castoriadis (que nous présentons plus en détail dans le chapitre 4), l'autonomie consiste « à se donner soi-même ses propres lois, sachant qu'on le fait ». L'hétéronomie, quant à elle, consiste à « être soumis à des lois dépendant d'une entité extérieure » (Castoriadis 1990, p. 160).

[55] Tous les extraits des ouvrages édités en espagnol que nous citons dans ce chapitre ont été traduits par nos soins.

C'est, selon Germani, la nature même de cette participation populaire qui, sans la nier, la confine dans le registre de l'illusion :

> « Le 17 octobre n'a pas été un phénomène nouveau dans l'histoire politique argentine. Bien que ce type de « comportement collectif » soit un phénomène universel, la participation politique directe, avec ou sans *caudillo*, a été une composante de la culture politique *criolla*. Cette interprétation, notoirement préférée par les nationalistes de droite, les historiens « révisionnistes » et les socialistes nationaux d'extraction marxiste, a été réélaborée par des chercheurs sérieux, qui voient dans cette participation une sorte de « démocratie inorganique » fondée non seulement sur l'acceptation passive d'un gouvernant autoritaire, légitimé par la tradition ou accepté par son charisme (quoique cette qualité soit nécessaire) mais aussi enracinée dans le sentiment du droit à participer ». (Germani, 1973, p. 482)

Pour souligner ensuite, en note de bas de page :

> « Il est vrai que, comme le signale Zorrilla, « ce comportement externe et spectaculaire de la participation politique déguisait le « vrai » contenu oligarchique de la politique des *caudillos* ». Une tradition culturelle de participation politique directe n'est pas nécessairement liée à une perception claire, de la part des participants, des résultats de leur participation[56] ». (Germani, 1973, p. 482)

La participation, sans faire défaut, reste d'une nature très particulière : elle est action directe, spontanée, subordonnée, mais se présente, surtout, comme une participation aveugle, dépourvue de la conscience de ses motivations et de ses résultats potentiels. La participation sans conscience n'est qu'une « illusion de participation » (Germani, 1962, p. 239)[57], elle se situe toujours en décalage par rapport aux intérêts « objectifs » et collectivement définis de ces secteurs. Ce type de participation, fondé sur la culture politique « traditionnelle », *criolla*, de ces nouveaux secteurs ouvriers qui en sont les protagonistes, constitue le trait distinctif du péronisme. C'est lui qui mesure, malgré l'homogénéité ouvrière de la base politique péroniste, la distance qui sépare ce mouvement politique des partis de « classe ouvrière, tels qu'on les conçoit communément » (Germani, 1973). Et c'est lui qui oblige à nommer le péronisme d'un autre nom, celui de mouvement populiste ou national populaire, échappant aux moules d'une certaine « normalité » politique[58]. Le populisme ou le modèle national populaire, dans cette première application latino-américaine qu'ouvrent les analyses de Germani, est, en définitive,

[56] L'ouvrage cité est Rubén H. Zorrilla, *Extracción social de los caudillos*, La Pléyade, Buenos Aires, 1972.
[57] Germani parle dans le même ouvrage de pseudo-participation ou d'« ersatz » de participation.
[58] Voir en particulier l'article de Germani « L'autoritarisme et les classes populaires » inclut dans le recueil *Politique, société et modernisation* (1972), où il formule la proposition générale selon laquelle les classes populaires tendraient à s'orienter vers des partis et les idéologies considérées comme « de gauche ». Les situations dans lesquelles les classes populaires ont marqué des préférences pour des partis politiques qui ne correspondaient pas à la « gauche » sont analysées en termes de « déviations collectives » (pp. 181 et suivantes). Pour la version originale en espagnol, voir Germani (1962) chapitre 4.

le nom d'une absence, celle d'une conscience de classe structurée, qui creuse un gouffre ne pouvant être comblé que dans la démesure aveugle d'une participation politique faussée.

2.1.1. Du péronisme au populisme : l'écart d'un nom à l'autre

Aux origines, le terme « populisme » faisait référence à des phénomènes politiques du XIXème siècle, qui avaient émergé en Russie et aux Etats-Unis en rapport à des problématiques rurales. Dès les années 1960, le groupe d'intellectuels organisés autour de la CEPAL, s'approprie ce terme jusque-là utilisé pour rendre compte de réalités politiques assez éloignées des cas latino-américains. Parmi eux, Gino Germani, à partir de son analyse du cas argentin, développe la notion de régimes et mouvements national-populaires. Quatrocchi-Woison (1997) précise que la première version du concept parût en français, en 1961, dans une revue dirigée par Alain Touraine, qui le reprend et le développe largement.

Dans cette première version, ce qui constitue l'originalité des régimes populistes est, comme dans le cas du péronisme, la nature de la participation des secteurs populaires, leur incorporation à une « alliance de classes » implicite avec des secteurs de la bourgeoisie industrielle nationale, et l'intervention d'un leadership politique pouvant être de différentes origines. L'opération d'appropriation latino-américaine n'a fait qu'ajouter une nouvelle facette au terme extrêmement ambigu et polysémique de populisme. La notion a donné lieu, depuis des décennies, à de nombreuses typologies et tentatives de définition et de classification, dans le but de domestiquer son « indétermination conceptuelle », pour utiliser l'expression de Pierre-André Taguieff (1997).

Même si l'accord sur une signification univoque de ce terme recouvrant des expériences extrêmement diverses fait toujours défaut, il est possible de dresser un répertoire de critères communément acceptés dans la construction de la catégorie de « populisme ». Dans l'analyse de Taguieff, une définition minimale de ce type de phénomène politique inclut des critères très hétérogènes puisqu'ils relèvent de domaines de signification différents (le populisme en tant que mouvement, régime, idéologie, discours etc.) (1997, p. 8-10). Le premier critère concerne un style politique fondé sur l'exploitation symbolique de certaines représentations sociales, tout particulièrement l'appel au peuple, par delà les classes sociales, sur fond d'une opposition entre ce « peuple » et un pouvoir politique ou un *statu quo*. Le

deuxième critère qui sert à caractériser le populisme est déjà esquissé dans le premier : la construction de ce peuple dans un antagonisme, dont les pôles peuvent prendre des noms très divers, mais représentent en définitive les multiples figures d'un peuple comme force opposée à une puissance supposée établie. Le troisième critère, qui émerge du rôle central attribué souvent à un leader charismatique, est le rejet des médiations institutionnelles dans l'expérience populiste, le décalage entre cette expérience et les partis et mouvements assimilés au système politique. Le dernier critère enfin, concerne la condition d'émergence d'une mobilisation populiste, qui consiste en général en une crise de légitimité politique qui bouleverse l'ensemble du système de représentation.

C'est en fonction de ce dernier critère que le populisme a le plus souvent été décrit comme un phénomène transitoire et instable. Et dans tous ces critères transparaît le rapport conflictuel que toute expérience populiste établit avec le système démocratique : « Les avatars du populisme, dans la politique moderne, sont à suivre comme des déformations indéfinies de l'ombre de la démocratie, 'gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple' » (Taguieff, 1997, p.10).

L'adéquation du péronisme –pourtant présenté comme un des prototypes des expériences populistes dans presque tous les ouvrages sur le sujet– à cette définition assez souple du phénomène populiste qui émerge de l'ensemble de critères mentionné reste problématique. Comme nous le verrons plus en détail dans la section suivante, s'il est possible d'y faire entrer, avec certaines adaptions nationales, l'expérience des deux premiers gouvernements de Perón, l'exercice devient presque impossible pour les étapes suivantes du mouvement. La perspective théorique du populisme ne permet pas, notamment, de rendre compte du caractère évolutif du mouvement fondé par Perón. C'est ainsi la durabilité du phénomène péroniste qui constitue l'écueil le plus important pour un mariage heureux entre péronisme et populisme.

Mais plus que la question des définitions, la difficulté principale dans l'utilisation de la notion de populisme est qu'elle n'est jamais parvenue à rompre complètement avec sa forte composante normative. Le sens péjoratif traverse l'histoire de la catégorie de populisme, où sa caractérisation, dans le langage courant, comme une « sourde menace » semble être reprise au sein de milieux « savants » qui développent le concept depuis les années 1950 (Taguieff, 1997, p. 5). Ce sens péjoratif reste une acception implicite du terme. Ainsi, parler de

populisme dit beaucoup plus sur ce que l'on désigne sous ce nom que l'adéquation à une série de critères généraux qui conforment sa définition. Son utilisation exprime fréquemment une condamnation implicite, qui reste, de ce fait, beaucoup plus diffuse et indéterminée que la notion de populisme, si ce n'est dans la référence à sa distance par rapport à une certaine « normalité » politique. Cette condamnation silencieuse travaille la notion de populisme, et le réduit très souvent à la simple manipulation des masses, fascinées par une quelconque démagogie, et dont le comportement collectif et irrationnel constitue un danger pour le bon gouvernement démocratique.

Cette simplification extrême du phénomène populiste a été signalée par de nombreux analystes[59]. Taguieff fait référence à une vision « libérale » et élitiste du populisme –réaction particulièrement présente en Amérique Latine–, radicalement antipopuliste, fondée sur la peur des élites traditionnelles devant « le couplage entre la puissance irrationnelle des masses et le style hautement personnalisé de certains leaders aptes à la démagogie ». Le problème de cette vision « libérale » est qu'elle ne peut reconnaître l'ambiguïté constitutive du populisme qui tient à ce qu'il « se présente à la fois comme manipulation de masses, expression de la montée politique des classes populaires et processus de leur intégration dans un système politique qui jusque là les excluait ». (Taguieff, 1997, p. 12-13). Elle passe sous silence le rôle contradictoire de ces régimes, qui font appel à la mobilisation et à la participation populaire tout en tentant de garantir le modèle de domination (Quattrocchi-Woison, 1997).

Ernesto Laclau (2005) établit un lien direct entre cette « indétermination conceptuelle » du populisme et la condamnation silencieuse qui le travaille. Selon cet auteur, l'impasse des études sur le populisme, l'incapacité durable à définir ce qu'il y a en lui de spécifique, tiennent aux préjugés non formulés au travers desquels il est abordé. Cette impasse résulte du fait que les expériences populistes ont été décrites en excluant *a priori* toute possibilité de compréhension conceptuelle du type de rationalité inhérente à sa logique politique –comment saisir en effet la rationalité d'un phénomène que l'on présente *a priori* comme irrationnel ? Le populisme a donc été défini à partir de tout ce que l'on situe à l'extérieur du concept : comme un phénomène opposé à des formes politiques fondées sur la

[59] La systématisation la plus important de cette analyse critique de la catégorie de populisme, que nous développons plus loin, a été réalisée par Ernesto Laclau (2005). Voir aussi la perspective utilisée par Alexandre Dorna (1999, 2005), qui se centrant sur l'analyse du discours populiste, souligne le rôle fondamental que la psychologie politique peut jouer dans une théorie du populisme qui reste à faire. Cet auteur critique les anathèmes contre les mouvements populistes qui peuvent, dans des situations de crises, dégager « une dynamique participative et un élan de liberté » (Dorna, 2005, p. 9).

rationalité politique. La forte condamnation éthique du populisme fait partie d'une construction discursive d'une certaine « normalité », d'un univers politique « ascétique », qui ne peut accepter la logique dangereuse du populisme. Qualifier une expérience politique de populiste équivaut à la rejeter du côté de l'irrationalité –heureusement transitoire– dans une volonté de purification de l'espace politique des irruptions troublantes. Laclau situe au centre de ces irruptions la figure du peuple : le populisme n'est, pour cet auteur, qu'un mode d'organisation du politique, un mode de construction des identités et des sujets populaires (Laclau, 2005, p. 35).

Au cœur donc de l'univers populiste c'est à nouveau le sujet populaire et la nature particulière de sa participation que l'on retrouve. Participation qui vient troubler cet univers politique purifié, et c'est ce trouble introduit par le sujet populaire que l'analyse en termes de populisme expulse au nom du réel qui s'oppose à l'illusoire, au nom de la norme qui s'oppose à la déviation. Le populisme ne fait que généraliser, à divers degrés, l'alternative purement hétéronome, et donc faussée, des participations populaires. Dans certaines analyses, elle est passivité extrême, ou incompréhension du fonctionnement des régimes de la démocratie représentative.

L'analyse de Guy Hermet (2001) est intéressante en ce qu'elle met en œuvre une définition du populisme essentiellement et explicitement fondée sur son opposition à la démocratie représentative. L'originalité est ici que la frontière entre les deux s'exprime en termes temporels. Le populisme est présenté comme une toile de fond qui hante en permanence les espaces démocratiques. Dans cette dimension tentaculaire, le populisme, avant d'être un régime, une mobilisation ou une idéologie plus ou moins précise, prend la forme d'un imaginaire, qui demeure, certes, en général en état de veille mais constitue une donnée sous-jacente permanente. Cet imaginaire naît d'un idéal démocratique « confusément rêvé par la plupart de la planète », qui ne coïncide pas avec l'attachement variable et surtout utilitaire que cette même partie de la planète porte au fonctionnement de la démocratie représentative tel qu'il s'observe dans la pratique. Si les crises populistes sont fréquentes, elles ne sont ni auto-engendrées ni ne résultent d'un processus endogène, mais trouvent un terrain préparé à l'avance par cet imaginaire en veille, « où les herbes folles de l'aspiration démocratique à l'état sauvage s'offrent aux soins des perturbateurs de l'électoralisme politicien lorsque celui-ci traverse une passe délicate ou n'a pas encore eu le loisir de prendre racine » (Hermet, 2001, p. 14).

La démocratie représentative, ses formes institutionnalisées, ses procédures codifiées, constituent les mécanismes privilégiés pour domestiquer ces herbes folles et dangereuses d'une aspiration démocratique qui excède les frontières d'une organisation politique rationnelle. Et c'est en effet ce peuple, habitant –quoique pas de la même manière– tant de la démocratie que du populisme, qui sème le danger potentiel, même si, dans la définition de Hermet, l'appel au peuple, pourtant central dans une grande partie des descriptions du populisme, apparaît très nuancé. En effet, selon cet auteur, ces deux formes politiques se disputent le même peuple : tant la démocratie représentative que le populisme sont fondés sur l'appel à la souveraineté populaire. Et dans les deux cas, cet appel se situe davantage sur le registre mythique et symbolique qu'il ne constitue un dispositif réel. La souveraineté populaire reste dans les deux cas dans la logique de la représentation et non pas d'un dispositif réel car la démocratie représentative n'incarne pas le gouvernement du peuple, et les populistes ne sont pas non plus guidés par la vision utopiste d'une démocratie « populaire » au sens actif.

Si l'appel au peuple comme dispositif symbolique de mobilisation cesse d'être spécifique des expériences populistes, quel est donc, dans la définition de Hermet, le trait qui le transforme en une expérience singulière ? Cette spécificité est une question de rêve et de temps :

> « Ce ressort central [de la définition du populisme] est l'exploitation systématique du rêve. C'est lui qui fait que le populisme constitue un procédé antipolitique, en ce sens qu'il récuse par ignorance ou malhonnêteté la nature même de l'art de la politique. Plus précisément, il se définit par une relation au temps qui est en opposition absolue avec le temps normal de la politique, régi quant à lui par la longue durée face à l'impossibilité de satisfaire toutes les demandes à la fois, à l'obligation de les concilier ainsi qu'à la nécessité qui en résulte de gérer avec prudence et lenteur leur inscription sur l'agenda des actions reconnues prioritaires » (Hermet 2001, p. 50)

Cette temporalité immédiate, à la fois « antipolitique et onirique », qui refuse de « donner du temps au temps », est caractéristique du seul populisme, « étranger aux canons élémentaires de la politique », dirigé par des leaders qui les ignorent, soit par l'effet « de sa propre démagogie ou de leur inconscience », soit par « l'impatience irréfléchie de leurs clients et récepteurs ». Cette temporalité se définit par son opposition à la temporalité « normale » de la démocratie représentative :

> « Elle se distingue en particulier de la démocratie en tant que mode de gouvernement qui, à l'inverse, se singularise moins par sa prétention à « représenter » la souveraineté populaire qu'en fonction de ses procédures tournées vers la délibération, vers une légitime confrontation des intérêts et, en fin de compte, vers une gestion des conflits forcément étalée sur la durée. » (Hermet 2001, p.51)

Si les termes plus classiques d'affectivité et d'irrationalité ne sont pas étrangers à la définition qui est donnée au populisme, le thème central d'une temporalité « antipolitique » structure la différenciation par rapport à la démocratie représentative. Cette différenciation ne fait que reprendre, en d'autres termes, la menace de « l'aspiration démocratique à l'état sauvage » et le besoin de la domestiquer. Cet état sauvage correspond en définitive à toutes ces dérives oniriques qui ne rentrent pas dans les règles et les temps indolents des procédures formelles de la démocratie. C'est pour cette raison que la démocratie se retrouve hantée par d'innombrables « crises populistes », qui éclatent un peu partout dans le monde. Les exemples historiques ne manquent pas : des « populismes fondateurs » comme les *narodniki* russes en passant par le boulangisme en France, aux « populismes consolidés » latino-américains. Mais les figures actuelles sont également nombreuses : des populismes incarnés par les partis de « droite radicale » en Europe, au « cyberpopulisme » de l'EZLN au Mexique et du mouvement altermondialiste. Cette définition ne peut échapper à un des problèmes classiques des tentatives de conceptualisation du populisme : dans quelle mesure un concept est-il pertinent pour rendre compte d'expériences politiques aussi diverses telles que celles qui figurent dans la liste ci-dessous ?

La conceptualisation du populisme proposée par Hermet est en réalité encadrée dans une analyse de la crise actuelle des systèmes de démocratie représentative. Cette crise naît de l'exclusion systématique d'une partie du « peuple souverain » de l'exercice de l'autorité et du pouvoir dans les démocraties « réelles ». On peut relier en effet ce « crises populistes », comme des formes de démocratie « inorganique », à l'impact de différents procédés soulignés par Hermet, en vertu desquels les groupes dominants ont constamment esquivé la participation durable à l'exercice de l'autorité de ceux qui envisageaient une expression moins symbolique de la souveraineté populaire. Dans la période actuelle, la notion de « gouvernance » se présente comme un énième procédé d'évitement d'une expression politique populaire trop pressante (Hermet, 2005, p. 23). L'extension de la crise des démocraties réelles et des procédés d'exclusion, n'est sans doute pas étrangère à la portée prise par les « crises populistes » dans la période actuelle.

Le péronisme dans la spécificité latino-américaine : populisme consolidé et modèle national populaire

Toujours selon Hermet (2001), l'Amérique Latine bénéficie du privilège douteux d'avoir développé le stade de plénitude populiste, dans des régimes consolidés, avec des institutions propres, un pouvoir et une idéologie d'Etat. Les sociétés du continent ont dû payer un lourd tribut à ce privilège, tant le « faux-semblant » populiste a freiné leur progrès politique, économique et social. L'importance du populisme se mesure ainsi au poids du fardeau qu'il a laissé derrière lui. Parmi ces populismes consolidés, les cas du péronisme argentin et du varguisme brésilien s'érigent comme les grands prototypes.

Néanmoins, même si dans l'ensemble du sous-continent le bilan est largement négatif, la spécificité du populisme latino-américain empêche de l'identifier aux expériences européennes. Alors que dans ces dernières incluent une forte composante antiparlementaire et même autoritaire, en Amérique Latine, les expériences populistes correspondent plutôt à une revendication démocratique, quoique cette revendication ne se confonde pas avec la démocratie représentative mais corresponde « à un désir d'une démocratie populiste reposant sur une participation politique vécue dans l'identification affective du peuple à un leader connaissable […] La soif de participation démocratique, de dignité sociale et de reconnaissance culturelle de ceux qui s'en estimaient frustrés a tendu ainsi en Amérique Latine à s'investir dans le défi populiste. » (Hermet, 2001, p. 241).

Mais ce qui est encore plus important pour l'organisation politique des pays du continent, est que l'existence de régimes populistes au pouvoir pendant des période assez longues a eu comme conséquence un renversement durable de valeurs : l'inversion des incarnations du bon et du mauvais gouvernement.

> « Un renversement absolu des valeurs politiques s'est produit en Amérique Latine, en vertu duquel le populisme est devenu aux yeux de beaucoup la norme positive cependant que les autres régimes, la démocratie représentative incluse, se trouvaient refoulés par symétrie dans la catégorie de mauvais gouvernements. Ce passé peu éloigné aide a comprendre pourquoi l'époque du populisme affiché apparaît toujours comme une âge d'or à une vaste fraction des masses latino-américaines » (Hermet, 2001, p. 238).

Cette forte imprégnation populiste qui caractérise les pays latino-américains ne fait que fausser cette aspiration à la participation politique, non seulement par l'emprise de l'affectivité, mais parce que ce qui pourrait être conçu et perçu comme participation et

mobilisation n'est qu'une impression qui masque l'immobilité et la passivité les plus extrêmes :

> « En dépit de ses ressorts, liés à une grande espérance, le populisme a conduit les masses pauvres de l'Amérique Latine à confondre la participation et la mobilisation des ressources sociales et culturelles propres à toute collectivité humaine avec l'attente passive des miracles propre aux sociétés dont les membres attendent tout de l'Etat » (Hermet, 2001, p. 242)

Le problème n'est donc pas une participation « aveugle », dépourvue de conscience, mais plutôt sa négation même : une confusion radicale entre la participation et « l'attente passive » que le populisme laisse derrière lui. Reste que la confusion, si l'on s'en tient au cas du péronisme, s'avère étonnamment durable.

L'analyse des sociétés latino-américaines à partir d'un type spécifique d'organisation du politique, les régimes national–populaires ou populistes, constitue aussi la clé des interprétations élaborées par Alain Touraine[60], lesquelles ont eu une influence durable dans le milieu latino-américain. Le péronisme a souvent été étudié comme l'exemple le plus achevé de ce type de régime politique[61]. Dans *La parole et le sang*, le modèle populiste est présenté comme un mode de développement spécifique aux pays d'Amérique Latine, qui s'intègrent dans le vaste ensemble des sociétés dépendantes. Ce capitalisme dépendant et limité qui caractérise le sous-continent constitue le cadre général de l'analyse et c'est ce cadre qui rend, selon Touraine, l'opposition entre démocratie et populisme illusoire, en raison du degré très limité d'intégration sociale et économique des pays latino-américains. Dans cette perspective, le populisme ne peut être réduit à une simple manipulation des masses populaires. Il articule, en revanche, plusieurs éléments, dont les plus importants sont l'élargissement d'un système politique, une politique nationaliste ou anti-impérialiste et la revendication d'une culture ou des intérêts populaires. Le populisme peut donc être assimilé à une réaction de type nationale à une modernisation dirigée de l'extérieur qui caractérise les sociétés dépendantes. Ce type de régime correspond à un mode de développement centré sur un projet d'industrialisation par substitution des importations, tourné vers le marché interne, qui met en place de puissants mécanismes d'intégration sociale. Il se caractérise également par un style politique particulier –comme dans grand nombre de définitions du populisme–, anti-élitiste, centré sur l'appel

[60] Pour une systématisation du concept de régime national populaire restreinte à l'Amérique latine voir Alain Touraine (1988). Dans un article postérieur (1992), cet auteur envisage la généralisation de ce concept aux pays en développement.

[61] Voir en particulier l'ouvrage de Maristella Svampa et Danilo Martucelli (1997) qui retrace les étapes de déstructuration du modèle national populaire argentin.

direct au peuple qui élimine les formes de médiation institutionnelles. Un dernier trait de la définition de ce type de régime politique est la négation de tout conflit social interne, en particulier des conflits de classes.

Mais le trait distinctif des régimes national–populaires se situe dans le rapport particulier établi entre l'Etat, les acteurs politiques et les acteurs sociaux. Les pays latino-américains se caractérisent par l'absence d'une séparation nette entre l'Etat et une société civile qui apparaît comme un espace hétérogène, déstructuré et dépendant. En effet, en raison de la faiblesse des classes sociales il est impossible, selon Touraine, d'identifier les acteurs sociopolitiques avec des grandes catégories socioprofessionnelles puisqu'elles ne présentent aucune homogénéité culturelle ni politique. Face à l'absence d'une classe sociale hégémonique, qui puisse diriger durablement le processus de développement, l'Etat s'érige comme agent central du projet national, agissant moins comme un arbitre des intérêts des différents groupes que comme constructeur des acteurs sociaux, subordonnés également à des acteurs politiques. Dans l'analyse de cet auteur, les oligarchies latino-américaines ne se constituent pas en une classe sociale mais en un acteur spéculatif et diversifié, en raison de leur dépendance par rapport aux centres économiques internationaux. Ces oligarchies ne peuvent donc être assimilées à des élites ou à des classes dirigeantes puisqu'elles n'exercent aucune hégémonie sur le processus du développement ni ne contrôlent l'Etat. Les processus d'industrialisation qui se sont développés dans le continent ne sont pas dirigés par une bourgeoisie industrielle, celle-ci s'incorpore à une coalition politique dont le principe est le renforcement de l'Etat, acteur central du mode national de développement. L'Etat intervient ainsi comme un acteur politique, culturel, social et économique, et les acteurs sociaux répondent plus directement à ses interventions qu'aux initiatives d'autres acteurs sociaux (Touraine, 1988, p.48).

Touraine situe donc, au cœur de ce mode de développement national populaire, la prédominance incontestable des interventions de l'Etat sur les initiatives des acteurs sociaux, dont le manque d'autonomie empêche que l'on puisse les analyser comme des acteurs sociaux à proprement parler ou du moins tels que cet auteur les définit. Ces pays soufrent donc d'un « déficit en acteurs sociaux », (Touraine, 1992, p. 79), le moment décisif et la principale difficulté de ce mode de développement est le passage du volontarisme étatique à la formation d'acteurs sociaux autonomes, qui ne s'est pas encore opérée (Touraine, 1992, p. 51).

Cet auteur conteste explicitement dans ses ouvrages l'idée d'un modèle politique unique, postulant la diversité des voies de modernisation et condamnant l'arrogance d'un mode de modernisation occidental présenté comme l'incarnation même de la modernité. Pourtant, autour de la question centrale des acteurs sociaux –définis dans leur autonomie–, les analyses de cet auteur semblent se fonder sur la construction d'une certaine « normalité », cruellement absente dans le cas latino-américain. C'est le mélange de plusieurs registres d'action de ces acteurs sociaux, qui ne sont donc pas exclusivement sociaux mais se caractérisent par une « action politique dépendante », qui les empêche de se constituer en « acteurs historiques réels ».

C'est ici à nouveau la catégorie de peuple qui joue le rôle central : elle constitue « l'opérateur » de cette subordination de toutes les catégories sociales au projet de l'Etat national populaire. Dans cette analyse, la catégorie populaire ne renvoie, en Amérique latine, ni à l'univers de ceux qui sont nettement exclus du système politique et social, ni à des classes sociales définies par leur place dans le système de production. Elle renvoie à deux thèmes forts, séparés et complémentaires : d'une part à la nation, l'espace inclusif et universel des citoyens, d'autre part, à l'idée de masse, qui relève d'une condition sociale d'exclusion et d'aliénation. Le peuple n'est que l'image mythique de la réunification : l'abolition de l'écart entre les deux thèmes. Ce qu'on appelle « peuple » en Amérique latine n'est pas un acteur social réel, il est différencié et divisé tant la société est traversée par son hétérogénéité structurelle. Face à cette hétérogénéité, la notion de peuple évoque davantage les efforts de ces pays pour constituer des Etats nationaux qu'une figure réelle et unifiée. Comme nous le verrons un peu plus loin, il nous semble que c'est justement cette « indétermination » sociale de la notion de peuple qui constitue sa force en tant que catégorie d'appartenance politique, qui peut être fortement mobilisatrice. Le peuple est rarement –et de façon transitoire– une figure concrète, et il ne peut être « objectivement » homogène, unifié dans une condition ou trait social unique. Il se dessine plutôt comme un espace d'appartenance, qui peut contenir plusieurs figures populaires. Dans tous les cas, ni l'absence d'une seule incarnation cristallisée et « concrète » du peuple, ni son hétérogénéité, n'épuisent sa force mobilisatrice en tant que catégorie d'appartenance politique et symbolique.

Dans l'analyse de Touraine, cette unification mythique qui se réalise dans la notion de peuple opère un doublement désarticulé des acteurs, qui contribue à leur faiblesse et à leur subordination à l'Etat : « chaque acteur, chaque thème a deux faces : ce qui est d'un côté

classes populaires, ouvrière ou paysanne, est en même temps peuple » (Touraine, 1988, p. 297), ce qui crée l'antagonisme d'un côté, se réunifie de l'autre. C'est en raison de ces couples d'opposition « qu'aucun continent n'a connu plus d'acteurs ; aucun n'en a connu de plus faibles » (Touraine, 1988, p. 297). Les conflits sociaux ne sont pas réabsorbés dans l'unanimisme du peuple, s'ils ne cessent d'exister et peuvent atteindre des niveaux de violence très élevés, ils ne trouvent que difficilement une expression politique stable.

L'hétéronomie marque ainsi les acteurs sociaux, la conscience de classe reste rare et faible. Ce modèle présente néanmoins un élément fort : il s'agit de la richesse et de la puissance d'une conscience populaire, presque partout présente dans le sous-continent.

> « … La notion de peuple ne correspond pas à la réalité d'une société divisée entre privilégiés, citoyens et exclus, mais elle définit bien le maximum de conscience et d'action possibles dans une situation où seule une minorité est définie par sa position dans les rapports sociaux de production […] Mais cette subjectivité de classe, cette conscience des souffrances endurées et de la distance avec les riches, se transforme difficilement en une conscience élaborée des rapports sociaux et de leurs enjeux économiques, culturels et internationaux. De là la distance presque toujours infranchissable entre la conscience et l'action, entre les travailleurs et leurs dirigeants […] J'ai assez parlé de la faiblesse du mouvement ouvrier en Amérique latine pour souligner en terminant la force de la conscience populaire, portée plus par les femmes que par les hommes, plus visible dans la rue que dans les ateliers, qui associe les problèmes sociaux à des protestations morales plutôt qu'à des programmes économiques mais qui ne se réduit jamais aux conséquences du déracinement, de la pauvreté et de la marginalité » (p. 298)

Malgré donc leur faiblesse politique et leurs actions dépendantes, les acteurs populaires sont toujours présents en Amérique latine. On ne peut parler, selon Touraine, d'une conscience de classe structurée ancrée sur les rapports de production, mais cette conscience populaire est porteuse cependant d'un thème fort : celui de la citoyenneté sociale. Cela ne peut pourtant pas abolir la distance entre un mouvement social et ce vague mouvement populaire, structuré de manière instable sur cette conscience populaire. Ce mouvement populaire ne saurait s'ériger en substitut de mouvements sociaux puissants et autonomes, ni les renforcer. Ils se développent en parallèle même si le rapport (au moins analytique) avec le mouvement syndical est incontournable. Ce mouvement populaire se forme « à côté » d'un syndicalisme faible et subordonné, « mieux organisé dans les quartiers que dans les entreprises, à la fois plus radical et plus hétéronome » (Touraine, 1988, p. 292).

Dans nombre d'analyses, les organisations syndicales ont été présentées comme les exemples les plus « typiques » de subordination ou de manipulation des acteurs populaires par des régimes populistes. Les ouvrages de Touraine insistent sur ce rapport entre les acteurs

syndicaux et les orientations des régimes national populaires. Dans son analyse, seuls quelques pays du continent ont connu la formation de mouvements ouvriers à proprement parler ; c'est le cas du Chili, de l'Uruguay et de la Bolivie, où ceux-ci sont restés indépendants tant du gouvernement que des partis d'opposition. Le contexte de rapide industrialisation, de grande concentration industrielle dans les centres urbains ainsi que l'importance des inégalités sociales constituent des éléments préfigurant un développement considérable du syndicalisme en Amérique latine, pouvant entraîner la formation d'un mouvement ouvrier révolutionnaire (qui implique dans la définition de Touraine, l'association des revendications syndicales à la volonté politique et idéologique de détruire un ancien régime). Selon cet auteur, la réalité a été bien différente : le mouvement ouvrier n'a joué qu'un rôle secondaire et subordonné et les partis ouvriers, socialistes ou communistes, n'ont eu qu'une influence très limitée. Exception faite du cas du syndicalisme argentin, dont l'histoire complexe en a fait un des acteurs centraux de la dynamique politique du pays.

Ce qui caractérise de manière générale ces mouvements syndicaux est leur rapport très étroit avec l'Etat, défini en tant que subordination à un parti ou à un acteur étatique. Dans ce cas, le mouvement syndical dépend des interventions étatiques et des acteurs politiques ou se transforme en acteur politique (c'est le cas du syndicalisme péroniste pendant la proscription du parti). Cette participation dépendante des syndicats à l'action politique est, selon Touraine, un obstacle majeur à l'action révolutionnaire d'une classe ouvrière. Ce syndicalisme, directement subordonné au pouvoir étatique, peut devenir l'instrument du contrôle politique des travailleurs. Pourtant, l'analyse détaillée des cas nationaux oblige à un constat plus nuancé. Et nombreuses sont les études qui, en étudiant de plus près les expériences concrètes de ce que l'on désigne sous le nom de « populisme », ont restitué toute la complexité du processus de structuration de ces expériences politiques, de construction de leurs acteurs et de leur rapport à l'Etat.

Dans le cas de l'Argentine, dès la première expérience de gouvernement péroniste, la législation qui structure l'organisation des travailleurs n'encourage guère la formation d'un mouvement ouvrier indépendant des interventions étatiques. Cette législation structure une organisation syndicale puissante mais dont le pouvoir reste très centralisé dans de grandes confédérations nationales, et incite à sa bureaucratisation. Dans cette organisation, l'Etat garde toujours, grâce à différents mécanismes, un pouvoir d'ingérence important dans l'univers syndical. La syndicalisation est fondée, dès 1945, sur l'unité de l'activité

économique et non pas sur le métier ou l'entreprise. Dans chaque secteur d'activité économique un seul syndicat est officiellement reconnu pour négocier avec les employeurs. Les salaires et les conditions de travail accordées dans les négociations entre les employeurs et les syndicats reconnus officiellement concernent l'ensemble des travailleurs de l'activité, syndiqués ou pas. La structure syndicale est ainsi très centralisée : les branches locales s'unifient dans des fédérations régionales qui convergent dans une confédération unique, la Confédération nationale du travail (CGT). Dans cette architecture, l'Etat garde le rôle central d'articulation et de supervision : c'est le ministère du Travail qui octroie ce qu'on appelle « *personería jurídica* », c'est-à-dire la capacité officielle pour négocier avec les employeurs. L'Etat est également chargé de superviser de vastes domaines de l'activité des organisations syndicales (James, 1990, p.23).

Mais déduire directement de la législation du travail les traits distinctifs d'un syndicalisme constamment ligoté par le contrôle étatique nous semble une interprétation réductrice. Cela suppose que cette législation soit restée figée tout au long du dernier demi siècle et que la marge de manœuvre qu'elle offre aux syndicats soit pratiquement nulle. Or l'on constate, à différentes périodes, une grande vitalité dans la capacité contestataire du mouvement syndical et la réaffirmation de son rôle politique incontournable, malgré des Etats ou des dictatures fortement défavorables à l'action syndicale ; mais plus profondément, il est extrêmement réducteur d'assimiler l'action des bases ouvrières aux aléas de la hiérarchie et de la bureaucratie syndicale. Le cas du syndicalisme « classiste » et combatif surgi vers la fin des années 1960, dans le contexte politique fortement répressif de la dictature de Juan Carlos Onganía, en fournit un exemple particulièrement intéressant. Ce secteur syndical, qui émerge dans certaines provinces du pays, fondamentalement structuré dans les syndicats d'entreprises et avec une grande participation des bases ouvrières, a eu un rôle central dans la révolte du *Cordobazo* et le cycle de protestation sociale qui a suivi (cf. chapitre 1). Il illustre bien la complexité du rapport entre la hiérarchie syndicale au niveau national et les bases ouvrières, ou en tout cas que l'action de la première est très souvent sous la pression des deuxièmes, qu'elle ne s'autonomiser qu'au risque de voir naître des expressions concurrentes. L'émergence de ce secteur syndical combatif montre, de la même manière, que l'on ne peut déduire l'action syndicale de la législation du travail, qui, selon les contextes ouvre un éventail plus large de stratégies possibles[62].

[62] Par ailleurs, ce syndicalisme combatif naît d'une innovation dans la législation qui à l'origine était censée affaiblir et isoler les travailleurs du mouvement syndical national. La mise en place de syndicats d'entreprises et

2.1.2. Du populisme au péronisme : réévaluation de l'image hétéronome

Les études généralisantes élaborées sur la perspective théorique du populisme ou du régime national populaire ont beaucoup de mal à incorporer dans l'analyse cette complexité – et souvent cette ambiguïté– de la structuration des acteurs et des rapports qu'ils établissent avec les instances étatiques. Au début des années 1970, Miguel Murmis et Juan Carlos Portantiero (2004 [1ère ed. 1971]) soulignaient, dans un ouvrage qui a eu une influence capitale dans les débats sur les origines du péronisme, les différences fondamentales présentées par les expériences brésiliennes et argentines, pourtant considérées comme des cas emblématiques de ce type de modèle politique. Cette différenciation rend problématique, dans leur perspective, l'application de cette grille d'analyse pour leur interprétation. Leur approche reprend l'hypothèse qui situe le « secret » du péronisme dans le rapport qu'il établit avec les secteurs populaires en général (et ouvriers en particulier), mais discute néanmoins le noyau central de la thèse « classique » de Germani concernant l'hétéronomie des acteurs et surtout des organisations ouvrières et leur incorporation passive à l'Etat national populaire. Cette mise en cause implique une réévaluation de la nature de la participation populaire dans le péronisme, et dès lors, c'est la nature même du péronisme qui se trouve redéfinie. Ce n'est pas un hasard si certaines « chronologies » des interprétations sur le péronisme soulignent la contemporanéité de l'ouvrage de Murmis et Portantiero avec une réévaluation de ce mouvement politique de la part d'un secteur des intellectuels de gauche[63].

L'axe de cette réévaluation du péronisme concerne la redéfinition de la participation populaire dans ce type de régime, à partir de l'analyse du cas des organisations ouvrières. A l'hypothèse classique de Gino Germani, centrée sur l'hétérogénéité de la classe ouvrière et la

---

la possibilité de négocier, à ce niveau, les conditions de travail et les salaires, comme le signale James, contribue, au début, à la formation d'une force de travail moins combative dans un des secteurs les plus dynamiques de l'économie. Cependant, à moyen terme, la négociation par entreprise renforce l'initiative et la capacité des bases pour agir et faire pression tant sur les employeurs que sur la hiérarchie syndicale (James, 1990).

[63] Cela est suggéré dans le prologue même de la dernière édition de l'ouvrage, rédigé par Hernán Camarero : « Beaucoup ont compris [la réinterprétation du péronisme que présente l'ouvrage] comme un projet de justification historique du mouvement fondé par Perón, qui permettait de légitimer les nouvelles forces révolutionnaires qui s'engendraient en lui à partir du cycle de mobilisation populaire ouvert par le *Cordobazo*. En réalité, l'ouvrage avait été élaboré avant cet événement et ne cessait de préciser et le réformisme ouvrier et l'hégémonie bourgeoise dans l'alliance de classes qu'exprimait le péronisme depuis ses débuts. Mais cette lecture ne semblait pas absurde si l'on tient compte des attentes que Portantiero et les autres promoteurs de *Pasado y presente* avaient par rapport à certaines expressions de ce mouvement politique » (p. 37). Nous abordons ce processus de « péronisation » de certains secteurs intellectuels de gauche dans le chapitre 3.

différenciation entre « anciens » et « nouveaux » travailleurs, les auteurs opposent l'hypothèse de l'unité créée dans une expérience commune : une classe ouvrière qui avait subi un processus d'accumulation capitaliste sans distribution de richesses, pendant une première étape d'industrialisation qui avait eu lieu dans le pays depuis les années 1930 sous contrôle des secteurs conservateurs[64]. A l'image de la division interne ils opposent donc l'image de l'homogénéité qui résulte de l'expérience d'exploitation sans redistribution et d'une décennie de revendications ouvrières frustrées. En soulignant le rôle central de la « vieille hiérarchie syndicale » dans l'émergence du péronisme, ils font le pari de la continuité plutôt que celui de la rupture : l'alliance de classe qui structure le premier péronisme peut être comprise à partir des orientations du mouvement ouvrier déjà ancrées sur des traditions précédentes.

Selon l'interprétation de Murmis et Portantiero, le mode de développement industriel mis en œuvre dans le pays, marqué par sa dépendance et le contrôle des groupes liés aux intérêts agroexportateurs, a contribué à développer des forces internes, non ouvrières, exclues elles aussi du système de domination, qui modifient la configuration classique des coalitions de classes et déplacent, de manière transitoire, l'axe des contradictions sociales. Ce réalignement de forces opère un clivage vertical de la société et organise de nouvelles formes d'alliances de classes, structurées autour d'un projet de développement national qui suppose pourtant des transformations systémiques. La différence fondamentale de cette analyse par rapport aux thèses plus classiques se situe dans la nature de l'incorporation de la classe ouvrière à cette alliance de classes redéfinie dans le cas particulier du capitalisme industriel argentin, qui est associée à la nature de la classe ouvrière argentine et à son degré d'organisation : là où de nombreux analystes voient une classe ouvrière mal organisée et faible, Murmis et Portantiero décrivent une classe ouvrière organisée et porteuse d'un projet social, qui s'incorpore, en fonction de ses intérêts de classe, à cette alliance politique.

Bien que le mouvement ouvrier s'intègre à l'Etat, dans la mesure où les syndicats constituent des organisations institutionnelles qui précèdent le gouvernement populiste, elles sont reconnues dans leur rôle de médiatrices (et non pas d'opératrices du contrôle étatique)

[64] C'est, dans leur interprétation, cette période « d'exploitation nue », comme expérience fondamentale de la classe ouvrière argentine, qui différencie nettement le péronisme du *varguisme* brésilien. Les deux expériences émergent d'un déplacement rapide de vastes secteurs de la population provenant de vagues récentes de migration interne. Dans le cas brésilien, ces nouveaux ouvriers s'incorporent au travail industriel et à la vie urbaine dans une période de fort interventionnisme étatique. En revanche, dans le cas de la classe ouvrière argentine, la période est marquée par l'asynchronisme entre le développement économique et la participation sociale et politique (Murmis et Portantiero, 2004, p. 126, 127).

par rapport aux classes travailleuses. Cela se manifeste dans le poids institutionnel des organisations ouvrières au sein du péronisme. En évaluant les différentes étapes de la première expérience de gouvernement péroniste, les auteurs concluent que s'il est possible de constater une perte d'autonomie relative des organisations ouvrières au cours de la deuxième gestion de Juan Domingo Perón, cette image hétéronome est problématique pour la première étape de structuration politique du péronisme. Ce qui explique, au moins à ses débuts, l'existence du Parti Laboriste, dont l'influence a été décisive lors du triomphe électoral de Perón en 1946. L'image de l'hétéronomie des organisations ouvrières est remise en cause également au cours l'étape qui s'ouvre après la chute de Perón, où les syndicats constituent la seule expression institutionnelle du péronisme.

Walter Little (1979), dans son analyse du rapport entre les organisations ouvrières et ce premier Etat péroniste, rejoint les conclusions de Murmis et Portantiero, en signalant que, entre 1943 et 1946 la coalition péroniste était fragile et limitée et surtout que c'est seulement entre 1951 et 1955 que l'on constate le contrôle « monolithique » des syndicats ouvriers et leur incorporation au mouvement péroniste. Ainsi, les relations entre l'Etat péroniste et les syndicats ont pris de formes complexes, avec des degrés de dépendance très divers.

Dans la perspective de Murmis et Portantiero, le rôle central des secteurs ouvriers dans la genèse du péronisme peut être analysé comme le choix le plus approprié parmi les alternatives offertes par le contexte politique : il s'agissait d'une alliance politique qui était légitimement perçue comme une option à un processus d'industrialisation contrôlé par une élite traditionnelle, qui obturait les espaces de la participation ouvrière et de l'interventionnisme de l'Etat. Un des objectifs explicites de l'ouvrage est ainsi de restituer la rationalité de l'adhésion des secteurs ouvriers au mouvement péroniste. Au-delà des discussions sur la faiblesse ou la vigueur de l'organisation syndicale dans les décennies qui précèdent l'émergence du péronisme, cela constitue un de ses apports les plus importants au débat sur les origines de ce mouvement politique : à la place de la « disponibilité », de l'affectivité et de l'irrationalité, cette participation politique est associée à une option « rationnelle » dans la résolution du conflit social et à l'intérêt de classe. Cet apport devient aussi fragilité de l'analyse, lorsqu'il pousse à assimiler à cet intérêt de classe une multiplicité de registres, politiques, sociaux, et surtout culturels et identitaires, qui constituent la base de la complexité du péronisme. Dans ce sens, comme le soulignent d'autres études, l'adhésion de ces secteurs au mouvement fondé par Perón ne peut être uniquement pensée en termes

d'intérêts de classe, au risque de sous-estimer de nombreuses dimensions centrales dans l'interprétation de la structuration politique du premier régime péroniste[65].

L'analyse de Daniel James (1990) situe aussi le cœur du péronisme dans le rapport qu'il établit avec la classe travailleuse en général et le mouvement syndical en particulier, mais, à la différence de l'étude de Murmis et Portantiero, il tente d'accéder à la signification de ce rapport pour les acteurs. Il part, également, d'une critique des notions trop globalisantes telles que celle de populisme, qui ne permettent pas de rendre compte de l'expérience concrète des travailleurs, ni d'accéder à la multiplicité des dimensions qui lui sont associées. Comme les auteurs de *Estudio sobre los orígenes del peronismo*, James souligne l'importance capitale de l'expérience d'exploitation, d'exclusion sociale et politique des secteurs travailleurs au cours de la période précédente dans l'interprétation des origines du péronisme.

Dans cette perspective, l'adhésion au péronisme a fondamentalement été, du point de vue des travailleurs, une réponse aux revendications économiques et à l'exploitation de classe. Mais elle ne peut être réduite à cette seule dimension. L'attrait politique du péronisme se situe dans sa capacité à redéfinir la notion de citoyenneté dans un moule plus vaste, essentiellement social. En effet, selon cet auteur, la crise de légitimité qui frappait le système politique après la « décennie infâme » faisait de la citoyenneté et de l'accès effectif aux droits politiques des questions centrales du processus électoral débouchant sur la première expérience de gouvernement péroniste. L'attrait du discours de Perón, et sa marque de différenciation face aux autres forces politiques, se situait dans sa capacité à mettre en rapport les droits individuels et politiques avec l'intégration dans la sphère économique et sociale. Dans ce discours, la lutte pour les droits politiques impliquait nécessairement un changement social : elle ne se limitait pas à l'accès aux doits politiques formels mais débouchait sur une participation active à la vie sociale et économique de la nation (James, 1990, p. 30). Ainsi, plus profondément, cette redéfinition de la citoyenneté était porteuse d'une réévaluation du rôle des classes travailleuses, en tant que force politique organisée, dans la société. Elle impliquait une reconnaissance du rôle central que ces secteurs jouaient, en tant qu'acteur politique, économique et social dans le projet péroniste de société industrielle, leur réservant une intervention accrue dans la sphère publique.

[65] Mariano Plotkin (1994) souligne, par exemple, l'importance du puissant imaginaire politique construit au cours de cette première expérience de gouvernement péroniste pour comprendre la pénétration durable de cette culture politique au sein de vastes secteurs de la population.

Dans notre perspective, l'apport le plus intéressant de cette interprétation des origines du péronisme réside dans sa capacité à se situer sur le registre de l'ambiguïté en ce qui concerne la signification de ce mouvement politique pour la classe ouvrière. Cette ambiguïté tient à la forte composante « hérétique » dont il est porteur, qu'il ne parvient ni à réaliser ni à contrôler entièrement. Dans ce sens, le péronisme constitue, avant tout, un langage politique qui parvient à exprimer les expériences d'exclusion et d'exploitation, vécues auparavant comme des expériences privées. Le péronisme constitue le langage qui fait entrer ces expériences indicibles dans le discours et l'espace public ; dans cette capacité d'expression, il se dessine comme un langage de subversion et d'opposition. Dans le contexte de forte crise de légitimité de l'ordre politique de la « décennie infâme », ce pouvoir hérétique implique une contestation de l'ordre établi et de la domination, une subversion symbolique des critères implicites de la hiérarchie sociale. Dans son étude des manifestations du 17 octobre 1945, James (1995) rend compte de cette dimension « hérétique » du péronisme : « l'envahissement » du centre-ville par des secteurs longuement exclus de la sphère publique manifeste « un conflit autour de la domination symbolique et du pouvoir culturel ». Le péronisme incorpore donc une signification plus « culturelle » et certainement plus diffuse, de « soulèvement carnavalesque », de rejet des formes acceptées de la hiérarchie sociale et des symboles d'autorité (James, 1995, p. 128).

Mais ce mouvement politique ne peut se réduire à cet élément « hérétique ». Il est aussi et indissociablement l'envers de cette subversion de l'ordre établi. La première expérience de gouvernement péroniste, qui peut être caractérisée comme un processus de « démobilisation passive » (James, 1990, p. 51), est marquée par la tentative de contrôle étatique de cette potentialité « hérétique ». Cette tentative menée par l'Etat péroniste s'exprime dans la volonté de ritualiser les mobilisations[66], dans l'insistance permanente sur l'harmonie des classes et la négation du conflit social, dans « l'infantilisation » constante de

[66] Voir en particulier Mariano Plotkin (1995) qui souligne que le premier gouvernement de Perón a mis deux ans à contrôler les dérives violentes (agressions de la presse d'opposition, des universités et des clubs d'élite) des manifestations du 17 octobre. Dans son analyse, reprenant les catégories utilisées par Roberto Da Matta pour l'étude des carnavals brésiliens, le 17 octobre 1945 peut être interprété comme un *rite d'inversion* (de rupture des classifications sociales) et s'est progressivement transformé (dans la ritualisation du régime) en un *rite de renforcement*, tendant à renforcer les mécanismes sociaux de classifications, à mettre chacun à sa place (Plotkin, 1995, p. 215).

ses interlocuteurs[67], dans la glorification des figures emblématiques du régime, dans sa volonté d'intervention (et de « péronisation ») dans tous les domaines de la vie publique, dans l'étouffement, enfin, de tout espace critique ou d'opposition.

Malgré le succès considérable de ce premier Etat péroniste dans le contrôle social et politique des classes travailleuses, il n'est parvenu ni à abolir les conflits de classes, ni à éliminer sa signification hérétique, selon l'analyse de James. Perón a toujours présenté –en particulier à ses interlocuteurs des classes dominantes– le mouvement politique dont il était le leader comme un barrage à la pénétration des idéologies anti-système capitaliste au sein des secteurs populaires et ouvriers. Pourtant, l'image de la pleine harmonie sociale et de l'abolition des conflits de classes est loin d'avoir été réalisée, tant pendant la première décennie des gouvernements péronistes, que dans la période postérieure de proscription du péronisme, centre de l'ouvrage de James.

C'est surtout l'analyse de cette période qui rend manifestes les difficultés de faire entrer le péronisme dans la grille du populisme ou du régime national populaire. L'époque de la « résistance péroniste », sans que les représentations centrales du monde symbolique du mouvement fondé par Perón soient mises en cause, les associe à ce que James définit comme des éléments d'un contre-discours, profondément ancré sur des éléments de l'antagonisme de classe. Ce contre-discours naît de la contradiction entre l'expérience concrète et les principes de base de l'idéologie péroniste, tels que l'harmonie des rapports entre les classes, dans un contexte d'exacerbation de la polarisation politique et des antagonismes sociaux. Cet auteur étudie cette contradiction à l'aide du concept de « structures de sentiment » développé par Raymond Williams. Ce concept renvoie aux tensions et déplacements qui ne peuvent être inclus dans une expression idéologique formelle mais qui définissent néanmoins une dimension particulière de l'expérience et des rapports sociaux. Les « structures de sentiment » ne s'identifient donc pas à une idéologie formelle, mais font référence à des significations et des valeurs telles qu'elles sont vécues « activement » (James, 1990, p. 139). Dans la période de la « résistance péroniste », ces « structures de sentiment » étaient profondément traversées par le conflit de classe. L'analyse du péronisme en termes de discours populiste prônant la « communauté organisée » au-delà des antagonismes sociaux −référence indiscutablement

[67] Peut-être une des consignes de Juan Domingo Perón les plus connues et parlantes à ce sujet est celle qui délimite le seul chemin à parcourir quotidiennement par la classe travailleuses : « *de la casa al trabajo, del trabajo a la casa* ».

très présente dans les discours officiel du « premier » Perón, mais beaucoup moins dans ceux des années 1960 et 1970– devient ainsi insuffisante pour rendre compte de l'évolution de ce mouvement politique. L'existence de ce contre-discours a, selon James, entraîné différentes réponses qui vont de la coexistence d'éléments contradictoires dans le monde symbolique péroniste à des réinterprétations sélectives. Cela a contribué à la formulation d'interprétations plus radicales de la signification de ce mouvement politique dans la dynamique du pays, qui incluaient directement des éléments liés à la lutte de classe et à la cause de libération nationale, introduisant de fortes tensions au sein du péronisme.

Le rôle de Perón n'a jamais cessé d'être central jusqu'à sa mort en 1974, mais le rapport entre le leader et les organisations syndicales –et d'autres branches du mouvement, notamment la JP– ne peut être qualifié d'autocratique et à sens unique. Il s'agit, comme le montre l'étude de James, d'un « jeu impossible » d'interdépendance mutuelle. Ainsi, la vitalité et la centralité du rôle politique des syndicats péronistes au cours du long exil de Perón contredisent la pure subordination du mouvement au commandement d'un leader charismatique.

Contre l'idée courante et simplificatrice d'un mouvement ouvrier subordonné à l'Etat et dirigé par une bureaucratie déloyale aux intérêts des classes travailleuses, l'étude de James oppose une image nuancée, en restituant toute la complexité du rapport entre les syndicats, le leader et les autres « ailes » du mouvement. Il est légitime de se demander, comme le fait cet auteur, si cette image, souvent dominante dans les analyses en termes de populisme, n'est pas construite pour expliquer ou justifier une absence : le fait que la classe travailleuse n'agit pas en accord avec le destin révolutionnaire qui lui a été assigné. Se défaire de cette image, d'une vision essentialiste de la classe ouvrière, suppose une compréhension du caractère complexe et pluridimensionnel de l'action et de la conscience de classe. Ainsi, l'analyse de James montre la grande capacité de la classe ouvrière argentine, dans la période analysée (1943-76) à construire une action indépendante, soit en tendant à créer des organisations au niveau des bases, soit dans l'opposition à la répression sociale et politique. Cependant, cette vitalité et cette résistance n'ont pas exclu la démobilisation et la passivité, ainsi que la nécessité, selon les circonstances, d'intégration au système politique qui, par périodes, était fondé sur l'exclusion institutionnelle du péronisme.

L'étude de James renverse la manière dont la plupart des analystes ont pensé certaines représentations centrales du monde symbolique du péronisme, pour rendre compte de la complexité et l'ambiguïté qui le caractérise en tant que vécu et appartenance politiques. C'est le cas de la notion de « peuple », fréquemment utilisée pour rendre compte de la passivité et de l'hétéronomie des secteurs travailleurs. Le « peuple », selon James, tend à se transformer en « peuple travailleur » dans le monde symbolique péroniste depuis ses origines. C'est dans ce sens qu'il devient davantage une catégorie qui peut activer et accompagner un antagonisme de classes, et non pas uniquement une catégorie qui opère le rassemblement et la clôture politique du conflit social. Nous rejoignons et nous nous inspirons largement des analyses développées par Daniel James. Dans notre perspective, une grande partie de la capacité d'activation et mobilisation politique dont le péronisme est porteur est ancrée sur la catégorie de « peuple », qui n'est pas associée uniquement –ni principalement– à l'idée de communauté unifiée, mais véhicule le conflit et l'antagonisme social. Comme dans l'analyse de James, ces catégories véhiculant le conflit sont précaires et leur sens n'est pas univoque : elles sont à l'origine de la mobilisation, sans pour autant rejeter la passivité. Or, selon nous, ce peuple ne peut être assimilé uniquement au « peuple travailleur ». La figure du travailleur a été sans doute dominante comme incarnation du peuple au cours du premier régime péroniste, mais elle n'est pas la seule : les pauvres, les *descamisados*, les *cabecitas negras*, l'ouvrier, sont toutes des figures qui construisent aussi, dans la perspective de ceux qui s'identifient au péronisme, la notion de peuple et qui contribuent à lui donner un nom et un visage. Comme nous le verrons en détail un peu plus loin, le peuple se dessine comme une sphère d'appartenance, toile de fond où viennent s'inscrire une diversité de figures populaires, qui sont toutes porteuses d'un litige politique.

Nouveau nom, nouveau visage du peuple

Depuis les origines du mouvement péroniste, la littérature sociologique et politique a défini un axe central pour son interprétation : le rapport qu'il établit avec les secteurs populaires et la nature de la participation politique qu'il véhicule –soit dans la thèse fréquente de diverses formes d'hétéronomie, soit dans la tentative de nuancer cette image hétéronome. Aborder ce rapport entre le péronisme et les secteurs populaires équivaut, dans ce débat, à se pencher presque exclusivement sur les formes de participation politique des classes travailleuses –et leur expression dans le mouvement ouvrier–, catégorie longuement érigée

comme la clé ouvrant un accès privilégié à cet univers populaire. C'est la perspective prédominante que l'on retrouve dans la plupart des études que nous avons brièvement présentées dans la section précédente.

Le débat actuel sur le péronisme présente une tendance forte à transformer l'image de ces secteurs populaires en remplaçant la catégorie d'analyse qui lui est identifiée : à partir des années 1990, la catégorie qui permet d'aborder cet univers populaire dans le phénomène péroniste change de visage, il ne s'agit plus des ouvriers ou des classes travailleuses mais de vastes secteurs marginaux urbains, marqués par la pauvreté et la vulnérabilité –le chômage, l'informalité ou le sous-emploi. C'est le peuple qui habite les études centrées sur le clientélisme et ses réseaux liés au péronisme. Cela n'a rien de surprenant dans le contexte de profonde désindustrialisation, de précarisation et de désalarisation de la population active, d'appauvrissement accéléré d'importantes couches de la population. Ces conditions participent (sans être les seuls facteurs) au fort affaiblissement du pouvoir syndical dans la dynamique politique et dans le péronisme, notamment depuis la décennie ménémiste.

Ce glissement dans les catégories cristallisant, dans les études sur le péronisme, le monde populaire est associé à une transformation plus vaste, qui, comme l'écrit Denis Merklen (2005), consiste en un réorientation politique de l'intervention étatique en Argentine et dans l'ensemble de pays de l'Amérique Latine. La violente restructuration sociale qui a eu lieu dans le pays au cours des deux dernières décennies et la réorientation du traitement de la « question sociale » –où les sciences sociales ont joué un rôle significatif– ont eu d'importants effets sur les classes populaires. Depuis le début des années 1980 s'opère un glissement de la question sociale, traditionnellement centrée sur le travail, vers la problématique de la pauvreté. Cela a impliqué la conformation d'un nouveau système d'acteurs impliqués dans le diagnostic, l'élaboration et la mise en place des politiques lutte contre la pauvreté. Cette reconfiguration du système d'acteurs qui était auparavant basé essentiellement sur le rapport entre l'Etat et les syndicats s'est structuré depuis deux décennies sur trois pôles institutionnels : l'Etat, les organisations internationales et les organisations locales. Selon Merklen, cela a contribué à la transformation des identités collectives dans monde populaire : les secteurs populaires qui avaient mis un demi-siècle à se constituer en classe ouvrière, unifiés par l'identité de « peuple travailleur », sont devenus des « pauvres » dans les dernières vingt années (Merklen, 2005, p. 121). Cette redéfinition a contribué (et s'est articulée) à la construction d'un nouveau rapport au politique au sein des secteurs populaires, où

l'organisation à base territoriale et la dynamique politique locale deviennent prédominants (Merklen, 2005, p. 127).

Cette tendance à la transformation des catégories sociales qui rendent possible l'analyse des secteurs populaires et leur rapport au mouvement péroniste se manifeste notamment dans deux ouvrages qui ont eu une influence majeure dans les débats autour du péronisme au cours de la dernière décennie. Le premier, l'excellente étude de Javier Auyero (2001), est centré sur les réseaux clientélistes liés au péronisme dans un bidonville de Buenos Aires. Plus précisément, l'ouvrage aborde les « réseaux de résolution de problèmes » par la médiation politique, ainsi que les représentations et les pratiques sur lesquelles ces réseaux sont ancrés, comme des dimensions centrales de la « culture politique des pauvres urbains » (Auyero, 2001, p. 43). Selon cet auteur, l'identité péroniste reste une des identités politiques les plus dynamiques et répandues au sein des secteurs populaires argentins –qui dans sa définition regroupent des secteurs travailleurs et pauvres–, même si elle perd son rôle d'« organisateur » de l'expérience quotidienne des habitants du bidonville qu'il étudie. Cette identité politique multidimensionnelle peut être porteuse de significations très diverses, enracinées sur différentes mémoires et narrations de la longue histoire du mouvement péroniste et des réseaux de relations qui se configurent au niveau local. Mais dans l'hypothèse de Auyero cette identité politique s'est fortement transformée et redéfinie dans les dernières décennies : « si la résistance syndicale a été l'univers social spécifique dans lequel la culture péroniste d'opposition s'est reproduite depuis 1955 jusqu'au début des années 1970, les réseaux péronistes de résolution de problèmes sont aujourd'hui les trames de relations les plus importantes dans lesquelles se maintiennent en vie les restes d'une forte identité péroniste » (Auyero, 2001, p.206).

L'élément « distributif » qui a toujours caractérisé le péronisme remplace progressivement l'élément « hérétique » qui avait également fait partie des significations du péronisme –élément que cet auteur reprend de l'analyse de James– : « les cercles intimes des *punteros* et des *manzaneras*[68] constituent le support relationnel de la réinvention quotidienne du péronisme. Ce péronisme a perdu son ambiguïté : il signifie des « choses », de la nourriture, des marchandises, et il est officiellement présenté comme la meilleure réponse aux

[68] Les *manzaneras* sont les responsables, au niveau des quartiers, de la distribution de l'aide alimentaire qui fait partie du *Plan Vida*. Ce programme social a été lancée par le gouvernement de la province de Buenos Aires en 1995, lorsque Eduardo Duhalde était gouverneur de la province et dirigé par son épouse, Hilda Duhalde.

besoins économiques » (Auyero, 2001, p. 217). Sans réduire la permanence de l'appui populaire à cette seule signification du péronisme, cette dernière constitue, selon Auyero, un des mécanismes les plus importants que le parti met en œuvre pour reproduire sa force d'organisation et réinventer quotidiennement la tradition péroniste, en se surimposant à d'autres (tels que les organisations syndicales ou le charisme du leader, qui avaient été prépondérants par le passé). Cette acceptation de la médiation politique dans la résolution des problèmes n'est pas un « produit culturel achevé » mais plutôt une expérience sociale en construction, qui émerge des « cendres de l'hérésie populiste ». Les différentes significations du péronisme sont analysées dans le cadre des différents réseaux de rapports sociaux dans lesquels elles se construisent. Dans le milieu étudié et dans les cercles intimes des médiateurs et des référents politiques, la signification du péronisme et les mémoires sur lesquelles elle est ancrée sont fortement influencées par la signification officielle que le péronisme présente sur lui-même : de plus en plus éloigné de la contestation et du langage combatif, de plus en plus restreint à la distribution de biens matériels. Bien qu'elle ne soit pas la seule signification du péronisme que Auyero constate parmi les habitants de l'univers qu'il analyse, elle souligne que les individus insérés dans ces relations de médiation politique mettent en œuvre, pour la résolution de leurs problèmes, des stratégies, des moyens matériels et surtout des catégories symboliques qui ne peuvent pas être conçus comme « leur propre choix » (Auyero, 2001, p. 231).

Le deuxième auteur qui a eu une grande influence dans les débats actuels sur le péronisme est Steven Levitsky (2004, 2005), qui retrace dans ses analyses la transformation du PJ de parti à base syndicale en parti structuré sur les réseaux clientélistes. L'extraordinaire transformation du PJ, opérée au cours de l'ère néolibérale, a été possible grâce à la faible institutionnalisation des liens entre le parti et les syndicats, ce qui offre au parti une grande flexibilité face aux du changements du contexte économique et social. Dans ce sens, le cas du péronisme montre que les partis qui établissent des liens faiblement institutionnalisés avec les syndicats ont pu s'adapter plus facilement à l'affaiblissement du poids politique de la classe ouvrière. Ainsi, l'accès à des ressources publiques (comme c'est le cas tout au long de la décennie 1990) permettait à la classe politique péroniste de limiter considérablement sa dépendance par rapport aux syndicats et lui donnait la possibilité de démanteler les mécanismes informels de participation syndicale au sein de ce mouvement politique. Progressivement, tout au long de la dernière décennie, ces organisations syndicales ont été remplacées par des réseaux clientélistes dans leur rôle fondamental de médiation entre les

bases péronistes et les leaders du parti, au niveau national ou provincial. Cette transformation a rendu possible, selon Levitsky, l'élargissement de la base électorale du péronisme –à des secteurs de classes moyennes favorables aux orientations néolibérales–, sans perdre l'appui de son ancienne base sociale, constitué par les électeurs d'un niveau de revenu bas. Cet élément est ainsi fondamental pour expliquer le succès des réformes libérales ménémistes. D'un côté, la transformation a éliminé un front potentiel d'opposition interne aux réformes, par la « désyndicalisation » du parti ; d'un autre côté, les liens clientélistes ont contribué à diluer la protestation des secteurs populaires face à la crise économique et à la réforme libérale.

Cette transformation du PJ entraîne des mutations importantes au sein de l'identité péroniste. Reprenant l'hypothèse de Auyero, Levitsky constate que cet élément clientéliste est devenu prédominant, au détriment de la « culture d'opposition » qui l'avait caractérisé pendant de longues décennies. Ces réseaux clientélistes, qui forment aujourd'hui la dimension dominante du péronisme, sont un facteur important du contrôle social des classes populaires. Cela explique, selon Levitsky, le fait que les gouvernements de Menem n'ont pas vu émerger de manifestations importantes de protestation urbaine, comme en ont connu les gouvernements radicaux antérieur et postérieur. Dans notre perspective, cette hypothèse mérite d'être nuancée. Les mobilisations d'opposition à l'orientation ménémiste dans la ville de Buenos Aires n'ont pas été négligeables même si elles ont montré un caractère défensif, et le mouvement de protestation a été vigoureux dans différentes provinces du pays (cf. introduction). Cette nouvelle « localisation » de la protestation n'est sans doute pas étrangère à la décentralisation de certaines responsabilités étatiques et à la forte crise qui a frappé les économies régionales ; mais tant les premières révoltes (*puebladas*), qui éclatent dès 1993, que les barrages de routes qui se développent dès le milieu de la décennie et font naître, à partir de la figure des *piqueteros*, un nouvel acteur sur la scène politique argentine, sont porteurs d'une forte contestation du modèle néolibéral véhiculé par le gouvernement péroniste.

L'ambiguïté du péronisme tend donc à disparaître de l'analyse actuelle dans l'évanescence –qui est aussi l'invisibilité– de la classe ouvrière argentine. L'élément « hérétique » et la culture d'opposition qui accompagnait la « signification distributive » du péronisme s'estompent dans l'épuisement de son ambiguïté constitutive. Cette mutation de l'identité péroniste est fortement reliée à la transformation de la catégorie qui rend accessible l'univers populaire à l'analyse : des classes travailleuses aux secteurs marginaux urbains. Cela

n'est pas sans rapport avec les transformations structurelles de la société au cours des deux dernières décennies et de leurs impacts sur l'univers populaire. Dans ce nouveau visage et dans ce nouveau contexte, les secteurs populaires qui sont l'objet des études sur le péronisme deviennent plus hétérogènes et désorganisés, plus vulnérables aussi. Reste que la tentation hétéronome, renouvelée et en pleine métamorphose, hante toujours la figure populaire qui habite le péronisme.

2.2. Peuple et identification politique : morphologie élusive du sujet populaire

La référence aux secteurs populaires et à la nature de leur participation politique traverse –à juste titre– l'histoire entière des interprétations du péronisme. Pour aborder ce lien profond entre le péronisme et la participation populaire, l'analyse a besoin de nommer ce peuple, et cette opération de nomination a très souvent consisté à le nouer –et à le restreindre– à une catégorie sociale, politique ou à une partie de la société, susceptibles de le cristalliser. Mais cette opération ne parvient pas à abolir complètement le trouble que recèle, pour l'analyse sociologique, ce lien profond : le peuple est une « catégorie impossible », ou plus précisément, il est toujours en « excès » par rapport à des catégories sociales ; sa conceptualisation dans le langage sociologique a toujours quelque chose d'approximatif.

Tout le débat autour des interprétations du péronisme a reposé sur l'étude de la « morphologie » de sa base politique, abordée en termes de classes travailleuses, classes ouvrières organisées, masses pauvres, secteurs marginalisés, entre autres habitants de cet univers populaire, le rendant accessible à l'analyse. Et cette base politique (le secteur qui la compose, les organisations qui le représentent dans l'espace public, sa culture politique, ses pratiques…) renvoyait, comme dans un jeu spéculaire, l'image du peuple et la nature de sa participation dans le péronisme. Or la « morphologie » du peuple est résistante aux analyses en termes de catégories sociales. Cette image spéculaire qui renvoie la partie sur le tout ne peut qu'être partielle. En d'autres mots, choisir un nom pour le peuple équivaut à privilégier une signification parmi d'autres du péronisme. Et cette image incomplète, qui a souvent pris la forme pure de l'hétéronomie, a beaucoup de mal à fournir des éléments d'explication à la centralité et à la permanence du péronisme en tant qu'identification politique forte.

Nous ferons l'hypothèse que « être péroniste » suppose, dans la perspective de ceux qui s'identifient à ce mouvement politique, une définition du peuple qui ne correspond qu'imparfaitement aux conceptualisations et aux traductions sociologiques. Si la référence au peuple reste centrale, se définir politiquement comme péroniste n'équivaut pas à se positionner dans une catégorie sociale spécifique et « objective » qui le cristallise. Plus encore, se revendiquer péroniste, mettant au centre de cette revendication le lien profond que ce mouvement politique établit avec le peuple, n'implique pas une identification sociale au peuple. Le péronisme ne dispose d'aucune « pureté » sociale dans sa base politique. Si on définit le péronisme en premier lieu par son rapport à une figure populaire, que l'on réduit *a priori* à une position au bas de l'échelle sociale, comment expliquer les appuis qu'il obtient au sein d'autres secteurs, ouvriers et non ouvriers, « objectivement » situés dans les classes moyennes ou supérieures ? Le soutien des classes moyennes ne date pas de la décennie ménémiste –soutien qui a été expliqué par l'accord supposé de ces classes moyennes avec les réformes néolibérales–, mais est beaucoup plus ancien[69]. Dès les années 1970, Germani reconnaissait le rôle important des classes moyennes dans la base politique du péronisme postérieur à 1955. Expliquer ce soutien de la classe moyenne au péronisme par sa spécificité, en différenciant un péronisme de classe moyenne d'un péronisme populaire par exemple, équivaut à rendre obsolète le principe même de la définition de ce mouvement politique : son rapport essentiel à l'univers populaire.

Appréhender la notion de peuple autrement implique de déconstruire son association immédiate à une opération de catégorisation sociale, d'ouvrir le champ de l'analyse à une multiplicité de catégories et de secteurs, pour voir apparaître d'autres significations du péronisme. Le risque est de voir aussi se répandre la tache « d'impureté » (selon l'expression de Olivier Schwartz) que comporte déjà tout travail de sociologie qualitative[70] ; et ce dans deux directions principales. La première part de l'indétermination sociale du « qui » dont il est ici question : il ne s'agit pas d'un secteur délimité de la société et délimitable dans l'analyse, d'une catégorie « objective » définie dans ses traits économiques et sociaux. Il ne s'agit pas des « ouvriers », des « classes travailleuses », des « secteurs urbains marginalisés »,

[69] Dans les années 1970, par exemple, le secteur qui s'est le plus développé au sein du mouvement fondé par Perón, devenant un élément clé des campagnes présidentielles de 1973, correspond à la puissante JP. De nombreuses analyses soulignent l'importance des classes moyennes dans la composition sociale de cette branche du mouvement péronistes : selon Gillespie, entre 70 et 80% des militants appartenaient aux classes moyennes (étudiants universitaires, étudiants du secondaire et professionnels) (Gillespie, 1998, p. 177).

[70] Dans les conditions où s'exerce la recherche, « les matériaux et les opérations qui lui reviennent comportent nécessairement une dose « d'impureté », c'est-à-dire d'inadéquation aux contraintes de validité scientifique » (Schwartz, 1993, p. 266).

ni d'un acteur plus vague mais plus souple tel que les « secteurs populaires » ; il s'agit de « péronistes », ou, plus précisément, d'individus qui se définissent eux-mêmes politiquement comme péronistes. Comprendre ne peut donc pas ici se réduire à restituer leur « point de vue » déterminé en fonction de leur position dans l'espace social (Bourdieu, 1998)[71]. Comprendre signifie ici, sans ignorer les effets de la position occupée dans l'espace social, restituer « un point de vue » politique dans son rapport essentiel à une expérience historique et de vie. Le pari est de compenser les pertes en termes de précision et de représentativité par les gains en termes de richesse et de diversité. Nous ne sommes pas à la recherche d'une définition essentialiste et définitive du péronisme, le but est plutôt de restituer une manière de vivre cet engagement politique qui, dans une définition en termes de catégorisation sociale, a très peu de chances de trouver une visibilité.

La deuxième direction dans laquelle peut se répandre la tache « d'impureté » concerne l'utilisation d'outils hybrides que suppose une définition autre de peuple, outils qui ne correspondent pas à des concepts « purement » sociologiques. Peut-être parce que le peuple, en tant que « catégorie impossible », est une catégorie hybride, à l'intersection non seulement d'une multitude de langages « savants » (sociologiques, politiques, philosophiques…) mais aussi du langage de la perception et de l'expérience des acteurs. L' « impureté » s'étend donc dans cette double ouverture des catégories analysées et des concepts au travers desquels elles sont abordées, mais elle peut néanmoins contribuer à dévoiler un visage différent du peuple.

2.2.1. Le politique comme scandale

Comment penser le peuple autrement que dans son association immédiate à des catégories sociales ? Ce peuple apparaît, dans notre perspective, comme une catégorie d'appartenance politique et symbolique, qui se superpose et se conjugue à d'autres formes d'appartenance subjectives, familiales, sociales, professionnelles, géographiques. Comment se construit ce peuple comme espace d'appartenance politique ? Quels sont les processus

[71] « Tenter de se situer en pensée à la place que l'enquêté occupe dans l'espace social pour le *nécessiter* en l'interrogeant à partir de ce point et pour en *prendre* en quelque sorte son *parti* (au sens où Francis Ponge parlait de « parti pris des choses »), ce n'est pas opérer la « projection de soi sur autrui » dont parlent les phénoménologues. C'est se donner une *compréhension générique et génétique* de ce qu'il est, fondée sur la maîtrise (théorique et pratique) des conditions sociales dont il est le produit : maîtrise des conditions d'existence et des mécanismes sociaux dont les effets s'exercent sur l'ensemble de la catégorie dont il fait partie (celle des lycéens, des ouvriers qualifiés, des magistrats, etc.) et maîtrise des conditionnements inséparablement psychiques et sociaux associés à sa position et à sa trajectoire particulières dans l'espace social» (Bourdieu, 1998, p.1400).

politiques qui participent à la construction de ce peuple ? Quel type de rapport à la politique s'établit au travers de l'appartenance populaire ? Dans ce sens, les analyses de Jacques Rancière sont extrêmement intéressantes, en ce qu'elles proposent une approche à la notion de peuple qui est en opposition à son identification à une position dans la structure sociale, « au compte des parties de la société ». Elles permettent de penser cette catégorie en la reliant à une réflexion sur le politique. La politique est définie, dans cette perspective, comme une exception aux règles selon lesquelles s'opère tout rassemblement humain qui interrompt « l'ordre naturel de la domination ». L'institution du politique se confond avec cette interruption qui n'est autre que le surgissement du peuple comme un sujet inscrivant, en supplément, une part des sans-part, de ceux qui n'ont pas de titre à être comptés dans le compte des parties de la société.

Dans *La Mésentente*, Rancière analyse le surgissement de ce peuple, le commencement de la politique, en reprenant la réflexion sur la bonne communauté dans la philosophie grecque classique. La bonne communauté y est déterminée par son partage du commun : la justice apparaît dans sa dimension communautaire là où il est question de ce que les citoyens possèdent en commun et de la manière de répartir les formes d'exercice et du contrôle de l'exercice de ce pouvoir commun. Ce partage peut être soumis à deux principes différents : l'égalité *arithmétique* – « l'ordre du plus et du moins qui norme l'échange de biens périssables et des maux humains » –, l'égalité *géométrique* qui associe les parts du commun possédées par chaque partie à la part qu'elle apporte au bien commun. La bonne communauté est celle où s'opère ce passage de la simple égalité arithmétique à l'harmonie géométrique. Ce passage dévoile, selon Rancière, ce qui est le propre de la politique : qu'elle relève d'un compte des parties de la communauté, « lequel est toujours un faux compte, un double compte ou un mécompte » (Rancière, 1995, p.25).

En effet, ce passage se voit interrompu par l'apparition d'une part incommensurable qui rompt la logique arithmétique sans fonder aucune géométrie : c'est la part du peuple, dont le seul titre qu'il apporte à la communauté est une liberté vide. Rancière examine les trois titres qui donnent droit à des parties de la communauté présentés par Aristote dans *Politique* : la richesse du petit nombre, la vertu des meilleurs et la liberté du peuple. Chacun fonde un régime particulier, l'oligarchie des riches, l'aristocratie des meilleurs, la démocratie du peuple, dont l'exacte combinaison coïncide avec le bien commun. Or, le troisième titre introduit la distorsion dans le principe de compter les parts des parties de la société et trouble

cette construction. A la différence de la richesse et de la vertu, la liberté est un attribut des membres de la communauté dans son ensemble et, à la fois, la seule qualité qui définit le peuple comme partie de la communauté. Le peuple s'attribue la qualité commune comme qualité propre et, de ce fait, ce qu'il apporte à la communauté c'est le litige, l'institution d'un commun–litigieux :

> « La masse des hommes sans propriétés s'identifie à la communauté au nom du tort que ne cessent de lui faire ceux dont la qualité ou la propriété ont pour effet naturel de la rejeter dans l'inexistence de ceux qui n'ont « part à rien ». C'est au nom du tort qui lui est fait par les autres parties que le peuple s'identifie au tout de la communauté. Ce qui est sans part –les pauvres antiques, le tiers état ou le prolétariat moderne– ne peut en effet avoir d'autre part que le rien ou le tout. Mais c'est aussi par l'existence de cette part des sans-part, de ce rien qui est tout, que la communauté existe comme communauté politique, c'est-à-dire comme divisée par un litige fondamental, par un litige qui porte sur le compte des parties, avant même de porter sur leurs « droits ». Le peuple n'est pas une classe parmi d'autres. Il est la classe du tort qui fait tort à la communauté et l'institue comme « communauté » du juste et de l'injuste ». (Rancière 1995, p. 28)

Dans l'analyse de Rancière, ce sont les anciens philosophes qui ont reconnu ce qui est propre au politique. Si les titres des meilleurs et des riches se confondent souvent, la cité n'a en réalité que deux parties litigieuses : les riches et les pauvres. L'institution du politique est donc l'institution de cette lutte fondamentale, pour laquelle il faut bien plus que la simple opposition : « Il n'y a pas de politique simplement parce que les pauvres s'opposent aux riches. Il faut bien plutôt dire que c'est la politique –c'est-à-dire l'interruption des simples effets de la domination des riches– qui fait exister les pauvres comme entité. La prétention exorbitante du *démos* à être le tout de la communauté ne fait qu'effectuer à sa manière –celle d'un *parti*– la condition de la politique » (Rancière, 1995, p.31). Condition qui se traduit par l'existence d'un parti des pauvres.

Mais cette « liberté vide » du peuple, ce « propre impropre » qui le définit, présente une égalité, autre que l'arithmétique et la géométrie : c'est l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui, qui dévoile le scandale du politique, la pure contingence de la domination, l'absence de fondement de tout ordre social : « C'est précisément parce qu'il n'y a aucune raison naturelle à la domination que la convention commande et commande absolument […] Si les circonstances et les conventions séparent et hiérarchisent les hommes, créent le commandement et forcent l'obéissance, c'est parce qu'elles sont les seules à le faire » (Rancière, 1987, p. 148). Et justement, c'est ce paradoxe qui définit le citoyen à partir du fait d'avoir part à deux contraires : à l'acte de commander et d'être commandé.

Cet auteur n'aborde pas la question de comment se forme cette convention à laquelle est soumis l'ordre social. Il dévoile, en revanche, son fondement, qu'il appelle « l'ordre du sensible » : l'ordre qui institue et organise la domination. En effet, ses analyses permettent de distinguer deux mondes, deux logiques de l'être ensemble humain, deux « partages du sensible » : le premier compte les parties de la société, où il n'y a guère de part des sans-part, un non-lieu des parts non comptabilisables ; le deuxième se fonde sur la présupposition d'une part des incomptés. Ce sont ces deux logiques hétérogènes qui sont en général confondues sous le nom de politique, que Rancière distingue en donnant à la première le nom de *police* et à la deuxième le nom de *politique* (ou de logique égalitaire). Le politique est ici la construction d'une scène commune pour le conflit entre ces deux logiques.

> « Il n'y a pas de politique parce que les hommes, par le privilège de la parole, mettent en commun leurs intérêts. Il y a de la politique parce que ceux qui n'ont pas droit à être comptés comme êtres parlants s'y font compter et instituent une communauté par le fait de mettre en commun le tort qui n'est rien d'autre que l'affrontement même, la contradiction de deux mondes logés en un seul : le monde où ils sont et celui où ils ne sont pas, le monde où il y a quelque chose « entre » eux et ceux qui ne les connaissent point comme êtres parlants et comptables et le monde ou il n'y a rien » (Rancière 1995, p. 49).

Ainsi, la police est la logique du compte des parties, de la distribution des corps dans l'espace, distribution des ordres du visible et de l'invisible dans cet espace. Le concept est beaucoup plus vaste que l'ensemble des normes de gouvernement, que l'appareil de l'Etat, que la distribution des fonctions et du pouvoir et son système de légitimation. Cette logique est la loi implicite qui définit la part ou l'absence de part des parties : cette définition suppose une configuration déterminée du sensible, un ordre du visible et de l'énonçable, qui définit les modes de faire, d'être et de dire. Rien ne définit mieux la logique de la police que l'exemple portant sur les travailleurs et la visibilité de l'espace du travail :

> « C'est par exemple une loi de police qui fait traditionnellement du lieu de travail un espace privé non régi par les modes du voir et du dire propres à ce qu'on appelle l'espace public, où l'*avoir part* du travailleur est strictement défini par la rémunération de son travail. La police n'est pas tant une « disciplinarisation » des corps qu'une règle de leur apparaître, une configuration des occupations et des propriétés des espaces où ces occupations sont distribuées » (Rancière, 1995, p. 52)

L'activité politique est antagonique à la logique de la police : elle interrompt la configuration du sensible qui compte les parts (ou absence de part) des parties par une présupposition, par définition impossible, celle d'une part des sans-part. Elle est la *mise en acte* de cette présupposition qui manifeste, en dernière instance, cette autre égalité

scandaleuse, l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui. Cette mise en acte de la logique égalitaire est ce que Rancière appelle la politique ou activité politique (qui porte aussi le nom d'émancipation dans l'ouvrage *Aux bords du politique*) et les lieux et les formes de rencontre de cette logique égalitaire avec la police sont définis comme le politique.

La rupture de la configuration du sensible est faite d'actes et de manifestations qui la reconfigurent. Le principe même du politique est donc d'agir sur la police, de reconfigurer la distribution des corps dans l'espace, de faire apparaître l'invisible, d'exprimer l'indicible. Les polices ne sont pas toutes identiques : la meilleure police est celle qui a été interrompue le plus souvent par la logique égalitaire. C'est celle où la politique s'est instituée le plus souvent. Le premier enjeu donc de la politique est l'existence même du politique, « qui advient comme un accident toujours provisoire dans l'histoire des formes de domination » (Rancière, 2004, p. 237). La politique est ainsi une perle rare, qui n'a pas d'objet propre ni de sujet préétabli, mais des acteurs toujours précaires, intermittents. Elle se manifeste comme une logique qui fait naître des *espaces* et des *formes* pour la rencontre de ces deux mondes hétérogènes.

La politique n'existe que par des *sujets* ou des dispositifs de subjectivation spécifiques qui créent ces espaces et ces formes de rencontre entre ces deux logiques. Ces sujets « surimposent à l'ordre policier qui structure la communauté une autre communauté qui n'existe que par et pour le conflit, une communauté qui est celle du conflit sur l'existence même du commun entre ce qui a part et ce qui est sans part » (Rancière, 1995, p. 59). La subjectivation est ici définie comme un ensemble d'actes qui font exister un espace et une énonciation qui n'existaient pas dans la logique policière, dans « l'ordre naturel des choses ». Elle implique la production d'un nouveau champ d'expérience qui reconfigure en même temps le partage du sensible. Cette subjectivation politique produit « un » multiple, une communauté nouvelle. Elle le produit en transformant des identités, les fonctions et les parts réparties par la logique policière :

> « « Ouvrier » ou mieux « prolétaire » est de même le sujet qui mesure l'écart entre la partie du travail comme fonction sociale et l'absence de la part de ceux qui l'exécutent dans la définition du commun de la communauté. Toute subjectivation est un écart de ce type » (Rancière, 1995, p. 59).

Tout sujet s'inscrit donc comme une différence par rapport aux parties identifiées de la société. Le peuple est la première de ces communautés surnuméraires de conflit, de ce sujet multiple qui exprime l'écart de la société à elle-même. Il exprime l'écart entre une égalité

proclamée et la permanence d'espaces inégalitaires. Il fait naître, dans et pour le conflit, une communauté nouvelle qui n'existait pas dans la « logique naturelle des choses » : qui n'était pas dans le compte des parties de la société. Ce peuple se présente, dans l'analyse de Rancière, comme l'inscription première d'un sujet politique et surtout comme une sphère d'appartenance où viennent s'inscrire d'autres modes de subjectivation et d'autres figures du litige politique.

Le peuple et la « raison populiste »

La perspective de Jacques Rancière que nous avons brièvement rappelée, présente à plusieurs égards des points de convergence importants avec les analyses de Ernesto Laclau, tout particulièrement en ce qui concerne la conceptualisation du peuple. En effet, Laclau conçoit le « peuple » qu'il met au centre de ses études sur le populisme comme une catégorie essentiellement politique, et non pas comme une donnée de la structure sociale. De même que dans la perspective de Rancière, le peuple ne s'avère pas un groupe constitué, mais un acte d'institution qui crée un nouvel acteur à partir d'une multiplicité d'éléments hétérogènes (Laclau, 2005, p. 278).

La conceptualisation du « peuple » développée par cet auteur s'encadre dans une définition du populisme radicalement différente de celle que l'on retrouve dans les études classiques. Le populisme n'est pas, selon lui, un *type* de mouvement –identifiable en fonction de sa base politique ou de son orientation idéologique– mais une *logique politique*, dont les effets traversent divers phénomènes. Cette logique sociale est celle du surgissement d'un peuple, qui est simplement un mode de construction du politique. La logique du populisme, qui implique toujours un moment de rupture par rapport à l'ordre précédent, ne dit rien sur les contenus idéologiques qu'elle peut véhiculer. Cette rupture peut donc prendre des contenus idéologiques très divers qui, par ailleurs, ne sont jamais stables, mais se transforment au fil du processus politique. Le peuple n'est donc pas ici une expression idéologique, mais marque une relation entre différents agents sociaux, une manière de construire à travers une identité collective (une identité populaire) l'unité d'un groupe qui se mobilise.

Ainsi, selon Laclau, l'unification des secteurs mobilisés dans cette rupture populiste ne préexiste pas à la construction d'une identité sociale commune consolidée selon une logique

politique spécifique Le groupe en tant que tel est constitué par la logique populiste, pensée ici comme une « pratique articulatoire » (Laclau, 2005, p. 98). Différentes dimensions structurelles servent à définir cette pratique : l'existence d'une pluralité de demandes non satisfaites par un système établi ; l'unification de ces demandes dans une chaîne d'équivalences ; l'émergence d'une frontière interne à la communauté et d'un antagonisme ; enfin, la consolidation de cette chaîne d'équivalences dans une identité populaire. La notion d'insatisfaction de la demande est ici essentielle, c'est elle qui crée la confrontation au *statu quo* existant, et qui déclenche la logique d'équivalences conduisant au surgissement du « peuple ». Le point de départ de l'analyse de cette pratique articulatoire correspond aux « demandes sociales » isolées et insatisfaites qui, à partir de cette insatisfaction commune, établissent entre elles un rapport d'équivalence :

> « Pensons à une grande masse de migrants agraires qui s'est établie dans des bidonvilles situés aux faubourgs d'une grande ville industrielle en développement. Des problèmes de logement émergent et le groupe de personnes concernées demande aux autorités locales une solution. Nous avons là une demande qui a pu commencer comme une pétition. Si la demande est satisfaite, le problème finit là ; mais si elle ne l'est pas, les gens peuvent commencer à percevoir que leurs voisins ont des demandes également insatisfaites –problèmes d'eau, de santé, éducation, etc. Si la situation se prolonge pendant un certain temps, il y aura une accumulation de demandes insatisfaites et une incapacité grandissante du système institutionnel pour les absorber de façon différentielle (chaque demande séparément), et cela établit un rapport d'équivalence ». (Laclau, 2005, p. 98)

Se forme ainsi, par cette première chaîne d'équivalence composée de demandes insatisfaites, une frontière interne qui dichotomise l'espace social. Cet auteur définit les « demandes populaires » comme une pluralité de demandes insatisfaites, qui à travers une articulation d'équivalence forment une subjectivité sociale plus vaste. Il s'agit du premier pas vers le surgissement du « peuple » en tant que nouvel acteur politique. Mais cette chaîne doit encore se consolider et s'étendre par l'intermédiaire d'une unification symbolique. Au fur et à mesure que la chaîne de demandes insatisfaites se prolonge, que l'on passe d'une logique locale au cadre plus global de la logique du populisme, les logiques de l'équivalence traversent des groupes sociaux de plus en plus hétérogènes. Ainsi, au fur et à mesure que s'élargit la chaîne de demandes, la nature des demandes qui la composent se fait de plus en plus différenciée. Pour que la confrontation dépasse donc le stade purement conjoncturel et localisé, les différentes forces impliquées dans la chaîne doivent attribuer à certaines composantes des équivalences un rôle d'ancrage qui les démarque du reste des demandes de la chaîne.

La spécificité des demandes constitutives de la chaîne est leur double nature. Celle-ci est donnée, d'une part par la particularité de la demande en tant que demande différentielle, et d'autre part par l'équivalence qui résulte de l'insatisfaction commune de toutes les demandes, exprimant toutes un manque. Toute identité sociale est le lieu de la rencontre –et de la tension– entre cette logique de la différence et la logique de l'équivalence. La particularité du populisme, et du surgissement du peuple comme identité sociale, est qu'il privilégie la logique de l'équivalence. Celle-ci se consolide à travers un élément différentiel –une demande particulière– qui assume la totalisation que la communauté a perdue dans la rupture antagonique. Le peuple est une composante partielle qui aspire à être conçue comme la totalité légitime de la communauté (Laclau, 2005, p. 108). La logique du populisme implique ainsi toujours la dichotomisation de la société en deux camps, dont l'un se présente comme un camp populaire qui aspire à être le tout de la société. Le surgissement d'un peuple équivaut donc à la cristallisation de la chaîne d'équivalence des demandes individuelles.

Il y a différents moments de construction de ce peuple comme cristallisation d'une chaîne d'équivalences. Cette cristallisation se fait tout d'abord à partir d'un dénominateur commun, qui va incarner la série de demandes individuelles au-delà de leur particularité. Il s'agit d'une demande individuelle qui, dans ce que l'auteur analyse comme une *opération hégémonique*, acquiert pour diverses raisons une centralité. Le dénominateur commun qui va incarner toute la série de demandes est conceptualisé comme un « signifiant vide » : « toute identité populaire doit être condensée autour de certains signifiants (mots, images) qui se réfèrent à la chaîne d'équivalence comme une totalité […] L'identité populaire devient de plus en plus pleine du point de vue *extensif*, car elle représente une chaîne chaque fois plus étendue de demandes ; mais elle devient plus pauvre en intensité, parce qu'elle doit renoncer aux contenus particuliers afin de pouvoir contenir des demandes sociales qui sont complètement hétérogènes. C'est-à-dire, une identité populaire fonctionne comme un signifiant tendanciellement vide » (Laclau, 2005, p. 125).

Dans la relation d'équivalence, les demandes ne partagent rien qui les définisse positivement ; elles partagent uniquement le fait qu'elles demeurent toutes insatisfaites. Il existe donc une négativité inhérente au lien d'équivalence, et le rôle du « signifiant vide » consiste à attribuer une positivité à la chaîne de demandes. Des termes tels que « justice », « égalité », « liberté » peuvent prendre la fonction des « signifiants vides ». Ils n'expriment donc pas un contenu conceptuel fixe : ils « nomment une plénitude, une positivité qui est

constitutivement absente » (Laclau, 2005, p. 127). Si les symboles populistes sont « imprécis » et « vagues », c'est en raison du caractère vide des signifiants qui donnent unité et cohérence au camp populaire, étant donné que toute articulation populiste a lieu dans un terrain social radicalement hétérogène.

Nous ne pouvons pas restituer ici toute la complexité de l'analyse de Laclau relative au populisme, même si le rôle de l'hétérogénéité et de l'affect par exemple sont des composantes centrales de sa définition de la logique populiste. Nous voulons néanmoins mettre en exergue le fait que la frontière qui dichotomise l'espace social, constituée par la chaîne des demandes populaires, n'est pas une frontière immobile mais une frontière en constant déplacement. Laclau développe la logique de déplacement de la frontière de l'antagonisme à partir du concept de « signifiant flottant » ; soit une demande dont le sens demeure indécis entre deux chaînes d'équivalence alternatives. C'est à partir de cette logique du déplacement de la frontière de l'antagonisme que l'auteur intègre à son analyse du populisme l'élément qui permet d'aborder son caractère évolutif.

Dans la perspective de Laclau, la logique populiste, loin de renvoyer à un phénomène marginal ou épisodique, est la voie de prédilection lorsqu'il s'agit de comprendre la constitution du politique en tant que tel. Il assimile en effet le surgissement du peuple, à partir de la pratique articulatoire du populisme, à la politique même : « Comme la construction du peuple est l'acte politique par excellence –comme opposition à l'administration pure dans un cadre institutionnel stable–, les conditions *sine qua non* du politique sont la construction des frontières antagoniques dans le social et l'appel à de nouveaux sujets du changement social, ce qui implique la production de signifiants vides afin d'unifier, dans des chaînes d'équivalences, une multiplicité de demandes hétérogènes. Mais ces dernières constituent aussi les traits qui définissent le populisme. Il n'existe aucune intervention politique qui ne soit jusqu'à un certain point populiste […] Un certain type d'équivalence (une certaine production du « peuple ») est nécessaire pour qu'un discours puisse être considéré comme politique » (Laclau, 2005, p. 195). Ainsi, l'absence du surgissement d'un peuple constitue la mort du politique et sa réabsorption par des formes sédimentées du social. Laclau rejoint ici la définition que Rancière propose du politique, en la différenciant du monde de la police. L'apparition d'un sujet populaire est aussi dans cette perspective la condition du surgissement du politique même.

Ce dernier n'est pas le seul trait commun aux deux perspectives. La conceptualisation du peuple que les deux auteurs situent au centre de leur analyse contribue également à les rapprocher. Même si le processus de construction du peuple diffère, les deux perspectives définissent cette notion non pas en fonction d'une position dans la structure sociale, mais comme l'instituant du politique, un ensemble d'actes d'institution qui font exister le politique en tant que tel. Dans les deux analyses, le peuple est par ailleurs une partie qui aspire à être le tout de la communauté. Ce qu'il introduit, c'est l'antagonisme et la définition de la société comme espace conflictuel.

Il y a cependant une différence fondamentale entre ces deux conceptualisations, soulignée par Laclau (2005, p. 306). Tandis que pour Rancière, le peuple est porteur d'une présupposition égalitaire, c'est-à-dire qu'il est toujours associé à un contenu spécifique, pour Laclau, le peuple n'est pas défini par un contenu « émancipateur », mais au contraire par l'indétermination de son contenu : « Il n'existe aucune garantie *a priori* du fait que le peuple en tant qu'acteur historique se constitue autour d'une identité progressiste (du point de vue de la gauche) […] Je pense que Rancière identifie trop la possibilité de la politique avec la possibilité d'une politique émancipatrice, sans tenir compte d'autres options ; c'est-à-dire la possibilité que les « incomptés » construisent leurs « incomptabilité » dans des formes qui sont idéologiquement incompatibles avec ce que Rancière ou moi-même pourrions défendre idéologiquement (dans une direction fasciste par exemple) » (Laclau, 2005, p. 306).

Cette différence fondamentale tient en réalité à la différence qui existe entre les réflexions globales qui encadrent les deux conceptualisations du peuple en tant que sujet politique. Laclau construit son concept de peuple suivant une réflexion sur le développement d'une théorie du populisme, et de sa logique spécifique comme forme d'organisation du politique. Dans ce cadre, le « peuple » est toujours le sujet politique d'une rupture qui bouleverse l'ordre précédent, mais cette rupture ne signifie pas nécessairement une remise en cause de l'ordre de la domination, (elle peut l'être ou non selon les contenus idéologiques spécifiques qu'elle prend). Rancière en revanche, situe le concept de peuple au cœur d'une réflexion sur les formes de la domination. Le surgissement du peuple crée l'espace de la politique et interrompt l'ordre institué de la domination qui norme tout rassemblement humain. Dans l'analyse de Rancière, le peuple est toujours associé à un contenu émancipateur, parce que ce qui le définit –être une part qui est sans part et bouleverse le principe même de comptabilisation des parties de la société–, est qu'il dévoile la contingence

de tout ordre social, l'absence de fondement de la domination. Cet effet de dévoilement relie le sujet populaire à l'égalité scandaleuse de n'importe qui avec n'importe qui. Cette dernière conceptualisation du peuple évoquée ici nous semble s'appliquer à la manière dont nous voulons aborder l'objet de cette thèse, l'identification au péronisme. Elle s'organise autour d'un sujet populaire, qui serait porteur d'une revendication égalitaire, sans pour autant introduire ou provenir d'une rupture, comme dans l'analyse de Laclau. Il s'agit plutôt d'une interruption qui n'enlève en rien le caractère intrinsèquement policier de la police, mais introduit des marques d'égalité dans ses dispositifs institutionnels.

Pourtant, Or, cette revendication égalitaire dont le peuple serait porteur n'est jamais « pure ». En effet, l'espace du politique est, pour Rancière, l'espace de la rencontre, de l'intersection entre la logique de l'égalité dont le peuple est porteur et la logique policière. Comme nous le verrons plus loin, c'est justement cette rencontre entre deux logiques antagoniques qui nous intéresse particulièrement pour l'interprétation du péronisme puisqu'elle nous permet d'ancrer l'analyse sur le caractère profondément contradictoire de ce mouvement politique. Dans notre perspective, cette revendication égalitaire qui peut être associée à l'apparition du peuple ne se manifeste jamais sans son contraire, sans la participation du mouvement péroniste dans les dispositifs institutionnels de la police qui participent à l'ordre de la domination. Nous nous inspirons donc ici de perspective de Rancière parce qu'elle nous permet de penser cette contradiction en termes d'une hybridité qui serait constitutive de ce mouvement politique. Le caractère « imprécis » et « vague » des signifiants qui cristallisent les chaînes de demandes dans l'analyse de Laclau renvoient également à ce caractère contradictoire des mouvements politiques tels que le péronisme. Or, nous pensons que l'idée d'imprécision et de rupture, centrales chez Lacau, permettent moins que l'idée de rencontre chez Rancière, de penser cette hybridité, qui implique la simultanéité de contenus « émancipateurs » et leur contraire.

2.2.2. Le péronisme ou le sceau de l'hybridité

Les analyses de Rancière, proposant une conception différente du peuple par rapport aux études classiques, ouvrent la possibilité d'une interprétation autre du péronisme et de la nature de la participation populaire qu'il canalise. En se différenciant explicitement des perspectives qui associent la notion de peuple à une position dans la structure sociale, celles-ci

permettent de le penser comme une catégorie d'appartenance politique, et d'asseoir cette interprétation sur la logique particulière dans laquelle les acteurs construisent cette appartenance. Plus précisément, les analyses de Rancière rendent possible une interprétation du péronisme centrée sur son ambiguïté. Elles permettent d'un côté de concevoir le peuple comme une sphère d'appartenance, toile de fond servant à l'inscription d'une diversité de sujets politiques qui sont tous la mise en acte d'un conflit, d'un antagonisme. Ce conflit ne s'exprime pas forcément en termes de classes sociales ; il est plutôt l'actualisation d'une division fondamentale de la société, qui institue l'espace de la politique. D'un autre côté, cette sphère et ces sujets apparaissent de manière intermittente, provisoire, et dans une tension permanente avec des structures d'institutionnalisation, ou des formes politiques publiquement reconnues, censées les fixer durablement sur la scène politique. Le sujet populaire au travers duquel les péronistes définissent leur identification politique se retrouve donc toujours en tension avec les formes institutionnalisées qui participent de la logique policière. Cette traduction dans des formes politiques reconnues (partis, syndicats dans le cas du péronisme), qui font entrer le sujet populaire dans la logique policière, implique toujours une « normalisation », un principe régulateur de tout ce que l'apparition du peuple, comme expression du conflit, comporte d'excessif.

Suivant cette interprétation, la contradiction constitutive du péronisme ne se manifeste pas dans le caractère hétéronome de la participation populaire qu'il véhicule, mais dans la contradiction qui naît du fait d'habiter deux mondes hétérogènes : celui de la police, et celui de la politique. Ces deux mondes manifestent les deux logiques antagoniques auxquelles le péronisme participe : la logique qui crée, d'une part, dans l'apparition du peuple, des lieux et des formes pour l'activité politique ; et d'autre part la logique qui normalise cette activité politique, en la faisant entrer dans l'ordre institué de la domination. La naissance du péronisme peut ainsi être interprétée comme un ensemble d'actes politiques construisant une nouvelle apparition du peuple en tant que communauté supplémentaire, créée pour et par le conflit et l'antagonisme qui traversent la société argentine. L'apparition du sujet populaire institue des *lieux* et des *formes* d'expression de ce conflit –des lieux et des formes de l'activité politique–, des espaces et des langages chargés d'exprimer l'écart entre la distribution des fonctions et des places dans « l'ordre naturel des choses », et une présupposition égalitaire. Le conflit apparaît dans un moment de visibilité de ce qui était ignoré ou exclu de l'espace public, et fait intervenir un interlocuteur jusqu'alors méconnu en même temps que les scènes de son apparition.

Cette logique rejoint la dimension essentiellement « hérétique » que Daniel James souligne dans son interprétation du péronisme, condensée dans sa capacité à faire entrer dans l'espace public des expériences jusque là confinées au domaine privé. Cette opération de reconnaissance et d'expression publique équivaut aussi à une redéfinition des sujets et de l'ordre de leur expérience. Ce n'est pas un hasard si la date symbolique de naissance du péronisme coïncide avec un moment disruptif, faisant apparaître des corps voués à l'invisibilité politique dans un espace qui ne leur était guère réservé, les transformant en interlocuteurs légitimes sur la scène politique. Le 17 octobre 1945 peut sans doute être interprété –et l'a souvent été– comme une manifestation populaire de défense d'un leader surgi d'un gouvernement militaire, dont les sympathies pour les puissances qui venaient d'être vaincues dans la deuxième guerre mondiale étaient à peine dissimulées. Cette mobilisation est aussi plus que cela : l'invasion du centre-ville, lieu du pouvoir et de la richesse, par cette « Argentine invisible »[72], descendue des faubourgs industriels de la ville de Buenos Aires. Le ton carnavalesque, les attaques envers les symboles du statut social –comme le Jockey Club– expriment la remise en cause des signes de la hiérarchie sociale, la remise en question du caractère « naturel » de la domination.

Il s'agit d'une date symbolique qui reconfigure ainsi les corps et leur visibilité, tout en créant une scène pour le conflit social. Mais le peuple ne se réduit pas ici à un « peuple travailleur », comme dans l'analyse de James. Il se constitue en une sphère d'appartenance, toile de fond où viennent s'inscrire de multiples figures populaires : le peuple des ouvriers et des travailleurs certes, mais aussi celui des pauvres et des démunis, celui des *descamisados* et des *cabecitas negras*. Ce peuple, en tant que communauté du conflit, est « un » multiple et évolutif.

L'émergence de ce mouvement politique peut donc être pensée comme l'invention d'un nouvel adjectif, celui de « péroniste », attribué aux noms de multiples figures populaires ; adjectif toutefois en concurrence avec d'autres, renvoyant à des mouvements populaires de longue date dans le pays. Le conflit que la genèse du mouvement fondé par Perón instaure, –et qui se traduira durablement par la polarisation péroniste–anti-péroniste–, prend la forme d'un antagonisme qui peut ne pas s'exprimer en termes de conflit de classes. Il

[72] L'expression appartient à l'écrivain Leopoldo Marechal, cité par James (1990, p. 49).

se traduit plutôt par un antagonisme plus vague entre les riches et les pauvres, dont les frontières sont évolutives. Or, se définir politiquement comme péroniste n'équivaut pas à se situer d'un côté ou de l'autre de l'antagonisme, mais implique plutôt la reconnaissance du conflit et la construction d'une façon particulière de le traiter. « Etre péroniste », c'est reconnaître dans le péronisme une scène commune pour le conflit entre les différentes figures populaires –les ouvriers, les travailleurs, les démunis– et « l'ordre naturel de la domination ». C'est une façon spécifique de faire apparaître le peuple, sujet du traitement du tort qui émerge de l'écart entre une égalité face à la loi et l'existence d'espaces inégalitaires. Cela ne veut pas dire que cette apparition-apparence du peuple soit la seule dans le pays ; les adjectifs « socialiste » ou « radical » ont eux aussi conjugué des moments d'apparition d'autres figures populaires du litige proprement politique.

L'adjectif « péroniste » construit une communauté inexistante dans l'ordre précédent, qui n'existe que pour et par le conflit, à partir d'une série de dispositifs de subjectivation qui transforment cette communauté en sujet politique[73]. Cette forme particulière d'appartenance au peuple dans le cas du « peuple péroniste » correspond à la mise en acte de la présupposition égalitaire. Le peuple qui organise l'identification au péronisme peut donc être assimilé à l'invention d'espaces polémiques pour l'activité politique. Dans l'analyse de Rancière, cela équivaut à la reconnaissance de la société comme un « commun litigieux », habité par le conflit. Cela ne se traduit pas par un caractère « révolutionnaire » dans le péronisme, au sens où il remettrait en cause de manière radicale l'ordre de la domination. Les apparitions des figures populaires sont toujours précaires et intermittentes, et n'abolissent pas la nature « policière » de la « police ». En effet, si le péronisme est porteur d'une signification qui le définit comme un espace d'expression de la logique égalitaire, antagonique à « l'ordre naturel des choses », ce mouvement politique participe également à la reproduction de l'ordre policier. Là réside le caractère hybride du péronisme.

Cette hybridité peut être pensée à l'aide de la spécificité du « parti des pauvres » dans l'analyse de Rancière. En effet, la condition de la politique se traduit selon cet auteur par l'existence d'un « parti des pauvres », qui opère justement la rencontre entre la logique de la

[73] Ce dispositif de subjectivation est ternaire dans l'analyse de Rancière. Il suppose en premier lieu une « déclassification », le déni d'une identité imposée par un autre, par l'ordre établi. Il est en deuxième lieu la construction d'une scène commune –ce qui ne veut pas dire consensuelle– pour le litige, une « ouverture du monde » où celui qui argumente est reconnu comme argumentateur. Elle suppose enfin une identification impossible à un sujet qui est toujours en surimpression de toute réalité des groupes sociaux (Rancière, 2004, p. 121).

politique et la logique policière qui fait naître l'espace du politique. Il y a cependant une aporie à concevoir l'existence d'un « parti des pauvres ». Cette aporie tient à la contradiction entre le caractère intermittent et précaire des sujets populaires et l'institutionnalisation que suppose leur unification dans un « parti ». Qu'est-ce qu'un « parti des pauvres » sinon l'intersection entre deux logiques, et finalement entre deux espaces hétérogènes, celui de l'activité politique et celui du système de gouvernement et de concurrence entre partis politiques ? Cette intersection fait naître l'espace du politique mais montre aussi l'hybridité propre à tout « parti des pauvres ». Ce dernier ne peut qu'être à la fois le « parti des riches », c'est-à-dire le parti de la négation même de la politique. S'il naît dans la logique de la politique, il ne peut fonctionner en tant que parti que dans la logique policière –dans l'institutionnalisation, dans la reproduction de « l'ordre naturel des choses », dans les structures établies de la police. Dans l'analyse de Rancière, l'existence durable d'un « parti des pauvres » semble impensable.

Le péronisme ne peut être assimilé à un « parti des pauvres ». Si effectivement, dans la perspective de ceux qui se définissent comme péronistes, il est habité par un peuple porteur d'une présupposition égalitaire, il naît également en tant que mouvement politique à partir du rôle central de Perón, dans le monde de la police. Mais l'aporie caractérisant le « parti des pauvres » nous aide à comprendre l'hybridité intrinsèque du péronisme, associée à la « duplicité » de sa naissance, qui le loge à la fois dans le monde de la politique et dans le monde policier. Cette hybridité se manifeste par une correspondance toujours problématique entre la signification du péronisme comme espace privilégié d'apparition du peuple –qui prime dans les récits et les évocations des acteurs–, et le fonctionnement du péronisme en tant que mouvement politique, habitant les structures établies du monde de la police. La tension entre la signification « politique » du péronisme et sa signification « policière » est au coeur du conflit du péronisme, et se retrouve dans les discours de ceux qui s'identifient au mouvement fondé par Perón sur leur propre appartenance politique.

L'hybridité qui marque la genèse du péronisme en fait depuis ses origines un mouvement politique hanté par sa propre démesure. Il porte à la fois le nom de la dislocation et celui du contrôle social. Le mouvement péroniste permet, dans la perspective de ceux qui se définissent comme péronistes, de réactualiser en permanence les lieux et les formes polémiques d'apparition du peuple. Le péronisme est aussi, de par son intersection avec la police, porteur d'un principe régulateur de la potentialité disruptive dont le sujet populaire

serait porteur. L'histoire du péronisme est finalement l'histoire de la contention mutuelle de ces deux significations.

Il ne s'agit donc pas ici de nier la forte composante de contrôle social qui marque le péronisme, mais de faire l'hypothèse que cette composante ne se présente jamais sans son contraire, c'est-à-dire sans l'ouverture de formes et de lieux pour l'activité politique, toujours provisoires et intermittents. Il est effectivement très difficile de comprendre la durabilité du péronisme en tant qu'appartenance politique à partir d' une analyse en termes de manipulation ou de confusion. De la même manière, les réseaux clientélistes –ou de « résolution de problèmes par la médiation politique » selon l'expression de Auyero– du PJ constituent des mécanismes sans doute importants dans l'organisation des appuis électoraux. Mais ces mécanismes ne suffisent pas à caractériser ce qui fait la spécificité du péronisme et sa durabilité, à moins de postuler que les « formes clientélistes » sont l'exclusivité de ce mouvement politique. L'hypothèse de l'hétéronomie ne parvient pas à elle seule à expliquer la durabilité du péronisme en tant qu'identification politique forte au sein de vastes secteurs de la population. Pourtant, cette même durabilité invalide l'hypothèse inverse, qui assimilerait le péronisme à un « parti des pauvres », mettant au cœur du péronisme la présupposition égalitaire dont le peuple serait porteur. Ces deux significations forment un couple constitutif de l'identité politique, et la tension entre les deux marque le rythme de son évolution. Dans cette perspective, ce n'est qu'en restituant l'ambiguïté constitutive du péronisme que l'on peut accéder à sa capacité à se réinventer et à perdurer comme appartenance politique dynamique.

Pourtant, comment concilier cette durabilité du péronisme avec la logique intermittente du sujet populaire ? Dans notre perspective, les figures populaires qui viennent s'inscrire dans le peuple sont effectivement précaires, elles se construisent dans une mise en acte, dans un moment d'apparition. Or, « ne pas apparaître » n'est pas synonyme de « disparaître ». Ces figures populaires ne s'éclipsent pas en dehors de leurs moments d'apparition. Comme l'écrit Rancière, les apparitions du peuple laissent des traces dans la police, en y inscrivant des marques de l'égalité. C'est d'ailleurs pour cette raison que les polices ne sont pas toutes pareilles, la meilleure police est celle où la politique s'est instituée le plus souvent, laissant des traces dans les dispositifs institutionnels : des droits, des garanties de liberté et d'exercice de la parole, des dispositifs de contrôle de l'Etat (Rancière, 1995, p. 141). Mais ces dernières ne sont pas les seules traces que l'apparition du peuple imprime. Il y a aussi une mémoire et une histoire de ces apparitions-apparences. En tant qu'espace

d'appartenance politique et symbolique que les péronistes situent au centre de leur identification politique, le peuple se construit aussi sur cette mémoire et cette histoire, qui participe pour une part importante à définir et façonner le visage du peuple. Selon l'hypothèse à la base de cette thèse, les expériences politiques et historiques ont défini les lieux et les formes de l'apparition de ce peuple dans le péronisme, qui sont les lieux et les formes de l'activité politique. Et l'empreinte laissée par les différentes apparitions du peuple peut être retracée de manière privilégiée dans l'analyse comparative des différentes expériences générationnelles.

C'est l'objectif des deux chapitres qui suivent. Il s'agit d'abord d'explorer ce que disent les péronistes lorsqu'ils parlent du peuple qu'ils situent au centre de leur identification politique. Il s'agit également de restituer l'hybridité du péroniste en suivant la trace de la tension qui le travaille et qui relie les deux significations « politique » et « policière ». Cette analyse articule deux perspectives diachroniques : la première suit l'évolution intragénérationnelle des trajectoires politiques ; la deuxième consiste en une comparaison intergénérationnelle de différentes trajectoires politiques. Le chapitre 3 aborde le processus dans et par lequel le péronisme parvient, selon ceux qui se revendiquent péronistes, à monopoliser l'espace populaire et à devenir un espace politique dominant d'inscription de diverses figures populaires. Il est particulièrement centré sur l'analyse des trajectoires d'adhésion des péronistes que nous avons interviewés, c'est-à-dire sur le « comment » et le « pourquoi » ils sont péronistes, sur « comment » se construit dans l'expérience des acteurs cette forme spécifique de politisation. Il aborde également la transmission de cette signification de génération en génération. Le chapitre 4 est centré sur l'analyse des lieux et des formes de l'agir politique qui sont associés à l'identification au péronisme. Il est ainsi particulièrement axé sur les trajectoires politiques des péronistes que nous avons rencontrés. Ce chapitre aborde également les transformations des pratiques politiques, ainsi que leur évolution intergénérationnelle.

Chapitre 3

Les itinéraires du peuple

Hétérogène, pluridimensionnel, mouvant, le péronisme se définit avant tout, dans la perspective de ceux qui s'identifient à ce mouvement politique, comme l'espace dominant d'inscription d'un peuple multiple, qui est l'expression tout à la fois d'un conflit et des formes de traitement de ce conflit. Espace d'appartenance partagé, certes, mais contradictoire et traversé de tensions, bien loin du consensuel.

Comment le nom du péronisme se construit-il et se réactualise-t-il comme un espace dominant d'inscription du peuple en tant que sujet politique ? Quelles sont les figures populaires qui l'habitent ? Dans la perspective de cette thèse, cette intelligibilité du péronisme est profondément ancrée dans un vécu historique et politique, qui participe à la construction d'un ensemble de référentiels en mouvement permanent, opérant la reproduction et la réactualisation sélective des significations de cette identification politique (cf. chapitre 1).

L'analyse intergénérationnelle devient ainsi une approche privilégiée pour suivre la trace de ces significations centrales du monde symbolique du péronisme. Cerner son évolution équivaut à explorer le processus politique dans et par lequel ces dernières ont été construites, transmises de génération en génération et reformulées en fonction de différentes expériences politiques.

L'analyse intergénérationnelle n'est finalement qu'une manière d'organiser et d'interpréter le corpus de données qui constituent le support de cette thèse –les récits conversationnels axés sur les expériences et les trajectoires politiques. Cette organisation ne sous-entend aucune homogénéité des parcours sociaux des individus que nous inscrivons dans les différentes générations. Si nous parlons, dans un raccourci, de la première, deuxième ou troisième génération, cela n'équivaut pas à les transformer en des ensembles sociaux unifiés et réifiés, construits sur la base de traits économiques et sociaux partagés. Bien au contraire, les origines, les appartenances et les parcours des personnes que nous avons interviewées sont très divers. En raison de l'objet de cette thèse, dans notre perspective, cette diversité, loin d'être un obstacle à l'analyse, constitue sa condition de possibilité : elle fait ressortir, au-delà des singularités, cet ensemble de référentiels partagé, lié aux expériences politiques propres à chaque génération, créant des composantes communes, des récurrences qui transparaissent dans les trajectoires politiques et d'adhésion ainsi que dans les manières de les transmettre dans le dialogue[74]. Ce sont ces récurrences logées dans des ensembles très hétérogènes qui permettent de rendre compte, dans chaque groupe générationnel, d'une intelligibilité spécifique du mouvement fondé par Perón.

Le rôle des extraits d'entretien cités dans ce chapitre et le suivant ne se limite pas uniquement à fournir des illustrations de notre interprétation de la manière dont les acteurs vivent et construisent leur identification politique. Plus fondamentalement, nous avons voulu, dans la mesure du possible, restituer les étapes de la réflexion sur la signification de cette identification politique dont ces données sont le support. C'est la raison pour laquelle nous avons privilégié ici de longues citations dans le but de rendre compte, autant que cela peut se faire, de la manière dont les acteurs construisent dans le dialogue, dans cette situation

[74] Nous rejoignons ici la perspective de Howard Becker, qui met en avant le caractère localisé et daté de toute étude en sciences sociales et des processus qui y sont abordés. Les « forces sociales » n'opèrent pas de manière abstraite mais par des personnes réelles et produisent de actions concrètes. Le but est d'aboutir à des généralisations, toujours provisoires, à partir des singularités délimitées. Généraliser ne veut donc pas dire retrouver des phénomènes *identiques*, mais trouver dans un phénomène délimité des composantes *transposables* à d'autres cas (ou à l'ensemble de cas de ce type de phénomène) (Becker, 2002).

d'interaction particulière que constitue l'entretien, le récit sur leurs trajectoires de vie en les nouant à leurs trajectoires politiques et d'adhésion.

Dans cette perspective, la forme dans laquelle le récit se construit est aussi significative que son contenu. Comme le note Daniel James (2004) dans son analyse méthodologique des entretiens en histoire orale, au-delà des faits historiques qui y sont racontés, la singularité de chaque récit ouvre la possibilité d'une exploration sur le sens de ces faits en tant qu'histoire vécue, permettant d'articuler histoire collective et personnelle. Les citations que nous présentons ne permettent pas seulement de fournir des informations sur les faits historiques, les parcours concrets, les pratiques politiques ou de militantisme et les comportements électoraux. Plus profondément, c'est la manière dont ces parcours sont transmis qui nous intéresse : les associations, les transitions d'un thème à l'autre, les répétitions et contradictions, les « erreurs » ou décalages entre mémoire et histoire, les anecdotes, les doutes et réticences… C'est ce récit, dont la forme aussi bien que le contenu sont pris en compte, qui nous permet d'explorer la sphère de l'expérience des acteurs et de leur vécu.

Or cela exige aussi une démarche réflexive sur ce qui se joue au cours des entretiens. Toujours selon James (2004), lorsque les interviewés racontent leur histoire dans l'histoire, ils reconstruisent leur passé de manière sélective, fournissant un sens au vécu et le légitimant en même temps face à leur interlocuteur. Dans le cas des entretiens présentés ici, il s'agit aussi, pour mes interlocuteurs, de bâtir et de légitimer à la fois leur analyse particulière sur cette –leur– histoire péroniste, qui est souvent l'objet de conflits. La démarche des entretiens nous semble en effet, comme l'écrit Bourdieu dans *L'illusion biographique*, une « création artificielle de sens » –mais le sens d'un vécu ne saurait être « essentiel », univoque et figé–, création faite dans une relation d'interaction qui se prête à une diversité de distorsions (Bourdieu, 1994, p. 82). Ces récits sont construits par cette sorte « d'intrusion » qui a toujours quelque chose d'arbitraire (Bourdieu 1998, p. 1392). Ils s'adressent à un interlocuteur, et sont influencés par l'évaluation de ce qu'il est et de ce qu'il veut, par ses traits sociaux, son statut, son sexe, son éducation et, tout particulièrement dans le cas de cette thèse, son âge. Ainsi, les entretiens et les récits qui émergent des dialogues sont des constructions culturelles, sorte de « récits conversationnels » (James, 2004, p. 128), construits par les interviewés et leur interlocuteur. Ils portent la marque de toute la complexité de la relation sociale qui s'établit au cours de la situation d'entretien. Pour qui et avec qui mes interlocuteurs construisent-t-ils

leurs récits ? Ils parlent à une femme jeune, qui pour certains d'entre eux fait des études à Paris, est journaliste pour d'autres[75], et qui n'est probablement pas péroniste[76].

Tous ces traits me situaient différemment selon l'appartenance générationnelle de mes interlocuteurs et impliquaient divers registres de communication[77]. Dans le cas des deux premières générations, l'articulation de l'histoire collective à l'histoire personnelle constituait, le plus souvent, une pièce centrale de la manière dont mes interviewés se positionnaient pour construire leurs récits. En effet, il est possible de constater dans mes entretiens les différents niveaux de récit que James distingue dans l'ouvrage cité. A un premier niveau, le récit peut prendre la forme narrative dominante du discours historique professionnel. Les interviewés adoptent ainsi une version du discours politique et historique formel –en hiérarchisant parfois à mon profit la relation d'entretien– qu'ils croient adapté aux attentes de leur interlocuteur. Dans ces discours, ils mettent en jeu différentes sources : des programmes éducatifs formels, des documentaires historiques télévisés ou encore les récits historiques incorporés aux traditions politiques.

Ce premier registre du récit est très présent, surtout au début du dialogue, avec les interviewés que nous inscrivons dans les deux premières générations. Ceux-ci privilégient en effet le rappel chronologique des événements historiques qu'ils considèrent significatifs dans les différentes périodes qu'ils abordent. Ce registre peut avoir différents « supports » qui

[75] Bien que j'aie tenté d'être aussi explicite que possible sur la recherche de doctorat dans le cadre de laquelle je sollicitais les entretiens, j'ai constaté la permanence, chez certains interviewés, de la représentation des entretiens comme relevant d' un travail « journalistique ». J'ai visité par exemple Humberto et Ofelia à plusieurs reprises au cours du travail de terrain. A la fin de notre dernière rencontre nous avons longuement parlé de ma vie à Paris et de ma recherche, notamment parce qu'ils voulaient m'aider à « trouver d'autres péronistes ». Lorsque je rangeais mon magnétophone, juste avant de partir, Ofelia s'étonnait encore : « Qui l'aurait dit ! T'as vraiment pas une tête de journaliste ! ». Javier Auyero (2001), dans sa recherche ethnographique sur le clientélisme péroniste fait le même constat. Pour lui, être pris pour un journaliste est à rapporter à l'utilisation que les habitants des quartiers marginalisés font des médias, qui entraîne la représentation de l'ethnologue comme instrument pour faire entendre leur voix. Etre pris pour un journaliste exprime donc, pour Auyero, l'isolement et la stigmatisation de ces populations, et leur besoin d'être prises en compte (Auyero, 2001, p. 225, 226). Dans le cas des entretiens que j'ai réalisés, il me semble plus probable que la représentation du sociologue comme journaliste –alors même que les interviewés savent qu'il ne s'agit pas d'un reportage journalistique– a pour but de « classer » la situation d'entretien, situation absolument étrangère à la vie quotidienne de mes interviewés. Il s'agit d'une manière de la rapporter à une situation connue et maîtrisable.

[76] Il s'agit de ma perception de la manière dont mes interlocuteurs me perçoivent. A fur et à mesure que le dialogue se développait, les questions posées, les éclaircissements demandés, les encouragements pour approfondir certaines pistes et pas d'autres, les accords et désaccords tacites ou explicites, les commentaires, le langage corporel, etc., constituaient sans doute des signes qui révélaient à mes interlocuteurs que je n'avais pas une histoire personnelle liée au péronisme.

[77] Nous rejoignons ici l'analyse de James qui affirme que les images « pessimistes » qui tendent à privilégier une représentation du couple interviewé/intervieweur par la dissymétrie et la seule violence symbolique sous-estiment largement la capacité des interviewés à négocier les conditions de production de la communication dans la situation d'entretien (James, 2004, p. 143).

entrent en jeu au cours de l'entretien. C'est ainsi qu'ils m'ont souvent montré des livres, des fascicules ou documentaires historiques avec lesquels ils s'étaient « préparés » pour notre rencontre. Par exemple, au cours de la première heure de notre rencontre, Benjamín, âgé de 65 ans, articulait son récit autour de la lecture du *Livre de Perón* : il choisissait différents passages en fonction des sujets qu'il abordait, les lisait à voix haute et m'encourageait à prendre des notes (puisqu'il me demandait, dans ces moments de lecture, d'arrêter l'enregistrement). Il a fini par me prêter l'ouvrage à la fin de l'entretien. Ces récits sont ponctués de phrases telles que : « ça c'est de l'histoire » ou « toi qui as sûrement beaucoup lu tu dois savoir mieux que moi… ».

Ce premier registre s'associe à un deuxième, qui se présente comme une narration conversationnelle beaucoup plus informelle où le récit se déploie sur les expériences personnelles, les anecdotes, les souvenirs, les commentaires (James, 2004, p. 137, 138). Comme le signale James, il est très souvent difficile de dissocier ces deux niveaux. Mais ce registre personnel s'appuie sur d'autres « supports matériels » : c'est le cas lorsque mes interlocuteurs me montrent des photos, des documents politiques provenant de différents groupes dans lesquels ils ont milité, leurs carnets de vote ou scolaires, etc. Silvia a même déployé dans son salon un énorme drapeau de la JP qu'elle utilisait dans les manifestations pendant les années 1970. Ces différents objets attestent d'un vécu qui est le plus souvent revendiqué en tant que tel : « moi je l'ai vu, moi je l'ai vécu ».

La possibilité d'articuler ces deux niveaux de récit a joué pour une grande part dans la manière dont les interviewés les plus âgés ont négocié les termes de notre communication et leur propre position dans le dialogue. Marque de différenciation avec cette « jeune femme » qui, même si elle a fait des études à Paris et a sûrement beaucoup lu, est venue chercher ce qu'elle n'a pas : l'expérience concrète. Pour les plus âgés, me définir comme un « autre » générationnel, dépourvue des expériences politiques qu'ils pouvaient revendiquer, était la manière privilégiée de légitimer leur discours et leur analyse historique face à leur interlocutrice.

Dans le cas des plus jeunes, en revanche, le dialogue se joue souvent sur une sorte de « complicité générationnelle », née du fait d'atteindre les mêmes étapes de la vie dans des contextes historiques et politiques partagés. Cette complicité est marquée par des formules telles que « C'était l'époque de… tu te souviens ? ». Le premier registre de récit évoqué plus

haut, et qui renvoie à une forme narrative historique et politique professionnelle, est, dans le cas des plus jeunes, beaucoup moins présent. Et face à un savoir légitime que je suis censée détenir en raison de mes études et de ma position dans la situation d'entretien, ce que les péronistes les plus jeunes revendiquent le plus souvent –en particulier lorsqu'ils sont aussi des militants– est à nouveau une expérience vécue, cette fois non pas historique, mais de l'intérieur du péronisme. Elle s'appuie aussi sur divers « supports », des photos, des documents des groupes de militantisme, et est soulignée par des phrases telles que « ça, ça va te servir ». Pablo par exemple prononçait cette phrase chaque fois qu'il racontait les disputes internes à son groupe politique, c'est-à-dire chaque fois qu'il abordait des événements que seul pouvait connaître quelqu'un qui « vivait » le péronisme de l'intérieur.

Au-delà du besoin de se positionner dans une situation d'entretien qui peut être assez déstabilisante, la volonté de légitimer le récit relatif à leurs expériences personnelles et leur analyse politique est aussi associée à la manière dont mes interviewés évaluaient mes propres opinions politiques. Il y avait, au moins au début de l'entretien, une sorte de dissymétrie irréductible : il s'agissait de « parler de politique » avec une interlocutrice qui savait qu'ils se définissaient comme péronistes –puisque c'était la raison pour laquelle je les avais contactés–, mais dont ils ignoraient les préférences politiques. Cette dissymétrie se défaisait au fur et à mesure que se déroulait la conversation par une multitude de signes qui leur permettait de se faire une idée de ce que je pensais du péronisme.

Le fait de savoir si j'étais ou non péroniste ne me semble guère avoir posé de problèmes, et a même très souvent enrichi le dialogue; et, bien que l'univers péroniste me soit devenu de plus en plus familier au fil des entretiens, je crois qu'il était évident pour mes interlocuteurs que je n'avais pas une histoire liée au péronisme. J'ai tenté en revanche de maîtriser les effets potentiels qu'auraient pu causer la révélation de mes préférences politiques. Les entretiens ont en effet été réalisés au cours d'une période électorale, et les comportements électoraux constituaient un des axes que je voulais aborder dans le dialogue. Il a bien entendu été impossible de ne pas répondre à la question « et toi ? » que mes interlocuteurs posaient souvent quand je leur demandais pour qui ils avaient voté. Si révéler pour qui j'avais voté ne faisait qu'ajouter une nouvelle « distorsion »[78], ne pas répondre à leur question, refuser cette réciprocité, était tout simplement exclu. Dans les cas où certaines

[78] Parfois ils justifiaient leur propre choix en le rapprochant le plus possible du mien.

informations sur le comportement électoral n'apparaissaient pas naturellement dans le dialogue, je reprenais le sujet plus loin, dans l'entretien, pour pouvoir prendre en compte cette distorsion lors de l'analyse et évaluer, autant que faire se peut, les effets éventuels de la révélation de mes choix électoraux.

Dans le cadre de ces entretiens, et de la situation d'interaction qu'ils produisaient, la question de mon adhésion ou non au péronisme impliquait beaucoup plus que la simple recherche d'un accord politique. La question était abordée, dans certains cas, avec une sorte de prosélytisme, une volonté de me « convertir » qui se formulait le plus souvent de manière humoristique. Osvaldo affirmait au cours de notre dialogue, « chaque fois que nous rencontrons quelqu'un nous voulons le faire adhérer, qu'il soit péroniste. Et quand quelqu'un vient faire un reportage sur nous, nous voulons qu'il en sorte fanatiquement péroniste ». Ce commentaire n'a rien d'anodin : dans cette phrase, Osvaldo définit avec précision le type d'écoute qu'il attendait de moi au cours de notre échange : il réclamait ma disposition à une écoute qui puisse me transformer, m'affecter[79]. J'ai tenté de répondre, avec plus ou moins de succès selon le cas, à cette attente. En réalité, plus d'un épisode d'échec de communication[80] ont guidé la réflexion sur ce qui se jouait au cours des entretiens et sur ma propre position dans la démarche, en réponse à des difficultés pratiques surgies pendant le travail de terrain. C'est cette même réflexion qui a guidé l'analyse du matériau produit. J'ai tenté de mettre en œuvre une perspective où, comme le signale James suivant les analyses de Bourdieu, « comprendre » exige une écoute qui accepte de soumettre sa personne et ses critères à la volonté d'aborder l'interlocuteur avec le point de vue de ce dernier.

Ainsi, s'il ne s'agit pas de me « convertir » au péronisme, le type d'écoute par lequel j'ai voulu aborder mes interlocuteurs m'engageait bien dans une opération de « conversion ». Conversion dans le sens défini par Bourdieu dans *La misère du monde* : penser chaque entretien comme une « forme *d'exercice spirituel*, visant à obtenir par *l'oubli de soi*, une

[79] Sans avoir suivi la même démarche épistémologique, je reprends librement l'expression utilisée par Jeanne Favret-Saada dans ses études sur la sorcellerie : « être affecté », dans le sens d'accepter de réhabiliter la « sensibilité » et « expérimenter » la situation de communication à titre personnel, en y engageant les « enjeux de son existence ». (Favret-Saada, 1990).

[80] Je pense par exemple à l'entretien réalisé avec Claudio, un péroniste âgé de 30 ans, militant d'une organisation du « péronisme révolutionnaire » qui ne croit pas au « système des partis politiques » et que mes questions sur le rapport entre son groupe politique et le PJ et sur son comportement électoral ont profondément agacé. Le dialogue a été court, entrecoupé et confus, en grande partie à cause de mon refus d'écouter ce qu'il avait à dire sur le péronisme, de l'aborder dans sa propre perspective, et d'accepter que cela laisse quelques lacunes dans ma « grille d'entretien ».

véritable *conversion du regard* que nous portons sur les autres dans les circonstances ordinaires de la vie », selon cette sorte *d'amour intellectuel* impliquant « la dispositions accueillante qui incline à faire siens les problèmes de l'enquêté, l'aptitude à le prendre tel qu'il est »[81] (Bourdieu, 1998, p. 1406). Cette compréhension, qui exige en premier lieu d'être disposé à mettre en cause ses propres critères et sa propre vision du monde, est également un des principes qui ont guidé l'analyse des entretiens.

Enfin, les extraits présentés dans ce chapitre et les suivants sont le résultat de deux traductions successives : du langage oral à l'écrit, et de l'espagnol à la langue française. J'ai voulu, autant que cela m'était possible dans ces traductions – le français n'étant pas, de plus, ma langue maternelle–, rester le plus près possible du discours de mes interlocuteurs. Malgré cela, il a fallu maintes fois céder à ces « infidélités qui sont sans doute la condition d'une vraie fidélité » (Bourdieu, 1998, p. 1417). Si je n'ai pas « réécrit » les extraits de ces récits, je ne les ai pas non plus traduits de manière « littérale » afin de rendre le texte plus compréhensible en Français : j'ai changé quelques mots par des synonymes utilisés plus couramment en français ; j'ai remplacé des locutions espagnoles par des locutions équivalentes et ajouté des précisions (en note de bas de page ou entre crochets) sur certaines expressions ou mots lorsque cela était indispensable pour l'analyse, auquel cas j'ai aussi gardé entre crochets le mot (ou expression) en espagnol.

3.1. Sur les vestiges de l'expérience première

« Comment vous êtes-vous rapproché du péronisme ?
Bon, on naît péroniste. Moi, quand Perón est venu, j'avais déjà 6 ans. Je suis né en 39. J'avais 6 ou 8 ans. Et bon, après, à l'école, à cette époque-là, mon père était un travailleur rural [*laburante de campo*], alors on n'arrivait jamais à joindre les deux bouts [*siempre nos faltaba 20 para un peso*]. On demandait les aides, après, avec Eva Perón au gouvernement, on avait les aides dans les écoles, les tennis, les chaussettes, les jouets qu'on distribuait à la poste. Toi tu n'as pas connu ça.
Non.
Les jouets, dans toutes les postes on distribuait des jouets vers la fin de l'année pour les enfants, du *pan dulce*[82], du cidre. Et c'est comme ça qu'on a grandit. Moi je ne me suis jamais affilié à aucun parti politique, je ne suis même pas affilié au parti péroniste, je ne me suis jamais affilié, ni jamais désaffilié. Jamais affilié à aucun parti politique.
Et après à l'usine. A 14 ans je quitte l'école et je commence à travailler à l'usine.
Votre père était péroniste ?

[81] Souligné par l'auteur.
[82] *Pan dulce*, semblable au *penettone* italien que l'on consomme lors des fêtes de Noël.

> Mon père était péroniste. Il n'a jamais été affilié, en plus il était étranger, espagnol, il n'a jamais été affilié à aucun parti politique, mais il a toujours défendu Perón. Moi je ne suis pas aussi [péroniste] que mon père. Tout ce que Perón a fait de bien, avec les revendications ouvrières, avec tout ! Même s'il a accompli des choses que d'autres avaient proposé, n'est-ce pas ? Mais c'est lui qui les a mises en œuvre. Tout ça, que ce soit fait par Perón ou par quelqu'un d'autre, si ce sont des revendications ouvrières, tous les bénéfices, les 8 heures de travail, les vacances, les étrennes, tout ça, à la bonne heure. Si ça c'est être péroniste, je suis péroniste, mais si c'est un radical qui fait ça et que faire ça c'est être radical, je suis radical. Moi j'ai toujours lutté pour les revendications ouvrières, pas pour Perón ou pour un autre, non, non, non. Parce que c'est ce qui revenait à l'ouvrier [*es lo que le correspondía al obrero*] et moi j'ai toujours lutté pour ça. J'ai été délégué [syndical] dès mes 18 ans ».

L'extrait correspond au dialogue avec Pedro, qui travaille comme forgeron, et est âgé de 64 ans au moment où nous avons réalisé nos entretiens. Il habite à une petite ville dans la province de Buenos Aires, à 50 kilomètres de la Capitale fédérale. Sa femme est employée domestique, son père était travailleur rural, sa mère femme au foyer. Pedro a quitté l'école secondaire (qu'il complètera beaucoup plus tard) à 14 ans pour commencer à travailler dans une usine métallurgique. Au moment où il quitte l'usine pour des raisons de santé sept ans plus tard, il y travaille dans la fonte de métaux. C'est alors qu'il a ses premières activités syndicales, encadrées par l'UOM (*Unión Obrera Metalúrgica*)[83], vers la fin du deuxième mandat de Perón. Il est ensuite embauché dans un établissement rural d'élevage de volailles, dans la section de maintenance des ateliers d'incubation. Il travaillera dans cet établissement pendant 14 ans, au cours desquels il aura une intense activité syndicale dans la FATRE (*Federación Argentina de Trabajadores Rurales y Estibadores*)[84]. Il sera licencié de cet établissement en 1976, et installera alors une forge, où il travaille encore actuellement avec son fils unique, âgé de 26 ans[85].

Pedro condense dans ce passage toute la complexité et l'ambivalence de son identification au péronisme, que l'on retrouve largement dans les récits des péronistes les plus âgés. Si la réponse immédiate à l'interrogation sur son adhésion tend à la présenter comme « naturelle », son récit déploie ensuite diverses significations de cette identification politique et les tensions qui l'habitent.

[83] Union ouvrière métallurgiste.
[84] Fédération argentine de travailleurs ruraux et arrimeurs.
[85] La majorité des trajectoires sociales et des trajectoires politiques des interviewés cités sont présentées dans ce chapitre et le suivant. Pour plus de clarté, nous présentons en annexe un index des personnes citées qui inclut, pour chacune, un résumé de sa trajectoire et les numéros de pages où elle est citée.

« Naître péroniste » est la marque d'un vécu d'enfance, point de départ de son récit sur sa trajectoire politique. Les références familiales sont, dans la trajectoire de Pedro comme dans la plupart des cas, très importantes. Il ne s'agit pas, comme pour les générations suivantes, du poids de la transmission générationnelle de la signification de ce vécu politique, mais plutôt d'une expérience partagée. Comme leurs parents, les membres de cette première génération ont adhéré à ce mouvement politique au moment de sa gestation et de sa première expérience de gouvernement. C'est ce vécu qu'ils mobilisent systématiquement pour donner un sens à leur identification politique : un vécu dont ils sont –peut-être les derniers– protagonistes. Mais le sens qui se construit sur ce vécu spécifique se révèle multiple et souvent contradictoire.

Dans l'expérience de Pedro, comme dans nombre de récits des plus âgés, parler du premier rapprochement au mouvement fondé par Perón c'est mettre en avant la dimension distributive de ses deux premiers gouvernements. Le péronisme est défini par une référence obligée à une période de bien-être social structurée, dans les récits, autour des politiques assitancielles du régime. Celles-ci sont associées à cette dimension distributive du péronisme, et sont fortement personnifiées par la figure d'Eva Perón et par la fondation qui portait son nom[86]. Les récits sont ici dominés par les références aux besoins matériels, aux « aides », à ce que l'on « donne » ; l'action, dans ces discours, est rarement une action propre, celle dont ils sont protagonistes, elle se définit par référence à un autre sujet : « lui », Perón, ou plus souvent « elle », Eva Perón.

Or, comment ne pas reconnaître,dans ces évocations, la puissance dernière des « choses » que l'on « donne », image gravée dans la mémoire de ce jouet, de ces tennis ou d'une fête familiale de Noël, jalons d'une nette frontière qui exprime une transformation concrète dans leurs conditions de vie. Ces choses que moi, de trente ou quarante ans plus jeune selon les cas, n'ai pas connues, servent à différencier leur expérience de la mienne, et donc leur intelligibilité politique de celle des générations suivantes. Elles définissent un vécu et, ce faisant, donnent lieu à la revendication d'une spécificité générationnelle. Ces « choses »

[86] La « Fondation d'aide sociale María Eva Duarte de Perón » (FEP), est fondée par l'épouse du président en 1948. Elle avait pour but d'apporter une « aide sociale » à ceux qui étaient exclus de l'appareil assistanciel public et syndical. L'aide sociale était définie dans un sens très large allant de services médicaux dans les cliniques de la FEP à la distribution personnalisée de biens matériels. Mariano Plotkin souligne dans son étude sur la FEP le tripe rôle qu'elle assurait au cours du premier régime péroniste : en tant qu'institution pourvoyeuse d'aide sociale directe, de services sociaux et génératrice du mythe autour de la figure de Eva Perón (voir en particulier Plotkin, 1994, chapitre 7).

participent plus largement à dessiner un modèle de société, dont un des axes est cette dimension distributive –qui se définit plus souvent en termes d'aide sociale que de droits– que les péronistes de cette génération situent au centre de leur identification politique.

Mais cette première signification distributive n'est pas unique. Dans le cas de Pedro, elle s'articule à une deuxième signification du péronisme dès que l'expérience du travail, de l'*usine* plus précisément, intervient dans son récit. La première expérience de gouvernement péroniste, sans que cette référence aux « aides » disparaisse, devient aussi la mise en acte d'une revendication. Revendication au sens fort du mot, définie dans l'acte de réclamer ce qui est considéré comme revenant de droit[87] : dans le récit de Pedro, c'est l'acte de réclamer et de réaliser « ce qui revient aux ouvriers ». La distance entre l'acte de « demander » et celui de « revendiquer », ou plus précisément entre « l'aide » et la « lutte », marque l'écart d'une signification à l'autre du péronisme. C'est dans les transformations liées aux revendications ouvrières « mises en œuvre » au cours des premiers gouvernement de Perón – et qui s'articulent pourtant à des mouvements ouvriers de longue haleine– que le péronisme parvient à se dessiner aussi, dans le discours de Pedro, comme un espace dominant de revendication et de lutte. Espace qui est à la fois reconnaissance et visibilité publique d'une revendication due et une manière de la traiter. Dans le cas de Pedro, ce vécu transforme le péronisme en un espace de revendication dont l'impact est fondamental puisque c'est là qu'il peut inscrire sa propre pratique politique, sa propre lutte « pour les revendications ouvrières ».

Deux significations, parfois différenciées, très souvent entremêlées, qui définissent pour cette génération le péronisme, et qui sont profondément ancrées dans le vécu qui leur est spécifique, point de départ de l'ensemble de référentiels qui participent à organiser leur intelligibilité politique : les deux premiers gouvernements de Juan Domingo Perón. Dans le récit de Pedro, cette double signification réunit déjà deux figures populaires différentes qui renvoient à un même espace politique, et qui ne se superposent qu'imparfaitement sur le plan social : la première renvoie au nom vague des secteurs marqués par leur vulnérabilité économique qui définit son origine sociale. La deuxième figure porte le nom de l'ouvrier. L'adjectif « péroniste » de ces différents noms populaires n'a rien d'essentiel, il est plus étroitement associé à des actions –aux transformations que les premiers gouvernements de Perón introduisent en matière de droit du travail et de protection sociale– qu'à une référence

[87] Définition du Trésor Informatisé de la Langue Française (TILF).

idéologique, doctrinaire ou aux leaders du régime. Signe de la non identité entre les différents noms du peuple et l'adjectif « péroniste », signe d'un écart qui les sépare et qui peut, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, selon les périodes, s'étendre et devenir l'objet de conflits.

Si Pedro affirme « être né » péroniste, tout son discours laisse transparaître une volonté de se démarquer des hommes qui représentent le péronisme et de ses structures officielles. Son identification politique est habitée par une tension qui participe également à la définition du péronisme : dès le début de l'entretien il insiste sur son rejet d'une affiliation à un parti politique. Cette tension émerge, dans son récit, de la correspondance problématique entre sa propre intelligibilité du mouvement et son expression partisane ; entre ce que le péronisme signifie dans son expérience concrète, dans sa pratique, et le parti qui le représente publiquement sur la scène politique. L'inscription de sa propre pratique politique dans l'espace péroniste tel qu'il se dessine sur la scène politique argentine n'a rien de naturel, elle est au contraire l'objet de négociations depuis le début de sa trajectoire politique, comme pour nombre de péronistes que nous regroupons dans cette première génération. Dans le cas de Pedro, le rejet d'une affiliation, réaffirmé à plusieurs reprises au cours de l'entretien, est étroitement lié à son appréciation très négative de la politique « politicienne » et de la classe politique en général. Malgré sa longue trajectoire en leur sein, Pedro étend aussi sa vision fortement critique aux organisations syndicales et à leurs principaux leaders nationaux. Or ce rejet exprime aussi plus que cela :

> « *Pourquoi est-ce que vous n'avez jamais voulu vous affilier au parti péroniste* ?
> A aucun parti. Par conviction. Non, je te dis que si c'était Perón qui le faisait et c'était bien fait, là oui, je suis péroniste. Si c'était Alfonsín… moi j'ai applaudi Alfonsín quand il a emprisonné les militaires ».

Cette « conviction » pousse Pedro à négocier en permanence un compromis par rapport aux instances de représentation publique de son identification politique et renvoie à une volonté de conserver une certaine marge d'autonomie, de ne pas clouer son identification politique à un parti. Dans ce passage en effet, ses conceptions et sa pratique politique semblent ne pas être figées à jamais sur le péronisme mais dépendre des actions des différentes forces en lutte dans le champ politique. Cependant, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, cette marge de manœuvre semble très ambiguë et sa réalisation reste problématique. Elle se présente davantage comme une potentialité que comme une option concrète. S'il a pu applaudir le leader de l'expression politique d'opposition au

péronisme, il n'a presque jamais voté pour un autre parti que le PJ, malgré l'appréciation très critique des gouvernements péronistes post 1955.

Le long fragment cité au début de ce chapitre résume les principaux éléments qui configurent ce que « être péroniste » veut dire pour cette première génération. En premier lieu, une signification multiple, qui renvoie à la définition du péronisme comme l'espace populaire par excellence, c'est-à-dire comme le lieu d'inscription de différentes figures qui incarnent, dans les discours, le peuple **[3.1.1]**. Ces figures populaires apparaissent comme l'expression d'un conflit et trouvent dans le péronisme un mode de traitement de ce conflit, par une dimension distributive qui apparaît très souvent articulée à une revendication égalitaire. Si la figure principale qui habite l'espace péroniste est l'ouvrier ou le travailleur, elle n'en exclut pas d'autres. En second lieu, l'ancrage dans le premier régime péroniste en tant que marque de génération, pilier organisateur de l'ensemble de référentiels qui participent à la construction de ces significations du péronisme **[3.1.2]**. Enfin, la tension qui traverse cette identification politique, dans la correspondance toujours problématique avec ses expressions publiques ; dans le chapitre suivant, cette tension sera analysée en détail et mise en rapport avec les pratiques politiques concrètes qui lui sont liées.

3.1.1. Qui nomme qui : l'enjeu de la nomination

Dans les discours des péronistes appartenant à cette première génération, la référence au rapport privilégié que ce mouvement politique établit avec les secteurs populaires demeure une constante. Or, l'idée de peuple ne se formule jamais de manière abstraite. Ce peuple évolutif et multiple devient inscription et mobilisation, devient appartenance, au travers d'un nom et d'un visage précis. Il se construit dans un moment –ou plutôt dans plusieurs moments– de mise en acte, d'apparition. Et les différentes figures incarnant le peuple que les péronistes les plus âgés situent au centre de leurs discours sur le péronisme rendent moins compte de leur inscription sociale que d'une appartenance politique et symbolique. En d'autres termes, si la dimension distributive renvoie à l'évocation d'une transformation concrète de leurs conditions de vie, l'identification au péronisme ne peut être uniquement pensée, dans le cas de cette génération, en termes *d'intérêts*, et ce en raison du décalage entre les appartenances sociales et les appartenances symboliques et politiques.

Dans le cas de Pedro les noms populaires qu'il inscrit dans le mouvement péroniste émergent en rapport avec ses appartenances sociales –la première, liée à son origine sociale familiale, et la deuxième à son parcours personnel. Pourtant, la correspondance entre celui qui parle et la figure que son discours fait apparaître est toujours imparfaite. Tout d'abord parce que les trajectoires professionnelles et sociales sont évolutives. « Objectivement », Pedro n'est plus aujourd'hui un ouvrier. S'il a d'ailleurs abandonné « en théorie, dans les papiers », comme il signale, l'activité syndicale depuis vingt ans, lorsqu'il installe sa propre forge, cela ne l'empêche guère de s'inclure dans le « nous, les métallurgistes » dans une forte critique aux grands leaders syndicaux nationaux[88]. Qui plus est, une grande partie de son parcours syndical a été encadré par la FATRE (le syndicat des travailleurs ruraux) et non pas par l'UOM. Pour Pedro, situer la figure de l'ouvrier au cœur de son identification au péronisme représente beaucoup plus que de définir une appartenance socioprofessionnelle « objective ». Situer au centre de son identification politique cette figure ouvrière n'implique pas seulement de reconnaître dans le péronisme la force politique qui représente ces secteurs dans la scène politique argentine. Cela exprime plus profondément sa reconnaissance du péronisme comme un espace d'apparition de l'ouvrier en tant que sujet politique, comme incarnation et mise en acte d'une revendication égalitaire, où il peut inscrire sa propre pratique politique. L'ouvrier a donc un double corps, à l'image de la dualité du corps du peuple comme appartenance politique[89] : une appartenance sociale qui s'articule à cette communauté nouvelle que le peuple fait surgir, pour et par le conflit, toujours en excès par rapport aux identifications sociales.

Dans le récit de Humberto, c'est aussi la figure ouvrière qui définit de manière privilégiée le peuple qui habite le péronisme. Humberto quitte ses cours à l'école secondaire le matin du 17 octobre 1945 pour participer à la manifestation d'appui à Perón. Il insiste sur le caractère spontané de la mobilisation, pourtant l'image qu'il en donne est loin de celle d'une participation aveugle, sans conscience de sa motivation ou de ses résultats potentiels :

[88] Selon Pedro : « Nous les métallurgistes, nous avons eu comme dirigeant Lorenzo Miguel … je ne sais pas combien d'années, je ne dis pas 100 parce que ce serait une énormité, mais je ne sais combien d'années ! Ça ne va pas ! ». Lorenzo Miguel a été l'un des plus importants référents syndicaux péronistes depuis les années 1970. Il a dirigé l'emblématique UOM de 1969 jusqu'à son décès en 2002, à 75 ans. Le fait que Pedro se définisse comme « métallurgiste » est sans doute une manière de réaffirmer son appartenance ouvrière : l'UOM a été pendant des décennies le syndicat le plus puissant de l'Argentine, et les métallurgistes le « prototype » de l'ouvrier industriel au sein de la classe travailleuse argentine, dans le modèle péroniste. Voir Svampa et Martuccelli (1997), chapitre 4 pour l'histoire et les transformations de l'UOM dans les années 1990.

[89] « Ce n'est pas d'abord le roi mais le peuple qui a un double corps. Et cette dualité n'est pas la dualité chrétienne du corps céleste et du corps terrestre. Elle est la dualité d'un corps social et d'un corps qui vient déplacer toute identification sociale ». (Rancière, 1995, p.140)

> « Il y avait déjà une effervescence, les gens s'intéressaient à Perón, ils voyaient que cet homme parlait, parlait et traitait d'égal à égal les ouvriers. C'étaient plutôt les ouvriers, la classe moyenne ne s'approchait pas trop. Nous nous considérions tous comme des fils d'ouvriers, parce que c'était comme ça ».

Le père de Humberto est jusqu'à la chute du premier régime péroniste contremaître dans un abattoir, sa mère femme au foyer, tous deux s'identifient au mouvement péroniste naissant. Humberto est âgé de 73 ans au moment de nos rencontres. Il obtient un diplôme de chef de chantier à la sortie de l'école secondaire. Il trouve très vite son premier travail à la Fondation Eva Perón, à l'inspection de constructions de bâtiments. Il travaille une grande partie de sa vie active dans ce secteur, dans différents établissements (*Banco hipotecario*, entre autres). Au cours des années 1960 il commence des études d'architecte et obtient son diplôme dix ans plus tard. Il travaille aujourd'hui avec son fils aîné (il a quatre fils âgés de 40 à 50 ans) dans la réparation d'électroménagers et des installations électriques et de gaz. Il est affilié au PJ depuis le début des années 1950, mais il ne s'est pas engagé dans un militantisme, ni politique ni syndical.

Comme dans le cas de Pedro, la référence à cette figure ouvrière dans le récit de Humberto ne peut être pensée uniquement en termes d'intérêts et d'inscription socioprofessionnelle. Au-delà de son propre parcours, Humberto se définit politiquement à partir d'une référence à son appartenance sociale familiale, pièce centrale de sa trajectoire d'adhésion au péronisme. Mais pour ce « fils d'ouvrier », l'identification à ce mouvement politique ne répond pas uniquement aux actions d'un gouvernement favorisant les conditions de vie et de travail de ces secteurs. Point de départ de son identification, avant tout, le dialogue entre égaux que, dans sa perspective, le péronisme rend potentiellement possible. C'est dans ce dialogue que se construit le nom politique de l'ouvrier comme incarnation du peuple et c'est ce processus de construction du nom du peuple que Humberto met en avant lorsqu'il s'agit de donner un sens, au cours de notre conversation, à son indentification au péronisme.

Certes, dans cet extrait, le nom politique de l'ouvrier est érigé en tant qu'interlocuteur sur la scène publique par la parole de Perón. Cela n'implique en rien la concrétisation d'un dialogue avec la parole ouvrière. La réalisation pleine de ce dialogue est, en effet, plus problématique : c'est Perón qui parle, les ouvriers répondent-ils ? Si tel est le cas, que fait Perón de cette réponse ? Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, cette

intelligibilité du péronisme comme espace politique du peuple est toujours marquée par l'ambiguïté constitutive associée à l'expérience dans laquelle elle s'enracine : porteuse d'une revendication égalitaire fortement mobilisatrice, elle n'exclut ni la passivité ni parfois la dépendance par rapport aux orientations du leader. Eliseo Verón et Silvia Sigal (2003), montrent que pendant la période de gestation du péronisme, le discours de Perón fait apparaître un peuple passif et muet : la relation entre le leader et le peuple est définie par un contact qui est à la fois distance et immobilité, où le premier agit et parle et le deuxième fait confiance et observe (Verón et Sigal, 2003, p. 33-37). Mais ces auteurs soulignent également le « caractère non linéaire de la circulation » du sens socialement construit dans le cadre des discours. Ainsi, on ne peut déduire du discours émis par Perón un effet unique qui sera actualisé dans la réception (Verón et Sigal, 2003, p. 18). Et si les propos de Humberto, comme nombre de récits de cette génération, ne nous permettent pas de confirmer la réalisation pleine d'un dialogue entre égaux, la mise en avant même de l'idée d'égalité ne correspond pas non plus uniquement à une image de mutisme ouvrier.

La correspondance imparfaite entre ces appartenances politiques et symboliques définies par ces figures populaires, et les auto-définitions sociales, est bien entendu plus perceptible lorsqu'elles diffèrent explicitement. L'extrait suivant du dialogue avec Alberto le montre :

> « […] Le péronisme… je ne sais pas, c'est comme le savoir [*el conocimiento*], vous voyez, s'il n'y avait pas de gens incultes on ne reconnaîtrait pas les gens cultivés parce qu'on ne pourrait pas comparer [il rit]. Alors, c'est la même chose avec la richesse et la pauvreté. Parce que à cette époque-là, avant le péronisme, il y avait les dames de bienfaisance, parce que c'était pour se différencier qu'elles aidaient les pauvres. Le péronisme, ce qu'il a apporté c'est une Eva Perón qui a rendue la bienfaisance officielle et disons, elle leur a enlevé une arme, non pas une arme politique mais une chose sociale… 'Maintenant comment on fait pour faire voir que nous sommes les riches et que les autres sont pauvres' ? [il rit] Je crois que ça a été comme ça.
> *C'est donc à ce moment-là que vous vous êtes rapproché du péronisme ?*
> Oui, je suis d'accord avec les changements que le péronisme a apportés. […]
> Parce que nous nous occupons maintenant du comment, mais la question est pourquoi. Pourquoi émerge quelque chose comme le péronisme ? Pourquoi est-il si permanent ? Même si tous les péronistes sont morts, il n'existe plus, mais cette mystique existe. Parce que qu'est-ce que l'on associe avec le péronisme ? On l'associe avec le travailleur. Parce que jusqu'à ce moment là, comment est-ce que je pourrais vous expliquer ? Le propriétaire terrien était le propriétaire du pays. L'ouvrier, il n'avait rien, il n'était personne. Mon père était contremaître, et je me souviens, quand j'étais petit, quand on disait à un ouvrier qu'il restait fixe dans son poste, qu'il n'était plus un travailleur temporaire, à mon père on lui offrait un poulet en cadeau, ces gens-là ne pouvaient pas faire d'autres cadeaux. Alors l'ouvrier n'avait aucun droit. C'est cela qu'a apporté une révolution de ce type, qu'il fallait respecter celui qui travaille. Il y a eu aussi des gens qui ont abusé. Il y a toujours des gens qui profitent de la politique, c'est pour ça que je n'ai jamais voulu travailler dans la politique. Mais je vais vous dire une chose, une grande partie de ma vie je n'ai pas été travailleur [il rit]. J'étais

> indépendant, j'ai travaillé de manière indépendante. On faisait des excavations et des démolitions. Et j'avais des ouvriers. Moi j'ai appliqué le péronisme, tous ceux qui travaillaient avec moi arrivaient à construire leur propre maison ».

Alberto était âgé de 73 ans au moment où nous avons réalisé les entretiens, il habite la ville de Buenos Aires. Il veuf et n'a pas eu d'enfants. Il se définit comme péroniste, il est affilié au PJ depuis les années 1950, mais il n'a jamais eu d'activité politique encadrée par le parti, ni d'activité syndicale. Dans son récit, le péronisme est d'emblée l'expression du conflit qui traversait la société argentine, reconnaissance et traitement publics de l'antagonisme entre les riches et les pauvres. Les transformations que le péronisme introduit dans l'officialisation du conflit sont ici aussi interprétées comme un bouleversement de l'équilibre entre les deux pôles en opposition. Dans ce passage, les premiers gouvernements de Perón marquent la transformation politique qui fait apparaître deux mondes en opposition : le premier, le monde où les « pauvres », les « travailleurs », les « ouvriers », pour reprendre ses catégories, n'ont « rien » et ne sont « personne », n'existent pas en tant qu'interlocuteurs politiques ni en tant que partie de la société dans la distribution de la part commune ; le deuxième, celui où le fait de n'être « rien » ni « personne » devient l'objet d'un conflit sur la scène publique, dans la constitution de ces secteurs comme des interlocuteurs « respectés ». Dans le récit d'Alberto, être péroniste signifie moins prendre le parti de ou appartenir à l'un de ces pôles de l'antagonisme, que se situer dans l'un des mondes en opposition que le péronisme, tel qu'il le définit, fait apparaître : celui où il n'y a que de la différenciation, où le social est une arme ; celui où le conflit social est publiquement reconnu, légitimé et traité –sans que cela implique de le résoudre.

Cet extrait manifeste aussi la mise en avant de cette signification égalitaire du péronisme, fortement ancrée dans le passé, et problématique depuis ses débuts : même dans ce passé, la référence aux « abus », à ceux qui « profitent de la politique » montre la tension toujours présente dans les discours sur cette identification politique. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, cette tension s'exacerbe lorsque le discours porte sur l'époque actuelle, c'est-à-dire sur un moment où, selon le récit d'Alberto, seule la « mystique » péroniste demeure.

Que disent les péronistes lorsqu'ils parlent du peuple ? Quelles sont les figures qui incarnent ce sujet populaire ? Les travailleurs, les ouvriers, les pauvres, les laissés pour compte, sont toutes des figures habitant, dans les discours, l'espace péroniste, porteuses d'une

présupposition égalitaire, qui s'exprime en termes de respect, de lutte, de revendication, parfois de droits. Des figures plus ou moins écartées par rapport à des appartenances sociales affichées ou « objectives », toujours en décalage par rapport à des secteurs de la société. Ce qui compte dans ces figures c'est qu'elles sont l'incarnation de cette revendication égalitaire, qui accompagne très souvent la dimension distributive du péronisme. Ces figures sont unifiées dans l'idée de peuple, qui ne peut être pensé dans l'abstrait. Elles sont, dans les discours, le visage et le nom du peuple, son apparence, sa mise en acte, son moment de visibilité dans une dimension polémique. Elles renvoient, dans la perspective de ceux qui s'identifient au mouvement fondé par Perón, toujours au même espace politique : le péronisme. Il s'agit, dans notre perspective, d'une identification avec quelque chose qu'ils peuvent ne pas être socialement, mais qui permet un processus de subjectivation politique qui dessine le double corps du peuple comme l'espace d'inscription de leur pratique politique.

Perón, Evita et l'impact d'un tapis rouge

Rosa adhère au mouvement fondé par Perón au moment de sa gestation « vers 1945 », comme ses parents, comme 3 de ses 10 frères et sœurs. Elle est affiliée au PJ depuis ses débuts mais n'a jamais eu un militantisme politique ni d'activité syndicale. Elle est âgée de 69 ans lors des entretiens. A la retraite depuis treize ans, elle habite avec son mari à Florida, faubourg nord de la ville de Buenos Aires.

> « Quand Evita est morte j'avais 18 ans, presque 19. On disait que Evita continuait à donner des emplois. Et moi j'ai envoyé une lettre à Perón. Quinze jours après, vingt jours après j'ai eu un emploi. Et on me donne cet emploi… c'est pas qu'ils m'ont envoyé une lettre, on te le donne seulement. J'ai été invitée à connaître le Congrès, le siège du gouvernement avec un tapis rouge, j'ai été reçue par Perón et par son secrétaire, ils nous ont serré la main, ils nous ont donné une grande photo de Perón et Evita. Il y avait beaucoup de gens comme moi là. Et moi j'ai travaillé 38 ans dans l'emploi que Perón m'a donné au nom d'Evita parce que je lui ai envoyé la lettre. Alors tu comprends que pour moi le péronisme d'après n'a pas été la même chose.
> *Quelle était la différence ?*
> Pour moi la différence c'est que je crois que Perón a beaucoup lutté pour ne pas privatiser les choses, au contraire, que tout soit national et que la classe d'en bas puisse monter. Après, le ménémisme, le *Rodrigazo*[90]… les idées n'étaient plus les mêmes. Mais ce que Perón et Evita

[90] Dans le contexte d'une forte crise économique et politique, en juin 1975, Celestino Rodrigo, le Ministre de l'économie du gouvernement de Isabel Perón, met en place une politique économique d'orientation libérale, qui a ensuite été connue sous le nom de « Rodrigazo ». Cette politique consiste en un fort ajustement des prix et une dévaluation, qui ont entraîné une crise hyper inflationniste. Trois semaines plus tard une grève générale de 48hs est organisée par le mouvement syndical. Il s'agit de la première grève générale organisée contre un gouvernement péroniste et sa conséquence immédiate a été la démission de Celestino Rodrigo et de José López Rega.

ont fait, avec toutes les erreurs … quand j'ai fini l'école primaire on avait le lait tous les matins, du pain, les vêtements s'il t'en manquait, les contrôles médicaux à la Santé Publique. Et quand j'ai commencé à travailler c'était la même chose. Alors ça je l'ai vu, je l'ai vécu. Oui, Perón a beaucoup lutté pour la classe basse, la classe de tout en bas.
Et vous veniez d'une famille de classe basse ?
De classe moyenne, parce que de tout en bas non. Mais lui il a lutté pour la classe basse, pour la faire monter, et pour la classe moyenne aussi ».

Le père de Rosa était syro-libanais, sa mère espagnole, tous deux sont arrivés avec leurs familles en Argentine vers les années 1920. Installés d'abord dans la ville de Santa Fé, capitale de la province du même nom, au nord-est du pays, ils gagnent la ville de Buenos Aires une fois mariés, où ils ouvrent, en 1943, une épicerie. Rosa a quitté l'école à 16 ans pour commencer à travailler dans une usine textile. La rencontre avec Perón dont elle parle dans l'extrait correspond à l'année 1952 ; l'emploi que Perón lui a « donné » est un poste d'employée administrative à ENTEL, l'entreprise publique de télécommunications, privatisée par le gouvernement Menem en 1991.

Le souvenir de sa rencontre avec Perón occupe une place toute particulière dans la trajectoire d'adhésion de Rosa au péronisme, elle s'y attardera longuement, à deux reprises au cours de l'entretien. Le passage illustre l'ambivalence qui traverse l'identification au péronisme, dans ses significations multiples et parfois contradictoires. Ces significations renvoient au caractère ambivalent du vécu spécifique dans lequel elles sont ancrées : première expérience du péronisme au gouvernement, qui a impliqué à la fois une extension de la participation politique et une forte volonté de contrôle social de cette participation. On peut reconnaître en effet, dans le discours de Rosa, les traits centraux de la forte personnification du régime et de la glorification de ses figures emblématiques. Cette première référence renvoie à la primauté d'une signification distributive qui se substitue à une revendication en termes de droits : le travail apparaît dans ce passage comme une de ces « choses » que l'on « donne », ou plus précisément qu'Evita continue à donner, même après sa mort, par l'intermédiaire de Perón. Accéder à un travail ne relève pas d'un droit au travail mais est associé aux actions de Perón qui les distribue personnellement à ceux qui le demandent.

Mais cette première lecture ne suffit pas à rendre compte du sens multiple que Rosa attribue dans son récit à cette expérience. Si ce poste de travail lui est « donné », la manière dont elle s'attarde sur la façon dont Perón l'octroie concrètement surimpose à cette première dimension distributive une deuxième signification qui est d'une toute autre nature. Le poste,

son caractère stable et protégé, est bien entendu central dans son discours, mais le fait d'être reçue par le président même et son secrétaire au siège du gouvernement ne l'est pas moins. Cette distribution de postes ne se fait pas de manière impersonnelle, elle passe par la présence physique de Rosa au centre du pouvoir politique, installant son propre corps dans un espace qui lui était jusque-là étranger, mettant sous ses pieds un tapis rouge, signe du statut social et politique. La forte personnification qui caractérisait le premier régime péroniste peut opérer dans un double sens : si elle s'oppose effectivement au développement d'un discours en termes de droits, elle participe également à renforcer l'image de la montée des secteurs exclus du compte des parties de la société, du rôle central qui leur est reconnu dans le projet péroniste.

Dans le discours de Rosa, cette anecdote semble contenir, à travers l'évocation de cette image très puissante, la définition d'une époque : cette image semble contenir un projet péroniste de société, cristallisant, dans sa perspective, cette montée des classes basses. Cette « société péroniste » est fortement ancrée dans ce qu'elle évoque comme une expérience concrète, ou, pour reprendre son expression, elle est ancrée dans ce qu'elle « vu » et « vécu » –et devient donc modèle à rechercher par la suite. Ce n'est que dans la prise en compte de ce modèle de société que l'on peut comprendre la référence à Eva Perón qui déclenche le récit de sa rencontre avec Perón. C'est par rapport à ce modèle de société, tel qu'elle l'évoque, que le spectre d'Eva Perón fait sens : son rôle dans le projet de société péroniste demeure actif même après sa mort[91].

C'est pour cette raison que la question sur sa propre inscription sociale est sans aucune doute une mauvaise question : c'est une question que Rosa ne se posait pas, et qui est décalée par rapport à son discours. La référence aux « classes basses » apparaît dans son récit pour définir, en termes collectifs, le projet de société qui s'érige dans leur montée, projet auquel elle adhérait et dont elle se sentait partie intégrante. L'interrogation concernant l'appartenance sociale de sa famille l'oblige à s'incorporer, en incorporant les secteurs moyens, dans la figure péroniste qui prime dans son discours. Dans sa réponse, elle ne fait en définitive que négocier

[91] C'est la perspective de Beatriz Sarlo (2003) pour qui Eva Perón était la garantie transcendante du péronisme, son corps était un corps-pont : le corps emblématique du régime et de l'Etat de bien-être. Et ce corps politique ne meurt pas. La « bataille » autour de la dépouille d'Eva Perón manifeste cette fonction. Le corps fut embaumé à sa mort en 1952. Devenu indestructible et intemporel il fut exposé jusqu'à la chute de Perón en 1955. Ensuite « séquestré » par les militaires et caché pendant 18 ans, il sera une des réclamations des *Montoneros* lors de leur première action publique. Cette bataille s'inscrit dans ce registre symbolique du corps d'Eva Perón devenu icône du péronisme, représentation d'une autorité et d'un type de régime politique (Sarlo, 2003, p. 109-111).

avec son interlocuteur le sujet de la conversation : nous parlions de deux choses strictement différentes. La question était pensée et posée en termes d'intérêts de secteurs sociaux, la réponse en revanche se formulait en termes de projet et de modèle de société. Modèle où Rosa mobilise des références qui mènent de l'individuel au collectif, dans un va-et-vient entre les politiques de ce premier gouvernement péroniste et ses expériences personnelles.

L'inscription de ces figures populaires dans le péronisme, quoique aujourd'hui problématique, se traduit dans les discours par la définition d'un projet de société dans lequel elles étaient pleinement inclues. La puissance de ce projet réside, pour cette génération, dans son fort ancrage dans la « réalité » : ce projet est évoqué comme une expérience concrète, qui participe à dessiner ses traits spécifiques et le transforme en modèle à rechercher par la suite. Pour les membres de cette première génération, c'est dans la mémoire de cette première expérience de gouvernement péroniste, dans ce qu'ils ont « vu » et « vécu », que se dessine le modèle de société qu'ils situent au centre de leur identification politique.

3.1.2. La mesure du possible

Postuler le rôle central du vécu des premiers gouvernements de Perón –marque de différenciation par rapport aux générations suivantes– dans la construction des significations multiples que les péronistes les plus âgés attribuent à leur identification politique, n'équivaut pas à figer leur intelligibilité politique sur cette période vécue au cours de leur enfance ou de leur jeunesse. Toutes les expériences vécues font, au contraire, l'objet d'apprentissages, elles sont constamment mises en rapport et participent de manière dynamique à la construction de cet engrenage de référentiels, grille de lecture de la réalité politique. C'est ce lien dynamique entre le passé et le présent qui réactualise et réinvente en permanence les significations qu'ils attribuent à leur appartenance politique.

Parler du passé signifie, très souvent, définir par contraste ou par analogie le présent ; et chaque nouvelle expérience contribue à son tour à réinterpréter le passé, à reconstruire le lien avec le temps long qui l'intègre. C'est la raison pour laquelle l'évocation du premier régime péroniste n'est jamais isolée mais s'accompagne d'une référence aux expériences antérieures ou postérieures. Dans le récit d'Alberto (cité p. 158), cette évocation apparaît d'un côté en contraste avec les années 1930, avec cette période où, dans son souvenir, « le

propriétaire terrien était le propriétaire du pays », et d'un autre côté, indissociable de la période actuelle où « tous les péronistes sont morts ». Dans le cas de Rosa (cité p. 160), évoquer le premier régime péroniste revient à le différencier du « péronisme d'après », dans une référence explicite aux années 1970 avec le *Rodrigazo* et à la décennie ménémiste.

Ces différentes expériences sont mobilisées dans les récits des trajectoires politiques des individus inscrits dans cette génération, et sont interprétées dans un renvoi constant entre le passé et le présent, construisant ainsi un sens dans la longue durée. Si le vécu postérieur à la période 1945/1955 reformule en permanence les interprétations rétrospectives, cette période se définit en retour comme pierre de touche de toute expérience politique postérieure. En d'autres termes, c'est en la resituant parmi l'ensemble des expériences vécues tout au long des trajectoires que cette expérience politique prend sens, un sens qui peut être transmis dans le dialogue.

Dans ce temps long qui participe à la construction de l'intelligibilité de cette génération, l'expérience des premiers gouvernements de Perón a donc une place toute particulière. En effet, cette période, qui constitue pour tous le moment de l'adhésion au mouvement fondé par Perón (et parfois d'affiliation au PJ ou le début d'une trajectoire syndicale encadrée par le péronisme), est systématiquement mobilisée pour expliciter le comment et le pourquoi de leur identification politique. Plus profondément, elle constitue dans les récits de cette génération une sorte d' « unité de mesure » d'autres expériences politiques, elle fournit des éléments d'interprétation privilégiés de la réalité politique vécue et actuelle. C'est dans cette expérience que loge la définition du mouvement fondé par Perón comme l'espace par excellence d'inscription du peuple et des figures qui l'incarnent.

Ce n'est pas par un effet de « vide à combler » que le péronisme est devenu l'espace politique privilégié d'inscription des figures populaires pour ceux qui se définissent comme péronistes. Il s'agit plutôt d'un processus historiquement daté au cours de la période de gestation du mouvement, de construction d'un vide autour du péronisme, au travers duquel celui-ci devient le seul espace d'inscription du sujet populaire. Cette appropriation s'est faite dans la concurrence avec d'autres forces politiques, légitimées et reconnues dans l'espace populaire, en concurrence avec d'autres options d'inscription et d'autres adjectifs pour les noms du peuple. Et pour cette génération, l'ancrage dans le « réel » –dans ce qu'elle évoque comme une expérience concrète– que constituent les premiers gouvernements péronistes joue

un rôle fondamental favorable à la prédominance du péronisme dans l'espace populaire. Il contribue à créer l'intelligibilité du péronisme comme une force porteuse d'un projet de société crédible, réalisable et réalisé au cours de sa première expérience de gouvernement.

L'appropriation de cet espace est basée sur la capacité du péronisme à se présenter en continuité avec de précédents mouvements populaires, comme le point de cristallisation de ce que ces mouvements avaient esquissé. Deux ancêtres référents du péronisme –qui ne sont pourtant pas des « morts » politiques– : la branche dite « populiste » du radicalisme, liée à Hipólito Yrigoyen[92] et le socialisme. Dans les récits de cette génération, la référence aux mouvements populaires précédents est très intense, elle fait du péronisme l'héritier naturel de cette longue histoire. Pour Duré, âgé de 75 ans, forgeron encore en activité avec une longue trajectoire syndicale, la figure de Perón opère même la liaison physique entre le péronisme et son passé, lorsqu'il raconte comment ce leader politique travaillait déjà dans les années 1930, en tant que ministre du Travail de Hipólito Yrigoyen, pour l'organisation des travailleurs[93]. Cette erreur[94] dans le discours de Duré révèle la puissante continuité qui unit le péronisme avec les mouvements ouvriers et populaires qui l'ont précédé.

Le député socialiste Alfredo Palacios constitue une deuxième référence centrale dans les récits sur l'amélioration des conditions de vie et de travail des secteurs travailleurs, à l'origine de nombreuses lois de protection sociale et du travail préalables au gouvernement péroniste. C'est de ce député, figure emblématique du socialisme argentin, dont Pedro parle lorsqu'il affirme que Perón a « mise en œuvre » des revendications ouvrières que « d'autres » avaient proposées (cité p. 150). D'après le récit de Benjamín :

> « A 17 ans [en 1955] j'ai commencé à être adhérent au parti péroniste. Il s'appelle Parti Justicialiste, mais lui [Perón], il voulait l'appeler Parti Socialiste Argentin. Alors on lui a dit 'non mon Général, vous ne pouvez pas utiliser ce nom-là parce que le parti socialiste existe déjà'. Alors il l'a appelé Parti Justicialiste ».

[92] Hipólito Yrigoyen a été un des grands leaders de l'UCR. En 1916, il est le premier président de l'Argentine à avoir été élu par le vote populaire, après la loi qui établissait le suffrage masculin. Au cours de sa première présidence il a promu les premières lois sociales et du travail (telles que le repos dominical).

[93] Le récit de Duré manifeste le rapport de continuité entre le péronisme et le mouvement socialiste et *yrigoyenista* : « Perón a commencé à faire respecter les lois que Palacios avait laissées. C'était un dirigeant politique qui a été député pour le socialisme. Et Perón a commencé à faire respecter ces lois. Il savait parce qu'il avait été Ministre du travail à l'époque d'Yrigoyen, et là, avec Yrigoyen, il avait commencé à travailler sur cette base dans l'organisation des ouvriers ».

[94] Perón n'a pas fait partie de l'équipe gouvernementale de Hipólito Yrigoyen. Il devient ministre du Travail et de la Prévision sociale treize ans après le renversement du deuxième gouvernement du leader radical.

Mariano Plotkin (1994) retrace le processus par lequel le péronisme s'est approprié des symboles de la lutte ouvrière, dans la recherche du monopole de l'espace symbolique public. Cette appropriation s'est faite d'avantage dans la concurrence avec d'autres secteurs de la scène politique, que dans la collaboration. Le péronisme a sans doute eu, à en juger par les récits des péronistes de cette génération, un succès considérable dans cette appropriation de l'héritage des luttes ouvrières de longue haleine. Le travail de la mémoire transforme la confrontation avec d'autres forces politiques en rencontre, et le péronisme en héritier naturel. Mais il n'est pas inutile de rappeler que le 1er mai 1946, où Perón, peut-être pour la première fois, tente de transformer la « fête des travailleurs » en une fête essentiellement péroniste, il prononçait son discours à la *Plaza de Mayo*, tandis que Alfredo Palacios le faisait, en même temps, à la *Casa del Pueblo*, siège du Parti Socialiste à la capitale fédérale (Plotkin, 1994, p. 105).

Mais dans la perspective des acteurs qui s'identifient au péronisme, ce mouvement politique vient parachever les luttes ouvrières et populaires précédentes, en les incorporant à un discours axé sur le présent, sur des transformations en cours et non pas sur l'avenir d'une révolution : sur ce qui est pour eux une expérience concrète soit dans l'amélioration de leurs propres conditions de vie et de travail, soit dans l'évocation d'une société marquée par le progrès et le bien-être[95]. En effet, des lois sociales existaient, mais dans leurs discours elles n'étaient que des « propositions ». Dans les faits, elles étaient rarement respectées et appliquées. Selon les récits et les évocations, tout l'avantage du péronisme est là, tout son potentiel « révolutionnaire » se réduit à traduire, en « langage » péroniste, cet héritage dans le « réel », à faire exister ce qui n'existait auparavant qu'à l'état latent. L'une des clés du pouvoir d'attraction du péronisme, qui apparaîtra et se renforcera dans les discours des trois générations analysées est ce qu'elles perçoivent comme la capacité du péronismes à agir sur le réel, à réaliser, à se construire dans une transformation concrète.

Cette transformation concrète se « réalise » au cours des gouvernements péronistes des années 1940/1950 : nombre des interviewés emploient les termes de « réalisations du péronisme », expression largement utilisée par le discours officiel de l'époque. Dans le récit

[95] L'interprétation que laissent transparaître les récits de péronistes que nous avons rencontrés, présente de forts points en commun avec le discours officiel péroniste de l'époque. Selon M. Plotkin, la fête du 1er mai, qui dans les premières décennies du XXème siècle, était organisée comme une journée de protestation ouvrière devient, dans les discours officiels des premières années du gouvernement péroniste, l'occasion d'une célébration de la rencontre entre la classe ouvrière et le leader ; célébration également des améliorations des conditions de vie et de travail mises en œuvre à partir de 1946 (Plotkin, 1994, p. 107).

des péronistes qui les ont vécus, les axes qui définissent cette expérience correspondent à une société centrée sur un projet industrialiste et fortement nationaliste, de plein emploi, qui se caractérisait par ses puissants mécanismes d'intégration sociale. Cette intégration sociale s'appuyait, d'une part sur la mise en place d'un Etat de bien-être fondé sur les droits sociaux et la protection sociale et, d'autre part, sur des mécanismes d'assistance sociale fortement personnifiés dans les figures des leaders. Les références à la forte mobilité ascendante sont presque toujours présentes. Elles parlent plus globalement d'une société que l'on évoque comme étant placée sous le signe du progrès collectif, presque toujours en contraste avec l'Argentine actuelle et le vécu du déclin social et économique. Dans le souvenir de Rosa :

> « Tout ce que Perón et Evita ont fait, avec tous les défauts qu'ils ont pu avoir ! Mais les enfants étaient heureux et les adultes aussi parce qu'ils avaient leur travail. C'était la joie. Tu sortais à n'importe quelle heure et les bus étaient pleins de monde et les usines aussi. Tu ne sais pas ce que c'est pour quelqu'un qui a vécu ça de voir un pays comme celui qu'on a aujourd'hui. C'est triste ! Parfois je prends le bus pour aller à San Martín et je me dis 'quelle solitude', les bus sont vides, il n'y a pas de gens qui travaillent. Tout ça fait mal. Ça fait mal parce que nous avons des enfants, nous leur avons fait faire des études, en nous sacrifiant énormément, pour qu'ils se démènent pour le pays et maintenant on doit attendre qu'ils partent vers un autre pays ».

Rosa parle en connaissance de cause, son fils aîné habite au Brésil, sa fille aux Etats-Unis. C'est dans le contraste entre cette société idéalisée de sa jeunesse et l'Argentine actuelle que son identification au péronisme prend tout son sens. L'importance de l'expérience du premier régime péroniste ne réside pas dans le fait qu'elle configure à jamais la signification de cette identification politique, mais plutôt dans le fait qu'elle constitue le point d'ancrage privilégié, et spécifique à cette génération, d'un ensemble de référentiels. Elle contribue, comme c'est le cas pour Rosa, à organiser les traits qui définissent un modèle de société, que les péronistes les plus âgés évoquent comme une « réalisation ». Cette période dessine le péronisme comme l'espace privilégié d'inscription des sujets populaires. C'est en fonction de ce vécu que d'autres vécus sont évalués –d'autres gouvernements péronistes inclus. Et cette mise en rapport avec des passés multiples et le présent, contribue à la réinterprétation –et à l'idéalisation– permanente de cette première expérience. Dans l'expérience d'Oscar, âgé de 60 ans, qui a travaillé presque toute sa vie active à la poste publique, et a développé en parallèle une intense activité syndicale à la FOECYT (*Federación de Obreros y Empleados del Correo y Telecomunicaciones*) :

« *Pourquoi est-ce que vous avez adhéré au péronisme ?*
Bon, parce que je me suis rendu compte de ce qu'était fondamentalement la justice sociale. Et puis ce qui se passait quand le Général Perón était là et ce qui se passait quand les révolutionnaires sont venus [le gouvernement de Perón a été renversé par la dite « Révolution libératrice »]. D'abord proscrire le nom Perón. On ne pouvait pas parler, sinon, on allait en prison. Alors ça laisse des traces, les erreurs que les autres font, les autres gouvernements, ils font que tu te rapproches de plus en plus de cette idéologie ».

Ainsi, ce n'est pas uniquement dans le rapport à la crise actuelle que l'expérience du premier régime péroniste est réinterprétée et mystifiée. L'expérience postérieure d'interdiction du parti et de gouvernements militaires a largement contribué à l'idéalisation des années 1950. Humberto raconte comment son père avait été renvoyé de son travail dans un abattoir parce qu'il était péroniste (et « collaborationniste » dit-il). Sa mère, également péroniste, a été emprisonnée parce qu'elle faisait partie d'un groupe qui se réunissait au cimetière pour commémorer Eva Perón. Son frère, qui était à ce moment-là officier de police, a été envoyé au Chaco (une province du nord du pays) à cause de l'emprisonnement de sa mère : « Après, on a dû cacher tous le livres qu'on avait, à partir du moment où la police est venue chercher ma mère. Alors mon père a été licencié, on a envoyé mon frère dans le Chaco, et nous on était comme ça, on s'accrochait ! ».

La puissante polarisation politique qui se développe à partir de l'ascension de Perón et s'accentue après la chute de son gouvernement a un impact fondamental dans les trajectoires d'adhésion et les trajectoires politiques des péronistes de cette première génération. Elle contribue à une redéfinition et à une réinterprétation du mouvement fondé par Perón. Plus précisément, cette polarisation renforce l'image du péronisme comme seul espace d'inscription des sujets populaires.

Humberto se fiançait, à la fin des années 1950, avec son épouse, Ofelia. Il a dû attendre trois ans pour pouvoir entrer dans sa maison familiale, « parce que j'étais pauvre et péroniste, bon, plus parce que j'étais péroniste que parce que j'étais pauvre», dit-il. Ofelia provient, en effet, d'une famille de commerçants de classe moyenne profondément anti-péroniste, elle définit dans l'extrait suivant, cette polarisation en termes de haine :

« Quand Eva Perón est morte, mon cousin a pris la photo du journal *La Prensa*, et alors on disait qu'elle était décédée, qu'à 20 heures on faisait une minute de silence et tout ça, et mon cousin a jeté la photo par terre, il a craché dessus et il a marché dessus. C'était des réactions comme ça à l'époque. A ce moment-là, la haine était si grande ! Ou on était péroniste, mais complètement… il n'y avait pas de gris, c'était blanc ou noir »

Cette forte polarisation politique a sans doute contribué à renforcer l'image du péronisme comme seul espace populaire, en le définissant par le conflit avec d'autres secteurs : la classes moyenne, l'oligarchie. Mais elle contribue aussi à construire l'image d'un péronisme plus homogène que celle que l'on trouve dans les générations suivantes. En effet, l'expérience de l'intensité de l'anti-péronisme[96], telle qu'il est évoqué, constituant presque un vécu spécifique de cette génération, opère dans les récits comme un puissant générateur de cohésion politique. La polarisation existe et elle peut atteindre des niveaux de violence très élevés, mais elle se situe à l'extérieur du péronisme. Les récits de cette génération restent en général très discrets sur les conflits internes au mouvement fondé par Perón, qui peuplent pourtant les discours de la deuxième génération. S'ils sont évoqués, c'est en réponse à une question directe et presque toujours par rapport aux expériences de gouvernements péronistes postérieurs. Le péronisme, dont la signification a ici comme référentiel central les deux premiers gouvernements de Perón, est unitaire et unificateur. Guillermo, un péroniste âgé de 65 ans, avec un important parcours syndical dans le SOM (*Sindicato de Obreros de Maestranza*[97]), parle des années 1970, en réponse à une question sur l'affrontement de différents secteurs du péronisme :

> « [Dans son activité syndicale] Il y a aussi eu beaucoup de répression, beaucoup de persécution. Moi dans ces années-là [au début années 1970], j'étais proche des *Montoneros*…
> *Et il y avait une opposition avec un autre secteur… ?*
> Non, le péronisme n'a pratiquement jamais été divisé, jamais. Le péronisme est une structure, au sein de cette structure bien sûr, pour lui donner un peu de couleur et de goût, il faut mettre du poivre, et le poivre, ce sont les compagnons qui le lui donnent. Les uns un peu plus à gauche, les autres plus collés à gauche, d'autres plus à droite ».

D'après les propos de Guillermo, comme dans nombre de discours des interviewés de cette première génération, les différents secteurs péronistes existent et sont reconnus, mais ils constituent un ensemble qui fait sens, ces secteurs ne sont pas en lutte pour la définition d'une intelligibilité dominante du péronisme. Dans les récits de cette génération, la polarisation qui atteint des niveaux de violence très élevés dans les années 1970 est en quelque sorte banalisée, et c'est une des différences les plus importantes par rapport aux discours de la deuxième génération, qui s'organisent autour de la polarisation idéologique du mouvement.

[96] Anti-péronisme qui, au cours des gouvernements militaires qui ont suivi la chute de Perón prend, dans les évocations, une forme fortement répressive, en particulier par la volonté de clôturer tout espace, public et privé, d'expression de cette identification politique, comme le montre l'extrait suivant du dialogue avec Rosa : « Je me souviens, c'était les premières époques de la proscription, j'ai vu un travailleur crier 'Vive Perón' dans la rue et la police est venue sur le coup, on le battait ! On le frappait sur le dos avec des bâtons ! Parce qu'il avait crié 'Vive Perón' ! ».

[97] Organisation syndicale des employés des entreprises de nettoyage.

Pour les plus âgés, le péronisme se définit comme une structure qui peut contenir, presque naturellement, différents courants idéologiques, de « gauche » ou de « droite », sans que cela devienne conflit. Le conflit se situe ailleurs, à l'extérieur, dans la répression et la persécution.

Cette période immédiatement postérieure aux premiers gouvernements de Perón, l'image répressive et polarisée qui lui est associée, se présente très souvent comme une traversée rapide du paradis à l'enfer. Elle nourrit largement les réinterprétations du premier régime péroniste et contribue à fixer sur cette période un projet de société –le seul– qui incarne la reconnaissance et l'inclusion pleine des figures populaires. Cette pleine intégration définit largement dans les récits ce premier régime péroniste et constitue l'axe de différenciation par rapport à d'autres gouvernements. Dans le passage suivant, l'appréciation que donne Jorge du modèle « développementiste » du président radical Arturo Frondizi (1958/62)[98] le montre :

> « Frondizi gagne les élections avec un programme qui, comparé à ça [la politique de Néstor Kirchner en 2003], était révolutionnaire, le programme national et populaire de Frondizi. Tu vois, *la différence commence là*, parce que le secteur des entrepreneurs et des industriels a eu des espoirs avec le projet « developpementiste » de Frondizi. Parce que c'est vrai qu'on dépendait du capital étranger, mais on installait des industries automotrices, des usines de pièces détachées d'automobiles, elles s'installaient, on aurait dit qu'on était le pays le plus riche du monde ! On avait des usines, des industries d'assemblage, au moins 20 marques de voitures, c'était incroyable ! Et bien sûr, tout ça générait des espoirs. Mais les conditions de celui qui travaillait dans ces usines se détérioraient. Alors les seuls qui se voyaient de plus en plus exclus étaient les travailleurs, par contre, les entrepreneurs, les commerçants, eux, ils avaient des espoirs, c'est pour ça que beaucoup de gens, classes moyenne basse et moyenne, parlent bien de Frondizi. Mais Frondizi, pour gouverner, il a dû mettre en place le plan CONINTES[99] qui était répressif, parce que la résistance des travailleurs était grande »

Dans le discours de Jorge, il est possible d'identifier, dans d'autres étapes historiques, un projet « national et populaire », centré sur l'idée d'industrialisation. Ces autres projets

[98] Le modèle de Frondizi était centré sur le développement et la modernisation du pays, au travers une deuxième étape d'industrialisation, poussée par les investissements étrangers. Le pacte avec le péronisme qui avait contribué à sa victoire électorale a entraîné, pendant la première année de sa gestion, une politique d'ouverture et de conciliation avec les différents secteurs du mouvement, en particulier les organisations syndicales. Après une forte expansion en 1958, la crise économique se fait sentir l'année suivante par l'augmentation de l'inflation et des difficultés dans la balance de paiements. Le gouvernement lance un programme de stabilisation d'orientation libérale –qui inclut le gel des salaires, la dévaluation et la réduction des régulation étatiques– dont le résultat a été une forte augmentation du chômage et une baisse des revenus des salariés. Ce plan de stabilisation –accompagné d'une attitude décidément répressive face à la protestation sociale– marque la fin de l'équilibre précaire des rapports entre le gouvernement et le syndicalisme, qui intensifie les actions d'opposition et protestation –grève et sabotage– au cours des années suivantes. (Romero, 2001, p. 143). Selon James (1990, p. 159), l'année 1959 marque le sommet des actions des protestations des travailleurs avec 10 078 138 journées de travail perdues à cause des grèves dans la capitale, dans lesquelles 1 400 000 travailleurs ont participé.

[99] Le Plan CONINTES (*Plan de Conmoción Interna del Estado*) mis en place par le gouvernement à partir de mars 1960 donnait la jurisprudence aux Forces armées pour intervenir en cas de « conflits internes ».

peuvent même, en raison de l'expansion économique à travers laquelle ils sont évoqués, être qualifiés de « révolutionnaires ». Mais la différence entre ces modèles de développement et le premier régime péroniste –tout en reconnaissant certains points communs– demeure irréductible. Et cette différence est une question d'exclusion : dans la perspective de Jorge, ces autres projets « nationaux et populaires » n'étaient pas basés sur l'inclusion des figures populaires, mais plutôt sur la définition de celles-ci comme les « seules » à ne pas être prises en compte dans le compte des parties de la société. La mise en rapport entre l'expérience du projet national et populaire péroniste avec d'autres projets sert à définir la singularité de ce vécu.

Tous ces éléments convergent vers la création d'un « vide » autour du péronisme dans l'espace populaire : la monopolisation de l'héritage des luttes ouvrières précédentes ; une profonde polarisation politique placée à l'extérieur du mouvement –et qui produit donc une image de cette période, en la caractérisant par l'harmonie et l'unicité interne, par le conflit et l'opposition externe– ; enfin, une mise en relation constante avec les expériences postérieures et antérieures qui favorise l'idéalisation de cette période. Ce vide par rapport auquel cette première génération définit le péronisme est fondamental pour comprendre les stratégies et les alternatives mises en place pour résoudre la tension entre leur manière de vivre cette identification politique et ses expressions de représentation publique qui seront analysées dans le chapitre suivant.

Comme nous avons tenté de le montrer dans cette section, le vécu des deux premiers gouvernements de Perón organise les discours de péronistes les plus âgés. Il participe à la définition de différents noms du peuple, des contours précis de son visage, de son apparence. La deuxième génération, comme nous le verrons dans la section suivante, construit son propre peuple, en lui donnant une nouvelle apparence. Une fois encore, cette apparence est travaillée par les moments d'apparition du peuple qui marquent l'expérience politique spécifique à cette génération.

3.2. Dans le sillage du peuple

Dans les discours de la deuxième génération, marquée par le processus politique complexe des années 1970 qui mène à la troisième présidence de Juan Domingo Perón, en

1973, le peuple change de nom et de visage, sans pour autant cesser de s'inscrire dans l'espace politique péroniste :

> « *Comment en êtes-vous venu au péronisme ?*
> Non, en réalité je ne suis pas venu au péronisme, moi, je viens d'une famille d'extraction politique liée au péronisme, particulièrement mon père, il était lié à des militantismes socialistes dans les années précédant 1945 et après il a adhéré au péronisme. Alors je ne suis pas venu au péronisme, j'y suis né. Moi en réalité, j'entendais le mot Perón et disons, le mot Perón était toujours associé à un moment en Argentine où les gens avaient des possibilités de modifier leurs conditions de vie et d'accéder, surtout les secteurs populaires, à de meilleures conditions de vie. Moi j'ai vécu ça. Et après j'ai commencé à lire. En plus, la formation à l'université m'a permis de confronter la pensée de gauche avec ce que proposait le péronisme et on voyait à ce moment-là la possibilité d'un développement historique de ce qu'avait été le péronisme des années 40 ou 50 dans une convergence avec les mouvements de libération nationale. Après, l'histoire a été différente, on a vu s'installer d'autres choses en Argentine et avec le temps on a compris ce qu'elles signifiaient. Et cette vision que nous avions comme génération s'est terminée par une énorme tragédie, une situation terrible et en plus avec la consolidation de la droite économique »

L'extrait provient du dialogue avec Juan qui était âgé de 51 ans au moment des entretiens. Il condense les traits principaux de l'intelligibilité du péronisme des individus que nous inscrivons dans la deuxième génération dans le schéma de cette thèse. Son récit rend compte, en particulier, de la reproduction des significations centrales du péronisme qui étaient présentes dans les discours des péronistes plus âgés, opérée par la voie d'une transmission intergénérationnelle, qui se réalise le plus souvent dans le cadre familial. Ces significations sont néanmoins reformulées lorsqu'elles s'intègrent à l'univers de référentiels propre à cette génération, ancré dans les expériences politiques qui lui sont spécifiques.

Le père de Juan était chef de chantier dans le secteur de la construction, sa mère femme au foyer, tous deux s'identifiaient au péronisme et avaient une intense activité militantiste dans le PJ. Juan raconte d'ailleurs que sa mère se rendait encore en 2003, à 80 ans, dans l'Unité de Base de son quartier. Il commence au début des années 1970 des études d'anthropologie qu'il achève dix ans plus tard. Il finance ses études en travaillant comme employé dans une banque. Il se définit comme péroniste et a eu, depuis la fin des années 1960 jusqu'aux années 1980, un militantisme politique très actif : d'abord dans ce qu'il appelle un militantisme de quartier, ensuite dans un militantisme universitaire encadré par différentes branches de la JP. En 1977 il commence un travail politico-syndical de formation doctrinaire liée au péronisme adressée aux employés publics, dans le cadre du syndicat UPCN (*Unión de personal civil de la Nación*). Dès lors il ne milite que dans la structure syndicale, qu'il considère comme « l'espace naturel du péronisme ». Il est aujourd'hui chargé du programme

culturel du syndicat, où il travaille à temps plein depuis la moitié des années 1980. Après le divorce de sa première épouse, Juan s'est remarié et a trois fils, âgés de 7, 18 et 26 ans en 2003.

Dans l'extrait cité comme dans la plupart des récits des péronistes âgés de 45 à 55 ans que nous avons interviewés, les puissantes références familiales constituent le point de départ des trajectoires d'adhésion. Poser ce premier repère, revendiquer l'appartenance à ce qu'ils appellent des « familles péronistes », revient à la fois à « naturaliser » cette adhésion politique et à l'inscrire dans la continuité, dans un temps long qui s'étend souvent sur trois générations. Ils sont péronistes, comme leurs parents, parfois comme leurs grands parents. Dans le récit de Juan, cette transmission est définie comme un vécu : il a entendu le mot Perón, mesuré tout son poids symbolique et politique associé à une période d'amélioration des conditions de vie des secteurs populaires, qu'il situe ensuite autour des décennies 1940/1950. Juan ramène le nom de Perón, et cette période chargée d'un poids symbolique à une expérience qu'il n'a pas vécue, qui le précède, et qui est la source d'une des significations centrales du péronisme marquant l'intelligibilité politique des péronistes les plus âgés : la définition de ce mouvement politique dans le rapport privilégié qu'il établit avec les secteurs populaires ; l'ancrage de cette définition dans une période historique spécifique, les deux premiers gouvernements de Juan Domingo Perón.

Comme Pedro (dans l'extrait cité au début du chapitre), Juan « naît » péroniste, mais les treize ans qui les séparent ne peuvent que reformuler le sens de cette expression. Pour Pedro, « naître péroniste » condense la marque d'un vécu d'enfance. C'est, pour utiliser ses propres mots, « grandir » au cours du premier régime péroniste, mesurer la puissance de ces jouets que l'on distribuait à la poste, des aides de la FEP et plus tard, d'un espace concret d'inscription de sa propre lutte pour les « revendications ouvrières ». Dans ce cas, poser ce point de départ dans sa trajectoire d'adhésion au péronisme équivaut à expliciter le poids fondamental d'un tel vécu dans la construction de son intelligibilité du mouvement fondé par Perón. En revanche, dans le discours de Juan et plus largement dans les récits de cette deuxième génération ce premier rapport au mouvement péroniste ne s'inscrit pas dans un vécu propre. Il rend compte d'une transmission qui permet de maintenir actives les significations centrales du péronisme des générations précédentes. Ainsi, cette première signification du péronisme qui le définit comme un espace populaire renvoie au temps passé et à un peuple qui se dessine par rapport aux enjeux de cette époque.

La différence entre ces deux générations (c'est-à-dire entre une intelligibilité du péronisme fondé sur un vécu, et une autre fondé sur l'héritage) réside donc en premier lieu dans le degré de distanciation entre celui qui parle et la figure populaire qui habite les discours sur le péronisme. Si dans les récits des deux générations l'appartenance politique fait apparaître différentes figures populaires, dans le cas des plus jeunes, elle s'articule beaucoup moins au « corps social » du peuple, à des appartenances socioprofessionnelles. Et cela parce qu'une première distance, définie en termes générationnels, s'instaure. La figure qui domine leurs discours sur ce premier rapprochement au péronisme renvoie à un peuple qui ne leur est guère contemporain, qui est déjà inscrit dans le péronisme aux origines de leurs trajectoires d'adhésion et d'action politique.

Cette première signification du péronisme liée à la transmission, familiale dans le cas de Juan, se reformule dans la confrontation aux expériences politiques propres à cette génération, construisant une intelligibilité spécifique dont le cœur est cette articulation entre un héritage et un vécu. Le vécu le plus intense, celui que les interviewés de cette génération mobilisent le plus souvent pour donner un sens à leur identification politique se situe, dans la plupart de leurs récits, entre deux repères qui définissent, selon eux, toute une époque : le *Cordobazo* en 1969 et le dernier coup d'Etat dans le pays en 1976.

Pour la génération précédente, ces figures populaires qui habitaient l'espace péroniste, permettant une identification avec la revendication égalitaire dont elles étaient porteuses, dessinaient un modèle de société qui les intégraient pleinement, dont la puissance tenait, d'après leurs récits, à son caractère d'expérience concrète : une société que les péronistes les plus âgés avaient vue réalisée dans le vécu direct des premiers gouvernements de Perón. Ainsi, pour les plus âgés, le passé devient futur, modèle à reconstruire. Lorsque cette période ne constitue plus un vécu direct comme c'est le cas pour la deuxième génération, l'image de la société péroniste enracinée dans la réalisation de cette inclusion des figures populaires ne se présente plus comme un passé à reconstruire mais comme un avenir à conquérir : le modèle devient donc projet. Cette différence se manifeste dans les mots que chaque génération utilise pour définir le péronisme. Pour la deuxième, il ne s'agit plus de ce qu'elle à « vu et vécu » comme dans le cas de Rosa par exemple, mais, comme dans l'extrait cité du dialogue avec Juan, de la « possibilité d'un développement historique » qui définit un péronisme en mouvement, en projet.

Dans cette deuxième génération, la période du premier régime péroniste demeure active en définissant le péronisme comme un espace d'inscription des figures populaires, mais elle devient point de départ, première étape d'un projet plus vaste à réaliser. Dans l'extrait cité, Juan définit d'emblée sa vision en termes générationnels, et situe dans le premier régime péroniste la source du projet qui avait impliqué dans les années 1950 une amélioration des conditions de vie des secteurs populaires. Dans les années 1970, pour tout un secteur du péronisme, ce projet s'insérait dans un objectif plus vaste et aussi plus indéfini qui reformulait le péronisme en termes de mouvement de libération nationale. Le premier régime péroniste trace le sillon inachevé menant à un projet d'une toute autre nature.

Lorsque ce projet n'est plus modèle, c'est-à-dire lorsqu'il ne puise pas, comme pour la première génération, ses traits principaux dans l'Argentine des premiers gouvernements de Perón, sa définition devient l'objet de conflits et de négociations. Cette définition du projet péroniste, qui n'est pas ancrée toute entière dans le passé mais se déploie sur l'avenir, se fait dans cette deuxième génération en des termes tout à fait différents : ceux d'une problématisation idéologique. Dans le récit de Juan, le projet de libération nationale se définit dans la mise en rapport de cette première expérience de gouvernement péroniste avec les pensées de gauche. Différence de poids condensée toute entière dans les mots que les membres de cette deuxième génération utilisent pour définir leur identification politique : la problématisation du péronisme en termes idéologiques, en termes de positionnement gauche/droite, constitue en effet un trait spécifique de l'intelligibilité de cette génération, qui la différentie nettement de la première génération.

> *Selon vous qu'est-ce que le péronisme a de spécifique par rapport aux autres partis politiques ?*
> Le péronisme, la différence qu'il a avec d'autres partis politiques c'est que c'est une doctrine et qu'il met en pratique la doctrine populaire. Il a toujours été du côté des travailleurs, il les a toujours défendus. (Guillermo, 65 ans)

> *Comment définiriez-vous la spécificité du péronisme par rapport aux autres partis politiques ?*
> C'est mon appréciation aujourd'hui, je crois que le péronisme doit se situer dans un espace idéologique comme celui où le président [N. Kirchner] est en train de le situer. Le péronisme, sans aucun doute, doit occuper un espace de centre gauche dans l'éventail idéologique, et de défense des intérêts et du monde du travail. (Juan, 51 ans)

Dans cette deuxième génération, la définition du péronisme comme un espace d'inscription des sujets populaires, qui, dans les deux derniers extraits cités, s'opère à travers

la figure du travailleur, se reformule dans un positionnement idéologique qui le situe très souvent comme une force politique de « gauche » ou « progressiste ». Comme nous le verrons plus en détail, cette reformulation est liée au rapprochement entre le péronisme et ce que certains auteurs ont analysé comme la « nouvelle gauche » dans le pays, rapprochement qui a marqué leur expérience politique. Mais cette intelligibilité du péronisme traversée par l'influence des idéologies de gauche n'est pas univoque. L'on constate en effet au cours de cette période une polarisation idéologique, interne au mouvement fondé par Perón, qui laisse la trace d'une profonde indéfinition dans le projet péroniste.

Le passage cité de l'entretien avec Juan permet d'introduire les principales reformulations du monde symbolique qui définit l'identification au péronisme selon cette deuxième génération. En premier lieu, les significations centrales qui marquent l'intelligibilité des plus âgés de nos interviewés constitue, pour la deuxième génération, un héritage sélectif que cette dernière reformule en fonction de ses expériences politiques et des enjeux qui définissent l'époque qu'elle situe au centre de ses récits. Dans cette reformulation, le peuple qui habite le péronisme change de visage et est moins défini dans le cadre d'un antagonisme social comme pour les plus âgés, que comme sujet d'un projet politique à réaliser **[3.2.1]**. Depuis le début des trajectoires politiques et d'adhésion des individus que nous inscrivons dans cette deuxième génération, la définition de ce projet péroniste est problématique et se fait non pas en termes d'expérience concrète et reproductible mais en termes idéologiques –dans un positionnement gauche–droite. Cette problématisation idéologique du péronisme constitue un des traits centraux de l'intelligibilité politique de cette génération et est profondément ancrée sur l'expérience politique qu'elle situe au centre de son univers de référentiels, participant à construire la grille de lecture de la réalité politique **[3.2.2]**.

3.2.1. Le peuple du « déjà là »

D'après le récit de Graciano, âgé de 54 ans, concernant sa trajectoire politique, le péronisme se définit essentiellement par la figure du peuple qui lui est associée. La différence centrale par rapport aux récits de la génération précédente est que ce peuple était déjà là :

> « Dans mon cas, depuis l'adolescence, je me suis toujours intéressé à la politique, j'ai beaucoup lu et tout ça. Après, à l'université, je commence à militer et je n'étudie pas… j'étudie après, déjà marié.

C'était en quelle année ?
1971.
Et où est-ce que vous avez commencé à militer ?
Dans le péronisme.
Pourquoi dans le péronisme ?
Bon, parce que le peuple était là. En plus, moi je croyais au projet de Perón, au projet social, populaire, économique, de vie. »

C'est au nom d'un peuple, qui habitait le péroniste depuis sa période de gestation, que les interviewés de cette génération s'inscrivent activement dans ce mouvement politique. L'image puissante d'un « peuple pour le péronisme » traverse les récits de cette génération. Quelles sont les figures populaires incarnant ce peuple péroniste ? Comment deviennent-elles sujets du projet véhiculé par le mouvement fondé par Perón ? Dans le dernier extrait, comme dans le récit de Juan, ces figures font référence à un peuple qui les précède, dont l'inscription politique est liée aux antagonismes sociaux de la période de surgissement du péronisme qui apparaît comme une « source première » de la définition de ce mouvement politique. Ces figures populaires articulent, comme dans l'intelligibilité des plus âgés, les deux significations principales du péronisme : une signification distributive –qui se manifeste par exemple dans le récit de Juan par la référence aux possibilités d'amélioration des conditions de vie des secteurs populaires– nouée très souvent à une signification égalitaire, de mise en acte et de traitement d'un conflit. Ces deux significations sont toujours associées à l'expérience de la génération précédente.

Le récit de Silvia, une péroniste de 54 ans, précise le nom et le visage de ce peuple péroniste, dans une figure populaire qui est directement liée à l'expérience de sa mère, où elle met en avant de manière explicite cette signification égalitaire du péronisme :

« Ma mère est péroniste. Je crois qu'elle a, nous avons… c'est très mélangé à une idée religieuse, dans le sens de ce qui est juste et ce qui n'est pas juste, de ce qui est du devoir et ce qui n'en est pas, peut-être aussi très installée l'idée que tous les hommes sont égaux, mais que vraiment tous les hommes sont égaux. Et aussi un peu le sentiment du *cabecita*[100], elle m'a

[100] « *Cabecita negra* » est une expression extrêmement péjorative, qui apparaît dans la ville de Buenos Aires dans les années 1940, utilisée pour désigner les migrants venus des provinces de l'intérieur, principalement du nord du pays, attirés par les emplois créés par le processus d'industrialisation, et qui s'installaient dans les grandes villes et ses faubourgs. L'expression est porteuse de trois connotations : raciste, « classiste » et politique, marquant l'opposition péroniste – anti-péroniste. En ce sens, il nous semble que Germán Rozenmacher, un des écrivains qui élaborent dans les années 1960 une revalorisation du péronisme, ne se trompe pas lorsque dans sa nouvelle *Cabecita negra* (1962) il souligne « l'animalité » dans laquelle la petite bourgeoisie citadine se représentait l'irruption ouvrière dans l'espace public (Altamirano, 2001, p. 100-102). Une nuit d'insomnie, le protagoniste, Monsieur Lanari, un commerçant prospère, voit sa maison « prise » par deux « cabecitas negras » : une femme qui « aurait pu être sa domestique » et un officier de police. Tout commence par les cris de la femme : « Una mujer aullaba a todo lo que daba como una perra salvaje y pedía socorro sin palabras, gritaba en

signalé très souvent le mépris qu'elle a souffert tout au long de sa vie parce qu'elle était brune [*morocha*]. Et ça les a marqués, dans leur quartier, à Coglan, que nous soyons les seuls bruns et toutes ces choses-là. Et après la question de la justice aussi et de l'appartenance au peuple ».

Silvia est âgée de 54 ans au moment de notre rencontre. Elle est enseignante d'histoire dans des écoles secondaires de la capitale et de la province de Buenos Aires. Elle a commencé ses études au début des années 1990, à 42 ans, et a eu son diplôme 7 ans plus tard. Jusqu'à ce moment-là, son parcours professionnel est irrégulier. Elle commence à travailler après avoir fini ses études secondaires, en 1965, comme employée dans une association protectrice des animaux dans la province de Buenos Aires, et ensuite dans une entreprise de construction. A ce moment-là, elle commence également des études d'architecte et de sociologie qu'elle ne finira pas. Elle adhère au péronisme au début des années 1970, est affiliée au PJ depuis l'ouverture mise en place par le gouvernement de Lanusse, en 1971; elle a eu un militantisme très actif dans un groupe politique lié à la JP, l'*Ateneo* de la JP, dans une banlieue nord de Buenos Aires, entre 1972 et 1976. Silvia rencontre Graciano, qui militait dans le même groupe péroniste, en 1972. Ils se marient l'année suivante et auront 4 enfants, âgés de 27, 26, 23 et 22 ans au moment des entretiens. Ils divorceront en 2001. Le père de Silvia, décédé en 1972, était chargé des stations-service d'une grande entreprise pétrolière. Il était, selon Silvia, « politiquement neutre ». La mère de Silvia, Modesta, que nous avons aussi rencontrée, avait 93 ans au moment où nous lui avons rendu visite avec Silvia. Elle est hospitalisée dans une résidence pour personnes âgées, étant devenue presque aveugle à cause du diabète. Modesta commence à 17 ans des études d'infirmière à la Croix Rouge, qu'elle termine 3 ans plus tard. Elle commence à travailler dans un hôpital public en 1943 et restera au même poste jusqu'à sa retraite dans les années 1960. Elle aura un important parcours syndical dans l'organisation des travailleurs publics. Elle continuait à se définir comme péroniste lors de notre conversation, ayant adhéré au mouvement depuis ses origines.

Dans l'extrait cité, provenant du dialogue avec Silvia, c'est la figure du *cabecita* qui est au centre de la revendication égalitaire qu'elle associe au péronisme à travers l'expérience de sa mère, fille d'une migrante de *Santiago del Estero*. Dans ce passage, Silvia ne peut choisir le sujet de son récit qui circule entre « elle », sa mère, « ils » ses parents, mais aussi un

---

la neblina, llamaba a alguien, a cualquiera […] Y de pronto la mujer gritó de nuevo, reventando el silencio y la calma y el orden, haciendo escándalo y pidiendo socorro con su aullido visceral de carne y sangre, anterior a las palabras, casi un vagido de niña, desesperado y solo ». La nouvelle de Rozenmacher dénonce l'image que la bourgeoisie citadine construisait des secteurs péronistes, qui, dans leur animalité, dans leur cri incapable d'articuler des paroles, ne pouvaient être considérés comme des interlocuteurs légitimes sur la scène politique.

« nous » plus inclusif, familial, et un discours plus généralisant (sans sujet en espagnol). Comme dans la plupart des récits de cette génération, Silvia parle de l'identification politique de sa mère, mais à travers cette expérience passée, à travers l'héritage, c'est à sa propre identification politique qu'elle attribue un sens. Un sens qui reprend, la puissante revendication égalitaire –qui se fait certes en termes d'égalité mais aussi de « justice »– dont ces figures populaires sont porteuses.

Susana, une péroniste de 55 ans, qui travaille dans une entreprise de filature, met en scène, dans son récit, la figure populaire dominante qui définissait le peuple pour la génération précédente, celle du travailleur :

> « Pour moi, le péronisme est ce qu'il y a eu de plus important dans ce pays. Je crois que l'histoire de ce pays est [scindée en deux :] avant 45 et après 45. Je crois que le péronisme a donné la dignité à ce peuple, avec ses réussites et ses erreurs, mais si ce peuple, si un jour la classe travailleuse s'est sentie digne c'est à partir de 1945 ».

L'idée de dignité est souvent mise en avant, dans les discours de cette génération, pour condenser la signification égalitaire qu'elle attribue à ce mouvement politique. A nouveau, les figures populaires qui incarnent ce peuple péroniste sont associées aux enjeux politiques et sociaux de la période d'émergence du péronisme qui a marqué la première génération dans le schéma de cette thèse. Dans le cas de Susana, son père, qui travaillait à la poste et sa mère qui était femme au foyer, s'identifiaient tous deux au mouvement fondé par Perón. Dans le cas de cette deuxième génération, plus que dans la génération précédente, les significations multiples du péronisme s'entremêlent : une dimension distributive, centrée généralement sur ce que l'on « donne » s'articule à une dimension égalitaire et revendicative. Cet enchaînement devient presque contradictoire dans l'expression « donner la dignité au peuple ».

Les travailleurs, les laissés pour compte, les *cabecitas negras*, constituent les figures populaires, les visages et les noms du peuple qui permettent de l'inscrire dans le péronisme, dans une référence obligée à la période de son surgissement. Ils opèrent, par la voie de l'héritage, la reproduction des significations centrales de cette identification politique. Or cet héritage ne se limite pas à une pure reproduction de la mémoire transmise par la génération précédente. Tout héritage est sélection et reformulation. Le travail d'une génération sur le « déjà produit » est fait de ce qu'elle reprend et re-signifie, mais aussi de ce qu'elle oublie, des larges pans des expériences passées qui s'estompent. L'expérience de la génération

précédente n'est donc pas reprise telle quelle mais plutôt sur le mode de l'héritage. Autrement dit, la deuxième génération procède à des reformulations et à une sélection qui lui permettent d'articuler cette expérience héritée au vécu spécifique qui marque sa propre trajectoire politique.

Ainsi, les références aux « ancêtres » du péronisme, tels que les représentants du socialisme et de la branche radicale liée à Hipólito Yrigoyen, qui permettaient, dans le cas de la première génération, de penser ce mouvement politique dans une ligne de continuité avec les luttes populaires précédente, sont beaucoup moins présentes dans les discours de cette deuxième génération. La disparition des ancêtres participe à reformuler ce qu'est le péronisme : s'il se présentait, dans les récits de la première génération, comme un point de cristallisation, mouvement qui vient parachever des luttes populaires de longue haleine, il devient, dans la deuxième, point de départ, source première des luttes populaires qui seront redéfinies en termes de libération. De la même manière, bien que la figure de Perón soit évoquée de manière très ambivalente dans les discours des plus jeunes, les références au conflit, aux éléments autoritaires du premier régime péroniste et à la polarisation politique sont beaucoup moins présentes.

En revanche, la période qui correspond à la « résistance péroniste » est systématiquement mise en avant dans les discours. Le fait qu'elle apparaisse comme un des jalons centraux de la mémoire péroniste n'a rien d'aléatoire. Dans le cas des péronistes que nous incluons dans cette deuxième génération, elle permet d'inscrire leur propre identification politique dans la continuité, en leur permettant d'enchaîner la figure populaire qui habitait déjà le péronisme à la définition du peuple qui se dessine au cours de l'époque qu'ils situent au centre de leurs propres trajectoires d'identification. Cette période contribue à reformuler l'image du peuple à travers l'idée de lutte et de combativité, articulant ce peuple « déjà » dans le péronisme, et leur propre expérience politique, comme le montre l'extrait suivant du dialogue avec Osvaldo :

> « Mon père vient de Junín [petite ville située à plus de 200 km de la capitale], c'était un homme qui connaissait ce qu'était la campagne et ce qu'était la ville quand il est arrivé et ce qu'a été la naissance du péronisme. Lui il pouvait parler de ce qu'était l'Argentine avant le péronisme, ce qu'ils vivaient en tant que secteur pauvre ou modeste et ce qu'ils ont vécu après l'arrivée de Perón et Evita. Il y avait alors une reconnaissance. Cette génération a retrouvé la dignité à partir de l'arrivée de Perón. Alors il ne s'agissait pas seulement d'être péronistes pour élire des candidats péronistes. Eux ils avaient découvert, mes parents avaient découvert,

mes grands parents avaient découvert le bonheur, la dignité, la possibilité d'avoir un emploi, d'envoyer ses enfants faire des études, ce rêve de cette génération d'avoir un fils docteur… tout ça a été possible à partir du péronisme.
Et il avait une activité de militantisme politique ?
Non, aucun des deux si on comprend l'activité politique comme ce que l'on connaît aujourd'hui. Mon père a participé au 17 octobre. Au cours de la « résistance péroniste » il a adhéré à toutes les actions et mobilisations révolutionnaires, ça c'était l'activité politique à l'époque. Il participait aux grèves, aux mobilisations, s'il fallait saboter une entreprise il le faisait. C'était ça à cette époque-là ce qu'on entendait par activité politique : la résistance. Et ma mère était une travailleuse textile. Bon, l'activité était pratiquement la même, c'était encore plus dur parce que la participation de la femme dans le militantisme était beaucoup plus difficile que ce qu'on connaît aujourd'hui. Et eux ils ont transmis tout ça ».

Osvaldo est âgé de 45 ans lors des entretiens, il habite à Lomas de Zamora, un district dans la banlieue ouest de Buenos Aires. Il dirige une maison d'édition de livres commerciaux dont il a héritée de son père. Il est marié et a trois enfants, âgés de 12, 10 et 4 ans au moment de notre rencontre. Il se définit comme péroniste et milite dans un groupe politique encadré par le PJ de la province, malgré sa vision très critique des leaders actuels du parti. Il situe le point d'origine de ses activités politiques et de militantisme au début des années 1970, au moment où il participe à la mobilisation qui marque le retour de Perón en Argentine, connue sous le nom de *Ezeiza*. Il avait alors 14 ans. Selon lui, depuis lors, il ne s'est « jamais séparé » de l'activité militante. Il dirige un Centre de Formation et de Capacitation politique à Lomas de Zamora, qui a un statut indépendant mais est organiquement lié au PJ.

Dans l'extrait, Olsvaldo revendique le poids fondamental des références familiales dans sa trajectoire d'adhésion au péronisme. Ces références familiales dessinent, dans son récit, les noms et les visages de ces figures populaires qui habitent le péronisme, par une référence aux origines sociales de ses parents : les secteurs pauvres, modestes et, surtout, ouvriers. Dans cette référence à la première expérience de gouvernement péroniste, qu'il mobilise pour restituer le sens qu'il attribue à sa propre identification politique, c'est l'idée de transformation qui prime, porteuse des deux significations que l'on retrouvait dans la génération précédente : d'une part une dimension distributive liée à ce que le péronisme au gouvernement a « donné », reliée d'autre part à une signification égalitaire qui transparaît non seulement dans la référence à la dignité mais aussi à la période de la « résistance ». La première signification donc de son identification politique est restituée dans une expérience qui renvoie à un sujet en décalage par rapport à sa propre inscription sociale et générationnelle, en décalage par rapport au moment où il situe son activité politique la plus intense.

Le premier régime péroniste reste donc au centre de son discours, mais la période postérieure –surtout lorsque son discours se déplace d'une définition du péronisme au domaine des pratiques politiques– acquiert un rôle particulièrement important. Ici, comme dans la plupart des discours de cette deuxième génération, cette expérience participe à façonner un nouveau visage au peuple au travers de l'image du peuple mythique de la « résistance », caractérisé par sa combativité. Si la longue période de la proscription du PJ était bien présente dans les discours de la génération précédente, son rôle consistait plutôt à marquer le contraste entre le bien-être qui caractérisait, dans les évocations, le premier régime péroniste et la période postérieure évoquée à travers l'image de la répression et de la polarisation. Dans les récits des plus jeunes, en revanche, cette longue période, dont une grande partie constitue un vécu direct, se définit toute entière à travers l'expérience spécifique de la « résistance péroniste ». Cette mise en avant de l'époque de la résistance joue un rôle fondamental : elle permet de construire une ligne de continuité entre le premier péronisme et le péronisme de leur propre expérience politique.

Le discours d'Osvaldo trace la transition du peuple du « bonheur », de la « dignité » et de la mobilité sociale de la première période, au peuple des « actions et mobilisations révolutionnaires » de la « résistance ». Cette transition permet de donner un sens à sa propre action politique, dans la continuité du péronisme qui, pour reprendre ses propres mots, continue à être « 50 ans après [sa naissance], un des moteurs de libération, de la libération de la nation et du peuple ». Comme dans le cas d'Osvaldo, c'est l'accent mis sur cette période qui permet, dans la plupart des discours de cette génération, de faire le lien entre le passé du mouvement et le « présent » qu'a constitué leur époque, traversée par les expériences des années 1970. Ce lien entre le passé du mouvement péroniste et le présent de leur entrée dans le vie politique est celui qui transforme la société de la « communauté organisée et harmonieuse » en celle de la libération à venir.

La mise en acte : le peuple et la rue

La période de la résistance constitue une sorte de pont permettant de faire communiquer ce peuple qui, dans l'expérience de la génération précédente se définissait dans le conflit et l'antagonisme social, avec le peuple combatif que font apparaître les récits sur

l'expérience spécifique de cette génération. Ce peuple-là se définit dans le projet de libération dont il est porteur et dans le lieux de son apparition, qui est le lieu de sa mise en acte : la rue, la puissance disruptive des corps dans l'espace public. Ce peuple-là que les péronistes de cette génération situent au centre de leur discours, c'est un peuple mobilisé. Miguel, un péroniste de 48 ans, distingue dans son récit ce peuple qui se définit différemment selon la période historique qu'il aborde. D'abord le peuple mythique des origines :

> « Moi je dis toujours que le péronisme est un mouvement qui naît des besoins du peuple, des laissés pour compte, des gens qui n'avaient accès à rien du tout. Quand ils font les 17 octobre, les communistes, les jeunesses communistes, les socialistes parlaient de *lumpen*. Ces secteurs n'étaient même pas considérés comme une classe sociale. Ceux qui arrivaient à la Place de Mai y arrivaient par nécessité, parce qu'ils se voyaient exclus et n'avaient pas de lois sociales qui les encadraient et les protégeaient. Le péronisme, ce qu'il réussit c'est ça, donner la dignité à une classe qui jusqu'à ce moment-là ne l'avait pas ».

Ce peuple de la nécessité, le peuple des exclus qui arrive à la place de Mai le 17 octobre 1945 devient, d'après les propos de Miguel, peuple de l'effervescence dans la période qui marque les débuts de sa trajectoire politique, par la médiation de la référence à la période de la « résistance péroniste » :

> « En 1972 commençait l'effervescence, le gouvernement militaire finissait et la démocratie arrivait. On avait eu des événements comme le *Cordobazo*, le *Vivorazo* et tout ça… les mouvements ouvriers commençaient le processus d'effervescence et le changement a commencé, au moment où la « résistance péroniste » a commencé. Il y avait les célèbres lettres de Perón qui était exilé. Il nous demande de nous organiser et différents groupes apparaissent, c'étaient tous des groupes de jeunesse, qui faisaient partie de la *Tendencia Revolucionaria*, après les groupes paramilitaires comme c'était le cas de FAP, FAR et *Montoneros*, etc., dont certains finissent avec le retour de Perón en 1973 et d'autres continuent en tant qu'associations, comme c'était le cas des *Montoneros*. Et Perón a toujours dit que ce qui avait maintenu uni le péronisme tout au long de son histoire c'était le mouvement ouvrier organisé. Bon, aujourd'hui ça a pratiquement disparu, mais nous, dans les années 1970, nous étions dans ces choses-là ».

Le peuple qui habite la période que les péronistes de cette génération mobilisent pour rendre compte de leurs trajectoires politiques se définit par son apparition, par la participation, par l'effervescence, par sa mise en acte condensée toute entière dans deux moments forts, deux révoltes emblématiques : le *Cordobazo* et le *Vivorazo*[101]. La « résistance péroniste » est un « commencement », l'héritage immédiat qui leur permet de concevoir leur propre

[101] Rappelons que le *Cordobazo* (mai 1969) et le *Vivorazo* (mars 1971) désignent deux importantes révoltes populaires ayant eu lieu dans la ville de Córdoba. Le *Cordobazo* est souvent présenté comme un point d'inflexion dans la dynamique politique de cette période en ce qu'il ouvre un cycle de puissante protestation sociale articulant différents secteurs (ouvriers, étudiants, religieux, intellectuels, etc.) (Lobato et Suriano, 2003) (cf. chapitre 1).

inscription et pratique politique dans l'histoire longue de ce mouvement politique, et de définir dans la continuité ces nouveaux groupes de jeunesse, dans lesquelles une majorité des interviewés de cette génération ont milité. Certaines figures spécifiques apparaissent comme les incarnations privilégiées de ce peuple et de sa visibilité –comme l'ouvrier dans le récit de Miguel–, mais le peuple de la rue que les récits de cette génération font apparaître est un peuple de la *massivité*[102].

Dans le récit de Marta le peuple mobilisé des années 1970 constitue l'ancrage central, « viscéral » de son identification au péronisme, relié au « vieux » peuple qui « était déjà là » :

> « Moi je sens que ce qui me rapproche du péronisme est quelque chose de très viscéral. Je me souviens de la première fois que je suis allée à la place [de Mai], quand Perón est revenu, je n'oublierai jamais ça parce que c'était une énorme émotion qui te prend et t'engage avec les gens. C'est comme une adhésion émotionnelle. Au-delà bien sûr du fait que la *Tendencia* lisait entre les lignes ce que Perón avait dit et ce qu'il continuait à dire quand il est revenu. Mais ne nous trompons pas, ce que Perón a donné au peuple…je crois que les gens n'oublient pas, les gens qui ont pu avoir une maison digne, un travail, et qui ont transmis ça à leurs enfants, c'est énorme. Et tu dois ajouter les enfants de tout un secteur qui était anti-péroniste, mais dont les enfants étaient péronistes. C'était un mouvement vraiment impressionnant. Je me souviens quand le coup d'Etat contre Allende a eu lieu, ici la mobilisation a duré trois jours. A partir de six heures du soir les gens commençaient à remplir la rue Corrientes, la 9 de Julio, la place du congrès, la place de Mai, parce que les gens sortaient de leur travail et se concentraient. On a vu des milliers et des milliers de gens comme ça, un niveau de mobilisation… »

Le travail de transmission et d'évocation relie un peuple à l'autre, faisant des deux un seul, immémorial et lourd de mémoire : un peuple toujours là, un peuple qui n'oublie pas. Dans l'expérience de cette génération, le deuxième corps politique du peuple prend la consistance du concret, il a des contours spécifiques, le poids de la massivité. Peuple qui devient une expérience physique, qui contient, justifie, explique. Ce deuxième corps permet aux péronistes de cette génération que nous avons interviewés de s'inscrire dans ce peuple mobilisé, de partager « l'émotion des gens » : de fondre leur corps dans ce corps multiple à travers l'action et la participation. Et comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ce corps qui plonge dans la massivité du peuple est un corps militant.

[102] Nous utilisons le mot massivité car il nous semble pouvoir condenser deux idées : nous reprenons d'un côté la définition du TILF de « caractère de ce qui est plein, lourd, solide » ; d'un autre côté, nous voulons associer cette solidité à l'idée de « masse » que nous développerons un peu plus loin.

L'espace hétérogène

La période que les interviewés inscrits dans cette deuxième génération situent au cœur de leurs récits sur leurs trajectoires d'adhésion et politiques correspond globalement à la première moitié des années 1970. Elle est marquée, dans les évocations, par le caractère accéléré et conflictuel du processus politique, comme un moment d'intense transformation. Dans ce processus politique très accéléré, deux éléments sont omniprésents. Le premier est l'impact du cycle de protestation sociale, qui s'ouvre dans presque tous les récits à partir du *Cordobazo*[103], et qui fait des mobilisations (massives, liées ou non au péronisme) les « faits politiques » qui rythment la période. Le deuxième élément, étroitement associé au premier, est l'ouverture démocratique entamée par le gouvernement de Lanusse en 1971, dans la mise en œuvre du GAN[104]. Le début de cette ouverture démocratique correspond, pour nombre d'individus que nous inscrivons dans cette deuxième génération, au point de départ des militantismes encadrés dans des collectifs péronistes.

Dans les récits des péronistes les plus âgés, la période qu'ils placent au centre de leurs discours sur leur identification politique est évoquée dans une image de stabilité. Le premier régime péroniste est un « durant », qui a certes ses étapes –ils coïncident en général à situer dans la première gestion de Perón la période de progrès collectif économique et social, période qui s'achève avec la mort d'Eva Perón– mais se caractérise par la stabilité. Le dynamisme, le changement, la transformation émergent dans le contraste par rapport aux événements et étapes historiques qui l'entourent. Dans le cas de la deuxième génération, en revanche, la période qu'ils évoquent comme axe de leurs expériences politiques les plus intenses apparaît comme une période de transformation, mouvement accéléré de l'histoire. Il ne s'agit pas ici comme pour les plus âgés d'une expérience politique qui se stabilise autour de dix années de gouvernement péroniste, mais d'un processus politique qui ne trouve presque pas de points de stabilisation. C'est le processus qui mène à la troisième expérience

[103] Dans nombre de récits des péronistes que nous inscrivons dans cette deuxième génération, le *Cordobazo* apparaît comme un puissant marquage historique. Comme le signale Carlos Altamirano, cet événement politique constitue un « foyer d'irradiation énergétique pendant plusieurs années, en tant qu'événement et en tant que mythe » (Altamirano, 2001, p. 116).

[104] Rappelons que face à la croissance du conflit social qui se déploie à la suite du *Cordobazo* et met fin à la dictature de Juan Carlos Onganía, le *Gran acuerdo nacional* (GAN), organisé par le général Lanusse constituait une tentative de sortie politique de la crise par la mise en place d'une nouvelle forme d'alliance entre les partis politiques réhabilités et la corporation militaire, dans le but d'élaborer un programme commun. Ce projet n'a pas abouti, en raison, d'une part, de la forte opposition de Perón –principal exclu de l'accord–, et d'autre part, parce que la protestation sociale a rapidement érodé les capacités du gouvernement militaire pour imposer des conditions à la sortie démocratique (Pucciarelli, 1999, p. 14).

de gouvernement péroniste, elle aussi très instable (trois présidents péronistes entre 1973 et 1976).

Le centre donc des discours sur les expériences politiques, dans cette deuxième génération, n'est pas ancré sur l'évocation des conditions de vie et de travail –centrale dans les discours de la première génération–, mais sur la participation à un processus politique. Il s'agit, pour les individus interrogés, de restituer non pas la manière dont ils vivaient mais celle dont ils faisaient de la politique. Et comme nous verrons plus en détail dans le chapitre suivant, dans l'intensité de ce processus politique, faire de la politique définit, pour eux, une manière de vivre, une philosophie de vie : c'est en ce sens qu'elle peut être pensée comme une expérience passionnelle et totalisante, où la politique donnait sens et unifiait les différentes dimensions de la vie de l'individu[105]. Pour certains, les références familiales fournissent un premier rapprochement à cette identification politique tout en la naturalisant. Comme le peuple, dans leur évocation, ils « n'arrivent » pas au péronisme mais ont toujours été là. Ce premier rapprochement au péronisme construit certes une signification de cette identification dans la continuité avec les générations précédentes, mais le poids du contexte politique imprime une profonde re-signification qui constitue une forte spécificité générationnelle. Ce travail sur le « déjà produit » se réalise essentiellement dans la participation au processus politique qui leur était contemporain, dans l'action politique, dans le militantisme.

Les discours de cette génération construisent un amalgame entre ce contexte politique, leur trajectoire d'identification et le début des militantismes. Dans le récit de Miguel (cité p. 183), l'effervescence, les événements comme le *Cordobazo* et le *Vivorazo*, marquent un –nouveau– « commencement » dans la vaste organisation politique liée au péronisme, « commencement » principalement associé à des groupes de jeunesse, dans lesquels il inscrit, au cours des années suivantes, sa pratique politique. Dans l'expérience de Silvia, le climat et les événements de la période se traduisent dans une sorte d'impératif de participation :

> « En 1972 mon père tombe malade de cancer, alors j'interromps mes études, je fais le premier semestre et après j'arrête. Mon père est mort en octobre, le 24 octobre 1972. Moi j'étais très prise par la maladie de mon père, j'accompagnais ma mère, mes soeurs étaient déjà mariées. Après la mort de mon père je reprends contact avec des amis, mais j'étais un peu détachée, jusqu'au 17 novembre où Perón arrive. Je te parle de 1972.

[105] Nous abordons plus en détail cette « unification » volontariste de l'expérience de l'individu par la politique comme une expérience passionnelle dans le chapitre suivant.

Tu étais jusqu'à ce moment là détachée de la politique ?
Oui, en réalité je n'avais pas de définition […] Mon père est mort le 24 octobre et le 17 novembre Perón arrive. Alors je téléphone à une amie et je lui dis, il faut y aller, on doit aller à Gaspar Campos[106], on doit aller à Gaspar Campos. Alors nous nous réunissons et nous allons à Gaspar Campos. Bien sûr, nous ne sommes pas arrivées jusqu'à la porte, parce qu'on ne pouvait pas. C'était un samedi après-midi et c'était un flot humain, c'était impossible.
Et pourquoi tu voulais y aller ?
Parce qu'il fallait être là »

Nombre de péronistes appartenant à cette deuxième génération pouvaient être « déjà là », mais ce qui compte c'est qu'il « fallait être là ». Si Silvia n'avait pas une « définition » préalable à ce moment presque initiatique de participation, le péronisme ne lui était pas étranger : sa mère est péroniste et a développé un long parcours dans l'activité syndicale. C'est dans l'articulation avec l'expérience de sa mère qu'elle puise aussi la signification du péronisme en mettant en avant la figure du *cabecita negra* (cité p. 177). Sa sœur, de 8 ans son aînée, avait eu dans les années 1960 une intense activité de militantisme clandestin dans la JP. Malgré ces références familiales, Silvia met le moment de sa définition politique en rapport avec cette première manifestation, avec cette première immersion dans le « flot humain » : le moment où elle se plie, pour la première fois, à cet impératif de participation. C'est d'ailleurs dans cette manifestation que Silvia rencontre la personne qui l'introduit à un espace militantiste dans le péronisme, un *Ateneo de la Juventud Peronista* dans une banlieue nord de Buenos Aires, dans lequel elle militera jusqu'à la dictature militaire.

Dans le récit de Silvia, comme dans le cas de la plupart des péronistes de cette génération, c'est dans une référence obligée au processus politique de la période et à leur participation à ce mouvement de transformation accélérée qu'ils rendent compte de leurs trajectoires politiques dans le péronisme. Le peuple mobilisé que fait naître l'expérience politique de cette génération dans l'espace politique péroniste, reformule également ce que signifie l'appartenance à ce peuple : s'inscrire dans le peuple, c'est plonger son corps dans cette communauté nouvelle du polémique, un corps militant qui se veut aussi protagoniste des événements de la période.

Pour les péronistes que nous avons interviewés, et qui situent dans la première moitié des années 1970 leurs expériences politiques les plus intenses, cet impératif de participation conduit « naturellement » au mouvement fondé par Perón. Et ce en raison de la figure

[106] En novembre 1972, Perón retourne pour quelques jours en Argentine et séjourne dans une résidence située dans la rue Gaspar Campos, dans le district de Vicente López, province de Buenos Aires.

particulière du peuple que leurs récits font apparaître : peuple péroniste, avec la solidité d'une expérience physique, qui est aussi un peuple-masse. Ce peuple apparaît décrit comme un « flot humain » dans l'extrait du récit de Silvia, ou désigné comme ces « milliers et milliers de gens » par Marta. Ces sont ces images de mobilisation de masse qui dessinent l'anatomie du peuple dans les récits de cette génération, son moment de visibilité, son apparence.

Pourtant, ce peuple–masse exprime moins une indifférenciation –que l'on associe souvent à l'idée de masse– qu'un peuple actif, en conflit, protagoniste des confrontations de la période par ses irruptions dans l'espace public. Il s'agissait d'une période où l'activation et la radicalisation politique généraient une sensation de menace qui ne peut être ignorée dans les analyses de la stratégie de repli de la dictature militaire (Pucciarelli, 1999). Cette activation politique, qui est à l'origine de nombreuses expériences d'innovation, dans le domaine des activités artistiques jusqu'à celui de la santé mentale, s'exprimait aussi dans ce niveau très élevé de mobilisation politique. Mais ce niveau de mobilisation, qui participe à dessiner l'anatomie du peuple–masse dans l'expérience politique des années 1970, ne renvoie pas à un peuple homogène. Et ce en raison de deux facteurs. Le premier tient au fait que les figures populaires qui incarnent ce peuple « déjà là » ne disparaissent pas : ce peuple est donc un peuple de la massivité, mais il porte la trace des « travailleurs », des « ouvriers », des « pauvres », des « laissés pour compte », des « *cabecitas negras* ». En réalité, la notion de masse apparaît en surimpression à l'image de ces catégories, en y introduisant l'idée de force et de puissance[107]. Le deuxième facteur contredisant l'idée de masse indifférenciée touche, comme nous le verrons un peu plus loin, à la puissante polarisation idéologique interne au mouvement fondé par Perón, qui apparaît dans presque tous les récits : si cette masse renvoie à l'espace politique du péronisme, cet espace devient un univers diversifié et polarisé.

Le caractère massif du peuple péroniste exprime le rôle central que jouait, pour cette deuxième génération, le péronisme dans le processus politique de l'époque. Graciano décrit *Ezeiza* comme la manifestation la plus importante du monde à l'époque, en précisant : « par rapport aux habitants, n'est-ce pas ? Parce qu'en Chine, 1 million, 2 millions de personnes ce

[107] Le passage suivant du récit de Marta l'exprime clairement : « Je suis allée à une manifestation organisée par le péronisme. Ils venaient par le pont de *Constitución* et c'était une quantité de gens impressionnante. C'étaient des bosseurs [*laburantes*], des gens modestes. Et peut-être que je suis subjective, mais ils avaient tant de force ces gens-là, indépendamment de ce qui est arrivé après… ».

n'est rien, mais ici c'était vraiment impressionnant »[108]. Cela se manifeste aussi dans le récit de Marta :

> « A ce moment-là j'avais quitté l'école secondaire, je commençais à faire de l'artisanat et à vendre à la *Plaza Francia*. Il y avait tout un mouvement… on a créé l'*Asociación de Artesanos Peronistas*. Il y avait quelque chose avec le péronisme… c'est-à-dire moi je me souviens que ça se sentait, ça se sentait, c'était une chose incroyable, dans les universités, dans les écoles secondaires, les gens, les amis, mes amis. Je te parle de l'année 73. Moi j'ai quitté l'école et après je l'ai reprise. Mes amies, quand elles ont arrêté l'école, elles étaient déjà militantes péronistes. Elles militaient dans les quartiers, dans le JP, dans l'université. Moi j'étais dans la JTP [*Juventud de Trabajadores Peronistas*], je suis passée directement à la JTP, qui était comme la gauche du syndicalisme ».

Si se placer au sein du péronisme correspondait, dans les récits des interviewés de cette génération, à un processus presque naturel en raison de sa centralité dans le contexte politique de l'époque, leur position à l'intérieur de ce mouvement politique se définissait suivant des compromis et des négociations permanentes. Le péronisme devenait un espace fragmenté, à l'image d'un peuple hétérogène et multiple, à l'image d'une période de transformation accélérée sans point de stabilisation. Il se polarisait ainsi sur des alternatives opposées qui se problématisaient en termes idéologiques associés à l'opposition gauche/droite. Selon les récits des péronistes appartenant à cette deuxième génération, ce conflit entre les deux pôles obligeait à négocier en permanence sa propre position au sein du mouvement. Dans les récits, cette position est rarement caractérisée par la stabilité, elle se déplace en fonction des enjeux de la période et de l'équilibre de pouvoir entre les différents groupes. Voici par exemple l'expérience de Silvia qui militait dans l'*Ateneo de la Juventud Peronista* :

> « Moi j'avais un affrontement idéologique avec le Secrétaire Général du Syndicat des Ouvriers et employés Municipaux de la ville, c'était Carlos […], c'était un syndicaliste de la vieille école, dont on connaissait toutes les ruses, toutes les intrigues… Nous on se présentait comme l'opposition. Mais à un moment donné, quand les *Montoneros* se sont trop radicalisés et qu'ils dominaient beaucoup l'organe de coordination des groupes de jeunesse, on a commencé à se distancier et à avoir des réunions avec des gens des syndicats, alors on a eu une réunion avec Carlos […] »

Dans l'extrait, comme dans presque tous les récits sur cette période, ces deux pôles idéologiques qui tiraillaient le mouvement fondé par Perón, étaient représentés à droite par ce que les membres de la deuxième génération appellent le péronisme « orthodoxe », syndical en

[108] Selon R. Gillespie les différentes évaluations du nombre de personnes qui se sont mobilisées à l'aéroport d'Ezeiza pour recevoir le leader péroniste oscillent entre un million et demi et quatre millions (Gillespie, 1998, p. 170).

général ; à gauche par les groupes de la *Tendencia Revolucionaria* et les organisations armées, plus particulièrement les *Montoneros*. Or, cette polarisation idéologique gauche/droite n'implique pas une différenciation politique, comme le montrent notamment les propos de Marta :

> « *Ta mère était péroniste ?*
> Ma maman était une femme très simple qui nettoyait des bureaux. Le travail le plus important et le plus prestigieux qu'elle a eu c'était de travailler dans la cantine d'une école. Une femme sans formation, pratiquement analphabète. Elle aimait beaucoup Evita, je l'entendais parler surtout de ça. Je crois que la meilleure chose qu'elle a faite, je ne sais pas comment l'expliquer, parce que ce qui est fou c'est que mon frère et moi, même si idéologiquement on n'est pas d'accord, on est tous les deux péronistes, mais lui il est de droite. J'aime beaucoup mon frère, mais à ce moment-là [dans les années 1970] on était on s'affrontait beaucoup. Lui il était plus grand que moi, et moi j'étais la gamine trotskiste qui ne comprenait rien du tout ».

Marta et son frère, même s'ils étaient idéologiquement opposés, partageaient une identification au péronisme, qui les unifiait politiquement. Marta se définit comme trotskiste et présente son frère comme de droite mais elle ne nie pas l'identification au péronisme de son frère. Pourtant, dans les évocations, la polarisation et la confrontation autour de la définition idéologique du péronisme pouvaient se transformer en une expérience d'une profonde violence, comme le montre le passage suivant, un peu plus tard dans le dialogue avec Marta :

> « *Jusqu'à quand tu as milité ?*
> Non, l'association d'artisans a fermé avant le coup d'Etat, quand le secteur de López Rega devenait très lourd et commençait à fusiller des sièges de la JTP. Pour que tu voies le niveau d'irresponsabilité… une fois j'ai dû garder l'immeuble de la JTP. Un compagnon me donne une arme, il m'explique comment l'utiliser, c'était très simple, et à six heures du soir je suis montée à la fenêtre la plus haute et je suis restée là. Ça c'était avant le coup d'Etat. Heureusement rien ne s'est passé. C'était… Je me souviens de m'être profondément réjouie quand on a tué Rucci[109], c'est une sensation que je crois ne pas avoir sentie à nouveau, en réalité je crois que tant de morts… »

L'expérience politique de la première génération est marquée par une puissante polarisation politique située à l'extérieur du mouvement fondé par Perón et qui se dessine en termes de péronisme et anti-péronisme. L'expérience de cette deuxième génération, en revanche, est marquée par une forte polarisation qui s'exprime moins en termes politiques

[109] José Rucci était secrétaire général de la CGT au moment où il a été assassiné, le 25 septembre 1973, quelques jours après les élections présidentielles qui permettent à Perón d'assumer pour une troisième fois la présidence. Il s'agissait d'un représentant de la « bureaucratie syndicale », le secteur plus conciliateur avec les différents gouvernements militaires, secteur accusé de « traître et corrompu » par la gauche péroniste. Selon Gillespie, il s'agissait d'un riche syndicaliste, qui disposait d'un groupe d'hommes armés, impliqués dans l'assassinat de militants de la Jeunesse péroniste. L'assassinat de Rucci fait partie des éliminations de ceux que la guérilla de gauche péroniste définissait comme les traîtres de la classe ouvrière, tels que Augusto Vandor. Perón a condamné l'assassinat de Rucci et assisté à l'enterrement.

qu'idéologiques et qui prend place à l'intérieur du péronisme. Pour les plus âgés, la figure populaire s'articulait à une société péroniste qu'ils avaient « vue » et « vécue » au cours de la période qu'ils situent au centre de leur discours. Cet ancrage dans une expérience concrète dessinait les traits d'un modèle de société qui était à la fois passé vécu et avenir à reconstruire. Dans le cas de cette deuxième génération, le projet qui fait de la figure populaire son sujet ne puise pas dans le « déjà réalisé » ses traits principaux mais la source première d'un avenir à réaliser. Certes, les figures populaires continuent à donner un sens univoque à cette identification politique : à unifier politiquement, quoique de manière problématique, des positions idéologiques opposées, mais sans un modèle unique de société dans laquelle elles seraient pleinement intégrées. Lorsque le modèle se transforme en projet, sa définition devient l'objet de conflits et se joue non pas dans le monde du réel et du « déjà vécu » mais dans le monde des idées : en termes idéologiques et de multiples façons.

En effet, le premier péronisme n'est pas, pour cette génération, un modèle reproductible. Pour nombre des péronistes âgés de 45 à 55 ans que nous avons interviewés, l'enjeu de cette définition idéologique se situe dans le rapport entre le péronisme et les idéologies de gauche, anti-système capitaliste. Ce que l'expérience politique de cette génération imprime dans son intelligibilité c'est un péronisme traversé par l'apparition et le développement de l'aile gauche du péronisme, comme une des composantes de ce que certains auteurs analysent comme la « nouvelle gauche » du pays.

Ce développement est le résultat de deux processus qui convergent dans le mouvement d'activation politique et de protestation au cours de la première moitié des années 1970. D'une part, la radicalisation d'un secteur du péronisme (qui débouche dans l'émergence de l'aile gauche du mouvement (cf. chapitre 1). D'autre part, un mouvement de radicalisation de la jeunesse et secteurs intellectuels, appartenant généralement aux classes moyennes, dont une partie importante se « péronise ». María Cristina Tortti souligne, l'impact fondamental du contexte politique de la dictature de Juan Carlos Onganía et ses politiques fortement répressives dans deux sphères essentielles pour ces secteurs : les universités et le monde de la culture en général. Le processus de protestation ouvert par le *Cordobazo* trouvait également ses origines dans le milieu intellectuel et culturel des années 1960, au moment où la société se trouvait dans un processus de modernisation, en opposition à l'autoritarisme gouvernemental et à sa politique culturelle « obscurantiste » (Tortti, 1999, p. 212).

Le climat international a eu une influence importante dans ce processus de radicalisation. La polémique sino-soviétique, les débats autour du stalinisme et la rénovation du marxisme occidental ont discrédité les partis de la gauche traditionnelle dans le pays. Mais au-delà des controverses internationales, la « question nationale », qui se traduisait par le débat autour des interprétations et réinterprétations du « fait péroniste », a été centrale dans le surgissement de la nouvelle gauche, dans l'émergence de groupes de jeunesse disposés à revoir le rapport entre l'expérience de la gauche argentine et les mouvements sociaux, en particulier le péronisme. Dans l'analyse de Altamirano (2001), on assiste à partir de 1955 à une situation de révision de la signification du « fait péroniste » qui se développe en marge et en litige avec les partis de gauche les plus importants : le PC et le PS. Ce processus « révisionniste », qui ne peut être dissocié d'un positionnement générationnel, conduit à une remise en cause de l'interprétation passée du phénomène péroniste –une identification durable à une forme nationale de fascisme– et à une mutation de la culture de gauche dans le pays (Altamirano, 2001, p. 55-56). Selon cet auteur, le travail de révision de la signification du péronisme est associé à l'entrée de nouvelles générations dans la dynamique politique et culturelle argentine, qui ont vécu le début de leur jeunesse au cours des premiers gouvernements de Perón. La problématisation d'une fracture en termes générationnels a été présente dans le champ de la gauche depuis 1955, différenciant la « sensibilité » des jeunes générations de celle des plus âgées : c'est l'exposition commune de cette génération au clivage qu'introduit l'émergence du péronisme qui entraîne la fracture générationnelle dans les positions politiques et les interprétations du « phénomène péroniste ». Altamirano signale cependant que le rapport entre clivage générationnel et révision de l'expérience péroniste n'est ni strict ni immédiat ; même si les frontières de ces jeunes générations sont élastiques et poreuses, la révision n'est pas le travail d'une seule génération unifiée. Ce processus très complexe a conduit, dans nombre de cas, à réinterpréter l'histoire argentine et l'histoire de la classe ouvrière et à « découvrir » dans le péronisme des potentialités révolutionnaires. C'est dans ce processus qu'un secteur de la gauche traditionnelle et du milieu des intellectuels se « péronise ».

Malgré la large visibilité et l'intensité de ce vaste mouvement de contestation, dont la « nouvelle gauche » était protagoniste, cette dernière se caractérise par sa fugacité. Son développement correspond dans les analyses à la courte période qui se déroule entre le *Cordobazo* en 1969 et les élections présidentielles de 1973. Selon l'interprétation de María Cristina Tortti (1999), l'échec du « projet révolutionnaire » répond en particulier à deux

éléments. D'une part, l'absence d'une stratégie unifiée qui lui aurait permis de se constituer en tant que mouvement politique autonome. Cette « opposition multiforme » était dépourvue de propositions programmatiques concrètes, ce qui a rendu possible son absorption et sa capitalisation par le leader péroniste. Ce qui mène au deuxième élément qui participe à l'affaiblissement de ce mouvement radicalisé d'opposition : l'existence d'une ambiguïté politique, qui résulte du fait qu'une partie importante de ses composantes s'intégrait aussi à un autre camp politique, celui du péronisme, unifié sous la reconnaissance du leadership de Perón. Ces éléments ont contribué à isoler les composantes les plus radicalisées du vaste mouvement populaire et ont participé à l'échec du projet révolutionnaire.

A cela l'auteur ajoute un argument générationnel. En effet, l'incorporation de nouvelles générations a été facteur de surgissement de la « nouvelle gauche », mais elle a aussi contribué à sa faiblesse. Selon Tortti, la rencontre entre de nouvelles et des anciennes générations était une rencontre équivoque –et donc fragile– entre une jeunesse radicalisée et les travailleurs péronistes. Cette équivoque se situe, selon Tortti, dans la manière dont ces deux secteurs interprétaient la radicalisation commune : les travailleurs ont cru que les jeunes des classes moyennes s'étaient incorporés au péronisme ; ces derniers, quant à eux, ont cru que la classe ouvrière partageait leur projet révolutionnaire. Au fur et à mesure que la dictature militaire se retire et cesse d'unifier les objectifs des deux secteurs, en se présentant comme un ennemi commun, la brèche s'ouvre à nouveau (Tortti, 1999, p. 228).

Ce processus politique et les différents éléments qui participent à l'affaiblissement de la nouvelle gauche, ont contribué à la « réintégration » d'un important secteur de ce mouvement de protestation dans des cadres et des leaderships « traditionnels » à partir des élections présidentielles remportées par le péronisme en 1973, ces cadres mêmes qui avaient été mis en question au cours de cette activation politique (Tortti, 1999, p. 229). Nous pensons que ce recadrage dans des moules « traditionnels » du péronisme mérite d'être nuancé : le processus politique qui se déploie à partir de la troisième présidence de Perón montre que même l'autorité du vieux leader ne suffisait pas à re-souder les brèches ouvertes par ce processus de polarisation interne à son propre mouvement. Et surtout, cette canalisation par le mouvement fondé par Perón a été possible au prix de l'absorption de certains traits spécifiques de cette « nouvelle gauche », c'est-à-dire par le biais d'une opération –générationnelle– de re-signification de ce mouvement politique. Le péronisme n'a pas traversé indemne ce processus d'accélération politique, et les traces que ce dernier a

imprimées sur l'intelligibilité politique de la deuxième génération se révèlent particulièrement durables.

Les deux traits que Tortti met en avant dans l'analyse des facteurs participant à l'échec du « projet révolutionnaire » de la nouvelle gauche sont particulièrement présents dans les discours des péronistes que nous inscrivons dans cette génération : l'ambiguïté de la convergence avec les idéologies anti-système capitaliste ; la profonde indéfinition du projet péroniste.

La plupart des récits sur cette période des péronistes de cette génération que nous avons interviewés, s'organise autour du rapport entre ce mouvement politique et des idéologies « de gauche » ou de subversion du système capitaliste. Ce rapport est fait de convergence et de démarcation. Signe de l'ambiguïté constitutive du péronisme, qui se radicalise au cours de cette période, mouvement politique situé au fil d'une signification disruptive et son contraire : à la fois subversion de l'ordre établi et contention de cette potentialité disruptive. Ambiguïté qui se manifeste dans les limites nettes de ce qui est politiquement pensable dans le péronisme. Ainsi, ce rapprochement avec la gauche reste très ambigu. Silvia « avoue », pour utiliser son expression, qu'elle a chanté, pendant les manifestations, la consigne « *Perón, Evita, la patria socialista* », pourtant, elle se démarque nettement des idéologies de gauche :

> « Personne ne peut nier les travaux de Marx. Il a démembré le capitalisme comme nul autre, il l'a décrit et il l'a mis là et l'a expliqué comme nul autre dans le monde. Mais je ne suis pas d'accord quand on met *Le capital* comme une bible. Ce n'est pas une bible, c'est un livre scientifique d'analyse, d'explication scientifique de certaines composantes et quand on commence à prophétiser des choses sur cette base c'est qu'on se trompe parce qu'on perd la notion de ce qu'est une chose et ce qu'est l'autre. Et je dis prophétiser parce qu'on prophétise, on utilise de manière religieuse des choses qui ne sont pas de la religion. Moi je voyais surtout ça, beaucoup de théoriciens perdent la notion de réalité et perdent les éléments pour donner des cadres de situation de la réalité et alors ils se trompent. Moi je me reconnaissais comme non libérale, mais une des choses que je voyais aussi c'était la question de ce qui était idéologique et de ce qui était politique, des choses qu'il faut faire, quelque chose de plus pragmatique. C'était ça que je ne partageais pas avec le marxisme. Le pragmatique était le politique et moi je crois que le péronisme a cette chose plus pragmatique. L'action concrète, la résolution des politiques par rapport à ce qui se présente et non pas à un schéma préalable ou à une idéologie »

Si Silvia peut partager les analyses « marxistes » du capitalisme, si ce rapprochement « idéologique » est un fait, ce qui compte c'est « la réalité » : une évaluation pragmatique de

la profondeur de la transformation qui est politiquement pensable et faisable. Ce « réalisme », cette capacité à agir sur le réel est une des représentations clés du péronisme que l'on retrouve dans les discours des trois générations. Or, son rôle n'est pas toujours le même. Dans le cas de la génération précédente, cet ancrage dans le « réel » définissait le péronisme comme une force politique qui se construit dans la transformation concrète, « vue » et « vécue ». Dans le cas de cette deuxième génération, ce « réalisme » rétrospectif (dans une interprétation post-dictature et post échec du « projet révolutionnaire ») semble amorcer, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, l'épuisement de la dimension polémique du peuple péroniste : cette communauté nouvelle n'est plus porteuse, comme pour les plus âgés, d'un monde qui s'oppose à l'ordre naturel des choses, d'un monde qui redéfinit non seulement les parties de la société mais le principe même du compte des parties de la société[110].

Dans nombre de cas, ce rapport de convergence et de différentiation avec des idéologies de gauche n'est pas limité aux expériences passées du mouvement péroniste mais continue à le définir aujourd'hui. Et dans ce rapport, « le pragmatisme » péroniste ne cesse de faire la différence. Selon Juan, qui place le péronisme dans un espace idéologique « de centre gauche » (cité p. 175) :

> « Perón parlait, avec intelligence, de l'importance de pouvoir chevaucher l'histoire et de trouver à chaque moment historique les lignes d'action économique, sociale et culturelle qui conviennent à la Nation. Le problème c'est que maintenant il y a une sévère crise d'identité culturelle et nationale. Parce qu'en plus c'est très dynamique, il y a beaucoup de gens qui changent leur pensée d'une manière accélérée. Le péronisme, en ça, il est plus dynamique que d'autres secteurs politiques, surtout par rapport à la gauche. Je suis stupéfait de la gauche argentine, c'est une pierre, elle est d'un dogmatisme incroyable »

3.2.2. Le projet en question

La différenciation par rapport aux idéologies de gauche se manifeste de manière privilégiée dans le projet dont les deux conceptions politiques sont porteuses. Si le projet péroniste se formule dans des termes très différents de ceux utilisés par les péronistes les plus âgés, exprimant l'influence de la « nouvelle gauche » dans l'expérience politique de cette

[110] « Le réalisme prétend être la saine attitude de l'esprit qui s'en tient aux réalités observables. Il est en fait tout autre chose : il est la logique policière qui affirme, en toute circonstance, ne faire que cela seul qu'il est possible de faire » (Rancière, 1995, p. 180).

deuxième génération[111], les discours montrent aussi une volonté d'insister sur la non identité entre le projet « marxiste » et le projet péroniste. Cela n'empêche pas que le péronisme soit conçu, pour la plupart des péronistes de cette génération que nous avons interviewés, comme une force politique qui se situe à gauche de l'éventail politique ou une force progressiste.

En quoi consistait ce projet péroniste que les interviewés de cette génération différencient du « marxisme », tout en définissant le péronisme comme une force politique « de gauche », essentiellement progressiste ? Dans les récits portant sur les années 1970, ce projet conserve une formulation très vague. Un vaste espace d'indéfinition s'étend entre des buts très globaux comme la « libération du peuple opprimé » ou le « projet populaire et national du péronisme », et les actions de militantisme. Le fait que la période apparaisse dans les discours comme un temps de transformation politique accéléré sans point de stabilisation n'est sans doute pas étranger à cette indéfinition, à l'absence d'un point de repère où le projet devenait visible dans une orientation politique concrète. Cela n'a en fait rien d'étonnant. Ce projet ne pouvait qu'être formulé en termes très ambigus, vu l'hétérogénéité des secteurs et des orientations idéologiques qui confluaient vers le péronisme au cours de cette période. Les récits sont donc centrés d'un côté sur les pratiques concrètes de militantisme et, d'un autre côté, sur les objectifs très globalisants de la libération du peuple et de la nation. Un niveau plus intermédiaire du récit, de construction d'un lien entre cette pratique de militantisme au quotidien et l'objectif « libérateur » semble absent.

Le projet se précise, en revanche, dans sa mise en rapport avec des expériences politiques postérieures, dans son intégration dans le temps long qui constitue le vécu politique de cette génération et participe à la construction de l'ensemble de référentiels d'interprétation de la réalité politique qui lui est propre. Ce sont les récits qui font référence à des expériences antérieures et postérieures, et tout particulièrement à la période actuelle qui informent sur le projet politique qu'ils situent au centre de leur identification, et qui porte les traces de l'expérience politique des années 1970.

Ce projet reprend en principe de nombreux éléments qui définissaient la première expérience de gouvernement péroniste. Mais le rapport entre ce passé qui trace le sillage et le

[111] Cette influence se manifeste tout particulièrement dans des mots que les interviewés utilisent pour rendre compte de ce projet péroniste : « libération », « peuple opprimé », « exploitation », « révolution », « autonomie », « indépendance ».

projet de leur expérience politique ne se pose pas en termes de reconstruction (comme c'est nettement le cas de la première génération). La reconstruction semble ici impossible et cette expérience fournit quelques éléments à reprendre qui apparaissent en quelque sorte radicalisés par la puissance des mots utilisés pour en rendre compte. De l'évocation du premier régime péroniste, le projet reprend les traits nationalistes, industrialistes et de plein emploi ainsi que le fort volet social qui lui est associé, en particulier à travers la notion de justice sociale.

Les traits nationalistes se reformulent en termes d'indépendance nationale, d'autonomie. Graciano caractérise, dans le passage suivant, le moment actuel du mouvement péroniste :

> « Moi j'ai compris après 1983[112], après le coup de 1983, que le péronisme était mort avec Perón, tel que nous le voulions et le vivions à ce moment-là.
> *Que le péronisme était mort ?*
> Oui, du point de vue d'un mouvement organisé. Maintenant ce qui reste, c'est le PJ, où il y a des dirigeants qui viennent d'une histoire péroniste, mais je ne sais pas si doctrinairement ils sont péronistes. Je crois que non. De toutes manières, c'est un processus qui n'est pas facile. A ce moment-là on disait qu'on nous trouverait unis ou dominés, pour l'instant nous sommes dominés. Mais je sais que c'est un processus qui n'est pas facile. Qu'un peuple ait son autonomie, qu'il soit libéré, qu'il puisse dire je fais ce que je veux. Pour cela il faut un peuple qui suive un leadership. Sûrement avec un leader qui sera plus ou moins charismatique parce que c'est très difficile que cela s'organise de manière plus institutionnelle, j'aimerais bien, j'aimerais bien que cela se fasse de manière plus organique, que ce ne soit pas si grégaire, parce que la dernière invention c'est Chavez, je sais qu'il est tout près des Etats-Unis, que ce n'est pas facile, mais je ne suis pas très convaincu ».

Ce projet dont le péronisme était porteur et qui est mort avec Perón reprenait le nationalisme de la première étape mais le formulait en termes d'autonomie du peuple et de remise en cause des rapports de domination internationale. Il reprend aussi, mais en le problématisant, le rapport entre un leadership et un processus d'autonomisation du peuple. Cette présence d'un leader nécessaire mais en quelque sorte non souhaitable qui apparaît dans le récit de Graciano, est peut-être la trace de ce que ces « représentants » qui peuvent ne pas être « doctrinairement » péronistes laissent au sein du mouvement et de son évolution. C'est la reformulation du projet des années 1970, mis en rapport avec les expériences, en particulier avec le ménémisme, dont l'orientation n'a pas généré l'adhésion de Graciano.

[112] Rappelons qu'en 1983 a lieu la première défaite électorale du péronisme dans des élections libres et sans proscription.

Ce trait nationaliste est lié à un projet industrialiste et de plein emploi. Dans ce projet économique, se situe une des différenciations centrales par rapport aux idéologies anti-système capitaliste. Selon Graciano, le péronisme avait su, jusqu'aux années 1990, utiliser « tout ce que le capitalisme, dans sa version productive et non pas financière, a de positif et de progressiste ». Silvia l'exprime dans l'extrait qui suit, en parlant aussi du ménémisme qu'elle qualifie de libéral :

> « Bien sûr les choses ont changé, et le péronisme ne pouvait pas rester le même parce que la situation internationale a changé. La troisième position, c'était quand il y en avait une première et une deuxième, maintenant que la deuxième a disparu, qu'est ce que c'est la troisième position ? Mais il y a encore des choses que l'on doit conserver. La défense des intérêts nationaux. Ici nous travaillons, les entreprises d'ici… il faut défendre le capital national. Ce qui est important ce n'est pas si tu es travailleur ou capitaliste parce que le capital national donne de quoi manger aux travailleurs nationaux ».

La référence à un projet centré sur la création d'emploi est présente dans presque tous les discours, elle est sans doute également associée au contexte de crise sociale et économique dans lequel les entretiens ont été réalisés. Ce projet, tel qu'il était posé dans le premier régime péroniste, prônait l'harmonie des relations entre les classes sociales. Or, dans le discours des péronistes de cette génération que nous avons interviewés, ces relations ne sont pas toujours définies en termes d'harmonie (parfois plutôt en termes d'exploitation), sans que cela implique, dans aucun cas, de postuler une transformation radicale du système capitaliste mais une distribution plus égalitaire des richesses. Les traces de l'influence de l'expérience des années 1970 que nous retrouvons dans les conceptions politiques de cette génération reprennent un des traits spécifiques de la gauche péroniste et d'un secteur de la nouvelle gauche de la période : l'insistance sur les enjeux de l'impérialisme et la de dépendance plus que sur la lutte de classes (Teran, 1993, p. 92).

Le volet social continue à être central dans l'intelligibilité du péronisme, il s'y s'exprime en termes d'aide sociale mais aussi de justice et de lutte du peuple opprimé. Le récit de Liliana met en avant la question de l'intégration sociale qui a caractérisé historiquement le discours péroniste, en la reformulant en termes d'oppression :

> « Le péronisme c'est aussi la solidarité, l'aide à ceux qui en ont besoin. La démonstration de la doctrine péroniste nous la concevons dans la vie quotidienne. Nous acceptons, dans ma famille, toute idéologie pourvu qu'elle soit liée à la libération d'un peuple opprimé. Et l'oppression passe aujourd'hui, avant peut-être c'était différent, mais aujourd'hui ce sont ces manques, les inondations, le manque de travail, le manque d'aliments, ces enfants, ces vieux

> qui sont en ce moment sans défense. C'est ça le système qui te bouffe, pour lui tout est consommation et tout est étranger »

Enfin, ce projet transparaît aussi dans une façon de faire de la politique qui est ancrée dans la plus intense expérience politique vécue par cette génération. Dans le récit de Susana :

> « Kirchner, il sait ce qu'il doit faire, mais il faut voir s'il a la décision politique pour le faire. Parce que l'appui il va l'avoir, le soutien du peuple, il va l'avoir. C'est facile, il faut sortir au balcon et dire 'on est en train de me faire pression' [*apretando*] et on va l'aider. Le peuple va sortir appuyer Kirchner ou qui que ce soit, mais pour ça il faut qu'il fasse ce qu'il doit faire. Pour faire une omelette il faut casser pas mal d'œufs. Et avec les droits de l'homme ce n'est pas suffisant, c'est bien, c'est très joli, nous avons beaucoup de compagnons disparus et nous revendiquons la lutte pour les droits de l'homme, mais ici, le nœud de la question est économique, si on ne brise pas la dépendance, rien ne va changer. Et Kirchner sait ce qu'il doit faire, mais je ne sais pas s'il a la volonté politique ».

Le discours de Susana laisse entrevoir ce peuple de la mobilisation et de la protestation qui se dessine au cours des expériences politiques qui ont marqué cette deuxième génération. Un peuple qui agit, par sa présence active sur la scène politique. Ce peuple a un rôle central à jouer dans le contexte politique actuel : « soutenir », « aider », « sortir appuyer » Kirchner. Dans tous les cas il continue à se définir comme une présence polémique dans l'espace public. Nous verrons que cette apparence du peuple dans une image de puissance, celui qui peut « venir en aide » à son gouvernant, est sensiblement différente dans le cas de la génération la plus jeune dans l'analyse de cette thèse.

Ces traits dessinent un projet péroniste très vague ou du moins qui a perdu l'ancrage dans un vécu concret qui le dessinait pour la première génération. Ce n'est pas dans ce que le péronisme a fait en tant que gouvernement que ce projet se définit, mais dans un héritage reformulé et articulé à l'expérience politique intense des années 1970. Cette articulation était problématique et non univoque dans la polarisation idéologique qui a marqué cette expérience, notamment parce que le projet est toujours resté à l'état de projet : sans point de stabilisation, les péronistes de cette génération ne l'ont pas « vu » ni « vécu » en tant que réalisation, cette réalisation que la première génération peut évoquer dans ses récits. La différence est de taille, en particulier en ce qui concerne la résolution de la tension entre le péronisme tel que les personnes interviewées le conçoivent et ses instances de représentation sur la scène politique. Cette tension se formule moins en termes de confrontation entre un « vrai » et un « faux » péronisme, entre le péronisme du « vécu » et le « péronisme des mauvais dirigeants », qu'en termes de « crise d'identité ». Ce qui fait défaut dans

l'intelligibilité de cette génération, c'est la définition du péronisme dans l'indéfinition de son projet.

3.3 L'évanescence du sujet populaire

Dans le cas des individus que nous inscrivons dans la dernière génération dans le schéma de cette thèse, les multiples significations qu'ils attribuent à leur identification au péronisme sont traversées par l'expérience politique qui leur est propre, une expérience qui les différencie nettement des générations précédentes. Comme dans le cas de la deuxième génération, reformuler ce que signifie « être péroniste » implique, de manière indissociable, construire leur propre apparence du peuple qui habite le péronisme. Les noms et les visages de la figure populaire prennent forme dans un travail générationnel d'articulation du passé et du présent, d'invention d'un prolongement, qui est en même temps appropriation, du « déjà produit ». Pour les plus jeunes, ce travail générationnel est d'emblée problématique. C'est cette problématisation qui organise, dans la plupart des cas, leurs discours sur le mouvement fondé par Perón.

> « Si tu le détaches d'une question partisane [de parti], le péronisme est lié à une ligne historique d'une pensée nationale, de tout ce qui a à voir avec une vision du national et qui inclut le peuple. Et tout ça a débouché sur le 17 octobre et sur le péronisme. Jusqu'à aujourd'hui c'est ce qui représente ça et rien n'a pris le relais. Aujourd'hui, bon, jusqu'à il n'y a pas très longtemps, tout ça était symbolisé par le péronisme. Si on approfondit les choses, je ne sais pas si le PJ est en train de symboliser ça. Mais comme il n'y a rien de nouveau… je crois que le péronisme a encore un sens sous cet aspect-là. »

L'extrait provient du dialogue avec Pablo, un péroniste âgé de 32 ans au moment des entretiens, diplômé en sciences politiques. Il est marié depuis trois ans et n'a pas d'enfants. Il affirme provenir d'une famille « apolitique », sans référence familiale liée au péronisme. L'entretien a lieu dans le Musée *Evita* de Buenos Aires, auquel il collabore depuis six ans et où il travaille à temps plein depuis deux ans. Vers la fin des années 1980 il commence à militer dans une Unité de Base de la capitale fédérale, avant de s'intégrer quatre ans plus tard au groupe politique qui l'encadre au moment de l'entretien. Ce groupe est organiquement lié au PJ de la province de Buenos Aires. Pablo s'occupe de certains cours de formation politique qui s'adressent à des militants péronistes dans le cadre du centre dirigé par Osvaldo.

Pablo situe une revendication nationale et, comme les génération précédentes, la figure du peuple au centre de son identification politique : elles constituent les fondements de ce qui fait sens pour lui dans le péronisme. Mouvement politique qui, d'après ses propos, relie encore, au bout « d'une ligne historique », la cristallisation d'un héritage qui les articule. Cette ligne historique manifeste une transmission, qui s'accomplit de génération en génération, d'une des significations centrales du monde symbolique du péronisme : la configuration de ce mouvement politique comme l'espace dominant d'inscription de la figure populaire. Dans cette figure populaire qui porte l'adjectif « péroniste » depuis les origines du mouvement fondé par Perón, se situe le plus permanent des dénominateurs communs qui relient les discours des trois générations sur cette identification politique. Trait partagé qui contient à la fois ce que « être péroniste » a d'irréductible et d'évolutif : si le peuple est toujours là pour singulariser le péronisme, ce peuple n'est jamais le même, il est à chaque fois redéfini et re-signifié dans le vécu politique de chaque génération. Or, comme nous le verrons plus loin, pour les plus jeunes, la référence populaire se désincarne lorsqu'elle est traversée par leur expérience politique dominante et ne suffit pas, à elle seule, à les inscrire pleinement dans la continuité.

Comme l'exprime Pablo dans l'extrait cité, la ligne historique que représente le péronisme se brouille dans un parcours sinueux : si le péronisme « a encore un sens », c'est en raison de l'absence d'une option alternative, d'un relais qui puisse représenter ce qu'il symbolise. Identification politique qui s'avoue d'emblée, comme dans le cas des générations précédentes, construite sur une tension constante avec ses instances de représentation : le péronisme des conceptions politiques ne s'articule que très difficilement avec le péronisme en tant que force en jeu dans le champ politique ou en tant que parti de gouvernement. Dans l'extrait du récit de Pablo la ligne historique que le péronisme symbolise devient visible lorsqu'on le détache des questions partisanes. Comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, la tension avec les expressions publiques du péronisme est, dans le cas des plus jeunes, beaucoup plus pesante. Et ce n'est pas l'effet du temps séparant leur expérience politique du moment originaire de ce mouvement politique qui brouille les traces du passé, mais la spécificité de l'expérience politique propre à cette génération qui se définit dans la contradiction avec l'héritage péroniste. Toujours selon Pablo :

> « Le péronisme est chargé de sentiments, de symboles qui t'identifient et surtout il y a quelque chose qui m'identifie beaucoup, c'est le mépris du contraire. Nous avons un problème

d'identité aujourd'hui dans le péronisme que nous n'arrivons pas à résoudre, je pense, et là je te dis ce je que pense personnellement, entre notre héritage et ce que nous devons faire sur la base de cet héritage. Alors, dans les années 80, nous avons flirté avec la social-démocratie, avec la démocratie chrétienne. D'abord nous étions des sauvages qui brûlions des cercueils[113], après nous étions des gens bien comme Cafiero et nous communions tous les jours. Après, tout d'un coup, nous nous sommes intégrés à l'internationale conservatrice et nous étions des libéraux et ceux qui nous combattaient se sont unis à nous, il y a eu un changement très important. Maintenant c'est comme si nous retournions…il y a eu une période très courte de Duhalde où nous redevenions plus populaires, maintenant nous sommes plus progressistes. Avant, en 1973, avec Cámpora, nous étions pour la *patria socialista*, après, avec López Rega et Isabel nous étions plus à droite. Avec Perón, dans le premier et deuxième gouvernement nous étions… bon ça c'était le péronisme, mais il a eu lui aussi ses étapes. Nous étions plus distributionnistes dans le premier gouvernement, nous avons mieux compris la politique mondiale et nous sommes devenus plus ouverts aux investissements étrangers dans la deuxième étape. Aujourd'hui, disons, il manque une définition. Mais il y a toujours quelque chose qui te définit : c'est l'autre, le contraire, l'anti-péroniste, le *gorila*[114]. Et cette définition on te la donne depuis que tu es petit, ils n'ont rien lu et pourtant ils identifient le péronisme comme quelque chose de moche, comme quelque chose de mauvais, comme quelque chose qui vient de la *villa*[115], de corrompu. Alors tu es péroniste et tu es un voleur, tu es mauvais, tu es noir, tu es *cabecita negra*, et ils ne peuvent pas expliquer ça rationnellement, ils le sentent comme ça. Et des deux côtés, si je dois être parmi ceux qui discriminent ou parmi ceux qui sont discriminés, moi je suis de ceux qui sont discriminés, je le sens comme ça. »

Dans le récit de Pablo, le passé brouille, dans l'énumération de différentes expériences politiques liées au péronisme, le poids et le sens de l'héritage. Deux moments centraux jalonnent l'énumération : le moment fondateur qui correspond aux deux premiers gouvernements de Perón, le péronisme ; le moment du changement qui correspond au ménémisme et qui définit l'expérience politique propre à cette génération. Ces deux moments organisent dans cette troisième génération l'intelligibilité du péronisme : sa signification enfermée dans un héritage ; le vécu spécifique du changement qui constitue l'expérience dominante dans les récits des plus jeunes. Ces deux points de repère centraux s'expriment plus en termes de contraste que de continuité et c'est ce contraste qui transforme ce passé en énumération, qui clôture le passé dans le temps passé.

Ce long extrait de l'analyse de Pablo condense un des traits spécifiques de l'intelligibilité du péronisme de la plus jeune génération, selon le schéma de cette thèse : un passé qui n'est que passé, énumération de différents moments de ce mouvement politique dépourvus d'un fil conducteur. Plus précisément, dans ce fil conducteur, c'est le lien entre le passé, l'expérience politique qu'ils situent au centre de leurs discours sur le péronisme, et

[113] A l'occasion de la fermeture de la campagne du PJ en 1983, le candidat péroniste pour le gouvernement de la province de Buenos Aires, Herminio Iglesias, a brûlé un cercueil avec l'image du candidat radical, Raúl Alfonsín.
[114] Nom que les péronistes donnent aux anti-péronistes.
[115] *Villa miseria* est le nom communément utilisé pour désigner les bidonvilles.

l'avenir, qui s'estompe. Ce passé devient héritage multiple, et ne parvient pas à donner un sens (à la fois au sens de direction et de signification) au temps présent et à l'avenir de ce mouvement politique. « Problème d'identité » ou « manque de définition » pour Pablo dans l'extrait cité, « étape diffuse » pour Enrique, « moment de confusion » selon Fabiana, traces de ce que le ménémisme, comme expérience politique centrale pour cette génération, apporte à leur intelligibilité du mouvement fondé par Perón. Si le présent informe sur le passé, c'est pour le contredire ; si le passé parle sur le présent, c'est pour se confronter à sa propre négation ; l'avenir, enfin, est un temps à récupérer. Cela constitue la spécificité de cette génération qui naît de la contradiction entre un héritage et le vécu direct d'un péronisme qui correspond presque exclusivement à la décennie ménémiste. La contradiction entre ce péronisme vécu et les significations transmises par les générations précédentes tend à désactiver l'héritage qui ne peut être reformulé et re-signifié dans l'expérience politique des plus jeunes.

L'intelligibilité du péronisme en tant qu'espace privilégié d'inscription du peuple continue à s'ériger comme l'axe central de cette définition politique. Or, les figures populaires qui habitent cet espace évoquent un peuple qui se définit dans une référence au passé. Comme dans l'expérience de la génération précédente, c'est un peuple qui est déjà-là, construit le plus souvent autour des antagonismes sociaux de l'étape fondatrice du péronisme. Mais un trait, qui n'est pas négligeable, singularise l'intelligibilité de cette génération par rapport à celles de leurs aînés. Les deux générations précédentes ont construit, dans une mise en acte, dans des moments d'apparition-apparence, le double corps politique du peuple comme un espace d'appartenance partagé. Soit, comme pour la première génération, dans l'incarnation des figures populaires dessinant un conflit social, porteuses d'une revendication égalitaire ; soit, comme pour la génération des années 1970, dans ce corps de la massivité dans lequel se fondaient les corps militants. Pour les plus jeunes, cette appropriation du sujet populaire dans un nom et une figure spécifique, articulée à leur expérience, semble un maillon perdu. Leur expérience se définit toute entière dans l'évanescence de la figure populaire, dans les contours incertains du visage du peuple qui prime dans les récits. Si l'héritage continue à être puissant, recréant le rapport privilégié entre le peuple et le péronisme, cette image du peuple perd en netteté lorsqu'elle se reformule dans l'expérience politique des plus jeunes, marquée par une séparation entre la figure populaire et le péronisme en tant que parti de gouvernement.

Dans le récit de Pablo, le peuple inscrit dans le péronisme n'est pas défini dans sa positivité, dans une existence effective ou un pouvoir d'affirmation, dans ses propres attributs, mais par un contraire qui le définit dans l'opposition sur la base d'une série de préjugés. Quels sont en effet les enjeux sociaux et politiques auxquels renvoient les différents noms péronistes ? Peut-on, dans le cas de cette génération, parler d'un peuple en tant qu'un commun litigieux ? « Noir », « voleur », « *villero* », « moche », parlent moins d'antagonisme social que de pure différenciation : c'est le peuple des « discriminés » et non pas des sans part. La différence est de taille par rapport au peuple des « rien » et des « personne » (Alberto cité p. 158) qui apparaissait dans les récits de la première génération. Ces derniers créaient une communauté nouvelle, qui n'est autre que la duplicité du corps du peuple, en surimposant à l'ordre des choses, à la logique policière où ces figures ne « sont » pas, où il n'existe que de la différenciation, une autre logique, celle où ce « rien » et ce « personne » deviennent conflit. Les « discriminés », quant à eux, « sont » dans l'ordre naturel des choses, et c'est là que réside la différence la plus importante par rapport aux sans part : les « discriminés » sont comptés, ils ne créent pas de communauté surnuméraire, ils ne font pas exister ce qui n'existait pas. La différence réside dans le type de litige que chaque figure populaire fait naître : les sans part, les « rien » et les « personne » font émerger un conflit sur le principe même du compte des parties de la société ; les « discriminés » en revanche, posent un conflit sur les intérêts, sur la distribution des parts, sans remettre en question les interlocuteurs définis dans le partage. En d'autres mots, les « discriminés » ne font pas émerger un conflit proprement politique, dans le sens défini par J. Rancière. Les catégories donc que fait apparaître le récit de Pablo permettent de se situer d'un côté ou de l'autre de la frontière de différenciation, mais ne font pas émerger le double corps du peuple comme espace d'appartenance.

C'est le vécu d'une décennie de péronisme qui s'est, dans la perspective de cette génération, progressivement distancié de la figure populaire qui transforme donc le rôle de la notion de peuple dans cet univers de signification et l'affaiblit en tant qu'espace d'appartenance. Cette transformation de la figure populaire brise le lien qui unissait le passé, le présent et l'avenir. Le peuple et son double corps sont, dans cette génération, des sujets à reconstruire. Dans cette reconstruction, le péronisme devient recherche.

Les extraits cités du dialogue avec Pablo condensent les traits spécifiques de l'intelligibilité du péronisme de la troisième génération telle qu'elle est définie dans le schéma

de cette thèse. Tout d'abord, la reproduction, par le biais de la transmission intergénérationnelle, des significations principales de cette identification politique, où l'inscription des figures populaires continue à être centrale. Pourtant, dans l'intelligibilité des plus jeunes, les figures populaires perdent leurs incarnations, elles deviennent abstraites, immatérielles, et ne permettent plus de délimiter un sujet d'appartenance politique **[3.3.1.]**. Ces traits spécifiques sont étroitement liés à la mise en rapport entre l'héritage et l'expérience politique dominante de cette génération, la décennie ménémiste, évoquée comme un éloignement du péronisme par rapport au peuple **[3.3.2]**.

3.3.1. Le peuple-ancêtre

Quelles sont les figures précisant le visage du peuple qui dominent les discours de cette troisième génération sur le péronisme ? Quel est leur rôle dans ces discours ? Que disent-elles sur le mouvement fondé par Perón ? L'ouvrier, les travailleurs, les pauvres, les démunis, constituent, dans la plupart des cas, les figures d'incarnation du peuple, les mêmes qui habitent les discours des générations précédentes. Ces noms propres au peuple sont très souvent associés à une transmission qui s'accomplit dans le cadre familial et qui se nourrit d'une évocation de la période fondatrice du péronisme.

Fabiana, une péroniste de 35 ans, définit dans son récit le mouvement fondé par Perón par une référence à l'expérience politique de ses parents, tous deux militants péronistes depuis les années 1970, mais en mettant au centre de son récit la première expérience de gouvernement péroniste :

> « Chez moi ils étaient tous pour le péronisme, alors l'idée générale que j'avais c'était que Perón était un homme qui donnait beaucoup aux gens pauvres et Evita une personne qui a travaillé pour le peuple, pour les gens, la fondation [Fondation Eva Perón] travaillait beaucoup pour les gens […] J'ai toujours voté pour le justicialisme, même si je n'ai jamais milité ni rien, mais j'ai toujours appuyé cette branche parce que je croyais que, bon, la justice sociale, j'ai beaucoup lu sur Eva Perón, et il me semblait que ce qu'ils faisaient, au-delà des critiques qu'il y a eues, il me semblait qu'ils donnaient beaucoup au peuple. Après le premier gouvernement de Menem non, j'ai rompu [*me fisuré*] »

Ainsi, les références familiales sont, dans la trajectoire d'adhésion de Fabiana, très puissantes. Sa mère est médecin, son père travaille dans le secteur des ressources humaines d'une grande entreprise de métallurgie. Fabiana se définit elle aussi comme péroniste, mais

n'a pas pratiqué de militantisme ni politique ni syndical. Elle a quitté l'école secondaire à 15 ans pour se dédier à des activités liées à la danse et au théâtre. A 18 ans, elle se marie et quitte la ville de Buenos Aires pour s'installer, avec son époux sculpteur, dans la province de Córdoba. Elle continue là ses activités artistiques et travaille également dans l'artisanat. Divorcée, elle rentre à la capitale vers la fin des années 1990, avec ses deux enfants âgés de 14 et 16 ans. Elle reprend alors ses études secondaires. Fabiana se trouve au chômage au moment de notre rencontre. Elle vient de terminer l'école secondaire, et commence une formation d'institutrice, qu'elle combine avec ses activités de « liseuse de tarot » et avec la recherche d'un emploi.

Le récit de Fabiana reprend dans la figure des pauvres les antagonismes qui définissaient, dans l'expérience de la première génération, le péronisme originaire. Première référence à ce peuple dans l'évocation du processus qui mène à son inscription dans ce mouvement politique, époque d'ancrage qu'elle décrit comme un « projet de production, d'une industrie qui se développait », où « les gens vivaient une abondance ». Cette figure populaire reprend largement la signification distributive du péronisme qui se formule au temps passé, dans une référence à une définition historique de ce qu'elle appelle la « branche justicialiste ». Cette histoire péroniste dont les deux leaders étaient protagonistes était mobilisée, jusqu'au moment de la rupture dans les années 1990, pour donner un sens à son identification politique et à son comportement électoral. Le ménémisme est le moment où cette histoire cesse de donner un sens au temps présent de la « branche justicialiste ».

Dans le cas d'Enrique, dont le père a vécu les deux premiers gouvernements de Perón, ce peuple se définit aussi dans l'étape fondatrice du péronisme, comme une référence au vécu direct de son père :

> « Mon père a vécu toute la transformation, les revendications ouvrières, toujours exaltant la vision de Perón en tant qu'homme d'Etat, au-delà des réussites dans le domaine social, la clarté de Perón dans l'idée de construire un projet de pays. Et bon, la question des paysans était centrale pour lui. Il se souvenait qu'il travaillait dur [*de sol a sol*] pour des centimes et qu'après tout un changement a commencé, les revendications par rapport aux revenus, c'était concret pour lui, quotidien, le vécu concret, sa qualité de vie, ses perspectives se sont améliorées avec l'arrivée du péronisme. Je crois que ce n'était pas très rationalisé, il n'avait pas la clarté conceptuelle de ce que signifiait le péronisme et vers où il se dirigeait mais je crois qu'à partir du sentiment et de l'émotion que lui transmettait Perón, le péronisme et l'œuvre de Perón, il l'identifiait comme quelque chose en faveur du peuple et de ces gens-là. »

Enrique est journaliste et travaille comme rédacteur dans un journal à la capitale fédérale. Il avait commencé des études d'ingénieur en sortant de l'école secondaire vers la moitié des années 1980. Il travaillait, à l'époque et jusqu'au début des années 1990, comme tourneur dans une usine de moteurs électriques. Le tournant de son projet professionnel, comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, est lié d'après ses propos, à la transformation de ses intérêts et aussi à son identification au péronisme : à sa volonté de changer le discours des médias qui est, selon lui, généralement anti-péroniste. Il est célibataire et n'a pas d'enfants. Son père était travailleur rural à Santa Fé, sa province d'origine, jusqu'à ce qu'il s'installe à Buenos Aires, où il travaille presque toute sa vie active comme distributeur d'eau et de soda. Sa mère travaillait comme sténo-dactylo dans une entreprise jusqu'à son mariage. Tous deux s'identifient au mouvement fondé par Perón depuis ses origines. Enrique commence vers la moitié des années 1980 à militer dans un groupe politique péroniste, qui n'est pas organiquement lié au PJ. Il y militera pendant six ans, jusqu'à la mort de son père en 1991.

Dans le discours de Enrique, les différentes figures incarnant ce peuple qui habite l'espace péroniste, sont associées à la transmission directe de l'expérience de son père, l'expérience de la naissance de ce mouvement politique. Les travailleurs ruraux, dans son origine sociale familiale, et les ouvriers cristallisent ce peuple, reproduisant les significations centrales du péronisme qui primaient dans l'intelligibilité des générations précédentes. La signification distributive, évoquée par la référence aux améliorations des conditions de vie de ces secteurs, s'articule à une signification égalitaire, condensée dans un projet de société qui légitimait ces revendications. Dans son évocation, cette inscription du peuple dans le péronisme se « naturalise », elle s'enracine non pas dans une « clarté conceptuelle » mais dans une expérience qui est d'ordre « émotionnel » ou « sentimental » identifiant « l'œuvre de Perón » au sujet populaire.

Pourtant, l'héritage n'est pas fait uniquement de l'expérience politique de la première génération. Le processus des années 1970, marquant la deuxième génération, a aussi laissé des traces dans l'intelligibilité politique des plus jeunes. Ainsi, différentes définitions générationnelles de l'identification au péronisme s'entremêlent. Le passage suivant est extrait du récit de Alejandro, âgé de 26 ans :

« *Comment en êtes-vous venu au péronisme ?*

> Bon, comme beaucoup de compagnons, je viens d'une famille péroniste. Mon grand-père était ouvrier des chemins de fer et évidemment, comme tout homme de sa génération, c'était un militant de la cause nationale et beaucoup plus du péronisme. Malheureusement mon grand-père est décédé quand j'étais très jeune et son héritage péroniste je l'ai reçu par ma grand-mère. Elle me racontait toujours qu'ils sont arrivés à la place de mai le 17 octobre en étant radicaux et qu'ils en sont sortis étant péronistes. Et bon, ils avaient cette position, ce fort conditionnement à être toujours du côté des démunis, de revendiquer toute attitude de libération de l'homme ».

Alejandro articule, dans son récit, les intelligibilités des deux générations précédentes : il évoque l'époque et l'image de la première génération, celles du péronisme fondateur du 17 octobre et celle de son grand-père ouvrier. Sur celles-ci sédimentent à leur tour la figure du militant et la cause de la libération, centrales dans la signification qu'attribue la génération des années 1970 à l'identification au péronisme. Différents passés conforment l'héritage complexe de cette troisième génération, dans une articulation conflictuelle avec le présent.

La référence dans presque tous les discours à l'adhésion à un péronisme militant, élément essentiel de la définition de cette identification politique dans l'expérience des années 1970, est la marque la plus puissante qui lie les propos des plus jeunes à ceux de la génération précédente. Si Enrique, comme Fabiana et Alejandro, met au centre de son discours sur le péronisme un peuple qui renvoie à l'expérience de la première génération, lorsqu'il parle de sa propre trajectoire politique, c'est dans la figure du militant qu'il se reconnaît – cette fois définie par rapport à l'expérience politique du « printemps démocratique » qui lui est propre :

> « *Tes parents étaient affiliés au PJ ?*
> Non, ils faisaient leur vie quotidienne, pour eux, leur qualité de vie s'est améliorée avec le péronisme. Après c'est moi qui ai milité. […] A cette époque-là, j'étais dans l'opposition [deuxième moitié des années 1980, gouvernement radical] et je militais, je discutais à l'université, où j'allais je prédiquais, je militais ».

Le refuge du « fils de péronistes »

Le cas de José, qui était âgé de 26 ans au moment des entretiens, est peut être celui qui exprime le plus explicitement la forte influence de l'expérience de la génération précédente, le poids central de l'héritage dans l'intelligibilité du péronisme des plus jeunes, et son articulation conflictuelle avec le péronisme des années 1990 qui constitue leur expérience politique dominante. Lorsque je lui ai proposé un entretien, José se définissait comme

péroniste, mais, depuis le début de notre conversation il adopte une autre formule de définition politique, celle de « fils de péroniste » et militant de la culture populaire. Les contacts pour organiser l'entretien avaient été effectués par l'intermédiaire de sa mère, une militante péroniste dans les années 1970, que j'avais interviewée à plursieurs reprises. Il n'est donc pas impossible que cette référence à la filiation ait été liée à la représentation que José se faisait de la démarche des entretiens et des attentes de son interlocuteur. Reconnaître cela n'empêche pas que cette formule de définition politique soit extrêmement parlante. Il y reviendra à plusieurs reprises au cours de notre première rencontre pour l'ériger finalement en catégorie collective d'appartenance politique.

D'après José, le point de départ de sa trajectoire d'adhésion est un premier rapport à la politique directement associé à l'expérience de ses parents, tous deux militants péronistes depuis les années 1970. Se définir en tant que « fils de péroniste » implique la volonté de revendiquer une histoire liée à ce mouvement politique, sans s'y inscrire pleinement, en particulier en refusant un rapport avec le parti. Cette définition politique est une manière de reprendre les aspects du péronisme auxquels il adhère –et qu'il ne semble pas trouver dans d'autres expressions de l'offre politique argentine– tout en refusant un rapport avec ce qui est censé représenter le péronisme sur la scène politique argentine. C'est très probablement une manière d'éviter « l'indéfinition » politique, face à l'exigence de définition qui est en grande mesure imposée par la (mauvaise) question :

> « *Comment est-ce que tu te définirais politiquement ?*
> [Longue pause] Je me définirais comme fils de péroniste.
> *Qu'est-ce que ça veut dire être fils de péroniste ?*
> Bon, le premier rapprochement que j'ai eu avec la politique a été par le PJ, le parti péroniste, disons. Parce que quand j'étais petit mes parents militaient et ça a été le premier rapprochement… attendre les élections et voir que le péronisme perdait [1983, premières élections présidentielles de la période démocratique]. Mais ce que je te dis sur la culture populaire et le peuple, moi je le tiens de cette éducation de péroniste que j'ai, ça je voulais te le faire remarquer.
> *Pourquoi de ton éducation de péroniste ?*
> Parce que le péronisme a été le mouvement ici en Argentine qui a été le plus lié à ce qui est populaire. Avant c'était peut être l'*yrigoyenismo*, mais le péronisme est la masse, a été la masse.
> *A été la masse ?*
> Oui, aujourd'hui il s'est marié avec les intérêts du capital, une grande, grande, grande, presque complète majorité des dirigeants des années 90 et d'aujourd'hui. Ça c'est anti-populaire. Ils pensent seulement à l'argent, ils pensent seulement au pouvoir… le pouvoir, c'est la masse qui doit te le donner, il n'existe pas d'autre manière. »

Le poids de la transmission de la génération précédente est très intense et le plus souvent explicite dans les conceptions politiques de José. Ce poids est constitutif notamment de sa manière de se définir politiquement : explicitement lorsqu'il se définit comme « fils de péroniste »[116], implicitement lorsque, plus tard dans le dialogue, il met au centre de son discours la figure du militant, en se déclarant militant de la culture populaire. L'intelligibilité du mouvement fondé par Perón porte aussi dans ses propos, comme dans la plupart des cas des interviewés que nous groupons dans cette troisième génération, les traces d'un héritage qui conjugue les intelligibilités des deux générations précédentes. En premier lieu la définition de ce mouvement politique, depuis ses origines, comme le mouvement populaire par excellence, qui vient néanmoins prendre la relève d'autres expressions politiques. En second lieu, la forte empreinte de l'expérience de la deuxième génération dans le couplage du peuple avec l'idée de masse, dans la transformation de cette masse en pouvoir. Enfin, la marque générationnelle spécifique des plus jeunes, comme nous le verrons plus en détail dans la section suivante, qui se manifeste par la séparation entre le péronisme et le peuple. Selon de José, cette séparation s'exprime par la mutation de cet héritage populaire en son contraire lorsqu'il s'agit du péronisme du temps présent.

José habite avec son père dans le quartier de Barracas, au sud de la ville de Buenos Aires. Il est célibataire et n'a pas d'enfants. Il est professeur d'arts plastiques dans des écoles secondaires dans les districts d'Avellaneda et Lanus. Il s'identifie politiquement au péronisme mais n'a pas d'activité de militantisme politique ou syndicale liée au mouvement fondé par Perón. Il travaille depuis l'an 2000, dans une « *casa comunitaria* », *Casa Cambalache*, dans la *villa* 21, animant des ateliers de peinture pour les voisins. Il participe aussi à des *murgas*[117]. Si l'héritage d'une signification du péronisme le reliant à une revendication populaire est explicitement présent dans le cas de José, le peuple que son récit fait apparaître, dans sa

[116] Si cette catégorie émerge dans son discours du fait de l'exigence de définition politique imposée par la question –la question « naturalise » le fait qu'il faut pouvoir se définir politiquement– au fil de l'entretien, José y réfléchit et la travaille, pour lui plus que pour moi. Il y reviendra un peu plus tard dans le dialogue :
« [Il parle des manifestations de décembre 2001] J'étais vraiment surpris…je savais que les choses étaient compliquées, mais voir tant de gens, ça m'a surpris. [Pause]. Excuse-moi, j'étais en train de penser à autre chose…
A quoi tu pensais ?
A être fils de péroniste. Je crois que c'est la meilleure définition que je pouvais te donner.
Pourquoi ?
Parce qu'il me semble qu'elle me représente, mais pas uniquement moi, beaucoup d'autres jeunes comme ça aussi… ».
[117] Groupes de musiciens et de danseurs qui se constituent dans différents quartiers des villes du pays au cours du carnaval.

séparation du mouvement fondé par Perón, dans son rapport problématique au péronisme actuel, perd les contours qui le définissent :

> « Moi je me suis forgé mes propres idées. Je me considère comme un militant dans le domaine de l'art, de ce qui est artistique, je me considère comme un militant de ce qui est populaire, de la culture populaire, de ce qui est plus argentin. Je me considère… oui, un militant et je crois que le fait de penser ces choses-là, de défendre et d'aimer la culture de ton peuple, t'indique beaucoup de choses de ce que tu dois faire. Bon, parler du peuple a déjà beaucoup de significations. Ce que je te dis de la culture populaire moi je le considère comme une position.
> *Et qu'est qu'elle implique, cette position ?*
> Défendre la culture de ton peuple. De ce qui est… historiquement… [pause]. Ça ne rentre pas dans une définition. »

Dans le discours de José, comme dans nombre de discours de péronistes que nous inscrivons dans cette troisième génération, l'évanescence du sujet populaire transforme la référence populaire d'espace d'appartenance en positionnement politique, qui reste cependant très difficile à définir. Le peuple apparaît comme une notion désincarnée, immatérielle, qui a du mal à se dessiner comme un espace mobilisateur, où les plus jeunes pourraient inscrire leur propre pratique politique. Cela n'est pas sans rapport avec leur expérience politique dominante qui se distingue de celle des générations précédentes par une absence : l'absence d'un moment de construction du peuple dans son apparition, dans sa mise en acte.

Le peuple reprend, dans de nombreux discours des péronistes de cette génération que nous avons interviewés, les incarnations qui dominaient les discours de leurs aînés. C'est dans ces références qu'il est concret et se définit dans des antagonismes sociaux et politiques qui permettent de mettre en scène les significations centrales de l'identification au péronisme (les revendications ouvrières pour Enrique, les améliorations des conditions de vie des plus pauvres pour Fabiana). Or quand le temps verbal passe du passé au présent, le peuple perd sa définition et devient une notion très diffuse. Ce qui se perd, dans l'expérience de cette génération est le moment de mise en acte du peuple : le lieu d'une apparition qui le cristallise, et qui construit la dualité de son corps politique comme espace d'appartenance.

Un double corps en construction

Fernando, un péroniste âgé de 35 ans au moment des entretiens, avec un militantisme très actif dans une organisation –appelée *26 juillet*[118]– qui se réclame du « péronisme révolutionnaire », manifeste lui aussi –ainsi que l'organisation qui l'encadre– la forte empreinte du processus politique des années 1970. Son père est péroniste mais n'a pas pratiqué de militantisme politique, sa mère est politiquement « assez *gorila* » selon son expression. Ils ont ouvert une parfumerie à la fin des années 1950 dans un faubourg de la ville de Buenos Aires et ils y travaillent encore tous les deux. Fernando est célibataire, il a commencé vers la fin des années 1980 des études de mathématiques puis d'anthropologie, qu'il n'a pas terminées. Il travaille en donnant des cours particuliers à des étudiants du secondaire, dans un institut d'aide scolaire qui est lié à son militantisme pour le péronisme. Au-delà de l'identification au péronisme de son père, le point de départ de sa trajectoire d'adhésion se situe, dans le récit de Fernando, vers la moitié des années 1980, comme dans le cas de Enrique, de José et de la plupart des interviewés de cette génération. Il est âgé d'environ 15 ans lorsqu'il « commence à se considérer comme péroniste ». Ce point de départ est lié, selon lui, à la prise de conscience de ce que le « péronisme avait été l'identité de la classe travailleuse ». La branche du péronisme révolutionnaire dont il fait partie se revendique héritière d'une ligne qui émerge avec Eva Perón et reprend les « étapes » de la « résistance péroniste » et des organisations révolutionnaires FAP et *Montoneros*.

Si la première référence, de par le nom de l'organisation qui l'encadre, correspond à une étape fondatrice du mouvement, l'intelligibilité du péronisme qu'exprime son discours est fortement teintée de l'expérience politique des années 1970. Ce qui transparaît dans cette première référence à l'étape initiale du mouvement, c'est plutôt la reformulation de la génération précédente : la reprise et la re-signification du rôle de Eva Perón comme la figure « révolutionnaire » du péronisme[119]. Cette forte empreinte du processus politique des années 1970 se manifeste, dans le discours de Fernando, par la mise en avant du caractère anti-impérialiste du péronisme, dans l'objectif central de la « libération nationale », dans la discussion permanente avec la gauche « indépendante » qui apparaît tout au long de l'entretien, dans la réaffirmation de la « potentialité du péronisme, des secteurs populaires

[118] La date correspond à la mort de Eva Perón en 1952.
[119] La figure de Eva Perón a été en effet reprise par les organisations de guérilla urbaine péroniste des années 1970 comme l'incarnation de la « force révolutionnaire du péronisme ». Une des consignes les plus connues des *Montoneros* était « *Si Evita viviera sería montonera* » [« Si Eva était en vie, elle serait *montonera*].

péronistes, pour générer sa propre organisation ». Le but politique de Fernando et de l'organisation qui l'encadre est de contribuer à organiser les secteurs populaires pour créer un « pouvoir populaire ».

Or, l'empreinte des années 1970 apparaît bien comme un héritage et non pas comme une pure reproduction. Il s'agit d'un passé traversé par le travail de reformulation générationnelle. Si Fernando peut revendiquer le péronisme comme « l'identité politique de la classe travailleuse », lorsqu'il parle de son militantisme et des activités qu'il développe au sein de *26 juillet*, il ne le fait guère en référence à un peuple travailleur. Comme nous le verrons en détail dans le chapitre suivant, le « travail politique » de l'organisation qui l'encadre est centré sur les politiques sociales. Leur but est de générer différents projets d'auto–organisation populaire, dont les plus nombreux sont des cantines financées par des programmes sociaux de l'Etat, installées dans différents quartiers de la Capitale fédérale et ses faubourgs.

Si la « classe travailleuse » est une référence centrale pour Fernando lorsqu'il s'agit de restituer sa trajectoire d'adhésion, le travail syndical, sans être complètement exclu, ne constitue pas un axe politique central. En partie parce que, selon lui, dans ses terrains de militantisme « il n'y a pas de réalité syndicale ». Dans une volonté de se démarquer du PJ, ils ne travaillent pas dans des Unités de base –antennes territoriales officielles du PJ– mais installent des « centres de promotion communautaire » : « entre autre parce que les gens meurent de faim, au-delà des identités politiques, alors tu travailles avec tout le quartier. Bien sûr, après, s'il y a des compagnons qui se définissent comme péronistes, on organise un autre type de débat ». Le peuple de son activité politique, celui de son travail quotidien, est très différent du peuple organisé de la classe travailleuse, unifié autour d'une même identité politique. Il est loin du peuple sujet de l'organisation et du pouvoir qu'il érige comme but de son activité de militantisme. Le peuple de son travail quotidien se veut sujet d'un projet comme pour la première et surtout la deuxième génération, mais est, dans le discours de Fernando, lui-même un sujet à reconstruire :

> « Notre travail en tant qu'organisation, c'est de continuer à travailler avec les gens pour générer l'organisation des secteurs populaires [*generar organización popular*]… Oui, générer du pouvoir populaire. Malheureusement ce que nous vérifions jour après jour c'est jusqu'où a pénétré la défaite de 1976, la défaite du camp populaire. Comment l'individualisme est très enfoncé dans le quartier, les commérages de quartier… non, avec elle je ne veux pas travailler,

avec l'autre non plus… ça génère des contradictions secondaires et c'est très dur. C'est un travail ardu »

Le peuple du conflit social de la première génération, reformulé en peuple mobilisé pour la deuxième génération, devient, pour les plus jeunes, ce peuple de la « défaite » et « du travail ardu », sujet démembré et immatériel. Cette transformation passe en premier lieu par l'expérience de la dictature militaire, ouvrant la période de la défaite. A travers la reformulation et la redéfinition par l'expérience politique dominante des plus jeunes, les contours et le visage du peuple s'estompent et cessent de tracer un espace d'appartenance politique et symbolique de définition de cette identification politique. Mais surtout il cesse d'être un sujet dans lequel les péronistes de cette génération peuvent inscrire activement leur pratique politique.

Les transformations des conceptions sur le peuple, son indéfinition et le changement des catégories qui l'incarnent, ne sont pas étrangères aux transformations structurelles de la société argentine, entamées depuis la moitié des années 1970 et accélérées au cours de la décennie ménémiste. Les catégories que leurs aînés utilisaient dans leur définition du peuple cessent d'être actives dans ce nouveau contexte économique, politique et social. Le peuple de la classe travailleuse organisée, des ouvriers, qui définissait la première société péroniste s'estompe dans un contexte de forte augmentation de chômage, de désalarisation, de précarisation et d'appauvrissement. Le peuple mobilisé des années 1970 n'est pas le peuple qui se mobilise à partir de la moitié des années 1990, autour de nouvelles figures politiques comme celle du *piquetero*. Ces nouveaux acteurs mettent en scène de nouvelles formes d'action collective et de protestation, cette fois non seulement en dehors du péronisme mais, aux origines, en explicite opposition à un gouvernement péroniste (nous y reviendrons dans les chapitres suivants). Il n'est donc pas étonnant que, dans ce nouveau contexte politique et social, la notion de peuple se révèle de plus en plus désincarnée et indéfinie. Mais c'est bien plus que cela : cette indéfinition est aussi liée à l'incapacité d'inscrire les figures d'incarnation du peuple dans le péronisme. Dans l'évanescence de la figure populaire qui habite le péronisme, c'est l'affaiblissement de la signification égalitaire de ce mouvement politique qui se manifeste et la consolidation de l'alternative normalisatrice : sans la démesure de la mise en acte du peuple, sans son apparition disruptive. C'est en définitive ce que « le grand changement » de leur expérience politique dominante a signifié pour ceux qui s'identifient à

ce mouvement politique : ce que le vécu du ménémisme apporte à cette identification politique.

3.3.2. Le ménémisme ou l'infidèle au pays de la mémoire

L'expérience politique dominante de cette génération, celle qu'elle situe au centre de son discours sur le péronisme, correspond aux deux gestions successives du président péroniste Carlos Menem. Si le point de départ des trajectoires politiques et d'adhésion de la plupart des interviewés que nous inscrivons dans cette génération se situe dans les années précédant l'accès au pouvoir de Menem (deuxième moitié des années 1980), ce sont les années 1990 qui organisent leurs récits sur le péronisme. Mais la référence à cette expérience dominante joue un rôle bien différent de celui que les années 1950 et les années 1970 jouaient dans les discours des générations précédentes. Dans le cas de celles-ci, l'évocation de ces vécus politiques constituait une pièce centrale dans les trajectoires d'adhésion des personnes interviewées et servaient à restituer, dans le dialogue, le sens qu'elles attribuaient à leur identification politique. L'évocation était là pour préciser le pourquoi et le comment de leur identification au péronisme. Dans le cas des plus jeunes, dont la plupart n'ont pas adhéré au changement d'orientation du péronisme de la fin du siècle, en revanche, l'héritage a un poids fondamental dans les trajectoires d'adhésion et l'expérience ménémiste s'introduit dans le conflit, c'est-à-dire dans la contradiction entre l'héritage et le vécu.

Or, contrairement à la deuxième génération, pour qui le processus politique des années 1970 manquait d'un point de stabilisation, l'expérience politique que les plus jeunes situent au centre de leur discours sur le péronisme correspond, comme dans le cas de la première génération, à une décennie où le changement d'orientation du péronisme en tant que parti de gouvernement s'est fortement consolidé. Leur expérience correspond donc à un projet bien défini et stabilisé.

Cette expérience constitue une pièce centrale dans l'ensemble de référentiels qui organise la grille de lecture de la réalité politique de cette génération. Contrairement à ce qui se produisait dans le cas des aînés, cette expérience était presque la seule à avoir le statut de vécu direct au moment où nous avons effectué les entretiens. Cela limite considérablement les possibilités de mise en rapport avec d'autres expériences politiques liées au péronisme qui

permettent de la différencier et de la singulariser, de construire son sens dans la longue durée. Elle est donc mise en rapport avec un héritage complexe, conjuguant les expériences des deux générations précédentes, qui ne constituent pas des vécus propres, qui font référence à un « autre » générationnel. Le poids et le sens de cette expérience apparaît dans l'opposition entre ce passé et leur présent : dans la discontinuité. Au centre de cette contradiction se situe la figure populaire qui habite, dans les discours des trois générations, l'espace politique péroniste.

Dans la plupart des cas, le point de départ dans les trajectoires d'adhésion se situe dans la deuxième moitié des années 1980 et exprime une continuité par rapport aux expériences des générations précédentes. Il s'agit de récupérer et agir sur la base de l'héritage péroniste. Voici le cas de Pablo :

> « Moi j'ai commencé mon militantisme par l'acquisition de connaissances. Je te parle de la fin des années 80. J'ai commencé par me rapprocher d'une une bibliothèque d'une unité de base, à l'époque où les bibliothèques étaient ouvertes et les unités de base existaient, et bon, je me suis approché. A cette époque-là, il y avait beaucoup de péronistes, surtout au moment où le péronisme n'avait pas encore gagné [les élections présidentielles de 1989], c'était encore le gouvernement radical, qui sortaient et parlaient, ils racontaient leur époque, ce qu'ils avaient vécu pendant le premier, le deuxième gouvernement de Perón, le troisième, les propositions pour récupérer la nation et tout ça. Et moi évidemment j'adhérais à ça ».

Le point de départ des trajectoires est donc très souvent lié à la recherche d'une continuité par rapport aux générations plus âgées, à la revendication d'un héritage. Adhérer au péronisme revient, d'après le propos de Pablo, à s'inscrire dans le prolongement de la première et la deuxième expérience de gouvernement péroniste, qui sont mobilisées pour comprendre le présent et imaginer l'avenir. Les péronistes que nous inscrivons dans cette troisième génération ont pour la plupart appuyé la montée de Menem dès les années 1986/88 et certains ont travaillé dans la campagne du péronisme lors des présidentielles de 1989. Cette continuité devient très vite, dans les discours, rupture, au moment où le projet qui se stabilise progressivement dans le péronisme au pouvoir ne s'articule pas à cet héritage. Dans l'expérience de Enrique :

> « En 89 j'ai voté pour Menem, j'ai milité et tout. Quand il met Roig [comme ministre de l'Economie] qui était un économiste de Bunge et Born ça a été un coup. Ça m'a mis en alerte. Et le courant péroniste dans lequel je militais, qui était plus doctrinaire, tout de suite nous nous sommes mis en alerte. Mais on s'est dit bon, on va voir ce qui se passe […] Après non… en 1991 je me suis éloigné, au fur et à mesure qu'il changeait son discours je me suis éloigné »

Pour Enrique, comme pour Fabiana (« *me fisuré* » cité p. 205), le ménémisme est interprété en termes de rupture, c'est le « coup », la « fissure », qui interrompt le prolongement d'une histoire péroniste dans laquelle ils s'insèrent. Dans le récit de Fernando, la rupture se dessine progressivement lorsque le changement que le ménémisme entraîne dans les orientations historiques de ce mouvement politique devient explicite :

> « En 89 on croyait que c'était important que le péronisme gagne pour commencer à se restructurer un peu. Mais ce que Menem a finalement fait… nous n'étions pas si visionnaires. On ne pensait pas qu'il allait faire une révolution, ça c'était clair, mais la trahison qu'il a généré non plus. Il a fait une politique qui n'a rien à voir avec le péronisme. Rien à voir… comme le cul et la soupe, disons »

S'il aurait fallu être « visionnaires » pour prévoir les politiques mises en place par le gouvernement de Menem, c'est que ces orientations n'étaient pas pensables dans la manière dont Fernando envisageait le péronisme. Il n'y a effectivement aucune association naturelle qui mène du « cul » à la « soupe ». Dans la plupart des discours, cette rupture ménémiste est centrée sur la contradiction par rapport aux significations centrales du péronisme, c'est-à-dire à la signification distributive et égalitaire de cette identification politique, étroitement liée à la transmission intergénérationnelle. Dans l'appréciation de Valeria sur le ménémisme :

> « Je me suis rendue compte que ce n'était pas une réponse péroniste, que nous nous dirigions vers un autre modèle. Menem politiquement est un homme très habile et je le respecte comme un homme stratégique. Il est très habile et très intelligent et il sait bouger mais je crois qu'il n'a pas respecté les valeurs, à un moment il n'a pas respecté les valeurs essentielles du péronisme qu'il disait défendre. Il a même cherché un tour intellectuel pour expliquer comment en partant de la doctrine péroniste et en citant Perón il était en train de faire le contraire. Et le tour intellectuel, comme un exercice intellectuel, est intéressant et intelligent et à un moment je l'ai trouvé si intéressant qu'il m'a convaincu. Mais bon, les effets me montrent à présent que ce n'était pas la même chose.
> *Et quelles sont les valeurs qu'il n'a pas respectées ?*
> Il n'a pas respecté la justice sociale fondamentalement. Parce qu'il n'y a plus eu de mobilité en Argentine, et les différences entre les classes moyennes hautes et les classes basses se sont agrandies ».

D'après les propos de Valeria, Carlos Menem, en tant que « stratège » et leader politique a généré une adhésion, qui se dissipe, dans nombre de cas, lorsque le « tour intellectuel » est dévoilé, lorsque ce qui semblait être une réponse péroniste se révèle être un « autre modèle ». L'idée de rupture se construit donc progressivement, lorsque ce passé, revendiqué par le péronisme au pouvoir –par Menem qui citait Perón et sa doctrine–, n'a plus d'effets sur le présent : lorsque le présent montre qu'il s'agissait d'un modèle différent. Ce qui brise la continuité dans le péronisme est l'impossibilité d'articuler l'héritage péroniste à

l'expérience qui marque l'entrée des plus jeunes dans la vie politique et militante. Le conflit, dans les discours de cette génération, s'installe là où cette expérience politique dominante contredit ouvertement les significations héritées du péronisme. Dans cette contradiction c'est l'éloignement de ce dernier par rapport aux différentes figures populaires qui se manifeste, l'affaiblissement de la représentation du péronisme en tant qu'espace d'inscription politique du peuple. Les figures populaires cessent de donner un sens à l'espace politique péroniste qui ne se vide pourtant pas : le péronisme cesse d'être un espace d'apparition du peuple pour faire apparaître non pas le vide mais le contraire, « l'autre » dans le pôle de l'antagonisme qui avait définit, dans la période originaire, ce mouvement politique comme expression du caractère polémique de l'espace social.

Pour José, les années 1990 marquent le moment où le péronisme, qui était pour lui « ce qui était le plus lié à ce qui est populaire », qui était la « masse » se transforme en son contraire : en « anti-populaire ». Et il ajoute :

> « Dans cette masse sont entrés et on a laissé entrer beaucoup de gens qui, voyant cette concentration de pouvoir ont dit bon, on va se mettre ici, et qui n'étaient pas précisément… ils n'avaient aucune de ces idées dont je te parle. Ils avaient étudié à Harvard ou même à Cordoba, mais ils s'en foutent. Cavallo par exemple. Il s'est intégré au péronisme parce qu'il a dit 'ici il y a une grande concentration de pouvoir qui vient de toute une histoire', mais lui il se foutait de tout ça. Il voulait utiliser cette concentration de pouvoir pour ses propres intérêts et ses intérêts étaient les mêmes que les intérêts des entreprises ».

La contradiction entre l'histoire et le présent du péronisme est le plus souvent explicite dans les discours de cette troisième génération. Elle constitue l'enjeu central du changement des années 1990. Selon José, ce péronisme n'a fait que tourner le dos à sa propre histoire. Et se détourner de l'histoire équivaut à se détourner de la figure populaire qui l'habitait. D'après ses propos, le péronisme devient un appareil de pouvoir qui peut être utilisé à d'autres fins et intérêts. D'après Pablo, ce qu'il appelle la « crise d'identité » du péronisme est aussi liée à cet éloignement par rapport à la figure populaire et à la transformation de sa base politique :

> « Aujourd'hui le péronisme s'est un peu estompé parce qu'il n'a pas déterminé qui est l'autre, parce que ça fait une décennie que nous avons fait un mimétisme avec celui à qui nous ne devions pas ressembler. Et je crois que la récupération du péronisme réside dans le fait de savoir quels sont nos drapeaux, que nous devons répondre aux plus modestes, que nous devons répondre d'abord aux travailleurs. Les prémisses sont les trois dont je te parlais [indépendance économique, souveraineté politique et justice sociale] et deux plus générales que Perón a données et qui sont fondamentales : le bonheur du peuple et la grandeur de la patrie. Mais

> d'abord le bonheur du peuple, ça c'est l'immédiat, d'abord le peuple doit être content. Et je crois que c'est celle-là la prémisse du péronisme et comme ça fait dix ans que le peuple n'est pas content, que nous travaillons plutôt pour d'autres, pour ceux qui avant nous méprisaient et qui maintenant nous applaudissent, alors tu dois te rendre compte qu'il y a quelque chose qui ne marche pas. »

Récupérer le péronisme c'est récupérer le temps présent de l'adjectif péroniste pour les figures populaires. Ces figures sont soit ancrées dans le passé du mouvement, soit dans un avenir à récupérer : un devoir faire comme démarcation par rapport à ce qui a été fait depuis dix ans. Le présent est marqué quant à lui par une décennie d'écart par rapport au sujet populaire et de rapprochement à l'autre, à celui qui ne définit plus dans la différenciation. Un péronisme qui n'est plus l'espace d'apparition du peuple et de sa capacité disruptive, espace d'expression et de légitimation du conflit social. Fernando parle de la réapparition politique de Menem dans la campagne présidentielle de 2003 :

> « Je ne sais pas comment tout ça va finir. En tout cas, je ne crois pas que ce soit très favorable au peuple. Il va y avoir un avortement révolutionnaire, même pas une contre révolution.
> *Un avortement révolutionnaire ?*
> Oui, un avortement révolutionnaire. Il n'y a même pas un germe et on va le faire avorter, avant qu'il ne naisse ».

L'évanescence de la figure populaire dans l'intelligibilité des péronistes les plus jeunes que nous avons interviewés correspond à ce moment où ce mouvement politique cesse d'être l'espace qui fait naître le deuxième corps litigieux du peuple pour devenir la seule alternative normalisatrice : non pas l'espace qui fait naître le processus « révolutionnaire » mais celui qui vient l' « avorter » avant même que la possibilité d'un « germe » se dessine. L'évanescence de la figure populaire dans la contradiction entre le passé et le présent, entraîne ainsi l'indéfinition du péronisme. Le conflit qu'introduit le ménémisme dans le péronisme est centré tout entier dans cette indéfinition, dans l'incapacité à singulariser la figure qui habite cet espace politique, le peuple au passé, son contraire au présent. Si cette contradiction ne peut se résoudre dans l'expérience, dans le « vu » et le « vécu », elle se problématise, comme pour la génération précédente, en termes idéologiques. Selon Pablo, le problème du péronisme actuel est qu'il se retrouve « désorienté par rapport à ses drapeaux traditionnels et à ses finalités, par rapport à ce qui est idéologique, par rapport à son but ultime […] Moi en ce moment je suis en train de discuter avec mes compagnons au niveau idéologique par rapport à l'administration actuelle [le gouvernement de N. Kirchner]. On ne discute pas des listes, si on est inclus ou pas, mais ça fait très longtemps qu'on ne débat pas idéologiquement dans le péronisme et en Argentine ».

Comme dans le récit de Pablo, selon Fabio, cette indéfinition idéologique caractérise la période qui constitue son expérience politique la plus intense. Le traitement de cette indéfinition devient un des enjeux centraux de la scène politique actuelle :

> « Je te dis sincèrement, surtout dans cette dernière période démocratique, depuis 1983, les partis politiques c'est plus une différence de maillot. Le radicalisme, les partis politiques traditionnels, ce sont deux populismes un peu du centre. C'est-à-dire, le parti radical, il n'est radical que dans le nom, ce n'est pas un parti radical. Il a peut-être été radical à l'époque de mon grand-père, dans les années 30. Un vrai parti, vraiment de centre gauche. Peut-être ce qu'il a, que le péronisme a moins, c'est une allure plus socialiste, mais en définitive les deux convergent plus ou moins vers la même chose. Si tu dis une mesure adoptée par le péronisme traditionnel, pas le ménémisme, et le radicalisme et tu te dis, les deux auraient pu faire ça. Du point de vue idéologique, idéologique, il n'y a pas beaucoup de différence. C'est comme une équipe de football, pourquoi on est de *River* au lieu d'être d'*Independiente* si les deux équipes jouent de la même façon ? […] Parfois je pense que ce serait mieux de nettoyer une peu le terrain [*que se limpiara la cancha*] et de voir apparaître, je ne sais pas, un vrai parti de centre gauche, un vrai parti libéral, un vrai parti radical, dans le sens européen. »

Objet essentiellement vivant, ce travail générationnel de redéfinition idéologique du péronisme, qui apparaît comme une nécessité pour les plus jeunes, est un procès en construction, une recherche. Au-delà des résultats de cette recherche, ce que le ménémisme apporte, comme expérience dominante dans cette génération, c'est le conflit ou plus précisément, l'explicitation du conflit. Et dans ce conflit s'ouvre la possibilité du changement. Le conflit au sein d'un péronisme qui s'est progressivement éloigné de la figure populaire, qui ne constitue plus en temps présent l'espace monopolisé et unique d'inscription politique des sujets populaires.

Ce que ce conflit signifie, c'est la possibilité d'un héritier, d'un nouveau nom pour les figures populaires, de nouveaux habitants de l'espace populaire, en dehors du péronisme. Comme le montre l'extrait des propos de Pablo, cité au début de ce chapitre, si le péronisme a encore un sens, c'est en raison de l'absence d'options alternatives pour représenter la ligne historique nationale et populaire. Il insiste sur cette question un peu plus tard dans le dialogue :

> « Comme rien de nouveau n'a surgi, moi je me trouve comme les membres de FORJA[120] le 17 octobre [1945]. Ce qu'ils soutenaient, à un moment ils l'ont vu cristallisé, et alors soit ils

[120] FORJA, *Fuerza de Orientación Radical de la Joven Argentina*, a été fondée en 1935 par le dirigeant politique Arturo Jauretche. Il s'agissait d'une organisation nationaliste radicale critique, qui dénonçait le Parti Radical à

> restaient où ils étaient soit ils s'unissaient, et après, quelques mois après ils ont dissout FORJA et se sont unis à Perón, parce que le mouvement péroniste n'était pas encore constitué. Mais c'était au moins la ligne populaire et nationale que Perón cristallisait. Aujourd'hui, je crois que le péronisme a encore un sens sous cet aspect-là ».

Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, il ne s'agit pas d'un réalignement ou de l'abandon de leur identité péroniste mais de la légitimation d'autres figures populaires qui se développent en dehors de l'espace péroniste. Cette ouverture plus importante que l'on constate dans cette troisième génération est une des clés pour comprendre leurs stratégies pour résoudre la tension avec les instances formelles de représentation du péronisme sur la scène politique qui apparaît, dans ces récits, beaucoup plus pesante.

Dans tous les cas, la possibilité, dans les discours des plus jeunes, de l'émergence des figures populaires qui ne portent pas l'adjectif péroniste, de nouveaux espaces d'inscription et d'action politiques des sujets populaires qui entrent en concurrence avec le péronisme, répond à l'alternative « normalisatrice » du péronisme des années 1990, qui désactive progressivement la signification égalitaire du mouvement fondé par Perón. L'absence d'une mise en acte du peuple dans les discours des plus jeunes, marque la contention de la signification disruptive et égalitaire du péronisme dans l'expérience politique qui leur est propre. Cette absence marque également l'épuisement de la contradiction constitutive qui traverse, ce mouvement politique depuis ses origines. Epuisement qui le fait entrer tout entier dans un espace homogène, celui qui correspond à la politique, au monde de « l'ordre naturel des choses ».

Nous avons abordé dans ce chapitre les significations multiples, et parfois contradictoires, que les péronistes que nous avons interviewés attribuent à leur identification politique. Il s'agissait de retracer l'évolution de ce que signifie « être péroniste » au long des trois générations, toujours selon l'ancrage dans les expériences politiques organisant l'univers de référentiels qui contribue à construire une intelligibilité politique propre à chaque groupe générationnel. Au centre de ce que signifie « être péroniste » se situe une conception du peuple et des différentes figures qui l'incarnent. Ces mêmes figures constituent, dans ses reformulations successives, les moteurs de l'évolution de l'identification au péroniste.

---

cause de l'abandon des principes national-populaires. La majorité des membres de FORJA s'incorporent au péronisme au moment de son surgissement.

Pourtant, les différents noms et visages du peuple, habitants privilégiés de l'espace politique péroniste, se construisent essentiellement dans une mise en acte, c'est-à-dire dans un agir politique, dans la pratique concrète. Dessiner les contours du peuple revient donc en même temps à le définir comme un espace où ceux qui s'identifient au mouvement péroniste peuvent inscrire leur propre pratique politique. L'apparition-apparence du peuple crée ces espaces de l'agir politique, et les pratiques qui en résultent contribuent, en retour, à construire à chaque période une image singulière de la figure populaire. L'extraordinaire dynamisme de cette identification politique se situe dans cet enchaînement réciproque entre ces peuples multiples qui l'habitent et les pratiques politiques qui les font exister en tant que tels. Le chapitre suivant est consacré à cet agir politique que chaque génération associe à son identification au péronisme.

Chapitre 4

Les lieux et les formes de la mise en acte

Dans la perspective de ceux qui s'identifient au péronisme, ce dernier est défini dans son rapport irréductible au sujet populaire : comme une sphère d'inscription de différentes figures du litige politique. Mouvement politique qui rend possible l'apparition du peuple, construction d' « un » multiple, d'une communauté nouvelle. Comme nous avons tenté de le montrer dans le chapitre précédent, la notion de peuple ne se présente guère, dans les discours, comme une entité abstraite, immatérielle, mais se précise au travers de différents visages qui le définissent et le cristallisent. Définir le peuple qui habite le péronisme revient en même temps à définir un espace collectif où ceux qui s'identifient à ce mouvement politique peuvent inscrire leur propre pratique politique. Il s'agit de deux opérations pratiquement indissociables : l'opération consistant à attribuer un sens à l'identification au péronisme, à travers l'inscription de différentes figures populaires, est faite d'actes et de manifestations qui configurent ce peuple comme un sujet d'appartenance et de mobilisation. Le peuple dans lequel le péronisme puise toute sa signification est donc sa mise en acte, son moment de visibilité dans la construction des langages et des scènes de son apparaître. L'apparition disruptive du peuple exprimant une dimension égalitaire du péronisme, plus

diffuse, qui se conjugue à sa signification distributive, est indissociable des lieux et des formes d'expression du conflit, des lieux et des formes de l'agir politique.

Cette dimension égalitaire du péronisme ne se manifeste pourtant jamais sans son contraire : ces sujets populaires et l'espace de leur apparaître sont précaires, la revendication égalitaire s'estompe souvent lorsque le « recevoir » s'impose au « revendiquer » et surtout, ces sujets se constituent en tension permanente avec les formes d'institutionnalisation et les structures politiques établies, censées les fixer durablement sur la scène politique. Signification distributive et revendication égalitaire ne s'accompagnent pas toujours et la première prime souvent sur la deuxième. Comme nous l'avons signalé dans le chapitre 2, la traduction des significations du péronisme en des formes politiques reconnues (partis, syndicats) implique toujours une « normalisation », l'adéquation à un principe régulateur de tout ce que la figure du peuple et l'expression du conflit comportent d'excessif. Cette normalisation contradictoire a ses effets sur les actions et les conceptions politiques. Le péronisme est profondément marqué par cette contradiction constitutive qui le traverse, contradiction qui naît du fait qu'il habite deux espaces hétérogènes : celui qui d'un côté crée des lieux et des formes pour l'activité politique ; celui qui d'un autre côté les normalise, en les faisant entrer dans l'ordre institué de la domination.

Deux espaces distincts de la politique certes, mais non pas étanches. Dans l'analyse de Rancière, « les formes de la démocratie sont les formes de manifestation de cette apparence, de cette subjectivation non identitaire et de cette conduite du litige. Ces formes de manifestation ont des effets sur les dispositifs institutionnels *du* politique et elles se servent de tel ou tel de ces dispositifs. Elles produisent des inscriptions de l'égalité et elles argumentent les inscriptions existantes. Elles ne sont donc aucunement indifférentes à l'existence d'assemblées élues, de garanties institutionnelles des libertés et d'exercice de la parole et de sa manifestation, de dispositifs de contrôle de l'Etat. Elles y trouvent les conditions de leur exercice et elles les modifient en retour. Mais elles ne s'y identifient pas » (Rancière, 1995, p. 141).Comme nous le verrons plus en détail, la correspondance problématique entre ces deux espaces n'est jamais étrangère aux discours sur le mouvement péroniste : elle est, au contraire, une référence incontournable lorsqu'il s'agit, pour les individus que nous avons interviewés, « d'expliquer » leur identification politique. Le rapport qui s'établit entre les dispositifs institutionnels du péronisme –censés le représenter sur la scène politique–, et les significations que les individus construisent autour du péronisme comme identification politique, s'établit

essentiellement dans la tension. Tension puisque le fil qui relie ces deux espaces qu'habite le péronisme est, pour nombre d'interviewés, une construction ardue : ce fil peut s'affiner et se rétrécir, marquant un équilibre précaire, souvent aux bords mêmes de la rupture. Pourtant, ce fil tendu assure la communication entre les deux espaces, relie, rapproche, les maintient ensemble. Nous parlerons donc de tension dans les cas où cette identification politique trouve, en dépit des équilibres précaires et instables, une traduction dans des instances officielles du péronisme sur la scène politique. Nous parlerons de conflit dans les cas où cette tension bascule du côté de la rupture, entraînant différentes tentatives de réalignement.

Un des enjeux principaux de la durabilité et de l'évolution du péronisme réside donc dans l'équilibre entre ces deux significations logées dans des espaces hétérogènes du politique : sa dimension égalitaire et normalisatrice. Quels sont ces lieux et ces formes de l'agir politique associé à l'identification au péronisme cristallisant la première dimension ? Comment se réactualisent ces espaces de génération en génération ? Comment se manifeste la tension constitutive du péronisme ?

Ce qui est propre à ces lieux et à ces formes d'expression du conflit est qu'ils ne sont ni préétablis ni localisés dans un champ spécifique de l'expérience des individus, pas plus que dans une sphère particulière du monde social[121]. L'objet même de la politique porte sur l'existence de ces lieux polémiques qui la font exister. Le litige proprement politique est une opération de redéfinition des sujets et de la scène de leur apparaître : comme une manifestation redéfinit ceux qui marchent en tant que manifestants, sujets d'un acte politique, et la rue comme scène de leur action. L'analyse de ces lieux et de ces formes de l'agir politique lié à l'identification au péronisme inclut bien entendu un regard sur les pratiques encadrées par les instances de représentation du péronisme sur la scène politique ; mais elle ne peut se restreindre à ces espaces établis et reconnus de la politique. Cette analyse est beaucoup plus féconde lorsqu'elle s'ouvre à toute une série de pratiques, peut-être plus diffuses et irrégulières, que les acteurs définissent comme essentiellement politiques –ou qui sont dans leurs discours étroitement liées à leur identification politique– mais qui relèveraient « objectivement » ou dans une analyse de science politique classique d'autres ordres de la vie sociale. La famille, le travail, les appartenances territoriales, le sport, les imaginaires religieux, entre autres dimensions de l'expérience sociale, participent à la construction du

[121] Pour Jacques Rancière, « un mouvement politique est toujours un mouvement qui brouille la distribution donnée de l'individuel et du collectif et la frontière admise du politique et du social ».(Rancière, 2005, p. 92).

rapport au politique et véhiculent également des pratiques politiques. Cette analyse équivaut à reconnaître la porosité des phénomènes politiques, qui ne peuvent être circonscrits à une sphère délimitée et délimitable du monde social et de l'expérience des individus. Il s'agit donc de mettre en œuvre une définition de l'action politique qui ne la limite pas aux actions publiquement reconnues comme telles : « chercher les signes du politique là où ils sont, le plus souvent, soit ignorés, soit déniés » selon l'expression de Claude Lefort (1986, p. 7), tout en étudiant leur rapport aux structures politiques établies (partis politiques et syndicats principalement dans le cas du péronisme).

Cette perspective dans l'analyse des phénomènes politiques, qui ne les restreint pas à une sphère politique et à ses structures établies, est d'autant plus nécessaire dans le cas du péronisme. Et ce en raison de son institutionnalisation instable dans la scène politique argentine[122] et des traits distinctifs de son organisation, où les frontières des structures officielles du péronisme ont souvent été très diffuses. Le péronisme s'est toujours représenté comme un mouvement et non pas comme un simple parti politique. A ce dernier s'ajoutent la branche syndicale, féminine et de la jeunesse. Agir donc dans et pour le péronisme ne s'est jamais limité à un militantisme purement politique (encadré par le PJ) mais inclue une série d'espaces et de pratiques très diversifiés. Comme le signale Richard Gillespie (1998) cette organisation du péronisme en tant que mouvement politique constitue un élément central lorsqu'il s'agit d'aborder son évolution. Selon cet auteur, « être péroniste » n'implique pas nécessairement une activité politique régulière dans les instances publiquement reconnues du péronisme, la condition de « membre » du mouvement repose beaucoup plus sur une question d'identification que d'affiliation. Cette autoreprésentation en tant que mouvement à la fois social et politique a fourni au péronisme beaucoup de dynamisme et une grande vitalité. Elle a été à l'origine notamment de l'élasticité qui a rendu possible sa survie dans la période postérieure à 1955 (Gillespie, 1998, p. 43).

L'excellent ouvrage de Steven Levitsky (2005) constitue peut-être l'analyse la plus approfondie de l'organisation du péronisme et de son évolution actuelle. L'ouvrage explore les transformations du mouvement fondé par Perón dans le passage, au cours des années 1990, de parti de base syndicale à une structure partisane basée sur des réseaux clientélistes. Ce passage a bien entendu impliqué une redéfinition du rapport entre le péronisme et le

[122] Rappelons que cette institutionnalisation instable inclut les 17 ans de proscription du péronisme et les nombreuses interruptions constitutionnelles par des coups d'Etat dans la période 1955-1983.

mouvement syndical, de par le démantèlement des mécanismes traditionnels de participation syndicale, qui a été possible en raison de la faible institutionnalisation de ces mécanismes. Selon l'hypothèse de Levitsky, ces changements ont été fondamentaux pour assurer la survie du péronisme à l'ère néolibérale et aux transformations structurelles qu'elle a entraînées dans de nombreux pays d'Amérique Latine.

Cet auteur remet en question l'image véhiculée par une grande partie des études sur le péronisme, qui insistent sur la faiblesse organisationnelle de ce mouvement, manifestée par les liens personnels et sans médiations que ses dirigeants établissent avec les bases. Selon Levitsky, le cas du péronisme s'inscrit dans la catégorie des structures politiques faiblement institutionnalisées et peu bureaucratisées qui caractérisent les systèmes politiques de nombreux pays d'Amérique Latine. Cette faiblesse organisationnelle formelle du Parti Justicialiste masque souvent la puissante organisation informelle sur laquelle s'appuie le péronisme, qui récrée en permanence sa forte pénétration au sein de vastes secteurs de la population, le transformant en un vrai parti de masses.

Levitsky caractérise le PJ comme une « désorganisation organisée »[123] : l'informalité de son organisation et sa faible routinisation le différencient nettement des partis de masse de la classe ouvrière typiques (comme les partis social-démocrates ou communistes européens). L'informalité du péronisme implique que la grande majorité de ses sous-unités soient des réseaux qui ont une organisation et un fonctionnement autonomes, indépendantes du parti. Le faible degré de « routinisation » implique que les règles et les procédures internes ne soient généralement pas connues, acceptées ou respectées, mais qu'elles soient plutôt « fluides », contestées et en grande mesure éludées ou ignorées.

Ainsi, l'organisation péroniste consiste en un vaste ensemble de réseaux informels, très peu centralisés, qui opèrent par l'intermédiaire d'une série hétérogène d'entités politiques, sociales et culturelles. Les Unités de Bases (*Unidades Básicas*, UB) constituent les antennes territoriales officielles du parti, chargées, entre autres, des activités de prosélytisme et d'affiliation. Mais le péronisme opère aussi à travers des organisations syndicales, des clubs sportifs, des associations de quartier, des coopératives, des cantines populaires, etc. Cet ensemble d'entités a une organisation et un fonctionnement autonomes : elles n'existent pas

[123] Voir en particulier le chapitre III: *Una desorganización organizada: la estructura del Partido Peronista en la década del 90* .

dans les registres et sont indépendantes de la bureaucratie du parti –ce qui est aussi vrai pour la majorité des UB. Cependant, ces entités autonomes intègrent largement les activités politiques et jouent le rôle crucial de médiation entre les bases péronistes et les dirigeants du parti tant au niveau des provinces que de la nation.

L'informalité constitue un des traits distinctifs de l'organisation du péronisme depuis ses origines. Au cours du premier régime péroniste, le parti se caractérisait par l'absence d'une organisation indépendante de l'Etat ainsi que de règles stables de fonctionnement interne, et par son caractère fortement centralisé et personnaliste. Entre 1955 et 1983 la centralisation du parti se brise avec l'exil de Perón. Comme le signale Levitsky, au cours de cette période, plusieurs partis péronistes émergent et une grande partie des organisations péronistes opèrent en dehors des structures formelles de ce mouvement politique. Ce dernier ne parvient pas non plus à fixer des règles stables pour son fonctionnement (sélection des dirigeants, structure des rapports d'autorité internes, mécanismes de participation des syndicats, etc.). Les frontières du mouvement deviennent diffuses : n'importe qui pouvait se considérer péroniste, créer une organisation et faire partie du mouvement, ce qui manifestait le renforcement de l'autonomie des différentes organisations péronistes. Le processus de la « rénovation péroniste » (1987-1989) a sans doute été la tentative la plus importante de structurer formellement le PJ. Il avait pour objectif d'établir un régime interne du parti plus stable, sur une structure territoriale démocratisée (avec une sélection des dirigeants et des candidats par élection directe). Mais, selon cet auteur, ces objectifs n'ont pas été atteints, l'organisation du PJ ne s'est que partiellement adaptée à la structure plus bureaucratisée exigée par les nouveaux statuts. La structure bureaucratique centrale du PJ postérieure à la rénovation continuait à être faible et peu efficace dans le contrôle des organisations péronistes territoriales. Les « rénovateurs » n'ont pas réussi à établir des règles internes stables et respectées pour la régulation de divers aspects de la vie politique du péronisme. Cela a rendu possible, selon l'argument de cet auteur, l'adaptation réussie du PJ au contexte néolibéral dans les années 1990.

Ce qui nous intéresse ici est que cette organisation informelle, cette « désorganisation organisée », constitue le cœur de ce mouvement politique : y militer se traduit par des activités très hétérogènes qui peuvent se développer dans des inscriptions multiples. Inscriptions et activités gravitent cependant autour du rapport qu'elles établissent avec les structures plus formelles du péronisme. Il n'y a donc pas une façon unique de traduire

l'appartenance au péronisme en une pratique concrète, même si certaines ont été dominantes selon les périodes. Il s'agit donc de restituer ces diverses traductions de l'identification au péronisme en une pratique politique, dans les trajectoires d'adhésion et les trajectoire politiques des personnes interviewées et leurs transformations au cours des trois générations.

Comme nous l'avons montré dans le chapitre 2, nombre d'études centrées sur le premier régime péroniste, en particulier celles qui utilisent le prisme du populisme, le caractérisent en fonction d'une participation populaire spontanée, dépourvue de conscience de ses buts et de ses résultats et très dépendante des orientations étatiques et du leader (Germani, 1962, 1973). Selon certaines études, quand il ne s'agit pas de la pure passivité (Hermet, 2001), cette participation « populiste », définie à travers une image d'hétéronomie, ne ferait qu'obturer la « vraie » participation des secteurs populaires. D'autres études, telles que celles de Daniel James (1990) et Murmis et Portantiero (2004 [1ère ed. 1971]), mettent en cause cette analyse en termes de subordination de différents acteurs sociaux et politiques –en se centrant particulièrement sur la classe travailleuse– pour signaler que la configuration d'un régime politique personnifié et très centralisé n'a pas exclu le développement d'une pratique politique active, souvent indépendante des organes d'orientation politique péroniste.

C'est dans ce débat que s'inscrivent les analyses développées dans ce chapitre. Les trajectoires politiques des péronistes que nous avons interviewés obligent à nuancer l'image de la passivité et de l'hétéronomie, sans pour autant la rejeter complètement. L'encadrement dans les espaces de militantisme péroniste souvent fortement verticalistes, l'influence incontestable du leader et de ses « directives », le pouvoir des bureaucraties… tous ces éléments n'excluent guère les remises en question, les révoltes, les conflits et des actions politiques diverses, hétérogènes, débordant les (et parfois en opposition aux) moulages péronistes « traditionnels ». Cette analyse centrée sur l'ambivalence et la contradiction exige de rejeter une conception essentialiste (et souvent normative) de la pratique politique liée à l'identification au péronisme, qui chercherait à identifier ce qu'elle est –populiste, autonome ou hétéronome, révolutionnaire ou réformiste, etc.– pour l'appréhender dans une perspective diachronique : dans son évolution, ses hésitations, ses tournures, son énergie, sa fragilité. Dans notre perspective, cette analyse semble, en définitive, beaucoup plus féconde en ce qu'elle cherche non pas à définir ce qu'elle est mais à comprendre « comment ça marche ».

Ainsi, comprendre l'agir politique lié au péronisme implique de mettre en rapport des tendances qui renvoient à l'hétéronomie et à l'autonomie. Notre réflexion s'est inspirée des analyses de Cornelius Castoriadis, qui définit la politique comme projet d'autonomie, mais elle se démarque sur certains points cruciaux. Ainsi, dans notre analyse, l'agir politique se construit davantage dans des points d'intersection et non pas dans la dissociation de ce que cet auteur distingue comme le politique et la politique. Renversant le sens souvent donné à cette différenciation féminin–masculin, la dimension du politique renvoie, dans la pensée de Castoriadis, à son sens plus étroit, au pouvoir explicite, à « l'existence d'instances pouvant émettre des injonctions sanctionnables » (Castoriadis, 1990, p. 151). Si la société est, pour cet auteur, la création constante d'un monde de significations imaginaires et de leurs supports[124], et si cette dimension imaginaire est constitutive de toute institution sociale, le pouvoir explicite s'érige comme le « Maître des significations », le gardien du sens établi. Le pouvoir explicite témoigne de l'échec irrémédiable du pouvoir absolu, entendu comme celui qui crée l'apparence de la spontanéité, celui qui tend à « préformer quelqu'un de sorte qu'il fasse ce qu'on voudrait qu'il fasse sans besoin de domination ou de pouvoir explicite » (Castoriadis, 1990, p. 142). Le pouvoir explicite et la domination qui ont trait au politique viennent clôturer les failles de la société instituée qui ne parvient jamais à exercer un pouvoir absolu de maîtrise des significations. Le politique renvoie ainsi à l'hétéronomie instituée, et « tel est l'état de presque toutes les sociétés que nous connaissons, presque partout, presque toujours » (Castoriadis, 1986, p. 514)

La politique, quant à elle, est la mise en question explicite des institutions et des significations établies. Avec la politique surgit donc « l'autonomie, comme germe, dès que l'interrogation explicite et illimitée éclate, portant non pas sur des « faits » mais sur les significations imaginaires et leur fondement possible ». Projet d'autonomie qui consiste à « se donner soi-même ses propres lois, sachant qu'on le fait » (Castoriadis, 1990, p. 160). La politique est ainsi une démarche auto-réfléxive dans ce projet d'autonomie qui ne peut qu'être à la fois individuel et collectif, puisqu'il suppose que l'institution soit devenue telle qu'elle permette sa mise en question par la collectivité qu'elle fait être et les individus qui y

[124] « Chaque société définit et élabore une image du monde naturel, de l'univers où elle vit, en essayant chaque fois d'en faire un ensemble signifiant, dans lequel doivent trouver leur place certainement les objets et les êtres naturels qui importent à la vie de la collectivité, mais aussi cette collectivité elle-même, et finalement un certain « ordre du monde ». Cette image, cette vision du monde plus ou moins structuré de l'ensemble de l'expérience humaine disponible, utilise chaque fois les nervures rationnelles du donné, mais les dispose selon et les subordonne à des significations qui comme telles ne relèvent pas du rationnel (ni du reste de l'irrationnel positif), mais de l'imaginaire » (Castoriadis, 1975, p. 224).

appartiennent. L'idée d'autonomie renvoie donc à la démocratie, comme possibilité effective d'égale participation de tous, aussi bien aux activités instituantes (créatrices de nouveaux sens) qu'au pouvoir explicite. Elle renvoie donc à « tout ce qui dans la société est participable et partageable » (Castoriadis, 1990, p. 166, 167). Il y a, dans la définition de Castoriadis, un rapport irréductible entre l'activité, la participation et l'autonomie[125].

L'autonomie est donc une possibilité de rupture de la clôture « informationnelle, cognitive et organisationnelle » qui caractérise l'hétéronomie. Ces ruptures radicales doivent être conçues comme l'émergence de sociétés qui mettent en question leurs propres institutions et significations. Cette rupture est extrêmement rare et, selon les thèses de Castoriadis, n'a eu lieu que deux fois dans l'histoire, la première en Grèce ancienne, puis, de manière profondément différente, en Europe occidentale, même si l'héritage de ces ruptures marque encore l'histoire contemporaine (Castoriadis, 1986, p. 517).

Ce qui nous intéresse particulièrement dans les analyses de Castoriadis est la définition de l'autonomie en tant que remise en question du sens établi par une instance extérieure, comme la capacité de questionner, et de refonder dans ce même questionnement, le sens donné, dans un rapport étroit à l'activité et à la participation. Or, nous nous éloignons de la perspective de cet auteur lorsqu'il opère une dichotomisation à partir de la distinction du politique et de la politique, l'un renvoyant exclusivement à un mode d'être hétéronome, l'autre à un projet d'autonomie. Est-ce que l'autonomie et l'hétéronomie tendent à s'exclure réciproquement ? Selon Castoriadis, dans son analyse des ruptures radicales ou révolutionnaires, cela semble être le cas : « Question : quand est-ce qu'une période révolutionnaire commence ? Réponse : lorsque la population forme ses propres organes autonomes –lorsqu'elle entre en activité pour se donner à elle-même ses formes d'organisation et ses normes ». La révolution se termine ou « dégénère » lorsque ces organes autonomes cessent d'exister et d'agir, ou lorsqu'ils ne sont pas autonomes et reçoivent leurs directives de l'extérieur, se subordonnant à la domination et au contrôle d'une instance à part –parti ou Etat (Castoriadis, 1986, p. 517). L'autonomie s'éclipse-t-elle entièrement en dehors des périodes révolutionnaires ou de ruptures radicales ? En ce sens, le péronisme n'est sans aucun doute pas porteur d'un projet d'autonomie, mais dans notre perspective, le définir dans la pure hétéronomie empêche d'appréhender toute sa complexité. Notre hypothèse est que

[125] Il dira que dans une « société vraiment libre, c'est-à-dire une société autonome, la liberté, c'est l'activité » (C. Castoriadis, 1998, p. 38).

même lorsque l'autonomie ne parvient pas à se structurer comme projet, l'agir politique se construit à la fois sur des tendances autonomes et instituantes et sur des tendances qui renvoient à l'hétéronomie.

Nous rejoignons ici l'interprétation de A. Corten, qui, reprenant les analyses de Castoriadis, tente de mettre en rapport plus que de dichotomiser les dimensions du politique et de la politique. Pour cet auteur, les tendances à l'autonomie et à l'hétéronomie ne s'excluent pas mais cohabitent dans l'imaginaire : « La lutte de sens à propos de l'irrévocabilité ou la remise en cause des institutions, dans laquelle prennent place aussi des imaginaires de l'hétéronomie, constitue également, sinon surtout, le cœur politique ». (Corten, 2006, p. 33). Cette perspective permet de penser la dimension politique à travers l'articulation et non pas l'exclusion des tendances autonomes et hétéronomes, dans des combinaisons toujours spécifiques de continuation et de remise en cause du sens établi.

4.1. L'ouverture, les limites.

Jorge est né en 1937, ses parents sont morts lorsqu'il était enfant et il est élevé par son oncle, avec qui il habite dans une banlieue nord de la ville de Buenos Aires. Il se définit politiquement comme péroniste et a développé, depuis la moitié des années 1950, une intense activité militante –dans différentes organisations liées au PJ– et syndicale, principalement à FOETRA (*Federación de Obreros y Empleados Telefónicos de la República Argentina*). Après un parcours professionnel très irrégulier, il commence en 1967 à travailler à *Teléfonos del Estado*, puis *Telecom*, dans le secteur de réparation et d'installation des lignes. Il a 66 ans au moment des entretiens et vient de prendre sa retraite, après 35 ans de travail dans l'entreprise.

Comme dans la plupart des récits des péronistes les plus âgés que nous avons interviewés, le point de départ des trajectoires d'adhésion et des trajectoires politiques se confondent. Ce point de départ correspond à un vécu d'enfance et de jeunesse qui se situe au cours du premier régime péroniste :

> « Moi j'ai commencé à participer en 1951, j'avais 14 ans, et je participais déjà, j'allais à des manifestations. J'allais à ce qu'on appelait une 'école usine' qui appartenait à *Transportes de*

Buenos Aires, c'était l'entreprise publique de bus et de tramway. Le syndicat c'était l'UTA[126]. A l'école on était d'une certaine manière dans le syndicat parce qu'après trois ans d'école on commençait à être travailleurs de l'entreprise, dans les ateliers et tout ça. Alors on allait aux manifestations avec le syndicat. C'est comme ça que j'ai commencé à participer.
Et vous vous considériez péroniste ?
C'était très lié. Le quartier où j'ai grandi était un quartier de travailleurs. Alors dans les conversations avec la majorité des gens, même s'il y en avait certains que par tradition étaient radicaux, mais ce que la majorité racontait c'était leur expérience en tant que travailleurs et comment ça avait changé. Et en plus je lisais beaucoup… alors ce sont des choses qu'on intègre. On peut dire que oui, que je me sentais déjà péroniste. En plus moi, à ce moment-là, je le vivais comme une chose naturelle. Je suis né en 37, la période précédente, la décennie « infâme », je ne l'ai presque pas vécue, alors moi, personnellement je n'étais pas surpris par ces changements. Je le vivais comme quelque chose de naturel : pourquoi est-ce qu'on ne pouvait pas avoir ce qu'on avait ? »

Comme dans une grande partie des discours des péronistes les plus âgés, le premier lien au péronisme est évoqué dans un rapport très étroit avec la vie quotidienne. Ce sont très souvent les références familiales ou, comme dans l'extrait cité, le travail, l'école, la rue, le quartier, les espaces qui participent à la construction de cette première définition politique. Dans les discours, « être péroniste » ne relève pas d'une dimension délimitable de l'expérience, mais se configure dans la mise en rapport de différentes expériences et processus de socialisation.

Oscar, par exemple, se souvient que le jour de la mort d'Eva Perón il a vu pour la première fois sa mère pleurer : sa mère embrassait, dans son évocation, une énorme radio qui venait d'annoncer la nouvelle. Ce souvenir d'enfance a une place toute particulière dans sa trajectoire d'adhésion, c'est d'ailleurs une des premières références dans le dialogue, lorsque je l'interroge sur son « rapprochement au péronisme ». Comment établir, dans cette image, la frontière entre le politique et le familial, entre le privé et le public ? Humberto, d'après ses propos, devient péroniste parce que « la réalité l'a convaincu ». Benjamín, âgé de 64 ans, le résume dans une phrase : « c'est la vie même qui m'a fait péroniste ». Arriver au péronisme par la « vie même » : une vie qui est politisable, une arrivée qui brouille les frontières entre le public et le privé, entre l'individuel et le collectif, entre le politique et le social.

La construction de cette identité politique se nourrit d'une diversité d'expériences qui ne sont pas *a priori* définies comme politiques mais sont politisées et politisent en retour dans les trajectoires des individus. Le début des trajectoires d'adhésion porte en lui ce double mouvement qui manifeste la porosité et l'élasticité des phénomènes politiques. Tout comme la

[126] *Unión Tranviarios automotor*.

dimension politique n'est pas scindée, fermée sur elle-même, la scène politique, dans les récits de ceux qui s'identifient à ce mouvement politique, ne constitue pas non plus un espace clôturé et délimité du monde social, mais un espace dont les frontières sont perméables et diffuses. Et elles le sont doublement : d'abord du fait de l'imbrication de la scène politique avec d'autres dimensions du monde social, ensuite en raison de sa définition comme espace accessible à la pratique quotidienne.

L'extrait cité du dialogue avec Jorge présente un deuxième trait qui caractérise les trajectoires d'adhésion et politiques dans les discours de cette première génération : se définir politiquement comme péroniste est indissociable d'une pratique politique, se « sentir péroniste » est aussi « participer ». Dans ce cas, cette participation est encadrée par une des instances les plus « formelles » du premier péronisme : le mouvement syndical. Depuis le début, dans le récit de Jorge, adhérer au péronisme signifie prendre part, s'intégrer au travers de la pratique concrète, à la figure principale qu'il situe au centre de son discours sur le péronisme : le travailleur. Cette figure marque certes une appartenance sociale. Mais elle est aussi plus que cela, elle est incarnation du sujet populaire, elle configure une plus vaste appartenance politique et symbolique dans la dimension revendicative dont elle est porteuse : la puissante présupposition égalitaire qui transparaît dans son discours « naturalise » le processus de changement qui définit selon lui le premier régime péronisme. Situé au niveau de cette présupposition égalitaire, pourquoi devrait-il se surprendre de ces changements ? Pourquoi ne pouvaient-ils pas avoir ce qu'ils avaient ?

Comme dans la trajectoire de Jorge, Benjamín et Oscar vont aussi, au cours du premier régime péroniste, à des « écoles usines » publiques (dans les transports pour le premier et les télécommunications pour le deuxième) et commencent alors leur carrière syndicale. Oscar signale qu'il avait 14 ans lorsqu'il a participé à sa « première grève ». Ils deviennent tous affiliés (ou « adhérents » tant qu'ils n'ont pas leurs 18 ans) du parti péroniste. Pedro situe aussi au centre de son discours sur le péronisme sa « lutte pour les revendications ouvrières », il commence à cette époque-là un travail à l'usine (1953) et fait ses premiers pas comme délégué syndical à la UOM. Modesta est infirmière dans un hôpital public et débute comme déléguée du syndicat des travailleurs publics. Ainsi, nombre des interviewés de cette génération entament au cours de la première période péroniste des trajectoires de militantisme (qui s'imbriquent aux trajectoires d'adhésion) dans les espaces les plus formels du mouvement –ou les plus proches des instances de représentation du péronisme sur la scène

politique. Pour d'autres, leur identification politique se traduit par une pratique politique plus diffuse et irrégulière, aussi étroitement liée à la vie quotidienne. Humberto quitte l'école avec quelques camarades le 17 octobre 1945 pour participer à la mobilisation d'appui à Perón, et accompagnait sa mère à des meetings politiques. Alberto « appliquait » le péronisme dans son entreprise. Rosa ne manquait pas, d'après ses propos, une seule manifestation pour soutenir Perón et Evita.

Pourtant, comme nous l'avons signalé dans le chapitre précédent, l'intelligibilité du péronisme et la pratique politique qui participe à sa construction ne sont pas fixées sur ces premières expériences politiques, elles sont essentiellement évolutives, elles se construisent et se reconstruisent dans la mise en rapport de toutes les expériences vécues au long de la vie. L'expérience du premier régime péroniste est centrale dans les discours des péroniste les plus âgés, elle constitue la pièce maîtresse de l'ensemble de référentiels conformant la grille d'interprétation de la réalité politique, mais c'est dans sa mise en rapport avec d'autres expériences qu'elle acquiert toute sa signification, et tout particulièrement dans le rapport à l'expérience postérieure de longue proscription du mouvement péroniste. Dans les récits, les inscriptions et pratiques qui correspondent à la première expérience de gouvernement péroniste sont fortement bouleversées après le coup d'Etat qui renverse le deuxième gouvernement de Perón, comme le montre la trajectoire de Jorge :

> « Après, avec la chute [du gouvernement de Perón], j'ai participé plus ouvertement en politique, dans la « résistance ». Il y avait une organisation qui s'appelait *Alianza Libertadora Nacionalista*, ils s'identifiaient au péronisme mais c'était d'extrême droite. Kelly était là[127]. Finalement, quand le coup d'Etat approchait il prend le pouvoir à l'*Alianza*, parce que les autres dirigeants avaient pris le parti de l'église dans le conflit avec le péronisme. Donc Kelly prend le pouvoir et change le nom en *Alianza Popular Nacionalista*. Leur caractéristique était de gagner la rue, quand il y avait déjà une ambiance de coup d'Etat, eux ils sortaient en défense du gouvernement. Alors moi j'avais 18 ans, et comme moi il y en avait beaucoup, on n'avait rien, dans la JP de cette époque-là non plus, rien du tout. Alors on s'affiliait à l'*Alianza*. Et quand le coup d'Etat était déjà commencé, on y allait. Moi j'ai dû une fois surveiller l'immeuble du Secrétariat de presse… mais c'étaient des choses très ponctuelles. Après, une fois que le coup d'Etat a été terminé, on a dû tout créer, spontanément. Moi j'ai commencé à travailler dans le quartier avec ce qu'on appelait les *Comandos de la resistencia*

[127] L'*Alianza Libertadora Nacionalista* (ALN) est une organisation de droite catholique, créée en 1943 par des groupes provenant de l'*Alianza de la Juventud Nacionalista*. En 1953, Guillermo Patricio Kelly prend le pouvoir dans l'ALN –qui se transforme en *Alianza Pouplar Nacionalista*–, et lui attribue un caractère péroniste. G. P. Kelly est une figure très controversée de la scène politique argentine de la deuxième moitié du siècle dernier. Associé à l'aile droite du mouvement péroniste, il a été plusieurs fois incarcéré – et s'est enfui plusieurs fois -; il devient dans les années 1990 un des défenseurs les plus médiatisés de l'orientation ménémiste.

> et à partir de là j'ai commencé dans les syndicats, à essayer de récupérer les syndicats péronistes »

L'extrait manifeste le processus de changement des espaces et des formes de l'agir politique lié au péronisme qu'ouvre le renversement du deuxième gouvernement de Perón. Les espaces de militantisme et d'action politique les plus formels du péronisme, le parti et les syndicats, se clôturent après le coup d'Etat. Il s'agit d'une période qui voit naître un groupe de dirigeant plus combatifs, ce renouvellement se devant à l'emprisonnement et à l'exil des leaders du premier régime péroniste. Pour beaucoup de péronistes que nous avons interviewés, cette période correspond à un moment de recherche et d'invention de formes et d'espaces nouveaux de l'action politique dans et pour le péronisme. Pour Jorge, il s'agissait de tester de « vieux » espaces comme l'*Alianza Popular Nacionalista*, et enfin de tout inventer, de créer de nouveaux lieux du conflit dans les *comandos de la resistencia*. Il s'engage donc très vite dans ce qu'on a appelé la « résistance péroniste » et s'intègre, quelques années plus tard, à la Jeunesse péroniste, dont les premiers groupes sont constitués vers 1957.

D'autres collectifs d'inscription s'ouvrent progressivement dans la clandestinité. Duré commence, en 1958, une activité politique liée au péronisme de la ville de San Miguel (province de Buenos Aires), dans la clandestinité, même si les espaces liés formellement au parti étaient plus démembrés :

> « Tout était clandestin. C'était terrible à cette époque-là. Ici à S.M. on faisait des réunions. Il y avait des secteurs dissidents du péronisme qui nous dénonçaient. Alors on changeait toujours la date et le lieu des réunions. Et malgré ça, il y a des fois où on a dû courir, où on a dû s'enfuir en grimpant les murs »

Pour d'autres, la recherche de nouveaux espaces pour l'action politique se traduit par des actions plus ponctuelles : Modesta par exemple, pare son manteau, en 1956, d'une petite fleur blanche qu'on appelle « *no me olvides* » (« ne m'oublie pas »), marque de reconnaissance des péronistes à un moment où le mot même était proscrit. Humberto assistait avec sa mère à des réunions au cimetière pour maintenir en vie la mémoire d'Eva Perón. Des objets et des lieux qui dans « l'ordre naturel des choses » ne relèvent guère d'un rapport à la politique deviennent politisables : l'opération proprement politique loge toute entière dans cette redéfinition de ce qu'est une fleur ou de ce que l'on fait dans un cimetière. Objets et

lieux de mise en acte du conflit, de reconnaissance de l'espace social comme un commun polémique.

4.1.1. Les lieux de la contradiction

La période qui s'amorce lors de la première expérience de gouvernement péroniste et qui se poursuit avec sa chute, apparaît, dans les trajectoires, comme un moment d'ouverture des lieux et des formes pour l'agir politique. Cette pratique politique implique des actions très diverses qui vont d'un militantisme inscrit dans les instances instituées du péronisme à des actions plus indépendantes, irrégulières ou ponctuelles. Ouverture qui contredit l'image de passivité et de manipulation véhiculée par certaines analyses du péronisme en termes de populisme. Elle contredit aussi l'image d'un espace politique clôturé, inaccessible aux actions des « profanes »[128]. Or ces lieux et ces formes pour la pratique politique ne son pas sans contradiction.

En reprenant les extraits du dialogue avec Jorge, il est possible de constater qu'ils participent à configurer le péronisme en tant qu'espace par excellence d'inscription des sujets populaires, dans l'incarnation de la figure du travailleur :

> « Si on le prend du point de vue des travailleurs, c'est pendant le péronisme qu'ils sont vraiment protagonistes. C'est surtout ça, être protagonistes, accéder à des postes législatifs. Comme secteur, comme classe, ça a été une avancée comme nulle autre dans l'histoire »

Dans la perspective de Jorge, cette avancée se situe dans la mise en acte d'une revendication égalitaire, du pouvoir des « n'importe qui », de l'égalité scandaleuse qui définit le citoyen dans les analyses de Rancière : le fait de participer à deux contraires, c'est-à-dire à l'acte de commander et d'être commandé. Pourtant cette dimension égalitaire s'accompagne depuis le début, depuis la première expérience de gouvernement péroniste, du contrôle social, de la « normalisation » de ce pouvoir disruptif dans l'ordre de la domination. Jorge souligne explicitement cette contradiction :

[128] Les analyses de Pierre Bourdieu invitent à penser le monde social sous la forme d'un espace à plusieurs dimensions ou champs relativement autonomes. Le champ politique est, dans cette perspective, le lieu, inaccessible aux profanes, où se fabriquent, dans la concurrence entre professionnels, des formes de perception et d'expression politiques légitimes, qui sont offertes aux citoyens réduits à un rôle de purs « consommateurs » de discours politiques. Toujours dans cette analyse, le champ politique ne cesse de développer un processus d'autonomisation dans l'époque contemporaine (Bourdieu, 2001).

« Moi à l'époque je voyais les chose telles que le péronisme les posait, il y avait des argentins bons et des argentins mauvais, égoïstes qui ne comprenaient pas qu'il fallait renoncer aux richesses. Maintenant ça me fait rire... Ils avaient des richesses parce qu'ils ne renonçaient pas à avoir des richesses ! Mais le péronisme a été un grand déficit en tant que mouvement. Parce que les travailleurs, qui étaient les plus intéressés à changer les choses, ont beaucoup délégué.
Délégué ?
Oui, délégué aux travailleurs qui étaient leurs représentants, aux dirigeants syndicaux, aux législateurs, aux dirigeants politiques, ils ont eu trop confiance en ça. Je me souviens que le 31 août [1955], 15 jours avant le coup d'Etat de septembre, la Place de Mai était pleine de monde, je crois que je n'ai jamais vu autant de monde, et il pleuvait, il faisait froid. On disait que Perón avait démissionné. Quand il sort [au balcon] vers 5 ou 6 heures du soir parce qu'il a changé d'avis, il lance un appel à tous ceux qui étions là pour anéantir les *gorilas*. Et que dalle!… nous sommes sortis de là tous contents.
C'était le célèbre discours du 5 pour 1 ?[129]
C'est ça. Lui il a dit 5 pour 1, mais personne ne lui a prêté attention, on ne l'a pas compris comme ça. Au contraire, nous étions tous contents. Perón reste, il ne démissionne pas, comme si rien ne s'était passé, on a gagné. Après on a beaucoup parlé du 5 pour 1, mais ce jour-là personne n'a rien fait, on n'a même pas cassé une vitre. Nous étions tous contents. »

Dans le récit de Jorge, depuis ses origines, ce mouvement politique est un espace contradictoire, porteur des deux significations presque opposées : il est « l'avancée » mais aussi le « déficit ». Il signifie d'un côté l'ouverture des lieux et des formes de l'agir politique, de la mise en acte d'une revendication égalitaire, l'ouverture au « faire », au devenir protagoniste ; de l'autre, ce « front de classes » signifie la contention de cette ouverture disruptive dans son institutionnalisation, la délégation, la « normalisation » dans les structures de l'ordre établi. Le péronisme est l'espace du « faire » mais aussi l'espace de la passivité, de la personnification, de la dépendance face à la figure du leader. Dans son évocation, l'extraordinaire mobilisation, la puissance disruptive de l'apparence du peuple dans la rue ne se réalise pas, et ne réalise d'ailleurs même pas l'exhortation combative du leader. La délégation est la première des fentes ouvertes qui creuse l'écart entre ces deux significations, la première figure de l'immobilité : là où, selon ses propos, ils n'ont rien fait, là où la présence du leader était suffisante. La délégation marque l'entrée du péronisme dans les formes instituées de la politique : à travers ses dirigeants et ses représentants dans les différentes structures. Elle rend explicite à la fois l'écart d'une signification à l'autre du péronisme et différencie deux espaces hétérogènes du politique. Scission entre les deux significations du

[129] Le 30 août 1955, Perón envoie au Parti Péroniste et à la CGT sa démission à la présidence. Il revient sur cette décision le lendemain lors d'une grande manifestation à la Place de Mai. Il proclame, dans ce discours : « Quand l'un des nôtres tombera, cinq d'entre eux tomberont » [« *cuando caiga uno de los nuestros, caerán cinco de ellos* »] et un peu plus loin « Celui qui, où que ce soit, essaie de troubler l'ordre contre les autorités constituées ou contre la loi et la constitution peut être tué par n'importe quel Argentin » [« *Aquel que en cualquier lugar intente alterar el orden en contra de las autoridades constituidas o en contra de la ley y la Constitución, puede ser muerto por cualquier argentino!* »].

péronisme qui le définit dans l'espace d'une dualité : celui de la pratique politique quotidienne, des lieux et des espaces précaires pour l'expression du conflit ; celui des formes reconnues de la politique et du pouvoir. Dualité finalement insoluble, marque de naissance du mouvement fondé par Perón.

Dans le cas de Jorge, dans la singularité de sa trajectoire, le péronisme est conçu explicitement comme un espace hétérogène et contradictoire. Dans ce cas, appréhender le péronisme dans sa contradiction introduit la possibilité de changement. Ce changement mène concrètement à la remise en cause de certaines représentations du monde symbolique du péronisme, à la radicalisation de certaines conceptions et des pratiques politiques. Cette remise en cause qui se manifeste dans la trajectoire de Jorge est fortement marquée par la période de la « résistance péroniste » et la radicalisation ayant lieu au cours du processus politique des années 1970. Le vécu du régime péroniste définit ici une première intelligibilité politique qui se reformule en incorporant les expériences postérieures. Ces expériences contribuent à redéfinir le péronisme et à réinterpréter le vécu et la première intelligibilité du mouvement fondé par Perón. Ce sont en particulier les notions de communauté harmonieuse et organisée et d'alliance des classes dont le péronisme était porteur qui sont remises en cause :

> « Alors, quand j'ai commencé à travailler à *Teléfonos* [*del Estado*, en 1967] j'étais toujours affilié et je participais…bon, c'est très long tout ça… avec d'autres groupes, on a commencé à élaborer un autre concept, mais on n'était pas très nombreux, à partir de ce qui faisait que nous nous identifions au péronisme, que c'était plus lié au travailleur. Parce que le fait d'être un front, le grand front, où on était tous bons et il s'agissait de traîtres, qu'il n'y avait pas d'intérêts de secteur, tout ça on commençait à le nuancer. Et après, avec la révolution cubaine et la révolution algérienne, encore plus, parce que nous nous identifions à ces processus. C'est pour ça que le travail de Cooke[130] a été si important, surtout en opposition avec ce qui se revendiquait aussi comme péroniste mais qui se situait à droite. Ça a été un long processus de transformation qui a débouché après sur toutes ces expériences de lutte armée, rien à voir avec les *Montoneros*, mais oui avec des groupes péronistes qui étaient dans cette même tendance »

Elaborer un « autre concept » c'est redéfinir le péronisme en ancrant sa signification dans la figure populaire qui l'habite, se situer d'un côté de la frontière qui marque la

[130] John William Cooke a été jusqu'à sa mort en 1968 un des dirigeants les plus importants de la gauche péroniste. Il faisait partie d'une minorité de péronistes qui identifiait ce mouvement politique au processus cubain, et les considérait comme des « modalités nationales de la lutte révolutionnaire continentale » (Gillespie, 1998, p. 63). Il est élu député pour le péronisme pour la période 1946/52, mais c'est après la chute du deuxième gouvernement de Perón qu'il jouera son rôle le plus important au sein de ce mouvement politique. Il est nommé en 1955 délégué de Perón en Argentine et chef de la résistance péroniste. Selon Gillespie, l'influence de Cooke est essentiellement idéologique, dans l'unification des objectifs de libération nationale et de la révolution sociale, qui s'est transformée en pierre de touche des manifestations plus révolutionnaires de la gauche péroniste.

contradiction. C'est aussi entreprendre, dans cette redéfinition, une pratique plus indépendante des lignes d'orientation du mouvement. Elaborer un autre concept, radicaliser le péronisme c'est à la fois radicaliser et rendre plus visible sa contradiction constitutive. Ce nouveau concept creuse l'écart entre les deux significations du péronisme et explicite les limites de l'ouverture disruptive dont il est porteur :

> « Tout ce que le péronisme a signifié pour nous, en tant que travailleurs, n'a pas été surpassé jusqu'à présent, oui, mais si on ne dépasse pas le péronisme, il n'y a pas de sortie, c'est-à-dire en partant du maximum atteint par le péronisme, lutter pour plus. Dans les documents que nous avons publiés à cette époque-là, comme 'Péronisme de base' qui avait un certain lien avec la FAP[131] comme appareil de superficie, nous disions justement ça quand Cámpora a été élu président. Que nous devions utiliser tout ce qu'il y avait de bon, mais sans nous créer de faux espoirs parce qu'avec quelque chose qui était positif montait toute la merde du péronisme. De 1955 à 1973 il y a eu 18 ans… si moi en 18 ans je n'ai pas appris ce que signifiait tout ce mélange qu'il a fallu faire, comme un front de classes… Parce que Perón s'il a été quelque chose, c'est cohérent, il n'a jamais abandonné l'idée de communauté organisée, il parlait d'un socialisme, mais du point de vue de la communauté organisée, qui signifiait un meilleur partage aussi. Solano Lima [vice-président de Cámpora], qui était conservateur, son parti s'appelait Conservateur Populaire, alors lui, pour colorer la chose, il disait qu'il ne fallait pas se faire de problèmes, parce que c'était la même chose, socialisme national et national-socialisme… Alors moi, en tant que vrai militant, je ne pouvais pas avoir des espoirs. Les *Montoneros* ont eu des espoirs parce qu'ils ont réussi à mettre beaucoup de gens dans l'appareil. Là oui, il y avait des discussions, je me souviens, parce que notre expérience disait que l'autre branche on n'allait pas l'emmerder simplement en occupant des espaces dans l'appareil, au contraire, sur ce terrain, ils allaient finir par nous dépecer. Le seul terrain où nous pouvions gagner c'est celui du travail d'en bas, de base. Mais ça allait beaucoup plus loin qu'entraîner des gens aux actes, ça devait être un travail politique profond avec les gens. Et finalement, les mécanismes que Perón a mis en place menaient forcément à un affrontement où ils allaient nous battre de nouveau, comme ils nous ont battu »

Contradiction du péronisme qui se traduit par le « mélange », par l'affrontement de différents secteurs : par le fait que ce qu'il porte de « positif » s'accompagne de « toute la merde », parce que le péronisme pouvait signifier le « socialisme national » mais aussi le « national-socialisme ». Cette contradiction qui, dans le récit de Jorge, définit le péronisme, porte essentiellement sur les limites de sa signification égalitaire, limites qu'elle ne peut franchir puisqu'elles sont marquées par la deuxième signification normalisatrice du péronisme. Si ce dernier ouvre des formes et des espaces pour l'agir politique, s'il constitue le mouvement de l'apparition disruptive du peuple, il est aussi le mouvement et l'instrument de la contention de sa propre potentialité subversive. Dans le discours de Jorge, renforcer la

[131] *Fuerzas Armadas Peronistas*, fondées en 1968 par un groupe de militants liés à la première jeunesse péroniste créée en 1958. En 1970 elle participe avec un groupe de syndicalistes qui avaient milité à la « CGT de los Argentinos » à la création de *Peronismo de Base*, une organisation péroniste révolutionnaire qui agissait au niveau des usines. Elles deviennent cette année-là la principale « formation spéciale », mais pas pour longtemps. Un groupe de militants de FAP s'incorpore à *Montoneros* en 1974 et d'autres s'incorporent à l'ERP (guevariste) avant de dissoudre l'organisation en 1975 (Gillespie, 1998, p. 104).

signification égalitaire du péronisme ne peut se faire que dans la lutte et l'affrontement avec le péronisme même de manière à forcer dans cet affrontement les frontières diffuses mais résistantes de ce mouvement politique. Et renforcer le sujet populaire dont le péronisme est porteur ne peut se faire que par un travail proprement politique, « profond avec les gens » : c'est là l'espace de la potentialité disruptive et égalitaire du péronisme. Mais il y a un autre espace dominé par l'alternative « normalisatrice » : c'est « l'appareil », l'espace de la représentation, qui n'est autre que la contention de la potentialité de disruption dont le péronisme est porteur. Dans le récit de Jorge, il s'agit de deux espaces bien différenciés qui sont tous deux habités par le péronisme. Le problème insoluble du péronisme réside dans la communication entre ces deux espaces, dans leur intersection. Que devient en effet ce « travail politique profond » avec les « bases » lorsqu'il rentre dans les structures établies de la politique ?

> « Au moment de la définition, tout le sacrifice et le pouvoir de mobilisation de la résistance, la grande majorité du peuple, le système a réussi à l'isoler de toute cette expérience. Alors, qui a décidé qui occupait les espaces ? Tous ces gens mobilisés ? Non. Ils l'ont décidé dans une table de négociations, dans une négociation entre les dirigeants *Montoneros* et les autres, avec Cámpora comme médiateur. Maintenant mon expérience … d'une certaine manière nous en avons la responsabilité, parce que toutes ces années de militantisme n'ont pas servi à créer une option qui dépasse le péronisme. Aujourd'hui, avec tout ce qui s'est passé en décembre 2001, 'qu'ils s'en aillent tous' et tout ça, maintenant que les élections législatives auront lieu, nous aurons un parlement avec 70% de ceux qui y étaient déjà. Qui s'en est allé ? Mais tous ceux qui criions 'qu'ils s'en aillent tous', par égoïsme et tout ça, on n'a pas pu construire quelque chose de différent »

Transition défectueuse d'un espace à l'autre : comment asseoir « la grande majorité du peuple » à une table de négociations ? Comment la faire entrer sur la scène politique ? Les formes établies de la politique ne peuvent accepter la logique excessive de la figure populaire. Le péronisme trouve là les limites qui lui sont constitutives : la signification égalitaire, centrale dans la manière dont les péronistes définissent ce mouvement politique, ne peut être traduite par les instances officielles du péronisme ; le peuple, comme sujet politique, ne peut être fixé aux structures établies de la politique. Mais il n'existe pas d'option alternative d'inscription pour les sujets populaires : dans les discours de la plupart des interviewés de cette génération, au-delà de cet espace contradictoire du péronisme, se dessine le vide. De là le profond désenchantement qui prime dans le discours de Jorge, de là son scepticisme aigu : c'est le poids de l'impossibilité, durant 40 ans de militantisme, de « construire » un espace autre pour l'inscription des sujets populaires, un espace non limité par l'alternative normalisatrice. En ce sens, dans le récit de Jorge, la signification égalitaire du peuple et de son apparition est doublement verrouillée : par l'impossibilité de rompre les limites du

péronisme ; par l'impossibilité de construire une autre inscription politique des sujets populaires.

La liberté dans les interstices

Telles qu'elles transparaissent dans les récits de cette première génération, la manière de concevoir l'identification au péronisme et la pratique politique qui lui est associée sont traversées par cette contradiction, qui exprime finalement l'articulation problématique de ces deux significations opposées du mouvement fondé par Perón, qui s'esquissent depuis ses origines : ouverture des lieux et des formes polémiques, contention de la potentialité disruptive de cette ouverture. Dans la plupart des cas, cette forme de politisation se traduit par une pratique politique très ambiguë. Elle reste, d'une part, souvent encadrée par ce qui est politiquement pensable et faisable dans le péronisme, par les instances de militantisme parfois fortement verticalistes, par la puissante influence des orientations du leader. Cela n'épuise pas, d'autre part, la diversité des pratiques politiques des individus qui s'inscrivent dans ce mouvement politique, ni n'exclut les conflits, les révoltes, les débordements.

Duré, un péroniste âgé de 75 ans, dirigeant du syndicat des travailleurs publics dans la ville de Marcos Paz où il habite, définit sa conception du péronisme dans un rapport très étroit avec les orientations des espaces de militantisme où il se situe. Duré est originaire de la province de Misiones, au nord du pays. Il est marié et a deux filles âgées de 38 et 34 ans au moment de notre rencontre. Ses parents sont morts lorsqu'il avait 14 ans, il est élevé par sa grand-mère maternelle. Il quitte alors l'école et commence à travailler comme aide-maçon dans le secteur de la construction. Deux ans après il est embauché dans une boulangerie où il restera jusqu'à ce qu'il s'installe à la ville de Buenos Aires, en 1951, à l'âge de 23 ans. Il commence alors à travailler dans l'entreprise des chemins de fer, où il restera dix ans. Il aura une intense activité syndicale à la *Unión Ferroviaria*. Son parcours professionnel devient très instable au cours de la décennie suivante, où il occupe différents emplois, dans le secteur de la construction et dans une usine métallurgiste entre autres, en les reliant toujours à une activité syndicale. En 1971 il s'installe dans une petite ville de la province de Buenos Aires, à 70 kilomètres de la capitale et il est embauché par la municipalité. Il y travaillera jusqu'au début des années 1990. Il installe alors, à 65 ans, une forge où il travaille encore lors de notre entretien. Dès le début des années 1970, Duré s'engage dans un militantisme politique pour le

péronisme, d'abord dans la clandestinité, ensuite encadré dans le PJ de la ville où il habite. Il parle, dans les extraits qui suivent, du début de ces activités politiques au cours de l'ouverture démocratique du début des années 1970 :

> « Moi à ce moment-là [lors de l'élection de Cámpora en 1973] je me considérais péroniste mais plus à droite. Logiquement comme on agit dans des institutions, on doit s'aligner derrière l'institution, c'est très difficile d'échapper à ça, c'est ce qu'il faut faire ».

La conception du péronisme est étroitement liée à l'action politique, dans le cas de Duré, notamment aux espaces de militantisme : à l' « agir dans des institutions ». Pour Duré, comme pour nombre d'interviewés de cette génération, il est très difficile de définir le péronisme, de donner un sens à leur identification à ce mouvement politique en dehors de la pratique qui lui est liée, qu'elle soit encadrée et régulière ou plus diffuse, indépendante et ponctuelle. Cette définition du péronisme qui est ici fortement associée à des espaces d'inscription n'exclut pourtant pas la révolte et la contestation, la critique de leur fonctionnement et de leur verticalité :

> « Alors en 1971, aux premières élections ouvertes, je suis allé à une des premières réunions et ils ont dit qu'il y avait un envoyé… une directive qui nommait Sanchez comme candidat, ils avaient déjà distribué les postes ! Et moi je leur ai dit, ça ce n'est pas Perón qui le fait. Eux ils venaient de la *Juventud Peronista*, ils attendaient les directives de Perón, et moi je leur ai dit : ici il n'y a plus de directives, ici nous avons liberté d'action politique et nous décidons ce que nous devons décider. Ici dans le district c'est nous qui devons décider ».

Dans le cas de Duré, agir politiquement dans des « institutions » péronistes, reconnaître leur poids fondamental dans la définition de ce qu'est, pour lui, le péronisme n'empêche pas de revendiquer sa « liberté d'action », de réclamer son droit à la décision comme une révolte par rapport au fonctionnement de ces mêmes « institutions » au cours de la période. Dans cette révolte, Duré définit deux espaces hétérogènes de la politique : l'espace national, comme dans l'extrait précédent par la référence à l'élection présidentielle de Cámpora, où il ne peut « échapper » aux orientations des institutions péronistes ; l'espace local de la pratique politique quotidienne, marqué par la « liberté d'action » et le droit à la décision. Comme nous le verrons plus loin, il s'agit d'un point commun dans les trajectoires de cette première génération : la dissociation de deux espaces différenciés de la politique, l'espace national et l'espace local, dont la correspondance est souvent problématique.

Le récit de Pedro manifeste aussi la forte personnification du péronisme et le poids fondamental de la figure de Perón dans sa trajectoire d'adhésion lorsqu'il affirme : « le péronisme c'était Perón, et c'est pour ça que nous sommes péronistes ». Cela ne l'empêche pas, cependant, de mettre en question la forte verticalité des « appareils » politiques du péronisme, même à l'occasion de la mort du leader :

> « Quand Perón est mort, en 73, il y a 30 ans, nous avons fait sortir 150 ouvriers de l'entreprise en formation ! ['nous' se réfère au syndicat, Pedro était délégué de la FATRE, syndicat des travailleurs ruraux, à l'usine] On faisait des rangs dans la rue. Ça c'est une autre chose des appareils que je ne partage pas. Quand Perón meurt on arrête le train, et on le laisse à disposition des gens, plus 4 ou 5 bus qui attendaient pour emmener les gens à la *Plaza de Mayo*. Nous étions 200 de l'entreprise où je travaillais et de partout. Alors moi je parle avec l'entreprise, nous finissons le travail, et nous sortons avec les 200 ouvriers à la rue, sans drapeaux, sans rien. On marche jusqu'au syndicat et il y avait partout des bus pour emmener les gens à la *Plaza de Mayo*. Non, non, attends, moi j'ai déjà fait ce que je devais faire. On a arrêté les activités, on a emmené les gens jusqu'au syndicat, ça y est, on a fait ce qu'on devait faire. Moi, délégué, je m'en vais, je vais boire du mate chez moi. Je ne vais pas aller à la *Plaza de Mayo* crier… crier quoi ? Perón est mort, ça y est, respectez le deuil, s'il faut l'enterrer, enterrez-le, si vous voulez l'embaumer, embaumez-le, mais les gens sont libres de faire ce qu'ils veulent. Il y en a peut-être eu 20 qui sont allés, peut-être parce qu'ils l'ont senti et moi je respecte ça. »

Certes, Pedro milite au sein du syndicat, il s'inscrit dans des collectifs d'action politique liés au péronisme et il « fait ce qu'il doit faire » : il « sort » avec les ouvriers dans la rue, et non pas comme « menace de masses inorganiques » mais ordonnés en rang, contrôlés. Non sans revendiquer, pourtant, pour lui et « les gens » la liberté d'un « sentir » et d'un « faire » qui n'est pas déterminé par les orientations de ces collectifs. Revendiquer cette liberté c'est revendiquer le droit de faire le deuil autrement, d'aller boire du mate chez lui au lieu « d'être emmené » à la place de Mai. Etre encadré et « faire ce qu'il faut faire » n'équivaut pas à exclure toute action indépendante par rapport à ces collectifs, des actions de révolte, de critique, de remise en question. Il s'agit plutôt d'un compromis, le plus souvent problématique et instable que les acteurs établissent avec ces instances de représentation du péronisme.

Steven Levitsky constate également, dans l'ouvrage cité au début de ce chapitre, l'importance de l'autonomie des espaces locaux du militantisme péroniste. Dans son analyse des transformations de ce mouvement politique au cours des années 1990, il souligne le rôle crucial de la structure décentralisée et segmentée du péronisme, qui lui a permis de conserver une grande partie de ses militants en fournissant à ceux qui contestaient le tournant libéral des

autorités nationales des voies alternatives de participation. Le caractère autonome des organisations péronistes (des sous-unités indépendantes que composent cette « organisation désorganisée » qu'est le péronisme) rendait possible à beaucoup de péronistes la poursuite des pratiques politiques nettement différenciées des objectifs du gouvernement Menem. C'est, selon cet auteur, pour cette raison que même lorsque le nombre de militants péronistes opposés aux réformes libérales était important, on ne constate pas une baisse significative du nombre d'activistes[132]. Ce qu'il constate, c'est plutôt que les activistes se replient sur les militantismes locaux, en privilégiant les activités politiques locales et en se détournant des activités du parti au niveau national (Levistky, 2005, p. 280, 281). Dans notre perspective, cette différenciation entre le niveau local du militantisme et le niveau national s'exacerbe au cours des années 1990, mais elle apparaît aussi dans la manière dont les péronistes que nous avons rencontrés restituent l'ensemble de leurs trajectoires politiques.

Cette identification politique et la pratique qui lui est liée peuvent donc apparaître dans les discours de deux façons presque opposées, elles peuvent être à la fois très dépendantes des orientations officielles du mouvement et surtout de la figure du leader, mais se démarquer et résister à la « normalisation » de la pratique politique –dans le sens de lui donner des formes et des contours bien délimités et réglés, qui ne peuvent dépasser les frontières établies par les espaces de militantisme péronistes. Or, dans la plupart des récits de ceux qui s'identifient au péronisme, cela ne fait pas de ce mouvement politique un espace contradictoire. Dans les récits de cette génération, en revanche, la contradiction se résout en localisant ces deux significations dans deux espaces bien différenciés (qui ne sont que deux registres différents de la politique) : le premier, l'espace local, de proximité, celui de la pratique quotidienne, celui de la liberté d'action ; le deuxième, celui des « appareils », des « directives » du leader, de la scène politique nationale, de « ce qu'il faut faire ». En définitive, la contradiction est absorbée par la tension avec les instances officielles de représentation du péronisme : le péronisme, pour ceux qui se définissent comme péronistes, n'est pas ces deux registres contradictoires mais ce qui se définit dans la proximité (dans leur pratique quotidienne), qui se négocie (toujours de manière problématique) avec le deuxième registre qu'ils excluent, le plus souvent, de leur manière de définir ce mouvement politique. En général, le péronisme tel que

[132] Selon une enquête réalisée par cet auteur en 1997 auprès de 611 militants péronistes de la Capitale fédérale et des districts de La Matanza et Quilmes, 70% des activistes interrogés s'opposait aux aspects centraux du programme politique de Menem (Levistky, 2005, p. 267).

les interviewés de cette génération le conçoivent n'est pas contradictoire mais correspond difficilement à ce qui le représente sur la scène politique.

Cette tension qui émerge de la non correspondance entre ces espaces hétérogènes du péronisme se définit non seulement en termes de proximité –un espace local qui se démarque de l'espace national– mais aussi sur un registre temporel, dans la comparaison entre le passé et le présent : un passé où la pratique quotidienne, de proximité –sans exclure des décalages– communiquait avec la scène politique nationale, avec l'espace reconnu et public de la politique ; un présent marqué par la progressive dissociation. Cette tension travaille cette identification politique depuis ses origines, et devient beaucoup plus pesante dans les deux dernières décennies. Elle peut, pour certains péronistes de cette génération, entraîner un conflit ouvert avec ce qui représente le péronisme sur la scène politique du pays. L'extrait suivant du dialogue avec Pedro en est un exemple :

> « Nous les métallurgistes on a eu à Lorenzo Miguel je ne sais pas combien d'années, je ne dis pas 100 parce que c'est trop, ça ne va pas ! Quito Salzman [maire péroniste de la ville où il habite] 16 ans comme maire, ça ne va pas ! 16 ans à la mairie plus 4 ans comme conseiller, 20 ans, ça ne va pas ! Il faut le renouveler, au moins par conviction, c'est-à-dire par respect. Non, ils prennent le pouvoir et ils ne veulent plus le lâcher. Ils ne font pas les choses en étant convaincus que s'ils font bien les choses les gens vont les reconnaître… C'est pour ça que je te dis, avant c'était plus sain. On était bruts, on avait fait moins d'études, on n'avait pas de gens bien formés, mais c'était plus sain. C'était moins de temps et les gens luttaient et ne luttaient pas derrière un bureau. Moi, ce qui m'intéressait, ce qui me plaisait c'était ça, la lutte de tous les jours, d'ici, avec les gens ».

Dans l'extrait, le péronisme tel que Pedro le conçoit et l'a vécu par le passé se différencie de plus en plus du péronisme des dirigeants actuels et des dernières décennies. Ce péronisme des dirigeants politiques et syndicaux perd la communication avec les espaces de pratique péroniste, avec la lutte quotidienne, avec « les gens ». Ce péronisme des dirigeants se cantonne, dans la perspective de Pedro, derrière un « bureau », plus intéressé par le pouvoir que par la lutte de tous les jours. Oscar, âgé de 60 ans au moment de notre rencontre, fait le même constat dans l'extrait suivant où il fait référence à son expérience syndicale :

> « J'ai toujours voulu défendre les droits des travailleurs, lutter d'abord pour mes droits. Et après je me suis rendu compte que le travailleur n'a pas d'autre choix que de continuer à lutter en permanence. Depuis sa naissance jusqu'à la retraite, c'est la lutte en permanence. Et aujourd'hui malheureusement il y a une grande différence. Moi quand j'étais jeune je luttais aussi pour les retraités et aujourd'hui les retraités doivent lutter tous seuls, de leur côté, parce que nous ne sommes pas capables, ceux qui sommes actifs, de lutter pour eux. C'est terrible, c'est une régression syndicale très importante.

Et comment arrive-t-on à cette régression ?
C'est de la faute des syndicalistes, indubitablement. Lorsque le dirigeant syndical s'éloigne du travail, il passe beaucoup de temps assis dans un fauteuil, il perd la sensibilité du travailleur, il perd l'identité de travailleur ».

Comme dans celui de Pedro, il y a dans le récit de Oscar, deux oppositions qui marquent cette « régression syndicale » : la première oppose un avant et un après, la manière dont il concevait l'activité syndicale pendant sa jeunesse et son appréciation actuelle ; la deuxième oppose l'expérience du travail à l'activité syndicale bureaucratisée. Difficile communication dans le présent entre ces deux espaces de la politique qui, dans le récit de Oscar constituent deux expériences nettement différentes du monde sensible : « travailler » ou rester « assis dans un fauteuil » manifestent l'écart entre la « lutte des travailleurs » et les espaces établis de l'activité syndicale. Dans le récit de Oscar, cette « régression syndicale » marque le moment où la figure populaire du travailleur semble se décomposer, ou plus précisément un moment où elle a de moins en moins de « capacité » à contenir, dans une même lutte, dans une même appartenance, différents secteurs. Et cette décomposition de la figure du travailleur que Oscar met au centre son discours reproduit dans la différenciation entre les actifs et les passifs, la séparation entre le temps passé des travailleurs et leur présent. Les dirigeants, quant à eux, perdent l'expérience sensible du travail et leur « identité de travailleurs » : ce qu'ils perdent c'est l'inscription dans la figure du travailleur, l'appartenance politique et symbolique qui les reliait au sujet populaire.

Pourquoi cette progressive dissociation de ces deux espaces ? En quoi est-elle liée à l'expérience politique des dernières décennies ? Le ménémisme constitue sans aucun doute une pièce centrale lorsqu'il s'agit de rendre compte de cette évolution. Mais le sens de cette expérience de gouvernement péroniste est restitué dans le contexte d'une transformation politique qui le dépasse, et qui concerne souvent le champ politique entier. L'extrait suivant de l'entretien avec Alberto rend compte de cette interprétation du ménémisme en l'insérant dans un processus politique plus vaste :

« *Quelle est votre appréciation des gestions des année 90 ?*
Non, ça, ça a été terrible. Ce n'est plus du péronisme. Ça a été, c'est comme je vous disais tout à l'heure, les partis politiques ont été occupés. Le radicalisme a eu des radicaux, on l'a vidé de radicaux parce que De la Rúa… Alfonsín était un radical, il n'était pas entouré que par des radicaux, mais lui il est radical. C'est très difficile d'expliquer ça. C'est comme ce que je vous ai dit du cheval de Troie, ils s'intègrent aux partis politiques pour faire leur propre jeu. Avant on était dans les partis politiques pour les idées, maintenant c'est pour les affaires. Alors les gens d'affaires disent, où est-ce que nous devons mettre des gens ? Si je suis un

> homme d'affaires, j'ai besoin d'avoir des gens dans tel parti… et ils mettent des gens. Et pas seulement dans un parti, ils ont des gens dans tous les partis, c'est comme la cinquième colonne qu'ils ont là-dedans, parce que moi, pour savoir ce qu'ils vont faire, je dois avoir quelqu'un dedans, pour savoir quelle est leur pensée et comment affronter ça. […] Pour moi, les partis politiques n'existent plus. Les gens ne sont plus rattachés à un parti politique, moi non plus je ne suis plus rattaché à un parti politique, personne. C'est très difficile de comprendre ça, mais dans le péronisme il n'y a plus de péronistes »

Ce qui est très difficile à comprendre, c'est que le péronisme, tel que Alberto le conçoit, n'habite plus l'espace péroniste qui se dessine sur la scène politique. Et ce péronisme qui n'est plus péroniste d'après les propos d'Alberto est « occupé » par une logique qui lui est étrangère : la logique économique, la logique du monde des affaires qui s'est substituée à celle du monde des « idées ». Cette « occupation » par la logique économique équivaut à vider la scène politique de politique : tout comme le radicalisme a été vidé de radicaux, dans le péronisme, il ne reste plus de péronistes.

L'interprétation de Benjamín est semblable, comme le montre l'extrait suivant qui porte spécifiquement sur les gestions ménémistes :

> « *Quelle est votre appréciation des gestions péronistes des années 90 ?*
> Non, ça directement ce n'était pas du péronisme, c'était une figure qu'on a plantée là. Tout ce que Perón a fait, le Turc l'a détruit. Les empires tombent de l'intérieur, quand un empire est attaqué, tous s'agglutinent pour que personne n'entre. Mais il y a toujours des gens dedans qui tentent de le miner, de le détruire. Le péronisme n'a pas été un empire, mais je crois que nous avons montré de la faiblesse dans de nombreux aspects [il complète la phrase en faisant le signe de l'argent avec ses doigts, en frottant le pouce et l'index de sa main droite].
> *Et comment vous vous expliquez que cela vienne de l'intérieur du péronisme ?*
> Non, il y a des gens qui peuvent se déguiser, faire du mimétisme pour atteindre leur objectif, il peut être un grand hypocrite et toi tu ne te rends pas compte. »

Dans la référence à la « figure plantée », apparaît la même idée « d'occupation » que dans le récit de Alberto. Ce que cette figure qui n'appartient pas au péronisme apporte, c'est la capacité de détruire le péronisme en y introduisant la logique économique de l'argent et du monde des affaires. Dans le récit de Benjamín, il s'agit d'une « faiblesse » qu'il ne peut même pas nommer par son nom, et qui introduit l'imbrication d'une logique économique dans l'espace de ce qui représente le péronisme sur la scène politique du pays.

La perception qu'ont les péronistes de l'occupation de la scène politique par la logique économique manifeste, selon notre analyse, l'affaiblissement de la logique égalitaire dont le péronisme était porteur ; elle manifeste, en dernière instance, l'épuisement de ce qu'il portait

de proprement politique. La disparition de la politique exprime le fait que ce mouvement politique est de moins en moins défini, dans les récits des acteurs, par son rôle d'interruption polémique, par l'apparition de sujets populaires. Seule reste la pure domination de la logique économique, qui n'est autre que celle de la domination des riches sur les pauvres, domination dépurée des interruptions politiques. Les vingt dernières années, et en particulier le ménémisme, résolvent la contradiction constitutive du péronisme, née des deux dimensions opposées qui le définissent. L'impossibilité d'habiter durablement ces deux espaces hétérogènes du politique, celui des lieux et des formes du conflit où se construit la figure populaire et celui des structures établies de la politique, se solde par la pleine inclusion dans le deuxième espace. Par cette inclusion, le péronisme devient uniquement instrument de la reproduction de l'ordre naturel de la domination, de l'ordre du plus et du moins, purgé des irruptions égalitaires.

Pourtant, même si la signification égalitaire du péronisme est difficilement formulable au travers du péronisme actuel, elle continue à être active, dans le poids du passé, en définissant un « vrai » péronisme. La séparation entre deux instances bien différenciées de la politique absorbe, dans la perspective de ceux qui s'identifient au mouvement fondé par Perón, sa contradiction constitutive en localisant les deux significations dans des espaces différents, c'est-à-dire en dédoublant le péronisme. Le premier espace est celui du « vrai » péronisme, l'espace du temps passé et de la proximité. Le deuxième est celui du péronisme faussé des dirigeants, celui qui le représente sur la scène politique actuelle.

Dans les deux derniers extraits cités, celui de Alberto et de Benjamín, l'explication immédiate du ménémisme consiste à l'exclure du péronisme. Exclure ce péronisme « sans péronistes » selon l'expression de Alberto, leur permet de conserver leur identité politique libre de la contradiction qui la traverse depuis ses origines. Elle transforme cette contradiction en tension entre le péronisme tel qu'il le définit et les instances de représentation sur la scène politique. Le coût de cette opération peut être, comme nous le verrons dans le point suivant, extrêmement élevé.

4.1.2. Entre le péronisme et le néant

Dans le cas des récits des péronistes de cette génération, si l'opposition d'un « vrai » péronisme (lié à leur vécu et à leurs conceptions) au « faux » péronisme qui se dessine sur la scène politique leur permet de conserver leur identification politique libre de contradiction (en la transformant en tension par rapport aux hommes qui la représentent), il y a une instance où la contradiction ne peut être complètement absorbée : c'est justement dans le choix des représentants lors des élections. Les espaces de proximité et les pratiques quotidiennes de militantisme s'ouvrent à la possibilité de la révolte, des remises en question, des résistances. Ils permettent d'exercer le péronisme tel qu'ils le conçoivent. Or les élections n'offrent, pour les péronistes les plus âgés que nous avons interviewés, que des interstices très étroits pour la « liberté d'action ». C'est en effet dans les instances électorales qu'ils ont le moins de ressources pour ouvrir des espaces qui correspondent à leur conception du péronisme. Et ce en raison de cette même conception du péronisme : si dans ce qui représente le péronisme sur la scène politique on ne trouve que très peu du « vrai » péronisme, ce mouvement politique continue à être perçu, pour les plus âgés, comme le seul espace d'inscription politique des sujets populaires. C'est donc à ce niveau que se situe la tension. Nous verrons que les stratégies pour la résoudre se développent dans un espace politique très restreint : celui qui est lié au péronisme.

Dans le cas de Pedro, comme nous l'avons déjà signalé, la tension avec les instances publiques de représentation du péronisme (partis et syndicats notamment) se manifeste dans son insistance sur son rejet d'affiliation au parti, et dans son appréciation très négative des différents leaders, des appareils, de la lutte pour le pouvoir qui s'oppose à la lutte de tous les jours [cf. extrati cité p. 150]. Dans son discours, ce rejet apparaît comme une volonté explicite de garder une marge d'autonomie par rapport aux structures officielles du péronisme : ne pas figer son identification politique dans un parti politique. Cette autonomie reste néanmoins très ambiguë, ou plutôt sa réalisation est problématique. A l'exception d'une élection législative dans les années 60 (où le péronisme était proscrit), Pedro n'a jamais voté pour un autre parti politique que le PJ. Malgré l'appréciation très négative des gouvernements péronistes de la période démocratique, le choix pour cette force politique se renouvelle constamment :

« *En 1983, pour qui avez-vous voté ?*
Attends, c'était qui en 83 ?
Alfonsín pour le radicalisme, Lúder pour le péronisme, Alsogaray pour la UCD…

Luder ! Oui, pour Luder. Mais j'ai critiqué ce que Herminio Iglesias a fait avec le cercueil[133]…. Moi j'ai applaudi Alfonsín à cause de ce qu'il a fait avec les militaires. Mais je n'ai pas voté pour lui. Après j'ai voté pour Menem et quand Menem a relâché les militaires, il leur a donné la grâce et tout ça, je n'ai plus applaudi Menem[134] […]
Vous aimiez bien Menem ?
Au début peut-être...
Pourquoi ?
Je ne sais pas, à cause de son image. Mais attends, moi je discutais ici avec des gens du péronisme, je disais à Patón [dirigeant du PJ de la ville où il habite] je lui ai dit : entre Cafiero et Menem, Menem ne pouvait jamais gagner, jamais ! [les élections internes du PJ en 1988].
Vous préfériez Cafiero à Menem ?
Non, aucun des deux ne me plaisait. Avec Cafiero on a eu une expérience très amère parce que avec le syndicat, on a voulu exproprier JORJU [établissement d'élevage de volailles où il travaillait à l'époque] et on a demandé une audience à Cafiero [alors Ministre de l'économie du gouvernement d'Isabel Perón] et il ne nous a pas reçu.
Et vous n'avez pas pu exproprier l'usine ?
Non, on n'a rien pu faire. Alors moi, entre Cafiero et Menem, je lui disais à Patón, textuellement, regarde, tu vas l'enregistrer et ça va rester là : si Menem bat Cafiero à l'élection c'est que les gens ont de la merde dans la tête. Lui il me disait que j'étais fou. Et Menem a gagné, par son image, pas parce qu'il y en avait un qui était meilleur que l'autre. Bon Menem a gagné et alors j'ai voté Menem. Pas dans les élections internes parce que là comme je t'ai dit je ne vote pas [parce qu'il n'est pas affilié au PJ]. Mais quand il a gagné les internes j'ai voté pour lui comme président. Et il a gagné. Et bon, après j'ai voté aussi pour lui. J'ai voté deux fois pour Menem.
Et après les gouvernements de Menem, pour qui avez-vous voté en 1999 ?
J'ai voté pour Duhalde… et il a perdu.
Vous aimiez bien Duhalde ?
Non, non, Duhalde me plaisait encore moins que Menem. Je ne sais pas si ça te sert, si tout ça est un compromis pour toi ou pour moi… mais oui, il m'a toujours moins plu que Menem. Je te dis que j'aime beaucoup lire, j'ai lu López Echagüe[135]. Alors quand on voit comment étaient les choses, ce qu'elles sont devenues, en ayant lu ce livre, je ne crois pas que l'auteur ait eu besoin de mentir. Qu'est-ce que tu veux que je te dise ? Tout est dit ».

Depuis la période démocratique, même s'il ne cesse de voter pour le péronisme, aucun des leaders péronistes ne semble représenter, dans le récit de Pedro, une option choisie. Ces options semblent relever en revanche de l'ordre de l'impératif, des choix qui se montrent non pas dans leur naturalité mais dans leur évidence : l'évidence du seul choix possible. Cela ne résout pas le malaise constant, qui se manifeste sans exception pour chaque choix électoral, dans la négociation entre les significations qui définissent pour lui le péronisme, et les instances et les hommes qui le représentent sur la scène politique argentine. Le nom du candidat est suivi dans son discours d'une forte critique, d'une volonté de démarcation. Il est vrai qu'il s'agit ici d'un discours rétrospectif qui est, bien entendu, fortement influencé par les

[133] Cf. note 113.
[134] Carlos Menem a décrété une première grâce, en 1989, pour les accusés de violation des droits de l'homme qui avaient des procès en cours, et une deuxième en décembre 1991 pour les condamnés du procès à la junte militaire qui avait eu lieu au cours du gouvernement de Raúl Alfonsín.
[135] Journaliste qui a enquêté sur les rapports entre Duhalde, la police de la Province de Buenos Aires et les réseaux de trafiquants de drogue, publié dans l'ouvrage *El otro : biografía política de Eduardo Duhalde*. (Buenos Aires, Planeta, 1996)

appréciations des politiques finalement menées par chaque candidat au cours de son gouvernement. Mais si ce regard rétrospectif ajoute davantage de négativité à ses appréciations, et en dépit de la revendication d'une marge d'autonomie par rapport au PJ, Pedro semble établir ces choix à l'intérieur d'un espace clôturé : celui qui renvoie exclusivement au péronisme et élimine tout choix alternatif. Le mouvement fondé par Perón semble être parvenu à monopoliser, dans la perspective de Pedro, comme pour beaucoup de péronistes que nous inscrivons dans cette génération, le rôle d'espace politique d'inscription de sujets populaires par excellence. Aux élections présidentielles de 2003, Pedro a voté pour Adolfo Rodríguez Sáa, un des trois candidats péronistes. Ce choix se justifie, dans son discours, par la référence explicite au sujet populaire, qu'il ne peut relier à d'autres expressions politiques en jeu lors de l'élection :

> « Les radicaux, moi je l'ai toujours dit, ils ont duré très peu les gouvernements radicaux, mais la mentalité des radicaux doit beaucoup changer pour faire un bon gouvernement pour le peuple. Au moins pour les ouvriers. Parce qu'ils font un bon gouvernement pour d'autres classes, mais pour celui qui travaille, un radical n'a jamais pu faire un bon gouvernement, c'est comme les conservateurs qui n'ont pas pu faire un bon gouvernement non plus. C'est ce que je crois, je te dis que je n'aime pas la politique, mais ça c'est de la politique ».

C'est cette définition du mouvement fondé par Perón comme le seul à pouvoir faire un « bon gouvernement pour le peuple », incarné dans le discours de Pedro par la figure de l'ouvrier, du travailleur, qui justifie à chaque fois le choix pour le péronisme. Cette configuration du péronisme comme le seul espace d'inscription et d'apparition des figures populaires l'oblige à faire quelque chose qu'il n'aime pas, l'oblige à « faire de la politique », à se situer dans cet autre registre du péronisme qu'il différencie de sa propre pratique politique : elle l'oblige à négocier la représentation de son identification au péronisme avec les forces en jeu dans la scène politique, avec les hommes qui la représentent. Ce choix renouvelé pour le péronisme ne fait que légitimer, au mois formellement, les politiques que les gouvernements péronistes mettent en œuvre, même si elles sont loin de générer une adhésion :

> « *Qu'est-ce que vous pensiez de la première gestion de Menem ?*
> Moi, la première fois, quand il a formé le cabinet, l'équipe du gouvernement, j'ai dit si Perón se lève, il le met contre le mur et le fusille. C'est ce que j'ai pensé et je le pense encore aujourd'hui. Mais je ne sais pas. Après, avec les privatisations, je n'ai jamais été d'accord. Jamais, jamais. On a privatisé parce que les entreprises avaient des déficits et aujourd'hui elles ont des déficits et elles sont étrangères et on n'a rien, aujourd'hui on n'a rien du tout.
> *Et pourquoi avez-vous voté pour lui la deuxième fois ?*
> Parce qu'il était peut-être sur le chemin, je ne sais pas, je me suis dit, peut-être qu'il s'est trompé. Peut-être qu'il est en train de leur donner le bonbon, ça arrive des fois, il est en train de leur donner le bonbon pour les avoir. Je ne sais pas. Mais non. Après ça a été le désastre complet. »

Ce qui renouvelle son choix pour le péronisme, à l'occasion de la réélection de Menem, c'est la définition du péronisme comme seul espace des sujets populaires, comme seule force qui peut faire « un bon gouvernement pour le peuple », même après le tournant libéral des années 1990. Cette définition du péronisme le pousse à justifier et à tenter de s'expliquer, même sans y adhérer, les politiques menées par le gouvernement péroniste. Choisir à chaque fois le péronisme ne l'empêche pas d'être conscient de la tension qui le traverse, conscience qui transparaît dans la forte condamnation de la plupart des leaders péronistes actuels, dans le scepticisme qui prime dans son récit, dans son fort désenchantement de la politique :

> « *Comment vous définissez le péronisme ?*
> Ça n'existe pas. C'était Perón, pas le péronisme. C'est, disons, justicialisme, nationalisme… je ne sais pas, à ce moment-là ça ressemblait au socialisme. Je ne sais pas. Mais le péronisme c'était Perón, c'est pour ça qu'on est péronistes. Maintenant ça n'a rien à voir, les idées sont très différentes ».

Mais si le péronisme auquel il a adhéré n'existe plus, il n'a pas non plus d'héritiers, pas d'option alternative. Ce péronisme pouvait ressembler au socialisme, sans que cela transforme pour autant le parti socialiste en une option de réalignement. Piège de ce « vrai » péronisme, ancré dans l'expérience politique des premiers gouvernements de Perón, interprété et réinterprété dans la longue durée. Unicité, puissance dernière de ce vécu d'apparition et d'inscription du peuple dans ce mouvement politique. Pour Pedro, comme pour beaucoup des interviewés que nous regroupons dans cette première génération, le péronisme se définit dans le vide, dans l'impossibilité de construire une inscription alternative pour les figures populaires tant leur moment d'apparition est lié à ce mouvement politique : sans le mouvement fondé par Perón, sans cet espace d'inscription, même dans la perception de son incomplétude, les figures populaires disparaissent. Comme le personnage de William Faulkner dans *Les palmiers sauvages*[136], qui, confronté à la peine ou le néant, choisissait la peine, Pedro, entre le péronisme et le vide, continue à choisir le péronisme.

[136] Gallimard, 1996.

Domestiquer le vide : actualisations, recherches, petits déplacements

La tension entre les significations que les péronistes de cette génération attribuent à leur identification politique et les expressions qui le représentent sur la scène politique du pays traverse, pour la plupart d'entre eux, l'ensemble de leurs trajectoires politiques. Mais les années 1990 semblent être un point d'inflexion : c'est le moment où cette tension devient ouvertement conflit et possibilité de changement, de déplacement.

Quoique minoritaires[137], certains des interviewés que nous incluons dans cette première génération ont adhéré aux politiques mises en place par le gouvernement Menem au cours des années 1990. C'est le cas de Humberto ou de Duré par exemple. Dans ces récits, l'appréciation des gouvernements de Menem est positive, bien que mitigée du fait des critiques, qui concernent particulièrement le niveau de corruption du gouvernement et les « erreurs », notamment le processus de désindustrialisation et l'augmentation du chômage. Ces critiques peuvent aussi concerner le cœur de la signification populaire péroniste, comme le montre le passage suivant du récit de Duré, qui a voté pour Menem en avril 2003, et affirme pourtant :

> « Il a tenté de couvrir tous ces gens qui étaient en train de voler. Bon, il n'a pas agi avec toute la fermeté qu'il aurait dû avoir en tant que président de la nation, pour ce qui est de défendre vraiment les droits du peuple ».

Cette critique qui touche le cœur même du péronisme n'empêche pas Duré de qualifier les premières années des gestions ménémistes de très positives, de le présenter comme un gouvernement qui a fait ce qu'il fallait faire. Les critiques et les erreurs sont plutôt liés à un déclin politique général : « Les premières années ont été très positives. Après tout a commencé à décliner… et il a perdu le contrôle de tout. Le problème c'est qu'il y a des gens qui veulent gagner des positions politiques pour s'enrichir, c'était le cas de gens qui étaient dans le gouvernement de Menem. […] Maintenant c'est vrai qu'il n'y a pas beaucoup de représentativité, à moins que quelque chose de nouveau ne surgisse ». Comme pour les anti-

[137] Rappelons que les entretiens ont été réalisés entre janvier et octobre 2003, dans le contexte de la crise politique et économique qui a éclaté en décembre 2001. Une des caractéristiques de ce contexte était la forte condamnation sociale non seulement du gouvernement sortant de *l'Alianza* mais aussi du ménémisme et du modèle économique des années 1990. Par ailleurs, ce discours de démarcation par rapport à la décennie précédente était véhiculé par le péronisme au gouvernement et tout particulièrement par le président Duhalde. Dans la période préélectorale, les sondages montraient que Menem rassemblait le pourcentage le plus élevé d'appréciation négative : 70% des Argentins affirmaient qu'ils ne voteraient jamais pour lui (Cheresky, 2003,p. 15). Dans ce contexte, se dire « ménémiste » impliquait d'aller à l'encontre de ce « sens commun », et, d'une certaine manière, de se tenir sur la défensive.

ménémistes, pour ceux qui ont adhéré aux orientations de l'ex président, les gestions des années 1990 s'intègrent à une transformation fondamentale de la scène politique en général, à savoir son vidage et son imbrication avec une logique économique. Pour les premiers, Menem est « l'opérateur » central de cette transformation ; pour les autres, il s'agit d'une évolution qui dépasse la figure de Menem. En effet, les discours des ménémistes sur cette période mettent en avant, comme tous les discours des péronistes de cette génération, le conflit par rapport aux instances publiques de représentation pour « expliquer » l'évolution du péronisme des dernières décennies.

Mais, comme Pedro, nombre de péronistes de cette génération ont fortement critiqué le tournant libéral du gouvernement de Menem qui apparaît dans les discours comme un point de conflit : c'est le moment où cette tension avec l'expression partisane devient acte de différenciation, recherche d'alternative. Ce tournant a mis directement en question la définition du péronisme en tant qu'espace privilégié d'inscription des sujets populaires. Ce que cette orientation ménémiste contredit, c'est une des significations centrales que les péronistes de cette génération attribuent à leur appartenance politique, au travers le compromis historique avec le peuple qui définissait pour eux ce mouvement politique, et par là, c'est leur propre positionnement politique qui est en conflit. D'après les propos de Aldo, dirigeant péroniste dans le district de Valentín Alsina, province de Buenos Aires, il s'agit directement d'une question d'identité :

> « Menem a mené à la destruction des industries et, en fait, à la destruction des foyers ouvriers. Avec la faim qu'il a créée dans les foyers argentins, la destruction, on a privé les gens du droit de vivre dignement, ça a été pénible. Le péronisme ne pouvait jamais faire ça, ce n'est pas notre identité. Je hais cet homme, vraiment. »

C'est l'identité péroniste même qui est remise en cause dans les politiques mises en place par le gouvernement de Menem. La déception par rapport aux gouvernements ménémistes est presque toujours présente, pourtant, l'orientation politique de sa première gestion n'a conduit, en aucun cas, à la mise en question globale de leur appartenance politique, tous continuent à se définir comme péronistes. Elle a entraîné en revanche, pour certains plus vite que pour d'autres, un vif besoin de se différencier du péronisme au gouvernement. C'est grâce au dédoublement entre un vrai péronisme, celui ancré dans la première expérience de gouvernement péroniste, celui du processus d'inscription du peuple dans ce mouvement politique, et un faux péronisme, qui, tel qu'il est décrit dans les récits, « trahit », « imite », « simule » et finalement « envahit » et « détruit », que beaucoup des

interviewés les plus âgés ont pu conserver leur définition comme péronistes, tout en s'opposant à un gouvernement, lui aussi péroniste. Et parce qu'ils ne renoncent pas à se définir comme péronistes, parce que le péronisme « vrai » et idéalisé demeure comme une entité inaltérable, immune aux actions des mauvais dirigeants, ils ne cherchent pas une option alternative au péronisme, ils cherchent « le » péronisme, en définitive celui qu'ils définissent comme l'espace historique d'inscription des figures populaires[138]. Les espaces de recherche sont donc très restreints, toujours associés au PJ ou à des leaders péronistes « dissidents ».

Les déplacements à l'intérieur du péronisme ont nourri presque exclusivement le courant d'opposition au ménémisme le plus important, celui dirigé par Eduardo Duhalde, ex-allié de l'ex-président Menem, devenu son ennemi le plus acharné, lui aussi ex-président. Pour ceux qui militent dans le PJ (comme Aldo ou Benjamín par exemple), dès les années 1993-1995 ce courant devient un espace d'opposition au péronisme du gouvernement ; pour ceux qui ne sont pas engagés dans des activités militantes liées au PJ, ce courant ne deviendra une vraie alternative qu'aux élections présidentielles de 1999.

Si certains ont effectué des mouvements à l'intérieur du PJ, d'autres ont cherché des options externes, mais d'extraction péroniste, en particulier –mais pas exclusivement– le FREPASO[139]. Ce parti est apparu pour beaucoup d'entre eux comme un vrai refuge péroniste dans un premier temps. Ce refuge s'est très vite révélé décevant, non seulement parce qu'il a perdu les élections, mais aussi du fait du comportement de son candidat à la présidence[140],

[138] Selon Altamirano (2001) on ne peut opposer le « vrai » péronisme au péronisme « réel » car au contraire « le vrai péronisme a été et est une attente réelle, aussi bien qu'une forme réelle d'être [péroniste] et d'être dans le péronisme depuis quatre décennies ». Dans l'analyse de cet auteur, même si le contenu de ce vrai péronisme reste indéterminé, on peut le définir en situant ses contours par son opposé : le péronisme empirique ou dominant, dont la naissance peut être situé au moment de sa proscription. Les avatars du vrai péronisme, et ses formes diverses, ont fait que même Perón a été classé du côté du péronisme « empirique » plus que « vrai ». (Altamirano, 2001, p. 109-110)

[139] Selon l'analyse de E. Jozami, le FREPASO (*Frente País Solidario*) naît à l'initiative de différents dirigeants, qui avaient déjà participé à la tentative de rénovation péroniste qui suit l'échec dans les élections de 1983, ces dirigeants ayant été déçus par la portée des transformations effectivement réalisées. C'est le cas de Carlos Chacho Alvarez qui sera plus tard la figure politique la plus importante du FREPASO et de Germán Abdala. Les premières années de la gestion ménémiste confirment, pour ces dirigeants, l'impossibilité de construire une option populaire de transformation dans la structure du PJ et la nécessité de construire une nouvelle « synthèse politique et sociale » (Alvarez cité par Jozami, 2004, p. 39). Cette nouvelle expression politique s'est nourrie de deux fractures du péronisme : le *Grupo de los 8* (formé par huit députés péronistes qui quittent le parti et créent le *Frente del Sur*) en 1990 et le secteur lié à José Octavio Bordón en 1994.

[140] José Octavio Bordón, gouverneur pour le péronisme de la province de Mendoza, qui quitte le PJ en 1994, devient, l'année suivante, candidat à par présidence pour le FREPASO. Bordón quitte le FREPASO en 1996 alors qu'il était sénateur pour la province de Mendoza. En 1998 il est Ministre de l'éducation de la province de Buenos Aires, sous le gouvernement de Duhalde. Actuellement il est ambassadeur d'Argentine aux Etats Unis, sous la gestion de Kirchner.

qui se réincorpore au PJ quatre ans après l'avoir quitté. Les options externes au péronisme se révèlent, pour les péronistes de cette génération, particulièrement instables. Il s'agit d'appuis ponctuels à différents candidats (provenant généralement du péronisme) à l'occasion d'une élection, qui n'impliquent en aucun cas une reconversion politique durable.

Dans les cas où la recherche a débordé le péronisme (Rosa, Modesta et Jorge essentiellement) elle n'a pas conduit à un réalignement mais à des refuges plutôt « flottants ». Rosa par exemple, dès le début des années 1980, part à la recherche du péronisme perdu. En 1982, poussée par son mari, Juan Carlos (qui se définit comme ex-péroniste, ex-radical, actuel déçu apolitique), elle assiste à des réunions du *Parti Intransigente* (PI) :

> « Mais ça ne m'a pas intéressée. Je vais te dire une chose, pour pouvoir gagner, ils ont demandé les voix aux péronistes, et eux, ils ont offert en retour leurs voix aux péronistes. Alors je suis venue et je lui ai dit [à son mari], regarde comment c'est sale la politique. Ça ce n'est pas du péronisme, ce n'est pas du péronisme. Je me souviens que je suis allée à deux réunions, pour voir, parce que je me suis dit, il n'y aura plus de péronisme mais un jour je dois m'intégrer, peut-être que quelqu'un peut faire comme Perón ».

La recherche d'une option alternative au péronisme se solde toujours par un échec et une nouvelle déception, essentiellement parce que Rosa ne cherche pas une option alternative, elle cherche le péronisme, le « vrai » : une alternative qui puisse reproduire ce que le péronisme a signifié dans son expérience politique. L'alternative au péronisme lorsque ces instances ne représentent pas ce qu'elle conçoit comme étant le péronisme, en particulier en tant qu'espace d'inscription des figures populaires dans le champ politique argentin, est la déception, une recherche qui se révèle toujours stérile, la confirmation permanente de l'unicité du péronisme qu'elle a vécue qui la condamne à ne pas trouver de représentation dans l'offre politique du pays, à ne pas pouvoir « s'intégrer ».

La recherche d'une représentation politique qui corresponde à ses conceptions, à la manière dont elle a construit son indentification dans la pratique et l'expérience concrète, peut déborder l'espace péroniste et se tourner vers d'autres expressions politiques. Le problème dans ce cas-là n'est pas l'endroit où se déploie la recherche mais son objet : la recherche n'est pas celle d'une option alternative mais celle de la même option, le péronisme. Ce péronisme, celui de l'apparition du peuple, reste introuvable, dans le péronisme même et ailleurs. Rien n'est moins sûr que de le retrouver dans ce qui dit représenter aujourd'hui le péronisme :

> « De Duhalde je ne peux pas dire grand chose parce qu'il ne s'est jamais montré au balcon pour parler au peuple. On l'a toujours interviewé, ou il l'a fait par téléphone ou ils avaient tout enregistré, il avait même un programme sur la chaîne nationale… alors pour moi un président qui ne se montre pas au balcon, qui ne fait pas face [*da la cara*], et ne parle pas au peuple… je crois qu'un président doit sortir au balcon au moins une ou deux fois par an pour parler au peuple. Duhalde ne s'est même pas montré, il n'était pas intéressé, il se cachait. Et moi je n'aime pas ces gens-là qui font les choses comme ça, cachés. Le peuple ne sert à rien pour eux, il n'y a pas une consultation avec le peuple ».

En somme, cette génération définit le péronisme comme un espace d'inscription des figures populaires, qui se traduit par un modèle de société profondément ancré dans l'expérience des premiers gouvernements de Juan Domingo Perón. Pour cette génération, les espaces de recherche d'une option au péronisme lorsque la tension avec les instances de représentation s'exacerbe semblent très limités, et, en général, internes ou liés au péronisme. Au-delà de ces espaces, c'est le vide ou la déception. Finalement, pour cette génération, la seule alternative au péronisme, c'est le péronisme.

4.2. Le temps de l'impératif

Dans la figure populaire se situe la composante irréductible du péronisme dans la perspective des individus qui s'identifient à ce mouvement politique : irréductibilité qui révèle ce qu'il a à la fois de permanent et d'évolutif. Un peuple inscrit dans un espace politique qui renvoie, au long des trois générations, au mouvement péroniste, mais dont le nom et le visage ne sont jamais figés sur une figure unique et spécifique : nommer ce peuple qui donne toute sa signification à l'espace péroniste reste indissociable des lieux et des formes de son apparaître, qui dessinent ce peuple comme une catégorie d'appartenance politique et symbolique.

Ainsi, le peuple que font apparaître les discours des péronistes âgés de 45 à 55 ans se reformule dans l'évolution des lieux et des formes de sa mise en acte, qui ne sont en définitive que les lieux et les formes pour l'agir politique. Comment se construit le sujet populaire dans l'expérience de cette deuxième génération ? Quelles sont les pratiques politiques privilégiées qui rendent possible l'inscription dans ce sujet multiple ? Quelles sont les lignes de continuité et de rupture par rapport à l'expérience des péronistes les plus âgés que nous avons interviewés ?

Comme nous l'avons constaté dans le cas de la première génération, une des grandes constantes des trajectoires d'identification au péronisme, que nous retrouvons largement dans les discours de cette génération intermédiaire, tient à la profonde imbrication, qui se manifeste dans les récits, entre signification et participation : les trajectoires d'adhésion et les trajectoires politiques se confondent le plus souvent dans les récits, s'entremêlent, se construisent réciproquement. Ainsi, attribuer un sens à l'identification au péronisme est indissociable des pratiques politiques qui lui sont liées. Un deuxième trait qui se reproduit (et se renforce) dans le cas de cette génération intermédiaire, est le fait que ces trajectoires politiques et d'adhésion sont profondément ancrées dans la vie quotidienne : la politique ne se présente guère comme une dimension scindée de l'expérience des individus mais se nourri, et nourrit une diversité d'expériences qui relèvent de différents ordres de la vie sociale. L'expérience de Marta, une péroniste de 48 ans, rend compte de ces différents traits :

> « Moi intellectuellement je n'ai pas eu une formation politique. Je n'ai pas lu Marx, j'ai un peu feuilleté les livres de Perón, j'ai toujours fouillé. Si je devais te dire pourquoi, c'est presque une expérience viscérale. A ce moment-là j'avais raté quelques examens à l'école [secondaire]. Je viens d'une famille très modeste, très modeste.
> *Que faisaient tes parents ?*
> Mon père est mort quand j'étais très petite, je ne l'ai même pas connu, et ma mère était une travailleuse [*laburante*]. Nous habitions dans un *conventillo*[141], et c'est important que je te dise ça parce que sinon tu ne vas pas comprendre… un *conventillo* qui était tellement grand qu'il occupait tout l'espace où se trouve aujourd'hui le Ministère du travail. J'allais à une école tout près de là qui était une école pilote qu'a été ma fenêtre sur le monde. Alors j'ai raté quelques examens à l'école.
> *C'était en quelle année ?*
> En 70, c'est-à-dire que j'ai vécu toute l'empreinte du *Cordobazo*… nous étions des filles très précoces. Mes amies, elles venaient de familles progressistes, leurs parents avaient une pensée intéressante au niveau social et culturel. Et c'est un peu comme ça que je me suis formée. Le père d'une de mes amies était acteur, alors j'ai connu le Di Tella[142] à 12 ans. Une autre avait apporté un jour un livre et un disque du Che, et c'est comme ça que j'ai connu le Che. Alors quand j'ai raté les examens, c'était en mathématiques, latin et anglais, j'ai dit à ma mère qu'il fallait que je les prépare à nouveau et elle m'a dit qu'elle n'avait pas d'argent pour me payer un prof particulier. Alors moi j'ai commencé à faire de l'artisanat et je suis allée à *Plaza Francia* pour le vendre, j'étais un peu hippie. C'était une manière de travailler. Et là j'ai fait connaissance avec beaucoup d'artisans et nous avons commencé à organiser un mouvement. J'ai aussi rencontré un garçon avec qui j'ai eu une relation amoureuse, lui aussi était artisan et il vendait à *Plaza Francia*… alors il y avait une *Agrupación de Artesanos Peronistas* qui a

[141] *Convetillo* désigne une forme de logement très précaire. Il s'agissait le plus souvent de grandes maisons dont les pièces étaient louées séparément à différentes familles.

[142] L'Institut Di Tella est créé en 1963 et ses activités s'étendent tout au long de la décennie, devenant l'institution artistique la plus importante du pays. Selon l'analyse de Longoni et Mestman (1999), cet institut faisait partie du circuit institutionnel de la modernisation culturelle dans le pays, contribuant à impulser des tendances d'avant-garde qui se développaient au cours de la période, accompagnant la radicalisation et activation politique de vastes secteurs de la société. Mais le sens « anti-institutionnel » adopté par une grande partie des acteurs de cette avant-garde artistique vers la fin de la décennie finit par les confronter à ces circuits institutionnels dont le Di Tella faisait partie.

commencé à s'organiser. Je te parle là de 1973. Il y avait quelque chose de très fort avec le péronisme. »

Marta est née en septembre 1955 ; elle porte, selon elle, une « marque de naissance » qui la relie au péronisme, puisque le 16 septembre 1955 a lieu le coup d'Etat qui renverse la deuxième présidence de Perón. Pourtant, les références familiales dans sa trajectoire d'adhésion son plutôt faibles. Elle n'a pas connu son père qui est mort lorsqu'elle était très jeune, et sa mère, même si « elle aimait Evita », n'avait pas une définition politique stable. Sa mère a travaillé pendant des décennies comme femme de ménage pour une entreprise de nettoyage de bureaux et ensuite dans une cantine scolaire jusqu'à sa retraite. Au début des années 1970, elle se rapproche du mouvement péroniste et commence à militer dans l'*Agrupación de Artesanos Peronistas*. Elle aura un militantisme politique très actif jusqu'à la naissance de son premier enfant en 1975 (elle a deux enfants âgés de 28 et 26 ans au moment de l'entretien). En 1973, à 18 ans, elle s'est mariée avec le responsable de son groupe politique, qui travaillait aussi dans l'artisanat. Deux ans après, ils s'installent dans une station balnéaire de la province de Buenos Aires, à 400 kilomètres de la capitale, et ils interrompent leur militantisme. Lors de l'ouverture démocratique qui débute en 1983, Marta rentre à Buenos Aires et divorce de son époux. Depuis, son parcours professionnel est très instable. Elle travaille dans l'artisanat jusqu'au début des années 1980. Après une décennie d'emplois très irréguliers, elle monte avec une amie une petite entreprise de presse, où elles travaillent essentiellement dans la diffusion de différents programmes d'appui aux micro-entreprises lancés par le gouvernement. Lors de nos rencontres, elle travaillait à la diffusion de programmes culturels de la ville de Buenos Aires. Ce travail reposait sur un contrat précaire qui ne sera pas renouvelé. A la fin de la période où nous avons réalisé les entretiens, elle loue des chambres dans sa maison pour des étudiants étrangers.

Dans le récit de Marta, restituer dans le dialogue le sens de cette identification politique revient à l'associer d'emblée à une « expérience viscérale » : c'est l'expérience et non pas la pensée ou la « formation » pour utiliser son expression, qui renvoie au « pourquoi » de son identification au péronisme ; « viscérale » dans la profondeur presque physique de cette expérience qui constitue le point de départ de sa trajectoire d'adhésion. Restituer la signification qu'elle attribue à son identité politique équivaut dans son discours à restituer le parcours qui la mène à une participation politique encadrée par le péronisme.

Cette expérience viscérale est celle d'une inscription dans le péronisme et dans le peuple mobilisé qui l'habite dans les récits de cette génération, le moment de sa mise en scène, du « prendre part » à l'apparition du peuple. Marta revient, quelques phrases plus loin, sur la signification de cette expérience :

> « Moi je sens que ce qui me rapproche du péronisme est quelque chose de très viscéral. Je me souviens de la première fois que je suis allée à la place [de Mai], quand Perón est revenu, je n'oublierai jamais ça parce que c'était une énorme émotion qui te prend et t'engage avec les gens. C'est comme une adhésion émotionnelle » (cité p. 184).

Dans le premier extrait cité, Marta a besoin, pour restituer sa trajectoire d'adhésion au péronisme, de faire le récit de ce qu'elle était à l'époque, de son histoire, de ses activités, de son entourage. Il ne s'agit pas d'éléments biographiques qu'elle pose comme des repères de contextualisation de son histoire politique : plus profondément, sa trajectoire politique est intimement imbriquée à son historie de vie, sans laquelle elle devient intransmissible, sans laquelle elle ne pourra pas se faire comprendre, « expliquer » son identification au péronisme. Ainsi, la dimension politique ne se pose guère dans les récits des péronistes que nous avons interviewés comme un aspect délimitable de leur expérience, mais elle est toujours restituée dans son imbrication à l'expérience de vie. Comme dans nombre de discours de cette deuxième génération, Marta ne peut faire le récit du point de départ de sa trajectoire politique, sans les références à son histoire familiale, à l'école, à ses amis, à ses premières expériences de travail, à sa vie amoureuse. Ses premiers pas dans le péronisme se nourrissent de ces différentes expériences, niant les frontières entre une dimension strictement politique et d'autres expériences de la vie des individus. Dans son récit, isoler la dimension politique équivaut à la rendre illisible. Plus que pour la première génération, la politique est dans les discours de cette deuxième génération, essentiellement articulée à l'expérience sociale dans sa globalité et s'érige, comme nous le verrons plus en détail, en tant qu'une dimension organisatrice et centrale.

Dans ce parcours politique, qui renvoie en permanence à son imbrication avec l'expérience globale, unissant trajectoire d'adhésion et de participation, il est possible de constater un glissement qui caractérise les discours de cette génération, constituant l'une des formes spécifiques à travers laquelle elle construit le sujet populaire péroniste comme un sujet d'appartenance : le passage de la mobilisation au militantisme. L'expérience « viscérale » qui marque les premiers pas de Marta dans le péronisme la mènent à prendre part à cette

apparition du sujet populaire à travers les mobilisations et, en même temps, à une inscription militante dans l'*Asociación de Artesanos Peronistas*. Dans le cas de cette deuxième génération, ce corps qui se fond dans le corps multiple du peuple est, avant tout, un corps militant. L'inscription dans le peuple n'est jamais une inscription isolée mais s'opère à travers l'encadrement par un des divers et très hétérogènes collectifs de militantisme que composait la complexe nébuleuse péroniste pendant ces dernières années de proscription.

La figure du militant est sans aucun doute la figure privilégiée du rapport que cette génération construit avec la pratique politique qu'elle associe au péronisme. Figure dominante en raison de deux traits qui sont spécifiques des discours sur le mouvement fondé par Perón. En premier lieu, le jeu spéculaire qui apparaît dans les discours entre « péroniste » et « militant », où l'un renvoie systématiquement à l'autre. En deuxième lieu, la centralité de ce « militantisme péroniste », très souvent posé comme une pratique qui organise et donne sens à l'ensemble de l'expérience des individus au cours de la période qu'ils situent au centre de leur discours sur le péronisme.

4.2.1. Du peuple mobilisé à la vie militante

Comme dans le cas de ce que Marta définit comme une « expérience viscérale », la mobilisation est, dans les discours de cette deuxième génération, le premier moment d'inscription dans le sujet populaire : l'expérience physique et émotionnelle de prendre part à l'apparition du peuple, dans tout ce que cette apparition a de disruptif. Il s'agit de la potentialité d'une interruption disruptive de l'ordre institué de la domination. La mobilisation n'est ainsi pas uniquement un acte d'expression, elle est plus profondément une mise en acte de la revendication égalitaire dont le péronisme est porteur dans la perspective de ceux qui s'identifient à ce mouvement politique : elle est la mise en acte du pouvoir des « n'importe qui ». Le récit de Graciano, qui commence à militer dans le péronisme au début des années 1970 parce que le « peuple était là », érige, depuis le début du dialogue, les manifestations comme une des principales pratiques politiques au cours des premières années de sa trajectoire politique. Dans son récit, les manifestations sont les moments privilégiés de construction du peuple comme sujet politique et permettent de mesurer tout son poids en tant qu'interlocuteur sur la scène politique du pays. C'est en ce sens que chaque mobilisation était,

pour lui, « un fait politique », qui laisse des traces très puissantes dans sa conception du mouvement fondé par Perón :

> « En novembre 1972 Perón vient dans un vol charter, c'était le 17 novembre. Les forces militaires avaient déployé plus de 30 000 hommes pour empêcher que les gens arrivent. Et bon, il n'y a qu'un groupe très réduit qui est arrivé, le reste on a essayé mais on n'a pas pu, on nous réprimait. On montait dans les bus et quand on arrivait au pont on nous faisait descendre et il y avait des coups, des gaz, tout. De toutes manières, la consigne était que si quelque chose arrivait à Perón, s'ils lui faisaient quelque chose, il fallait se replier dans les quartiers et chacun avait organisé quelque chose pour faire des 'actes éclairs', nous avions fait quelques cocktails *molotof*. Notre groupe était celui qui avait le travail de base territorial le plus important alors c'est dans notre zone qu'on s'est réuni pour partir tous ensembles. Il y avait des compagnons qui avaient offert leurs maisons pour qu'on passe la nuit. C'était comme un petit bidonville, des maisons de gens très modestes, de gens péronistes. Et nous sommes partis de là très tôt, 5 ou 6 heures du matin. Quand on est rentrés on mangeait des gâteaux pour récupérer. Et le lendemain c'était Gaspar Campos. Quand on a su que Perón était là on y est allé et c'est là la seule fois que je l'ai vu de près. On le voyait par la fenêtre… il y avait aussi Isabel et López Rega. Et je me souviens qu'il y avait des gens qui avaient commencé à vendre des drapeaux, des sandwiches et il y avait un de ces types qui me disait 'qu'est-ce qu'il est grand Perón, il vient d'arriver et il m'a déjà donné un boulot !' Parce qu'il était en train de vendre des trucs à la manifestation. Il me faisait rire. »

La mobilisation apparaît dans le récit de Graciano comme un véritable acte d'opposition à la dictature militaire qui dominait le contexte politique du début de la décennie 1970. Cet acte politique signifie ainsi, dans la perspective des acteurs, la participation pleine aux événements de la période, la possibilité de produire, par ces actions, des effets sur la scène politique du pays. Nous verrons dans la section suivante combien cette définition de la mobilisation diffère dans la génération la plus jeune. Cet agir politique de mobilisation se pose dans la continuité avec le travail de base territorial, avec l'encadrement dans un collectif de militantisme. L'expérience de Graciano comme pour la plupart des interviewés de cette génération, est caractérisée par ce va-et-vient permanent entre la pratique de mobilisation, comme inscription première dans ce peuple péroniste, et les pratiques militantes dans la structure –formelle ou informelle– du péronisme de l'époque. Mobiliser équivaut à construire ce sujet populaire comme sujet du projet que cette génération situe au centre de son identification au péronisme et s'y inscrire pleinement. Graciano signale ensuite l'enjeu des mobilisations : « c'était l'époque des grandes mobilisations de la jeunesse où nous nous proposions comme objectif de développer de grandes organisations de masse ». C'est autour de cet objectif que s'articulent la mobilisation et l'encadrement par des collectifs de militantisme.

Mobiliser le peuple et se mobiliser avec lui permet effectivement de le construire comme un espace d'appartenance, fortement défini à travers la pratique politique, dans ces lieux et ces formes de son apparaître. Il s'agit dans le récit de Graciano d'agir avec ce double corps multiple du peuple, mais aussi de dormir où il dort, dans ces maisons modestes des « gens péronistes », de manger ce qu'il mange. Or, au-delà de ces moments d'apparition du sujet populaire, éclats de fusion avec le peuple péroniste, le glissement entre la mobilisation et le militantisme n'exclut pas le conflit. Ce conflit marque, depuis le début des trajectoires politiques des individus que nous inscrivons dans cette deuxième génération, l'enchaînement problématique de cette appartenance politique et symbolique lorsqu'elle est figée dans des espaces officiels du péronisme, comme le montre l'extrait suivant qui correspond au dialogue avec Miguel, un péroniste âgé de 48 ans au moment de l'entretien :

> « Moi j'ai commencé l'université en 1973 et j'ai participé à un travail qui était fait en parallèle avec ce qu'on a appelé l'*Operativo Dorrego*[143]. C'était un projet qui était fait avec la jeunesse et les militaires à cette époque-là. A travers l'université on allait faire des égouts dans les quartiers marginalisés. Moi je suis allé à un quartier près de San Justo. Et c'est là que je me suis rendu compte qu'il fallait faire un travail en parallèle avec les gens. Parce que les gens ne comprenaient pas ce qu'on faisait. Il y avait un groupe de jeunes, des femmes et des hommes, qui venaient faire quelque chose, mais ce n'étaient pas eux qui le faisaient, on ne le faisait pas ensemble. C'était comme la célèbre phrase 'nous faisons la révolution et nous la donnons au peuple'. Et ça ne servait à rien. A la fin ils nous chassaient avec des pierres du quartier, parce que les travaux sociaux doivent être concertés, du groupe politique avec les gens. Et ici c'était à l'envers, le groupe politique allait faire le travail pendant que les gens regardaient. Et à la fin on en venait aux mains ».

Ce qui se dessine dans le récit de Miguel est ce passage toujours en tension de l'inscription dans le peuple au moment de son apparaître à un « être avec » dans les espaces de militantisme : la difficile inclusion du peuple dans les espaces établis de la politique, même lorsqu'ils étaient faiblement institutionnalisés ou clandestins. Distance entre le militant et le peuple, inscription problématique dans le sujet populaire lorsqu'il s'agit de la fixer durablement dans les espaces politiques établis. La nécessité de ce « travail en parallèle avec les gens » répond à cette distance entre ce sujet populaire et le travail de militantisme, qui n'est jamais complètement abolie puisque ces deux figures correspondent à deux espaces différents de la politique : celui qui crée les lieux et les formes pour l'agir politique ; celui qui les normalise en le faisant entrer dans les structures de l'ordre établi. La distance entre le peuple et le militant n'est finalement que l'écart insolvable entre ces deux espaces de la

[143] L'*Operativo Dorrego* consistait en un programme de travail commun entre les Forces armées et la JP de reconstruction des zones inondées dans la province de Buenos Aires. Le programme a eu lieu en 1973, dans les mois précédant l'accès de Perón à la présidence (Baschetti, 1996).

politique que Rancière différencie avec les noms de police et de politique. En réalité ces espaces de militantisme sont des espaces hybrides : ils rendent compte de la tentative –et la difficulté– d'habiter simultanément ces deux espaces hétérogènes.

La vie péroniste

Pourtant, malgré les tensions qui caractérisent ce passage de l'inscription dans le peuple au militantisme, plus que dans la génération précédente, ce dernier s'érige comme une dimension organisatrice de l'ensemble de l'expérience des individus. C'est pour cette raison que la définition du péronisme comme une identification qui déborde une idéologie ou une doctrine politique est, dans cette génération, presque unanime : le péronisme devient une philosophie ou un système de vie. Selon Valerio, qui milite encore dans le PJ d'un district de la province de Buenos Aires où il habite, « être péroniste » constitue une manière de vivre au quotidien : « pour nous, dès que nous nous levons le matin, tout ce qu'on fait est péronisme ». Aucune frontière ne différencie ce qui relève du « faire » de la politique de ce qui renvoie à d'autres ordres de l'expérience quotidienne : le péronisme est en lui-même une expérience quotidienne. Selon Osvaldo :

> « *Quand est-ce que vous avez commencé à militer ?*
> Depuis que je suis petit. Mais si tu veux du point de vue de la participation, à 14 ans, quand Perón revient en Argentine, à 14 ans je participe à Ezeiza. Et à partir de là nous ne nous séparons plus de l'activité militante. Encore plus, on ne peut pas cesser de militer, on ne peut pas cesser de participer en politique, ce qu'on ne peut pas c'est cesser de vivre comme péroniste ».

Dans le récit de Osvaldo, l'activité militante est à nouveau définie au travers d'un impératif de participation qui embrasse l'expérience dans sa globalité. « Vivre comme péroniste » c'est ériger la dimension politique comme celle qui donne sens et organise l'expérience entière et subsume toute autre forme d'identité (travail, filiation etc.). La distance entre « vivre comme péroniste » et « c'est la vie même qui m'a fait péroniste » (l'expression provient du dialogue avec Benjamín, âgé de 64 ans) différencie cette deuxième génération de la plus âgée : dans le deuxième cas, la vie politise et est politisée en retour ; dans le cas des péronistes de cette génération intermédiaire, ce sont les individus qui érigent la dimension politique en tant qu'organisatrice de la vie quotidienne. Dans le premier cas ils arrivent à la politique par la vie quotidienne qui se repolitise en retour ; dans le deuxième cas, le fil conducteur émerge de la politique et s'étend à la vie quotidienne. Et c'est ce caractère

« extensif » de la politique qui constitue, dans notre perspective, une des marques générationnelles les plus importantes des péronistes âgés de 45 à 55 ans que nous avons interviewés.

Les récits de cette génération sur la période qui s'ouvre à partir du *Cordobazo* renvoient en permanence à un « tout est politique », et à son complément « la politique est tout »[144], imprimant une forte intensité qui singularise leur manière de concevoir l'engagement et le militantisme. Il est possible de faire l'hypothèse que cette expérience politique est « innervée », pour employer l'expression de Remo Bodei (1997), de fortes composantes passionnelles, elle est traversée par la puissance d'un désir qui investit le projet péroniste. Dans notre perspective, sans la prise en compte de cette charge passionnelle qui définit dans cette génération l'engagement politique, on ne peut comprendre le caractère « extensif » de la politique au cours de la période et l'intensité que les individus que nous avons interviewés attribuent à ce vécu.

Or, il ne s'agit nullement d'opposer une évaluation rationnelle et raisonnable des événements de la période à une perception obnubilée par l'effet des passions. Nous rejoignons largement la perspective de Remo Bodei qui, en s'opposant à une conception dichotomique tendant à confronter « raison » et « passion », propose l'hypothèse de l'existence –et de l'importance– des formes d'hybridation réciproque entre le rationnel et le passionnel. Selon cet auteur « rien n'empêche toutefois de penser les « passions » (émotions, sentiments, désirs) comme des états qui ne s'ajoutent pas de l'extérieur à un degré zéro de la conscience indifférente, pour la troubler et la confondre, mais comme constitutifs de la tonalité de n'importe quel mode d'être psychique voire même de toute orientation cognitive » (Bodei, 1997, p. X). Loin de bloquer ou de détourner une appréhension rationnelle des objets et des événements, la passion peut être abordée comme l'ombre même de la raison : « une construction de sens et une attitude déjà profondément imprégnée d'une intelligence et d'une culture propre, fruit d'élaborations millénaires, tandis qu'à son tour la raison se révélerait « passionnée », sélective et partiale, complice de ces mêmes passions qu'elle prétend combattre » (Bodei, 1997, p. XI). Cette intelligence passionnée des événements de la période,

[144] Oscar Terán retrace dans *Nuestros años 60* une série de noyaux idéologiques qui se sont constitués dans le champ culturel argentin au cours de la décennie 1956/1966, autour desquels s'est construite la « nouvelle gauche intellectuelle ». Il souligne ce caractère « extensif » de la politique, comme une conviction grandissante mais problématique de la période : « la politique devenait la région qui fournissait un sens à diverses pratiques, même à la pratique théorique ». (Terán, 1993, p. 12).

certes partielle et fortement sélective est, d'après nous, l'élément qui définit la tonalité de ce vécu et est constitutive de la manière dont les acteurs bâtissent et restituent sa signification dans le dialogue. Un vécu politique sous le signe d'une intensité collectivement définie, qui réclamait un engagement tout aussi « accentué », engageant et envahissant tous les actes de la vie quotidienne.

En effet, toujours selon l'analyse de Bodei, une des principales caractéristiques des passions est que, loin d'être aveuglantes, elles sont « extralucides » : « elles débordent du contexte, en se chargeant de ce qui « rationnellement » se situerait au-delà et en dehors de ce qu'on a considéré comme pertinent ». La passion semble donc fonctionner comme une opération de synecdoque, où la partie renvoie au tout et, symétriquement, le tout à la partie. La passion serait donc « égalisatrice » et condensatrice : elle « met ensemble » (Bodei, 1997, p. XLII et XLIII). C'est justement cette logique passionnelle du débordement qui permet d'expliquer, dans le cas de cette deuxième génération, la manière dont le sens politique investit le « tout » de la vie au quotidien. Et c'est dans cette logique que l'on peut comprendre le lien étroit qui s'établit dans les récits entre les pratiques militantes et les rapports familiaux, les comportements sexuels, les habitudes alimentaires et vestimentaires.

Dans cette perspective, cet élément passionnel, même s'il est sans doute constitutif de toute identification politique, est particulièrement exacerbé dans les discours de cette deuxième génération. Les désirs et les espoirs collectifs ont joué un rôle fondamental dans la manière de vivre, au cours de cette période, l'engagement pour le péronisme, fournissant la tonalité particulière dans laquelle il est restitué dans les récits des acteurs. Osvaldo l'exprime par exemple, en termes de « fanatisme » : « on nous a critiqués, depuis que le péronisme est né, parce qu'on était fanatiques. Ça ne me gêne pas, je ne renonce pas et je ne veux pas renoncer, je suis et je veux être fanatiquement péroniste ». Ce fanatisme qu'il revendique est associé, dans son discours, à sa manière de définir le militantisme politique, comme une « vie dans l'amour et le fanatisme pour la cause péroniste ». Graciela met, elle aussi, explicitement en avant l'intensité qui marquait, au cours de cette période, son militantisme politique :

> « C'était une chose tellement… ça a été très intense. A tel point que ça s'est terminé [en 1976 elle cesse de militer] et à la fin de l'année je me suis séparée [de son mari], parce que c'était la seule chose qui m'unissait avec mon ex. On vivait en fonction de tout ce qui arrivait et puis on travaillait énormément ! Oui, c'était très intense».

L'amour, le fanatisme, l'intensité qui imprègnent le récit du vécu personnel de cet engagement politique trouve une correspondance au niveau collectif, dans ce contexte de forte activation et radicalisation politique qui marque le début de la décennie 1970. Le contexte politique correspond effectivement à un moment de forte valorisation de la politique, qui est vécu comme une sorte d'accélération du temps historique et de la transformation. La primauté de la politique est restituée dans les récits comme un processus collectif. La politique était en quelque sorte partout présente. Silvia raconte ainsi la naissance de son premier fils en 1974 :

> « Alors tu imagines l'effervescence générale. J'étais en train d'accoucher, en plus, mon premier accouchement et Hilda [la sage femme] commence à m'interroger sur les *Montoneros*, si j'étais d'accord ou si je n'étais pas d'accord avec les *Montoneros*. Et moi je lui disais que non, que je n'étais pas d'accord avec les *Montoneros*, parce qu'elle les aimait bien, alors elle me demandait pourquoi, et moi je lui disais qu'ils n'étaient pas péronistes mais marxistes, alors… mais tout ça au milieu de l'accouchement, c'est-à-dire moi je faisais des efforts pour réfléchir, répondre et bien argumenter au milieu des contractions. A un moment c'est l'infirmière qui a fini par nous couper. Tout ça parce qu'elle m'avait demandé quel nom je voulais lui donner, et je lui avais dit, si c'est un garçon, Juan Domingo »

Le caractère fortement expansif d'une politique qui s'infiltrait partout dément les frontières communément tracées entre le privé et le public, entre le collectif et l'individuel, dans une vie qui veut devenir entièrement politique. Dans l'expérience de Silvia, le sens politique s'infiltre non seulement dans le choix d'un nom pour l'enfant duquel elle est sur le point d'accoucher, mais aussi dans l'événement même de l'accouchement. Peu d'événements peuvent être considérés comme plus intimes et sans doute plus prenants que celui de donner naissance. Et pourtant, Silvia raconte comment dans cet acte-là, elle fait un effort pour discuter et argumenter sur les différentes orientations politiques et idéologiques du péronisme. Au-delà de l'anecdotique, l'extrait parle de la passion qui définissait le vécu de cet engagement politique et du militantisme.

L'accentuation de cette charge passionnelle peut sans doute être associée au contexte historique que les discours de cette génération mobilisent pour rendre compte de l'engagement pour le péronisme. Si le désir et l'espoir d'une transformation profonde de la société ont joué un rôle prépondérant dans cette tonalité particulièrement passionnée, c'est peut-être parce qu'ils se sont vus renforcés par les événements de la période. Le désir renvoie, selon la définition de Remo Bodei, à la dimension des espoirs différés, à une projection vers l'avenir, dont la réalisation est déterminée par des facteurs objectifs qui restreignent le champ des possibilités et des attentes (Bodei, 1997, p. XXII). Ainsi, désir et possibilités s'influencent

réciproquement : un accroissement des opportunités correspond à une extension du désir et réciproquement. Le cycle de protestation et d'activation politique qui s'ouvre en Argentine avec la révolte du *Cordobazo*, portant l'empreinte d'autres événements internationaux et régionaux clés de la période –la révolution cubaine, la guerre du Vietnam et les luttes de décolonisation, entre autres– peut être interprété comme un moment d'accroissement des opportunités pour la transformation politique. Sur le plan national, l'ouverture démocratique, le retour du leader péroniste, la fin de la proscription du parti, constituaient des signes d'une extension des limites du pensable et du possible politiquement. Cette perception du contexte n'est sans doute pas étrangère à ce vécu politique particulièrement « passionné ».

En ce qui concerne les activités de militantisme, spécifiquement encadrées par des collectifs péronistes, elles sont très diverses : mobilisations, propagande, réunions et lectures doctrinaires, travail social. La totalité des interviewés que nous inscrivons dans cette deuxième génération a milité dans une organisation syndicale (trois d'entre eux) ou dans des organisations politiques liées au PJ proscrit jusqu'en 1972, en particulier dans des groupes de jeunesse universitaire ou des organisations territoriales. Seulement la moitié d'entre eux poursuit aujourd'hui des activités de militantisme, deux dans des organisations syndicales et le reste dans différentes organisations associées au PJ. Tous continuent à se définir comme des militants, même ceux qui n'ont plus d'activité politique liée au péronisme depuis la dictature militaire.

La totalité des interviewés que nous incluons dans cette deuxième génération est passée, à une étape de sa trajectoire politique, par des groupes de jeunesse, avec des liens plus ou moins étroits ou organiques avec la puissante JP de l'époque. Nous verrons dans le point suivant que ce passage constitue un des enjeux qui organisent les discours sur la polarisation idéologique du mouvement fondé par Perón. La gravitation de la JP au cours de la première moitié des années 1970, au moment où la majorité des péronistes de cette génération initiait sa trajectoire politique, autoriserait une analyse de la branche juvénile du mouvement péroniste en termes de ce que Karl Mannheim (1990 [1ère ed. 1928]) appelle des « groupes concrets ». Si à un extrême, la « situation de génération » ne crée que la potentialité d'un ensemble générationnel –cimenté par la constitution de liens réels et d'orientations communes–, le groupe concret est, à l'autre extrême, le lien le plus puissant qui puisse être tissé entre les membres d'une même génération. L'« unité de génération » qui n'existe que sous la forme de ce « groupe concret » implique ainsi « l'affinité des contenus qui remplissent la conscience »

et une orientation commune par rapport aux problématiques historiques vécues (cf. chapitre 1).

Or, le passage par la JP et sa centralité dans le processus politique qui a marqué l'expérience de cette génération, a contribué à la construction d'une problématisation commune de certains enjeux de la période, mais non à celle de contenus partagés. Et ce en raison de la complexité et de l'hétérogénéité de la JP. Ce que l'on appelle communément la JP est en réalité un vaste conglomérat de collectifs de militantisme, formels et informels, d'orientation péroniste. Les premiers groupes de jeunesse (avec des orientations de gauche) apparaissent vers la fin des années 1950, mais le développement le plus important de cette branche juvénile a lieu au début de la décennie 1970. Au cours de ces années, la croissance de l'aile de jeunesse et de sa capacité de mobilisation est très vigoureuse, à tel point qu'elle éclipsera pendant quelques années les autres branches du mouvement.

La jeunesse péroniste se composait des organisations regroupées sous le nom de la *Tendencia Revolucionaria* (cf. chapitre 1). Mises à part ces organisations « officielles », il est possible d'identifier de nombreux groupes de jeunesse « informels », c'est-à-dire non organiquement liés au parti. D'ailleurs, presque la moitié des interviewés que nous inscrivons dans cette deuxième génération a milité, à un moment de leur trajectoire politique, dans des collectifs informels du péronisme (des *Ateneos*, associations de quartier, etc.) qui portaient la dénomination de jeunesse, sans faire partie, organiquement, de la JP. Ces groupes nourrissaient les colonnes de la JP lors des manifestations et des actes politiques. Pourtant, cela ne suffit pas à assurer leur « affinité » idéologique avec les organisations de la *Tendencia* et avec les orientations des *Montoneros*. En d'autres termes, militer dans des collectifs péronistes liés à la JP n'équivaut pas nécessairement à adopter l'orientation politique et idéologique de cette branche.

Ainsi, postuler une orientation commune de ce vaste et complexe conglomérat que constituait la branche juvénile du mouvement péroniste au cours de cette période, en la transformant en un « groupe concret » et unifié, ne peut se faire qu'au risque de simplifier sa richesse et sa diversité. L'analyse semble s'enrichir, en revanche, dans la prise en compte des parcours et des fluctuations, des rapprochements et démarcations, des oscillations et négociations des militantismes politiques –et de leurs collectifs d'inscriptions– par rapport aux instances « officielles » du mouvement péroniste.

Les enjeux de l'encadrement, les lieux de la contradiction

L'agir politique associé à la « vie militante » porte, comme c'est aussi le cas pour la génération précédente, la trace des significations contradictoires du péronisme : celle qui crée, d'un côté, les lieux et les formes pour l'agir politique, celle qui, de l'autre, les fait entrer dans les formes établies de la domination. Pourtant, ces tendances s'expriment ici d'une manière sensiblement différente de celles qui s'expriment dans les trajectoires des péronistes les plus âgés que nous avons interviewés. Plus que dans la génération précédente, la pratique politique des péronistes qui situent au cours des années 1970 leur expérience politique la plus intense est marquée par l'encadrement, par l'inscription dans des collectifs de militantisme liés au péronisme. Ce passage par ces collectifs de militantisme a fortement participé à la construction de leur intelligibilité du mouvement fondé par Perón. Ces militantismes peuvent avoir différents rapports avec les instances les plus formelles du péronisme de l'époque, mais ils constituent, le plus souvent, les espaces où priment les directives du leader et de la dépendance par rapport aux orientations « officielles » du mouvement péroniste. Le passage suivant rend compte de l'expérience de militantisme de Graciano :

> « *Quelles étaient les activités dans votre militantisme ?*
> Il y avait toute la partie de propagande. Et à part ça, nous avions des réunions doctrinaires. Là on analysait les discours de Perón, les derniers discours, les Bases, c'est-à-dire à peu près comment il voyait la situation et les directives qu'il envoyait à l'ensemble du péronisme. Bon, après on participait aux mobilisations, chaque chose était un acte. »

Pour Miguel, aussi, militer impliquait de « suivre le chemin que Perón signalait ». Cela ne suffit pas à masquer sa révolte contre la forte verticalité des espaces de militantisme :

> « Une fois je suis allé à une réunion de la JP, et c'était une réunion tendancieuse, elle était dirigée par je ne sais plus qui, ils avaient tout organisé. Et nous il fallait nous battre pour nous faire fermer la bouche, à la fin, nous avons renversé la réunion. Il y avait un militant d'une autre zone qui disait 'nous ne voulons plus être les *boys scouts* de la politique', parce qu'ils nous envoyaient toujours jouer dehors, comme les enfants, et quand est-ce qu'on entre dans la politique ? On apprend des choses de tout ça. Moi je crois que si tu es dans un endroit c'est pour être quelqu'un, ou pour prendre part à quelque chose et donner ton opinion. Sinon je reste tout de suite chez moi. Aller à une réunion juste pour faire nombre, ça ne m'intéresse pas ».

Le rapport à la verticalité de ces espaces n'exclut guère les tensions, les critiques et la révolte, la confrontation avec la manière dont Miguel conçoit sa pratique politique. Le poids

des mots qu'il utilise est ici très parlant : « être quelqu'un », « donner son opinion », « prendre part », réclamer en définitive une participation pleine, qui produit des effets sur la scène politique, se construire en tant que sujet politique, interlocuteur reconnu : « entrer dans la politique ». Cette tension peut également entraîner les débordements par rapport à ces espaces d'encadrement. Miguel participe quelques années plus tard, au moment du retour de la démocratie, à la création de la JP dans la ville où il habite. Il continue dans cet espace renouvelé à revendiquer une indépendance par rapport aux orientations des instances les plus formelles du péronisme :

> « *Vous étiez organiquement lié au PJ ?*
> Au début oui. Après, en raison de quelques désaccords par rapport à certaines activités nous nous sommes déliés. Ils voulaient que nous dépendions directement d'eux et nous étions plus pour prendre de décisions de manière indépendante. Nous faisions même des travaux en commun avec les jeunesses radicales, du MID, socialiste ou communiste… c'était un mouvement politique très vaste »

Non seulement il est possible de rechercher une indépendance par rapport à la verticalité des espaces de militantisme liés au péronisme, mais l'inscription dans les différents collectifs se négocie en permanence. Le militantisme apparaît rarement fixé à un seul espace politique. Dans nombre de trajectoires de péronistes âgés de 45 à 55 ans, ces années d'intense militantisme ressemblent à un transit par différents collectifs et différentes manières de traduire leur engagement pour le péronisme dans une pratique politique concrète. Et cette négociation suit souvent l'évolution de l'équilibre des pouvoirs entre les différents secteurs, problématisés en termes idéologiques, à l'intérieur du péronisme. Juan raconte dans le passage suivant sa trajectoire militante :

> « J'ai commencé à militer en 69, 70. C'était au moment du *Cordobazo*. J'ai même fait le voyage de Buenos Aires [à Córdoba], je suis arrivé en retard… ça a été toute une histoire. Mais en 69 je commençais l'université et je militais déjà, j'étais lié au péronisme depuis l'école secondaire. En 67 ou 68 nous avions un groupe de gens liés au péronisme, c'était des secteurs nationalistes et nous nous réunissions à *Santos Lugares*. Il y avait même une influence importante de certains prêtres de mon école - j'allais à une école religieuse - qui ont été après co-fondateurs du mouvement des Prêtres pour le Tiers Monde. J'étais déjà intégré dans ces groupes-là, j'étais déjà défini par ces groupes. Après, à l'université j'ai eu une expérience avec des secteurs de la gauche, mais ça ne m'a pas convaincu.
> *Des secteurs de gauche de quelle orientation ?*
> Des secteurs de la gauche indépendante, ils sympathisaient avec le guevarisme, mais je me suis tout de suite orienté, en 70, 71… j'ai milité un temps dans la *Tendancia* et après, en 72, quand la confluence de secteurs de la *Tendencia* avec la gauche a commencé, avec les FAR et d'autres, je me suis intégré dans des secteurs plus orthodoxes du péronisme.
> *Pourquoi ?*

> Parce que je n'étais pas très convaincu par l'orientation politique que développait la *Tendencia*, du point de vue idéologique. J'ai toujours pensé que c'était lié à ma formation plus péroniste, de famille péroniste. J'ai pris mes distances avec les positions de la gauche péroniste en 72. Après je me suis intégré dans des groupes du *Frente Estudiantil Nacional*[145], plus liés au secteur orthodoxe du péronisme. En 1974 je suis parti et je suis resté indépendant, je travaillais dans des projets culturels dans un quartier à *San Martín*.
> *Vous étiez lié organiquement au péronisme ?*
> Non, pas organiquement, je travaillais avec des péronistes dans des projets territoriaux. »

Dans la trajectoire de Juan, ces quelques années de militantisme, qui représentent seulement cinq ans dans l'extrait, apparaissent comme un parcours marqué par différentes inscriptions et collectifs péronistes, avec des rapports plus ou moins étroits avec la structure la plus formelle du mouvement à l'époque. D'après ses propos, ces différents déplacements sont liés à la recherche permanente d'un espace où développer une pratique politique qui corresponde à son intelligibilité du péronisme, c'est-à-dire à sa « formation plus péroniste » que la gauche péroniste, qu'il ne retrouve pas non plus dans les secteurs qu'il appelle « plus orthodoxes » et qui le mène, vers la fin de cette période, à une pratique indépendante. Juan commencera quelques années plus tard, en 1977, un militantisme syndical, qui se poursuit encore aujourd'hui par un travail dans la structure du syndicat des travailleurs publics. Cette recherche exprime, comme dans nombre de trajectoires des interviewés de cette génération, l'existence d'une marge d'autonomie par rapport à ces espaces d'inscription de la pratique politique, à un moment où la violence des affrontements entre les différents secteurs du péronisme ne cessait de croître.

Certes, ces déplacements à l'intérieur du péronisme ne sont pas tous identiques et ils ne conduisent pas toujours, comme dans le cas de Juan, à une pratique indépendante de la structure du péronisme. Mais tous rendent compte, avec plus ou moins d'intensité, que l'inscription des pratiques militantes au sein des différents collectifs péronistes est, pour les interviewés appartenant à cette deuxième génération, l'objet d'une négociation permanente. Cette négociation exprime, en définitive, le fait que la correspondance entre les manières de concevoir le péronisme n'a pas une unique traduction, immédiate et naturelle, dans une pratique politique dominante, et que cette correspondance porte depuis le début des trajectoires politiques, la trace de la tension et de la contradiction.

[145] Le FEN est une des organisations universitaires qui se développent au cours de la dictature de Juan Carlos Onganía. Dirigée par Roberto Grabois, elle se proclamait, à ses débuts, « nationaliste, révolutionnaire, anti-impérialiste et partisane du péronisme révolutionnaire » (Gillespie, 1998, p. 96).

4.2.2. De la contradiction à la crise

Si, dans le cas de cette deuxième génération, la contradiction inhérente à ces lieux et à ces formes de l'agir politique lié au péronisme se manifeste depuis le début des trajectoires politiques, elle se développe largement à partir de la dictature militaire. Elle se cristallise de manière privilégiée, comme pour la génération précédente, dans le rapport aux structures les plus formelles du péronisme (parti, syndicat) et aux hommes qui le représentent sur la scène politique. Pourtant, dans cette deuxième génération, les effets de cette contradiction et les stratégies mises en place pour la résoudre sont sensiblement différents.

La dictature militaire constitue un marquage qui n'a, bien évidemment, rien de contingent. Elle est au contraire, dans les récits de cette génération, un puissant point de rupture. La volonté refondatrice et régénératrice du dit « *Proceso de Reorganización Nacional* » constitue un axe qui est le plus souvent mis en avant par les analyses politiques et sociologiques[146]. Selon certaines interprétations, la profonde crise politique et économique des années qui précèdent le coup d'Etat –accélérée après la mort de Perón–, ainsi que la quasi dissolution du pouvoir gouvernemental, expliqueraient l'intensité de cette rupture. Il s'agissait, pour les forces armées qui s'emparent du pouvoir, de régénérer les racines de la société argentine en mettant fin à certains modèles de sa reproduction sociale et économique. Selon Cavarozzi (1983), bien que cette tentative de restauration ait des éléments communs avec les différentes formules militaires et civiles mises en place à partir de 1966 –notamment le caractère totalisateur des conceptions qui les ont inspirées– en 1976 l'idéologie du gouvernement *de facto* est encore plus « révolutionnaire » dans l'objectif d'établir un gouvernement des forces armées pour la réalisation d'un changement profond de la société argentine. Selon l'image utilisée par cet auteur –qu'il emprunte aux analyses de Francisco de Oliveira– il s'agissait, pour le gouvernement militaire, de creuser un « nouveau lit de fleuve » qui permettrait que le processus d'accumulation et les rapports sociaux se réorientent de manière automatique en accord avec de nouveaux paramètres (Cavarozzi, 1983, p 63).

Ainsi, la répression, qui a constitué une vraie politique systématique de terrorisme d'Etat, sous l'objectif de la « guerre contre la subversion », cherchait à éliminer toute activité de protestation sociale, toute forme d'expression critique ou politique du mouvement social. De même, le modèle économique appliqué, centré sur l'idée du marché comme organisateur

[146] Voir par exemple Cavarozzi, (1983) et O'Donnell (1997), entre autres auteurs.

principal de la société, confluait vers cet objectif plus global de modification du système de relations sociales dans son ensemble. Selon Cavarozzi, cette tentative n'a pas réussi à faire du marché un principe « universel » et « naturel » de l'organisation sociale. Mais sa systématicité et son intensité ont eu des impacts très profonds sur la société argentine, en affaiblissant des solidarités sociales et associatives, et en consolidant des comportements atomistiques et de repli sur la vie privée[147].

Ce contexte a eu, bien entendu, un impact très profond sur les pratiques de militantisme des péronistes de cette deuxième génération. Cet impact se manifeste fondamentalement par l'affaiblissement de l'activisme politique et par la dissolution ou la dislocation des collectifs d'inscription. Dans nombre de cas, cela équivaut à l'interruption de la pratique politique, du moins au cours des premières années de la dictature, même si les liens et les contacts avec les membres des anciens groupes de militantisme se maintiennent. Dans certains cas, le militantisme se renoue après la dictature militaire, prolongeant des actions ponctuelles entreprises dans la dernière période du gouvernement autoritaire. C'est le cas pour Graciano par exemple, qui, à partir de 1981, commence à participer à quelques manifestations d'opposition et à des initiatives du mouvement des droits de l'homme, avant de reprendre un travail politique dans une unité de base en 1983. D'autres péronistes de cette génération poursuivent leurs activités de militantisme au cours de la dictature, non pas dans les mêmes collectifs d'inscription mais dans la recherche d'interstices et de nouveaux espaces. C'est le cas de Liliana par exemple, qui militait dans la JTP avant le coup d'Etat, et qui alterne pendant les années de la dictature entre des périodes d'exil et des périodes de militantisme dans le pays :

> « Pendant l'époque de la dictature j'ai dû quitter l'université, j'ai dû partir un moment à l'étranger, mais après j'ai pu rentrer. On a commencé à travailler avec l'église, avec des secteurs progressistes de l'église, pour pouvoir continuer à organiser le péronisme depuis un

[147] Dans le cas des secteurs ouvriers et travailleurs, cette atomisation et dissociation a eu des effets particulièrement profonds. Les politiques mises en place par la dictature ont explicitement cherché à déstructurer le puissant mouvement ouvrier et la capacité des secteurs travailleurs à se constituer en acteur collectif, dans le but de désamorcer les « vieilles habitudes populistes et corporatistes ». Les salaires et le travail industriel manifestent une baisse importante dans les premières années de la dictature. La répression des activistes syndicaux et des délégués est très intense, souvent facilitée par l'explicite collaboration des entrepreneurs. Il s'agissait de « rétablir un climat d'autorité » dans les entreprises, la détention ou la disparition des délégués syndicaux dans les lieux de travail a été très fréquente. Le gouvernement clôture, par ailleurs, la vie politique et syndicale dans le pays, met sous tutelle la CGT et les syndicats les plus importants, élimine le droit à la grève et les conventions collectives. Les résistances ponctuelles ont été importantes, mais globalement cette politique a eu du succès : entre 1976 et 1981 on constate une démobilisation significative des travailleurs (Suriano, Lobato, p.122). Selon Cavarozzi, ces années qui correspondent au gouvernement de Videla constituent la période la plus étendue d'inactivité ouvrière depuis 1943 (Cavarozzi, 1983, p. 65).

secteur où ils ne puissent pas nous localiser si facilement. Mon mari était un dirigeant péroniste de la CGT avant le coup d'Etat, alors nous participions tous les deux au militantisme politique. Après j'ai commencé à avoir des contacts avec des gens à *Lomas* [district de la banlieue de Buenos Aires] et nous avons commencé à travailler très fort avec les organismes des droits de l'homme.
C'était encore sous la dictature ?
C'était encore sous la dictature, c'était une sale période pour nous ».

Les anciens collectifs de militantisme cessent d'encadrer les pratiques politiques, généralement du fait de leur dissolution –comme c'est le cas de l'*Ateneo de la JP* où militait Graciano– ou de la proscription, comme la JTP où militait Liliana. Dans ce dernier cas, l'extrait cité rend compte de la recherche de nouveaux espaces où renouer la pratique politique, ces espaces étant marqués par leur instabilité et par l'irrégularité des militantismes qu'ils sont en mesure de véhiculer. La trajectoire de Juan, qui avait développé une activité militante territoriale dans le péronisme avant le coup d'Etat et qui commence des activités syndicales pendant la dictature, en est un autre exemple :

« J'ai commencé à militer dans l'activité syndicale en 1977, en pleine dictature, dans un processus disons, de clandestinité. Depuis 1972 je travaillais dans une banque. On m'a licencié à cause d'une grève que j'ai dirigée… en plus ça m'a presque coûté la vie, parce qu'on est venu nous chercher. Mais on nous a sauvés.
C'était en quelle année ?
1978. J'avais commencé à établir des contacts avec le syndicat des employés de banque. C'est-à-dire, d'un côté je donnais des cours de formation politique avec le syndicat des employés publics et d'un autre côté je militais syndicalement avec les employés de banque mais de manière absolument clandestine. Alors on a eu un conflit avec la Banque C. et on a failli nous nous embarquer, on s'est sauvés parce qu'un des gérants de la Banque C. qui était un ami à moi, bon, il m'aimait bien, il était de Puerto Rico, il ne nous a pas dénoncés, il nous a couvert quant on est venu nous chercher. Dans la section de Buenos Aires du syndicat des employés de banque c'était la marine en plus, c'était terrible[148]. Après je ne trouvais pas de boulot parce qu'on demandait des rapports… et en 1980 j'ai commencé à travailler dans la fonction publique. C'était l'œuvre sociale du secrétariat d'industrie et de commerce. Le directeur n'a pas demandé les rapports sur les gens qu'il embauchait à la SIDE [*Secretaría de inteligencia del estado*]. Et là j'ai renoué mon rapport avec le syndicat des employés publics. Mais deux ans après on m'a licencié parce que j'avais commencé à militer dans le syndicat … après la guerre des Malouines j'ai été réincorporé. »

Les activités politiques et les collectifs dans lesquels Juan s'inscrit se caractérisent à nouveau, comme dans le récit de Liliana, par l'instabilité, la précarité, l'irrégularité. Dans un contexte marqué par la volonté explicite du gouvernement militaire d'étouffer non seulement

[148] A partir du coup d'Etat, les trois armées, de terre, de l'air et la marine se sont assignées différentes zones géographiques de compétence pour la « lutte anti-subversive ». Luis Alberto Romero signale que ces différentes armées ont même établi une sorte de concurrence pour démontrer leur « efficacité » dans la répression, ce qui lui a donné parfois une physionomie anarchique et compartimentée, sans que cela contredise le caractère systématique et planifié de l'opération de répression mise en place par le gouvernement dictatorial (Romero, 2001, p. 208).

toute sorte d'engagement politique, mais aussi toute constitution d'un collectif, « vivre comme péroniste », équivaut au risque d'en mourir. La politique cesse d'être passionnément collective, pour devenir clandestine et dangereuse. Il s'agit donc dans la plupart des cas, de pratiques plus ponctuelles, entrecoupées par des périodes de repli, qui ont du mal à se fixer sur des collectifs stables d'inscription de la pratique politique.

Pour les péronistes appartenant à cette deuxième génération, cette période laisse une trace puissante et durable dans la manière de concevoir leur identification politique et dans l'évolution des pratiques politiques qui lui sont liées. Elle constitue, dans les trajectoires politiques, un premier moment de dislocation du rapport entre les pratiques militantes et les collectifs d'inscription péronistes. Il s'agit, dans les trajectoires des acteurs, d'un des premiers moments où le péronisme des conceptions politiques trouve difficilement une traduction dans des pratiques de militantisme associées à des espaces politiques péronistes. Cette dislocation se renforce dans les décennies suivantes, en particulier à partir de la période ménémiste, du fait du conflit lié à la non correspondance de leur conception du mouvement fondé par Perón avec ses instances officielles et ses représentants sur la scène politique.

En effet, au cours des vingt dernières années, la tension par rapport aux instances de représentation du péronisme s'exacerbe : le rapport entre la manière dont les péronistes de cette génération conçoivent leur identification politique et les instances qui le représentent sur la scène politique devient de plus en plus problématique. Dans le cas de cette génération, cette tension se traduit par la difficulté à faire correspondre une intelligibilité spécifique du péronisme avec une pratique politique concrète, encadrée par des collectifs de militantisme. La décennie ménémiste est perçue comme le moment où cette tension devient pleinement conflit. Pourtant, comme les péronistes les plus âgés, ceux de cette deuxième génération analysent l'expérience ménémiste dans la continuité avec une transformation politique plus globale, qui la précède et l'excède. Le passage suivant rend compte de l'appréciation de Osvaldo sur la décennie ménémiste :

> « L'étape de Menem dans le péronisme, comme philosophie, nous a beaucoup frappés.
> *Pourquoi elle vous a frappé ?*
> Parce qu'elle nous a mis, dans un premier temps, dans une contradiction entre ce que nous disions et comprenions comme étant la défense d'un gouvernement péroniste, le gouvernement de Menem, et en tant que militants nous défendions ce gouvernement, en contradiction avec ce que nous voyions dans les faits, dans les actes, dans le jour à jour, nous

ne voyions pas reflété le bonheur de notre peuple, et si ça ne se voyait pas, il y avait quelque chose qui ne marchait pas.
Et comment vous résolvez cette contradiction ?
En tentant de construire quelque chose qui puisse occuper les espaces que cette structure ménémiste doit laisser. Alors tu me demandes comment pouvez-vous, en tant que groupe, occuper un espace comme celui que Menem a au niveau national ? Mais nous le pensons depuis le quartier, le district si tu veux. Cette même structure est partout. Bon, nous, dans notre district, nous luttons pour que la politique soit autre chose. Mais je veux te faire remarquer… parce que sinon on peut croire que le problème c'est Menem. C'est un système qui est venu. A un moment il s'est appelé Menem, mais il s'appelait aussi Alfonsín, Martínez de Hoz, De la Rúa… il s'appelle aussi Duhalde. Et ce système, c'est les affaires de la politique. »

Osvaldo résume, dans cet extrait, plusieurs éléments qui sont le plus souvent présents dans l'interprétation que cette deuxième génération élabore sur l'évolution du péronisme au cours des dernières vingt années et sur les stratégies qu'elle développe. Le premier élément est l'articulation de cette tension avec les instances de représentation du péronisme sur la scène politique à une transformation politique majeure, globale. Comme dans les discours de la génération précédente, cette transformation est principalement attribuée à l'irruption dans l'espace de la politique d'une logique qui, selon les évocations, lui était autrefois étrangère. Du fait de ce rapprochement, le champ politique se vide progressivement de politique. Dans le récit de Osvaldo, un péronisme qui habite un espace vidé de politique est un péronisme qui ne « reflète » plus les noms et les visages du peuple. Le deuxième élément est que cette évolution du mouvement fondé par Perón, faisant partie de cette transformation politique majeure, y introduit pleinement l'idée de contradiction. En effet, dans les discours de cette deuxième génération, la division entre le « vrai » et le « faux » péronisme est beaucoup moins présente. Cette division permettait, dans nombre de discours des péronistes les plus âgés que nous avons interviewés, de conserver leur identité politique libre de contradiction. Comme nous le verrons plus en détail, dans cette deuxième génération, cette dissociation, sans disparaître, cesse d'être dominante. Cela se traduit par une conception du péronisme qui intègre pleinement la contradiction qui le travaille et dessine une puissante indéfinition de ce mouvement politique. Nous verrons que cette indéfinition se développe largement dans le cas de la troisième génération. Troisième élément, cette évolution « frappe », pour reprendre l'expression de Osvaldo, de manière privilégiée le cœur même de la manière dont cette génération liait identification et pratique politiques : le militantisme. Ce conflit se résout dans le cas de Osvaldo, par la mise en place d'une stratégie qui était déjà présente dans la première génération : le repli sur des espaces de militantisme locaux, de proximité, nettement différenciés des orientations politiques au niveau national. Cette stratégie, comme nous le

verrons en détail, n'est pas la seule que les péronistes de cette génération mettent en place pour maîtriser la contradiction.

Des idéaux à la politique rentière

La référence à une logique économique qui envahit les espaces de la politique, entraînant une transformation majeure, est presque unanime dans les discours de cette génération sur le temps présent du péronisme –elle est d'ailleurs commune aux discours des trois générations. Il s'agit d'un grand renversement par rapport aux années 1970 qui correspondent, dans leurs trajectoires, à un intense militantisme. Dans leur perspective, c'est aujourd'hui l'économique et non pas le politique qui est partout présent, en tant que logique dominante, comme le montre l'extrait suivant du dialogue avec Silvia :

> « Le problème est que le capital, le capital financier s'est emparé de tout, il gère le monde, les instances de pouvoir, il met des conditions terribles aux nations… alors rien n'est plus ce qu'il était supposé être. Les gouvernements ne peuvent pas résoudre l'économie parce qu'elle n'est pas entre leurs mains, parce que ça se résout ailleurs. Alors ce gouvernement n'a pas de légitimité ».

Le rapport entre le politique et l'économique ou le financier est, dans le récit de Silvia, de pure subordination. « Rien n'est ce qu'il était supposé être », tout présente l'apparence d'autrefois et masque la différence. Le champ politique ne conduit guère au pouvoir, il ne mène pas à une participation pleine dans le temps fort de la transformation mais à un gouvernement qui ne peut construire aucune légitimité. Passage contrasté, qui s'accomplit depuis plus de deux décennies, du volontarisme politique à l'impuissance économique. Osvaldo établit, dans l'extrait suivant, une étroite liaison entre cette transformation politique globale et la tension par rapport aux instances de représentation du péronisme. Le résultat de cette évolution est, selon lui, une profonde « crise d'identité » au sein du mouvement fondé par Perón :

> « Le problème est que les référents, les dirigeants, les fonctionnaires du mouvement ne sentent plus comme des péronistes, ils sont très loin de sentir comme des péronistes.
> *Et pourquoi le péronisme a aujourd'hui ces référents ?*
> Parce que nous sommes rentrés dans une crise d'identité très profonde, peut-être la plus profonde de son histoire, c'est-à-dire qu'est-ce que c'est être péroniste ? Ça c'est une recherche aujourd'hui, à un moment c'était clair, aujourd'hui c'est une recherche permanente. On a privilégié la politique pour la politique même, pas la lutte pour les idéaux, les valeurs, les principes, la cause. Et pourquoi on a permis ça ? Parce que le plan contre le péronisme a mis

> tout ce temps [à se réaliser]. Tu sais ce que les ennemis du péronisme ont compris ? A un moment ils ont dit, le péronisme existe parce que Evita existe, le moteur révolutionnaire du péronisme. Alors ils ont combattu Evita et ils ont cru que le destin était de leur côté parce que Evita mourait de cancer. Evita est morte et ils se sont rendu compte que le péronisme était encore vivant. Alors ils ont compris qu'ils devaient chasser Perón de l'Argentine. Ils ont chassé Perón de l'Argentine et le péronisme continuait à vivre. Alors ils ont compris qu'il fallait interdire le péronisme, et ils ont créé la proscription du péronisme. Tu ne pouvais pas avoir une photo de Perón, tu ne pouvais rien avoir. Et la résistance péroniste est née. Alors ils se sont rendu compte que ni avec la mort de Evita, ni avec l'exil de Perón, ni avec la proscription ils ne pouvaient en finir avec le péronisme. Alors ils on compris que Perón devait mourir, c'est-à-dire ils l'ont laissé venir, vieux, sénile, parce que de toutes manières il mourrait en deux ou trois ans. Mais Perón est mort et le péronisme restait en vie. Alors ils ont conclu que ceux qu'ils devaient tuer c'étaient les péronistes. Ils ont tué une grande quantité de compagnons, et ils en ont laissé une autre grande quantité complètement folle. Et ce qu'il y a de plus grave c'est que dans leur ardeur à en finir avec le péronisme ils en ont fini avec la politique. Pourquoi ça a été possible ? La politique rentière. L'amour, le fanatisme dont je te parlais, l'amour pour la cause a été dépassé par les affaires de la politique [*el negocio de la política*] ».

D'après les propos de Osvaldo, la tension avec les instances de représentation publique du péronisme et les hommes qui les dirigent devient ouvertement conflit et crise. L'apparition de ce conflit est encadré par le processus qui transforme la politique de la « lutte » et de « l'amour pour la cause » en une politique « rentière », processus faisant partie d'un « plan contre le péronisme » qui ne se réalise que dans le péronisme actuel : un péronisme qui, selon Osvaldo, participe de la mort du péronisme. Ce péronisme sans péronisme cristallise un champ politique vidé de politique, ou plus précisément, envahi par une logique rentière qui lui était étrangère et qui signifie la négation même de la politique. L'image spéculaire de ce champ politique vidé de politique qui reflète un péronisme vidé de péronisme est une des grandes constantes de l'interprétation de l'évolution du mouvement fondé par Perón que partagent les trois générations analysées. Cette image résume la revendication d'une identification politique qui ne trouve pas de représentation dans la scène politique actuelle du pays. Au cœur de ce politique et de ce péronisme vidés des significations que cette génération lui attribue, se trouve le processus d'imbrication profonde du politique et de l'économique, ou plus précisément, la subordination du politique à l'économique. Dans notre analyse, comme nous l'avons vu dans le cas de la première génération, ce processus manifeste la négation même de la politique, au sens défini par Rancière, et l'empire de la simple domination des riches sur les pauvres, de l'ordre naturel de la domination dépurée des interruptions politiques, des revendications égalitaires dont les figures populaires sont porteuses.

Mais à la différence de la génération précédente, le fait d'exclure ces représentants du péronisme tel que les interviewés le conçoivent et le définissent, le fait de réaffirmer qu'ils « sont loin de sentir comme des péronistes », ne suffit pas à réabsorber complètement la tension. Comme nous l'avons signalé dans la première section, pour la génération la plus âgée, le péronisme n'est pas contradictoire mais trouve difficilement une expression dans les structures établies de la politique. La contradiction entre ses différentes significations se résout par la localisation de ces deux significations principales dans deux espaces politiques différents ; la contradiction est ainsi réabsorbée par la tension avec les instances de représentation du péronisme sur la scène politique actuelle. Cette nette différenciation fait naître deux péronismes en opposition, le « vrai », celui qui se construit dans l'expérience passée et dans les espaces de militantisme de proximité ; le « faux » péronisme qui habite les structures politiques établies. Dans le cas de cette deuxième génération, la tension avec les instances de représentation ne réabsorbe pas complètement la contradiction constitutive du péronisme, et ce en raison des différentes expériences politiques sur lesquelles chaque génération construit son intelligibilité du péronisme. Cette tension laisse donc apparaître la contradiction, qui prend le plus souvent la forme de l'indéfinition. « Crise d'identité » pour Osvaldo, « un péronisme difficile à situer » pour Graciela, c'est en effet dans les récits de cette génération que l'interrogation sur ce qu'est le péronisme commence à se poser avec insistance. Elle se posera de manière plus pesante pour la troisième génération. Dans le récit de Juan :

> « Une bonne question est celle de savoir ce qu'est le péronisme aujourd'hui. Je ne sais pas. C'est en discussion. Qu'est-ce que c'est ? C'est le modèle néo-libéral actualisé ? C'est un projet de construction à travers la transversalité comme celui de Kirchner ? Ou ce sont les fiefs des provinces qui distribuent des salaires de l'Etat local ? »

Cette indéfinition du péronisme, qui naît de l'exacerbation –ou finalement de la résolution– de son ambiguïté constitutive, a de profonds effets sur les façons de lier cette identification à une pratique politique. Le militantisme comme philosophie de vie, comme engagement qui organise l'expérience dans sa globalité n'a ni de place dans le champ politique actuel, tel qu'il est décrit dans les discours, ni d'objet défini dans le péronisme. D'après les propos de Graciela, dont le récit porte sur la période des élections présidentielles de 2003 :

> « On est dans un moment très particulier, à mon avis. Je ne milite pas aujourd'hui, parfois j'en ai envie, mais de qui je vais me rapprocher ? Pour faire quoi ? Parce qu'il y a eu beaucoup de

déception. Beaucoup de déception, alors… Bon, je vais chercher une UB près d'ici, quelque chose. Mais je dois entrer et demander : qui allez vous soutenir ? Et s'ils me disent Menem… ah, bon, merci, je voulais seulement savoir. Et après aller à une autre… tout est tellement divisé. »

La survie de la vie militante

Les effets de l'exacerbation de la contradiction au sein du péronisme se manifestent de manière privilégiée dans les activités militantes. Et ce en raison de la centralité de la figure du militant dans cette génération, ainsi que des enjeux qui se manifestent au sein des espaces de militantisme. Comme nous l'avons déjà signalé, suivant les analyses de Levitsky dans l'ouvrage cité au début de ce chapitre, les espaces et collectifs d'inscription de la pratique politique assuraient un rôle politique majeur : une fonction centrale de médiation entre les bases péronistes –les militants inclus– et les structures les plus formelles du péronisme au niveau des provinces et de la nation. Lorsque ces structures qui renvoient à la scène politique ne sont pas perçues comme nécessairement péronistes, cette médiation devient de plus en plus problématique. Juan souligne dans l'extrait suivant la différence entre les divers espaces du militantisme politique :

« *Avez-vous eu une activité de militantisme dans le PJ ?*
J'ai été conseiller du parti dans les années 80, je ne me souviens plus quelle année, je crois que c'était en 87. Je suis arrivé là au travers de la CGT, par une gestion de Saúl Ubaldini. Conseiller. C'est la seule liaison organique que j'ai eue avec le PJ dans ma vie.
Vous n'avez donc plus de militantisme politique ?
Non, je me suis fixé sur l'activité syndicale, jusqu'à aujourd'hui.
Pourquoi ?
Parce que dans l'activité syndicale tu défends des choses concrètes. L'activité politique aujourd'hui s'est transformée en une vente de voix totalement commerciale. Je ne suis pas d'accord en général avec la pratique politique d'aucun parti et du péronisme non plus. »

La pratique politique encadrée par un parti politique a été envahie par une logique commerciale. Elle obture plus qu'elle ne permet la participation, la réalisation des « choses concrètes ». Juan s'est donc replié sur l'activité syndicale qu'il définit aujourd'hui comme « l'espace naturel du péronisme ». Même si le syndicat dans lequel il travaille a accompagné les deux gestions de Carlos Menem, Juan met en exergue la « l'ouverture » qui y règne, lui permettant de continuer à y travailler pour le péronisme : « ce n'est pas aussi fermé qu'on peut le croire. En plus, dans le syndicat, il y a un fort développement thématique, alors dans chaque secteur tu n'as pas de problèmes pour travailler. Tu peux générer des choses qui vont même à l'encontre de la position politique du syndicat ». Pour Juan comme pour Osvaldo, une

des stratégies mises en place pour continuer à traduire l'identification au péronisme par une pratique politique concrète, consiste a mettre en valeur les espaces de proximité, l'espace local du militantisme, qu'il s'agisse du quartier, du district ou d'un secteur spécifique d'un syndicat.

Cette stratégie, que nous retrouvons aussi dans nombre de trajectoires de la première génération n'est pas la seule que l'on retrouve dans les trajectoires de cette génération intermédiaire. Elle s'articule très souvent à la diversification des espaces et des collectifs de militantisme liés à l'engagement politique, et à une tendance à une plus grande extériorité par rapport aux instances de représentation du péronisme, par rapport aux structures établies de la politique. C'est notamment le cas de Graciano, qui commence à militer dans le péronisme en 1971, dans un groupe qui se détache de la jeunesse péroniste et qui fonde, dans un quartier nord de la Capitale, un *Ateneo de la JP*.

Graciano est né en 1949. Son père était espagnol, arrivé en Argentine en 1947. Sa mère provient de *Santiago del Estero*, une province au nord-ouest du pays. Tous deux se sont installés à Buenos Aires en 1947. Ils reprennent à cette époque-là une charcuterie dans un quartier au sud de la capitale, qu'ils vont gérer jusqu'au milieu des années 1980. Les références familiales sont, dans la trajectoire de Graciano, plutôt faibles : son père était anti-péroniste, sa mère était « idéologiquement proche du péronisme », selon Graciano, mais ne s'est pas engagée dans des activités militantes. Au début des années 1970, Graciano entreprend des études de philosophie qu'il n'achèvera pas. Il commence à travailler à cette époque-là comme employé dans une pharmacie, où il demeure pendant plus d'une décennie. Dans les années 1980 il reprend l'épicerie de ses parents. Il se marie en 1973 avec Silvia, qui militait comme lui à l'Ateneo à cette époque-là. Ils divorceront en 2001. Ils ont quatre enfants âgés de 27, 26, 22 et 22 ans au moment de l'entretien.

Le début de la trajectoire politique de Graciano est lié d'abord à un militantisme universitaire qui le mène ensuite vers l'*Ateneo*. Ce militantisme dans *l'Ateneo* incluait dans les années 1970 des activités très diverses. Les activités politiques gravitaient autour de deux objectifs centraux. Le premier est l'organisation des mobilisations. Le deuxième correspond aux tâches de prosélytisme dans le quartier. Ces activités se traduisaient également par des réunions de formation politique et doctrinaire et l'analyse des directives de Perón et de ses envoyés lorsque celui-ci était encore exilé.

L'*Ateneo* n'était pas inscrit dans la structure formelle du parti péroniste, le nom (athénée) désigne d'ailleurs en général des associations scientifiques ou culturelles, mais cette association affichait explicitement son caractère péroniste et les activités que Graciano y réalisait étaient étroitement liées aux activités du parti et confluaient vers l'expression publique du péronisme de l'époque. En 1973, le groupe de l'*Ateneo* installe une UB pour collaborer à l'organisation des campagnes présidentielles. Graciano participe au travail de prosélytisme, d'affiliation des voisins et à l'organisation des mobilisations. Ces activités politiques, au sein de *l'Ateneo* et de l'UB, s'articulaient à une série d'activités sociales et culturelles dans le quartier : organisation de campagnes de vaccination, fêtes et rencontres de quartier, activités d'appui scolaire et acheminements des programmes d'aide sociale vers le quartier. Dans le récit de Graciano, un même espace, *l'Ateneo*, parvenait à intégrer des activités très hétérogènes, en les nouant à un même objectif de caractère politique : maintenir et renforcer la pénétration du péronisme au sein des secteurs populaires. Cette expérience de militantisme s'interrompt au moment du coup d'Etat de 1976, lorsqu'il doit démonter à toute vitesse l'UB. Elle est rouverte dans les mêmes locaux six ans plus tard, à l'occasion de la première campagne présidentielle de la période démocratique. Dans le cas de *l'Ateneo* et de son UB, le va-et-vient entre les structures formelles du péronisme et les unités informelles était très fluide, ces unités assuraient un rôle central de médiation entre les bases péronistes d'une part, et le parti et ses représentants au niveau de la province ou de la nation d'autre part. Pour Graciano, cette forme de militantisme s'est fortement modifiée dans les dernières décennies :

> « Moi je participe à nouveau depuis l'année 80, 79, 80 je reprends le militantisme qui, pour moi, a été très important et avec le temps je me rends compte de l'importance que ça avait. Surtout maintenant que je suis proche de la maladie.
> *Dans quel sens ça a été important ?*
> Parce que c'était une manière de vivre. Je disais que les seules choses qui ont été importantes pour moi dans la vie c'était le militantisme péroniste et ma famille. Après, les autres choses, je ne les prenais pas vraiment au sérieux. Le militantisme c'est l'endroit où tu faisais des choses, tu demandais aussi des choses et tu ne les demandais pas pour toi. Une gestion, une démarche, parfois même un subside, un peu le travail de ce qu'on appelle les *punteros* politiques de quartier. Aujourd'hui, tout est plus professionnalisé si l'on veut, il existe aussi beaucoup plus de misère, de chômage, beaucoup de codes de comportements ont changé, de manières de travailler. C'est toute une chaîne… même le péronisme, comme c'est le cas avec Menem, s'est converti au néo-libéralisme, à la patrie financière. »

C'est en 1993 que le militantisme de Graciano bascule. D'un côté, il apprend qu'il souffre de la maladie de parkinson, ce qui ne lui permet plus de développer un engagement

actif. De l'autre, le changement d'orientation du gouvernement péroniste de Carlos Menem remet en cause l'inscription de son militantisme dans le PJ. Les années qui suivent sont marquées par la recherche de nouveaux collectifs et de nouvelles formes d'engagement. Aujourd'hui, son militantisme s'est fortement diversifié. Depuis 1999, il milite dans une organisation péroniste dissidente, externe au parti, le « Front de la résistance »[149]. Son militantisme y est beaucoup moins actif : assister à des réunions de définition des lignes politiques et participer à des activités de contrôle des scrutins lors des élections. Il participe également à une chaire ouverte, « Globalisation et crise », à la Faculté de Sciences sociales de l'Université de Buenos Aires, où il collabore avec un groupe anti-FMI. Depuis 2002, il fait partie d'une assemblée de voisins du quartier au sud de la ville de Buenos Aires où il habite. Le trait commun de ces nouveaux engagements se situe dans une extériorité plus importante par rapport aux instances formelles de représentation du péronisme sur la scène politique actuelle. Les activités deviennent donc plus diversifiées, plus diffuses et moins étroitement liées aux structures établies du péronisme sur la scène politique actuelle. Certaines ne s'inscrivent pas, d'ailleurs, dans des collectifs explicitement péronistes.

C'est encore le cas de Marta, qui milite dans la JTP jusqu'à la naissance de son premier fils en 1974. Même si elle continue à s'identifier au péronisme, elle n'a pas renoué ses activités de militantisme après la dictature militaire. Elle recherche la continuité de ce militantisme dans d'autres aspects de sa vie quotidienne, parfois désarticulés de son engagement pour le péronisme :

> « Dans les dernières années j'ai travaillé dans différents espaces de gouvernement, je faisais de la communication. Et là où je travaillais j'ai senti que j'étais en train de militer, je militais pour quelque chose de bien, de public et si c'était dans les médias c'était bien que les gens sachent. Je l'ai pris comme une sorte de militantisme […] Et je crois qu'élever Javier et Luciano [ses deux fils] dans une certaine mesure ça a été un militantisme, je l'ai vécu comme ça, faire quelque chose avec eux pour qu'ils puissent faire à leur tour. Mais je n'ai pas milité à nouveau, formellement ».

La pratique politique que cette génération associe à son identification au péronisme évolue d'un militantisme encadré par les instances du parti, qui engageait tous les aspects de la vie de l'individu dans les années 1970, à une pratique définie comme militante mais beaucoup plus diffuse, avec des encadrements plus désarticulés par rapport aux structures des partis politiques. Cette tendance vers une extériorité plus importante –du moins dans la

[149] Transformée aujourd'hui en « Péronisme qui résiste », proche de l'actuel président Néstor Kirchner, cette organisation a été créée pendant les années 1990, par des ex-militants de l'organisation armée *Montoneros*.

comparaison avec la génération précédente– s'exprime aussi à travers le comportement électoral. Le choix des représentants est ainsi mois problématique qu'il ne l'était pour la première génération, essentiellement parce que l'enfermement dans le péronisme est moins puissant : lorsque le péronisme de la scène politique ne correspond plus au péronisme de leurs conceptions politiques, la recherche d'options alternatives n'est pas restreinte, comme c'était le cas de la génération précédente, à l'espace clôturé du péronisme.

Ainsi, si les membres de cette génération sont très nombreux à avoir appuyé la candidature de Menem lors des élections présidentielles de 1989, ils sont, plus que dans la génération précédente, extrêmement critiques dès sa première gestion de gouvernement. Nombre des interviewés évoluent, dès 1995, vers d'autres options électorales, généralement liées à des leaders du péronisme dissident. Ce choix est souvent présenté comme la revendication d'une marge d'autonomie dans leur manière de lier identification et représentation, comme le montre le cas de Graciano :

> « *Vous avez toujours voté pour le péronisme ?*
> Après avoir voté Menem la première fois, je me suis libéré moi-même de voter pour le péronisme… c'est-à-dire, s'il y a un candidat d'extraction péroniste, je vote pour lui. Aujourd'hui c'est peut-être Kirchner »

Graciano, comme la plupart des péronistes que nous regroupons dans cette deuxième génération, s'est réaligné avec le FREPASO en 1995. En 1999 il a voté pour un parti de gauche (*Izquierda Unida*) et pour le *Frente de la resistencia.* Pour les élections présidentielles de 2003 il s'est rapproché de la figure de Néstor Kirchner. Cette possibilité de revendiquer une marge d'autonomie par rapport au PJ s'exprime aussi dans le récit de Marta :

> « *Pour qui avez-vous voté en 1989 ?*
> En 89 j'ai voté pour Menem. Après non, après j'ai voté pour Bordón et Chacho [candidats du FREPASO, en 1995] et pour Chacho et De la Rua [candidats de *l'Alianza*, en 1999]. J'ai pu rompre avec cette chose de voter toujours pour le péronisme. Mais en 89 j'ai voté pour Menem parce que c'était le péronisme. »

Au moment de la réalisation des entretiens, la figure de Kirchner générait une certaine cohésion politique au sein de cette deuxième génération. Il était sans aucun doute le candidat qu'ils ont privilégié (ou duquel ils se sentaient plus proches) lors des dernières élections présidentielles. Cela répond tout d'abord à une adhésion générationnelle, qui se traduit par la

reconnaissance d'une manière partagée de concevoir le mouvement fondé par Perón. Marta précise, dans l'extrait suivant, son appréciation du président actuel :

> « Kirchner par exemple, je l'admire, chaque jour. Je me dis que c'est quelqu'un de très courageux. Je sens qu'exercer le pouvoir, avec les gens qui t'accompagnent, ça doit être fascinant. Exercer le pouvoir avec l'amour des gens, avec l'appui des gens aux politiques que tu veux mettre en place. C'est ce que j'imagine. C'est, toutes proportions gardées, ce que Kirchner est en train de faire. Il n'a pas l'appui du parti, il n'a pas l'appui du establishment, personne ne le connaît, il a gagné avec 20% [des voix] et en plus, le plus important, c'est quelqu'un de cette génération. C'est le premier homme qui a survécu de cette génération, qui a milité dans la *Tendencia*, qui a dû partir au Sud pour se sauver et qui arrive à être président. Et il commence à mettre en place des mesures que tout le monde, ou une grande majorité des gens accompagnent, et commence à gagner la confiance des gens »

Dans le récit de Marta, le fait « d'être quelqu'un de *cette* génération », la sienne, entraîne une première adhésion à la figure de l'actuel président, la reconnaissance des expériences politiques communes et une conception partagée des significations du mouvement fondé par Perón. L'arrivée de Kirchner au pourvoir est souvent interprétée comme la relève générationnelle des dirigeants péronistes, et ce en raison notamment des premières mesures de sa gestion –le déplacement des chefs des forces armées et l'insistance sur le respect des droits de l'homme, comme nous le verrons dans le chapitre 5– et d'une revendication explicite du président de cette appartenance générationnelle[150].

Ainsi, la figure de Kirchner et sa mise en avant d'une appartenance à la génération des années 1970, permet à la deuxième génération dans le schéma de cette thèse de renouer identification et représentation, dans la reconnaissance d'une manière commune de concevoir le péronisme. Or, cette rencontre n'équivaut pas à obturer les espaces plus vastes dans lesquels cette génération tend à résoudre la tension entre les significations qu'elle attribue au péronisme et les structures qui le représentent sur la scène politique du pays. Dans le cas de la première génération, ces espaces de recherche et de déplacement étaient clôturés dans l'espace péroniste : il s'agissait de construire une alternative péroniste au péronisme et cette

[150] Ils semblent ne pas être les seuls à élaborer cette interprétation. Kirchner lui-même a revendiqué son appartenance à « la génération des années 1970 » au cours de son discours lors de la cérémonie de passation du pouvoir, le 25 mai 2003. Cecilia Lesgart (2004) montre les conflits qu'a entraîné cette revendication générationnelle par le président Kirchner, réactivant notamment les débats autour d'interprétations et d'évaluations diverses de la signification de cette période. Ce débat témoigne du fait qu'il n'y a pas « une » génération des années 1970, qui s'identifierait toute entière à l'interprétation du président (Lesgart, 2004, p. 46). Ainsi, Beatriz Sarlo analyse par exemple le « *setentismo* » de Kirchner et le définit comme l'origine de son mépris pour les formes délibératives de la politique, comme c'était le cas, dans son analyse, des organisations de la gauche radicale péroniste de années 1970 (La Nación, 26 juillet 2006). Carlos Menem, pour sa part, a déclaré dans un interview : « Nous sommes dirigés par les *Montoneros* » (« Para Menem nos manejan los Montoneros », La Nación, 11 avril 2004).

option se formulait en termes de reconstruction du « vrai » péronisme. Dans le cas de cette deuxième génération, l'espace de recherche ne se clôture pas dans des alternatives uniquement péronistes, essentiellement parce que, dans leur intelligibilité, les expériences passées du péronisme ne sont pas reproductibles. Kirchner apparaissait donc, au cours des premiers mois de son gouvernement, comme articulation d'une conception politique partagée, pour certains elle est aussi porteuse de cette ouverture. D'après les propos de Juan :

> « Je crois qu'il y a une discussion très profonde sur les caractéristiques idéologiques et doctrinaires du péronisme à venir. Et je crois que ce que le président propose est intéressant dans ce sens-là. L'idée de transversalité est liée au fait que le péronisme des années 40 n'est plus viable, et le péronisme des années 70 non plus. Il faut construire autre chose. Et moi je comprends la transversalité dans ce sens-là. La gestion de gouvernement ne peut plus se restreindre à la structure officielle du PJ. Il faut la dépasser. »

Le « péronisme à venir » n'est pas à reconstruire sur la base des expériences passées, mais à construire sur des bases qui le « dépassent », qui dépassent en particulier les structures politiques qui le représentent sur la scène politique actuelle. Cette ouverture plus importante dans les stratégies que cette génération met en place pour résoudre la contradiction constitutive du péronisme est liée à la manière de concevoir cette contradiction en termes d'indéfinition et de crise d'identité. Mais il s'agit justement du péronisme « à venir ». En d'autres termes, il s'agit d'une option alternative qui se situe presque entièrement dans le futur et non pas dans les choix disponibles sur la scène politique actuelle. Pour Miguel :

> « A mon avis, le péronisme, aujourd'hui, en tant que doctrine, c'est une utopie. Le péronisme historique. Le monde évolue, il n'est plus le même qu'en 45. Mais je crois qu'il faut récupérer certaines choses, la justice sociale, retourner à un mouvement plus juste. Perón a toujours dit que le seul héritier était le peuple. Peut-être que nous n'allons pas le voir, mais nos enfants vont retourner au péronisme. Pas celui des années 45, mais à un mouvement plus juste ».

Il s'agit, dans l'appréciation de Miguel, de la construction d'une option alternative qui renouvelle l'adjectif péroniste pour les figures populaires, dans la récupération de certains éléments qui caractérisaient le péronisme historique. Construction qui peut certes se réaliser dans un espace plus étendu que celui qui renvoie exclusivement à ce qui représente le péronisme sur la scène politique actuelle. Pourtant, cette option alternative n'est que potentialité : un espace politique en construction. Cette « autre chose » à construire ne les engage peut-être pas en tant qu'agents centraux mais revient plutôt à leurs héritiers. Il n'y a, dans ces récits, aucune option qui puisse d'ores et déjà prendre la relève du péronisme dans le

champ politique argentin. Malgré l'ouverture plus prononcée, on ne retrouve toujours pas d'alternative au péronisme dans les récits de cette génération.

4.3. L'introuvable duplicité du peuple

La référence à la figure populaire constitue le maillon enchaînant les discours des trois générations sur ce mouvement politique. Pourtant, comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, dans le cas des plus jeunes, la référence au peuple joue un rôle significativement différent de celui qu'elle assurait pour les deux générations précédentes. La spécificité des plus jeunes se situe toute entière dans l'évanescence de la figure populaire : le double corps du peuple dessinant une communauté nouvelle, un espace d'inscription de la pratique politique, reste introuvable dans les récits de cette génération. Le peuple cesse ainsi d'avoir un visage et un nom précis lorsqu'il ne peut être re-signifié dans une expérience politique concrète.

L'impossibilité d'actualiser les significations centrales du péronisme dans une expérience qui leur est propre, bloque, dans le cas des plus jeunes, le double mouvement proprement politique d'apparition du peuple, qui construit son apparence dans les lieux et les formes de sa mise en acte. Que devient cette appartenance au peuple toujours associée à l'espace politique péroniste et la pratique qui lui est liée, dans l'absence de cette mise en acte qui construit son nom et son visage précis ? On ne peut analyser l'agir politique que cette troisième génération associe à son identification au péronisme qu'en gardant comme toile de fond cette absence, marque de ce qui la différencie le plus nettement des générations précédentes.

Si, comme dans le cas des générations les plus âgées, l'identification au mouvement fondé par Perón se construit dans la conjonction de différentes expériences de la vie des individus, pour les plus jeunes, le cadre familial joue un rôle particulièrement important. Et ce en raison du contexte historique qui a marqué leur premier rapport à la politique : la dictature militaire et la transition démocratique qui a lieu au cours du gouvernement radical de Raúl Alfonsín.

Nombre des interviewés que nous intégrons dans cette génération complétaient leurs études primaires ou secondaires pendant la dictature militaire. Cette période est systématiquement présentée comme un temps mort de la politique. Une étape où « tout était plat » d'après les propos de Fernando. Il existe une différenciation très intense dans les contextes politiques qui ont marqué les trois générations et dont l'impact sur la troisième d'entre elles est particulièrement visible. Dans les discours de la première génération, c'est la vie même qui politisait et se politisait en retour : la famille bien sûr, mais aussi l'école, le travail, le quartier et les « faits qui se produisaient ». Dans la deuxième génération, les références familiales continuent à être importantes, mais le contexte historique acquiert une place toute particulière dans les trajectoires d'adhésion : la forte valorisation sociale de la politique, la participation presque impérative à la marche accélérée de l'histoire et la centralité qu'y occupait, dans les évocations, le mouvement fondé par Perón. Dans les récits de cette troisième génération en revanche, le contexte politique (qui ne peut que s'exprimer dans le quartier, l'école, le travail…) ne favorisait guère une politisation péroniste.

Dans les trajectoires d'adhésion, la famille est le premier espace qui acquiert une importance centrale. Dans la conversation avec Enrique :

> *« Comment vous êtes-vous rapproché du péronisme ?*
> Bon, mon père était péroniste. Il est né… je devrais faire le compte, mais en 14 ou 18 dans une colonie d'immigrants à Santa Fe. Il est arrivé à Buenos Aires dans les années 40. Et ni lui ni ma mère n'avaient des idées de gauche, non. Ils ont toujours identifié le péronisme comme le gouvernement populaire, ou si tu veux celui qui revendiquait des positions sociales ou socialistes. Mais je te dis, ce n'était pas un culte, c'était une référence seulement. Peut-être mon père oui, il avait une attitude plus militante dans ce sens, de tenter de me transmettre quelque chose de ce qu'avait été le péronisme ».

Dans le récit de Enrique, expliquer son « rapprochement » au péronisme est l'associer d'emblée à l'identification politique de ses parents, en particulier de son père qui sera, tout au long de l'entretien, une référence centrale. L'attitude « militante » de son père, dans la réalisation d'une transmission intergénérationnelle des significations attribuées à cette identité politique est un élément incontournable pour restituer, dans le dialogue, le point de départ de sa trajectoire d'adhésion. Dans la plupart des cas, les références familiales constituent la voie privilégiée d'un premier rapport à la politique pour les individus que nous inscrivons dans cette génération : il en va ainsi pour José, qui se définit comme « fils de péroniste », comme pour Valeria qui affirme « venir historiquement du péronisme » en référence au militantisme de son père. La famille apparaît souvent comme un espace de forte politisation, de

transmission des significations historiques du péronisme. Le rôle de l'héritage péroniste est, plus que dans les générations les plus âgées, une pièce centrale dans la manière dont les plus jeunes attribuent un sens à leur identification politique. Même lorsque les références familiales sont absentes (comme par exemple dans le cas de Fernando et de Pablo), le point de départ des trajectoires passe invariablement par l'inscription dans la continuité du mouvement fondé par Perón à travers l'héritage. Pablo raconte ainsi son premier rapprochement avec le militantisme péroniste :

> « Moi j'ai commencé mon militantisme par l'acquisition de connaissances. Je te parle de la fin des années 80. J'ai commencé par aller à une bibliothèque d'une Unité de Base, à l'époque où les bibliothèques étaient ouvertes et les unités de base existaient, et bon, je me suis rapproché. A cette époque-là, il y avait beaucoup de péronistes, surtout au moment où il n'avait pas encore gagné [les élections présidentielles de 1989], c'était encore le gouvernement radical, qui sortaient et parlaient, ils racontaient leur époque, ce qu'ils avaient vécu pendant le premier, le deuxième gouvernement de Perón, le troisième, les propositions pour récupérer la nation et tout ça. Et moi évidemment j'adhérais à ça ».

Souvent, comme dans le récit de Pablo, l'appropriation de cet héritage se présente comme une première forme de l'agir politique, du militantisme. Cela est dans doute lié au contexte historique qui marque cette première approche de la politique et du mouvement fondé par Perón. Dans l'expérience de Enrique, même si son père avait eu une « attitude militante » dans la transmission des significations du péronisme, ce n'est qu'après une transformation du contexte politique qu'il commence à militer organiquement dans le péronisme, et le lien entre cette transformation du contexte et le début d'une pratique politique encadrée est explicite dans son récit :

> « Le paradigme du moment c'était d'être radical, parce que c'était être démocratique. On a commencé à montrer le péronisme comme le passé, comme le chaos, etc., le responsable de tout ce qui est venu après, avec la dictature… parce que bon, l'arrivée de Perón , sa troisième présidence n'a pas été une période de paix sociale, le climat était plutôt très, très chaud. Alors après tout ce qui était arrivé, toute la convulsion qui avait eu lieu dans ce pays, un espoir démocratique, de changement s'ouvrait avec Alfonsín. En 86, quand j'ai vu que le gouvernement d'Alfonsín commençait à tomber à l'eau, j'ai commencé à militer avec un groupe de gens, c'était un courant péroniste très doctrinaire, ils mettaient beaucoup l'accent sur la formation »

Dans l'extrait, s'inscrire dans l'héritage péroniste équivaut à se situer à l'encontre du « paradigme du moment », dans la continuité par rapport à un passé qui n'est plus socialement valorisé. La différence est de taille par rapport à l'expérience de la génération précédente, qui se politise dans l'idée d'un processus collectif et massif : « massivité » du peuple péroniste,

impératif de l'engagement politique. Pour Valeria, le poids de l'héritage est si central dans son agir politique qu'elle le lie directement, en ligne de continuité, avec le militantisme de ces parents : « ça m'a marquée au feu, c'était une question d'identification avec les drapeaux idéologiques de mes parents, de prise de relais ». Or, dans son expérience, elle met en avant toute la portée de la transformation du contexte politique dans lequel elle situe le début de son expérience de militantisme qui correspond aux premières années de la décennie 1980 :

> « *Quelles étaient tes activités militantes ?*
> Je suis passée par toutes les étapes. J'ai d'abord été une militante de base, je sortais avec ma petite table, je parlais avec les gens, je faisais du porte à porte, j'installais ma petite table. Je me souviens que ma première table je l'ai installée à Córdoba et Pueyrredón, c'était un jour de pluie, j'ai reçu beaucoup d'insultes. C'était peut-être un mauvais jour, de gens intolérants. Ça m'avait frappée. »

Valeria avait 15 ans lorsqu'elle commence à militer dans le PJ, lorsqu'elle installe sa « petite table » dans le centre-ville de Buenos Aires. Elle a 35 ans au moment de l'entretien et travaille à mi-temps dans l'organisme étatique de promotion du cinéma argentin. Elle a fait des études de psychologie et a installé son propre cabinet depuis cinq ans, où elle travaille touts les matins. Valeria est divorcée et une fille de 3 ans, appelée María Eva, dans une référence explicita à Eva Perón : « c'est un message que veux transmettre à ma fille, non pas idéologique mais humain, de solidarité, de compromis, de respect et de force ».

Le père de Valeria est italien, arrivé en Argentine à 7 ans, vers le milieu de la décennie 1930. Il a suivi une importante carrière dans le journalisme. Sa mère est psychologue. Tous deux s'identifient au mouvement péroniste et ont pratiqué un militantisme très engagé depuis les années 1970, mais c'est le père de Valeria qui constitue une référence centrale dans son récit. Depuis le début des années 1980 elle est liée à une Unité de Base de la Capitale fédérale. Comme nous le verrons un peu plus loin, elle se réorientera, vers la moitié des années 1990, vers d'autres courants du péronisme en raison de son appréciation critique de la gestion de Carlos Menem. L'extrait cité plus haut rend compte du passage d'un contexte où, pour la génération précédente, la politique était une activité passionnée et socialement valorisée, partout présente, qui engageait toutes les dimensions de la vie de l'individu, à un contexte marqué par « l'intolérance ». La transformation de ce contexte renforce fortement le rôle des références familiales –et de la transmission en général, qui peut se réaliser dans d'autres espaces– et la centralité des significations héritées du péronisme dans la manière de construire l'intelligibilité politique de cette génération. L'héritage devient donc un pilier

central dans la politisation des plus jeunes, et exprime une première impossibilité de construire une signification du péronisme sur la base d'une expérience concrète, d'un vécu propre redessinant la liaison entre ce mouvement politique et l'apparition polémique des figures populaires.

Nombre des interviewés que nous inscrivons dans cette génération ont milité activement au cours de la deuxième moitié des années 1980, en particulier dans la campagne du péronisme lors des élections présidentielles de 1989, où Carlos Menem devient pour la première fois chef du gouvernement. Comme nous l'avons constaté dans le chapitre précédent, l'impact du ménémisme sur les trajectoires des plus jeunes est particulièrement important puisqu'il se définit par la contradiction entre l'orientation du gouvernement et l'héritage péroniste, héritage qui est central, dans le cas de cette génération, pour fournir un sens à son identification et sa pratique politique. L'expérience d'Enrique est, en ce sens, très parlante puisqu'elle met en évidence le conflit déclenché par le ménémisme entre le présent politique des membres de cette génération et l'héritage :

> « En 89 j'ai voté pour Menem, j'ai milité et tout. Quand il met Roig au gouvernement, qui était un économiste de la *Bunge & Born*[151], ça a été un coup, je me suis mis tout de suite en alerte. C'était comme l'entrée dans une étape où on voyait que les choses ne marchaient pas bien. En décembre 1991, mon père, qui travaillait comme veilleur de nuit dans un frigorifique a eu un accident et est mort. J'allais toutes les nuits pour l'accompagner, quand je terminais d'étudier, je lui tenais un peu compagnie et j'allais me coucher parce que le matin je me levais tôt pour aller à l'usine et l'après-midi j'étudiais. Et bon, cette nuit-là je suis arrivé une heure en retard. Bon, je suis arrivé à l'heure habituelle, mais j'ai toujours pensé que si j'étais arrivé une heure avant j'aurais pu le sauver. Il était tombé dans le trou d'un monte-charge […] Ça a été très, très, très dur… Bon ça a été comme la clôture d'une époque, n'est-ce pas ? 1991. Et comme l'entrée dans une autre. Oui, apparemment tout allait bien, nous nous intégrions au monde, tout était une fête, mais il y avait toute une mystique qui s'était estompée, un idéal de pays, je crois qu'on est entré dans une étape très diffuse. Je crois.
> *Et tu n'as pas continué à militer ?*
> Non. Après le coup qu'a signifié Menem… peu de temps après il met Bunge & Born au gouvernement, la proximité avec Alsogaray et l'UCD [*Unión de Centro Democrático*, parti libéral qui finit par s'allier au ménémisme], les menaces 'branche qui fait grève, branche qui ferme' [réponse de Menem aux grèves de travailleurs des chemins de fer contre la privatisation] et tout le discours sur les privatisations… au fur et à mesure qu'il changeait complètement de discours je me suis éloigné »

Dans cet extrait du dialogue avec Enrique, deux événements sont étroitement liés : la mort de son père, référence politique centrale, peut-être l'incarnation de l'héritage péroniste, cristallisation de la continuité dans laquelle il s'inscrit ; la transformation qu'entraîne le

[151] Un des groupes économiques transnationaux les plus importants du pays.

ménémisme dans le péronisme. Le récit de l'année 1991, année charnière dans sa trajectoire, est fait de cette oscillation entre son expérience personnelle et l'expérience collective du passage à une étape « diffuse », à la fin des idéaux et de la mystique péroniste. Les deux expériences, collective et personnelle, leur étroite association, contribuent à singulariser cette année comme un moment de basculement. Dans l'expérience d'Enrique, cette année 1991 semble condenser une double disparition du passé péroniste par rapport auquel il se situait politiquement : disparition de l'héritage dans la mort de la référence politique centrale dans son expérience ; disparition du passé péroniste dans la contradiction avec le présent ménémiste. Cette disparition entraîne, dans son cas, un éloignement par rapport à la pratique politique encadrée par le péronisme et, comme nous le verrons en détail un peu plus, une transformation dans sa manière d'agir politiquement pour le péronisme.

Les effets de l'expérience ménémiste se manifestent tout particulièrement dans le rapport entre le péronisme tel que les interviewés de cette génération le conçoivent et les instances qui le représentent dans les structures établies de la politique. Ce rapport se construisait, déjà pour les générations les plus âgées, dans la tension et le conflit, dans le compromis et la négociation. Des éléments que l'on retrouve dans le cas des plus jeunes. D'après les propos de Enrique : « le péronisme a aussi ses vertus et ses défauts et je crois que ses [hommes] politiques et ses dirigeants représentent la plus grande partie de ses défauts ». Comme pour les générations précédentes, les plus jeunes soulignent deux éléments lorsqu'il s'agit d'interpréter la non correspondance entre ces deux espaces hétérogènes du péronisme : d'une part l'articulation de ce processus à une transformation politique majeure qui encadre et excède le mouvement fondé par Perón tout en le dépassant ; d'autre part, la définition de cette transformation du politique dans l'imbrication avec une logique économique. Le passage suivant de la conversation avec Pablo rend compte de cette interprétation :

> «Les prémisses sont les trois dont je te parlais [indépendance économique, souveraineté politique et justice sociale] et deux plus générales que Perón a données et qui sont fondamentales : le bonheur du peuple et la grandeur de la patrie. […] Mais comme ça fait dix ans que le peuple n'est pas content, que nous travaillons plutôt pour d'autres, pour ceux qui avant nous méprisaient et qui maintenant nous applaudissent, alors tu dois te rendre compte qu'il y a quelque chose qui ne marche pas.
> *Et comment on en arrive là ?*
> Je crois qu'il y a plusieurs choses. D'abord par un manque de cadres, de militants, qui est lié aux disparus. Je crois que beaucoup de ceux qui sont morts étaient les dirigeants dont nous avons eu besoin dans les années 80. Et après il y a eu une rétraction de la politique en général, de l'activité. On a adopté d'autres pratiques, les pratiques qu'adoptaient les partis libéraux ou d'autres partis, je ne veux pas les accuser mais en général je les associe à ça, c'est-à-dire

> l'achat et la vente des volontés[…] Mais c'est un système. Duhalde, Menem et d'autres dirigeants, je crois que ce sont les coupables, dans le péronisme, de l'introduction du concept de paiement dans l'action politique, depuis la peinture [de consigne] jusqu'au *puntero*, ou le rassemblement des gens pour les manifestations, ils l'ont vidé de contenu, tout. »

La dictature militaire constitue un marquage crucial dans le récit de Pablo, première rupture qui brise la continuité par rapport à l'héritage péroniste, rupture physique qui introduit une absence dans la succession des générations. Il y a une double rupture dans cette absence : les disparus sont les dirigeants que le péronisme n'a pas eu dans les dernières décennies ; ils sont aussi la maillon perdu qui brise la chaîne de transmission intergénérationnelle de l'héritage péroniste. Mais les effets de la violence inédite de la dictature militaire, aussi dévastateurs soient-ils, ne suffisent pas, à eux seuls, à rendre compte de « ce qui ne va pas » dans le péronisme. L'expliquer c'est mettre en avant une transformation politique majeure, qui bien qu'étroitement associée aux effets de la dictature, ne se réalise que dans les années 1990 et concerne l'ensemble de la scène politique. Le péronisme cristallise une manifestation particulière de ce changement et ses représentants (Menem, Duhalde, entre autres dirigeants) sont les opérateurs, les « coupables » pour reprendre son expression, de la participation du mouvement fondé par Perón à cette « rétraction » générale de la politique. Rétraction qui relève de la subordination du politique à une logique économique.

Dans l'extrait, cette subordination reproduit l'image dominante du vide que l'on retrouvait déjà dans les deux générations précédentes : une image spéculaire d'un péronisme vidé de « contenu », qui manifeste un champ politique vidé de politique. L'image du vide exprime, d'après nous, l'impossibilité, dans l'expérience des acteurs, de faire apparaître à travers l'espace politique péroniste une logique autre que celle qui règne dans « l'ordre naturel des choses ». Impossibilité de faire surgir une logique égalitaire et proprement politique dans un péronisme qui a assimilé la logique hiérarchisante du plus et du moins.

Ce péronisme « vidé de contenu » est donc un péronisme vidé de cette logique « autre » dont la figure populaire serait porteuse : c'est ce qui reste du péronisme dans l'évanescence de la figure populaire, règne pur de sa signification normalisatrice et des structures établies de la politique que la figure populaire ne fait plus avancer. Comme dans les récit de José, il s'agit du passage accéléré du monde populaire à son contraire : à l'anti-populaire. Dans ce passage accéléré, le péronisme cesse, selon José, « d'être les masses » pour se transformer en celui qui « tient les comptes de ceux qui ont de l'argent ». C'est en ce sens

que, dans l'expérience des plus jeunes, le péronisme devient de moins en moins contradictoire, et les espaces de la pratique politique qui lui sont associés, moins hybrides. Dans l'évanescence de la figure populaire, qui ne peut être construite en tant qu'appartenance politique et symbolique dans une expérience concrète, sans sa mise en acte, c'est l'alternative normalisatrice qui prime dans l'intelligibilité du péronisme.

Ainsi, les lieux et les formes de la mise en acte des figures populaires, différentes pratiques qui permettaient aux générations précédentes de construire –tout en s'y inscrivant– le double corps du peuple sont, dans l'expérience de cette génération, directement liées à l'alternative normalisatrice du péronisme, sans passer par la contradiction, sans passer par une expérience qui les définisse dans son caractère hybride. Le conflit par rapport à ces structures politiques du péronisme actuel était bien présent dans les discours des générations les plus âgées, mais le poids du vécu, d'une construction du peuple qui a eu des effets sur ces mêmes structures, les différencie nettement de l'expérience des plus jeunes. Pour ces derniers, on retrouve difficilement des traces des inscriptions populaires dans ces espaces.

Les mobilisations constituaient, par exemple, un des lieux et des formes où les générations précédentes –en particulier la deuxième– construisaient l'apparition du peuple comme sujet d'appartenance. Dans l'expérience des plus jeunes, elles sont loin de sceller la communion « viscérale », de réaliser cette fusion entre le corps militant et le corps multiple du peuple. Pablo décrit dans le passage suivant cette transformation :

> « Il y a des entreprises pour coller des affiches ou pour peindre des consignes politiques. J'étais horrifié l'autre jour quand j'ai vu une affiche qui proposait des gens pour peindre des consignes politiques… on ne peint même plus ! Avant on remplissait des places ! Une fois on était dans un acte… parce qu'il y a aussi toute une partie électorale, nous l'accomplissons, moi heureusement en général je m'exempte de ça, mais le reste de mes compagnons non. Alors on va à des actes. Dans un acte, dans la caravane d'un politicien, bon c'était Duhalde, il y avait deux groupes qui s'étaient arrêtés, l'un de Mercuri, l'autre de Pierri, comme c'était la zone où ce sont eux qui ont beaucoup de poids. Les uns peignaient pour Duhalde-Mercuri, les autres pour Duhalde-Pierri. Nous nous étions arrêtés, nous attendions qu'ils passent, avec peu d'envie d'être là parce que ça ne nous plaît pas, ce qui nous plaît, au-delà du péronisme, c'est de faire des choses concrètes, mais aussi, comme tout est politique tu dois être là et faire face. Bon, à un moment ils avaient sorti des armes et tout. Finalement ils arrangent la question, les uns avaient la moitié gauche du mur, les autres, la moitié droite. Mais ils se disputaient pour qu'on ne leur efface pas un blason… mais ce n'était pas le blason péroniste, c'était le blason de *Los Andes*, d'un club de foot de la deuxième division du quartier ! Nous étions pétrifiés, pas tant à cause de la peur que de la surprise. Mais ces mecs là n'étaient pas des militants, ce sont des mecs qu'on paye pour être là et peindre des consignes politiques. Et ça je crois que c'est un symbole du déclin »

Cette expérience de mobilisation est très loin de l'expérience de la deuxième génération, pour laquelle se mobiliser signifiait s'inscrire dans le corps de la massivité populaire et constituait aussi une des manières privilégiées de participer aux événements de la période, d'évaluer tout son poids dans le contexte politique. Dans le récit de Pablo, se mobiliser est en effet loin de générer une identification ou de construire un sujet collectif puisque ceux qui se mobilisent ne font partie ni du peuple ni des militants péronistes. Se mobiliser est loin aussi de constituer une manière efficace d'opérer sur la scène politique du pays, puisque cela apparaît en opposition avec les « choses concrètes ». Ce constat du « déclin » et de la transformation de ce qu'est une mobilisation aujourd'hui n'est pas exclusif de la génération la plus jeune dans le schéma de cette thèse : il était déjà mis en avant par les deux générations précédentes, mais concernait uniquement le temps présent du péronisme. Ce constat ne faisait que renforcer l'image de l'unicité du moment de construction et d'apparition du peuple dans l'expérience politique qui leur est propre, et dessiner diverses lignes de différenciation : temps passé (correspondant à leur expérience politique la plus intense), temps présent du péronisme. Il traçait également la frontière entre les espaces de proximité des militantismes et les espaces nationaux de la politique. Dans le cas des plus jeunes, en l'absence de cette expérience, ces lignes de différenciation sont difficiles à construire.

L'activité syndicale, une autre façon de faire apparaître –cette fois en particulier pour la génération la plus âgée–, dans la lutte, dans la revendication, la figure du travailleur comme visage et nom précis du peuple, a aussi une signification remarquablement différente dans l'expérience des plus jeunes. Voici les propos de José :

> « *Est-ce que tu as une activité syndicale comme enseignant ?*
> Non, aucune. Maintenant je pense peut-être m'affilier au syndicat, mais je te signale que c'est seulement pour les programmes de vacances qu'ils ont.
> *Tu n'es pas intéressé par l'activité syndicale qu'ils mènent ?*
> Ça m'intéresse mais je ne crois pas qu'il y ait là un espace pour moi. Je ne sais pas si je peux apporter quelque chose. Je sens que pour que j'aie une initiation syndicale ou politique, les choses doivent changer. Je ne crois pas que ça soit un droit ou une obligation, alors j'y vais parce que je suis convaincu de l'importance de l'institution. Je dis, par exemple, 'bon, je veux participer'. Ils me disent, 'très bien, viens, regarde, on a ce projet, qu'est-ce que tu en penses ?' Non. Ça ne se passe pas comme ça. C'est plutôt : 'Ah, tu veux participer ? Viens, mets-toi par là, quand je te dis de lever la main, tu lèves la main, d'accord ?' [il rit]. Je ne veux pas participer de cette manière. Moi, je veux que mon opinion soit prise en compte »

L'espace du militantisme syndical apparaissait, dans les récits des générations précédentes, comme un espace privilégié de l'agir politique : de la « lutte de tous les jours »

pour Pedro (appartenant à la première génération), « là où on peut faire des choses concrètes » pour Juan (appartenant à la deuxième génération). Ces mêmes espaces sont présentés, dans les récits des plus jeunes, comme des espaces qui obturent la participation plus qu'ils ne la canalisent. Comme nous l'avons vu dans les sections précédentes, le mouvement syndical, surtout ses représentants et ses orientations au niveau national, était l'objet de nombreuses critiques dans les discours des deux générations précédentes, mais cela n'effaçait guère la représentation du militantisme syndical comme une ouverture des voies concrètes pour la pratique politique dans le péronisme, qui pouvait même se trouver en contradiction par rapport à ces orientations nationales. Le militantisme syndical était un espace hétérogène où s'exprimaient les tendances à la verticalité de ces espaces, mais aussi des marges de manœuvre pour la critique et la révolte, les débordements et des pratiques militantes autonomes au niveau local. Dans le cas de plus jeunes, cet espace, tout comme la pratique de la mobilisation, semble ne plus fournir une marge d'autonomie pour la pratique politique. Autrement dit, ils sont, dans les conceptions des plus jeunes, de moins en moins perméables aux effets que la mise en acte d'une revendication égalitaire peut y inscrire.

4.3.1. Déplacements, réinvestissements, extériorités

Ainsi, le rapport que cette génération construit avec les instances les plus formelles du militantisme péroniste est marqué depuis le début des trajectoires politiques par une tension qui se présente de manière plus exacerbée que dans le cas des générations les plus âgées. Les stratégies que les plus jeunes mettent en place pour résoudre cette tension et lier leur identification à une pratique politique sont multiples. Certaines de ces stratégies étaient déjà à l'œuvre au sein des générations précédentes. Pourtant, dans leur expérience, ce qui s'accentue, c'est la tendance à une désarticulation plus importante entre les collectifs d'inscription des pratiques militantes et les instances officielles du péronisme sur la scène politique argentine.

La première stratégie que cette génération met en œuvre, en particulier après le tournant libéral du gouvernement Menem, consiste dans des déplacements à l'intérieur de l'espace officiel (PJ) du péronisme, vers des courants d'opposition à l'orientation nationale. Cette pratique s'accompagne également du repli sur des militantismes locaux. C'est le cas pour Pablo ou Valeria :

> « Après 95 je suis partie du militantisme ménémiste. Je suis partie des lignes ménémistes les plus traditionnelles à ce qu'était le duhaldisme à l'époque, je suis passée aussi par le groupe Cafayate, le début du kirchnerisme. C'étaient des voix qui commençaient à prévenir que ce n'était pas une réponse péroniste ce qu'on était en train de faire, qu'on était en train d'aller vers un autre modèle ».

Il s'agit, dans l'expérience de Valeria, de réorienter son militantisme vers la recherche d'un péronisme qui corresponde à sa manière de le concevoir, recherche qui se développe dans l'espace hétérogène qui est censé le représenter sur la scène politique argentine. Dans ce cas, les instances les plus formelles du parti ont fourni des alternatives pour une pratique politique d'opposition aux orientations du gouvernement national. Comme dans le cas de la première génération, la recherche reste clôturée aux frontières du mouvement fondé par Perón, en particulier en raison de son objet : il ne s'agit guère de la recherche d'une option alternative au péronisme, mais de rechercher « la réponse péroniste », lorsque les orientations nationales contredisent les orientations historiques du mouvement.

Une deuxième stratégie qui se manifeste dans les trajectoires politiques de cette génération se situe à l'opposé de la première et consiste à « déserter » ces espaces de militantisme encadrés par les structures formelles du péronisme et à investir politiquement d'autres expériences associées à la vie quotidienne. C'est le cas notamment de Enrique qui a milité dans un courant péroniste pendant cinq ans, jusqu'en 1991, et qui s'éloigne du militantisme après le « coup » qu'a signifié pour lui le ménémisme. Il avait commencé, en 1988, des études de journalisme, et ce choix professionnel est directement revendiqué comme une forme de militantisme politique :

> « En 88 j'ai laissé tomber les études [d'ingénieur], un peu pour ce désir, pour cette illusion de transformer le monde. Comme je voyais que le discours anti-péroniste, les préjugés contre le péronisme et le blocage pour diffuser les idées qu'il postulait venaient des médias, du discours des médias, j'ai commencé des études de journalisme, je voulais changer le discours anti-péroniste des médias ».

Dans l'expérience de Enrique, une fois qu'il cesse de militer organiquement dans le PJ, son travail devient une des formes principales du militantisme péroniste :

> « J'ai continué à militer, à ma manière, dans mon milieu. En 1999 j'ai voté pour Duhalde et j'ai milité pour lui, et je l'ai défendu. Je suis redevenu le noir rétrograde dans le journal parce que j'étais pour Duhalde. Et je leur disais que Duhalde était l'opposition à Menem et pas De la Rúa. Mais dans le journal ils étaient tous pour De la Rúa [candidat à président de l'*Alianza*]. »

C'est le cas encore de José, qui s'engage dans diverses activités, envisagées comme des formes de militantisme pour la culture populaire, engagement qu'il associe à sa définition politique comme « fils de péroniste ». Il s'agit de son travail d'enseignant dans des écoles primaires et secondaires de différents districts de la province de Buenos Aires et de son engagement dans le milieu associatif :

> « Je pense que quand je donne des cours je suis écouté, je pense que parfois je peux avoir une action politique. Et puis, comme je te disais, je participe à *Casa Cambalache*, une maison communautaire culturelle à la *Villa* 21, je fais un atelier d'arts plastiques pour les voisins. Cela fait trois ans que j'y travaille et c'est une activité récréative mais moi je l'envisage comme un travail politique où l'on peut développer certaines valeurs par rapport à la communauté ».

Dans ces deux cas, les ponts par rapport aux structures formelles du péronisme sont brisés depuis le changement d'orientation ménémiste et la pratique politique est marquée par une recherche de nouvelles formes d'action véhiculant l'engagement politique. Ce qui caractérise cette stratégie est la recherche d'une extériorité par rapport aux instances de militantisme péroniste, mais aussi par rapport aux structures politiques établies, censées canaliser la participation politique (telles que le système de partis politiques).

Une dernière stratégie que les plus jeunes mettent en place pour résoudre la tension par rapport aux espaces formels du péronisme, se situe à un niveau intermédiaire entre les deux précédentes et consiste à inscrire la pratique de militantisme dans des collectifs qui revendiquent une extraction péroniste mais sont explicitement désarticulés des structures partisanes. C'est notamment le cas de Fernando et de son militantisme dans l'organisation « 26 juillet ». Il définit cette organisation, fondée en 1985, comme une organisation faisant partie de la gauche péroniste, revendiquant l'héritage de la branche révolutionnaire du mouvement, initiée par Eva Perón et développée dans les années 1970 par les organisations armées d'extrême gauche péroniste.

Le discours de Fernando sur ce militantisme est constamment centré sur la volonté de le démarquer par rapport à ce qui représente le péronisme sur la scène politique argentine. Le rapport problématique avec le PJ s'explicite dans la manière dont il rend compte des activités qui font partie de son militantisme –et surtout de celles qui n'en font pas partie. Un des principaux objectifs de l'organisation est de maintenir ce que Fernando appelle une « ligne productive » (composée d'un institut d'appui scolaire et de différents projets et « micro-

entreprises ») pour aboutir à l'autofinancement de l'organisation. Cette « ligne productive » centrale dans ses activités militantes est directement liée au rapport problématique que cette organisation entretient avec le PJ : « pour nous c'est clair que sans indépendance économique tu ne peux pas avoir d'indépendance politique et comme nous voulons avoir une indépendance politique… si tu dépends du PJ tu ne peux pas avoir d'indépendance politique ».

Cela n'équivaut pas à déserter entièrement cet espace qui représente le péronisme sur la scène politique actuelle. Si, d'après de Fernando, la voie électorale n'est guère efficace pour produire des changements politiques, il est affilié au PJ, il vote dans toutes les élections primaires, locales et nationales, et l'organisation qui encadre son travail politique, même sans lien organique avec le parti, présente, dans certains districts de la province de Buenos Aires, ses propres listes lors des élections internes du péronisme :

> « *L'organisation [26 juillet] est organiquement liée au PJ ?*
> Non, comme tout parti, le PJ est une structure de la politique, disons de l'establishment. Dans une certaine mesure, ce n'est pas une chose si dogmatique. Mais, entre autres choses, le PJ a été utilisé pour vider le péronisme […] Mais nous ne pensons pas que le PJ soit… d'ailleurs, le 30 mars on a participé à une élection interne du PJ à Hurlingham. C'est-à-dire qu'en fonction du degré de développement de chaque zone on voit si on se présente ou pas. On ne pense pas que le PJ soit l'ennemi ni rien du genre, je le considère comme une structure bureaucratique qui a servi, disons, pour que l'establishment tente de dominer le péronisme. Nous considérons qu'on ne peut pas parvenir à un changement à partir des élections, ça c'est démontré. Ce que nous pensons c'est qu'elles peuvent être utilisées comme une méthodologie de lutte pour obtenir certains espaces, mais on n'a pas beaucoup d'attentes non plus. Nous sommes à Tucumán, Corrientes, Buenos Aires et Capitale. Et dans la province de Buenos Aires nous sommes les plus forts avec 14 ou 15 districts où nous travaillons. Et c'est seulement à Hurligham, qui est le plus vieux district, que nous entrons dans la bataille électorale, en fonction du développement qu'on a réussi dans la base. Ce n'est pas une question… en plus on a de grandes difficultés pour maîtriser tous les aspects électoraux, c'est une cochonnerie, ça ne nous plaît pas… tu as telle date pour présenter le modèle de bulletin, telle date pour autre chose… »

Dans le récit de Fernando, le parti est conçu comme l'instance de « normalisation » de la pratique politique, pure structure du vidage de tout ce que le péronisme a de proprement politique. Cependant cet espace n'est pas entièrement abandonné, l'organisation dont il fait partie n'a pas coupé les ponts avec ce qui représente le péronisme sur la scène politique. Mais agir sur cet espace consiste, dans l'expérience de Fernando, à le mettre en rapport, le faire communiquer avec l'autre espace du péronisme : celui du travail de base, le militantisme quotidien. Et c'est là que Fernando situe le cœur du travail politique qu'il développe.

D'après ses propos, l'axe central de son militantisme politique est défini comme un travail territorial tendant à produire de l'organisation populaire. Ce travail consiste à mettre en place différents projets dans des quartiers populaires de la capitale et de la province de Buenos Aires. Pour effectuer ce travail, l'organisation péroniste « 26 juillet » se dédouble en une mutuelle avec un nom politiquement plus « neutre », GESOL, à partir de laquelle se développe un réseau d'ONG. A travers cette mutuelle, cette organisation péroniste effectue un travail centré sur des politiques sociales. Cette mutuelle gère une quinzaine de cantines populaires dans différents quartiers, financées par le FOPAR (*Fondo Participativo de Inversión Social* qui dépend du Ministère de développement social de la Nation). Fernando est responsable d'une de ces cantines populaires. A l'exception de l'achat de la nourriture, financé par le programme de l'Etat, le reste des tâches (l'installation du siège de la cantine, la cuisine, le nettoyage et l'entretien) est assuré par le groupe de militants et les voisins du quartier (environ 40 personnes au total), dont certains collaborent dans le cadre d'une allocation chômage[152].

Cette cantine populaire où Fernando milite est, selon lui, le résultat d'un travail d'insertion territoriale qui a duré plus d'un an. Cependant, cette insertion territoriale n'est pas réalisée depuis l'organisation politique mais en tant qu'initiative de la mutuelle. Ces antennes territoriales de l'organisation « 26 juillet » et sa mutuelle ne portent pas les noms traditionnels des antennes péronistes, les UB, mais se présentent comme des *Centres de promotion communautaire* qui travaillent, selon lui, avec tout le quartier, à la présentation de projets afin d'obtenir le financement de l'Etat :

> « *Quelles sont les activités de l'organisation ?*
> Fondamentalement nous croyions que la manière de travailler avec les gens c'est via les politiques sociales… c'est-à-dire en poussant tous les genres de politiques sociales, et en garantissant que les programmes qui sortent au niveau national ou de la province arrivent réellement aux gens. Mais pas seulement qu'ils arrivent aux gens et c'est tout, avec le programme des *Jefes y jefas de hogar*, qui n'est bien sûr pas du tout une solution pour nous, mais ce qu'il nous a permis, avec le plan *Barrios bonaerenses*[153] de la province, c'est de générer de l'organisation, ce qui est fondamental : comment utiliser ces plans. Alors l'objectif est que ces programmes arrivent, et à partir de là générer de l'organisation populaire. On ne croit pas qu'à partir des politiques sociales seules… parce que sinon tu finis dans l'assistance.

[152] Le programme *Jefes y jefas de hogar* mis en place en décembre 2002 prévoit le transfert monétaire de 150 pesos (aux origines du programme) pour des chefs de famille au chômage, et suppose une contrepartie en travail de 4 heures par jour dans des projets communautaires de la part des bénéficiaires.
[153] Le programme *Barrios Bonaerenses* est une adaptation, au niveau de la Province de Buenos Aires, du programme national *Trabajar*, précurseur du *Jefes y Jefas de Hogar*. Il s'adresse à des chefs de famille au chômage, prévoit une aide monétaire d'entre 200 et 400 pesos et suppose la participation des bénéficiaires à des projets communautaires ou à des programmes de formation.

> Si la politique sociale n'est pas encadrée par un projet politique elle finit dans l'assistance, et nous on ne fait pas de l'assistance, sinon on serait à l'église et bon, ça fait deux mille ans que rien ne change. Je te signale que nous n'avons pas d'Unités de Base, bon, on n'a pas un siège qui s'appelle Unité de Base, mais nous avons des Unités de Base. C'est-à-dire le groupe, ce que nous appelons le groupe moteur, qui est le groupe de compagnons qui motorise les activités dans le territoire, sont des Unités de Base, mais nos sièges sont toujours de promotion communautaire. Entre autres choses parce que les gens meurent de faim, au-delà des identités politiques, alors tu travailles avec tout le groupe. Bien sûr, lorsqu'il y a des compagnons qui se définissent comme péronistes, on donne un autre type de débat. »

Le militantisme de Fernando, ses espaces d'inscription et les activités qui le définissent, semble dédoublé. Son engagement est marqué par une dissociation, plus prononcée que dans les trajectoires des péronistes les plus âgés, entre les pratiques politiques et les structures formelles du parti. Les activités politiques et électorales ne sont pas abandonnées, mais elles perdent leur centralité et sont de plus en plus limitées à un travail interne sur le péronisme. Le militantisme territorial s'inscrit, dans son récit, dans des espaces qui portent des noms « dépéronisés » ou qui se démarquent nettement des structures formelles du péronisme : la mutuelle GESOL et son réseau d'ONG, les centres de promotion communautaire, toutes des entités qui n'affichent pas ouvertement leur extraction péroniste. Dans le cas du militantisme de Fernando, le rôle de médiation que les entités informelles du péronisme assuraient par rapport aux dirigeants au niveau national semble particulièrement érodé. Les activités politiques et sociales tendant à promouvoir de l'organisation populaire ne convergent que très difficilement vers les activités du parti[154].

Malgré les stratégies mises en place par cette génération dans le but de résoudre la tension exacerbée par rapport aux instances les plus formelles du péronisme, ces formes de militantisme sont conçues dans la discontinuité et la différenciation, en particulier par rapport à la génération précédente. Cette différence ne semble pas relever d'une volonté de démarcation générationnelle, elle n'est pas revendiquée, mais plutôt ressentie comme une perte. C'est là le signe que ces stratégies ne parviennent pas à réabsorber pleinement la tension et que la génération la plus jeune ne parvient pas à s'inscrire activement dans la continuité de la longue histoire du mouvement fondé par Perón. José, par exemple, revendique un militantisme pour la culture populaire qu'il réalise au travers de différentes

[154] Le fait de ne pas afficher directement une inscription dans le PJ peut aussi répondre à la volonté d'éviter le soupçon de clientélisme. Cela dit, la possibilité que ce type de pratiques soient qualifiées de clientélistes n'a jamais empêché qu'un des volets les plus importants du travail territorial des UB soit historiquement le travail social et qu'elles jouent aujourd'hui un rôle important, dans des quartiers défavorisés, dans l'application des politiques sociales nationales ou provinciales ainsi que dans la distribution des ressources publiques (Levitsky, 2005).

activités de la vie quotidienne, mais il ajoute ensuite, en l'associant au militantisme de ses parents au cours de la décennie 1970 : « c'est vrai qu'avant le militantisme était plus clair, la question de savoir pour qui tu militais était plus claire, c'était la JP de l'époque. Moi aujourd'hui je milite, à *Casa Cambalache* et tout ça, mais c'est différent ». Pablo associe, dans son récit, cette différence à une idée « d'incomplétude » :

> « Le militantisme c'est quelque chose d'intégral, ça commence en tant qu'activiste jusqu'à ce que tu sois cadre. Avant c'était plus rigide, maintenant ça se fait d'une manière plus naturelle, ce n'est pas si strict, comment tu arrives à être de simple adhérent, activiste, militant, à cadre. Moi je me considère comme un cadre aujourd'hui. Peut-être que dans les années 70 si j'avais dit que j'étais un cadre ils auraient été morts de rire, parce que par rapport à l'action que l'on développait dans les années 70, dans tous les aspects, et pas seulement dans le péronisme, aujourd'hui c'est incomplet. Bon, c'était une situation différente, un contexte différent. »

Cette idée « d'intégralité incomplète » marque, dans l'agir politique des plus jeunes, la totalisation perdue par rapport à la centralité du militantisme dans la génération précédente. Elle marque aussi un repli du politique et des espaces d'expression de son caractère polémique.

Plus que dans les générations précédentes, les espaces et collectifs de militantisme et leur transformation dans la période qui suit le tournant libéral du ménémisme expriment la tendance à une extériorité et une désarticulation par rapport aux structures formelles du péronisme. En d'autres termes, une comparaison intergénérationnelle permet de dessiner une évolution dans la manière dont les individus qui se définissent politiquement comme péronistes tentent de résoudre la tension par rapport aux structures établies de la politique. Et cette évolution est marquée par une tendance d'ouverture constante des espaces et par l'extension des possibilités de la recherche. Des stratégies majoritaires de repli sur les militantismes locaux et de déplacement au sein de l'espace politique toujours restreint au péronisme, comme nous le constations dans la première génération, à des stratégies qui, sans exclure les précédentes, s'articulent à de nouvelles formes de militantisme et au réinvestissement politique d'autres activités quotidiennes. Cette même tendance se manifeste aussi dans les comportements électoraux, instance cruciale qui oblige les membres de cette génération à mettre en rapport leur identification au péronisme, et les significations qui lui sont associées, avec les hommes qui le représentent sur la scène politique. Il est ainsi possible de dessiner une évolution qui passe d'une recherche qui a pour objet le seul péronisme, le « vrai », très clôturée sur les espaces censés le représenter sur la scène politique argentine, à

une recherche plus diffuse qui, sans exclure les espaces péronistes officiels, s'étend vers d'autres expressions politiques.

Le comportement électoral des individus que nous inscrivons dans cette troisième génération manifeste lui aussi la rupture qu'a signifié le ménémisme dans l'expérience de ceux qui se définissent politiquement comme péronistes. L'enjeu de la rupture se situe, comme nous l'avons déjà signalé, dans la disparition des figures populaires de l'espace politique du péronisme défini en temps présent, comme le montre les propos de Enrique :

> « On a eu une étape de mirage avec le ménémisme, et encore, même si je suis critique, il m'a déçu et je ne le voterais pas, je dois reconnaître que je ne veux pas adopter l'attitude niaise de la classe moyenne qui aujourd'hui exalte une personne et demain la condamne sans pitié, tu comprends ? Menem est un produit de notre société, alors on ne peut pas le 'sataniser', l'enterrer et dire que c'est le coupable de tous nos maux. Non. Nous l'avons élevé, nous devons assumer la responsabilité collective. Parce que 50% des gens ont voté pour Menem, et ce n'étaient pas les mêmes qui l'ont élu en 1989 et en 1995. En 1989 ce sont les militants péronistes qui ont voté pour lui, qui ont cru à la révolution productive, à la justice sociale, au *salariazo*… à tous les idéaux péronistes. En 1995 c'est la classe moyenne qui a voté pour lui, qui avait tiré profit des politiques d'ouverture de Menem, du « un par un »[155], Miami, les voyages pas chers, c'était tout un autre secteur. C'était une autre base sociale qui a appuyé Menem en 1995 ».

D'après les propos de Enrique, l'expérience ménémiste s'insère dans un processus politique global, qui responsabilise la société entière. Cela ne l'empêche guère de reconnaître une sorte de substitution du sujet qui habite cet espace politique péroniste depuis 1995. Il ne s'agit plus, comme en 1989, des militants péronistes, adhérant aux grands idéaux de ce mouvement politique, mais d'une base politique qui en est socialement différente : la classe moyenne, qui a identifié dans la nouvelle orientation du péronisme une transformation favorable à ses intérêts. Enrique a donc milité et voté pour Menem en 1989, et en 1995 il s'est réaligné sur Fernando Solanas, qu'il définit comme un « péroniste de gauche, mais péroniste ». Pour Fabiana aussi l'expérience ménémiste est présentée comme une rupture dans la continuité de son comportement électoral :

> « J'ai toujours voté pour le péronisme, même si je ne militais pas, j'ai continué à appuyer cette branche parce qu'elle me semblait… bon, toute la justice sociale, j'ai lu le livre de Eva Perón, il me semblait que ce qu'ils faisaient, au-delà des critiques qu'il y a eu après, il me semblait qu'ils avaient beaucoup donné au peuple, ça me semblait bien. Bon, après le gouvernement de Menem non, j'ai rompu [*me fisuré*].
> *Tu as voté pour lui la première fois ?*

[155] Enrique fait ici référence au régime de « convertibilité » qui établissait la parité entre un peso et un dollar.

> Oui, la première fois. A la deuxième [élection de Menem en 1995] je n'ai pas voté parce que j'ai eu la chance d'avoir le domicile à Córdoba, parce que j'étais partie vivre à Córdoba et j'avais les 400 kilomètres de distance et je me suis dérobée[156].
> *Tu n'as donc pas voté.*
> J'ai préféré ne pas voter parce que vraiment je ne savais pas quoi faire, j'étais complètement mécréante. Après j'ai connu des gens qui étaient de *Franja Morada* [branche universitaire de l'UCR] et il me semblait que c'était mieux… mais après je me suis rendu compte que tout était aussi un désastre. De toutes manières, dans l'élection présidentielle où c'était De La Rúa-Duhalde, j'ai voté pour Duhalde. Là, toujours… »

L'année 1995 marque le moment où Fabiana « se fissure », où elle brise la continuité d'un vote systématique pour le péronisme. Or, dans son récit, elle n'identifie aucune option alternative au péronisme dans l'offre politique argentine lorsque celui-ci contredit les significations qu'elle attribue à son identification politique. Ce manque d'une option de réalignement est si pesant qu'elle préfère ne pas voter à l'occasion de la réélection de Menem et qu'elle retourne à un vote pour le péronisme lors des élections présidentielles suivantes, en 1999. Cela ne suffit pas à bloquer une recherche de réalignement, encore en construction, qu'elle développe depuis ces années-là, dans des espaces complètement externes au péronisme. Il s'agit d'abord de l'expression historique d'opposition au péronisme, le parti radical, qui se solde par une déception. Elle se tourne ensuite vers le Parti Humaniste :

> « J'ai toujours voté pour le péronisme, sauf cette fois où je n'ai pas voté. Après, pour les élections de maires et députés, pour les choses plus petites, je vote toujours pour le Parti Humaniste [parti qui ne présente pas de candidats pour les élections au niveau national]. Et puis pour mes études, l'année dernière je devais faire un travail en sciences politiques, parce que j'ai terminé l'école secondaire l'année dernière, dans une école nocturne, et je devais faire une petite recherche sur un parti politique et j'ai choisi ce parti. Et finalement il m'a semblé le plus intéressant. Ils travaillent depuis la partie spirituelle, avec un certain nombre de principes, l'éthique, la morale, l'écologie, préserver le pays, la non violence. De toutes manières, c'est une tendance de gauche… mais ils cherchent une révolution interne des gens. Et bon, ça m'a plu, je le trouve très intéressant, je ne milite pas mais je vais à toutes les réunions qu'ils font, aux conférences et je suis plus en contact avec ces gens-là. »

Dans l'expérience de Fabiana, la recherche d'options alternatives au péronisme se développe dans des espaces complètement étrangers au péronisme et commence à dessiner un réalignement stable et non pas uniquement une option refuge. C'est le cas aussi de José, qui commence à se rapprocher du PTS :

> « En 1995 j'ai voté pour Bordón [candidat du FREPASO] qui a résulté être… [il rit] C'est si facile d'être trompé ! Oui, j'ai voté pour Bordón. Chacho était avec Bordón et j'ai voté pour

[156] Le vote est obligatoire en Argentine, mais si au moment de l'élection on se trouve à plus de 400 kilomètres du domicile qui apparaît dans la carte d'identité on est exempté de cette obligation.

> Chacho dans les internes, il a perdu et après j'ai voté pour Bordón. On supposait qu'ils s'étaient séparés du PJ pour faire un changement en faveur des gens et non, ce n'était pas comme ça. Et après, les autres présidentielles, en 1999, j'ai voté pour le PTS, *Partido de Trabajadores Socialistas* [il rit]. Je voulais voter pour quelqu'un comme moi, pour « le fils du voisin » [*un hijo de vecino*], comme toi et moi. Un jour quelqu'un que j'avais connu à l'école des Beaux Arts a commencé à me parler du PTS et je l'ai laissé parler et après j'ai réfléchi et en réalité ils me ressemblaient finalement ces mecs, ils avaient comme représentants… ses candidats étaient une enseignante, un étudiant, je considérais qu'ils me ressemblaient plus. Et finalement je voulais quelqu'un comme ça et pas quelqu'un qui voyage en yacht à *Punta del Este* [station balnéaire dans la côte uruguayenne, préférée des classes moyennes supérieures et classes supérieures argentines] »

José tente, après le tournant libéral du ménémisme, les options associées au péronisme dissident, dans l'alternative du FREPASO. Ce premier réalignement résulte, d'après ses propos, être un leurre, ce qui le mène à valoriser d'autres options, cette fois complètement séparées de l'espace politique péroniste. Le PTS devient, pour José, une option qui « lui ressemble », une option qui peut, d'après ses propos, abolir dans cette proximité la distance existante entre ses conceptions politiques et l'offre péroniste de la scène politique argentine.

4.3.2. La possibilité d'un héritier

Un dernier élément qui manifeste la tendance à l'extériorité et l'ouverture dans les conceptions politiques des plus jeunes est le surgissement, dans leurs récits, de la possibilité d'un héritier, d'un espace, autre que le péronisme, d'incarnation des significations populaires qu'ils attribuent à ce mouvement politique. Cela signifie concrètement la possibilité de voir apparaître des figures d'incarnation du peuple dans des espaces politiques qui ne renvoient pas au péronisme. Il s'agit d'une brèche qui s'ouvre dans le monopole de l'adjectif « péroniste » sur les figures populaires dans la perspective de ceux qui se définissent politiquement comme péronistes.

Ainsi, il est possible d'identifier, dans les discours des plus jeunes de nouveaux noms pour des figures populaires. Elles cristallisent notamment dans les organisations *piqueteras*. Si aucun des interviewés n'est encadré par ces organisations, ils manifestent une appréciation différente de celle des générations précédentes. José manifeste, par exemple, dans l'extrait suivant, son « admiration » pour les organisations *piqueteras* :

> « Il y a beaucoup d'organisations de base, ici à Buenos Aires ou dans le Grand Buenos Aires qui cherchent ça [il parle de l'auto-financement et l'indépendance par rapport aux partis politiques, recherché par *Casa Cambalache*, la maison communautaire de la *Villa* 21 où il est

bénévole], même les *piqueteros*. Etre *piquetero*, vraiment… j'admire beaucoup de choses qu'ils ont fait, qu'ils réussissent à faire ».

Il ne s'agit pas d'un réalignement ou d'une identification politique avec ces groupes-là. Aucun des interviewés que nous inscrivons dans cette génération ne se définit comme *piquetero*, ils continuent à se revendiquer péronistes. Ce qui se transforme dans l'appréciation spécifique de ces mouvements populaires (même lorsqu'elle est critique comme dans l'extrait suivant), dans les « choses qu'ils font » et qu'ils « réussissent », c'est la reconnaissance de ce que le péronisme ne fait pas –ou plus. Comme le montre aussi l'extrait suivant, la légitimation d'autres noms qui ne portent pas l'adjectif péroniste dans l'espace populaire est liée à l'incapacité du péronisme actuel à faire apparaître des figures populaires, à un « faire » pour José, qui s'exprime aussi en termes de mobilisation et de participation dans l'extrait suivant, que le péronisme ne parvient plus à assurer. José ne se présente pas comme *piquetero*, cela ne l'empêche pas d'admirer, de reconnaître, ce que cet autre populaire réussit à faire. Et cette reconnaissance légitime la présence de ces organisations, en tant qu'habitants, en dehors du péronisme, de l'espace populaire. Dans le récit de Fernando :

> « Le 24 mars [mobilisation pour répudier le coup d'Etat de 1976] notre colonne était juste à côté de celle de la CCC [*Corriente Clasista Combativa*, un des groupes *piqueteros*, d'orientation maoïste]. A travers la colonne de la CCC, c'étaient les chinois qui marchaient. Alors, peut-être pour confirmer une hypothèse, les compagnons ont commencé à chanter la marche péroniste et de la colonne de la CCC ont commencé à se lever des doits en V [geste péroniste par excellence pendant les années 1970]. Ce qui a entraîné que les commissaires politiques des chinois se lancent sur-le-champ vers l'avant de la colonne pour qu'ils descendent leurs mains. Si ce courant du péronisme révolutionnaire se renforce, beaucoup de groupes qui pullulent, disons, *piqueteros* et autres, tendent à disparaître. Entre autres choses parce que nous ne sommes pas d'accord avec leur méthodologie. En plus, on voit des pratiques qu'ils ont qui sont celles des vieux *punteros* du PJ, n'est-ce pas ? C'est-à-dire tu vas au *piquete* et je te donne le sac d'aliments, sinon non, alors récupérer par la gauche ce que faisait la droite c'est horrible. C'est clair, je ne dis pas que toutes les organisations sont comme ça. Mais ce que nous avons vérifié c'est que beaucoup de compagnons qui y vont, qui entrent dans la CCC, se considèrent péronistes.
> *Et pourquoi ils entrent dans la CCC ?*
> Parce que le péronisme ne donne pas de réponses. Le PJ ne les donne pas, le PJ officiel, qui n'est pas non plus homogène, comme je te dis, Moreno [banlieue ouest de Buenos Aires] tend à mobiliser… ce n'est pas homogène. Mais le péronisme bureaucratique ne veut pas de militantisme, entre autres parce que c'est eux qu'ils vont finir par bousiller. Alors il penche pour qu'il n'y ait pas de militantisme. Et les gens, c'est clair, ils vont là où on leur donne des réponses, bonnes ou mauvaises ».

Le récit de Fernando exprime toute la légitimité de l'émergence potentielle de nouvelles figures populaires qui ne portent pas l'adjectif péroniste. Cette possibilité, il exprime la possibilité de construction de nouveaux espaces d'inscription et d'action politiques des sujets populaires qui entrent en concurrence avec le péronisme. Cette légitimité répond

directement à la transformation du péronisme, finalement à la résolution de son ambiguïté constitutive : il n'est plus l'espace d'apparition, dans la mobilisation, des figures populaires porteuses du litige politique mais seulement la volonté de contention de cette interruption disruptive. La fin du monopole du péronisme sur les noms de figures populaires répond au développement de l'alternative « normalisatrice » du péronisme des années 1990, qui désactive progressivement la signification égalitaire dont le mouvement fondé par Perón était porteur. D'après les propos de Fernando, dans cette légitimation d'une autre apparition d'une figure populaire, qui n'est pas couplée avec l'adjectif « péroniste », le « peuple pour le péronisme » est un sujet à reconstruire ; le péronisme, une potentialité à réaliser, un espace politique à récupérer. Et ce n'est pas un hasard si cette apparition du peuple se réalise au travers de lieux et de formes qu'on ne peut identifier aux espaces institutionnels de la politique, apparition disruptive du peuple qui ne peut se réaliser qu'à l'extérieur des structures politiques établies.

Rappelons que les entretiens ont été réalisés entre janvier et octobre 2003, au moment où les organisations *piqueteras* sont au plus haut de leur capacité de mobilisation et de leur visibilité sociale. Au cours du gouvernement de Néstor Kirchner, tant la capacité de mobilisation que la valorisation sociale de cette forme de protestation et d'action collective se sont particulièrement érodées. Par ailleurs, tout un secteur de l'espace *piquetero* s'est constitué en un allié du gouvernement péroniste actuel[157]. Cela implique que les appréciations sur les mouvements *piqueteros* ont sans doute évolué. Au-delà de cette éventuelle évolution des appréciations (critiques ou positives) ce qui nous intéresse ici est de souligner la reconnaissance et la légitimité, dans les discours des plus jeunes, de nouvelles figures populaires, qui se développent en dehors de l'espace politique péroniste.

Ainsi, les significations que les plus jeunes attribuent à leur identification au péronisme et les pratiques politiques qui lui sont associées montrent une évolution tendancielle qui les situe davantage dans l'extériorité par rapport aux structures les plus formelles du péronisme et dans la diversification des espaces d'inscription de la pratique politique. Or, en dehors du cadre familial, ces espaces explicitement liés au péronisme sont les lieux historiquement privilégiés de transmission de génération à génération de cette tradition politique. Cette tendance a donc d'importants effets tant sur les liens intergénérationnels que

[157] Cf. chapitre 5.

sur la permanence des significations de cette identification politique sur le long terme. Le chapitre 5 aborde ainsi plus spécifiquement les enjeux principaux des liens intergénérationnels dans le cadre du mouvement fondé par Perón et analyse les contours du péronisme actuel. Ces deux éléments donnent forme, dans notre perspective, aux traits principaux du péronisme en devenir.

Chapitre 5

Le péronisme en devenir

L'évolution, au long des trois générations analysées dans cette thèse, des significations et des pratiques politiques que les péronistes associent à leur identification politique, ne peut être conçue de manière linéaire, selon une direction univoque. Comme nous l'avons constaté au cours des chapitres précédents, cette évolution se construit dans la continuité et la rupture, dans l'héritage et la re-signification, dans la mémoire et l'oubli. Elle est faite d'un ensemble d'éléments qui composent l'univers symbolique du péronisme, toujours organisés autour d'une figure populaire, mais qui s'agencent, s'accentuent et se formulent de manière différente dans le cas de chaque génération, créant à chaque fois une grille de référentiels spécifique, étroitement associée à l'expérience politique qui leur est propre.

Si sur le long terme, l'analyse comparative intergénérationnelle nous a permis de rendre compte de ce que le péronisme a d'irréductible et d'évolutif, la transformation spécifique des années 1990, dans la perspective de ceux qui s'identifient au péronisme, situe

l'avenir de ce mouvement politique sous le signe de la discontinuité. En effet, la décennie ménémiste a eu un impact très intense au sein des trois générations. Cet impact se manifeste plus spécifiquement sur un des enjeux centraux des rapports générationnels : la transmission et la réception d'un héritage. Cette expérience amène au regard que les générations portent les unes sur les autres une certaine idée de rupture. Cette discontinuité est restituée parfois dans l'espoir du changement, et à d'autres moments dans la fatalité de l'extinction. Mais elle est toujours associée à une transformation qui excède le mouvement péroniste, et concerne plus largement la manière de construire un rapport à la politique. Transformation politique majeure qui, comme nous l'avons constaté dans les chapitres précédents, encadre toujours l'interprétation du ménémisme.

Cette rupture est associée à l'un des enjeux centraux rendant possibles l'établissement et le renouvellement des liens intergénérationnels, la transmission et l'héritage, qui font l'objet d'une crise dans les deux dernières décennies. Il s'agit, pour les deux premières générations, d'un mandat de transmission et de formation des plus jeunes qu'elles n'ont pu accomplir ; concernant la troisième, d'une inscription dans la continuité, et de l'actualisation d'un héritage qui devient problématique. En définitive, ce blocage dans la transmission intergénérationnelle remet en cause sur le long terme la pérennité des significations historiques du mouvement fondé par Perón.

On ne saurait sous-estimer les effets des difficultés de la transmission intergénérationnelle dans le cadre du mouvement péroniste. La transmission n'est pas uniquement un des éléments clé des échanges intergénérationnels, elle participe également à la définition même de chaque génération, délimitées les unes par rapport aux autres, comme le note Claudine Attias-Donfut : « Les différentes générations que composent l'ensemble des contemporains se distinguent entre elles par leur rattachement à des durées socialement et historiquement différenciées mais néanmoins continues. La conscience de génération se forme dans un continuum, elle ne procède pas d'une conscience immédiate mais s'élabore en opposition aux autres, que sont les prédécesseurs comme les successeurs » (Attias-Donfut, 1988, p. 235). Ainsi, la transmission permet de construire dans le rapport avec les prédécesseurs et les successeurs –reliant le passé, le présent et l'avenir–, l'idée de continuité dans la succession des générations. Elle participe également à la définition des rôles des différentes générations, contemporaines selon les âges de la vie. Pourtant, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, cette continuité ne s'avère jamais une simple

reproduction ; la transmission ne s'accomplit pas non plus sans la participation de son contraire, l'oubli, dessinant l'espace où s'inscrit la production nouvelle propre à chaque génération. Ces rapports intergénérationnels ne se construisent pas uniquement dans l'harmonie, mais incluent la concurrence et l'opposition. Comme le souligne F. Godard, « Les rapports sociaux intergénérationnels se définissent par une sorte de dualité. Ils sont d'une part des rapports de socialisation et de transmission, et d'autre part des rapports qui mettent en opposition des groupes sociaux à propos de la distribution de l'occupation des places sociales entre les différentes catégories d'âge » (Godard, 1989, p.73). Les images des successeurs et des prédécesseurs, de la « jeunesse » et de la « maturité », se forment les unes par rapport aux autres selon des liens complexes, axés sur les différents rôles et fonctions que chaque catégorie d'âge assure dans la continuité du mouvement péroniste. La crise de la transmission et de l'idée de continuité se manifeste donc aussi dans la crise des rôles générationnels et des rapports entre les différentes catégories d'âge.

5.1. La dislocation des liens intergénérationnels

Dans les récits des deux générations les plus âgées, la référence à ce que l'on pourrait appeler un mandat générationnel de transmission et de formation de leurs successeurs est très présente. Cette référence définit clairement un rôle générationnel qu'ils sont censés réaliser, en raison des catégories d'âge dans lesquelles ils se situent au moment des entretiens. Pourtant, la réalisation de ce mandat de transmission est pour le moins problématique, et ce en raison de la dislocation des liens générationnels, en particulier des liens avec les plus jeunes. Duré, par exemple, regrette au cours de notre conversation de ne pas être « utilisé politiquement » dans le cadre du PJ de la ville où il habite :

> « On n'a rien appris politiquement, absolument rien. Ici les gens croient que je veux participer parce que je veux un poste, parce que j'ai des ambitions. Et moi, la seule chose que je voulais, c'était de leur apprendre la partie politique, comment faire de la politique. Parce que nous devons apprendre à la jeunesse, ils vont nous remplacer demain. Mais il n'y a pas de progrès politique, parce que personne n'apprend aux jeunes. Moi, j'ai une préparation, une formation dans tout ça, j'aurais pu être utile. Mais aucun des jeunes n'a voulu m'utiliser politiquement ».

Duré manifeste dans cet extrait les effets de la dislocation des liens avec la « jeunesse », qui l'empêche d'envisager la continuité de son expérience politique et militante. La dislocation évoquée transforme le rapport avec « les jeunes » –qui devrait à son opinion,

être un rapport de formation et de collaboration– en concurrence, en une rivalité autour des postes politiques, plutôt que la transmission d'un legs. « Apprendre » aux jeunes, à ces successeurs qui feront les dirigeants de l'avenir, est non seulement un « devoir » mais une façon, peut-être la seule, de valoriser son expérience. D'après ses propos, ce blocage observé dans les échanges générationnels le confine dans « l'inutilité », l'empêchant d'assurer l'un des rôles par excellence de sa classe d'âge, et dessinant un travail générationnel inabouti. Cela introduit un double malaise : malaise personnel suite à une participation qui lui est niée ; malaise collectif dû à une « politique » qui ne progresse pas puisque l'expérience et l'apprentissage ne peuvent être transmis de génération en génération. La référence à l'absence d'un « progrès politique » manifeste une sorte de blocage dans les rapports de relais et de remplacement qui unissent les générations.

Dans la plupart des récits, cette scission générationnelle correspond à un contexte spécifique. Depuis la moitié des années 1980, la possibilité de rencontre entre les différentes générations devient problématique, introduisant la perception d'une rupture. D'après les propos de Benjamín :

> « Perón parlait du transvasement générationnel, rendre la vérité aux jeunes. Mais qu'est-ce qu'ils ont fait, entre le Turc, De la Rúa, Alfonsín… ils ont dépolitisé les jeunes, parce que les jeunes ne s'intéressent plus à la politique. Ceux qui entrent dans la politique aujourd'hui seront dans 20 ans présidents, députés, tout. Il ne faut pas être cons, il ne faut pas abandonner la politique, sinon ce sont les autres qui vont nous dominer. Tu te rends compte ? Mais les jeunes n'entrent plus dans la politique ».

Cette rupture par rapport aux générations plus jeunes caractérise une période historique spécifique, celle qui s'ouvre à la sortie de la dernière dictature militaire. Elle est étroitement associée à la classe politique actuelle et à une manière de faire de la politique qui la réduit aux structures établies. Comme dans nombre de récits des interviewés des deux premières générations, ce contexte entraîne la dépolitisation des jeunes, et la désertion d'un champ politique qui ne fait que reproduire la domination d'une classe politique contestée. Plus profondément, ce nouveau contexte bouleverse, dans la perspective des péronistes les plus âgés, les espaces de rencontre générationnelle ; et cela se traduit par une absence, celle de ces jeunes qui « n'entrent plus dans la politique », désertant les espaces où leurs aînés se sont politisés. Ce discours sur la dépolitisation des jeunes –qui n'est ni l'exclusivité du péronisme ni celle de la dynamique politique argentine– est sans doute fortement influencé par un

discours médiatique[158]. Dans le cas de l'Argentine, la plupart des études sur les formes de politisation des jeunes générations mettent en avant la désertion des structures politiques traditionnelles, concernant en particulier les partis et les organisations syndicales, plutôt qu'une dépolitisation ou une apathie politique[159].

Ainsi, la rupture des liens intergénérationnels est associée à un regard et à une conception particulière de la jeunesse. Ce regard oscille entre trois caractérisations qui, loin de s'exclure mutuellement, s'articulent et se complètent. La première est, comme dans le dernier extrait, le blâme en raison du désengagement politique des plus jeunes. Cette condamnation s'accompagne parfois d'une auto-culpabilisation des générations plus âgées, en raison de l'héritage problématique qu'elles ont à transmettre. Enfin, ces deux attitudes n'excluent pas une définition de cette même jeunesse comme porteuse d'espoir de changement.

Comme dans l'extrait du dialogue avec Benjamín, la référence au désengagement politique des jeunes est très présente dans les discours des plus âgés. C'est un premier blocage par rapport à une transmission qui se manifeste par la désertion des jeunes des espaces de « formation » où les plus âgés auraient pu réaliser leur rôle générationnel. Toujours d'après les propos de Benjamín :

> « Il y avait une grande UB pas loin d'ici, et là, vers la moitié des années 80, en 84, 85, j'endoctrinais des jeunes. Mais j'avais 10 gamins, pas plus. Ce n'est pas possible ! Ils ne se préoccupaient pas, ils n'étaient pas intéressés, ils pensent à autre chose, on les a fait penser à autre chose. Alors, nous, on commence à disparaître et il ne reste plus personne ».

La désertion des jeunes militants des espaces où les plus âgés inscrivent leurs pratiques politiques, les espaces « historiques » de militantisme péroniste, rend « l'endoctrinement » des nouvelles générations très difficile. Dans l'extrait ci-dessus, ces jeunes militants que Benjamín formait étaient non seulement très peu nombreux, mais en plus

[158] Le journal *La Nación* rendait compte en décembre 2004 d'une enquête nationale sur les formes de participation politique des jeunes, et soulignait leur désengagement. Selon les résultats de l'enquête, 65% des personnes interrogées dans la tranche d'âge 18-29 ans n'adhère à aucun parti politique, et 60% affirme ne pas souhaiter participer activement à une organisation politique ou solidaire (*La Nación*, « Jóvenes del desencanto a la apatía », 12 décembre 2004).

[159] Svampa (2000) constate également la discontinuité de la transmission intergénérationnelle de la tradition syndicale péroniste dans le cas des travailleurs métallurgistes. Cela est lié, dans son analyse, à des transformations profondes dans les processus de construction des identités personnelles et sociales. Néanmoins, ces transformations ne vont pas dans le sens d'une dépolitisation : « dans le cas des ouvriers les plus jeunes, il existe une tendance à se refléter dans des identités plus fragmentaires et volatiles, avec des compromis plus partiels et des orientations plus dispersées, davantage définies par la consommation culturelle, mais jamais complètement détachées de la matrice problématique des relations sociales » (Svampa, 2000, p. 135).

« désintéressés ». Ce diagnostic de désengagement politique prend donc aussi une autre forme : celle d'un désinvestissement dans la participation politique des plus jeunes. Dans la désertion et le désintérêt, l'espace politique semble, selon le récit de Benjamín, se vider progressivement d'acteurs par les effets du vieillissement. Cette image puissante de l'absence d'héritiers résume douloureusement une histoire et une expérience politique qui se perdent dans le néant. Le même constat apparaît dans le récit de Miguel :

> « Je crois que le militantisme s'est terminé en 87. Maintenant, qui est intéressé ? Avant, tu laissais des choses personnelles de côté pour militer, et ce n'était pas grave. Maintenant, les jeunes, si tu ne leur payes pas un salaire ils ne viennent pas. Et même si tu leur dis, 'j'ai besoin de toi pour contrôler un scrutin demain', ils te disent, 'non, parce que j'ai un examen lundi'. Ou, comme dans le cas de la dernière élection, 'non, parce que c'est dimanche et j'ai un match de rugby' ! »

La perception des jeunes caractérisés par la dépolitisation, le « désintérêt » de la politique, s'associe également à un deuxième élément qui scelle l'impossibilité d'une transmission. Ce deuxième élément concerne une participation politique vécue très différemment de la manière dont les générations les plus âgées évoquent leur engagement. Il s'agit d'une part d'une participation qui, loin d'être totalisatrice de l'expérience de l'individu, comme le manifestent les discours de la deuxième génération, a perdu toute sa centralité. Elle se réalise d'autre part pleinement dans l'incorporation d'une logique marchande existant à l'intérieur de l'espace politique, qui d'après eux marque le contexte des deux dernières décennies. L'extrait suivant du dialogue avec Valerio le manifeste clairement :

> « Avec les jeunes, il y a maintenant un processus de participation, mais il y a aussi un processus de nécessité. Ils se disent, 'bon, je vais militer dans un parti politique, et peut-être, s'il gagne, on me donnera un poste, un travail' ».

Cette transformation dans la manière de construire un rapport à la politique qui bloque la transmission est étroitement liée dans les discours aux conditions politiques, sociales et économiques qui accompagnent l'entrée des jeunes dans la vie politique. Elle différencie nettement leur politisation de celle des deux premières générations. Dans les récits, les conditions politiques des dernières décennies réduisent le politique à ce qui a lieu dans la scène politique officielle. Les structures établies de la politique semblent définir le politique même ; elles en sont les seuls signes visibles. Selon Osvaldo : « Aujourd'hui, qu'est-ce qu'on entend par politique ? Ce qu'on voit à la télé. Pour les jeunes, qu'est-ce que c'est la politique ? La politique c'est Menem, la politique c'est Duhalde, la politique c'est De la Rúa.

Ça, ce n'est pas la politique. Mais le vide et la médiocrité de la politique font que pour les jeunes il n'y a pas de référents ». Un espace politique « sans référents » caractérise les conditions dans lesquelles les jeunes générations se politisent. Cette politique se trouve réduite aux luttes pour le pouvoir au sommet de l'Etat, et aux structures partisanes. Il s'agit des effets d'un processus par lequel le champ politique se vide de politique, qui caractérise les interprétations des péronistes sur la dynamique politique des dernières décennies, et tout particulièrement des gestions ménémistes. Cette image est très présente dans le discours sur l'évolution récente du mouvement péroniste, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. Pour les péronistes les plus âgés, ce processus a un impact très important sur la politisation des jeunes, et joue sur la continuité des traditions politiques dans le cadre du mouvement péroniste. Cette politique-là est étroitement associée dans les récits à une logique économique et marchande, qui prend de plus en plus de centralité au fur et à mesure que les conditions de vie de la population se dégradent. Graciano rend compte, dans l'extrait suivant, de ce processus de transformation politique associé aux transformations économiques et sociales :

> « Déjà dans les années 80, depuis la défaite du péronisme [aux élections de 1983], on voyait qu'il ne s'agissait plus du même type de militants. Avant, les secteurs de la jeunesse et les milieux syndicaux étaient les plus organisés. Mais à ce moment-là, on voyait que ceux qui se mobilisaient n'avaient pas pu aller aux écoles syndicales, il y avait aussi beaucoup plus de misère. Et dans les années 80, ces grandes manifestations étaient devenues immaîtrisables, on y allait avec des bonbonnes de vin et ça devenait ingérable. Mais je te dis, ce n'était plus des gens du quartier, c'était surtout des groupes, certains liés à la jeunesse, mais qui venaient surtout des *barras bravas* [groupes de *hooligans*], de clubs de foot ».

Juan évoque au cours de notre dialogue le même processus, mettant en avant la transformation des caractéristiques économiques et sociales de la base politique du péronisme, allant dans le sens de la forte dégradation des conditions de vie que le pays a connues au cours des dernières décennies :

> « Moi, je me considère comme un péroniste de la province de Buenos Aires et non pas de la Capitale. Il y a une différence très forte. Mais ce n'est pas à cause de Duhalde ou de quelqu'un d'autre. La différence est liée au processus historique de la province qui est aussi en crise, parce que l'insertion de travailleurs dans le processus productif est en crise. Mais c'était un profil social différent. Le duhaldisme s'est construit sur ce profil social, il avait une grande capacité de contrôle social, mais c'est aussi potentiellement très dangereux s'il ne réussit pas à se reconvertir. C'est la tâche que doit envisager ce gouvernement [de Kirchner]. Mais c'est un processus beaucoup plus dur que ce qu'on croit. Il y a une avancée très, très forte de la marginalité, dans tous les sens. Il y a tout un secteur social de gens qui a entre 18 et 30 ans, et qui, dans un vaste pourcentage, est intégré à des activités illicites ou vit en marge de la loi. Cela engendre différents types de conflits et des organisations sociales et politiques nouvelles.

> Ils sont liés au péronisme… mais… Je suis supporter de *Chacarita* et je vais au stade depuis 1961, et je connais très bien San Martín [district de la banlieue de Buenos Aires] ; je te dis, il faut voir ce que c'est… »

Ce regard sur la jeunesse se construit sur une espèce de cercle vicieux. On en distingue les contours dans l'interaction entre le contexte de crise et la dépolitisation des jeunes générations, où ils s'alimentent l'un l'autre. De fait, les plus âgés interprètent le désengagement politique des plus jeunes dans le cadre du contexte global marquant leur entrée en politique, c'est-à-dire la « précarité », la « misère », l'absence de référents, la « confusion », et la définition du politique dans les seules structures établies de la politique. Or, le désinvestissement politique des jeunes générations est aussi avancé comme une des causes de la crise politique. Cette dernière pousse à la dépolitisation des jeunes, dépolitisation qui participe à son tour à la reproduction de la crise. Le désengagement politique des jeunes est donc à la fois la conséquence et la cause de ce contexte de crise. C'est l'avis de Duré, dans l'extrait cité au début de cette section, pour qui la rupture des liens générationnels bloque le progrès politique tout en condamnant à la répétition éternelle des mêmes erreurs. Pour Benjamín, la crise actuelle est étroitement associée au désengagement des nouvelles générations :

> « Je te signale qu'à mon époque, les gamins, les jeunes, nous étions très politisés. Oui, nous étions très politisés. Après, ça s'est perdu entre Alfonsín, le Turc, que je ne peux pas nommer parce qu'en plus il porte malheur ; ils ont tenté de dépolitiser. Ils ont dévié le sens politique des gamins. C'est pour ça que ce pays est allé à la dérive ; quand le Turc est venu, tout est allé à la dérive. Il a fait ce qu'il a voulu ».

Les propos de Benjamín sont teints d'une grande nostalgie en évoquant cette forte politisation des jeunes qui « s'est perdue ». « Perte » voulue et provoquée par une classe politique qui se sert de cette dépolitisation pour se maintenir au pouvoir. La désertion des jeunes ne fait que renforcer la crise, en autonomisant les structures établies de la scène politique.

Pourtant, le regard sur la jeunesse n'est pas uniquement axé sur la condamnation en raison de leur dépolitisation. Il manifeste aussi, dans les discours des deux générations plus âgées, une sorte d'auto-culpabilisation par l'héritage qui est le leur. Pour Alberto par exemple l'héritage n'est pas toujours valorisant :

> « Malheureusement, je n'ai pas de contact avec les jeunes, je ne peux pas dire ce qu'ils pensent. Parce qu'il y a un mal. Toi tu es jeune, moi j'ai 72 ans. Et je vais te dire une chose, les jeunes se sont aujourd'hui désintéressés de la politique, et ils ont raison. Ils ne veulent pas en entendre parler, c'est qu'on leur a tant menti que même si on leur disait la vérité, ils croiraient que c'est un mensonge. Disons, si on prend une génération, la mienne par exemple, c'est dommage, je n'ai pas pris mon carnet de vote, tu verrais quelles sont les années où j'ai voté, combien de fois j'ai voté et tout ce qui est arrivé… je me sens déçu. Les jeunes voient que moi, cet homme politique-là m'a déçu, l'autre aussi, nous sommes un désastre ! Notre génération est un désastre en politique ! On a tout enduré ! Moi je vois une chose, à cette époque-là, il y avait la jeunesse péroniste, la jeunesse radicale… aujourd'hui il n'y en a plus. Toi tu es allée à l'université, tu te rends compte de ça. Bon, je crois que les jeunes ne s'intéressent plus à la politique. Je sais que ce n'est pas bien, mais la vérité est une chose, et ce qui serait bien est autre chose ».

Dans le récit de Alberto, la dépolitisation des jeunes qui bloque la transmission d'un héritage, est associée à cet héritage même, à son poids négatif. Il s'agit d'un héritage fait de déceptions, d'erreurs, de mensonges, de tout ce qu'ils ont « enduré ». Comme dans nombre des récits des plus âgés, cette dépolitisation contribue à la crise actuelle ; mais elle est le résultat de crises précédentes, conséquence involontaire mais bien réelle du « désastre » politique qui a marqué l'expérience des générations précédentes.

Osvaldo fait le même constat dans son interprétation de la disparition des jeunesses politiques universitaires : « Les gens de 30 ans n'ont pas d'identité politique. Les jeunes doivent tracer leur propre chemin, ils ont cette responsabilité. Ils doivent comprendre ça, ou l'Argentine va vers un affrontement. Mais je comprends bien qu'on ne peut pas critiquer les jeunes pour des choses que nous-mêmes n'avons pas su faire… ». Osvaldo manifeste dans cet extrait le regard ambivalent et nuancé sur une jeunesse dotée d'une « responsabilité » politique à assumer, sur la base d'un héritage qui n'est pas uniquement objet de valorisation, mais engendre aussi frustration et impuissance. Et c'est dans cet espace précis que la jeunesse devient aussi le visage de l'espoir, de l'inflexion de cet héritage ambigu. Osvaldo le constate dans le cadre du centre de formation politique qu'il dirige : « Dans notre cas, l'expérience que nous avons avec les jeunes est très bonne ; ils participent. Et en plus, ils ne viennent pas avec les vices de la politique, ils s'incorporent par les idéaux, la lutte ». Dans l'appréciation de Benjamín, le péronisme à venir passe par le remplacement générationnel, qui est aussi une « purification », même si cela implique paradoxalement un retour au passé :

> « Dans le péronisme, il va y avoir un remplacement générationnel, je crois que ce qui doit venir, c'est une purification, ce qui doit venir, c'est l'endoctrinement dans le péronisme. Nous devons retourner au passé, les jeunes doivent se poser la question, se dire, 'regarde comment c'était avant ! Si avant les vieux vivaient comme ça, pourquoi pas nous ?' ».

5.1.1. Les héritiers des héritiers

Le regard des péronistes les plus âgés rend compte de plusieurs traits de la politisation de la troisième génération, traits que nous avons analysés dans les deux chapitres précédents. La contradiction entre l'héritage et leur expérience politique dominante constitue, une des marques générationnelles qui caractérisent les plus jeunes, entraînant l'impossibilité de s'inscrire dans la continuité de la longue histoire du mouvement fondé par Perón. Dans ce sens, la troisième génération que nous avons définit dans cette recherche se perçoit elle aussi sous le signe de la discontinuité. Daniel James (2004) analyse également cette tendance à la discontinuité, en constatant que les significations du passé s'estompent dans l'expérience des jeunes péronistes, alors que ces significations-là étaient encore opérantes dans l'expérience de la génération des parents. La mémoire liée aux expériences du passé semble se décontextualiser pendant les gestions des années 1990, lesquelles ont adopté la logique du capitalisme global, en contradiction avec les valeurs et significations traditionnellement associées au péronisme historique (James, 2004, p. 282). Cet auteur analyse ce processus dans le cadre d'une plus vaste « crise de la transmission collective de la mémoire sociale » (James, 2004, p. 158). Dans le cas des communautés ouvrières qu'il étudie, cette crise de la mémoire est en partie due à la disparition des espaces sociaux dans lesquels les individus pouvaient réaliser les pratiques culturelles de transmission, en raison des transformations structurelles des dernières décennies, notamment à cause de la désindustrialisation et de la fragmentation sociale.

Cette analyse nous semble également valable pour caractériser d'une part la dislocation des liens intergénérationnels identifiés chez les péronistes que nous avons interviewés, et d'autre part le blocage de la transmission. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la contradiction entre le passé et leur expérience politique dominante, qui situait les plus jeunes en discontinuité par rapport aux générations précédentes, introduisait dans leurs discours l'idée de crise et d'incertitude. Cela se traduit en ce qui concerne leurs pratiques politiques par une tendance à une plus grande extériorité par rapport aux structures officielles du mouvement péroniste. Or, ces structures officielles sont aussi les espaces par excellence de transmission de la tradition péroniste. Il s'agit donc d'une tendance à se politiser en extériorité par rapport aux collectifs de militantisme où se construisent les liens

intergénérationnels assurant la pérennité des traditions politiques liées au péronisme. De ce fait, le désinvestissement par les nouvelles générations de ces lieux de transmission et de mémoire[160], plus que leur disparition, peut être associé à cette « crise de la mémoire », dans le cadre du mouvement fondé par Perón.

Pour les péronistes les plus jeunes que nous avons interviewés, le fait de se percevoir en discontinuité les transforme également en une génération pont, à la charnière entre l'ancien et le changement. D'après leurs discours, leur génération n'est pas protagoniste de ce changement ; ils situent d'ailleurs la sortie de la crise du péronisme entièrement dans l'avenir, dans les actions d'un « autre » générationnel. Les plus jeunes ont donc aussi leurs propres jeunes, leurs éventuels successeurs, une quatrième génération en germe, image de l'espoir du changement et de l'inflexion politique qu'ils n'ont pu réaliser. Le visage de cette quatrième génération reste encore incertain. Il est possible néanmoins d'identifier deux traits qui la caractérisent dans la manière dont les plus jeunes envisagent le péronisme à venir. Le premier trait concerne la « virginité politique ». L'extrait suivant correspond à la conversation avec Pablo :

> « Tout ça, c'est le symbole de la détérioration politique. Je ne sais pas comment on peut changer tout ça avec ces gens-là, parce que c'est déjà mal parti. Je crois que s'il y a une incorporation de ces jeunes qui n'ont pas participé jusqu'à présent à la politique, qui sentent le péronisme d'une autre manière, et qui commencent à dire non à certaines choses… je crois que c'est la seule chose qui peut provoquer un changement ».

D'après les propos de Pablo, renverser la « détérioration » politique et la crise du péronisme relève d'une génération à venir, « purifiée » par sa virginité politique. Dans la conversation avec José, cette nouvelle génération ne se définit pas seulement par sa pureté et sa non contamination politique, mais aussi par une politisation différente, qui se situe en dehors des structures établies de la politique :

> « Je crois que maintenant, nous passerons quelques années avec des gouvernements élus avec très peu de voix, plus ou moins bons ou mauvais, jusqu'au surgissement de nouveaux dirigeants qui sont en train de se former maintenant. Ils sont en train de se former dans des endroits comme *Casa Cambalache*, dans des endroits comme le MTD *Aníbal Verón*[161], dans

[160] Dans l'analyse de James (2004), reprenant les thèses de M. Halbwachs, ces espaces de socialisation et de formation péroniste peuvent être également pensés comme des « lieux de la mémoire » qui sont des supports matériels fondamentaux dans le processus de remémoration.

[161] *Casa Cambalache* est une organisation culturelle située dans la *Villa* 21, où José travaille en tant que bénévole depuis deux ans. Le *Movimiento de Trabajadores Desocupados Aníbal Verón* est un des groupes *piquetero* les plus importants de la province de Buenos Aires.

> des endroits comme… je ne sais pas, il y en aura un à l'Université de Buenos Aires aussi, il doit y en avoir ; oui, je suppose qu'il y aura un nouveau groupe de dirigeants universitaires, je ne sais pas dans quels partis ils sont, mais j'imagine qu'ils sont dans les partis indépendants. Ou peut-être qu'ils sont encore à l'école primaire ! Mais je crois qu'il y a… qu'il va y avoir de nouveaux dirigeants ».

Le renouvellement dans le péronisme est une potentialité, ou en tout cas un processus qui aura d'autres protagonistes, des acteurs à venir et à construire. Reste que la reproduction, dans ces nouvelles générations, des significations historiques du péronisme, ne semble pour l'instant pas assurée. Face aux difficultés de la transmission générationnelle, le présent du péronisme qui marquera l'expérience politique des nouvelles générations devient un enjeu central. C'est ce péronisme du temps présent qui permet de conjuguer les traits tendanciels du péronisme en devenir.

5.2. Petit exercice de prospective

La plupart des analyses du contexte économique et politique de l'Argentine de la post crise reconnaissent la difficulté d'une caractérisation univoque de l'actuel gouvernement péroniste. S'agit-il d'une rupture par rapport aux orientations de la décennie 1990, entraînant une nouvelle mutation du péronisme, ou s'inscrit-il pleinement dans la continuité des transformations ménémistes ? Selon Svampa (2007), la caractérisation de l'actuelle gestion « appelle une analyse des éléments de rupture avec la ligne politique des gouvernements précédents et des éléments de permanence, en termes de modèle de domination et de redistribution » (Svampa, 2007, p. 113). C'est donc dans cette articulation du nouveau et de l'ancien que l'on peut saisir le rapport de l'actuel gouvernement aux gestions des années 1990 et à la tradition péroniste.

La figure de Kirchner a surpris une grande partie de la classe politique et du milieu intellectuel argentin, en particulier pendant les premiers mois de sa gestion. L'effet surprenant de ce « président inattendu »[162] émerge du contraste entre l'image du président « le moins bien élu de l'histoire argentine », pour utiliser l'expression de S. Sigal (2004, p. 34), tant il est menacé par un déficit de légitimité, et les grands espoirs de transformation qu'il suscite

[162] Ainsi s'intitule l'ouvrage du journaliste José Natanson, qui réunit une série d'entretiens auprès de différents intellectuels et hommes politique pour tenter d'explorer la figure du nouveau président.

quelques mois après son élection. Ces espoirs s'expriment par un soutien dans l'opinion publique de l'ordre du 70 ou 80% (Cheresky, 2003 p. 5).

Néstor Kirchner gouvernait, avant de devenir chef d'Etat, la province de Santa Cruz, située en Patagonie, riche en ressources pétrolières et l'une des régions les moins peuplées d'Argentine. Peu connu au niveau national, faiblement intégré à la structure du Parti Justicialiste, il a souvent été présenté comme un *ousider* dans son propre parti (Cheresky, 2003, p. 4). Il accède à la présidence lors d'élections atypiques, réunissant seulement 22% des suffrages. Etant considéré comme peu charismatique, la presse et nombre d'analystes politiques prévoyaient qu'il disposerait d'une autonomie très limitée dans son rapport au président sortant, qui l'a désigné candidat « officiel » et a mis à son service le puissant appareil politique de la Province de Buenos Aires. Or, depuis le jour même de l'accès à la présidence, dans une cérémonie tout aussi atypique[163], Kirchner a fait preuve d'un style politique inédit, centré sur l'action et la confrontation. Les premières actions de son gouvernement s'inscrivent dans des domaines inespérés, ou qui du moins n'avaient pas fait partie de ses propositions de campagne, tentant d'accentuer l'image d'opposition à l'orientation des gestions ménémistes.

Au cours des trois mois qui suivent l'élection, le nouveau chef de l'Etat déploie une action « vertigineuse » dans différents domaines. Le gouvernement s'engage dans une tentative proclamée de consolidation et de recomposition des bases institutionnelles du pays : il entreprend le remaniement de la Cour Suprême de Justice (dont les membres étaient perçus par l'opinion publique comme corrompus et alliés du gouvernement ménémiste), fait

[163] La cérémonie de passation du pouvoir a eu lieu le 25 mai 2003. Les journaux ont souligné que le même jour 30 ans avant, un autre président, considéré comme représentant de la gauche péroniste, Héctor Cámpora, avait pris le pouvoir. Le discours de présentation du programme du gouvernement a été centré sur l'idée de changement. La cérémonie fût suivie par 12 présidents étrangers, dont Ricardo Lagos, Jorge Batlle, Alejandro Toledo, Lula Da Silva, Hugo Chávez et Fidel Castro, le plus ovationné selon le journal *La Nación*. La presse n'a pas manqué de signaler non plus que pas une seule fois le nouveau président n'a fait référence à Juan Domingo ou Eva Perón, ni au président sortant, Eduardo Duhalde, dans son discours. Kirchner a aussi fait preuve d'un mépris des solennités et du protocole, en jouant avec le bâton présidentiel, toujours habillé de ses costumes croisés, qu'il n'a d'ailleurs pas boutonné pour recevoir l'écharpe présidentielle. Il a ensuite cherché le contact avec la foule rassemblée, se blessant le front avec un appareil photo. Le soir, il est même sorti au mythique balcon de la *Casa Rosada* où 15 000 personnes selon *La Nación* et 20 000 selon le journal *Clarín*, étaient rassemblées. Il s'agissait essentiellement, selon les deux journaux, de militants péronistes de la province de Buenos Aires, mobilisés en cars par l'appareil du PJ. Selon les différentes chroniques, il n'y a pas eu de discours à cette occasion mais seulement un « contact visuel » qui a duré près de dix minutes, pendant que les manifestants chantaient la marche péroniste et dédiaient, ironiquement, le rassemblement a Carlos Menem. Voir « Kirchner asumió y llamó a construir un modelo de producción y trabajo » et « El balcón volvió a ser protagonista », Clarín, 26 mai 2003 et « Kirchner asumió con un fuerte mensaje de cambio », La Nación, 26 mai 2003.

intervenir le pouvoir judiciaire au sein du PAMI[164], entame le remplacement des hiérarchies des Forces Armées et l'épuration de la police de la Province de Buenos Aires[165]. Toutes ces actions ont été perçues comme des décisions touchant les intérêts du pouvoir corporatif et corrompu, ainsi que ceux des dirigeants politiques traditionnels, allant dans le sens d'une restauration institutionnelle du pays (Cheresky, 2003, p. 4). Les actions du gouvernement dans le domaine des droits de l'homme auront également un impact puissant sur l'opinion publique, en particulier le déblocage de la possibilité d'examiner et juger les responsabilités de la répression pendant la dernière dictature militaire, à travers l'annulation des lois d'amnistie « Obéissance due » et « Point Final ». Il s'agissait d'un projet de longue haleine entrepris par les organisations de défense des droits de l'homme et par certains partis de la gauche traditionnelle. Mais son aboutissement lors de la première année de la gestion Kirchner, articulé sur un discours qui faisait du terrorisme d'Etat et de la justice ses axes centraux, a contribué à associer l'annulation des lois d'amnistie à la gestion péroniste actuelle. Par ailleurs, un ton plus ferme et une optique de confrontation dans les négociations avec les organismes internationaux de crédit, ainsi que dans les négociations de prix avec les entreprises de services privatisées, tendent aussi à souligner le changement de cap par rapport aux orientations des décennies précédentes. Ces premières activités débouchent sur un taux d'appréciation positive inimaginable le 25 mai 2003, au moment où il devient formellement président de la République.

Cette rapide création de légitimité a mené certains analystes à voir dans la figure de Kirchner un président de l'opinion publique (Sigal, 2004, p. 35 et Cheresky, 2003, p. 6) qui, sans compter sur un électorat ou une structure partisane propre, tend à reconstituer l'autorité présidentielle sur un soutien citoyen « direct ». Ainsi, la reconstruction des capacités gouvernementales s'est effectuée à travers ce que Cheresky nomme la formation d'un « électorat post élections », largement appuyé sur l'opinion publique, avec des risques importants en termes de volatilité et d'instabilité.

Cette façon de construire une légitimité gouvernementale diffère sensiblement de la manière dont les leaders péronistes ont traditionnellement consolidé leur pouvoir. Cela répond en partie à la faible intégration de Kirchner dans le PJ, et à son rapport problématique avec les

[164] L'oeuvre sociale la plus importante du pays, comptant plus de 4 millions d'adhérents, correspondant aux retraités, et le théâtre de nombreux scandales de corruption à répétition.
[165] Largement dénoncée pour sa corruption et l'utilisation de méthodes répressives.

hommes forts du péronisme. L'actuel président a su transformer cette faible intégration en un signe positif, dans un contexte de crise et de large contestation de la classe politique dite « traditionnelle »[166], en insistant sur sa capacité d'innovation. La manière dont Kirchner présente son positionnement dans la structure du parti Justicialiste n'a pas exclu la démarcation et une certaine revendication d'extériorité :

« Il y a une discussion en suspens dans le péronisme, concernant fondamentalement la décennie de Menem au pouvoir et le modèle et projet de pays que le péronisme doit offrir à la citoyenneté. L'absence de discussion a été évidente lorsque le gouvernement de De la Rúa s'est écroulé et que le péronisme a dû prendre en charge le gouvernement et la crise. La seule chose qu'il y avait dans le justicialisme était l'unité juridique, parce qu'il contenait des courants ouvertement contradictoires, qui s'excluaient mutuellement je dirais […] C'est pourquoi quand on me demandait si j'allais me présenter à l'intérieur ou en dehors du PJ, je leur disais que j'aurais volontiers participé à une élection interne si seulement le péronisme se mettait d'accord sur un programme de gouvernement commun, que le gagnant défendrait par la suite. Mais Menem a une vision totalement opposée à la nôtre ! Ce qu'il a voulu faire, c'est mettre le « *pejotismo* » bureaucratique au service des secteurs néolibéraux. C'est un terme dont je suis l'auteur. Vous savez ce que j'appelle « *pejotismo* » ? Pour moi, ça définit la déformation dans laquelle Menem a entraîné le Parti Justicialiste : un appareil de pouvoir vidé de contenu, sans idées » (Kirchner, Di Tella, 2003, p. 129, 131).

Cette volonté de démarcation du « *pejotismo* » explique aussi l'insistance du chef de l'Etat sur son projet de la transversalité, tendant à créer un vaste réseau d'alliances politiques, en dehors de l'espace du Parti Justicialiste. Kirchner insiste ainsi sur sa volonté de devenir le protagoniste d'un espace politique « ouvert aux contributions des dirigeants honnêtes de centre-gauche et de centre-droit, et aux groupes indépendants qui n'ont pas d'espace pour exprimer leurs idées et leurs préoccupations » (Kirchner, Di Tella, 2003, p. 130). De son point de vue, « le péronisme a une histoire, mais on ne construit pas un projet collectif dans la République Argentine avec seulement le péronisme. Ça, c'est clair pour moi, et c'est pour ça que je m'intéresse moins au positionnement partisan qu'aux idées et à la cohérence des hommes et des femmes qui participent de cette construction politique ». Le nouveau président envisage son rôle comme rassembleur d'un espace plus vaste que l'espace politique du péronisme, surtout pas limité à des structures partisanes particulières.

[166] Il faut signaler que la consigne « qu'ils s'en aillent tous » devient presque paradoxale au moment des élections, étant donné que nombre de candidats n'étaient guère inconnus de la scène politique argentine des dernières décennies. C'était le cas de tous les candidats péronistes potentiels à l'exception de Kirchner : Carlos Menem bien entendu, mais aussi Carlos Reutemann, José Manuel de la Sota et Adolfo Rodrígez Sáa, tous gouverneurs de différentes provinces pendant les gouvernements précédents. Il en allait de même pour Ricardo López Murphy, qui avait fait un passage éclair au Ministère de l'économie au cours du gouvernement de *l'Alianza,* et dans une moindre mesure pour Elisa Carrió, députée provinciale du Chaco de 1994 à 2003.

Le projet de transversalité répondait également à l'évaluation que faisait Kirchner du contexte politique de post crise. Selon lui, le péronisme ne parviendrait pas à lui seul à assurer la gouvernabilité de la société argentine. Ce projet de transversalité –qui perd sa centralité dans les discours présidentiels au cours des années suivantes– a rendu possible au *Frente de la Victoria*[167] de rallier des personnalités provenant de diverses traditions politiques, notamment de l'ancienne gauche péroniste des années 1970, de la gauche indépendante modérée, des dirigeants de la « rénovation péroniste », du *Frente Grande* et du FREPASO (Godio, 2004)[168]. C'est dans le cadre de la construction de ce front transversal qu'il faut également interpréter les gestes de rapprochement du gouvernement envers des secteurs syndicaux et *piqueteros*. Comme nous le verrons un peu plus loin à propos des organisations de chômeurs, le président a très tôt intégré dans l'équipe gouvernementale des dirigeants et des militants sociaux de différents secteurs. Ce projet a par ailleurs mené Kirchner à appuyer ou présenter, lors des élections provinciales et locales, des candidats qui étaient parfois en concurrence avec ceux du PJ. Cela n'a pas manqué de crisper les relations de l'actuel président avec plusieurs leaders péronistes.

Ainsi, la structure partisane du péronisme, cet « appareil de pouvoir vidé de contenu » selon la définition de Kirchner, n'a pas appuyé de manière immédiate et unanime l'actuel président. Les rapports avec le péronisme officiel ont été problématiques depuis le début de sa campagne présidentielle, d'autant plus que le gouverneur de Santa Cruz n'apparaissait pas comme un leader de poids au sein du péronisme, et ne s'identifiait guère au style de leadership de cette tradition politique. Ce rapport problématique n'a cependant pas empêché que l'appui du puissant appareil péroniste de la province de Buenos Aires, dont le président sortant détenait un contrôle important, ait été déterminant pour l'obtention de la deuxième place au scrutin qui permettait à Kirchner d'accéder au second tour[169]. Les journaux de l'époque rendaient compte des négociations ardues entreprises par Duhalde pour aligner le péronisme de la province derrière la candidature de Kirchner[170].

---

[167] Expression partisane du courant kirchneriste.

[168] Selon cet auteur, la « rénovation péroniste » constitue l'antécédent le plus immédiat du projet de transversalité, et plus généralement du kirchnerisme. Ce projet implique la volonté d'intégrer dans un vaste front des groupes politiques non péronistes, mais ne peut faire l'économie d'une profonde réforme du PJ pour être efficace.

[169] Kirchner s'est imposé dans la Province de Buenos Aires avec 25% des voix, contre les 20% obtenues par Carlos Menem. Selon l'article de Silvia Sigal déjà cité, en raison du poids de la province en termes de population, les suffrages obtenus dans ce district constituaient plus de 44% de son électorat (Sigal, 2004, p. 31).

[170] Le journaliste Martín Rodríguez Yerba rend compte, dans un article annonçant l'alliance Duhalde-Kirchner en janvier 2003, de la « méfiance des dirigeants de la province de Buenos Aires », « réticents » à la candidature du gouverneur de Santa Cruz (*La Nación*, « Duhalde y Kirchner formalizan su alianza », 9 janvier 2003). Le

Rappelons que la crise politique qu'a connue l'Argentine en décembre 2001 n'a pas épargné le mouvement fondé par Perón, atteignant tout particulièrement son expression partisane[171]. L'accès de Duhalde au gouvernement a lieu dans un contexte de forte fragmentation et de désagrégation du péronisme, dans une conjoncture plus globale d'effondrement économique et de forte activation de la protestation sociale. En juin 2002, la répression fait deux morts parmi des manifestants *piqueteros,* et la réaction d'indignation généralisée amorce une nouvelle crise qui oblige le gouvernement de Duhalde à avancer la date prévue des élections –originalement fixées à décembre– à avril 2003, et à s'auto exclure de la course à la présidence. Duhalde a donc dû chercher un successeur parmi les leaders péronistes, susceptible de faire front à un éventuel retour de Carlos Menem, son plus grand adversaire. Kirchner ne figurait pas, au début des négociations, parmi les candidats péronistes présidentiables potentiels. Duhalde s'est penché d'abord sur Carlos Reutemann, gouverneur de la province de Santa Fe, et ensuite sur le gouverneur de la province de Córdoba, José Manuel de la Sota. Tous deux ont par la suite décliné la candidature à la présidence. Il s'agissait de deux hommes politiques bien insérés dans la structure officielle du péronisme[172], reconnus au niveau national et régional, avec des profils plus conservateurs que le gouverneur de Santa Cruz, qui insistait sur son image « progressiste »[173] et se positionnait plutôt comme un leader de « centre-gauche ».

Kirchner, sans aucun poids dans l'espace politique péroniste, et sans être connu au niveau national, semblait ne pas être en mesure de faire front à la popularité grandissante de Carlos Menem, qui était devenu la figure dominante de la scène préélectorale. Dans un sondage publié par le journal *La Nación* en juin 2002, Néstor Kirchner ne figure pas dans la liste des candidats proposés aux interviewés[174]. L'objectif de la campagne de Kirchner en 2003 était d'ailleurs centré sur la construction d'une base politique pour les élections présidentielles suivantes, en 2007. La victoire de Kirchner aux élections semble donc dans les

journal Clarín met lui aussi en évidence les difficultés de Duhalde à « discipliner » le péronisme de la province, « contrarié » par la candidature de Kirchner (voir « Duhalde alineó con Kirchner al PJ bonaerense », Clarín, 15 janvier 2003).

[171] Le parti demeure en situation d'acéphalie depuis 2003 et a subi une intervention judiciaire en 2005. Début 2007, Menem réclamait encore la normalisation du parti et l'organisation d'élections des autorités (ayant l'intention de présenter sa propre liste).

[172] Menem était à l'époque président du Conseil Général du PJ, et Carlos Reutemann, vice-président.

[173] « Il est nécessaire de discuter d'un programme commun et de reconstruire un front national, populaire, progressiste et rationnel ». (Kirchner, Di Tella, 2003, p. 127).

[174] Il s'agit d'une enquête réalisée par le cabinet Ipsos–Mora y Araujo. Voir l'article « Llamativo ascenso de Menem en una encuesta nacional », La Nación, 25 juin 2002.

mois qui précèdent largement improbable. Comme il le reconnaît lui-même, l'incrédulité face à un Kirchner candidat présidentiable vaut aussi pour son entourage proche : « Je me souviens que quand j'ai raconté à Cristina[175] mon intention de me présenter comme candidat à la présidence, elle m'a dit 'tu es fou !'. Ce n'était pas très stimulant. » (Kirchner, Di Tella, 2003, p. 128).

Ce n'est qu'en janvier 2003 que Duhalde, face aux désistements successifs de Reutemann et De la Sota à la candidature présidentielle, décide d'apporter son soutien au gouverneur de Santa Cruz. Selon une enquête de Mora y Araujo, cité par Cheresky (2003), Kirchner avait 4,4% d'intentions de vote en juin 2002, et n'atteint que 8,1% en décembre. Dans le même sondage, Menem disposait de 7,2% des intentions de vote en juin, et grimpe jusqu'à 13,8% en décembre. En janvier (après le soutien déclaré de celui qui était alors chef de l'Etat), Kirchner réunit 16,6% des préférences (Cheresky, 2003, p. 16). Le processus problématique de définition du candidat péroniste à la présidence, dominé par le duel entre Duhalde et Menem, a mis en évidence la profondeur de la crise et la fragmentation du parti justicialiste. Le parti se trouvait au bord de la rupture : les instances formelles du parti étaient divisées, de même que le bloc parlementaire (Cheresky, 2003, p. 14). Face à l'impossibilité d'établir un mécanisme consensuel de règlement des différences entre les leaders en concurrence (qui manifestaient plus profondément l'existence de différents projets péronistes en opposition), Duhalde, dont le secteur était majoritaire dans le congrès du parti, parvient à annuler des élections primaires, ce qui autorise les différents candidats péronistes à se présenter directement à l'élection générale, sans revendiquer cependant le nom du PJ[176]. Le mécanisme de réalisation des élections primaires du PJ était un élément clé pour le dénouement de la dispute. Menem insistait sur la réalisation d'élections limitées à la participation des seuls affiliés péronistes, restriction favorisant sa candidature. Duhalde proposait en revanche des élections primaires ouvertes à toute la population, tentant d'éviter une victoire presque certaine de Menem[177]. L'annulation des élections primaires a donc été

[175] Cristina Fernández de Kirchner, épouse du président, qui était alors sénatrice pour le PJ de la province de Santa Cruz.

[176] Ainsi, les trois candidats péronistes à la présidence on dû créer trois partis politiques. Carlos Menem crée le *Frente de la Lealtad*, Néstor Kirchner le *Frente de la Victoria* et Aldolfo Rodríguez Saá le *Frente Nacional y Popular*.

[177] Les sondages montraient que ces prévisions étaient justifiées: Menem aurait remporté des élections limitées aux affiliés avec 41,7% des voix, alors qu'il serait arrivé en deuxième position dans des élections primaires ouvertes après Rodríguez Sáa (31,3% contre 29,4% respectivement), selon une enquête nationale réalisée par Ceop en novembre 2002 (Cheresky, 2003, p. 17).

perçue comme une victoire favorisant la position de celui qui était alors président de la république.

Au cours de la campagne présidentielle, le programme économique et social de Kirchner reste assez flou. Il se pose comme le candidat de la continuité du modèle « productif » mis en place par Duhalde, en particulier en annonçant la permanence de Roberto Lavagna à la tête de la gestion économique. L'intégration à une éventuelle équipe gouvernementale de Kirchner de celui qui était alors ministre de l'économie a été une source de crédibilité importante, Lavagna étant considéré comme une figure clé de la sortie de la crise et l'artisan de la discrète récupération économique qui s'annonçait au cours des premiers mois de l'année électorale. La continuité du programme économique de Duhalde était donc bien perçue par d'importants secteurs de la population. Le discours de Kirchner s'est centré sur la définition d'un « projet national et populaire», où il mettait en avant la recomposition du tissu industriel national et de l'emploi, comme axe de récupération économique et sociale du pays, où « l'Etat doit récupérer le contrôle des instruments macroéconomiques pour promouvoir un modèle de production et d'emploi » (Kirchner, Di Tella, 2003, p. 29). Ainsi, ce projet proclamait une rupture radicale par rapport au modèle économique qui éclate en décembre 2001, même si, comme nous le verrons en détail un peu plus loin, la rupture reste ambiguë.

Pourtant, l'une des innovations les plus importantes du discours de Kirchner par rapport au péronisme des années 1990, qu'il adopte au cours de sa campagne présidentielle et qui s'accentue pendant son gouvernement, réside dans une volonté de revalorisation de la politique. Ce trait n'a cessé d'être souligné par la plupart des analyses concernant l'actuel gouvernement péroniste. Cette « récupération » de la politique implique deux mouvements étroitement associés. Il s'agit en premier lieu, comme le signale Cheresky, de la volonté de faire de la sphère politique une dimension centrale de la reconstruction du lien social, ancrée dans la définition d'un projet collectif ; ce qui opère un contraste par rapport à la définition de la politique centrée sur l'idée de gestion qui a primé dans les dernières décennies. Selon cet auteur, Kirchner incarne le retour de la volonté politique associée au lien représentatif, rompant avec un cycle dominé par l'idée de politique en tant qu'administration en congruence avec la primauté du marché comme modèle politique (Cheresky, 2003, page 3). Le nouveau chef de l'Etat revendique une action gouvernementale qui tente d'élargir la sphère d'intervention et de régulation étatique, et les compétences présidentielles.

Cette centralité de la volonté politique entraîne donc une redéfinition de son rapport à d'autres sphères du monde social, à la sphère économique en particulier. Dans l'analyse de Svampa (2007), les débuts des gestions de Kirchner ont été perçus comme une « récupération » de la politique qui impliquait un nouvel équilibre des rapports entre l'économique et le politique, en opposition à la subordination automatique face aux mandats des organismes de crédits et aux intérêts des grands acteurs économiques des années 1990. Un des exemples les plus significatifs de cette récupération de la volonté politique se situe précisément dans ce domaine, dans l'élargissement des marges de négociation face aux organismes internationaux de crédit, favorisées par la mise en cessation de paiement d'une partie de la dette publique. Kirchner met en avant ce bouleversement du rapport entre le politique et l'économique en revendiquant sa volonté d'être à la fois président et ministre de l'économie, dans un discours qui remet en cause l'autonomie de la gestion économique par rapport à un projet politique national :

« Dans les années 90, le marché et l'économie ont déplacé l'Etat et la politique […] Le président d'un pays qui veut récupérer son autonomie et son patrimoine doit maîtriser toute la politique économique, et avoir un ministre de l'économie qui mette en œuvre les politiques, une sorte de directeur stratégique du programme politique, économique et social que le président déciderait de mettre en place ». (Kirchner, Di Tella, 2003, p. 33, 35].

S'il se veut président et ministre de l'économie à la fois, c'est que, selon cette conception, la gestion économique doit être au service d'un projet collectif, d'une idée de nation qui ne peut qu'être politiquement définie. Cette nouvelle primauté du politique a été perçue comme une extension des frontières du politiquement pensable et réalisable dans l'Argentine de la post crise, après près de deux décennies de « réalisme » et de pragmatisme. C'est ce que souligne Eduardo Jozami, dont l'analyse est particulièrement intéressante puisque cet homme politique a été l'un des protagonistes de la création de FREPASO, et a ensuite participé de la gestion de l'*Alianza*. Ce nouveau courant politique réunissant le FREPASO et la UCR avait suscité d'importants espoirs de changement au début des années 2000, frustrés au cours des premiers mois du gouvernement. Selon cet auteur, les potentialités de transformation portées par cette nouvelle force politique à ses débuts se sont épuisées à cause de l'acceptation des orientations néolibérales ménémistes comme des notions de sens commun n'admettant aucune discussion, en pré-condition à tout projet politique. Cette position acritique basée sur une impuissance proclamée du politique a fortement contribué,

selon cet auteur, à restreindre le projet réformiste de *l'Alianza,* qui s'est limité à des critiques d'ordre éthique et institutionnel dans la gestion des réformes, excluant la remise en cause des réformes libérales elles-mêmes. Cette perspective dominante dans le FREPASO contraste avec les débuts de la gestion de Kirchner :

« Ce nouveau contexte politique qui surprend et enthousiasme la majorité des Argentins révèle encore plus la profondeur de la frustration dont il est question dans ce livre. L'expérience du Frepaso et du gouvernement de l'*Alianza* s'est caractérisée par une vision aiguë des impossibilités qui cernaient l'action du gouvernement. La politique ne pouvait pas transposer le seuil de la sécurité juridique, qui empêchait de toucher une Cour Suprême maintes fois dénoncée pour corruption. La crainte aux réactions des forces armées ne permettait pas non plus d'avancer devant la nullité des lois d'impunité au-delà de la décision d'un groupe de législateurs ; et toute attitude de fermeté envers les bénéficiaires des privatisations semblait une aventure risquant de laisser le pays en marge du monde » (Jozami, 2004, p. 15).

Comme le soulignent nombre d'analyses, cette possibilité d'innovation émergeant dans la « récupération » du politique est largement tributaire du contexte de crise qui marque l'arrivée au pouvoir de Kirchner. Dans l'interprétation de Cheresky (2003), tout comme la crise hyper-inflationniste de 1989 avait déblayé le terrain pour le changement de cap entrepris par le gouvernement Menem, la débâcle de 2001, porteuse d'un vaste refus des expériences précédentes et des dirigeants politiques « traditionnels », créait un terrain favorable à l'innovation. Or, ce terrain favorable n'est pas uniquement lié à un état particulier de l'opinion publique, mais se fonde plus profondément sur la déstructuration générale de la société argentine que ces crises ont entraînée. C'est la perspective de Ricardo Sidicaro (2004) dans son analyse des transformations du péronisme au long de ses 60 ans d'histoire. Cet auteur met en avant l'évolution de trois variables qu'il considère centrales dans l'évolution de ce mouvement politique : les caractéristiques de l'appareil d'Etat, les particularités des appuis sociaux et politiques mobilisés par le péronisme, et la position des principaux acteurs socioéconomiques de l'époque[178]. Il souligne, dans un article écrit vers la fin de l'année 2003, que la situation conjoncturelle et structurelle qui marque l'arrivée de Kirchner au pouvoir offre une opportunité historique d'innovation et de renouvellement politique. La crise de l'appareil de l'Etat et de ses capacités économiques, politiques, bureaucratiques et techniques touche aux extrêmes. De même, les syndicats péronistes ne possèdent plus, ni la légitimité ni une emprise suffisante, pour mobiliser des appuis politiques et sociaux. La déstructuration

[178] Voir, concernant les trois premiers gouvernements péronistes, Sidicaro (2002). Pour une analyse des débuts de la gestion Kirchner, voir Sidicaro 2003-2004.

générale de la société argentine, qui a non seulement affaibli l'Etat mais encore les grands intérêts économiques privés gravitant au cours des décennies précédentes, explique principalement cette revalorisation de la volonté politique dans un contexte de crise : « Avec la fin du Plan de Convertibilité, une partie des principaux acteurs socio-économiques étrangers –les « entrepreneurs absentéistes » selon le concept de Bauman– décide de retirer ses capitaux du pays, vend ses propriétés et dépose des plaintes devant des tribunaux internationaux, tandis qu'une autre partie des entrepreneurs nationaux et étrangers semble attendre une normalisation de la situation économique ». Les acteurs économiques qui avaient bénéficié d'une grande capacité de pression dans la période précédente se sont déstructurés en raison des nouvelles règles du jeu imposées par la débâcle économique. Cela permettait à Sidicaro de prévoir, à la fin de l'article cité, que « sans Etat suffisamment fort et sans tissu social structuré, il n'est pas surprenant que les péronistes de 2003 soient à l'initiative de stratégies totalement novatrices, dont les conséquences sont aujourd'hui encore imprévisibles » (Sidicaro 2003, p. 55).

Pourtant, cette possibilité d'innovation, cette capacité proclamée d'étendre les frontières de ce qui est politiquement pensable dans l'Argentine post crise, a très vite montré ses propres limites[179]. A y regarder de plus près, ces limites sont, sur certains aspects, assez proches des frontières tracées dans les années 1990. Trois dimensions centrales dans l'orientation de l'actuel gouvernement permettent d'étayer ce constat : le modèle économique et social effectivement mis en œuvre au cours de la gestion gouvernementale qui touche à sa fin en décembre 2007 ; le style politique du président ; le rapport ambivalent envers la protestation et les mouvement sociaux surgis au cours des années 1990.

5.2.1. Les contrastes de la récupération économique

En ce qui concerne le modèle économique, l'orientation mise en place a entraîné une croissance soutenue au cours de toutes les années de la gestion. Cette récupération s'explique essentiellement par le passage à un modèle productif, tendant à revitaliser l'industrie nationale (poussée par les secteurs du commerce, de l'industrie et de la construction) et la rentabilité des exportations (blé, soja transgénique entre autres), fortement favorisées par la dévaluation

[179] Sidicaro affirme, un an après l'article cité, dans un entretien au journal *Página 12*, que le kirchnérisme n'a pas su profiter de l'opportunité historique du renouvellement politique (Página 12, 18 octobre 2005, « El clientelismo es parte del sistema político »).

et la hausse des prix internationaux. Après une rétraction de 10% en 2002, le PIB a connu une forte augmentation les années suivantes : plus 8,8% en 2003, 9% en 2004, 9,2% en 2005 et 8,5% en 2006[180]. Il s'agit, selon le gouvernement, de la mise en place d'un nouveau régime de croissance, faisant partie d'un « Modèle productif et égalitaire » (*Modelo productico con equidad*), qui rompt radicalement avec l'orientation ménémiste. Comme le souligne l'étude de Barbeito et Rodríguez Enríquez (2006), le but proclamé de ce programme est de garantir les conditions qui favorisent une croissance économique importante, se traduisant par une expansion de l'emploi et des ressources de la population, et la réduction des inégalités. L'emploi, considéré comme le principal mécanisme intégrateur de la société, constitue le pivot central de ce nouveau modèle de croissance. L'indicateur qui manifeste empiriquement le changement par rapport aux années 1990, en termes de passage à un modèle productif et créateur d'emploi, est l'augmentation du coefficient d'élasticité emploi-produit. Celui-ci est en 2003, par rapport à l'année 2002, de 0,86, soit cinq fois supérieur à celui de la première période du Plan de convertibilité (1991-1994) où il était de 0,15. Ce chiffre est également de 60% supérieur à celui de la période 1995-98 où il atteint 0,56[181].

L'importante croissance économique des dernières années a effectivement entraîné une amélioration des données sociales, qui s'exprime par la baisse du chômage, de la pauvreté, de l'indigence et des inégalités mesurées par le coefficient Gini. La réactivation économique constatée depuis 2003 a créé plus de postes de travail par unité de produit que la croissance correspondant au Plan de convertibilité, réduisant fortement le taux de chômage. Celui-ci manifeste une tendance à la baisse depuis 2001, moment où il atteint le taux le plus élevé de 18% de la population active. On constate qu'il se réduit à 17,8% en 2002, 14,5% en 2003, 12% en 2004, 10% en 2005 et 8,7% en 2006[182]. De même, la pauvreté et l'indigence enregistrent un recul significatif. La pauvreté passe de 54% au premier semestre 2003 à 26,9% au dernier semestre 2006 ; et l'indigence recule de 27,7% à 8,7% durant les mêmes

[180] Selon les données présentées par le site web du Ministère de l'Economie, www.mecon.gov.ar.
[181] Données du ministère de l'économie citées par Giosa Zazua (2006).
[182] Données présentées par l'INDEC, correspondant au dernier trimestre de chaque année. Ces taux de chômage n'incluent pas les bénéficiaires des programmes sociaux, qui sont considérés par l'INDEC comme des travailleurs occupés. L'impact des programmes sociaux sur le taux du chômage est considérable, étant donné la portée inouïe de ces derniers depuis 2002. L'INDEC reconnaissait dans un rapport de cette année-là cet impact, et calculait le taux de chômage d'octobre en considérant les bénéficiaires des programmes sociaux comme des chômeurs : il aurait été de 23,6% au lieu de 17,8 (INDEC, 2002). Comme le notent Benza et Calvi (2006), l'exercice illustre bien l'impact des programmes sociaux sur le taux de chômage, mais il reste approximatif. Il est en effet impossible de déterminer si, sans l'accès au programme, une partie des 2 millions de bénéficiaires du *Plan jefes y jefas de hogar desocupados* auraient trouvé un emploi, et si d'autres –ceux qui ne recherchent pas activement un emploi– pourraient être inclus dans la catégorie des inactifs (Benza et Calvi, 2006, p. 16).

périodes[183]. Les données concernant la distribution des richesses manifestent elles aussi une amélioration, quoique moins significative et plus lente que la croissance économique et l'expansion de l'emploi. Le coefficient Gini est passé de 0,522 en 2001 à 0,484 en 2006, année où il atteint le même niveau qu'en 1996[184]. Rappelons que ce coefficient était de 0,355 en 1974, et que l'aggravation des inégalités enregistrée au moment de la crise de 2001 a été la plus brutale dans l'histoire du pays, dépassant celle de la crise hyper-inflationniste de 1989, où le coefficient Gini atteint 0,502[185].

Pourtant, deux remarques obligent à nuancer l'optimisme officiel face à cette amélioration des données sociales. La première concerne l'extraordinaire contraste régional dans l'évolution des conditions sociales de la population : dans la région du Nordeste par exemple, la pauvreté touche 45,7% de la population vers la fin 2006 (se réduisant de seulement 10% par rapport à l'année 2003), tandis qu'en Patagonie, elle atteint 21,5% de la population, et 25,5% dans le Grand Buenos Aires. Ainsi, l'impact de la réactivation économique semble être très inégal selon les régions, et assez concentré dans les grands centres urbains. La deuxième remarque concerne le fait que la pauvreté se révèle plus importante qu'au cours de la décennie 1990, alors que le taux de chômage était à l'époque beaucoup plus fort. Pour certains analystes, cela résulte du niveau des salaires, qui demeure moins élevé que pendant la période de convertibilité pour l'ensemble des travailleurs occupés, et surtout de la qualité des emplois créés par la croissance économique actuelle. Au cours des premières années de la récupération, l'emploi a augmenté dans des taux considérables (en moyenne 7% par année), mais cette expansion s'explique principalement par la croissance de l'emploi salarié précaire[186]. En 2006, les travailleurs précaires constituent 43% des occupés, dont le salaire est considérablement inférieur aux salariés du secteur formel. Alors que le salaire minimum était de 800 pesos en novembre 2006[187], le salaire moyen des occupés précaires se situait autour de 480 pesos, c'est-à-dire qu'il était à peine supérieur au seuil d'indigence (415 pesos) et très loin de la ligne de pauvreté, fixée à 900 pesos[188]. Ce fonctionnement du marché du travail met en cause l'effectivité de la fixation d'un salaire

[183] Données de l'INDEC publiées par *Página 12* "La pobreza bajó al 26,9 y la indigencia al 8,7", 22 mars 2007.
[184] Données de l'INDEC publiées par *Página 12* « Leve mejora en el reparto del ingreso », 28 mars 2007.
[185] Données citées par María del Carmen Feijoo (2003).
[186] Selon les données citées par Giosa Zazua (2006), en 2003 et 2004, la plupart des postes créés ont été des postes de salariés et de salariés privés (75%), dont 63% correspondent à des emplois non déclarés.
[187] Ce qui équivaut à environ 200 euros.
[188] Données de l'INDEC, article cité en note 20.

minimum, instrument présenté par le gouvernement comme une mesure tendant à la réduction des inégalités.

G. Benza et G. Calvi (2006), en analysant le processus de détérioration de la distribution des richesses dans le Grand Buenos Aires, pendant les trente dernières années (1974-2003) soulignent l'importance de la précarité du travail comme facteur d'aggravation de l'inégalité au sein du salariat. La proportion de travailleurs précaires[189] a doublé au cours des trente ans analysés par ces auteurs, en passant de 22,5% en 1974 à 44,4% en 2003. Mais ce qui explique l'impact du travail précaire sur la concentration des ressources au sein du salariat est la détérioration du niveau des salaires des travailleurs précaires en comparaison de ceux des travailleurs déclarés. Alors qu'en 1974, le salaire moyen des travailleurs précaires correspondait à 61,3% du salaire des non précaires, en 2003 le salaire moyen des occupés précaires atteint seulement 46,3% du salaire moyen des travailleurs déclarés (Benza et Calvi, 2006, p. 9).

Force est de constater que les extraordinaires taux de croissance économique et l'expansion de l'emploi que l'on constate dans le pays au cours des quatre dernières années n'entraînent, ni nécessairement ni automatiquement, une transformation du modèle de distribution des richesses. Les régulations entreprises par l'Etat dans ce sens (essentiellement centrées sur la politique du salaire minimum et la négociation de conventions collectives de travail[190]) semblent se révéler insuffisantes pour attester de la transformation radicale du modèle économique et social proclamé par le gouvernement. Bien au contraire, d'après certaines analyses critiques comme celle déjà citée de la CTA[191], la récupération économique actuelle du pays, loin de renverser les anciennes bases de concentration des richesses installées depuis plus de deux décennies, tend à s'appuyer sur elles, voire même à les consolider. La reprise des niveaux de production industrielle s'appuie sur une exploitation plus poussée des travailleurs (plus de travailleurs précaires, baisse des salaires, etc.), sur l'extension de l'appauvrissement social (tant la pauvreté que l'indigence sont plus étendues qu'au cours de la Convertibilité) et de l'inégalité distributive (Lozano, 2006, p. 17). Selon cet

[189] Les travailleurs précaires sont définis comme des travailleurs non déclarés, c'est-à-dire qu'ils déclarent que leurs employeurs ne payent pas les charges patronales.
[190] Selon une étude de la CTA, en raison du faible taux de travailleurs formels, cet instrument ne concerne potentiellement que 38% de la population active. Les accords signés en 2006 portaient seulement sur 50% des salariés formels (Lozano, 2006).
[191] La Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) a été créé par différents syndicats, liés en particulier aux travailleurs publics qui quittent la CGT en raison de leur désaccord avec le positionnement acritique de la centrale des travailleurs face au gouvernement Menem (cf. chapitre 1).

auteur, la participation des secteurs populaires[192] dans le PIB a reculé de 32,5% en 2001 à 26,3% en 2006. La régression résulte en grande partie de la chute qui a eu lieu au moment de la crise, mais si cette participation s'est récupérée en 2003, la tendance postérieure est à la stagnation des améliorations distributives.

Une analyse comparative permet de constater que la structure actuelle de la distribution des richesses est encore plus inégalitaire et régressive que pendant la période de la convertibilité. En comparant les données de 1998 et de 2006, on constate une chute de 4,5% dans la part des ressources de la couche la plus basse (qui correspond ici aux 40% les plus pauvres de la population), une réduction de 2,5% dans la participation des 20% les plus riches, et une augmentation de 5,5% des couches moyennes. La chute plus marquée des couches les plus pauvres par rapport aux couches les plus riches révèle que la récupération des couches moyennes est basée sur une structure plus régressive de la distribution des richesses : elle se base davantage sur le recul des plus pauvres que sur celui des plus riches. De même, la brèche qui sépare les ressources des plus riches et des plus pauvres s'est accrue dans les dernières années : en 1998, les 10% les plus riches de la population avaient des ressources 22,8 fois supérieures à celles des plus pauvres, contre 27,7 en 2006.

D'après un certain nombre d'analyses donc, ce régime de croissance n'implique pas une rupture profonde par rapport au modèle précédent. L'absence de politiques distributives actives établit effectivement la permanence du postulat qui suppose que la croissance économique et l'expansion de l'emploi entraînent de manière automatique une amélioration de la distribution des ressources[193]. Selon les analyses critiques, cette amélioration, même lorsqu'elle existe, demeure très lente et incomplète[194]. Selon Svampa, ce modèle économique « à succès » n'a jusqu'à présent pas impliqué de transformations structurelles par rapport au modèle néolibéral. La « société excluante » qui s'est consolidée à partir des transformations ménémistes se cimente dans le contexte de post-crise 2001 (Svampa 2005, p. 395).

[192] Ici, salariés enregistrés et non enregistrés, travailleurs ruraux et indépendants ou non salariés sans capital de départ, à leur compte.
[193] C'est la perspective de Lo Vuolo (2007) pour qui « ce qui a changé en Argentine, ce sont les règles macro-économiques et leur consistance. Mais aucune stratégie visant à des changements institutionnels profonds pour renverser la matrice d'inégalité sociale n'est apparue, alors que la conjoncture de croissance le permettait. Le résultat que l'on observe jusqu'à aujourd'hui peut alors se résumer ainsi : tout s'améliore, si ce n'est la redistribution des revenus, de la richesse et du pouvoir politique » (Lo Vuolo, 2007, p. 33).
[194] Voir en particulier CIEPP Coyuntura 13.

5.2.2. Hégémonie politique et « décisionnisme »

Le deuxième élément qui pousse à interpréter l'actuelle gestion péroniste sous le signe de la continuité plutôt que de la rupture avec les décennies précédentes se situe au niveau politique. Comme le soulignent nombre d'analyses, le discours du gouvernement sur la « récupération » de la volonté politique s'est traduit, non pas par la refondation politique proclamée mais par une forte tendance à la concentration du pouvoir dans la figure du président et dans son entourage direct. D'après l'étude de Svampa (2005), le gouvernement de Kirchner représente la pratique politique « décisionniste » et la consolidation d'un type de leadership personnaliste qui caractérisent le pays depuis l'ouverture démocratique. La pratique politique de Menem s'est caractérisée par une concentration croissante du pouvoir, comme tentative de contrôle de différents acteurs sociaux. Cette tendance s'est d'abord exprimée vers l'intérieur du péronisme, dans la relation avec le PJ et les organisations syndicales ; ensuite vers l'extérieur, dans le rapport avec les institutions militaires et l'opposition politique. Selon cet auteur, cette pratique a permis au gouvernement Menem de discipliner de nombreux secteurs sociaux et de structurer un nouveau consensus. Cette stratégie de concentration du pouvoir, loin d'être une donnée politique conjoncturelle, s'est prolongée dans la pratique des différents gouvernants qui ont succédé à Menem : De la Rúa, Duhalde, et tout particulièrement Kirchner. Le nombre de décrets promulgués par le pouvoir exécutif exprime cette forte tendance « décisionniste » : Menem a signé 545 décrets au cours des 10 ans de sa gestion, et De la Rúa 73 entre 2000 et 2001. La continuité se manifeste dans le gouvernement de Kirchner qui a promulgué 140 décrets au cours des deux premières années de son gouvernement, soit davantage de décrets que Menem ou De la Rúa en ont dicté dans le même laps de temps (Svampa 2005, p. 57 et 58).

Dans l'analyse de Silvia Sigal, si Kirchner se démarque de la tradition doctrinaire du péronisme en introduisant un discours de « centre-gauche », il correspond en même temps à la personnalisation traditionnelle du péronisme et de la vie politique argentine[195]. Ce style politique de Kirchner tend à renforcer ce que Svampa appelle la « souveraineté présidentielle », et à autonomiser les leaders et les partis des électeurs. Pour de nombreux auteurs, il s'agit de la consolidation de ce que O'Donnell a conceptualisé vers le début des

[195] Voir Silvia Siga (2006), Compte rendu de la communication à l'Observatoire de l'Argentine Contemporaine (« Le péronisme après les élections du 23 octobre : mutations ou recompositions ? », 25 janvier 2006, dans le cadre du 5ème cycle de conférences, disponible sur le site www.argentinaobs.org).

années 1990 selon le terme « démocraties délégatives »[196]. Celles-ci caractérisaient nombre de pays latino-américains (Argentine, Brésil, Pérou, Equateur, Bolivie) à la sortie des expériences autoritaires. Dans la définition de O'Donnell, tant la « démocratie délégative » que la démocratie représentative –où la collectivité autorise au moyen de certaines procédures un certain nombre d'individus à parler en son nom, et accepte les orientations dont décident les représentants–, se basent sur des principes de délégation. Seulement, dans le cas de la première, l'élément de délégation éclipse les dimensions liées à la représentation et à la participation citoyenne[197]. La différence fondamentale entre ces deux types de démocratie réside dans le fait que la démocratie délégative se caractérise par l'absence d'*accountability* horizontale, c'est-à-dire d'un réseau de pouvoirs institutionnalisés et relativement autonomes, censé examiner, mettre en question, et sanctionner si nécessaire des actes considérés comme irréguliers dans l'exercice du pouvoir. Ce type de démocratie se caractérise par la faiblesse des institutions politiques, et la primauté de pratiques informelles, telles que le clientélisme, le patrimonialisme et la corruption. Dans les démocraties délégatives, l'exercice du pouvoir est fortement individualisé : la figure présidentielle se situe au-dessus des partis ou des expressions politiques, et son autorité est uniquement limitée par les rapports de pouvoir existants et la durée constitutionnelle du mandat (O'Donnell, 1997, p. 293). Les tendances plébiscitaires historiques, manifestées dans les pays du continent par les démocraties délégatives, ont été analysées dans le cadre d'études sur divers types d'autoritarismes tels que le césarisme, le *caudillismo* ou le populisme. Selon cet auteur, elles devraient plutôt être analysées en tant que type particulier de démocratie, puisqu'elles remplissent les conditions formelles de ce type de régime politique.

Plus largement, les traits spécifiques du style politique de Kirchner et la continuité par rapport aux gouvernements des années 1990, interprétés dans le cadre du contexte politique sud-américain, réactivent le débat sur les formes de la démocratie dans le continent, et tout particulièrement sur le retour des populismes. Cette évolution concerne tout particulièrement le Venezuela gouverné par Hugo Chavez, mais également les gouvernements de Lula Da Silva au Brésil, Evo Morales en Bolivie, et pour certains Kirchner en Argentine. Le retour en force du populisme envahit le débat sur les caractéristiques et la profondeur des nouveaux courants idéologiques de la région, en dessinant une dichotomie entre la « gauche populaire »

[196] C'est la perspective de Svampa (2005) et Lo Vuolo (2007), entre autres auteurs.
[197] Le débat sur les déficits des systèmes de démocratie représentative et sur le renforcement de la dimension délégative ne concerne pas uniquement l'Amérique Latine. Voir en particulier Hermet (2005).

et les « gauches populistes »[198]. Selon certaines analyses du cas argentin (Svampa, 2005, 2007), le poids et la permanence de la matrice populiste explique le style politique du gouvernement arrivé au pouvoir en 2003. L'hypothèse de la permanence d'une matrice politique populiste, évolutive mais qui continue à faire de la « subordination des acteurs politiques au leader » une clé de voûte de son analyse, semble toutefois faire l'impasse, ou du moins sous-estimer, l'impact des transformations structurelles qui reconfigurent le pays depuis plus de trois décennies. Tant la déstructuration, la précarisation et l'hétérogénéisation de vastes secteurs sociaux, que la crise du système des partis politiques éclatée en 2001 ont fourni au péronisme, lui aussi menacé de risques de fragmentation manifestes, l'opportunité de recomposer et de renforcer l'espace de l'exercice du pouvoir gouvernemental. Cette recomposition, qui s'appuie sur des résultats économiques favorables, nous semble moins stable que ce que laisse supposer l'hypothèse d'une « matrice populiste » incontournable.

D'autres auteurs, tout en gardant l'adjectif « populiste » pour caractériser ces nouvelles expériences latino-américaines et particulièrement l'expérience argentine, mettent plutôt en exergue les différences qu'elles présentent par rapport aux populismes historiques de la région. C'est le cas de l'analyse de Renée Fregosi (2006) qui constate « l'inflation de la qualification de populiste », en particulier dans les analyses portant sur l'Amérique Latine depuis les années 1990 et dresse un tableau des traits communs et des différences qui relient ces « néo-populismes » aux populismes historiques, soulignant qu'il ne s'agit aucunement d'un phénomène identique : « le préfixe « néo » ne signifie pas un simple recommencement à l'identique : les phénomènes néo sont à la fois mêmes et autres de ce qu'ils évoquent et ne constituent pas des anachronismes. Les néos sont des purs produits de leurs époques dont ils soulignent les contradictions et les ambiguïtés de façon souvent emblématique » (Fregosi, 2006, pp. 180-181).

[198] L'expression appartient à A. Touraine qui l'utilise dans sa contribution au dossier « América Latina en tiempos de Chávez », Nueva Sociedad n° 205 septembre/octobre 2006. Ce dossier constitue un exemple de la réactivation de ce débat autour du retour en force du populisme. Ce dernier s'est par ailleurs largement médiatisé dans les dernières décennies. Pour une diatribe des nouveaux courants idéologiques latino-américains, voir la présentation par l'écrivain Mario Vargas Llosa d'un ouvrage récemment publié, intitulé très subtilement « Le retour de l'idiot ». Les réflexions de l'écrivain péruvien se basent sur la dichotomie présentée par l'ouvrage entre la « gauche végétarienne » (et apparemment inoffensive), représentée entre autres par Bachelet et Lagos au Chili, Lula au Brésil et Tabaré Vázquez en Uruguay, et la « gauche carnivore » qui resurgit des cendres d'expériences dépassées, dans la peau de trois « troglodytes » : Hugo Chavez, Fidel Castro et Evo Morales. Malheureusement, les auteurs de cette classification n'ont pas pu nous éclairer sur la figure de Kirchner qui, sans être végétarien, n'est pas non plus tout à fait carnivore (Mario Vargas Llosa, « El regreso del idiota, *La Nación*, 24 février 2007).

L'analyse de ces nouvelles expériences populistes est ici ancrée dans le contexte de crise marquant de nombreux pays du continent dans les deux dernières décennies. Plus que la persistance d'une « matrice populiste » toujours à l'œuvre, c'est la période de crise des sociétés du continent des années 1990-2000 qui est à l'origine de la réémergence du populisme comme une figure récurrente. Reprenant les théories de Ernesto Lacau, le populisme serait, selon Fregosi, « la formulation la plus efficace d'une idéologie qui remet en cause l'hégémonie de la pensée dominante » (Fregosi, 2006, p. 201). Les périodes de crises sont particulièrement propices à l'émergence de discours et de mobilisations populistes car elles ont pour effet de remettre en cause l'hégémonie en place et d'ouvrir la possibilité de la construction d'une nouvelle hégémonie. Depuis les années 1990, ces néo-populismes ont pris de formes et des tendances diverses. Le cas de Néstor Kirchner en Argentine serait emblématique d'une tendance d'un certain populisme latino-américain à se situer à gauche (à la différence de celui du début de la décennie précédente qui adoptait plutôt une tonalité néo-libérale). Pourtant, comme le souligne cet auteur, ce penchant reste indécis entre le « choix social-démocrate et une option « révolutionnaire » plus confuse » : « Les relations que Kirchner entretien avec Ricardo Lagos, Lula Da Silva et Hugo Chavez sont symptomatiques de cette hésitation quant à la définition du mouvement politique qu'il tend à structurer en Argentine, mais emblématiques aussi de la tendance d'un certain populisme latino-américain à pencher à gauche » (Fregosi, 2006, p. 198). Ainsi, plus que l'idée d'une « matrice populiste », cette analyse peut éclairer la volonté hégémonique du gouvernement de Kirchner ainsi que les ambivalences de ses orientations politiques.

En effet, le style politique « décisionniste » du gouvernement actuel qui n'a cessé d'être dénoncé par différents secteurs politiques et sociaux[199] a été associé à une volonté hégémonique. Cette dernière s'est manifestée tout d'abord vers l'intérieur du gouvernement, par la concentration des prises de décision du président et de quelques personnalités clés du gouvernement. En témoignent les « pouvoirs extraordinaires » accordés au chef de cabinet ministériel, qui élargit ses prérogatives budgétaires sans le contrôle du parlement. Cette volonté de concentration du pouvoir du gouvernement dans la figure du président et de son entourage direct a été mise en évidence lors de la sortie du ministre de l'économie, Roberto Lavagna, perçu comme le principal promoteur et garant de la récupération économique, le 29

[199] Pour Raul Alfonsín, « Ce gouvernement continue à être démocratique, même s'il a ces traits qui ne nous plaisent pas : l'absence de dialogue, la volonté hégémonique, l'utilisation arbitraire de fonds publics pour obtenir des adhésions ». Clarín, 21 janvier 2007, « Kirchner debería respetar las bases de la republica democrática ».

novembre 2005[200]. Cette démission a été interprétée comme un renforcement de « l'hyper présidentialisme » du gouvernement (*La Nación,* 29 novembre 2005).

Cette volonté hégémonique s'exprime aussi dans la tentative de discipliner le PJ sous le leadership du président, qui est une tentative de résoudre les conflits autour de la définition du projet social et économique du mouvement fondé par Perón. Ce n'est qu'en octobre 2005 que le courant proche du président devient clairement hégémonique au sein du parti. Cette hégémonie est d'ailleurs une donnée qui doit être prise en compte pour expliquer la sortie du ministre de l'économie qui a lieu un mois plus tard, signe de la primauté du courant kirchneriste sur le duhaldisme[201]. L'année 2005 est marquée par le triomphe du courant officiel dans les élections législatives : le *Frente de la Victoria* ou ses alliés remportent la majorité des districts électoraux. Deux résultats manifestent la redistribution du pouvoir dans le péronisme en faveur de l'actuel président. Le premier, peut-être le plus significatif, concerne la victoire de Cristina Fernández de Kirchner (pour le *Frente de la Victoria*) sur Hilda Duhalde (pour le Parti Justicialiste), avec un écart de 25% des voix dans la province de Buenos Aires. Cet affrontement, figuré par les deux épouses des leaders péronistes les plus influents, symbolisait la lutte pour l'hégémonie au sein de ce mouvement politique. Le deuxième résultat, faisant de cette élection un point d'inflexion dans les rapports de pouvoir au sein du parti, concerne l'échec de Carlos Menem à La Rioja, sa province d'origine. Même s'il est élu sénateur, il arrive en deuxième position après Carlos Maza (avec un écart de plus de 10% des voix), allié du président Kirchner qui s'était particulièrement engagé dans la campagne. La majorité obtenue par le *Frente de la Victoria* a été présentée par le gouvernement comme un plébiscite de sa gestion. Dans tous les cas, la primauté électorale du courant politique kirchneriste et de ses alliés a consolidé la figure du président, en faisant un leader sans concurrence dans le péronisme.

[200] Kirchner a demandé la démission du ministre de l'économie après sa dénonciation d'une « cartellisation » des programmes d'œuvres publiques lancée par le gouvernement, ciblant directement une des figures clés de l'entourage direct du président, Aníbal Fernández (chef du cabinet ministériel), chargé du programme. Lavagna a été remplacé par Felisa Miceli, une économiste qu'il avait lui-même placée à la tête de la *Banco Nación*, qui montre une orientation très proche de celle de l'ancien ministre, mais un profil plus discret.
[201] Rappelons que Lavagna avait été placé à la tête de la gestion économique par Eduardo Duhalde.

La gestion de la mobilisation

Enfin, la tendance à la concentration du pouvoir s'est manifestée par la stratégie politique du gouvernement vers l'extérieur du péronisme, dans le rapport qu'il a établi avec différents acteurs sociaux. C'est en particulier le cas de la relation ambivalente avec les organisations populaires les plus importantes de la scène politique argentine de la dernière décennie, les organisations *piqueteras*. Ces organisations, expression de la mobilisation des chômeurs, émergent en 1996/7 comme une des formes principales d'opposition à l'orientation néolibérale. Ce mouvement est caractérisé depuis ses origines par la diversité des courants politiques et idéologiques qui le composent, allant du populisme nationaliste à différentes idéologies anticapitalistes (Svampa, 2007). Cette diversité marque l'espace *piquetero*, depuis ses origines, d'une forte tendance à la fragmentation. L'évolution des organisations *piqueteras* les a installées comme les protagonistes incontournables du vaste mouvement de protestation ouvert lors de la crise de décembre 2001, en particulier en raison de leur important pouvoir de mobilisation et de leur présence disruptive dans l'espace public.

Selon de nombreux auteurs qui se sont penchés sur ces nouvelles expériences de protestation, leur surgissement et leur développement doivent être encadrés par les transformations de l'action collective qui ont eu lieu dans le pays au cours des dernières décennies. L'émergence des *piqueteros* manifeste une nouvelle façon de protester et de construire de nouvelles routines au travers desquelles des groupes sociaux formulent de manière collective des demandes à l'Etat (Auyero, 2002). D'après cet auteur qui reprend le concept développé par Charles Tilly, ces nouvelles formes de protestation rendent compte de l'existence d'un nouveau « répertoire d'action collective » qui émerge de la lutte, dans les interactions entre les citoyens et l'Etat. L'intérêt de cette approche est qu'elle invite à mettre en rapport l'impact des transformations structurelles sur la protestation, et la culture de la lutte populaire. Plus précisément, l'analyse de cet auteur s'axe sur l'interaction entre les transformations structurelles, et trois dimensions clés de l'action collective : les intérêts, les opportunités et l'organisation (Auyero 2002, pp. 19-20). Les trois processus qui ont caractérisé l'Argentine des années 1990 –la généralisation du chômage, le retrait de l'Etat de bien-être, et la décentralisation des services d'éducation et de santé– ont eu ainsi de forts impacts sur les formes et le sens de l'action collective. Ils ont d'une part modifié les intérêts, puisque l'intérêt dominant passe de la défense du salaire à la défense des postes de travail, et ensuite à l'obtention de subsides de chômage. Ils ont d'autre part fait évoluer les opportunités,

en s'adressant dans un premier temps de manière privilégiée aux gouvernements provinciaux. Ces trois processus ont enfin transformé les syndicats des employés publics et les nouvelles organisations de travailleurs sans emploi en acteurs centraux de la protestation.

Le barrage des routes, ponts ou rues, ainsi que l'occupation des espaces et des établissements publics sont ainsi devenus des formes prépondérantes d'action de protestation depuis la deuxième moitié des années 1990, construisant une identité collective basée sur la notion de « peuple » qui se définit en opposition aux « fonctionnaires/élites » corrompus[202]. Ces nouvelles formes d'action collective doivent cependant être abordées en continuité de modalités de lutte plus anciennes. Barrages de route, grèves et mobilisations s'articulent et se complètent, enchaînant les formes précédentes de la protestation aux formes émergeantes, tout en conformant un nouveau cycle de renforcement de la mobilisation populaire.

La stratégie de l'actuel gouvernement face à ces mouvements populaires nous intéresse particulièrement, puisque ces mutations des formes de l'action collective ont eu des impacts importants sur l'évolution du péronisme et sur la représentation de son rapport privilégié à la figure populaire. Selon Svampa (2005, pp. 187 et suivantes), la période comprise entre 1989 et 2002 correspond à un cycle marqué par la détérioration de la pénétration du péronisme dans les secteurs populaires. Dans un premier temps allant jusqu'à 1995, cette détérioration est liée à l'inflexion néolibérale du ménémisme qui entraîne l'affaiblissement du péronisme en termes identitaires, et s'accompagne de la diffusion de cultures alternatives. La deuxième étape est marquée par le surgissement de nouvelles organisations de type territorial, porteuses de formes inédites d'action collective qui émergent en dehors du Parti Justicialiste, et se placent d'ailleurs en opposition à un gouvernement péroniste. Ces nouvelles organisations, même sans mettre en cause l'hégémonie du péronisme –du moins en termes électoraux–, ont mis en évidence la détérioration du rapport privilégié entre le mouvement fondé par Perón et le monde populaire. Ces nouvelles formes d'action, véhiculant de puissants appels à la dignité et à la lutte, s'approprient et actualisent les significations plus plébéiennes du monde populaire, étroitement et historiquement associées

[202]Comme le note Auyero dans l'analyse des premières *puebladas* [révoltes], et des premiers *piquetes* [barrages], ce peuple est une identité collective et complexe, construite sur l'auto-définition de la foule sur la route. Cette idée de peuple tend à symboliser la séparation entre la communauté et la classe politique, dans des contextes provinciaux où cette classe politique fortement corrompue est incapable de contenir la profonde crise économique et sociale. Il s'agit donc d'un peuple-communauté plus que d'un bas peuple, comme le formule l'une des protagoniste de la *pueblada* de Cutral-Có : « Dire que ça a été une protestation des chômeurs ou des exclus, c'est faire une lecture erronée. Tout le peuple était là » (Auyero, 2002, p.71).

au péronisme[203]. C'est cette transformation du rapport entre le péronisme et les secteurs populaires que Ricardo Sidicaro souligne aussi lorsqu'il identifie dans les organisations *piqueteras* le signe de l'émergence de « secteurs populaires post-péronistes », dont la présence dans la dynamique politique du pays, développée à force de protestation et de mobilisation, est appelée à perdurer (Sidicaro, 2003-2004, p. 48). L'analyse réalisée au chapitre précédent va dans le même sens que ces deux études : l'apparition de *piqueteros*, en tant qu'organisations populaires qui naissent et se développent en dehors de l'espace politique du mouvement fondé par Perón, signifie pour nombre de péronistes la fin de la représentation du « peuple péroniste » comme le seul peuple possible. Il ne s'agit guère d'une identification à ces nouvelles organisations sociales, mais plutôt de la légitimation de leur apparition dans l'espace populaire, étroitement associée à l'exacerbation de la tension entre le péronisme tel que les interviewés le conçoivent, et les instances qui le représentent sur la scène politique argentine.

Comme nous l'avons déjà signalé, suivant l'analyse de Javier Auyero, ces transformations dans le répertoire de l'action collective, ainsi que le surgissement des organisations qui en sont les principaux protagonistes, sont indissociables des transformations structurelles du pays, accélérées au cours de la décennie ménémiste. La réforme de l'Etat et la réorientation des politiques publiques qui a accompagné la consolidation de la voie néolibérale ont eu un impact important sur les mutations de l'action collective. L'application systématique de politiques sociales focalisées –centrées sur la gestion de la pauvreté et des besoins de base insatisfaits[204]– et la décentralisation administrative ont contribué à reformuler le rapport entre l'Etat et les secteurs précarisés.

[203] Cette réappropriation de l'élément plébéien par ces nouvelles organisations n'est sans doute pas sans rapport avec la reconversion des élites péronistes à partir du même élément. Selon l'analyse de Svampa, « Dans un cadre de communion avec les classes dominantes, l'élément plébéien –traditionnellement associé au péronisme– a été expurgé (c'est-à-dire déconnecté de son origine populaire, de son caractère de contre-culture, et de sa potentialité politique antagonique) et reconverti en fonction d'un nouveau style, associé au *kitsch* et à la consommation ostentatoire » (Svampa, 2005, p. 120).

[204] Depuis la primauté des politiques sociales « focalisées », le concept de « nécessités de base insatisfaites » (NBI) est devenu une des clés définissant les populations bénéficiaires de l'assistance publique. Les indicateurs pour mesurer les NBI concernent les caractéristiques sociales, d'emploi et de logement du groupe familial : l'existence d'un enfant non scolarisé, le taux de dépendance (quatre personnes ou plus par membre occupé), l'inexistence de sanitaires, l'entassement, et les matériaux précaires dans la construction du logement (INDEC, 1989). Ces indicateurs sont souvent associés aux seuils de pauvreté et d'indigence afin de définir les « populations cibles » des politiques sociales. Cette approche a été discutée par nombre d'auteurs soulignant que la définition et la construction de ces indicateurs « de base » supposent d'accepter que, pour un secteur de la citoyenneté, le droit se limite à la reproduction de la vie au niveau de survivance. Pour cette approche critique, voir Raggio (2003).

La réorientation de la politique publique s'amorce dans le pays avec la mise en place du PAN par le gouvernement radical de Raul Alfonsín[205] au cours de la deuxième moitié des années 1980. Elle se consolide dans la décennie suivante grâce aux différents programmes des gouvernements péronistes et de *l'Alianza*, acquérant un caractère beaucoup plus étendu, notamment à partir du *Plan Trabajar*, *Plan vida* et *Jefes y jefas de hogar*[206]. Ces programmes ont eu une incidence importante sur les stratégies et l'évolution des nouvelles organisations populaires, puisque depuis la moitié des années 1990, ils deviennent l'objet de négociations avec le pouvoir étatique. Dès lors, presque depuis leur origine, les organisations *piqueteras* sont porteuses d'une demande nouvelle face à l'Etat : l'attribution de programmes sociaux. Cette demande, peut-être la plus médiatisée, contribue à masquer l'important travail d'auto-gestion et d'auto-organisation qu'elles développent en parallèle.

Depuis l'éclatement de la crise en décembre 2001, ces programmes sociaux prennent un caractère de plus en plus étendu : en 1997, 200 000 subsides étaient distribués contre 1 300 000 en octobre 2002. En 2005, le *Plan jefes y jefas de hogar* distribue un million et demi de subsides, et le *Plan Manos a la obra*[207] atteint quant à lui 450 000 bénéficiaires. Seulement 10% de ces subsides sont directement administrés par les organisations *piqueteras*. L'extension des programmes sociaux est un élément clé pour comprendre le rapport de ces organisations à l'Etat. La centralité des politiques assistancielles crée une grande dépendance par rapport aux instances étatiques. Les programmes sociaux en question constituent effectivement la ressource la plus importante dont ces organisations disposent pour répondre aux besoins matériels de leurs membres, et en même temps pour construire une structure qui leur permette d'agir et de se développer à différents niveaux (Svampa, 2005, p. 244, 245).

---

[205] Le *Plan Alimentario Nacional* inaugure l'ère des politiques focalisées dans le pays. Il s'agit d'un plan national de distribution d'aide alimentaire à travers des réseaux de municipalités.

[206] Le programme *Trabajar* est un programme d'emploi temporaire destiné à des travailleurs au chômage en situation de précarité sociale. Il a une portée nationale et se développe par la réalisation de projets d'investissement social –la construction d'infrastructures communautaires par exemple. Les bénéficiaires reçoivent des aides économiques qui vont de 160 à 200 pesos (entre 40 et 50 euros environ) pendant la durée du projet, soit de six à dix-huit mois. Le *Plan Vida* est un programme mis en place par le gouvernement de la Province de Buenos Aires en 1995. Ses objectifs se déploient sur quatre axes : le nutritionnel (aide alimentaire envers des femmes enceintes ou en période d'allaitement, et des enfants de cinq ans au plus en risque de malnutrition), le sanitaire, la formation et la communication sociale. Le *Programa Jefes de hogar* a été mis en place en décembre 2002 dans le cadre de la déclaration, de la part du gouvernement Duhalde, de l'émergence alimentaire, sanitaire et occupationnelle. Il prévoit le transfert monétaire de 150 pesos (aux origines du programme) à destination des chefs de famille au chômage, contre leur participation à des projets communautaires ou de formation, de 4 à 6 heures par jour.

[207] Le « *Plan Nacional de Desarrollo Local y Economía Solidaria Manos a la Obra* » mis en place en août 2003 par le gouvernement Kirchner prévoit une aide monétaire allant jusqu'à 12 000 pesos (autour des 3 000 euros) pour le développement d'un projet productif qui doit être présenté par une ONG ou une municipalité.

Au moment de l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner, les organisations *piqueteras* sont au sommet de leur croissance et de leur visibilité sociale. Pourtant, le nouveau gouvernement va marquer une inflexion importante dans leur évolution, laquelle se manifeste par une baisse importante de l'intensité de la protestation et de la mobilisation. Astor Massetti (2006) analyse dans une étude récente l'évolution de l'intensité de la protestation *piquetera* au cours des dernières années. Il note que la quantité d'actions de protestation au niveau national montre une croissance continue jusqu'en 2003, pour reculer dans les années suivantes : ces actions sont au nombre de 2 336 pour 2001, et de 1 278 pour 2003, se réduisant encore plus en 2004 et 2005 (1 181 et 1 025 respectivement). Dans son analyse, la baisse de l'intensité des protestations doit être associée au nouveau « climat politique » installé depuis l'arrivée au pouvoir du nouveau président, et au développement de son projet transversal, qui a intégré certains secteurs *piqueteros*. A certains égards, la stratégie du nouveau gouvernement s'est révélée très efficace dans le but de contenir la protestation sociale. Cette stratégie oscille entre deux positions contrastées : d'une part, la volonté d'intégration et d'institutionnalisation des organisations ; d'autre part, la dé-légitimation à travers une stigmatisation médiatique et la judiciarisation du conflit social.

En réalité, depuis les origines des mouvements *piqueteros*, les gouvernements successifs (de Menem à Kircher) ont mis en œuvre différentes stratégies qui vont de la négociation (par la distribution de programmes sociaux) et de la cooptation à la « disciplinarisation » et la répression. Mais c'est surtout à partir de l'administration Kirchner que l'alternative de l'institutionnalisation devient une tendance importante dans l'espace *piquetero*. Selon Maristella Svampa, cette stratégie s'est révélée très efficace, tant pour intégrer les courants qui montrent des affinités politiques et idéologiques avec les orientations du gouvernement, que pour isoler les secteurs les plus combatifs. La tendance à la fragmentation constitue un des risques les plus pesants sur l'espace *piquetero* depuis son origine, en raison de la diversité des orientations politiques et idéologiques. Mais la stratégie d'intégration/institutionnalisation n'a fait que renforcer cette tendance, produisant même une diaspora, selon l'expression de Massetti (2006). Dans la périodisation proposée par cet auteur dans son étude, la période située entre fin 2001 et 2003 constitue l'étape de renforcement organisationnel de l'espace *piquetero*, polarisée autour de deux grandes alliances : d'un côté, le *Bloque Piquetero Nacional* (qui réunit différents courants indépendants et liés à la gauche

traditionnelle) et de l'autre la FTV-CCC-CTA[208]. Avec l'arrivée de Kirchner au pouvoir, cette configuration se fragmente et les deux alliances se démembrent. On assiste à des tensions et décompositions internes des organisations les plus importantes causées par la diversité de positions adoptées face au nouveau gouvernement. Ces dernières incluent tout un secteur *piquetero* qui prône l'alignement automatique avec le gouvernement, et l'appel à « quitter la rue ». Cette démobilisation s'accompagne de l'incorporation de certains dirigeants *piqueteros* à l'équipe gouvernementale[209]. A ce courant kirchneriste s'ajoutent de nouvelles organisations ouvertement péronistes créées dans les dernières années –selon l'ouvrage de Svampa, sous la promotion directe du gouvernement–, comme le MTD Evita. Ces organisations ont un rapport très étroit au pouvoir et sont les bénéficiaires privilégiés des nouveaux programmes sociaux, orientés vers la construction de logements et le financement de micro-projets productifs.

Cette stratégie du gouvernement Kirchner tendant vers l'intégration et l'institutionnalisation d'un secteur *piquetero* s'articule sur une pratique de dé-légitimation à travers de la stigmatisation médiatique de la protestation et de judiciarisation du conflit social. Dans l'analyse de Svampa, la stigmatisation des actions de protestation n'est pas sans rapport avec un état de l'opinion publique, et la primauté d'une demande de « normalisation institutionnelle ». Cette demande se manifestait déjà dans les mobilisations de 2001 –quoique accompagnée d'une non moins importante volonté de participation, de solidarité et d'auto-organisation citoyenne–, mais devient dominante à partir de 2003. Le discours du gouvernement a ainsi installé une opposition entre la « normalisation » de l'espace public, et les secteurs mobilisés qui introduisent une disruption dans cette normalité reconquise. Ce discours s'accompagne de la recrudescence de la criminalisation du conflit, manifestée par l'augmentation du nombre de procès à l'encontre des personnes qui participent à des actions de protestation. La criminalisation de la protestation constitue un élément de continuité par rapport à l'orientation mise en place par le gouvernement de Duhalde, basée sur une

[208] FTV, *Federación Tierra y Vivienda*, CCC, *Corriente Clasista Combativa*, CTA, *Central de Trabajadores Argentinos*. La FTV et la CCC constituent les deux courants les plus importants de l'espace *piquetero*. Il s'agit des premières organisations qui émergent dans la banlieue ouest de Buenos Aires et donnent un caractère national beaucoup plus étendu à la protestation, car les origines du mouvement se situent dans les provinces. Selon Svampa, elles présentent depuis le début une forte tendance à l'institutionnalisation et à la négociation avec l'Etat.

[209] C'est le cas du militant Jorge Ceballos, appartenant à l'organisation *Barrios de pie,* qui devient fonctionnaire du Ministère du Développement social, et de Isaac Rudnick, qui a pris des fonctions au Ministère des affaires étrangères. Le cas le plus médiatisé a été sans doute celui du dirigeant de la FTV, Luis D'Elía, qui est devenu sous-secrétaire de Terres pour l'habitat social en février 2006. En novembre de la même année, le président demande la démission du dirigeant *piquetero* qui avait manifesté sa solidarité envers l'Iran, après que la justice argentine ait décidé de poursuive des personnalités iraniennes –parmi elles, un ex président– pour leur responsabilité dans l'attentat d'une mutuelle israélienne à Buenos Aires qui avait causé 85 morts en 1994.

interprétation du cadre juridique qui résulte en une condamnation de ces nouvelles formes d'action collective. Cette interprétation postule l'opposition de deux droits, le droit de manifester et le droit de circuler librement. Elle a eu tendance à renforcer la primauté du deuxième sur le premier, comme l'expriment les 3 000 procès qui se sont accumulés depuis l'administration de Duhalde (CELS 2003, cité par Massetti, 2006), et la vingtaine de militants qui se trouvaient incarcérés en 2005 (Svampa, 2005, p. 257).

Le nouveau contexte politique ouvert à partir de l'arrivée de Kirchner au pouvoir a mis en évidence –et a sans doute contribué à développer– les ambivalences et les complexités des mouvements *piqueteros* en tant qu'acteur politique. D'après l'interprétation de Svampa, à partir de 2002/2003, le péronisme a repris l'initiative de recomposer ses rapports avec les secteurs populaires. Et c'est dans ce sens que la stratégie de « récupération » et d'intégration des courants et organisations territoriales d'opposition est centrale. Paradoxalement, la crise de 2001 a offert au péronisme l'opportunité historique de renouer le rapport privilégié avec les secteurs populaires. D'une part, la massification des programmes d'aide sociale distribués a été l'un des instruments privilégiés du développement de ce que cet auteur appelle un « clientélisme affectif », devenu prépondérant dans le péronisme actuel. D'autre part, la « re-péronisation » d'un secteur *piquetero* comme la FTV, lui permet de ressouder la brèche que le surgissement de ce secteur avait ouverte au sein de l'hégémonie populaire du mouvement fondé par Perón. Ce processus re-légitime donc le rapport privilégié entre le péronisme et les vastes secteurs précarisés et appauvris, et implique dans le scénario national la recomposition de sa « productivité politique », dessinant, toujours selon le même auteur, l'hypothèse d'une sorte de « péronisme infini » (Svampa, 2005, p. 293).

Nous rejoignons en partie cette analyse : en cinq ans de gestion, le péronisme au pouvoir est parvenu à reconstruire l'autorité et la légitimité gouvernementale, violemment remise en cause lors des grandes manifestations de décembre 2001 qui ont forcé la démission de Fernando De la Rúa. L'extraordinaire reprise économique constatée au cours de toutes les années de la gestion Kirchner est l'un des facteurs qui ont rendu possible cette recomposition politique autour d'un nouveau courant péroniste, devenu largement hégémonique. Cette hégémonie se manifeste, non sans conflits, tant à l'intérieur du péronisme qu'à l'extérieur de ce mouvement politique, suivant l'intégration et la « disciplinarisation » des organisations d'opposition mobilisées. De la même manière, cinq ans après le profond ébranlement du système des partis politiques dans le pays, force est de constater que le péronisme est parvenu,

mieux que d'autres formations politiques, à réconcilier son expression partisane avec une partie importante de l'électorat. Cette performance est encore plus manifeste –et parfois surévaluée– face aux énormes difficultés des autres partis politiques à se recomposer, et à organiser des expressions d'opposition sur la scène politique argentine[210]. Or, cela ne suffit pas dans notre perspective à valider l'hypothèse d'un « péronisme infini », à moins de restreindre le politique aux dynamiques électorales. Si le mouvement péroniste est parvenu à reconstruire un rapport privilégié avec des organisations populaires, cela ne suffit pas à récupérer sa « productivité politique », en raison de l'hétérogénéité sociale de sa base politique qui s'est encore complexifiée dans les dernières décennies. Ainsi, le vaste réseau territorial et clientéliste que l'appareil péroniste continue à développer dans les zones marginalisées –et qu'il n'est pas le seul à exploiter– ne suffit pas à assurer le soutien des classes moyennes et supérieures qui font également partie de sa base politique historique[211]. Mais, plus profondément, le fait que le péronisme actuel soit parvenu à renouer son rapport avec des organisations populaires n'équivaut pas à assurer et reproduire symboliquement son caractère populaire. La capacité du mouvement péroniste à s'ériger, comme il l'a fait historiquement, comme l'espace d'apparition et d'inscription politique du peuple en tant qu'appartenance symbolique, reste à explorer.

Ainsi, les éléments ambivalents de la gestion actuelle de Néstor Kirchner que nous avons présentés au long de ce chapitre rendent-ils possible une interprétation –certes provisoire– de la signification de cette expérience de gouvernement par rapport à la tradition politique dans laquelle elle s'inscrit. Si l'empreinte que le kirchnerisme laisse dans le péronisme est encore difficile à prévoir, dans notre perspective certains traits de ce

[210] Cette recomposition de l'expression institutionnelle et partisane du péronisme reste néanmoins partielle et problématique. Rappelons qu'en 2007 le PJ n'a pas encore été « normalisé », et que le *Frente de la Victoria* constitue l'instrument électoral du courant officiel. Les performances électorales de ce dernier sont considérables : la candidature à la présidence de l'épouse du chef de l'Etat, la sénatrice Cristina Fernádez de Kirchner, a été annoncée en juillet 2007. D'après touts les sondages, elle avait en août de grandes possibilités de remporter l'élection dès le premier tour (Raul Kollmann, « La palabra es « estabilidad » », *Página 12*, 26 août 2007). Cette candidature exprime la « concertation plurielle » selon le courant officiel : le candidat à la vice-présidence est Julio Cobos, qui fait partie d'un secteur de l'UCR qui s'est rallié au kirchnérisme. Malgré le soutien puissant d'une partie importante de l'appareil péroniste de la Province de Buenos Aires et de la CGT, un courant péroniste dissident se développe autour des restes du ménémisme et d'autres leaderships de provinces. Pourtant, les énormes difficultés d'organisation d'un espace d'opposition au péronisme du gouvernement contribuent largement à renforcer l'image d' « appareil électoral imbattable » du kirchnérisme : l'UCR est déchirée en différents courants, les uns se rapprochant du kirchnérisme, les autres de l'ancien ministre de l'économie Roberto Lavagna. Selon l'article cité, c'est ce dernier secteur –une alliance entre Lavagna, candidat à la présidence, et Gerardo Morales, chef de l'UCR, à la vice-présidence– qui arrive en deuxième position en termes d'intention de vote, mais très loin derrière la candidate officielle.

[211] Encore plus dans le cas du kirchnerisme, qui se veut l'héritier de la tradition péroniste des années 1970, ayant largement contribué à l'incorporation des secteurs des classes moyennes universitaires et professionnelles.

gouvernement permettent de conforter l'hypothèse d'une profonde continuité par rapport à la signification du ménémisme, dans l'évolution –et le devenir– du mouvement fondé par Perón.

Nombre d'actions du gouvernement actuel, ainsi que le discours qu'il construit pour donner sens à ces actions, laissent entrevoir une inflexion importante par rapport aux décennies précédentes. Celle-ci concerne la désactivation d'une forme de légitimité fondée sur l'impuissance politique et la subordination proclamée à une sorte de fatalité économique omniprésente. La puissance de ce discours axé sur la « récupération de la politique » comme espace de définition d'un projet collectif ne peut être sous-estimée. Cela a finalement permis au gouvernement de construire une légitimité basée sur une autonomie relative par rapport aux acteurs économiques et corporatifs largement hégémoniques de la période précédente. Cela lui a permis aussi de promouvoir un modèle de développement centré sur une réactivation productive, incluant l'adoption de mesures qui semblaient impensables quelques années auparavant, comme le contrôle des prix ou la ré-étatisation de certains services privatisés[212]. Sous nombre d'aspects, au cours de la gestion Kirchner, l'impensable est devenu non seulement politiquement pensable mais aussi réalisable. Pourtant, l'extension des frontières de ce qui est politiquement pensable dans l'Argentine d'après le gouvernement actuel manifeste certaines limites infranchissables, notamment l'absence d'une politique active de transformation de la structure de plus en plus inégalitaire qui se développe dans le pays depuis un quart de siècle.

C'est dans cet espace précis que se situe la continuité la plus profonde, en termes de signification dans l'évolution du mouvement fondé par Perón, entre le gouvernement actuel et la décennie ménémiste : cette extension des frontières du pensable que le gouvernement actuel peut accomplir, montre justement dans ses limites l'absence de la figure populaire. Dans ce sens, la dimension égalitaire devient de moins en moins pensable politiquement dans le péronisme, comme structure établie de la scène politique. Cela participe à l'épuisement d'une des significations centrales que les péronistes attribuent à leur identification politique : la définition du péronisme comme espace d'inscription symbolique du peuple dans sa potentialité disruptive. Cette même potentialité imprime par intermittences les traces d'une

[212] Dans certains cas, les concessions de services publics privatisés ont été retirées, permettant que l'Etat en récupère la gestion. Cela s'est produit uniquement dans certains secteurs, et lors de manquements très significatifs aux engagements des entreprises : la poste, les services d'eau dans la région métropolitaine, certaines parties du réseau de chemins de fer, ou encore l'espace radioélectrique entre autres (Lo Vuolo, 2007, p. 23).

présupposition égalitaire dans « l'ordre naturel des choses ». La dissociation entre les multiples figures d'incarnation du peuple, et l'espace politique péroniste en tant que structure du champ politique, n'équivaut pas à affirmer la fin du parti ou du mouvement péroniste. Ce qui s'épuise est l'une des multiples significations que les péronistes attribuent à leur identification politique.

En définitive, le caractère que prend cette « récupération » de la politique prônée par le gouvernement actuel montre l'épuisement de l'hybridité –toujours en tension et problématique– qui avait caractérisé le péronisme, et boucle sa contradiction constitutive en le faisant entrer tout entier dans « l'ordre naturel des choses ». Ainsi, tendanciellement, le kirchénisme réaffirme et consolide la transformation entamée par le ménémisme (cf. chapitre 4). Celle-ci était analysée par les péronistes que nous avons interviewés comme la fin du politique dans le péronisme, et la primauté de la logique du plus et du moins qui naturalise l'ordre de la domination. En d'autres termes, la « récupération » de la politique prônée par le gouvernement s'est donc faite exclusivement dans le sens du renforcement de l'alternative « normalisatrice » du péronisme, qui a primé au cours des années 1990. Cette « récupération » de la politique ne parvient pas finalement à masquer la disparition du politique : l'impossibilité de le faire ressurgir dans l'espace politique péroniste.

Les dimensions positives de l'orientation gouvernementale ne peuvent être sous-estimées. L'extraordinaire reprise économique, le passage à un modèle de croissance centré sur la production et l'emploi, et notamment les avancées dans le domaine des droits de l'homme et des demandes de justice face au terrorisme d'Etat perpétré par le dernier gouvernement militaire, sont extrêmement significatifs. Or, l'option prise par le gouvernement en faveur de la « normalisation institutionnelle » au détriment de la participation citoyenne et de la mobilisation, le projet de développement reproduisant la matrice inégalitaire du pays, la volonté hégémonique et de clôture des espaces de délibération, la tentative de récupération et de délimitation de l'espace des organisations populaires, tous ces traits concourent aussi à dessiner les contours du péronisme en devenir. Ils vont dans le même sens que l'hypothèse de la discontinuité, exprimée dans les discours des acteurs que nous avons analysés en première partie de ce chapitre, en ce qui concerne les significations historiques de ce mouvement politique. Ces traits ne font qu'exacerber la tension entre le péronisme du champ politique et celui de l'intelligibilité des acteurs, participant au blocage de la transmission intergénérationnelle de ses significations historiques.

Plus qu'une « récupération » de la politique, dans la perspective de ceux qui s'identifient au mouvement péroniste, l'hypothèse renforcée par le gouvernement Kirchner est celle d'un péronisme qui se configure de moins en mois comme l'espace naturel d'inscription du peuple. Dans leur perspective, au-delà de cette hypothèse, se dessine l'intuition des limites et des contours d'un « péronisme sans péronisme ». Ce péronisme-là se comprend comme une structure pleinement intégrée aux forces en jeu dans la dynamique de la scène politique, représentant les intérêts de divers secteurs sociaux, et porteuse d'un projet de développement auquel ils peuvent adhérer. Elle est épurée de ses tensions et de son hybridité, épurée également des apparitions troublantes des sujets populaires. L'un des espaces qui était en mesure, dans la perspective des acteurs, de faire surgir la politique en tant qu'expression du conflit et de l'antagonisme, semble se clore par cette hypothèse d'un « péronisme sans péronisme ».

Conclusion

La référence au peuple constitue le noyau irréductible qui traverse les discours des trois générations lorsqu'il s'agit de restituer ce que signifie, dans leur perspective et leur expérience historique et politique, « être péroniste ». Irréductibilité vivante et multiple au sein de laquelle respire le rythme irrégulier mais tenace de cette forme spécifique de politisation. Peuple, génération, expérience. Autour de ces termes gravite notre analyse de la manière dont les péronistes construisent et réinventent leur rapport au politique. Nous avons voulu rendre compte dans ce travail de recherche de toute la complexité, la fragilité et l'ambivalence des processus politiques que ces termes résument.

D'abord le peuple et ses itinéraires. Peuple des travailleurs et des ouvriers, des pauvres et des démunis. Peuple du conflit social, des « rien » et des « personne ». Peuple du « déjà là », peuple sillage. Peuple physique de la « massivité », de l'effervescence et de la confrontation politique. Peuple ancêtre, peuple désincarné. Peuple de la défaite et du travail ardu. Peuple de la vacuité et de la reconstruction. Ce sujet populaire que les péronistes situent

au cœur de leur identification politique est souvent relié à des appartenances sociales, construites au long des parcours personnels ou familiaux. Or, il ne se limite jamais à une existence purement sociale. Ce corps social se double du corps proprement politique du peuple, qui se configure comme une toile de fond, sphère d'appartenance où viennent s'inscrire diverses figures fournissant un nom et un visage précis pour l'apparition du sujet populaire.

Retracer les itinéraires du peuple qui habite les discours des péronistes sur le péronisme nous a ainsi permis d'analyser ce que la notion de « peuple » a de spécifique en tant que catégorie d'appartenance politique. Cette spécificité tient à son indétermination sociale, à un mode d'être « un » multiple, toujours en « excès » par rapport à des secteurs ou parties de la société. Elle tient en définitive au fait que la référence au peuple ne désigne pas dans les discours une identification à des groupes sociaux, mais plutôt l'acte qui transforme ces groupes sociaux en différentes figures populaires, sujets du litige politique.

Aborder la notion de « peuple » dans son indétermination sociale n'équivaut donc pas à postuler que les figures populaires qui l'incarnent sont complètement dénudées de leur corps social. Ce corps social constitue la chair du peuple, son support matériel. Il participe pour une part importante au surgissement du peuple dans un moment d'apparition ; il contribue à dessiner sa visibilité. Mais l'écart entre les auto-définitions sociales des péronistes que nous avons rencontrés et les figures populaires que leurs discours font apparaître suggère que l'identification au péronisme ne peut être pensée uniquement en termes d'intérêts de secteurs ou de classes sociales. Nous avons tenté de montrer, dans ce travail de recherche, qu'au cœur du litige introduit par les figures populaires, se situe une revendication égalitaire souvent diffuse, qui institue l'espace de la politique. Dans notre interprétation, le péronisme est, pour les péronistes, le mouvement politique qui fait surgir ces figures populaires. Il est une forme d'explicitation publique du conflit dont elles sont porteuses, et une manière de le traiter –sans que cela implique de le résoudre.

L'analyse de l'évolution intergénérationnelle des différentes incarnations du sujet populaire montre que l'écart entre son corps social et son corps politique se creuse au long des trois générations. Dans le cas de la première génération, les pauvres, les ouvriers, les travailleurs, les *cabecitas negras* faisaient souvent –quoique non exclusivement– référence à des origines familiales ou à des parcours personnels. Pour un « fils d'ouvrier » comme

Humberto, architecte diplômé, l'ouvrier dessine clairement l'anatomie du peuple péroniste. Plus que représentant les intérêts des secteurs ouvriers, le péronisme est ici conçu comme le mouvement politique faisant apparaître l'ouvrier comme sujet politique. L'impact de cette apparition est fondamental dans la trajectoire d'adhésion et la trajectoire politique de Humberto, puisque c'est au sein de ce sujet politique qu'il peut inscrire sa propre pratique politique. Pour la génération suivante, c'est en revanche le corps politique du peuple qui prend le dessus. Les figures populaires qui priment dans les discours sont les mêmes que celles de la génération précédente, manifestant le poids de l'héritage dans la manière dont cette deuxième génération définit le mouvement fondé par Perón. Mais la revendication de l'appartenance à ce peuple péroniste se fait moins par référence à un secteur social, au nom de la « lutte pour les revendications ouvrières » par exemple, selon l'expression de Pedro, qu'en termes d'incorporation au corps puissant et multiple du peuple de la rue et du conflit politique, au travers d'une expérience presque physique, « viscérale » dans la description de Marta. Cette génération intermédiaire opère donc une première distanciation par rapport au corps social du peuple, ne serait-ce que par sa distance générationnelle avec les figures originelles du péronisme. Pour la troisième génération enfin, le corps politique du peuple de la génération précédente, ainsi que le corps social qui prime dans les discours des péronistes les plus âgés, se situent au-delà de ses propres expériences générationnelles. Le péronisme reste ici l'espace politique privilégié d'inscription des figures populaires, mais il puise cette signification dans le poids du passé, un héritage puissant mais problématique, puisqu'il ne peut être réactualisé dans l'expérience politique dominante de la plus jeune génération.

Cette présence systématique des figures populaires originelles du péronisme dans l'ensemble des discours des personnes interviewées témoigne en premier lieu de l'impact puissant de la période fondatrice de ce mouvement politique, et des traces indélébiles de la mémoire et de la transmission sociale, qui érigent cette période comme un noyau d'irradiation des « mythes des origines » du péronisme. Or, les distanciations sociales qui se creusent de génération en génération par rapport à ces figures populaires témoignent également du fait que la puissance de l'héritage ne suffit pas à assurer la continuité du sujet populaire dans le péronisme au cours de la succession des générations. En d'autres termes, dans notre perspective, le peuple se construit dans son double corps, et se constitue uniquement dans cette dualité en tant que sujet politique. La distanciation sociale participe donc au processus de désincarnation du sujet populaire que l'on constate tout particulièrement dans la troisième génération. Dans ce processus, la définition du péronisme ancrée sur cette revendication

égalitaire s'estompe ; et sa conformation, comme espace d'appartenance où les plus jeunes pourraient inscrire leur propre pratique politique, s'affaiblit.

L'évanescence du sujet populaire et l'épuisement de la signification égalitaire dont le péronisme est porteur, dans la perspective de ceux qui s'identifient à ce mouvement politique, n'impliquent aucunement de dresser un acte de décès du péronisme. Ce processus traduit simplement l'hypothèse d'une discontinuité dans l'une des multiples significations de cette identification politique. Reste que cette signification en constitue sa dimension proprement politique, si l'on reprend la distinction de Jacques Rancière entre police et politique. Le péronisme ne s'est cependant jamais limité à cette dimension politique. Si le mouvement péroniste se définit, dans les discours des trois générations, comme l'espace qui fait émerger des figures populaires, il se définit également à partir de sa forte composante normalisatrice, par sa capacité à contenir la signification disruptive dont l'apparition du peuple est porteuse. Cette hybridité marque profondément le péronisme depuis sa naissance. Marque de naissance qui tient au fait que ce mouvement politique participe, de manière simultanée, aux deux logiques antagoniques qui composent, dans leur rencontre, l'espace du politique tel que Rancière le définit. Le mouvement péroniste crée donc des lieux et des formes pour l'activité politique et l'expression du conflit ; il norme les potentialités disruptives de l'activité politique en les faisant entrer dans les structures établies de la domination.

La conjugaison des significations contradictoires du péronisme est dans notre analyse une construction générationnelle. Génération est ainsi le deuxième terme clé organisant l'analyse de ce travail de recherche. La comparaison entre des manières d' « être péroniste » au sein de trois générations a été une manière de lire, sur le long terme, l'évolution de l'identification au péronisme comme une forme spécifique de politisation. Ce sont ces trois générations, posées comme des points de repère dans l'histoire du mouvement fondé par Perón, qui nous ont permis d'explorer la construction, souvent ardue et problématique, du fil tendu reliant la signification égalitaire du péronisme aux instances officielles, censées le représenter dans les structures établies de la politique qui participent à l'ordre de la domination.

Ces générations constituent ici des constructions purement analytiques. Elles n'existent que dans leur rapport à l'objet de cette thèse. Dans ce cadre, la conceptualisation utilisée concernant la notion de génération forme trois groupes hétérogènes dont les frontières

sont élastiques et poreuses. Ils ne sont jamais figés, mais au contraire en mouvement perpétuel. Cela nous a permis d'aborder toute la complexité et les divergences qui traversent l'espace d'une génération. On ne trouve pas en effet de définition unique de ce que signifie « être péroniste » au sein de chaque génération. Il y a en revanche dans les particularités des trajectoires d'adhésion et des trajectoires politiques des péronistes inclus dans chaque génération des éléments transposables et des agencements partagés, qui permettent de dessiner pour chaque groupe des évolutions tendancielles communes. C'est la comparaison de ces évolutions intragénérationnelles, ancrées sur l'ensemble de référentiels propres à chaque groupe, qui contient et permet de mettre en lumière des évolutions intergénérationnelles de l'identification politique au péronisme.

Notre analyse de ces évolutions générationnelles s'est concentrée sur trois points d'ancrage. Le premier concerne la construction, à l'intérieur de chaque génération, de la signification égalitaire du péronisme à partir de l'émergence des figures populaires qui l'incarnent. Nous avons abordé cette figure populaire qui définit le péronisme, tant dans sa signification que dans les lieux et les formes de l'agir politique qui la construisent en tant qu'appartenance politique. Le deuxième point fondamental de l'analyse tient aux effets de l'hybridité du péronisme dans la construction de la signification égalitaire. Cette dernière s'accompagne d'une forte signification distributive, également associée aux différentes figures populaires. Ancrée sur la période fondatrice du mouvement péroniste, cette dimension distributive se manifeste dans un discours davantage centré sur les politiques assistancielles, sur ce que l'on « demande » et ce que l'on « donne », sur la forte personnification du régime. Ainsi, le peuple qui habite le péronisme est fait d'une pratique politique capable de manifester la critique, la révolte, et une revendication d'autonomie, sans exclure la passivité ou la dépendance par rapport aux orientations des organes officiels du mouvement. Le troisième point concerne enfin la manière dont cette contradiction se traduit par une tension entre le péronisme tel que les péronistes que nous avons rencontrés l'envisagent –dans leurs conceptions et leur expérience– et le péronisme des hommes et des instances qui le font exister sur la scène politique. Nous avons donc abordé la manière dont chaque génération tendait à résoudre ces tensions, en centrant notamment l'analyse sur l'évolution des pratiques militantes et les comportements électoraux.

Dans le cas de la première génération, « être péroniste » implique concevoir ce mouvement politique comme celui qui fait émerger différentes figures populaires. Elles

mettent toutes en acte un conflit, qui s'exprime de manière privilégiée dans l'antagonisme entre les riches et les pauvres, situé historiquement durant la période des origines de ce mouvement politique. Le vécu des deux premières présidences de Juan Domingo Perón constitue ici un puissant marquage générationnel. Les figures populaires trouvent là leur moment de visibilité, c'est la période mythique des origines qui dessine leurs anatomies, leurs noms et leurs visages. Cette période contribue à définir le péronisme à partir de ses deux significations centrales, distributive et égalitaire. Dans les discours des péronistes les plus âgés, celles-ci concourent à dessiner un modèle de société défini par l'inclusion pleine de ces figures populaires. Il est évoqué comme une expérience concrète : il s'enracine dans la société péroniste que les plus âgés ont « vue » et « vécue » au cours de cette période.

Nous l'avons vu dans le chapitre 4, les trajectoires politiques montrent qu'il n'y a pas une seule manière de construire l'identification au péronisme, selon une pratique politique concrète. Si certains types de collectifs de militantisme sont privilégiés dans la pratique politique de cette génération, notamment ceux liés au PJ et à l'activisme syndical, cela n'épuise pas la diversité des pratiques que les péronistes associent à leur appartenance politique. Leur agir politique est composé d'une multiplicité d'actes qui renvoient à l'expérience quotidienne des individus, expérience qui politise et peut être politisée en retour. Dans les récits conversationnels et rétrospectifs que constituent les entretiens, l'hybridité et la tension qui caractérisent le péronisme se manifestent dès le début des trajectoires. La pratique politique est composée du respect des « directives », de « ce qu'il faut faire », sans exclure les remises en cause, les réinterprétations et la revendication d'une « liberté d'action » et de « décision » qui se révèle tout particulièrement dans les espaces locaux de la pratique politique. Cette dissociation entre les espaces de proximité et des espaces politiques plus globaux est une des clés pour rendre compte dans cette génération de la manière dont l'hybridité qui caractérise le péronisme se traduit directement par une tension avec les structures politiques qui le représentent sur la scène politique argentine. Tension qui manifeste la négociation ardue entre les espaces locaux où les péronistes que nous avons interviewés peuvent selon eux exercer le péronisme tel qu'ils le conçoivent et l'ont vécu, et l'espace politique national, habité par le péronisme des représentants et des structures établies de la politique. Pour cette raison, l'analyse des comportements électoraux est selon nous extrêmement riche. Non pas parce qu'il permet simplement de savoir pour qui votent les personnes interviewées. L'intérêt porte plutôt sur le fait que les élections présidentielles constituent des événements obligeant les individus qui se définissent comme péronistes à

chercher à chaque fois un compromis entre leur propre conception du péronisme et ses représentants sur la scène politique argentine. En ce sens, ce centrage sur le comportement électoral nous fournit un accès privilégié aux différentes stratégies mises en œuvre dans la résolution de la tension constitutive du péronisme.

Certes, ces stratégies sont multiples et hétérogènes. Cette tension s'exacerbe tout particulièrement, et c'est le cas pour les trois générations, au cours des vingt dernières années, où elle rend compte d'une transformation politique globale dans le pays. Pour certains, elle entraîne une vision fortement critique de la dernière expérience de gouvernement péroniste, sans pour autant provoquer une tentative de réalignement. C'est le cas de Aldo ou de Pedro par exemple, qui, malgré leur appréciation extrêmement critique du ménémisme, ont systématiquement voté pour les candidats officiels du PJ ; ce qui a impliqué de voter pour Menem à deux reprises. D'autres péronistes ont tenté des réalignements vers des options électorales d'opposition au ménémisme. Certains l'ont fait en faveur des options internes du parti (comme le secteur regroupé autour de Duhalde depuis 1995), d'autres en faveur d'expressions extérieures au PJ –notamment le FREPASO–, liées au péronisme dissident (Oscar et Alberto par exemple). Une partie de nos interviewés a étendu la recherche de réalignement en combinant des expressions d'opposition internes et externes au péronisme (comme Rosa qui s'est penchée vers le PI et ensuite vers le FREPASO, ou Jorge vers *Izquierda Unida*). En dépit de leur diversité, des éléments communs marquent toutes ces stratégies permettant de tracer une évolution intragénérationnelle partagée. Ces stratégies se caractérisent par leur fragilité et leur instabilité. Pour les membres de la première génération, elles n'ont constitué en aucun cas une reformulation globale de leur identification politique : tous continuent à se définir comme péronistes. C'est l'élément le plus puissant qui unifie ces diverses stratégies, et qui à trait à l'objet de la recherche plus qu'à la recherche en elle-même. Au-delà des espaces où les péronistes les plus âgés développent leur recherche des options alternatives au ménémisme, celle-ci a toujours le même objet : le péronisme, le « vrai », celui de leur expérience, telle qu'ils l'ont « vue » et « vécue », celui des espaces de proximité du militantisme, celui de la période originelle et idéalisée du premier régime péroniste. Au-delà de ce « vrai » péronisme, du péronisme immuable de l'émergence disruptive du peuple, les discours de cette première génération ne traduisent que la déception et le vide.

La deuxième génération se définit dans le schéma de notre recherche par sa position intermédiaire. Génération charnière, génération pont, elle permet plus que les deux autres

d'étudier les trois temps qui composent l'espace d'une génération : l'appropriation d'un héritage, la production propre à partir du « déjà produit », la volonté de transmission. Ces trois temps constituent le cycle complet d'une génération et participent à sa conformation en tant que telle. C'est dans le rapport avec ses prédécesseurs et ses successeurs qu'une génération parvient à s'envisager dans la continuité dans le cadre du mouvement fondé par Perón. C'est aussi dans cette continuité qu'elle trouve une position la définissant. Dans les discours des péronistes âgés de 45 à 55 ans, on retrouvera donc, plus que dans les deux autres générations, une problématisation de leur identification politique formulée explicitement en termes générationnels. C'est en effet dans cette génération que l'on retrouve le plus souvent la revendication d'un « nous », qui se formule en termes de « notre génération ».

Pour ceux que nous regroupons dans la deuxième génération, le premier temps du travail générationnel correspondant à l'appropriation d'un héritage est une référence obligée lorsqu'il s'agit d'expliquer le « pourquoi » et le « comment » de leur identification au péronisme. Leur inscription première dans le mouvement péroniste est toujours associée dans le discours à un « peuple pour le péronisme », un peuple qui était « déjà là » au moment où les membres de cette génération entament leurs trajectoires d'adhésion et leurs trajectoires politiques. Ce peuple du « déjà là » les précède et renvoie systématiquement à un « autre » générationnel : il se définit par rapport aux conflits et aux antagonismes associés à la période fondatrice du mouvement péroniste, et aux expériences politiques de la génération antérieure. C'est à travers la transmission intergénérationnelle que les ouvriers et les travailleurs, les pauvres ou les *cabecitas negras* continuent à donner un sens à l'identification au péronisme. Ces différentes figures populaires conjuguent la dimension distributive et la dimension égalitaire qui définissent le mouvement péroniste.

Le peuple péroniste change de nom et de visage lorsqu'il est traversé par le travail proprement générationnel de sélection et de reformulation, de mémoire et d'oubli. Le travail générationnel sur le « déjà produit » transforme ce peuple péroniste du conflit social en peuple de l'effervescence, de la massivité. Ce peuple-là se définit davantage par un conflit politique que par l'antagonisme social auquel renvoient les figures populaires de l'héritage. Ce peuple n'est plus le cœur d'un modèle de société péroniste à reconstruire, comme dans le cas de la première génération, mais devient le sujet d'un projet à réaliser, plus vaste, dont la définition reste imprécise et problématique depuis le début et tout au long des trajectoires politiques.

« Etre péroniste » est lié à l'action et à la participation, peut-être plus étroitement que dans la première génération. Dans cette génération, « être péroniste » signifie fondre son corps militant dans le corps multiple du peuple de la rue ; celui-ci se construit dans une mise en acte et acquiert une consistance presque physique. Cette participation, cet « être militant » ne reconnaissent aucune frontière : dans les récits, c'est une expérience totalisatrice et passionnelle qui organise le vécu quotidien. Dès le début de leurs trajectoires, la participation politique de la deuxième génération se caractérise par son ambivalence. Pourtant, la tension constitutive du péronisme se manifeste d'une autre manière que dans la première génération, tant dans la forme qu'elle prend que dans les stratégies mises en place pour la résoudre lors de l'exacerbation des deux dernières décennies. Les stratégies en question concernent tout d'abord les espaces du militantisme, l'un des enjeux centraux de la définition de ce qu'« être péroniste » signifie dans les trajectoires de cette génération. Ces espaces sont souvent dominés par le respect de la verticalité et des « directives » de Perón, ainsi que de ses envoyés lorsque celui-ci était encore en exil. Pourtant nombre de trajectoires ressemblent à un transit par différents collectifs de militantisme. Chez les péronistes de cette génération, ces déplacements manifestent la recherche d'une correspondance entre leur identification telle qu'ils l'expérimentent et la conçoivent, et les structures officielles du péronisme. C'est le cas de Juan, qui traverse en cinq ans de militantisme péroniste cinq groupes politiques, pour s'orienter finalement vers une pratique qu'il caractérise d'indépendante. C'est aussi le cas de Silvia dont le groupe politique négocie des compromis successifs avec des secteurs péronistes en opposition, selon l'équilibre du pouvoir au sein du mouvement. Ces déplacements et réorientations manifestent la volonté de préserver une certaine marge de manœuvre, en dépit du respect des hiérarchies militantes. Cependant, malgré leur instabilité, leur clandestinité ou leur informalité, les collectifs péronistes dans lesquels les membres de cette génération inscrivaient une partie importante de leur pratique politique, jouent tous un rôle politique majeur : celui d'assurer la médiation entre les bases politiques du péronisme, et les dirigeants au niveau national, des provinces et des municipes.

L'exacerbation de la tension entre la manière dont les interviewés conçoivent le péronisme et ses instances de représentation, entraîne des réorientations diverses de la pratique politique. Certaines de ces stratégies étaient déjà présentes dans les trajectoires politiques de la première génération. Elles consistent en premier lieu en un repli de l'activisme sur des espaces locaux et de proximité, comme dans le cas de Juan et de Osvaldo. D'autres péronistes se réorientent vers des expressions d'opposition au ménémisme (comme

Graciano dans « Front de la résistance » ou Silvia pour le FREPASO). Dans certains cas, cette réorientation peut se développer dans des collectifs politiques qui ne sont ni liés au péronisme ni au système des partis politiques (comme par exemple les assemblées de quartiers qui ont émergé au moment de la crise de 2001). Dans d'autres cas enfin, on constate un investissement politique et militant de différentes expériences liées à la vie quotidienne, telles que le travail ou la transmission dans le cadre familial (comme dans l'expérience de Marta), sans qu'elles aient aucun lien avec des groupes politiques institutionnalisés.

Dans le cas de la deuxième génération, ces stratégies diverses dessinent une évolution tendancielle caractérisée par la diversification des militantismes, et l'augmentation de leur extériorité par rapport aux organes officiels du péronisme. Dans ce processus, le rôle de médiation entre les bases péronistes et les dirigeants au niveau national que les espaces du militantisme assuraient par le passé est remis en question. Extériorité et diversification sont aussi des tendances qui se manifestent dans les comportements électoraux. Les membres de cette génération sont ainsi plus nombreux à se « libérer » d'un vote systématique pour le péronisme. Ils sont davantage susceptibles de rechercher des réorientations vers des forces politiques déliées des options péronistes, même si ces réalignements continuent à être caractérisés par leur instabilité et leur fragilité.

La génération la plus jeune dans le schéma de cette recherche est marquée par le signe de la discontinuité. La génération précédente était parvenue à construire sa propre image générationnelle à partir de sa position dans la succession des générations, par des mouvements de continuation et de démarcation vis à vis de ses prédécesseurs et de ses successeurs. A la différence de celle-ci, les plus jeunes s'insèrent d'emblée dans la dislocation de l'idée de continuité au sein du mouvement fondé par Perón. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, le poids de l'héritage est ici particulièrement important. Ce sont les mêmes figures populaires que l'on retrouvait dans les discours de la première et la deuxième génération, renvoyant à la période fondatrice du péronisme, qu'ils mobilisent dès qu'il s'agit de restituer ce que signifie « être péroniste ». Ces figures ancêtres du « peuple péroniste » continuent d'incarner une signification égalitaire diffuse, et une dimension distributive dont l'articulation définissait l'identification au péronisme chez leurs aînés.

Le poids de l'héritage, aussi puissant soit-il, ne suffit pourtant pas à donner à lui seul un sens à l'identification actuelle au péronisme dans les trajectoires des plus jeunes. C'est en

raison de l'impossibilité d'actualiser les significations de cette identification politique, condensées dans l'héritage, au cours de l'expérience politique dominante de la troisième génération. Dans cette impossibilité, les figures ancêtres du « peuple péroniste » vieillissent. Elles continuent à faire référence au temps passé et à l'histoire du mouvement fondé par Perón, mais restent clôturées dans ce passé lorsqu'elles ne peuvent être re-signifiées dans une expérience concrète. Tendanciellement, les significations dont ces figures populaires sont porteuses se désactivent dans les conceptions et le vécu des plus jeunes. En d'autres termes, le péronisme actuel est de moins en moins érigé comme l'espace politique de surgissement et d'inscription des figures populaires et de leur potentialité disruptive dans les discours de la troisième génération. Ce péronisme-là perd progressivement son caractère hybride : il est de plus en plus situé tout entier dans l'alternative normalisatrice, dans l'ordre pur de la domination auquel participent les structures établies de la politique.

L'épuisement de l'hybridité dans le péronisme transparaît dans la manière dont les plus jeunes conçoivent et caractérisent les espaces politiques historiquement associés à l'agir pour et dans le péronisme. Cela a des impacts significatifs sur les pratiques politiques que cette génération relie à son identification au mouvement fondé par Perón. Les groupes politiques organiquement liés au PJ, les organisations syndicales, ou des pratiques telles que les mobilisations, sont pour les jeunes dominés par la verticalité et la normalisation de l'agir politique. Ces espaces semblent dans leurs conceptions de moins en moins capables de véhiculer des critiques, des révoltes ou des pratiques qui revendiquent une certaine indépendance. La tension entre le péronisme des structures établies de la politique, et le péronisme tel que les plus jeunes l'envisagent, est donc beaucoup plus pesante que dans le cas des générations antérieures. Les stratégies mises en œuvre pour résoudre cette tension prennent des formes nouvelles, hétérogènes, même si certaines d'entre elles étaient déjà à l'œuvre dans les générations précédentes. C'est le cas du processus de repli des activités militantes sur l'espace local et de proximité, ou du réalignement de l'activisme vers des expressions d'opposition au ménémisme, internes au péronisme (deux stratégies que l'on constate par exemple dans les trajectoires de Pablo et de Valeria). Dans d'autres cas, les militantismes s'inscrivent dans des espaces revendiqués comme péronistes, mais se démarquant nettement des institutions officielles du mouvement. L'activité politique développée par Fernando dans des « centres de promotion communautaire », qu'il définit comme des Unité de Base qui n'en sont pas, en est l'exemple. Le cas de José manifeste également l'investissement et la re-définition des espaces associatifs comme des instances

capables de véhiculer une pratique politique pour le péronisme. D'autres pratiques politiques prennent enfin un caractère plus diffus et se développent dans le cadre du travail ou du groupe familial, comme dans l'expérience de Enrique.

Le point commun aux stratégies que les plus jeunes mettent en œuvre pour maîtriser la tension marquant leur identification au péronisme se situe dans une extériorité prononcée des pratiques politiques par rapport aux instances officielles du péronisme, et dans la diversification tant des collectifs que des pratiques elles-mêmes. En ce sens, les plus jeunes semblent développer et prolonger les évolutions tendancielles de la génération précédente. Extériorité et diversification caractérisent également leurs comportements électoraux. Les réalignements internes au péronisme vers des expressions d'opposition au ménémisme, ou dans des expressions fondées par des péronistes dissidents, sont fréquents. Mais l'on retrouve aussi diverses stratégies de réalignement vers des options politiques alternatives au péronisme, comme c'est le cas pour José se dirigeant vers le PTS ou pour Fabiana vers le Pari Humaniste, réalignements plus stables et plus structurés que dans les générations précédentes. Mais la trace la plus puissante de la diversification et de l'extériorité des stratégies des plus jeunes se situe ailleurs. Dans les discours de cette génération, elle tient à la reconnaissance de la possibilité de surgissement de nouvelles figures populaires en dehors du péronisme. Cette trace tient finalement au fait que pour les plus jeunes, la possibilité d'un héritier du péronisme en tant qu'espace de surgissement et d'inscription des figures populaires, est envisageable. Ces nouvelles figures populaires s'incarnent notamment dans les organisations *piqueteras*. Il ne s'agit pas d'une identification, ou d'une inscription politique dans ces organisations, d'ailleurs souvent l'objet d'une appréciation critique. Il s'agit plus fondamentalement de la légitimation de ces organisations comme habitant l'espace populaire. Cette légitimité s'associe à l'épuisement de la signification égalitaire et disruptive du péronisme, épuisement de ce qu'il a finalement de proprement populaire.

Les trois évolutions intragénérationnelles que nous venons de synthétiser retracent les tendances intergénérationnelles des transformations de l'identification au péronisme. Nous souhaitons insister sur les deux traits qui nous semblent cruciaux pour caractériser le péronisme en devenir. Tout d'abord, le passage d'une alternative qui s'enferme entre le péronisme et le vide, à un vide qui commence progressivement à admettre d'autres figures populaires surgies en dehors du péronisme. Ce passage esquisse les limites d'une définition du « peuple péroniste » comme un peuple unique, comme le seul peuple possible d'après les

discours des personnes interviewées. L'adjectif « péroniste » perd son monopole pour qualifier toutes les figures populaires dans la perspective de ceux qui s'identifient au mouvement péroniste. La première évolution tendancielle est celle qui mène d'un enferment dans le péronisme, comme seule option d'inscription politique du peuple, à une ouverture et une diversification envisageable des lieux et des formes relatifs à l'apparition disruptive du sujet populaire.

La première tendance est étroitement associée à une transformation radicale de la manière dont les péronistes conçoivent aujourd'hui le péronisme. Cette transformation consiste en l'épuisement de sa signification égalitaire, qui est aussi l'épuisement de l'hybridité marquant depuis les origines le mouvement fondé par Perón. Les trois évolutions générationnelles expriment la désactivation tendancielle d'une conception qui fait du péronisme un mouvement politique qui ouvre, par les apparitions intermittentes du peuple, une scène commune pour l'institution du politique, selon la distinction de Jacques Rancière entre les logiques antagoniques de la police et de la politique. Le péronisme est donc progressivement assimilé à la seule logique policière et aux structures établies de la politique qui y participent.

Au-delà de ces différences générationnelles nous permettant de lire l'évolution de l'identification au péronisme sur le long terme, les trois générations analysées ici partagent de forts points de contact. Comme nous l'avons déjà signalé, la référence au peuple constitue le premier et le plus puissant. Cependant, cette référence n'est pas le seul élément commun unifiant les discours des péronistes que nous avons rencontrés. Un deuxième élément commun concerne la manière dont les péronistes analysent l'évolution récente du mouvement fondé par Perón. La période qui s'ouvre avec la rupture constituée dans les discours par la première défaite du péronisme aux élections présidentielles de 1983, entame le cycle de l'épuisement de la signification égalitaire dans ce mouvement politique, et l'exacerbation de la tension par rapport à ses structures institutionnelles. Dans ce cycle, la décennie ménémiste occupe une place toute particulière. Les appréciations, les réponses et les stratégies peuvent être différentiées selon les générations, mais l'analyse reste la même dans la majorité des cas.

L'expérience ménémiste manifeste ainsi un caractère radicalement différencié par rapport aux deux expériences de gouvernements péronistes antérieures. En effet, ceux qui s'identifient au péronisme ont élaboré sur ces deux premières expériences des significations

multiples et souvent contradictoires, qui servaient à expliciter le « pourquoi » et le « comment » de leur appartenance politique. Elles sont d'ailleurs restituées dans les récits comme des expériences profondément ambiguës. La première expérience, celle de la genèse mythique du péronisme, est celle qui fait apparaître les « rien » et les « personne » comme des interlocuteurs légitimés. L'expérience des deux premiers gouvernements de Perón est aussi marquée par la forte volonté de contrôle social et d'institutionnalisation de ces « rien » et ces « personne » dans les structures établies de la domination. Mais en dépit de cette contention de la potentialité disruptive des figures populaires, cette expérience introduit une nouvelle scène pour conflit et l'antagonisme social dont elles étaient porteuses. Ce mouvement ouvre ainsi l'espace de l'activité politique qui se présente comme une interruption certes précaire, mais qui laisse des traces dans les dispositifs institutionnels de la politique. L'ouverture des espaces proprement politiques et la profonde ambiguïté de cette expérience transparaissent dans les termes au travers desquels elle est évoquée. Cette période se caractérise dans les récits par tout ce que Perón et Evita ont fait et donné. Elle constitue également un moment fort d'activation politique qui s'exprime dans un discours à la première personne du singulier ou du pluriel dans le cas de la première génération. C'est un « je » ou un « nous » qui ont « lutté pour les revendications ouvrières », pour les « droits des travailleurs », ou pour le « respect » ou la « dignité ».

C'est le point commun que le vécu du premier régime péroniste entretient avec la deuxième expérience de gouvernement péroniste. Dans les récits, le processus politique des années 1970 est restitué par cette même signification profondément contradictoire : l'ouverture des lieux et des formes pour l'activité politique, et la volonté de contention de cette ouverture. Malgré cette contradiction, dans la perspective des péronistes de la deuxième génération, l'activation politique laisse des traces profondes dans les dispositifs institutionnels. Cette expérience signifie d'une part attendre et obéir aux « directives » de Perón et de ses délégués tout en respectant les espaces hiérarchisés du militantisme. Elle est d'autre part restituée dans un discours à la première personne qui fait de chaque mobilisation un « acte politique », contribuant à forcer la fin de la proscription du péronisme, le retrait de la dictature militaire, et le retour du leader péroniste au pouvoir. La puissance et la spécificité de ces deux périodes tiennent dans les récits à l'expérience intense de s'envisager en tant que sujet politique. Cela revient à s'envisager comme celui qui a participé à produire des inscriptions d'une revendication égalitaire sur les dispositifs institutionnels de l'ordre de la domination.

L'expérience ménémiste est en revanche, dans les discours des trois générations, une expérience lisse, sans plis, libérée des aspérités contradictoires. La même interprétation revient dans la grande majorité des discours. Elle souligne une transformation fondamentale du péronisme, qui n'est plus conçu comme la scène d'une rencontre entre les espaces établis de la politique et la figure disruptive de l'égalité, mais comme une convergence avec la logique économique, la logique hiérarchisante du plus et du moins. Dans les évocations des péronistes que nous avons rencontrés, cette transformation se mesure d'un côté par l'absence des actions à la première personne contribuant à marquer les dispositifs institutionnels de la politique, et d'un autre côté par la clôture des espaces de l'activité politique. Ainsi, l'expérience ménémiste correspond, sous l'emprise commune du pouvoir étatique et de la richesse, à la réduction de l'espace de la politique.

Ce processus de réduction de l'espace de la politique apparaît explicitement dans les discours des péronistes rencontrés. Pour nombre d'entre eux, il peut être assimilé à la négation même du péronisme. Il se formule en termes d'« occupation », de « mimétisme » ; c'est un péronisme vidé de péronistes. Cependant, même si cette formulation tend à exclure un péronisme purement logé dans les structures de la domination du péronisme tel qu'ils le conçoivent, l'impact du processus politique des deux dernières décennies sur cette forme spécifique de politisation n'en est pas moins puissant.

Nous avons tenté de mettre en lumière dans ce travail de recherche les transformations nombreuses et variées dans les manières d' « être péroniste » qui accompagnent le processus de réduction de l'espace de la politique Sans exclure, dans nombre de cas, l'adaptation passive et la désaffection, la politisation ne semble pas être éclipsée pour autant. Ne serait-ce que parce que, dans le cas du « peuple péroniste », ne pas apparaître n'est pas tout à fait synonyme de disparaître. Ce peuple-là, on l'a vu, est lourd de mémoires. Il porte la mémoire de ses apparitions, des traces qu'il imprime dans les dispositifs institutionnels, des transmissions et des héritages. La signification égalitaire dont il est porteur s'épuise, se désactive. Elle se conjugue de moins en moins au temps présent, mais n'a pas encore disparu des discours des péronistes que nous avons rencontrés en 2003. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 5, sa reproduction sur le long terme n'est en revanche guère assurée, en raison des blocages de la transmission et de la dislocation des liens générationnels dans le cadre du mouvement fondé par Perón. En ce sens, le gouvernement Kirchner semble s'inscrire dans la

continuité des gestions des années 1990, dessinant, dans la perspective de ceux qui s'identifient à ce mouvement politique, les contours d'un péronisme sans péronisme, dans un devenir de plus en plus dissocié des figures populaires.

Les transformations qui accompagnent ce processus de réduction de l'espace de la politique dans les formes de la politisation péroniste peuvent être lues, comme nous l'avons fait ici, à la lumière des évolutions intergénérationnelles. Entre l'enferment dans le « peuple péroniste » comme seul peuple possible, et la tendance à l'extériorité et à la diversification des lieux et des formes envisageables pour la construction –ou reconstruction– du sujet populaire, se développe une diversité de stratégies et de réagencements. Entre ces deux positions extrêmes, se dessine une multiplicité de positions, de déplacements plus ou moins étendus, de compromis et de négociations, d'oscillations et d'allers-retours. Cette multiplicité en mouvement permanent rend compte de la vitalité qui caractérise encore la politisation péroniste, malgré le processus de réduction de l'espace de la politique. Cette vitalité, précaire et fragile, contient la possibilité latente d'interruptions proprement politiques. Elle maintient en activité l'espace de politisation des acteurs, qui est le seul à pouvoir faire surgir, par une rencontre polémique avec les formes instituées de la domination, la logique égalitaire de l'activité politique.

***

« Nous avons une dette envers les grands hommes du péronisme. Nous devons réaffirmer notre identité, récupérer l'idéal pour que le péronisme puisse réaliser son héritage ». Revenons dans ce petit amphithéâtre de la Chambre de commerce de E.E., au Sud de la ville de Buenos Aires où, quelques minutes après dix-huit heures, fin août 2003, Pablo parle, visiblement nerveux, à un auditoire composé d'une trentaine de personnes. Il s'agit pour la plupart de militants péronistes réunis pour la « IIème Rencontre pour la construction d'une nouvelle direction politique à E.E. ». Sur les murs, quelques vues touristiques de la capitale et trois grands portraits. Sur les deux premiers, Juan Domingo Perón porte l'écharpe présidentielle et parle incliné au balcon de la *Casa Rosada*. Sur le mur opposé, une photo très connue d'une Eva Perón moins officielle et très jeune, les cheveux détachés. Sur l'estrade, Pablo et les deux prochains intervenants font face à un public silencieux, installé sur des chaises un peu éparses, mal alignées.

Soudain, l'obscurité. Quelques secondes de surprise et d'immobilité généralisée. Pablo interrompt son allocution. Dans le noir, quelqu'un se lève, quelqu'un confirme qu'il s'agit d'une coupure de courant, quelqu'un sort de la salle pour constater qu'elle concerne l'immeuble en entier, quelqu'un dit qu'il faut attendre. Maintenant, la salle se remplit de rires et de plaisanteries, de murmures, de petits groupes debout ici et là. Quelques briquets tentent un éclairage intermittent. Soudain, quelqu'un commence à chanter la marche péroniste. La salle entière le suit, d'une seule voix compacte. Maintenant l'auditoire est devenu protagoniste, il bat des mains, debout et enthousiaste, entonne d'autres chants, parle fort, rit.

Soudain, la lumière revient. L'interruption a duré près de quinze minutes. Lentement, le public tente de retrouver les sièges quittés. Les chaises sont encore plus éparpillées. Les trois intervenants reprennent leurs places sur l'estrade. Pablo plaisante sur les effets inattendus de la crise économique argentine. Il tente de redémarrer sa communication. Il a du mal à reprendre le fil de la présentation qu'il avait préparée. Il hésite, passe rapidement d'un sujet à l'autre. Le public a lui aussi du mal à le suivre, à redevenir auditoire. Des murmures discrets, des corps qui s'agitent, des chaises qui grincent, des raclements de gorge. Quelque chose a changé.

Rien de plus banal qu'une coupure de courant, que la désorganisation d'un acte politique par une obscurité inattendue ; rien de plus banal qu'une trentaine de militants chantant la marche péroniste, que les rires et les plaisanteries, que les cris échangés d'un bout à l'autre de la salle. Pourtant, ce qui se passe au cours de ces quinze minutes d'obscurité, justement dans la banalité, suggère que si la possibilité d'une interruption politique n'est jamais assurée, elle ne peut pas être non plus complètement exclue. Certes, les effets de cette banalité restent difficiles à évaluer. Et l'obscurité est par définition résistante aux déchiffrages limpides, univoques. Cette thèse s'est cependant intéressée à la possibilité d'une interruption politique, esquissée dans l'hétérogénéité de ces deux logiques du politique que l'opacité a laissé entrevoir.

Nous sommes loin de vouloir conclure ce travail de recherche sur une définition du politique. Nous souhaitons en revanche l'ouvrir sur des hypothèses qui ont trait à certaines des conditions qui maintiennent latente la possibilité de l'activité politique. L'analyse de la politisation péroniste suggère que s'ancrer sur l'idée d'une rencontre, d'un espace d'intersection entre des logiques antagoniques que nous reprenons des analyses de Jacques

Rancière, peut être fécond pour l'analyse de l'activité politique. Le cas du péronisme et du processus politique des vingt dernières années montre que cette rencontre ne se réduit pas à une réplique immédiate de la réduction de l'espace de la politique à la politisation péroniste ; ce qui aurait impliqué son essoufflement. Les espaces hétérogènes qui renvoient à la police et à la politique, et que le politique est censé mettre en rapport, n'évoluent pas conformément à des images symétriques. Les logiques antagoniques qui définissent ces espaces ne sont ni étrangères ni indifférentes, elles ne sont pas pour autant spéculaires. L'idée de rencontre suggère également des activités politiques évoluant dans l'hybridité, selon des conjugaisons changeantes de significations renvoyant simultanément à l'autonomie et à l'hétéronomie, à la passivité et à l'activation, à l'adaptation et à la révolte. La rencontre se place donc toujours sous le signe de la tension, entre l'équilibre et la rupture, face à une institutionnalisation déjà amorcée de l'activité politique mais qui demeure inéluctablement incomplète et conflictuelle.

Reste enfin la part inépuisable de l'imprévisibilité. Même dans l'hypothèse illusoire où l'on pourrait prolonger à l'infini cette liste de conditions de l'activité politique, aussi complète et précise soit-elle, elle ne nous informerait en rien sur les objets et les actions que cette activité politique peut investir. Objets et actions indéterminés font en définitive de l'activité politique une expérience qui relève, pour une large part, de l'ordre de l'incertain et de l'inattendu.

Bibliographie citée

Ouvrages généraux

ATTIAS-DONFUT, Claudine (1988), *Sociologie des générations. L'empreinte du temps,* Ed. PUF, Paris.

ATTIAS-DONFUT, Claudine (1989), « Rapports de génération et parcours de vie », in *Biographie et cycle de vie*, dir. par Francis GODARD et Frédéric de CONINCK, Cahiers du CERCOM, n°5, mars (pp. 59-67).

BECKER, Howard (2002), *Les ficelles du métier*, Ed. La Découverte, Paris.

BODEI, Remo (1997), *Géométrie des passions. Peur, espoir, bonheur : de la philosophie à l'usage politique*, Ed. PUF, Paris.

BOURDIEU, Pierre (1994), *Raisons pratiques*, Ed. Seuil, Paris.

BOURDIEU, Pierre (1995), « L'Etat et la concentration du pouvoir symbolique » in *L'Etat, la finance et le social*, dir. par Bruno THÉRET, Ed. La découverte, Paris.

BOURDIEU, Pierre (1998), *La misère du monde*, Ed. Seuil, Paris.

BOURDIEU, Pierre (2001), *Langage et pouvoir symbolique*, Ed. Fayard, Paris.

BRAUNGART, Richard, BRAUNGART, Margaret (1989), « Les générations politiques » in *Générations et politique*, dir. par Jean CRÊTE et Pierre FAVRE, Ed. Economica, Paris.

CASTORIADIS, Cornelius (1975), *L'institution imaginaire de la société*, Ed. Seuil, Paris.

CASTORIADIS, Cornelius (1986), « La logique des magmas et la question de l'autonomie », in *Domaines de l'homme. Les carrefours du labyrinthe - 2*, Ed. Seuil, Paris.

CASTORIADIS, Cornelius (1990), « Pouvoir, politique, autonomie », in *Le monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe - 3*, Ed. Seuil, Paris.

CASTORIADIS, Cornelius (2004), *Post-scriptum sur l'insignifiance. Entretiens avec Daniel Mermet*, Ed. de l'Aube, Paris.

CORTEN, André, MOLINA, Vanessa et GIRARD-Lemay, Julie (2006), « La clôture du politique : comparaison Castoriadis/Laclau » in *Les frontières du politique en Amérique Latine*, dir. par André CORTEN, Ed. Karthala, Paris.

DEVRIESE, Marc (1989), « Approche sociologique de la génération », in *Vingtième Siècle*, nº 22, avril-juin (pp. 11-17).

DORNA, Alexandre (1999), *Le populisme*, Ed. PUF, Paris.

DORNA, Alexandre (2005), « Quand la démocratie s'assoit sur des volcans : l'émergence des populismes charismatiques » in *Amnis Revue de Civilisation contemporaine*, disponible sur : www.univ-brest.fr/amnis

FAVRET-SAADA, Jeanne (1990), « Etre affecté » in *Gradhiva*, n°8 (pp. 3-10).

FREGOSI, Renée (2006), *Altérité et mondialisation. La voie latino-américaine*, Ed. Ellipses, Paris.

GODARD, Francis (1989), « La définition des âges de la vie: une question de rapports intergénérationnels » in *Biographie et cycle de vie*, dir. par Francis GODARD et Frédéric de CONINCK, Cahiers du CERCOM, n°5, mars (pp. 69-89).

HERMET, Guy (2001), *Les populismes dans le monde*, Ed. Fayard, Paris.

HERMET, Guy (2005), « La gouvernance serait-elle le nom de l'après-démocratie ? L'inlassable quête du pluralisme limité », in *La gouvernance. Un concept et ses applications*, ed. par Guy HERMET, Ali KAZANCIGIL et Jean-François PRUD'HOMME, Ed. Karthala, Paris.

KRIEGEL Annie (1979), « Le concept politique de génération: apogée et déclin », in *Commentaire*, n° 7, (pp. 390-399)

LACLAU, Ernesto (2005), *La razón populista*, Ed. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

LACLAU, Ernesto « La deriva populista y la centroizquierda latinoamericana » in *Nueva Sociedad* n° 205 septembre/octobre (pp. 56-61)

LAUTIER, Bruno (1993), « L'Etat providence en Amérique latine : utopie légitimatrice ou moteur de développement » in *L'Amérique latine vers la démocratie*, coord. par Bérengère MARQUES-PEREIRA, Ed. Complexe, Bruxelles.

LAUTIER Bruno (2003), « Une protection sociale mutualiste et universelle : la condition d'efficacité de la lutte contre la pauvreté » in *Régime de croissance, vulnérabilité financière et protection sociale en Amérique Latine. Les conditions « macro » de l'efficacité de la lutte contre la pauvreté,* Bruno LAUTIER, Jaime MARQUES-PEREIRA et Pierre SALAMA, Textes de recherche n° 49, CRI, Nogent Sur Marne.

LEFORT, Claude (1986), *Essais sur le politique XIXè – XXè Siècles*, Ed. Seuil, Paris.

MANNHEIM Karl (1990 [1ère ed. 1928]), *Le problème des générations*, Ed. Nathan, Paris.

QUATTROCCHI-WOISON, Diana (1997), « Les populisme latino-américains à l'épreuve des modèles d'interprétation européens » in *Vingtième Siècle*, nº 56, octobre-décembre (pp. 161-183)

RANCIÈRE, Jacques (1987), *Le maître ignorant*, Ed. Fayard, Paris.

RANCIÈRE, Jacques (1995), *La mésentente. Politique et philosophie*, Ed. Galilée, Paris.

RANCIÈRE, Jacques (2004 [1ère ed. 1998]), *Aux bords du politique*, Ed. Gallimard, Paris.

RANCIÈRE, Jacques (2005), *La haine de la démocratie*, Ed. La Fabrique, Paris.

ROSANVALLON, Pierre (2003), *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Ed. Seuil, Paris.

SCHWARTZ, Olivier (1993), « L'empirisme irréductible » postface à *Le hobo : Sociologie du sans-abri,* de Nels ANDERSON, Nathan, Paris, (pp. 265-308).

SIRINELLI Jean-François, (1989), « Génération et histoire politique », in *Vingtième Siècle*, nº 22, avril-juin (pp. 67-80)

TAGUIEFF, Pierre-André (1997), « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », in *Vingtième Siècle*, nº 56, octobre-décembre (pp. 4-33).

TOURAINE, Alain (1988), *La parole et le sang*, Ed. Odile Jacob, Paris.

TOURAINE, Alain (1992), « Qu'est-ce que le développement » in *L'année sociologique*, nº 42 (pp. 47-85).

TOURAINE, Alain (2006) « Entre Bachelet y Morales, ¿existe una izquierda en América Latina? » in *Nueva Sociedad* n° 205 septembre/octobre (pp. 46-55)

Ouvrages sur l'Argentine

ALTAMIRANO, Carlos (2001), *Peronismo y cultura de izquiera*, Ed. Temas, Buenos Aires.

ASPIAZU Daniel, BASUALDO, Eduardo et KHAVISSE, Miguel (1986), *El nuevo poder económico en la Argentina de los años 80*, Ed. Legasa, Buenos Aires.

AUYERO, Javier (2001), *La política de los pobres. Las prácticas clientelistas del peronismo*, Ed. Manantial, Buenos Aires.

AUYERO, Javier (2002), *La protesta. Relatos de la beligerancia popular en la Argentina democrática*, Ed. Libros del Rojas – UBA, Buenos Aires.

BARBEITO, Alberto, LO VUOLO, Rubén (1992), *La modernización excluyente*, UNICEF-Ciepp-Losasa, Buenos Aires.

BARBEITO, Alberto, RODRÍGUEZ ENRÍQUEZ, Corina (2006), *Presupuesto nacional 2007: los límites de la repetición*, Serie Análisis de Coyuntura n° 13, novembre, CIEPP, Buenos Aires.

BASCHETTI, Roberto (1996) (comp.), *Documentos 1973-76*, Ed. de la Campana, Buenos Aires.

BECCARIA, Luis (2001), *Empleo e integración social*, Ed. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

BENZA, Gabriela, CALVI, Gabriel (2006), « Precariedad laboral y distribución del ingreso en el Gran Buenos Aires (1974 -2003) », in *Estudios del Trabajo*, n° 31, enero-junio, (pp. 3-21).

BORÓN, Atilio (1995), « El experimento neoliberal de Carlos Saúl Menem » in *Peronismo y menemismo. Avatares del populismo en la Argentina*, Ed. El cielo por asalto, Buenos Aires.

CAVAROZZI, Marcelo (1996), *Autoritarismo y Democracia (1955-1983)*, Editores de América Latina, Buenos Aires.

CHERESKY, Isidoro (2003), *En el nombre del pueblo y de las convicciones*, Document de Travail de la Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie, numéro 2003-6, disponible sur : http://chaire-mcd.ca, (pp. 1-37).

CONADEP (1984), *Nunca más, Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Eudeba, Buenos Aires.

DI TELLA, Torcuato (2003), *Perón y los sindicatos: el inicio de una relación conflictiva*, Ed. Ariel, Buenos Aires.

DOBO DE SOCOLSKY, Alejandra (2006), *Cartoneros: marco social, político y económico*, Working Paper Series/december, Latin American and Caribbean Center, Miami, Florida.

FARINETTI, Marina (1999), « ¿Qué queda del "movimiento obrero"? Las formas del reclamo laboral en la nueva democracia argentina » in *Trabajo y sociedad*, n° 1, vol. 1, junio-

septiembre, Universidad Nacional de Santiago del Estero, Argentina, disponible sur: www.unse.edu.ar/trabajoysociedad

FEIJÓO, María del Carmen (2003), *Nuevo país, nueva pobreza*, Ed. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

GERMANI, Gino (1962), *Política y sociedad en una época en transición. De la sociedad tradicional a la sociedad de masas*, Ed. Paidós, Buenos Aires.

GERMANI, Gino (1972), *Politique, société et modernisation*, Ed. Duculot, Gembloux.

GERMANI, Gino (1973), « El surgimiento del peronismo: el rol de los obreros y de los migrantes internos » in *Desarrollo Económico*, n° 51, vol. 13, octobre–décembre (pp. 435-486).

GILLESPIE, Richard (1998), *Soldados de Perón. Los Montoneros*, Ed. Grijalbo, Buenos Aires.

GIOSA ZAZUA, Noemí (2006), *La estrategia de la administración Kirchner para enfrentar los problemas del mercado de empleo*, Serie Análisis de Coyuntura n° 12, juillet, CIEPP, Buenos Aires.

GODIO, Julio (2004), « La estrategia de "transversalidad" del presidente Kirchner », *Boletín de coyuntura n° 12*, Instituto del mundo del trabajo, Buenos Aires.

GORDILLO, Mónica (1991), « Los prolegómenos del Cordobazo: los sindicatos líderes de Córdoba dentro de la estructura de poder sindical » in *Desarrollo Económico*, vol. 31, n° 122, juillet-septembre.

GRASSI, Estela (2003), « Política, cultura y sociedad: la experiencia neoliberal en la Argentina » in *Entre el Trabajo y la política*, coord. par Javier LINDENBOIM et Claudia DANANI, Ed. Biblos, Buenos Aires.

HALPERÍN DONGHI, Tulio (1975), « Algunas consideraciones sobre Germani, el surgimiento del peronismo y los migrantes internos » in *Desarrollo Económico* nº 56, vol. 14, janvier-mars.

HALPERÍN DONGHI, Tulio (1994), *La larga agonía de la Argentina Peronista*, Ed. Ariel, Buenos Aires.

HOROWITZ, Joel (2004), *Los sindicatos, el Estado y el surgimiento de Perón, 1930-1946*, Eduntref, Buenos Aires.

HOROWITZ, Joel (2004), « Una vez más los sindicatos y el ascenso al poder de Juan D. Perón » in *Desarrollo Económico*, vol. 44, n° 174, juillet-septembre, Buenos Aires (pp. 307-311).

INDEC (1989), « La pobreza en el conurbano bonaerense» Estudios n° 13, Buenos Aires.

JAMES, Daniel (1990), *Resistencia e integración. El peronismo y la clase trabajadora argentina 1946-1976*, Ed. Sudamericana, Buenos Aires.

JAMES, Daniel (1995), « 17 y 18 de Octubre de 1945: el peronismo, la protesta de masas y la clase obrera argentina » in *El 17 de octubre de 1945*, comp. par Juan Carlos TORRE, Ed. Ariel, Buenos Aires.

JAMES, Daniel (2004), *Doña María. Historia de vida, memoria e identidad política*, Ed. Manantial, Buenos Aires.

JOZAMI Eduardo (2004), *Final sin gloria. Un balance del Frepaso y de la Alianza*, Biblos, Buenos Aires.

KIRCHNER, Néstor, DI TELLA, Torcuato (2003), *Después del Derrumbe. Teoría y práctica política en la Argentina que viene*, Ed. Galerna, Buenos Aires.

KESSLER, Gabriel (1998), *Le processus de paupérisation de la classe moyenne en Argentine* (1976-1995), Thèse (doctorat) : sociologie, 430p., EHESS, Paris.

LESGART, Cecilia (2004), « Derrotas, generaciones y sentidos de la democracia. Notas sobre la construcción de una "generación de los '70" en la Argentina de hoy » in *L'Ordinaire Latino-américain*, n° 198, octobre-décembre (pp. 37-50).

LEVITSKY, Steven (2004), « Del sindicalismo al clientelismo: la transformación de los vínculos partido-sindicatos en el peronismo, 1983-1999 », in *Desarrollo Económico*, n° 173, vol. 44, avril-juin, Buenos Aires (pp. 3-32).

LEVITSKY, Steven (2005) *La transformación del justicialismo. Del partido sindical al partido clientelista, 1983-1999*. Ed. Siglo XXI, Buenos Aires.

LINDENDENBOIM, Javier, GRAÑA, Juan Martín et KENNEDY, Damián (2005), *Distribución funcional del ingreso en la Argentin*a. *Ayer y hoy*. Doc. de Trabajo n° 4, CEPED, Instituto de investigaciones económicas – UBA, Buenos Aires.

LITTLE, Walter (1979), « Las organizaciones obreras y el Estado peronista, 1943-1955 », *Desarrollo Económico*, nº 75, vol. 19, octubre-diciembre, Buenos Aires, (pp. 331-376).

LO VUOLO, Rubén (2007), « Argentine : les leçons de la sortie de crise », in *Revue Tiers Monde*, n° 189, janvier-mars.

LOBATO, Mirta et SURIANO, Juan (2003), *La protesta social en Argentina*, Ed. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

LONGONI, Ana et MESTMAN, Mariano (1999), « Vanguardia y revolución: acciones y definiciones por una "nueva estética". Argentina, 1968 » in *La primacía de lo político* ed. par Alfredo PUCCIARELLI, Eudeba, Buenos Aires.

LOZANO Claudio (2006) (coord.), *Aportes para encarar la discusión salarial y de ingresos del 2007*, Boletín de Coyuntura, décembre, IDEF–CTA, Buenos Aires.

MASSETTI Astor (2006), « Piqueteros eran los de antes. Sobre las transformaciones en la protesta *piquetero* », in *Laboratorio/n line*, año VII, n° 19, otoño-invierno, Instituto de Investigaciones Gino Germani, disponible sur www.lavboratorio.fsoc.uba.ar.

MERKLEN, Denis (2005), *Pobres ciudadanos: las clases populares en la era democrática 1983-2003*, Ed. Gorla, Buenos Aires.

MINUJIN Alberto (1997) (comp.), *Cuesta abajo. Los nuevos pobres: efectos de la crisis en la sociedad argentina*, UNICEF/Losada, Buenos Aires.

MINUJIN, Alberto, KESSLER, Gabriel (1995), *La nueva pobreza en Argentina*, Ed. Planeta, Buenos Aires.

MURMIS, Miguel, PORTANTIERO, Juan Carlos (2004 [1ère ed. 1971]), *Estudio sobre los orígenes del peronismo*, Ed. Siglo XXI, Buenos Aires.

NATANSON (2004), José, *El presidente inesperado*, Ed. Homo Sapiens, Buenos Aires.

NEIBURG, Federico (1995), « El 17 de Octubre de 1945: un análisis del mito de origen del peronismo » in *El 17 de Octubre de 1945*, coord. par Juan Carlos TORRE, Ed. Ariel, Buenos Aires.

O'DONNELL, Guillermo (1982), *1966-1973, El estado burocrático autoritario*, Ed. Belgrano, Buenos Aires.

O'DONNELL Guillermo (1997), *Contrapuntos. Ensayos escogidos sobre autoritarismo y democratización*, Ed. Paidós, Buenos Aires.

OLLIER, María Matilde (1998), *La creencia y la pasión. Privado, público y político en la izquierda revolucionaria*, Ed. Ariel, Buenos Aires.

PLOTKIN, Mariano (1994), *Mañana es San Perón*, Ed. Ariel, Buenos Aires.

PLOTKIN, Mariano (1995), « Rituales políticos, imágenes y carisma: la celebración del 17 de octubre y el imaginario peronista 1945-1951 » in *El 17 de octubre 1945,* coord. par Juan Carlos TORRE, Ed. Ariel, Buenos Aires.

PUCCIARELLI, Alfredo (1999), « Dilemas irresueltos en la historia reciente de la sociedad argentina » in *La primacía de lo político*, Eudeba, Buenos Aires.

QUATTROCCHI-WOISSON, Diana (2003), *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise*, Ed. Tiempo, Paris.

RAGGIO, Liliana (2003), « Evaluación de programas sociales desde una perspectiva cualitativa », in *Entre el Trabajo y la política*, coord. par Javier LINDENBOIM et Claudia DANANI, Ed. Biblos, Buenos Aires.

ROMERO, Luis Alberto (2001), *Breve historia contemporánea de la Argentina*, Ed. Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

ROUQUIÉ, Alain (1994 [1ère ed. 1981]), *Poder militar y sociedad política en la Argentina*, Ed. Emecé, Buenos Aires.

ROZENMACHER, Germán (1971), *Cabecita negra* [1962], in *Cuentos completos*, Centro Editor de América Latina, Buenos Aires.

SARLO, Beatriz (2003), *La pasión y le excepción*, Siglo XXI, Buenos Aires.

SEMÁN Pablo et ABOY CARLÉS, Gerardo (2006), « Repositionnement et distance du populisme dans le discours de Néstor Kirchner », in *Les frontières du politique en Amérique Latine* dir. par André CORTEN, Ed. Karthala, Paris.

SIDICARO, Ricardo (2002), *Los tres peronismos. Estado y poder económico 1946-55 / 1973-76 / 1989-99*, Ed. Siglo XXI, Buenos Aires.

SIDICARO Ricardo (2003/2004), « Les transformations du péronisme », in *Problèmes d'Amérique Latine*, n°51, hiver (pp. 37-55).

SIGAL, Silvia (2003/2004), « Argentine 2003 : la sortie de l'abîme ? » in *Problèmes d'Amérique Latine*, n°51, hiver (pp. 9-35).

SIGAL, Silvia (2006), « Le péronisme après les élections du 23 octobre : mutations ou recompositions ? », communication dans le cadre du 5ème cycle de conférences, Observatoire de l'Argentine Contemporaine, 25 janvier, compte rendu disponible sur www.argentinaobs.org.

SMITH, Peter (1974), « Las elecciones argentinas de 1946 y las inferencias ecológicas », in *Desarrollo Económico* vol. 14, nº 54, julio-septiembre, Buenos Aires.

SVAMPA Maristella (1999), « Que reste-t-il de la culture péroniste dans l'Argentine de la fin de années 1990 ? » in *Problèmes d'Amérique Latine,* n° 35, octobre-décembre (pp. 25-40).

SVAMPA, Maristella (2000) « Identidades astilladas. De la patria metalúrgica al *heavy metal* » in *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, comp. par Maristella SVAMPA, Ed. Biblos, Buenos Aires.

SVAMPA, Maristella (2005), *La sociedad excluyente*, Ed. Taurus, Buenos Aires.

SVAMPA, Maristella, MARTUCCELLI, Danilo (1997), *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*, Ed. Losada, Buenos Aires.

SVAMPA, Maristella, PEREYRA, Sebastián (2003), *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*, Ed. Biblos, Buenso Aires.

TERÁN, Oscar (1993), *Nuestros años sesentas*, Ed. El cielo por asalto, Buenos Aires.

TORRE, Juan Carlos (1995), « El 17 de octubre en perspectiva », in *El 17 de octubre de 1945*, coord. par Juan Carlos TORRE, Ed. Ariel, Buenos Aires.

TORRE, Juan Carlos (1990), *La vieja guardia sindical y Perón. Sobre los orígenes del peronismo*, Ed. Sudamericana, Buenos Aires.

TORTTI, María Cristina (1999), « Protesta social y "Nueva izquierda" en la Argentina del GAN », in *La primacía de lo político*, ed. par Alfredo PUCCIARELLI, Eudeba, Buenos Aires.

VERÓN, Eliseo, SIGAL, Silvia (2003[1ère ed. 1986]), *Perón o muerte. Los fundamentos discursivos del fenómeno peronista*, Eduba, Buenos Aires.

Articles de presse

KOLLMANN, Raul « La palabra es "estabilidad" », *Página 12*, 26 août 2007

RODRÍGUEZ YERBA, Martín « Duhalde y Kirchner formalizan su alianza », *La Nación,* 9 janvier 2003.

SARLO, Beatriz, « Kirchner actua como si fuera un soberano, *La Nación*, 22 juillet 2006.

SVAMPA, Maristella, « Argentine : gauches et mouvements sociaux », paru sur le site du RISAL paru le 31 mai 2006 (http://risal.collectifs.net).

VARGAS LLOSA, Mario « El regreso del idiota », *La Nación*, 24 février 2007.

Interview de Raúl ALFONSÍN, « Kirchner debería respetar las bases de la republica democrática » *Clarín*, 21 janvier 2007.

Interview de Carlos MENEM « Para Menem nos manejan los Montoneros », La Nación, 11 avril 2004.

Interview de Ricardo SIDICARO, « El clientelismo es parte del sistema político », *Página 12*, 18 octobre 2005.

« Llamativo ascenso de Menem en una encuesta nacional », *La Nación*, 25 juin 2002.

« Duhalde alineó con Kirchner al PJ bonaerense », *Clarín*, 15 janvier 2003.

« Kirchner asumió y llamó a construir un modelo de producción y trabajo », *Clarín*, 26 mai 2003.

« El balcón volvió a ser protagonista », *Clarín*, 26 mai 2003.

« Kirchner asumió con un fuerte mensaje de cambio », *La Nación*, 26 mai 2003.

« Jóvenes del desencanto a la apatía », *La Nación*, 12 décembre 2004

« La pobreza bajó al 26,9 y la indigencia al 8,7 », *Página 12,* 22 mars 2007.

« Leve mejora en el reparto del ingreso », *Página 12*, 28 mars 2007.

Annexes

Annexe 1

Index des principaux interviewés cités

Nous résumons ici les trajectoires sociales et politiques des principaux interviewés cités dans ce travail de recherche, dont la plupart sont développées dans les chapitres 3 et 4.

Première génération

Alberto

Alberto est âgé de 73 ans au moment où nous avons réalisé nos entretiens, il habite la ville de Buenos Aires. Il est veuf et n'a pas eu d'enfants. Son père était italien et travaillait dans le secteur des travaux publics de l'entreprise des eaux. Sa mère était argentine, femme au foyer. Les références familiales sont assez faibles dans la trajectoire politique d'Alberto, ni son père ni sa mère n'avaient une définition politique stable selon ses propos. Une fois finies ses études secondaires, Alberto commence à travailler avec son père dans le secteur de la construction. Il monte ensuite sa propre entreprise, spécialisée dans la construction et la démolition de bâtiments. Il y travaillera des années 1950 au milieu des années 1970. En 1974 son entreprise participe à la construction d'une chapelle, qui était censée accueillir la dépouille d' Eva Perón dans la résidence présidentielle à Olivos (banlieue nord de Buenos Aires). Les travaux ont été interrompus par la mort de Juan Domingo Perón qui était alors Président de la République. C'est un souvenir qui a profondément marqué Alberto : « moi j'ai creusé la tombe d'Eva Perón ». Dans les décennies suivantes, sa trajectoire professionnelle est très instable. Il travaille dans « différentes affaires », en particulier l'achat et la vente en gros de fruits et légumes. Lors de notre rencontre, il est à la retraite. Alberto se définit politiquement comme péroniste, il est affilié au PJ depuis les années 1950, mais il n'a jamais eu d'activité politique encadrée par le parti, ni d'activité syndicale.

Cité pages : 158, 247, 248, 319.

Benjamín

Benjamín est âgé de 64 ans au moment de l'entretien. Il est marié et a deux enfants âgés de 39 et 35 ans. Sa mère était française, femme au foyer, et militait politiquement pour le socialisme. Son père était argentin, forgeron et s'est rapproché du péronisme dès les origines

de ce mouvement politique. Benjamín a suivi ses études secondaires dans une « école-usine » appartenant à l'entreprise publique de transports. C'est à ce moment là qu'il se rapproche du péronisme et qu'il fait ses premiers pas dans l'activité syndicale, au sein de l'organisation UTA (*Unión Tranviarios Automotor*). A 17 ans il devient « adhérent » du parti péroniste (étant donné qu'on ne peut s'affilier qu'à partir des 18 ans). Il commence à travailler, à la même période, dans une entreprise de tramways, *Compañía Avellaneda*, qui gérait certaines lignes de transport dans la capitale. L'entreprise ferme ses portes en 1965. Benjamín y était délégué syndical; il participe à un plan de lutte en vue de la nationalisation de l'entreprise. Pour lui : « C'était mon premier grand combat, mais le gouvernement n'a rien voulu faire, ils l'ont liquidée et on nous a tous virés ». Après différents emplois très précaires, Benjamín est embauché par l'entreprise publique de télécommunication, ENTEL, en 1973, où il travaillera jusqu'à sa retraite, deux ans avant notre rencontre. Il a développé tout au long de son parcours à ENTEL, puis *Telecom*, une intense activité syndicale à FOETRA (*Federación de Obreros y Empleados Telefónicos de la República Argentina*) et une activité politique au sein du PJ, d'abord dans une Unité de Base de la capitale et ensuite, à partir de la moitié des années 1990, dans une Unité de Base d'un district au nord de la banlieue de Buenos Aires.
Cité pages : 165, 233, 248, 265, 314, 315, 318, 319.

Duré

Duré est originaire de la province de Misiones, au nord du pays. Il est âgé de 75 ans au moment de l'entretien. Il est marié et a deux filles âgées de 38 et 34 ans au moment de notre rencontre. Ses parents sont morts lorsqu'il avait 14 ans, il est élevé par sa grand-mère maternelle. Il quitte alors l'école et commence à travailler comme aide-maçon dans le secteur de la construction. Deux ans après il est embauché dans une boulangerie où il restera jusqu'à ce qu'il s'installe à la ville de Buenos Aires, en 1951, à l'âge de 23 ans. Il commence alors à travailler dans l'entreprise des chemins de fer, où il restera dix ans. Il aura une intense activité syndicale à la *Unión Ferroviaria*. Son parcours professionnel devient très instable au cours de la décennie suivante, où il occupe différents emplois, dans le secteur de la construction et dans une usine métallurgiste entre autres, en les reliant toujours à une activité syndicale. En 1971 il s'installe dans une petite ville de la province de Buenos Aires, à 70 kilomètres de la capitale et il est embauché par la municipalité. Il y travaillera jusqu'au début des années 1990. Il installe alors, à 65 ans, une forge où il travaille encore lors de notre entretien : « j'ai toujours adoré la forge, je sais que n'ai plus l'âge… mais ça fait dix ans que j'attends la retraite ». Dès le début des années 1970, Duré s'engage dans un militantisme politique pour le péronisme,

d'abord dans la clandestinité, ensuite encadré dans le PJ de la ville où il habite. Même s'il continue, dans les années 2000, à participer à certaines réunions politiques et à collaborer avec ses anciens groupes de militants il n'a plus, depuis sa retraite, d'activité politique organiquement encadrée par le péronisme.
Cité pages : 165, 236, 243, 254, 313.

Guillermo

Guillermo est âgé de 65 ans au moment de l'entretien. Il a deux enfants d'un premier mariage, âgés de 28 et 27 ans, et un troisième fils âgé de 16 ans avec son épouse actuelle qui est avocate. Il travaille à l'accueil du *Sindicato de Obreros de Maestranza* (SOM), organisation syndicale des employés des entreprises de nettoyage. Ses parents étaient tous deux espagnols, de Galice, installés en Argentine depuis le début des années 1930. Son père était employé administratif au ministère de la Santé. Sa mère était caissière dans une boulangerie de la capitale. Ils s'identifiaient politiquement au péronisme depuis ses origines. Guillermo se définit comme péroniste, ayant adhéré, selon lui, depuis 1943, lorsqu'il avait 5 ans. Il croisait raconte-t-il, Juan Domingo Perón qui faisait courir ses chiens sur une place du centre-ville de Buenos Aires où Guillermo se promenait tous les soirs avec son père : « c'est là que je l'ai connu, c'est là que l'idylle a commencé, c'est là que je suis devenu péroniste à mort ». Il est affilié au PJ depuis le début des années 1970. Il a développé une importante carrière au PJ et dans ce qu'il appelle la « branche péroniste » du syndicalisme. Après ses études secondaires, il a selon lui toujours « travaillé dans la politique ». Il a notamment occupé différents postes politiques dans le district de la banlieue de Buenos Aires où il habite : il a été, dans les années 1980, successivement conseiller, vice-président et président du PJ au niveau local, entre autres postes. Guillermo a développé en parallèle une activité syndicale, au sein de différentes organisations. C'est au milieu des années 1980 qu'il commence à travailler à SOM, dans la « partie politique du syndicat », à laquelle il collabore encore aujourd'hui.
Cité pages : 169, 175.

Humberto

Le père de Humberto est, jusqu'à 1955, contremaître dans un abattoir, sa mère femme au foyer ; tous deux s'identifient au mouvement péroniste naissant. Le père de Humberto est renvoyé de son poste au moment de la chute du premier régime péroniste, parce qu'il était « collaborationniste » au cours des présidences de Perón, selon Humberto, et devient conducteur de taxi. Humberto est âgé de 73 ans au moment où nous avons réalisé nos

entretiens. Il obtient un diplôme de chef de chantier à la sortie de l'école secondaire. Il trouve très vite son premier travail à la Fondation Eva Perón, à l'inspection des constructions de bâtiments. Il passe une grande partie de sa vie active dans ce secteur, dans différents établissements (*Banco hipotecario*, entre autres). Au cours des années 1960, il commence des études d'architecte et obtient son diplôme dix ans plus tard. Il travaille, au moment de l'entretien, avec son fils aîné (il a quatre fils, âgés de 40 à 50 ans) dans la réparation d'appareils électroménagers et des installations électriques et de gaz. Il est marié à Ofelia depuis 1953. Sa femme est issue d'une famille profondément anti-péroniste, elle a travaillé jusqu'à son mariage comme employée dans un commerce familial. Elle se définit comme politiquement « neutre ». Humberto est affilié au PJ depuis le début des années 1950, mais il ne s'est pas engagé dans un militantisme, ni politique ni syndical.
Cité pages : 24, 157, 168, 233.

Jorge

Jorge est né en 1937, ses parents sont morts lorsqu'il était enfant et il est élevé par son oncle, avec qui il habite dans une banlieue nord de la ville de Buenos Aires. Comme Benjamín, Jorge assiste à l'« école-usine » appartenant à l'entreprise de transports publics. C'est là qu'il fera ses premiers pas dans l'activité syndicale et qu'il se rapprochera du mouvement péroniste, au cours des deux premiers gouvernements de Perón. A 17 ans, en 1954, il est renvoyé de l'école et commence à travailler comme commis dans une bijouterie. C'est au moment de la chute du premier régime péroniste qu'il s'engage plus intensément dans une activité militante. Après un passage à l'*Alianza Popular Nacionalista*, il s'engage dans un « commando » de la « résistance péroniste » avant de s'intégrer aux premiers groupes de la Jeunesse péroniste, vers le début des années 1960. Après un parcours professionnel très irrégulier, il est embauché en 1967 à ENTEL, puis à *Telecom*, dans le secteur de réparation et d'installation des lignes. Ce travail faisait partie d'un militantisme politique : « à cette époque-là, les organisations tentaient d'insérer des gens dans les entreprises à travers des bourses de travail pour essayer de réorganiser et récupérer les syndicats péronistes ». Il poursuit donc, depuis cette époque-là, une intense activité militante –dans différentes organisations liées à la JP– et syndicale, principalement à FOETRA (*Federación de Obreros y Empleados Telefónicos de la República Argentina*).Il a 66 ans au moment des entretiens et vient de prendre sa retraite, après 35 ans de travail dans l'entreprise. Il est marié depuis 1970, son épouse est avocate. Il a trois filles de 29, 28 et 23 ans.
Cité pages : 170, 232, 235, 237, 239, 241.

Oscar

Oscar est âgé de 60 ans au moment de l'entretien. Son père travaillait à la poste publique, devenue au début des années 1970 l'entreprise ENCOTEL; sa mère était femme au foyer; tous deux se définissaient politiquement comme péronistes mais « n'étaient pas militants », selon Oscar. A 14 ans il entre à l'école technique, une « école-usine » qui appartenait à l'entreprise de télécommunications. C'est là qu'il fera ses premiers pas dans l'activité syndicale et qu'il s'approche politiquement du péronisme. Mais son adhésion au péronisme est aussi étroitement liée à un souvenir d'enfance qui l'a fortement marqué : c'est le jour de la mort d'Eva Perón qu'il a vu pour la première fois sa mère pleurer, « elle embrassait une énorme radio qu'on avait à l'époque, qui venait de donner la nouvelle, et elle pleurait, elle était inconsolable. Et ça te marque, un sentiment, non ? ». Oscar a travaillé toute sa vie active à la poste publique, privatisée en 1997, dans le secteur de l'accueil au public. Il a développé en parallèle une intense activité syndicale à la FOECYT (*Federación de Obreros y Empleados del Correo y Telecomunicaciones*). En 2001, à 58 ans, il prend sa retraite pour des problèmes de santé et travaille uniquement dans le syndicat, au Secrétariat des affaires professionnelles. Il est affilié au parti péroniste mais n'a jamais eu d'activité politique organiquement liée à l'expression partisane du péronisme, mises à part des « collaborations » ponctuelles lors des campagnes présidentielles, pour le contrôle de scrutins par exemple. Il est marié, son épouse est femme au foyer et il a une fille âgée de 32 ans.

Cité pages : 168, 246.

Pedro

Pedro est âgé de 64 ans au moment où nous avons réalisé nos entretiens. Il habite une petite ville dans la province de Buenos Aires, à 50 kilomètres de la capitale fédérale. Sa femme est employée domestique, ses parents étaient travailleurs ruraux. Les références familiales sont très puissantes dans la trajectoire politique de Pedro, tant son père que sa mère s'identifiaient au péronisme, depuis la genèse de ce mouvement politique dans la deuxième moitié des années 1940. Pedro a quitté l'école secondaire (qu'il terminera au cours de la dictature militaire) à 14 ans pour commencer à travailler dans une usine de métallurgie. Au moment où il quitte l'usine pour des raisons de santé sept ans plus tard, il travaillait dans la fonte de métaux. C'est alors qu'il a ses premières activités syndicales, encadrées par l'UOM (*Unión Obrera Metalúrgica*), vers la fin du deuxième mandat de Perón. Il est ensuite embauché dans un établissement rural d'élevage de volailles, à la maintenance des ateliers d'incubation. Il

travaillera dans cet établissement pendant 14 ans, au cours desquels il aura une intense activité syndicale dans la FATRE (*Federación Argentina de Trabajadores Rurales y Estibadores*). Il sera licencié de cet établissement en 1976, et installera alors une forge, où il travaille encore actuellement avec son fils unique, âgé de 26 ans. Pedro se définit politiquement comme péroniste mais il n'a jamais été affilié au parti, il n'a pas non plus été militant dans les instances officielles du péronisme.
Cité pages : 150, 154, 156, 244, 246, 250, 252, 253.

Rosa

Rosa est âgée de 69 ans lors des entretiens. Le père de Rosa était syro-libanais, sa mère espagnole, tous deux sont arrivés avec leurs familles en Argentine vers les années 1920. Installés d'abord dans la ville de Santa Fé, capitale de la province du même nom, au nord-est du pays, ils gagnent la ville de Buenos Aires une fois mariés, où ils ouvrent, en 1943, une épicerie. Rosa adhère au mouvement fondé par Perón au moment de sa gestation, « vers 1945 », comme ses parents, comme 3 de ses 10 frères et sœurs : « à cette époque-là, certains d'entre nous sommes devenus péronistes, d'autres sont restés radicaux. Et il y avait des discussions à n'en pas finir ! Après, mes frères ont commencé à partir, à devenir indépendants, et nous sommes restés que les péronistes. A la fin on était tous péronistes ! ». Rosa est affiliée au PJ depuis ses débuts mais n'a jamais eu de militantisme politique ni d'activité syndicale. Elle a quitté l'école secondaire à 16 ans pour commencer à travailler dans une usine textile. Elle se marie en 1959 et aura deux enfants, âgés de 41 et 33 ans en 2003. A la suite d'une lettre qu'elle envoie à Perón en 1952 demandant un emploi, elle est embauchée comme employée administrative à ENTEL, l'entreprise publique de télécommunications, privatisée par le gouvernement Menem en 1991. Elle y travaillera pendant 38 ans, jusqu'à sa retraite au début des années 1990. Elle habite avec son mari, qui travaille dans la vente et la réparation d'électroménagers, à Florida, faubourg nord de la ville de Buenos Aires.
Citée pages : 160, 167, 169, 257, 258.

Deuxième génération

Graciano

Graciano est né en 1949, il est âgé de 54 ans lors des entretiens. Son père était espagnol, arrivé en Argentine en 1947. Sa mère provient de *Santiago del Estero*, une province au nord-

ouest du pays. Tous deux se sont installés à Buenos Aires en 1947. Ils reprennent à cette époque-là une charcuterie dans un quartier au sud de la capitale, qu'ils vont gérer jusqu'au milieu des années 1980. Les références familiales sont, dans la trajectoire de Graciano, plutôt faibles : son père était anti-péroniste, sa mère était « idéologiquement proche du péronisme », selon Graciano, mais ne s'est pas engagée dans des activités militantes. Au début des années 1970, après avoir fini l'école secondaire, Graciano entreprend des études de philosophie qu'il n'achèvera pas. Il commence à travailler à cette époque-là comme employé dans une pharmacie, où il demeure pendant plus d'une décennie. Dans les années 1980 il reprend l'épicerie de ses parents, jusqu'en 1993 où il apprend qu'il souffre de la maladie de Parkinson. Depuis, empêché de travailler, il attend les résultats d'une demande de pension pour invalidité. Graciano se définit politiquement comme péroniste et comme un militant : « je me reconnais comme un militant, je milite même dans l'association des malades de Parkinson ! On fait des réunions, je mets toujours un pins de l'association… c'est une manière de transcender la maladie ». Il commence à militer en 1971 dans un groupe qui se détache de la jeunesse péroniste et qui fonde, dans un quartier nord de la capitale, un *Ateneo de la JP*. Il exercera dans ce groupe politique un militantisme intense qu'il interrompt au cours de la dictature militaire. Il reprend ses activités politiques au début des années 1980, d'abord au sein d'un UB de la province de Buenos Aires et ensuite dans différents groupes politiques liés au péronisme. Il se marie en 1973 avec Silvia, qui militait comme lui à l'Ateneo à cette époque-là. Ils divorceront en 2001. Ils ont quatre enfants âgés de 27, 26, 22 et 22 ans.
Cité pages : 176, 188, 197, 198, 263, 271, 284, 286, 317.

Graciela

La mère de Graciela était femme au foyer, son père travaillait dans une station-service. Ils se définissaient politiquement comme péronistes ayant adhéré au mouvement fondé par Perón depuis ses origines. Comme eux, Graciela, qui est née en 1941, se rapproche très jeune, pendant ses études primaires, du mouvement péroniste : « Lorsque Evita est morte, j'avais 10 ou 11 ans. On choisissait dans mon école les meilleurs de chaque cours pour aller la voir. Et j'y suis allée. Je me souviens que ce jour-là j'avais mis des tennis et non pas des chaussures. Et ça ne se faisait pas… d'aller au centre-ville en tennis à cette époque-là. J'avais honte!! Mais je voulais y aller, je voulais la voir ». Deux ans après elle commence à militer dans l'organisation péroniste des étudiants du secondaire, la UES (*Unión de Estudiantes Secundarios*). Elle se marie en 1964 et aura a ce moment-là, accompagnée de son époux, un militantisme clandestin dans des groupes de la jeunesse péroniste jusqu'à la naissance de son

premier enfant, un an après. Elle aura son deuxième enfant dix ans plus tard ; ils sont âgés de 38 et 28 ans au moment de l'entretien. Elle travaille depuis le début des années 1960 comme employée dans une entreprise de location de costumes et aura ensuite différents emplois administratifs (comme employée et secrétaire). En 1972 elle commence des études de psychologie qu'elle ne terminera pas, au moment où son époux entame des études de sociologie. C'est à cette période-là qu'ils deviennent affiliés au PJ et pratiqueront ensemble, jusqu'à la dictature militaire, un intense activisme politique dans des groupes de jeunesse et dans *l'Ateneo* de la JP d'une ville dans la banlieue nord de Buenos Aires, le même groupe que Silvia et Graciano. Cette expérience de militantisme apparaît tout au long de son récit comme une expérience particulièrement intense. Graciela interrompt son militantisme au moment de la dictature militaire. Elle divorce de son époux à la même époque et commence une formation d'instrumentaliste chirurgicale, qu'elle termine quatre ans plus tard. Depuis lors elle travaille dans différentes institutions de santé et vient de prendre sa retraite au moment de notre rencontre.

Citée pages : 267, 281.

Juan

Le père de Juan, fils d'immigrants italiens, militants anarchistes, était chef de chantier dans le secteur de la construction, sa mère était secrétaire dans un cabinet médical. Tous deux s'identifiaient au péronisme et avaient une intense activité militante dans le PJ. Juan raconte d'ailleurs que sa mère se rendait encore en 2003, à 80 ans, dans l'Unité de Base de son quartier. Juan est âgé de 51 ans au moment où nous avons réalisé les entretiens. Il commence au début des années 1970 des études d'anthropologie qu'il achève dix ans plus tard. Il finance ses études en travaillant comme employé dans une banque. Il se définit comme péroniste et a eu, depuis la fin des années 1960 jusqu'aux années 1980, un militantisme politique très actif : d'abord dans ce qu'il appelle un militantisme de quartier, ensuite dans un militantisme universitaire encadré par différentes branches de la JP. En 1977 il commence un travail politico-syndical de formation doctrinaire liée au péronisme adressée aux employés publics, dans le cadre du syndicat UPCN (*Unión de personal civil de la Nación*). Dès lors il ne milite plus que dans la structure syndicale, qu'il considère comme « l'espace naturel du péronisme ». Il est, au moment des entretiens, chargé du programme culturel du syndicat, où il travaille à temps plein depuis la moitié des années 1980. Après avoir divorcé de sa première épouse, Juan s'est remarié et a trois fils, âgés de 7, 18 et 26 ans en 2003.

Cité pages : 172, 175, 195, 272, 276, 281, 282, 288, 317.

Liliana

Liliana provient de ce qu'elle appelle une « famille péroniste », tant son père que sa mère travaillent dans des industries textiles et ont eu un important activisme syndical et politique pour le péronisme dans la banlieue sud de la ville de Buenos Aires, d'où la famille est originaire. Liliana est âgée de 45 ans au moment de l'entretien, elle est affiliée et militante péroniste depuis 1974. Elle commence en effet à ce moment-là à travailler dans une usine textile et à militer dans la JTP (*Juventud de Trabajadores Peronistas*) où elle aura un activisme jusqu'à 1976. Elle se marie cette année-là, son époux travaillait comme ouvrier métallurgiste et était dirigeant syndical de la CGT. Ils auront deux enfants, âgés de 17 et de 19 ans au moment de l'entretien. Cette première période de militantisme, entre 1974 et 1980, est très intense dans le récit de Liliana et aussi très irrégulière. Après une période d'exil pendant la dictature militaire, Liliana et son époux rentrent en Argentine en 1980, et renouent avec un militantisme politique dans différents secteurs de l'église et dans des organisations des droits de l'homme. Son mari est décédé en 1987. Liliana commence alors à travailler comme employée dans la municipalité d'un district au sud de la ville de Buenos Aires, où elle habite. Elle commence également à militer dans une organisation qui est organiquement liée au PJ de la province de Buenos Aires. Au début des années 1990 elle décide de commencer des études de droit, qu'elle achève en 4 ans. Elle est, au moment de notre rencontre, fonctionnaire de la municipalité du district où elle habite, au secrétariat d'action sociale.

Citée pages : 275, 198.

Marta

Marta est née en septembre 1955; elle porte, selon elle, une « marque de naissance » qui la relie au péronisme, puisque le 16 septembre 1955 a lieu le coup d'Etat qui renverse la deuxième présidence de Perón. Pourtant, les références familiales dans sa trajectoire d'adhésion son plutôt faibles. Elle n'a pas connu son père qui est mort lorsqu'elle était très jeune, et sa mère, même si « elle aimait Evita », n'avait pas une définition politique stable. Sa mère a travaillé pendant des décennies comme femme de ménage pour une entreprise de nettoyage de bureaux et ensuite dans une cantine scolaire jusqu'à sa retraite. A 15 ans, en raison de mauvais résultats à ses examens, Marta a quitté l'école secondaire (qu'elle terminera plus tard) et commence à fabriquer et à vendre de l'artisanat sur une place du centre-ville de Buenos Aires. C'était le début des années 1970, elle se rapproche à ce moment-là du mouvement péroniste et commence à militer dans l'*Agrupación de Artesanos*

Peronistas. Elle aura un militantisme politique très actif jusqu'à la naissance de son premier enfant en 1975 (elle a deux enfants âgés de 28 et 26 ans au moment des entretiens). En 1973, à 18 ans, elle s'est mariée avec le responsable de son groupe politique, qui travaillait aussi dans l'artisanat. Deux ans après, ils s'installent dans une station balnéaire de la province de Buenos Aires, à 400 kilomètres de la capitale, et ils interrompent leur militantisme. Lors de l'ouverture démocratique qui débute en 1983, Marta rentre à Buenos Aires et divorce de son époux. Depuis, son parcours professionnel est très instable. Elle travaille dans l'artisanat jusqu'au début des années 1980. Après une décennie d'emplois très irréguliers, elle monte avec une amie une petite entreprise de presse, où elles travaillent essentiellement dans la diffusion de différents programmes d'appui aux micro-entreprises lancés par le gouvernement. Lors de nos rencontres, elle travaillait à la diffusion de programmes culturels de la ville de Buenos Aires. Ce travail reposait sur un contrat précaire qui ne sera pas renouvelé. A la fin de la période où nous avons réalisé les entretiens, elle loue des chambres dans sa maison pour des étudiants étrangers.
Citée pages : 184, 188, 189, 190, 259, 261, 285, 286, 287.

Miguel

Miguel est âgé de 48 ans au moment de notre rencontre, il habite une petite ville 60 kilomètres à l'ouest de Buenos Aires. Il est à ce moment-là Secrétaire du cabinet du maire péroniste de la ville où il habite. Il a occupé, depuis 1987, différents postes de gestion dans cette municipalité, qu'il définit comme des « postes politiques ». L'élection d'un nouveau maire en avril 2003, cette fois appartenant à l'UCR, l'obligera, quelques mois après nos entretiens, à démissionner de son poste de fonctionnaire. Miguel se définit politiquement comme péroniste, revendiquant une tradition familiale liée au mouvement péroniste. Son grand-père était espagnol et militant radical jusqu'à la période de gestation du mouvement fondé par Perón où il se rapproche du péronisme. Son père se définissait aussi comme péroniste et a eu un militantisme important, organiquement lié au PJ. Il travaillait comme comptable dans diverses entreprises et a occupé, selon Miguel, plusieurs postes politiques au niveau local. Miguel commence à militer dans le péronisme en 1973 dans des groupes de la jeunesse. C'est également à ce moment-là qu' il commence des études de droit, qu'il termine six ans plus tard. Il finance ses études en travaillant comme employé administratif dans une entreprise de sucreries installée à Buenos Aires, avant de devenir, la décennie suivante, fonctionnaire municipal. Après quelques années de militantisme dans des groupes universitaires et de la jeunesse, il interrompt ses activités politiques pendant la dictature

militaire. Lorsqu'il les reprend, en 1983, il s'intègre dans des groupes organiquement liés au PJ. En 1983 il fait partie, avec son père, d'une liste pour une élection interne au PJ pour les élections municipales, liste qui arrivera en deuxième place. Miguel est marié, son épouse est enseignante. Il a deux enfants âgés de 20 et 16 ans.
Citée pages : 183, 264, 271, 272, 288, 316.

Osvaldo

Osvaldo est âgé de 45 ans lors des entretiens, il habite dans un district de la banlieue sud de Buenos Aires. Il dirige une maison d'édition de livres commerciaux dont il a hérité de son père. Les références familiales sont très puissantes dans la trajectoire politique et la trajectoire d'adhésion au péronisme d'Osvaldo. Tant son père que sa mère se définissaient politiquement comme péronistes. Sa mère travaillait dans une usine textile de la ville de Buenos Aires. Son père provient d'une famille de travailleurs ruraux installés dans une petite ville de la province de Buenos Aires. Il est envoyé chez des parents à la capitale lorsqu'il est âgé de 14 ans et commence à travailler dans l'imprimerie et l'édition. Il installe sa propre maison de livres commerciaux dans les années 1960. C'est là qu'Osvaldo commence à travailler, tout de suite après avoir fini ses études secondaires. Il se définit comme péroniste, il est affilié au parti et milite dans un groupe politique encadré par le PJ de la province, malgré sa vision très critique des leaders actuels du parti. Il situe le point d'origine de ses activités politiques et de militantisme au début des années 1970, au moment où il participe à la mobilisation qui marque le retour de Perón en Argentine, connue sous le nom de *Ezeiza*. Il avait alors 14 ans. Selon lui, depuis lors, il ne s'est « jamais séparé » de l'activité militante. Il dirige un Centre de Formation politique à Lomas de Zamora, qui a un statut indépendant mais est organiquement lié au PJ. Il est marié et a trois enfants, âgés de 12, 10 et 4 ans en 2003. La paternité fait partie, selon Osvaldo, de sa stratégie militante : « L'avantage des péronistes c'est que nous avons en moyennes plus d'enfants que les libéraux, on peut avoir 5, 6, 7 enfants. Je n'en ai que 3, mais je ne renonce pas, si ma femme m'accompagne je ferais bien d'autres petits péronistes ».
Cité pages : 149, 180, 265, 267, 277, 279, 316, 319.

Silvia

Silvia est âgée de 54 ans au moment de nos rencontres. Elle est enseignante d'histoire dans des écoles secondaires de la capitale et de la province de Buenos Aires. Elle a commencé ses études au début des années 1990, à 42 ans, et a eu son diplôme 7 ans plus tard. Jusqu'à ce

moment-là, son parcours professionnel est irrégulier. Elle commence à travailler après avoir fini ses études secondaires, en 1965, comme employée dans une association protectrice d'animaux dans la province de Buenos Aires, et ensuite dans une entreprise de construction. A ce moment-là, elle commence également des études d'architecte et de sociologie qu'elle ne finira pas. Elle adhère au péronisme au début des années 1970, est affiliée au PJ depuis l'ouverture mise en place par le gouvernement de Lanusse, en 1971; elle a eu un militantisme très actif dans un groupe politique lié à la JP, l'*Ateneo* de la JP, dans une banlieue nord de Buenos Aires, entre 1972 et 1976. Silvia rencontre Graciano, qui militait dans le même groupe péroniste, en 1972. Ils se marient l'année suivante et auront 4 enfants, âgés de 27, 26, 23 et 22 ans au moment des entretiens. Ils divorceront en 2001. Silvia interrompt son militantisme au cours de la dictature militaire et ne reprendra pas ses activités politiques, à l'exception d'une courte période où elle collabore à la campagne péroniste aux élections présidentielles de 1983. Le père de Silvia, décédé en 1972, était chargé des stations-service d'une grande entreprise pétrolière. Il était, selon Silvia, « politiquement neutre ». La mère de Silvia, Modesta, que nous avons aussi rencontrée, avait 93 ans au moment où nous lui avons rendu visite avec Silvia. Elle est hospitalisée dans une résidence pour personnes âgées, étant devenue presque aveugle à cause du diabète. Modesta commence à 17 ans des études d'infirmière à la Croix Rouge, qu'elle termine 3 ans plus tard. Elle commence à travailler dans un hôpital public en 1943 et restera au même poste jusqu'à sa retraite dans les années 1960. Elle aura un important parcours syndical dans l'organisation des travailleurs publics. Elle continuait à se définir comme péroniste lors de notre conversation, ayant adhéré au mouvement depuis ses origines. Elle sera une référence centrale dans le récit de Silvia sur sa trajectoire d'adhésion au péronisme et sur sa trajectoire politique.
Citée pages : 43, 177, 186, 189, 194, 198, 268, 279.

Susana

Susana est née en 1948, elle est âgée de 55 ans au moment de l'entretien. Elle est célibataire et n'a pas eu d'enfants. Les références familiales sont assez puissantes dans sa trajectoire d'adhésion et sa trajectoire politique dans le péronisme. Son père travaillait à la poste, sa mère était femme au foyer ; tous deux s'identifiaient au mouvement fondé par Perón mais n'ont pas eu de militantisme actif. En 1955, au moment de la chute du deuxième gouvernement de Perón, son père est licencié de son emploi à la poste à cause de son engagement pour le péronisme, parce que « quelqu'un l'avait dénoncé », selon Susana. Il travaillera comme vendeur dans un magasin de chaussures appartenant à son frère au cours de 17 ans

d'interdiction du parti justicialiste, avant d'être réincorporé dans son emploi à la poste en 1973, avec le retour du péronisme au pouvoir. Susana se définit politiquement comme péroniste depuis l'école secondaire, lorsqu'elle contestait les enseignements de son professeur d'instruction civique qui parlait, après la chute du premier régime péroniste, de la « tyrannie de Perón ». Elle est affiliée au PJ dès le début des années 1970 mais n'a pas eu d'activité militante organiquement liée au parti. Elle commence à travailler très jeune, en 1964, juste après avoir fini ses études secondaires, dans les bureaux d'une petite entreprise de filature où elle travaille encore aujourd'hui. Elle a eu, vers la fin de la décennie, quelques années de militantisme au syndicat des travailleurs de l'industrie textile. Pourtant, son rapport avec le syndicat n'avait pas très bien commencé. Quelques jours après avoir été embauchée dans l'entreprise, les travailleurs des ateliers déclarent une grève qu'elle ne suit pas : « le lendemain, il y avait une énorme pancarte avec les noms de ceux qui n'avaient pas fait la grève, il y avait mon nom dessus ! La pancarte disait : voici les noms de ceux qui ont cassé la grève. Répudiez-les! J'en ai pleuré toute une journée… c'est comme ça qu'on formait la conscience du travailleur à l'époque ».
Citée pages : 176, 199.

Troisième génération

Enrique

Enrique est journaliste et travaille comme rédacteur dans un journal à Buenos Aires. Il est âgé de 35 ans au moment des entretiens. Il avait commencé des études d'ingénieur en sortant de l'école secondaire vers le milieu des années 1980. Il travaillait, à l'époque et jusqu'au début des années 1990, comme tourneur dans une usine de moteurs électriques : « J'ai adoré l'école secondaire. C'était une école industrielle et bon, c'est vrai qu'il n'y avait pas de filles ce qui était un inconvénient, mais j'aimais beaucoup le travail concret qu'on faisait, physique, avec des objets, j'aimais l'expérience pratique du faire, de transformer. Après j'ai commencé à virer vers quelque chose de plus humaniste ». Le tournant de son projet professionnel est lié à la transformation de ses intérêts et aussi à son identification au péronisme : à sa volonté de changer le discours des médias qui est, selon lui, généralement anti-péroniste. Enrique vit en couple et n'a pas d'enfants. Son père était travailleur rural à Santa Fé, sa province d'origine, jusqu'à ce qu'il s'installe à Buenos Aires, où il travaille presque toute sa vie active comme distributeur d'eau et de soda. Sa mère travaillait comme sténo-dactylo dans une entreprise jusqu'à son mariage. Tous deux s'identifient au mouvement fondé par Perón depuis ses

origines. Ces références familiales sont fondamentales dans la trajectoire d'adhésion et dans la trajectoire politique de Enrique. Il commence vers la moitié des années 1980 à militer dans un groupe politique péroniste, qui n'est pas organiquement lié au PJ. Il y militera pendant six ans, jusqu'à la mort de son père en 1991.
Cité pages : 203, 206, 208, 216, 290, 291, 293, 294, 299, 305.

Fabiana

Les références familiales sont, dans la trajectoire d'adhésion de Fabiana, très puissantes. Sa mère est médecin, son père travaille dans le secteur des ressources humaines d'une grande entreprise de métallurgie ; tous deux se définissent politiquement comme péronistes et ont eu un militantisme marqué depuis la moitié des années 1960. Fabiana se définit elle aussi comme péroniste, mais n'a pas pratiqué de militantisme ni politique ni syndical. Elle est âgée de 35 ans au moment de l'entretien. Elle a eu un parcours de formation et de travail très irrégulier. Elle a quitté l'école secondaire à 15 ans pour se dédier à des activités liées à la danse et au théâtre. A 18 ans, elle se marie et quitte la ville de Buenos Aires pour s'installer, avec son époux sculpteur, dans la province de Córdoba. Elle continue là ses activités artistiques et travaille également dans l'artisanat. Divorcée, elle rentre à la capitale vers la fin des années 1990, avec ses deux enfants âgés de 14 et 16 ans. Elle reprend alors ses études secondaires. Fabiana se trouve au chômage au moment de notre rencontre. Elle vient de terminer l'école secondaire, et commence une formation d'institutrice, qu'elle combine avec ses activités de « liseuse de tarot » et avec la recherche d'un emploi.
Citée pages : 203, 205, 305, 306.

Fernando

Fernando, est âgé de 35 ans au moment des entretiens. Il se considère comme péroniste depuis l'école secondaire même s'il a commencé à militer quelques années plus tard. Il s'est engagé, dès le milieu des années 1980 dans un militantisme très actif au sein d'une organisation péroniste –appelée *26 juillet*– qui se réclame du « péronisme révolutionnaire », et n'est pas organiquement liée au PJ. Les références familiales sont plutôt faibles dans la trajectoire de Fernando. Son père est péroniste mais n'a pas pratiqué de militantisme politique, sa mère est politiquement « assez gorille » selon son expression. Ils ont ouvert une parfumerie à la fin des années 1950 dans un faubourg de la ville de Buenos Aires et ils y travaillent encore tous les deux. Fernando est célibataire, il a commencé vers la fin des années 1980 des études de mathématiques puis d'anthropologie, qu'il n'a pas terminées. Il travaille en donnant des cours

particuliers à des étudiants du secondaire, dans un institut d'aide scolaire qui est lié à son militantisme pour le péronisme. Il s'agit d'un des projets d'auto-financement du groupe politique, qui servent à maintenir une indépendance économique –et donc politique selon lui– par rapport au PJ. Son militantisme est, dit-il, une des activités centrales dans sa vie; il me dira, à la fin de l'un de nos entretiens : « Je crois que c'est beaucoup plus important et urgent de tenter de changer la réalité que de passer des années et des années à l'étudier. Je ne sais pas… penses-y ».
Cité pages : 212, 213, 217, 219, 290, 301, 302, 308.

Fabio

Fabio provient de ce qu'il appelle une « famille radicale » : son père, qui était commissaire-priseur, s'identifiait politiquement à l'UCR, comme son grand-père qui était violoniste de tango « dans les quartiers bas de Buenos Aires ». Ils s'identifiaient, selon Fabio, au « radicalisme populaire ». Sa mère est enseignante et, d'après lui, politiquement « neutre ». Fabio est âgé de 33 ans au moment de notre rencontre. Il s'identifie au péronisme, depuis le milieu des années 1990. Dans la deuxième moitié des années 1980, Fabio entame des études de droit. Il commence tout de suite à travailler comme fonctionnaire, d'abord au ministère de la Défense et ensuite au cabinet du ministre et au secrétariat des petites et moyennes entreprises. En 1998 il passe le concours pour entrer dans la diplomatie, il est aujourd'hui diplomate, affecté au ministère des Affaires étrangères à Buenos Aires. Il devient à la même période militant péroniste dans une UB de la capitale fédérale où il militera jusqu'à 1999. Il continue, en 2003, à se définir politiquement comme péroniste mais n'a plus d'activité politique liée au parti. Il est marié depuis 1996, son épouse est aussi avocate.
Cité pages : 61, 220.

José

José est âgé de 26 ans au moment des entretiens. Deuxième fils de Graciano et Silvia, il habite avec son père dans le quartier de Barracas, au sud de la ville de Buenos Aires. Il est célibataire et n'a pas d'enfants. Depuis le milieu des années 1990 il a commencé à se consacrer à la peinture. Il est professeur d'arts plastiques dans des écoles secondaires depuis 1998, dans différents districts de la banlieue. Il s'identifie politiquement au péronisme mais n'a pas d'activité politique ou syndicale liée au mouvement fondé par Perón. Il travaille depuis l'an 2000, dans une « *casa comunitaria* », *Casa Cambalache*, à la *villa* 21, animant des ateliers de peinture pour les voisins. Il travaille également dans l'élaboration des costumes

pour la *murga* (groupe de carnaval) à laquelle il participe avec les voisins du quartier où il habite.
Cité pages : 60, 209, 210, 218, 295, 297, 300, 307, 321.

Pablo

Pablo est âgé de 32 ans au moment où nous avons réalisés nos entretiens. Il est diplômé en sciences politiques. Il est marié depuis trois ans et n'a pas d'enfants. Il affirme provenir d'une famille « apolitique », sans référence familiale liée au péronisme : « en réalité, personne ne m'a jamais parlé de politique dans ma famille, ni mon père, ni ma mère, ni mon grand-père. Et pourtant ça m'intéressait. C'était l'époque de la dictature, l'activité politique était interdite, j'étais à l'école, et ça m'intéressait ». Sa mère est enseignante dans des écoles secondaires, son père est médecin et exerce dans son propre cabinet. L'entretien a lieu dans le Musée *Evita* de Buenos Aires, auquel il collabore depuis six ans et où il travaille à temps plein depuis deux ans. Vers la fin des années 1980 il commence à militer dans une Unité de Base de la capitale fédérale, avant de s'intégrer quatre ans plus tard au groupe politique qui l'encadre actuellement. Ce groupe est organiquement lié au PJ de la province de Buenos Aires. Pablo s'occupe de certains cours de formation politique qui s'adressent à des militants péronistes dans le cadre du centre dirigé par Osvaldo.
Cité pages : 4, 148, 200, 201, 216, 218, 219, 291, 294, 296, 304, 321, 368.

Valeria

Valeria est âgée de 35 ans au moment de notre rencontre. Son père est italien, arrivé en Argentine à 7 ans, vers le milieu de la décennie 1930. Il a suivi une importante carrière dans le journalisme. Sa mère est psychologue. Tous deux s'identifient au mouvement péroniste et ont pratiqué un militantisme très engagé depuis les années 1970. Ces références familiales sont très puissantes dans la trajectoire politique de Valeria. Elle avait 15 ans lorsqu'elle commence, vers le milieu des années 1980, à militer dans le PJ. Elle a milité pendant une décennie dans une Unité de Base de la capitale avant de s'orienter, en 1995, vers des groupes péronistes d'opposition au gouvernement ménémiste. Lors de notre rencontre, elle travaille à mi-temps dans l'organisme étatique de promotion du cinéma argentin. Elle a fait des études de psychologie et a installé son propre cabinet depuis cinq ans, où elle travaille touts les matins. Valeria se marie en 1994 avec un militant du même groupe politique. Elle est divorcée depuis 2002, elle a une fille de 3 ans, appelée María Eva, dans une référence explicita à Eva Perón :

« c’est un message que veux transmettre à ma fille, non pas idéologique mais humain, de solidarité, de compromis, de respect et de force ».
Citée pages : 217, 290, 292, 299.

Annexe II

Principaux événements de la dynamique politique argentine et de l'histoire du mouvement péroniste

Tableau chronologique

1943/1945	Ascension politique de Juan Domingo Perón
1943	**4 juillet** Coup d'Etat renversant le gouvernement de Ramón Castillo. Le gouvernement militaire est dirigé successivement par les généraux Pedro Pablo Ramírez et Edelmiro Farrel. Le colonel Juan Domingo Perón en est une des figures centrales.
1945	**8 octobre** Le colonel Perón, qui cumule les postes de Secrétaire du Travail, Ministre de la Guerre et Vice-Président, est forcé par le gouvernement militaire à démissionner de ses fonctions et est emprisonné. **17 octobre** Une importante mobilisation populaire est organisée en appui au colonel Perón et en défense des lois sociales mises en place au cours de sa gestion. La mobilisation force la libération de Perón qui est autorisé à s'adresser aux manifestants. Il se déclare, dans son discours, candidat aux élections présidentielles prévues pour l'année suivante.
1946	**24 février** Trois partis politiques soutiennent la candidature de Perón (le *Partido Laborista*, l'*Unión Cívica Radical Junta Renovadora* et le *Parido Indépendiente*) qui remporte les élections présidentielles avec 54% des voix.
1946/1952	Première présidence de Perón
1947	Sanction de la loi qui stipule le vote féminin.
1948	Création de la Fondation d'aide sociale María Eva Duarte de Perón
1949	La Confédération Générale du Travail devient une branche du mouvement péroniste

1951	Perón est réélu président de la république avec 64% des voix
1952/1955	Deuxième présidence de Perón
1952	**26 juillet** Mort de Eva Perón
1955	**16 septembre** La dite « Révolution libératrice » renverse par un coup d'Etat le gouvernement. Perón s'exile à Asunción, avant de s'installer à Madrid où il passera une grande partie de son exil.
1955/1972	Proscription du parti péroniste
1956/1958	Processus de protestation et d'opposition des secteurs péronistes au gouvernement militaire, connu sous le nom de la « résistance péroniste ».
1966/1970	Gouvernement militaire de la dite « Révolution Argentine » dirigée par le général Juan Carlos Onganía
1967/1970	Surgissement des premières organisations de guérilla urbaine de gauche et péronistes : *Fuerzas Armadas Peronistas*, *Descamisado*, *Fuerzas Armadas Revolucionarias*, *Fuerzas Armadas de la Revolución ;* et les deux organisations les plus importantes de la période, *Montoneros* et *Ejército Revolucionario del Pueblo*, qui seront particulièrement actives dans les années suivantes.
1969	**29 mai** *Cordobazo*. Révolte populaire qui a lieu dans la province de Córdoba, ouvrant un cycle de forte activation de la protestation. De nombreuses explosions populaires se multiplient dans différentes villes du pays.
1971/1973	Mise en place du *Gran Acuerdo Nacional* par le général Alejandro Lanusse organisant une sortie démocratique de la profonde crise politique.
1972	Fin de la proscription du péronisme. En novembre, Perón retourne en Argentine pour quelques jours. Sa candidature ayant été interdite, il met au point la formule présidentielle pour le péronisme, le FREJULI (*Frente Justicialista de Liberación*), unifiée sous les candidatures de Héctor Cámpora à la présidence et de Vicente Solano à la vice-présidence.

1973	**11 mars** Le FREJULI remporte les élections présidentielles avec presque 50% des voix.
	20 juin Retour de Perón en Argentine. Lors de la grande mobilisation qui accueille le leader péroniste à l'aéroport d'Ezeiza, différents courants internes du péronisme s'affrontent, faisant des dizaines de morts.
	23 septembre A la suite de la démission du président et du vice-président, de nouvelles élections présidentielles sont organisées. Perón, accompagné de sa troisième épouse Isabel Perón comme candidate à la vice-présidence, remporte les élections avec presque 62% des voix. **12 octobre** Perón devient pour la troisième fois président de la République.
1974/1976	Troisième gouvernement péroniste dirigé successivement par Perón et par Isabel Perón
1974	**1er juillet** Mort de Perón et prise du pouvoir par la vice-présidente.
1976	**24 mars** Un coup d'Etat renverse le gouvernement péroniste. Une junte militaire, dirigée par le Général Rafael Videla, s'empare du pouvoir et met en place la dictature la plus répressive de l'histoire argentine du siècle dernier, fondée sur une politique systématique de terrorisme d'Etat qui fera 30 000 disparus.
1976/1983	Dictature militaire du dit « *Proceso de Reorganización Nacional* »
1982	**2 avril** Les Forces Armées débarquent sur les îles Malouines déclenchant la guerre qui allait confronter jusqu'au 14 juin, l'Argentine et la Grande-Bretagne.
1983	**30 octobre** Elections présidentielles remportées par le candidat de l'UCR, Raúl Alfonsín, avec 51% des voix contre 40% obtenus par le PJ.
1983/1989	Gouvernement de Raúl Alfonsín
1985	En avril, commence le procès qui condamne à la fin de l'année les ex-commandants en chef de la dernière dictature militaire.

1988	Premières élections primaires dans l'histoire du péronisme qui font suite au processus de la « rénovation péroniste », à l'issue desquelles Carlos Menem devient candidat à la présidence.
1989	**Février** La grave crise économique oblige le gouvernement radical à dévaluer la monnaie déclenchant une crise hyper-inflationniste.
	14 mai Elections présidentielles, remportées par Carlos Menem avec 47% des voix.
	Mai La profonde crise hyper-inflationniste entraîne les premiers incidents de pillage de supermarché dans le pays.
	9 juillet La passation de pouvoir est avancée de six mois en raison de la crise économique et politique.
1989/1995	Première présidence de Carlos Menem
1991	Mise en place du « Plan de Convertibilité » et d'un vaste processus de réforme de l'Etat après la désignation de Domingo Cavallo à la tête de la gestion économique.
1993	**Décembre** Première explosion sociale qui a lieu à *Santiago del Estero*, connue sous le nom de *Santiagueñazo*. Plusieurs explosions sociales et révoltes populaires se succèdent dans les années suivantes, dans différentes régions du pays.
1995	**14 mai** Elections présidentielles où Carlos Menem est réélu avec presque 43% des voix pour un nouveau mandat présidentiel de 4 ans. Ces élections sont marquées aussi par la première percée électorale du FREPASO, qui arrive en deuxième position avec 21% des suffrages.
1995/1999	Deuxième présidence de Carlos Menem
1997	Création de l'*Alianza* (*Alianza para la Justicia el Trabajo y la Educación*), coalition entre l'UCR et le FREPASO. Les voix obtenues par cette nouvelle coalition politique dépassent de plus de 10 points celles obtenues par le PJ aux élections législatives. Consolidation des barrages routiers comme nouvelle forme de protestation et surgissement des « *piqueteros* », nouvel acteur sur la scène politique argentine.

1999	Elections présidentielles remportées par le candidat de l'*Alianza*, Fernando de la Rúa, avec 48,5% de voix, contre 39% obtenues par le candidat péroniste Eduardo Duhalde.
1999/2001	Gouvernement de l'*Alianza* (UCR – FREPASO)
2000	Démission du vice-président, Carlos Alvarez, leader du FREPASO, en raison d'un scandale de corruption au sein du Sénat.
2001	**4 décembre** L'aggravation de la crise économique accélère la fuite de capitaux. Domingo Cavallo, ministre de l'économie de *l'Alianza*, met en place le dit « *corralito* » limitant les possibilités de retraits d'espèces auprès des banques et bloquant les comptes d'épargne des particuliers.
	15 décembre Des pillages de supermarchés et petits commerces se produisent dans les grandes villes du pays.
	19 et 20 décembre D'importantes manifestations défient l'état de siège déclaré par Fernando de la Rúa, forçant la démission du ministre de l'économie et du président. La répression fait 25 morts parmi les manifestants. Ces manifestations ouvrent un cycle de forte mobilisation et de participation citoyenne dont les principaux protagonistes sont les organisations *piqueteras*, les assemblées de quartier et le mouvement des usines récupérées.
2002	**1er janvier** Après la succession de quatre présidents en dix jours, une Assemblée Législative désigne le sénateur national pour la province de Buenos Aires, Eduardo Duahlde, président de la République.
2003	**24 avril** Premier tour des élections présidentielles marquées par une forte fragmentation des voix. Deux candidats péronistes arrivent en tête : Carlos Menem avec 24% des voix, et Néstor Kirchner avec 22% des suffrages. Menem se retire par la suite du deuxième tour, faisant de Kirchner le président de la République.
2003/2007	Présidence de Néstor Kirchner.

TABLE DE MATIERES

Sommaire 3

Introduction 4

Chapitre 1

Le vécu, l'histoire **224**

1.1. L'histoire que font les hommes **30**
1.1.1. L'interruption péroniste 31
1.1.2. La radicalisation de l'héritage 43
1.1.3. Le morcellement de l'histoire 60

1.2. Les hommes que fait l'histoire. **75**
1.2.1. La génération comme concept 75
1.2.2. Générations et politique 80

Chapitre 2

Lectures et relectures du péronisme *:* la conquête conceptuelle du *« gros animal »* populaire **92**

2.1. Péronisme et populisme : autour de la tentation hétéronome **96**
2.1.1. Du péronisme au populisme : l'écart d'un nom à l'autre 99
2.1.2. Du populisme au péronisme : réévaluation de l'image hétéronome 112

2.2. Peuple et identification politique : morphologie élusive du sujet populaire **124**
2.2.1. Le politique comme scandale 126
2.2.2. Le péronisme ou le sceau de l'hybridité 136

Chapitre 3

Les itinéraires du peuple **143**

3.1. Sur les vestiges de l'expérience première **150**
3.1.1. Qui nomme qui : l'enjeu de la nomination 155
3.1.2. La mesure du possible 163

3.2. Dans le sillage du peuple **171**
3.2.1. Le peuple du « déjà là » 176
3.2.2. Le projet en question 195

3.3 L'évanescence du sujet populaire **200**
3.3.1. Le peuple-ancêtre 205
3.3.2. Le ménémisme ou l'infidèle au pays de la mémoire 215

Chapitre 4

Les lieux et les formes de la mise en acte **223**

4.1. L'ouverture, les limites. 232
4.1.1. Les lieux de la contradiction....237
4.1.2. Entre le péronisme et le néant....250
4.2. Le temps de l'impératif....258
4.2.1. Du peuple mobilisé à la vie militante....262
4.2.2. De la contradiction à la crise....274
4.3. L'introuvable duplicité du peuple 289
4.3.1. Déplacements, réinvestissements, extériorités....298
4.3.2. La possibilité d'un héritier....307

Chapitre 5

Le péronisme en devenir 311

5.1. La dislocation des liens intergénérationnels....313
5.1.1. Les héritiers des héritiers....320
5.2. Petit exercice de prospective....322
5.2.1. Les contrastes de la récupération économique 332
5.2.2. Hégémonie politique et « décisionnisme »....337

Conclusion....**353**

Bibliographie citée....**371**
Ouvrages généraux 371
Ouvrages sur l'Argentine....374
Articles de presse....379

Annexes....**380**

Annexe 1....**381**
Index des principaux interviewés cités....381
Première génération 381
Deuxième génération 386
Troisième génération 393

Annexe II....**398**
Principaux événements de la dynamique politique argentine et de l'histoire du mouvement péroniste....398

L'évolution intergénérationnelle des formes de politisation péroniste en Argentine à la fin du XXème siècle

Ce travail de recherche porte sur les formes d'identification politique au péronisme en Argentine durant la seconde moitié du XXème siècle. Cette analyse repose sur une approche intergénérationnelle, qui fait apparaître les lignes de continuité et de rupture dans les manières « d'être péroniste » de trois générations, définies en fonction de leurs expériences politiques. Ces expériences sont ancrées dans les trois périodes pendant lesquelles le péronisme a été le parti de gouvernement au cours du siècle dernier (1946/1955, 1973/1976 et 1989/1999). L'hypothèse centrale de cette recherche est que « être péroniste » prend son sens dans l'articulation entre un héritage et un travail générationnel de reformulation, qui est étroitement lié à un vécu historique et politique.
Le péronisme constitue un des sujets les plus abordés par la littérature politique et sociologique argentine, qui l'a souvent interprété comme un exemple de régime populiste ou national populaire. Ces études accordent une place centrale au rapport privilégié que ce mouvement politique entretient avec la notion de peuple, qui a le plus souvent été analysée en la reliant à une catégorie sociale particulière (classes travailleuses, ouvrières, etc.). Dans notre travail, nous discutons cette conceptualisation de la notion de peuple pour la confronter ensuite à celle qui ressort des discours des acteurs qui s'identifient au mouvement péroniste, sans la restreindre à une catégorie sociale spécifique. Les évolutions de cette notion de peuple que les acteurs situent au centre de leur discours sur le péronisme rythment l'évolution de cette identification politique et nous permettent de tracer quelques hypothèses sur les transformations récentes des formes de politisation de la société argentine.

Mots-clés : Argentine – Péronisme – Perón – populisme – peuple – générations – identité politique

Intergenerational evolution of peronist politicization forms in Argentina at the end of the XXth century

This thesis concerns the political identification with Peronism in Argentine, over the last fifty years. Using an intergenerational approach, we identify the continuities and ruptures in the ways that three generations have identified themselves as "being peronist". We define these generations according to their political experiences, which correspond to the three periods in which Peronism held political power during the last century (1946/1955, 1973/1976 and 1989/1999). Our main hypothesis is that the meaning of "being peronist" lies at the intersection of its political heritage and its generational reformulation. This reformulation is closely connected to historical and political experiences.
Peronism is one of the most frequently discussed subjects in Argentina's political and sociological literature. Generally considered as an example of populism, these analyses focus on the ties that this political movement established with the notion of "people", and one social category in particular (namely, the working class). We discuss the conceptualisation of the notion of "people" which is implied by these interpretations to later contrast it with that which arises from the discourse of actors who identify themselves with the peronist movement, and which is divorced from any particular social category. The evolution of the concept of "people", which lies at the heart of the discourse on Peronism, tracks the development of this political identification. Our analysis allows us to expound certain assumptions with regard to the recent transformations of the forms of politicization in the Argentinean society.

Key-words: Argentine – Peronism – Perón – populism – generations – political identity